



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Conférence interparlementaire en face d'un monde en crise

108^e Session de l'U.I.P. à Santiago du Chili

Créée en 1889 à l'initiative de deux parlementaires pacifistes, William Randal Cremer du Royaume-Uni et Frédéric Passy de France, l'Union Interparlementaire a été le premier forum permanent de débats et de négociations politiques multilatérales.

Devenue, au fil des ans, de simple association de parlementaires, l'organisation internationale des Parlements des Etats-souverains, l'Union, qui réunit en son sein des représentants de toutes les tendances politiques, constitue un exceptionnel poste d'observation de la pensée politique à partir duquel des idées nouvelles et des initiatives multiples font avancer la cause de la paix et de la coopération institutionnelle internationale.

La 108^e Conférence interparlementaire s'est tenue à Santiago du Chili du 6 au 12 avril 2003. La Chambre des Députés luxembourgeoise y fut représentée par son Vice-Président, M. Niki Bettendorf, M. Jeannot Krecké, Membre du Bureau et Mme Fery Nicklaus-Faber, Présidente de la Commission de l'Egalité des Chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine.

La Conférence fut ouverte au Centro de Convenciones Diego Portales, lors de la cérémonie inaugurale, par S.E. le Président de la République du Chili, Don Ricardo Lagos Escobar avec à ses côtés le nouveau Président du Conseil de l'U.I.P., le Sénateur chilien Sergio Pérez.

Après l'élection du Président et des Vice-Présidents de la 108^e Conférence, dont M. Niki Bettendorf, le débat général sur la situation politique, économique et sociale dans le monde fut entamé sous la présidence de M. A. Zaldivar Larrain, Président du Sénat chilien. Parmi les propositions d'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour, intro-



M. Niki Bettendorf et S.E. le Président de la République du Chili, Don Ricardo Lagos Escobar

duites par différents pays et ayant toutes trait à la guerre en Irak et au terrorisme, ce fut finalement celle de l'Argentine qui obtint la majorité requise et fut portée à l'ordre du jour.

Plaidoyer pour un renforcement des institutions démocratiques

Le rôle et la place des parlements dans le renforcement des institutions démocratiques et le développement humain dans un monde fragmenté, ainsi que la coopération internationale pour la prévention et la gestion des catastrophes naturelles transfrontières et de leurs effets sur les régions concernées furent d'autres sujets importants traités au cours de cette conférence au pied des Andes. A part d'importants amendements à ses Statuts et Règlements et la création de trois nouvelles Commissions permanentes - en matière de paix et de sécurité internationale, de développement durable, de finance et de commerce, ainsi que de démocratie et de droits humains -, l'U.I.P., au sein de Comités et Réunions conjointes, s'est penchée sur des sujets qui préoccupent le monde. C'est ainsi que Mme Nicklaus-Fa-

ber a assisté à des réunions du Comité de coordination des femmes parlementaires et à un Panel sur le trafic des enfants, tandis que MM. Bettendorf et Krecké ont pris part aux réunions du Groupe des Douze + où, ensemble avec leurs collègues des pays de l'Union européenne et des pays associés, ils se sont concertés sur certaines positions communes à prendre en séance plénière.

La délégation luxembourgeoise a participé en outre aux votes sur les résolutions et amendements aux statuts qui ont clos les débats.

Lors de la réception au Palais présidentiel, M. le Vice-Président Bettendorf a pu s'entretenir avec le Président de la République chilienne, tandis que toute la délégation a eu l'occasion de rencontrer Mme Isabel Allende Bussi, Présidente de la Chambre des Députés du Chili.

Pendant leur séjour au Chili, les membres de la délégation luxembourgeoise ont été les hôtes du Congrès chilien, du maire de Santiago, des Ambassadeurs de Belgique, de France, du Japon, du Royaume-Uni et de la délégation monégasque. Par ailleurs, ils ont pu rencontrer des représentants d'intérêts économiques luxembourgeois au Chili et s'entretenir avec d'anciens réfugiés chiliens au Luxembourg.

Après une semaine d'échanges d'opinions et de resserrement des liens entre les pays participants, les députés se sont quittés dans l'espoir que leurs débats permettront d'orienter les peuples du monde vers un développement économique et social fructueux, qui esquissera les bases démocratiques pour le troisième millénaire.



Mme Fery Nicklaus-Faber, Mme Isabel Allende Bussi, Présidente de la Chambre des Députés du Chili et M. Jeannot Krecké

Travaux des commissions parlementaires

Commission spéciale "Immigration"

Echange de vues avec le STATEC

La Commission spéciale "Immigration" sera saisie dans les meilleurs délais d'un projet de rapport définitif en vue du débat d'orientation sur le sujet, qui devrait avoir lieu à la Chambre des Députés avant les vacances d'été. En effet, la Commission a achevé sa collecte d'informations lors de sa réunion du 22 avril 2003, en prenant connaissance des dernières données du STATEC en matière de mouvement de la population.

Ces chiffres - tenant compte des indications du recensement de la population de 2001 - confirment la tendance à la baisse de l'excédent migratoire au cours des trois dernières années, passé de 4.461 unités en 1999 à 2.649 unités en 2002. Vu que le nombre d'arrivées n'a guère varié, c'est le nombre croissant de départs qui est à l'origine de ce

phénomène lié probablement à la perte de dynamisme de l'économie luxembourgeoise, mais dont les raisons exactes restent difficiles à évaluer faute d'analyses approfondies.

Selon le STATEC, l'année 2002 était marquée par une reprise de l'immigration portugaise avec un solde de 919 contre 566 en 2000. Au cours de la même période, les soldes ont le plus baissé dans la communauté française (1.185 en 2000 contre 492 en 2002).

Une analyse de l'évolution sur dix ans a par ailleurs révélé que les ressortissants étrangers venant à Luxembourg en 2000 disposaient au moment de leur immigration d'un niveau d'instruction nettement supérieur à celui des immigrants de 1990 (42,5 % d'universitaires en 2000 contre 13,9 % en 1990).

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Entrevue avec le Professeur Marcel-Francis Kahn



Le Professeur Marcel-Francis Kahn du Service de Rhumatologie de l'Hôpital Bichat de Paris

Dans sa série d'auditions en vue d'un débat d'orientation "concernant la réglementation de certaines formes de médecines complémentaires ou non con-

ventionnelles", la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre des Députés a reçu aujourd'hui le Professeur Marcel-Francis Kahn du Service de Rhumatologie de l'Hôpital Bichat de Paris.

Selon le Professeur Kahn, qui se dit "ennemi reconnu et déclaré" de toute médecine non classique, le succès des médecines complémentaires serait, d'une part, l'expression de la tendance de plus en plus répandue à se tourner vers l'irrationnel et, d'autre part, la conséquence du déficit d'écoute et d'explication de la médecine traditionnelle. Sans mettre en doute une "petite partie raisonnable, mais démontrée" de certaines médecines complémentaires (comme la chiropraxie p.ex.) - il a cependant nié les effets des traitements homéopathiques et dénoncé les risques de toxicité liés notamment à la phytothérapie.

Au cours des derniers douze mois, la Commission a reçu des experts de tous les bords - partisans et adversaires des médecines complémentaires - ainsi que des représentants des principaux acteurs du domaine de la santé luxembourgeoise.



Travaux des commissions parlementaires

Commission juridique

Projet de loi 5076 ("Lex Greenpeace")

Le projet de loi 5076 "garantisant l'usage paisible du droit de propriété et la liberté de mouvement et portant introduction d'un nouvel article 442-1 au code pénal" figurait à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission juridique le 23 avril 2003 à la Chambre des Députés. Les membres de la Commission se sont entretenus à ce propos avec le Ministre de la Justice, M. Luc Frieden, et le Procureur d'Etat auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, M. Robert Biever.

Le 25 octobre 2002, plusieurs centaines (entre 500 et 600) militants de Greenpeace ont occupé les 28 stations ESSO du pays. Le Parquet n'a pas ordonné d'intervention de la Police parce que, selon M. Biever, une analyse stricte des textes législatifs en vigueur ne permettait pas de considérer l'action de Greenpeace comme infraction.

Le Ministre de la Justice a rappelé que suite à ce constat du Parquet il avait été chargé par le Conseil de Gouvernement d'élaborer le projet de loi déposé à la Chambre des Députés en date du 20 décembre 2002. Il a annoncé un amendement gouvernemental disposant que la loi ne

portait pas atteinte au droit de grève dont l'exercice resterait régi par les dispositions légales et réglementaires qui lui sont propres. Il a par ailleurs souligné qu'il était prêt à discuter des peines prévues dans le projet de loi que d'aucuns jugent trop sévères. L'essentiel pour lui était de garantir la capacité d'agir de l'Etat dans de pareilles situations, ce qui ne serait pas le cas aujourd'hui.*

Au cours de la discussion, les groupes LSAP et DÉI GRÉNG ont réitéré leur opposition au projet qu'ils qualifient de mal réfléchi, d'excessivement répressif et de superfétatoire dans la mesure où l'objectif proposé pourrait également être atteint par la législation en vigueur. Le groupe ADR pour sa part rejoint les groupes de la majorité parlementaire, CSV et DP, qui marquent leur accord à l'initiative gouvernementale.

* Dans une note distribuée aux membres de la Commission, M. Biever écrit: "Si les entreprises à l'encontre desquelles ces manifestations ont lieu peuvent avoir recours à un référé pour voie de fait et en vue de demander post festum (...) des dommages-intérêts, il n'en reste pas moins que l'autorité publique n'a pas de moyen légal pour intervenir nonobstant la demande des responsables."

Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi, les amendements et motions que le Président de la Chambre leur renvoie. Elles ont le droit de présenter elles-mêmes des propositions et des amendements. Elles ont également pour mission de préparer des débats, d'organiser des auditions publiques et non publiques ainsi que des visites et de poursuivre toute activité rentrant dans le cadre de leurs attributions.

(Art. 21 du Règlement de la Chambre des Députés)

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports

Visite du Centre de Recherche et de Développement de Goodyear S.A. à Colmar-Berg



Les membres de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports et de la direction de la société Goodyear S.A.

La Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports a visité, le mercredi 23 avril 2003, le Centre de Recherche et de Développement (GTC*L) de la société Goodyear S.A. à Colmar-Berg. Les membres de la Commission furent accueillis par le directeur général du GTC*L M. Jean Bergh et les membres de la direction.

Après une brève présentation de la société Goodyear S.A., implantée à Luxembourg depuis 1949, les membres de la commission ont eu l'occasion de vi-

siter les différents laboratoires du GTC*L (Tire Test Laboratory, Computer Tomograph Lab, Laser Carving Operation, Tire Vehicle Test and Research Lab) et la piste d'essai.

Parmi les sujets abordés lors de cette visite figuraient notamment les répercussions de la conjoncture, des normes et des règlements américains sur le site luxembourgeois et l'influence de la législation luxembourgeoise sur les activités de recherche (encouragement de la recherche, PhD Sponsorship).

Décoration dans les ordres nationaux



Au nom de S.A.R. le Grand-Duc, le Président de la Chambre des Députés M. Jean Spautz a remis en date du 5 mai 2003 les insignes de Commandeur dans l'Ordre du Mérite du Grand-Duché de Luxembourg à M. Christoph Grimm, Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat et Président d'honneur du Conseil Parlementaire Interrégional Lorraine/

Luxembourg/Rhénanie-Palatinat/Sarre/Wallonie (CPI).

M. Grimm a été à deux reprises président du CPI, à savoir du 16 juin 1995 au 10 mai 1996 et du 8 décembre 2000 au 7 décembre 2001. Par ailleurs il a présidé depuis 1991 d'abord la Commission "Transports et Communications"

du CPI, ensuite la Commission "Enseignement, Formation, Recherche et Culture", et il a à plusieurs reprises représenté le CPI aux Sommets des Exécutifs de la Grande Région. Dans son allocution, M. Spautz a tenu à souligner tout particulièrement l'engagement de M. Grimm pour la coopération transfrontalière et la promotion de la langue du voisin.

La Directrice de l'UNICEF à la Chambre des Députés

Au cours de sa visite à Luxembourg en date du 28 avril, Mme Carol Bellamy, Directeur exécutif de l'UNICEF a été reçue à la Chambre des Députés par le Président M. Jean Spautz. Au cours d'une entrevue, à laquelle participaient MM. Laurent Mosar et Claude Wiseler, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense, Mme Bellamy a exposé la politique et les activités de l'organisation qu'elle préside. Elle s'est félicitée de la collaboration du Luxembourg avec l'UNICEF au Vietnam, sans cacher les soucis liés à la collaboration de son organisation avec notre pays dans deux autres pays cibles de la politique de développement luxembourgeoise, à savoir le Mali et le Burkina Faso, en raison d'éventuelles répercussions de la situation en Côte d'Ivoire. En ce qui concerne la situation en Irak, Mme Bellamy a fait état du manque considérable de médica-



(de gauche à droite) M. Laurent Mosar, Mme Carol Bellamy, M. Jean Spautz et M. Claude Wiseler

ments, d'eau et de vivres. L'UNICEF qui - au moment de la visite - venait tout juste de rentrer au

nord du pays, espérait retourner sous peu à Bagdad malgré le fait que ses bureaux y aient été pillés.

„Wir entdecken das Parlament“



Wie funktioniert das Parlament? Worin bestehen seine Aufgaben? Wie wird man Abgeordnete(r)? Wie entsteht ein Gesetz? Wann entstand die Abgeordneten-kammer? Wieso brauchen wir ein Parlament? Auf diese und andere Fragen versucht das kürzlich erschienene Buch „Wir entdecken das Parlament“ vor allem, aber nicht nur Kindern leicht verständliche Antworten zu geben. Parlamentspräsident Jean Spautz bezeichnete das Buch anlässlich einer Pressekonferenz am 29. April als „weiteren Schritt des Parlaments, seine Arbeiten allen Altersgruppen und Bevölkerungsschichten näher zu bringen“. „Wir entdecken das Parlament“ (Konzept: Claude Frieseisen, Text: Maurice Molitor, Zeichnungen: Jean Leesch) ist im Buchhandel erhältlich und kostet € 6,82.

NOUVELLES LOIS

4959 - Projet de loi

portant approbation du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies, le 6 octobre 1999

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Convention CEDAW) tel qu'approuvé par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies le 6 octobre 1999.

En permettant aux femmes de s'adresser directement au Comité CEDAW et de porter plainte devant cet organe international concernant les violations de leurs droits, le Protocole facultatif fournit aux femmes un mécanisme additionnel et plus puissant pour inciter les Etats parties à respecter leurs engagements résultant de la Convention CEDAW.

Le Protocole facultatif permet également au Comité CEDAW d'effectuer des enquêtes sur des violations graves ou systématiques de la Convention CEDAW dans les pays qui adhèrent à ladite Convention et au Protocole facultatif.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 27.05.2002
Rapporteuse: Mme Ferny Nicklaus-Faber

Travaux de la Commission de l'égalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine (Présidente: Mme Ferny Nicklaus-Faber):
04.03.2003 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
20.03.2003

4960 - Projet de loi

portant approbation de l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté à la huitième réunion des Etats Parties le 22 mai 1995

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver l'amendement à l'article 20 paragraphe 1er de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Convention CEDAW), tel qu'adopté à la huitième réunion des Etats parties le 22 mai 1995 et approuvé par l'Assemblée générale par la résolution 50/202 du 22 décembre 1995.

Cet amendement consiste à modifier le temps de réunion de l'organe de contrôle institué par la Convention CEDAW, à savoir le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CEDAW), les délais prévus jusqu'ici (soit deux semaines par an) étant jugés trop restreints.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 27.05.2002
Rapporteuse: Mme Ferny Nicklaus-Faber

Travaux de la Commission de l'égalité des chances entre

femmes et hommes et de la Promotion féminine (Présidente: Mme Ferny Nicklaus-Faber):
04.03.2003 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
20.03.2003

4857 - Projet de loi

portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1999

Les comptes généraux de l'exercice 1999 se présentent comme suit:

A – Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires

I. Recettes effectives
200.715.570.596 F

II. Dépenses effectives
195.861.456.042 F

III. Excédent de recettes
4.854.114.554 F

IV. Excédent de recettes reporté à la fin de l'exercice 1998
15.358.291.529 F

V. Excédent de recettes reporté à la fin de l'exercice 1999
20.212.406.083 F

B – Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre
99.109.248.557 F

II. Dépenses pour ordre
98.674.122.308 F

C – Recettes et dépenses sur les fonds spéciaux et fonds déposés à la Trésorerie de l'Etat

I. Recettes (y compris une somme de 72.924.799.317 F restée disponible à la clôture de l'exercice 1998)
124.413.389.809 F

II. Dépenses
54.130.010.707 F

III. Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1999
70.283.379.102 F

Par rapport au budget définitif de l'exercice 1999, les variations sont les suivantes:

	Variations	
	en valeur	en %
Recettes		
- ordinaires	20.714.925.403	+ 11,52
- extraordinaires	- 37.588.807	- 25,05
Recettes totales	20.677.336.596	+ 11,48
Dépenses		
- ordinaires	1.336.583.100	+ 0,82
- extraordinaires	14.660.330.942	+ 91,30
Dépenses totales	15.996.914.042	+ 8,89
Excédent de recettes	4.680.422.554	

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 17.10.2001
Rapporteur: M. Jeannot Krecké

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Président: M. Jeannot Krecké):

05.11.2001 Echange de vues avec M. le Ministre de la Santé au sujet des comptes bloqués

14.11.2001 Suite de l'examen du dossier des comptes bloqués

21.01.2002 Présentation du rapport de la Cour des Comptes

28.01.2002 Continuation de la présentation du rapport de la Cour des Comptes

18.11.2002 Examen de l'avis du Conseil d'Etat

17.03.2003 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
03.04.2003

4949 - Projet de loi

relative à la restauration et à la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg

Le projet de loi sous rubrique prévoit d'une part l'aménagement, voire l'extension du circuit Vauban, et d'autre part, des aménagements supplémentaires du Musée de la Forteresse et de la mu-
séographie.

Le circuit Vauban constitue, ensemble avec le Circuit Wenzel, l'un des attraits touristiques et culturels de la Ville de Luxembourg et du pays tout court. L'itinéraire parcourt les quartiers historiques de la ville dans le but de faire découvrir au visiteur les points d'importance stratégique d'une des forteresses les plus imposantes de l'Europe.

Les travaux prévoient donc la restauration, la reconstruction partielle et la remise en valeur de cer-

tains vestiges de la forteresse situés en majeure partie dans le faubourg du Pfaffenthal. Il ne fait aucun doute que l'aménagement, voire l'extension du circuit Vauban est une occasion unique pour revaloriser le quartier du Pfaffenthal. Les coûts des travaux relatifs au Circuit Vauban sont fixés à une somme de 14.029.251 euros, imputable sur le Fonds pour les Monuments historiques.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 14.05.2002
Rapporteur: M. Claude Wiseler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur,

de la Recherche et de la Culture (Présidente: Mme Nelly Stein):

23.01.2003 Désignation du rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

24.03.2003 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
03.04.2003

4966A - Projet de loi portant approbation

1. du Protocole additionnel à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées du 18 décembre 1987;

2. de l'Accord relatif à l'application, entre les Etats membres des Communautés européennes, de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 25 mai 1987

4966B - Projet de loi

sur le transfèrement des personnes condamnées

Le projet de loi 4966 a été scindé en deux parties.

La première partie (projet de loi 4966A) a pour but l'approbation, par la Chambre des Députés, de deux instruments internationaux concernant le transfèrement des personnes condamnées, à savoir le Protocole additionnel à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées du 18 décembre 1987 et l'Accord relatif à l'application, entre les Etats membres des Communautés européennes, de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 25 mai 1987.

Le Protocole additionnel à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées a pour objectif de faciliter l'application de la Convention en tenant compte du fait que de nombreux Etats ne peuvent pas extraire leurs propres ressortissants.

Le Protocole définit les règles applicables au transfert de l'exécution des peines lorsque la personne condamnée s'est évadée de l'Etat de condamnation pour regagner l'Etat dont elle est ressortissante ou encore lorsqu'elle est expulsée ou reconduite à la frontière en raison de sa condamnation.

L'Accord relatif à l'application entre les Etats membres des Communautés européennes de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées vise à faciliter le transfèrement des personnes condamnées, à appliquer dans le rapport mutuel des Etats membres la Convention, à en étendre le champ d'application et à en améliorer le fonctionnement.

La seconde partie (projet de loi 4966B) a pour objectif de reprendre dans la loi nationale, sous une forme quelque peu modifiée, les dispositions de droit interne sur les procédures applicables en matière de transfèrement des personnes condamnées, dispositions inscrites dans la loi du 31 juillet 1987 portant approbation de la Convention du 21 mars 1983 sur

le transfèrement des personnes condamnées et détenues à l'étranger.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 04.06.2002
Rapporteur: M. Ady Jung

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

17.03.2003 Désignation du rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

26.03.2003 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
03.04.2003

5055 - Projet de loi

relatif à la construction d'un Centre de Musique Amplifiée sur la Friche Industrielle de Belval-Ouest à Esch-sur-Alzette

La loi du 2 juin 1999 relative à l'aménagement d'une salle de concert pour jeunes sur la friche industrielle de Belval-Ouest à Esch-sur-Alzette avait autorisé le Gouvernement à faire procéder aux travaux de construction et d'aménagement y relatifs. Ce projet a été abandonné pour plusieurs raisons et le Gouvernement a décidé de construire un nouveau bâtiment accueillant le Centre de Musique Amplifiée, comprenant une grande salle (4000 places), une petite salle (500 places), des salles de répétitions, un studio d'enregistrement, un centre de documentation musicale et des loges d'artistes. Ledit Centre, contrairement au premier projet, est conçu de façon à ce que le public, les musiciens d'une part, et d'autre part, les producteurs d'enregistrements, les producteurs de spectacles, les ingénieurs du son ainsi que les amateurs et autres professionnels de musique puissent profiter au maximum des structures qui comprennent également un espace public se composant d'un foyer d'accueil, d'un café-brasserie et de commerces autonomes ainsi que d'un parking de 175 emplacements.

Aussi, dans les circonstances données, la desserte du futur Centre de Musique Amplifiée devra-t-elle se faire exclusivement au moyen des transports en commun.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 21.11.2002
Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Nicolas Strotz):

18.12.2002 Désignation du rapporteur
08.01.2003 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

27.01.2003 Examen du projet de loi

06.02.2003 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
20.03.2003

Ordre du jour

1. 5055 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Musique Amplifiée sur la Friche Industrielle de Belval-Ouest à Esch-sur-Alzette

et

4737 - Proposition de loi portant création d'un établissement public nommé "Centre de créations et d'événements musicaux Janis Joplin"

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Présentation de la proposition de loi - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Résolution - Vote)

2. 4959 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies, le 6 octobre 1999

et

4960 - Projet de loi portant approbation de l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté à la huitième réunion des Etats Parties le 22 mai 1995

(Rapport de la Commission de l'égalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine - Discussion générale - Lecture du texte des projets de loi - Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Erna Hennicot-Schoepges et M. Henri Grethen, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5055 iwwert de Bau vun enger Rockhal op den Industriebroche vun Esch/Belval. Gläichzäitig presentéiert den Här Robert Garcia seng Proposition de loi 4737 iwwert d'Schafung vun engem Etablissement public «Centre de créations et d'événements musicaux Janis Joplin».

D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: den Här Jung, d'Madame Mutsch an déi Häre Schummer, Jaerling, Garcia, Zanussi a Bettendorf. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Fred Sunnen.

1. 5055 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Musique Amplifiée sur la Friche Industrielle de Belval-Ouest à Esch-sur-Alzette

4737 - Proposition de loi portant création d'un établissement public nommé „Centre de créations et d'événements musicaux Janis Joplin“

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, deen haut hei zum Vote virläit, huet eng laang Virgeschicht. Zënter de 70er Joren ass d'Schafung vun enger Hal fir grouss Concerten zu Lëtzebuerg an der Diskussioun. Eng Diskussioun, déi sech an de leschten 20 Joer zougspéit huet.

D'Demande koom zum engen aus dem Lëtzebuurger kulturelle Milieu an zum aneren aus der Lëtzebuurger Rockmusekszeen, déi sech an de leschte Jore rasant am positive

Sënn entwéckelt huet. Et huet awer bis de Mäerz 1999 gedauert bis dass deen éischte Projet virgeluecht gouf fir d'Gebléishal op Esch/Belval an eng Concertshal ëmzefonctionnéieren. E Projet, deen awer nëmmen déi néideg mobil Equipementer virgesinn hat, fir gréisser Concerte kënnen ze organiséieren.

De Projet 4545 gouf de 5. Mee 1999 an der Chamber gestëmmt. Deen huet awer misse schnell op Äis geluecht ginn, well en net déi funktionell Voraussetzungen erfüllt huet. Engersäits louch keng budgetär Estimatioun vir, déi den Aménagement baussent der Rockhal mat aberechent hätt. De Projet hat doriwwer eraus virgesinn nëmmen eng Halschent vun der Hal ze aménagéieren. Eng Approche, déi fir d'Iwwerliewe vun der Gebléishal näischt bruecht hat. D'Renovierungsarbechte vun der Hal mat dem Daach an den Aménagementen no baussen hätten awer déi budgetär Enveloppe gesprengt an em méi wéi dat Duebelt iwwertraff. Dëst waren d'Haaptursache firwat de Projet am Dezember 2000 op Äis geluecht gouf.

D'Regierung ass mat dem Projet 5055, deen elo virläit, op de Wee gaang fir en neit Gebai ze bauen, dat nieft den zwee Säll fir Concerten nach Proufsäll, en Dokumentationszentrum, Studioe fir Opnahmen, en Espace multimédia an eng Brasserie mat abegraift. Op d'Bedeutung vun de Friche brauch ech net zrëckzekommen. Ech hunn dat schonn eng sëllege Mol op dëser Tribün ennerstrach. Ech wëll just drop hiweisen, dass de Bau vun der Rockhal als ee vun den éischte wichtege Bauprojeten op de Friche realiséiert gëtt. Et ass also e Bausteen vun deem wat eis Regierung an den Industriebroochen an de kommende Jore realiséiere wëllt: D'Renaissance vun enger Regioun als innovativen, als zukunftsweisende Projet a Saache Raumuerdung, ekonomesch Diversifikatioun, Fuerschung, Logement a Fräizäitoffer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5055 iwwert de Bau vun engem Centre de Musique amplifiée op den Industriebroochen op Belval-West ass den 21. November 2002 vun der Bautemi-

nistes, der Madame Erna Hennicot-Schoepges, am Parlament déposiert ginn. An der Sëtzung vun der Bautekommissioun vum 18. Dezember gouf de Rapporteur désignéiert. De Projet selwer esou wéi den Avis vum Statsrot vum 20. Dezember sinn an de Sëtzunge vum 8. a 27. Januar analyséiert a kommentéiert ginn. De schréffleche Rapport gouf an der Kommissiounssëtzung vum 6. Februar 2003 diskutéiert an adoptéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, et steet haut ausser Zweifel, dass sech d'Kulturlieden an eisem Land an de leschte Joren ausseruerdentlech gutt entwéckelt huet. Eng vun den Haaptursachen ass op deen enorme Succès vum Kulturjoer 1995 zrëckzeféieren, wou d'Stad Lëtzebuerg europäesch Kulturhaaptstad war. Dëse Mammutevent ass no ufänglecher Skepsis bei de Lëtzebuurger op eng grouss Akzeptanz a Resonanz gestouss. Doriwwer eraus hu vill Ausländer virun allem aus der Groussregioun de Wee op Lëtzebuerg fonnt fir un de Manifestatiounen vum Kulturjoer deelzuehelen. All déi Evénementer haten e groussen Impact op den Tourismus, wou déi negativ Tendenz, déi vun 1991 u spierbar war, gestoppt konnt ginn. D'Erausfuereung, déi sech duerno fir déi öffentlech Instanze gestallt huet, war virun allem déi den Elan, dee sech aus dem Kulturjoer erginn hat, oprecht ze erhalen.

Dorënner fällt och de Bau vu gudde a performante Kulturinfrastrukturen, déi à même sinn e grouse Public unzehéien. Mam Bau vun der Concertshal Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte a mat der Coque um Kierchberg sinn déi éischt Jalone vun dëser Politik gesat ginn. D'Concerte vun de Rolling Stones, vu Bon Jovi a vum Michael Jackson hu gewisen, dass eng konstant Demandé vun Lëtzebuurger Public fir Rockconcerte besteet. D'Zuelen, déi mer iwwert déi meeschtens banne 24 Stonnen ausverkaaft Concerten am Atelier zu Hollerech an an der Kulturfabrik zu Esch hunn, beleeeën zum engen, dass mer ëmmer besser an usprochsvoll Rock- a Popmusek op Lëtzebuerg kréien, awer si beleeeën och zum aneren, dass eis Hale fir esou Concerten ze kleng sinn. Si entsprechen zum Deel och net méi de Kritäre vun haut a puncto Sécherheet, Technik a Akustik.

Déi Sports- a Kulturzentren, déi mer a verschiddene Gemengen zur Verfügung hunn, weisen an de meeschte Fäll déiselwecht Nodeeler, esou dass och do der nëmmen e puer sinn, déi a Fro kommen, wéi beispillsweis Uewerkuer, Ettelbréck oder Péiteng. De Lëtzebuurger Kenner vun der Zeen ass deemno gezwonge fir op Concerten an d'Halen an der Groussregioun ze goen, esou zum Beispill an de Galaxie op Amnéville viru Metz, op Nanzeg oder Stroossbuerg, wou ënnerschiddlech grouss Infrastrukturen zur Verfügung stinn.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass de sëllege Gruppen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn an déi qualitativ héichwärtig Rockmusek maachen, net genuch Raimlechkeeten zur Verfügung sti fir anstänneg ze pueren. D'Zuel vun de Proufstonnen, déi en-dehors vun de Museksschoulen ofgehele ginn, beleeft sech no Estimatiounen vu Backline op 36.000. Dëst spillt sech an de meeschte Fäll a Kellereen an op Späichere vu Privathäuser of, also do wou se net déi néideg technesch Equipementer virfannen an an de meeschte Fäll der Noperschaft en Dar am A sinn. Aus dësen Ursachen eraus ass d'Regierung op de Wee gaang fir am neie Centre och Proufsäll virzegesinn, fir dese Gruppen déi néideg

Plaz an och déi néideg technesch Equipementer zur Verfügung ze stellen.

Déi nei Rockhal, en Numm, deen elo scho bei de meeschte Leit a Fleesch a Blut iwwergaang ass, compléiert domadder déi kulturell Infrastrukturen, déi entweder scho fäerdeg sinn, wéi d'Coque um Kierchberg, oder déi um Wee si fir fäerdeg gestallt ze ginn, wéi beispillsweis de Concertsall op der Place de l'Europe. An dësem Kontext muss een och den neie Stater Theater nennen, wou d'Renovatioun an de kommende Méint fäerdeg gestallt wäert sinn.

Déi nei Rockhal, zesumme mat den Infrastrukturen, déi bis haut de Kader vu Concerten ofginn hunn, wéi d'Kulturfabrik, den Atelier oder déi Halen, déi mer an der Groussregioun kennen, féllt deemno och déi Lück, déi bei eis nach opstung. Déi nei Rockhal ass awer net nëmmen eng Concertshal. Si erfëllt doriwwer eraus hir Missioun als modernen, kulturellen an internationalen Treffpunkt, als Plaz wou Konscht geschäfe gëtt an enger transdisziplinärer Approche. D'Rockhal bitt e moderne Kader, wou déi neitsten Informatiounstechnologien a Kommunikatiounstechnologien voll zum Droe kommen. D'Missioun si vielfältig an ëmfaassen d'Diffusioun, d'Produktioun, d'Répéitioun, den Encadrement vun den Artisten an d'Formatioun.

Aus dese vielfältege Missiounen, déi d'Rockhal erfëlle muss, hu sech folgend Besoinen erauskristalliséiert. Zwou professionell Concertshalen, déi sech op internationalem Plang weise kënnen an déi e Kader duerstellen, deen den Uspréich vun eiser Zäit gerecht gëtt. E modernt Equipement, wat den Artisten zur Verfügung gestallt gëtt a wat am Projet ënner anerem ennernt dem Begrëff Centre de ressources zesummegefaasst ass. En Espace de convivialité, dee sécher dozou bäidréit dass d'Leit sech gären hei begéinen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ouni mech an den technesch Detailer vun der neier Rockhal ze verléieren, wëllt ech trotzdem kuerz op dat agoe wat de Projet am Einzelne virgesäit. Fir de Rescht verweisen ech op den Text vum Projet selwer an op de schréffleche Rapport vun der Bautekommissioun.

Et sinn zwee Säll fir Manifestatiounen virgesinn. Zum enge gëtt et eng Hal, déi jee no de Concerte maximal bis 4.000 Spectateuren ophuele kann. Duerch déi mobil Gradiné kënnen téschent 1.500 an 3.000 Sëtzplazen installéiert ginn, an dat jee nodeem wéi d'Bühn am Sall gesat gëtt. Déi fräi Héicht vum Sall ass 17 Meter. De Sockel vun der mobiler Bühn ass zwee Meter héich. D'Déift vum Sall bedréit 95 Meter an d'Breet 40.

De Fait datt d'Bühn, jee no Gréisstenerdung vun der Manifestatioun, modulabel ass, huet d'Noutwendegkeet mat sech bruecht, direkt hannen am Sall genuch Plaz virzegesinn fir d'Deeler vun der Bühn op eng propper Aart a Weis ze verstauen. Den Accueil an de Beraich fir d'Artisten, dat heescht d'Vestiairen an d'Logen, fir d'Artiste selwer an hiert technesch Begleetpersonal, sinn direkt mat der Bühn verbonden a vu baussen zougänglech. Den Espace fir Liwwerungen an den Transit vun de noutwendegen Equipementer fir d'Concerte sinn esou agencéiert, datt den Opbau an der Bühn séier vun Hand geet. An dësem Kontext ass ervirzeshewen, datt d'Poids-lourds bis bei d'Bühn fuere kënnen.

Den Espace Centre de ressources ëmfaasst e klenge Concertsall vu 500 Plazen, aacht Proufsäll, e Studio fir opzuehelen, en Dokumentationszentrum, Büroen a Versammlungsraum. De klenge Concertsall huet eng fräi Héicht vun zéng Meter, de Sockel vun der Bühn eng

Héicht téschent 0,6 an 1,2 Meter. Nieft de Concerte kënnen do och Prouwen ofgehele ginn, oder e kann als Forum dänge wou nei Ausdrucksforme vu Musek ausprobéiert kënnen ginn. De Sall ass mat allen technesch Equipementer ausgestatt. D'Proufsäll, grad wéi den Opnahmestudio an dem Centre de documentation, si ganz no beim klenge Sall a ginn duerch d'Raimlechkeete fir d'Administratioun an d'Gestioun ergänzt. De Foyer spillt d'Roll vun der Agangshal fir d'Visiteuren, déi entweder vum Parking oder vun der Gare kommen. Et ass och an dësem Deel wou e Café virgesinn ass.

Wat d'Gestioun ubelaangt, sou huet d'Kommissioun, no Unhéierung vun der Madame Minister, festgehalen, datt en Etablissement public wuel de beschte Wee wär, fir déi villfältig Missiounen vun der Rockhal adequat ze erfëllen; en entsprecheend Projet de loi ass jo déi lescht Woch vun der Madame Minister op den Instanzewee geschéckt ginn.

D'Gesamtkäschte belafe sech op 29,62 Milliounen Euro, déi iwwert d'Kreditte vum Etablissement public fir d'Realisatioun un den Equipementer op de Friche vu Belval-West lafen. De Financement vum Projet gëtt duerch d'Loi de garantie assuréiert. Et ass gewosst, datt de Bau vun der Rockhal als eng vun de Prioritéiten am Plan pluriannuel d'investissement de l'Etat festgehalen ass. De Statsrot begréisst de Projet als Bäitrag fir dat Lëtzebuurger Kulturlieden a fir d'Opwäertung vun der Minettrégioun. Den héije Gremium huet a sengem Avis d'Hoffnung zum Ausdrück bruecht, datt de Projet net en Affer soll gi vun der Revisioun vum Plan pluriannuel d'investissement public.

Här President, ech wëllt nach gären e puer Wuert soen iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun, déi an engem ausseruerdentlech harmonesche Klima verlaf sinn. D'Kommissiounsmemberen hu sech beispillsweis d'Fro gestallt iwwert d'Programmation vun de Concerten, grad wéi iwwert d'Koordinatioun mat anere kulturellen Infrastrukturen. D'Madame Minister huet der Kommissioun erkläert, datt d'Programmation nëmmen en concordance an engem globale Konzept mat den aneren Institutionen ze gesinn ass.

D'Madame Minister konnt d'Suerg vu vereenzelte Memberen net deelen, déi gemengt hunn datt de Sall sech net rentéiert. Schon elo leien eng sëllegen Demandé vun international renoméierte Gruppe vir, déi op Lëtzebuerg komme wëllen. Vergläichbar Säll am Ausland - sou ass et festgestallt ginn - kéime pro Joer bis op 400 Manifestatiounen.

Wat den zukünftigen Notze vun der Gebléishal ubelaangt, sou ass d'Regierung amgang ze präifen, wéi een dëst Industriedenkmal sënnavoll réaffectéiere kéint.

Et war der Bautekommissioun e besonnescht Uleies, fir op d'Wichtigkeet vun engem performanten öffentlechen Transport hinzuweisen. De Bauteministère huet dorber higewisen, datt d'Schinnenetz op de Friche an Stand gesat muss ginn an datt d'Gare, déi am Moment just en Arrêt, e Quai ass, ausgebaut gëtt.

D'Opportunitéit fir op de Friche en Tram anzusetzen, gëtt am Moment nach gepréift. D'Kommissioun war, grad wéi déi concernéiert Gemengen, eestëmmege der Meenung, datt mer net laanscht en Tram kommen.

Une voix.- Très bien.

M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.- P&R-Parking gëtt et de Moment nëmmen am Norde vun de Friche, d'Hal selwer ass awer am Süden, deemno ass et wichteg en adequat Transportmëttel ze hu fir

d'Leit bei d'Rockhal ze bréngen. D'Kommissioun huet dofir festgehale, datt en Tram e wichtige Bausteen an engem integréierte Konzept, fir e performanten öffentliche Transport an der Minettréioun, misst duerstellen.

Am Kader vun der Ubannung vun der Friche Belval un d'Friche Michéville a Frankräich ass e Rondpoint am Süde virgesinn, dee mat P&R-Installatiounen équipéiert gëtt an esou d'Geleeënheet bitt, fir de Frontalieren an deene Leit, déi keng Méiglechkeet hunn, fir mam öffentliche Transport ze kommen, hiren Auto no beim Site stoen ze loosse.

Zu gudder Lescht wëllt ech nach prezisieréieren, datt um Niveau vun der Energiezoufuhr am Moment ënnersicht gëtt, ob et méiglech ass fir d'Rockhal un d'TGV-Zentral unzebannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen ech konnt lech mat dese Prezisiounen e kloert Bild iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun an iwwert d'Dispositiounen aus dem Projet ginn. Sollt dëst nach net duergoen, da recommandéieren ech de schréffleche Rapport ze consultéieren, dee méi detailléiert op déi technesch Finessen vum Projet ageet.

Ech hoffen, datt de Projet geschwënn op der Schinn ass, well eist Land huet laang missen op dese Moment waarden. Elo kënn d'Rockhal endlech, an eis Jugend, grad sou wéi mir, déi sech nach jonk fillen, kréien endlech dat géeegent Instrument fir an de Genuss vu gudder Rockmusik ze kommen.

Mat dese Wieder a mam Opruff de Centre de Musique amplifiée ze stëmmen, schléissen ech meng Intervioun a soen ech merci fir Är Opmierksamkeet. Mäi Fraktiounskolleeg, den Här Ady Jung, wäert am Numm vun der CSV op de Projet vun haut agoen an d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun bréngen.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Auteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Robert Garcia. Den Här Garcia huet d'Wuert.

Présentation de la proposition de loi 4737

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG), auteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hello Fans. Et ass schonn e komescht Gefill wann een haut de moien iwwer Musique amplifiée schwätzt, während iergendwou aneschters, nämlech zu Bagdad, onschëlleg Zivilisten eng aner Musique amplifiée aus dem Himmel geschéckt kréien, nämlech déi vun enger kolonialer Muecht, déi en imperialistesche Krich ugezeitelt huet. Trotzdeem wësse mer, dass d'Rockmusik net nëmme staark vun enger aner Gesellschaft, vun den USA, beaflosst ass, mä mir wëssen och dass d'Rockmusik ganz oft fir de Fridden duerch Concerten, duerch aner Manifestatiounen agetrueden ass, sou dass mer elo net ze vill Etats d'âme mussen hu fir hei iwwer Musique amplifiée, beziehungsweise Rockmusik, ze schwätzen.

Här President, ech wëll der Conférence des Présidents an der Kulturkommissioun vun deser Chamber merci soen, dass ech meng Proposition de loi aus dem Joer 2000 hei ka presentéieren. Et ass keng evident Prozedur gewiescht, well mir leien hei e bëssen à cheval zwëschen zwou Prozeduren, nämlech där aler Prozedur vun der Proposition de loi an där neier Prozedur vun der Proposition de loi.

An der neier Prozedur hätt ech eigentlech missen ee Rapport maachen, dee wär dann an der Kommissioun diskutéiert ginn an ech hätt alt kënnen dee Rapport hei virdroen, an da wär wahrscheinlech eng Motioun oder eng Resolutioun gestëmmt ginn.

No der aler Prozedur, déi hei nach wierkt, wëll ech des Proposition de

loi virstellen, obwuel se aus dem Joer 2000 ass. Et gëtt nëmme een eenzege Grond firwat dass meng Fraktioun insistéiert huet, des Proposition de loi hei virstellen, an zwar géife mir gären a mir hätten och gären dass d'Chamber dee Projet, deen de Kolleeg Sunnen hei virgestallt huet, en âme et conscience ka stëmmen.

Ech erkläre firwat. Mir hunn hei virun zwee Joer, aus Ulass vun dem Vote iwwert de Fonctionnement vun der Coque um Kierchberg, eestëmme eng Motioun gestëmmt, déi och mat enger grousser Begeescherung vun der Ministesch Brasseur accueilliéiert ginn ass. An där Motioun heescht et, dass d'Regierung opgefuerdert ass fir bei sportlechen, kulturellen, éducativen an anere Projeten, gläichzäiteg oder zumindest ouni e groussen Déphasage, de Projet iwwert d'Konstruktioun an de Projet iwwert de Fonctionnement ze déposéieren.

Wéi gesot, déi Motioun ass hei eestëmme ugeholl ginn, a wa mer eis als Chamber tant soit peu nach kënnen seriö huelen, dann dierfte mer eigentlech hei kee Projet iwwert d'Konstruktioun stëmmen, ouni dass de Projet de fonctionnement zumindest an der Pipeline ass.

Bis elo ass dat awer an deene leschten zwee Joer ni geschitt. Bei der Concertshal hei um Kierchberg ass de Projet de fonctionnement mat engem relativ groussen Déphasage déposéiert ginn, an och an anere Kulturprojeten hu mer eigentlech ni de Fall gehat, dass de Fonctionnementsprojet parallel mat dem Konstruktiounsprojet déposéiert ginn ass.

Dofir hu mir - wéi et kloer war, dass de Konstruktiounsprojet géif an der Bautekommissioun finaliséiert ginn - als Fraktioun de 15. Januar eng Kulturkommissioun aberuff a mir hu gesot, entweder huet d'Regierung selwer e Fonctionnementsprojet virgeluecht oder mir hätte gären, dass eise Projet, deen an enger aner Form scho séit 1996, also säit sechs Joer do läit, soll op den Ordre du jour kommen.

Dunn huet d'Kulturkommissioun eestëmme mech als Rapporteur vun där heite Proposition de loi gestëmmt a gesot ech soll, wann dee Projet de loi vun der Konstruktioun géif an d'Chamber kommen, da parallel dozou déi Proposition de loi iwwert de Fonctionnement virstellen. D'Madame Ministerin huet do gesot, de 15. Januar, si géif innerhalb vu 14 Deeg dann en eegene Projet de loi déposéieren. Et huet dann awer net zwou Woche gedauert bis dee Projet de loi déposéiert ginn ass, mä zwee Méint. In letzter Minute. Ech woe souguer ze behaupten, wa mir net insistéiert hätten dass eis Proposition de loi hei op den Ordre de jour kënnt, dass dann de Projet de loi wahrscheinlech eréischt am Summer, vläicht am Hierscht géif déposéiert ginn. Mä dat ass also eng Mutmassung déi sech haaptsächlech op Erfahrungswäerter aus der Vergaangenheet baséiert.

Une voix. - E bësse méi Vertrauen, Här Garcia!

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG), auteur. - Ech muss awer soen dass dat Verfahren hei e bësse symptomatesch ass fir dee gewëssenen Dédain, deen d'Regierung an hir Apparatschike géigeniwwer vun der Initiative vun der Chamber éprouvéieren. Ech wëll drun erënneren dass Enn November am Joer 2000 de Conseil d'Etat un d'Regierung ee Bréif geschriwwen huet, si hätten en Echange de vue gehat iwwer dräi Propositionen-de-loien, déi ech am Kontext vun de Friche déposéiert hunn, nämlech déi heite Proposition de loi, déi Proposition de loi iwwer eng Structure de gestion vu ganz Belval an d'Proposition de loi iwwer eng europäesch Uni op Terres Rouges, mä si kéinten awer nach keen Avis ginn, well si géife gär

wësse vun der Regierung wéi d'Pläng vun der Regierung wäer fir den Aménagement vum Site vu Belval a vun den Terres Rouges.

Dat war am November 2000, et sinn also zwee an en halleft Joer vergaangen ouni dass d'Regierung dem Conseil d'Etat eng Informatioun doriwuer geschéckt huet, an dofir huet de Conseil d'Etat och zu menge Propositionen-de-loien nach keen Avis bruecht.

Ech fannen dat relativ traureg, et ass och en Zeechen dass d'Chamber vu verschiddene Leit just als eng Ofstëmmungsmaschinerie considéiert gëtt, an all déi Initiativen déi hei geholl gi ginn éischer als lästeg, kollateral Schied vun dem legislative Prozess considéiert.

Ech kommen dann awer zu dem Inhalt vu menger Proposition de loi. Déi Proposition de loi hei hunn ech déposéiert de 7. Dezember 2000, an zwar aus engem gewëssene Protest, well dee Moment de Konstruktiounsprojet de loi, also net de Projet de loi, mä d'Gesetz dat mir hei de 5. Mee 1999 gestëmmt hunn, an engem Moratoire op d'Äis geluecht ginn ass. D'Bauteministesch huet sech zwar gewiert géint den Terme «Moratoire», mä finalement huet et jo awer elo quasi dräi Joer gedauert, a wann een dräi Joer eppes op Äis leet, da kann een awer scho bal vun engem Moratoire schwätzen.

Déi Proposition de loi hei, déi en Etablissement public fir déi Rockhal virgesäit, ass eigentlech e Successeur vun enger éischer Proposition de loi, déi ech de 5. Dezember 1996 hei déposéiert hunn, an zwar anlässelech vun den Debatten iwwert deen onsélegen an onsägleche Pei-Musée hei an der Chamber. Déi Proposition de loi ass deemools déposéiert ginn aus zwee Grënn. Éischters fir drop hinzewisen dass net nëmme déi aktuell Kulturministesch an d'Bauteministesch, mä och deen deemolege Bauteminister vun enger anerer Partei aner Prioritéiten haten, nämlech déi um Kierchberg, wéi am Süden eppes bësse méi rapid ëmzesetzen. En zweete Grond war deen, ech wëll drun erënneren dass iwwert déi Rockhal hei scho säit de 70er Joren debattéiert ginn ass. Et goufen Initiativen, Musek fir déi Jonk, gratis Glacen an der Rockhal, ech weess net wat fir A.s.b.l. en hu sech gegrënnt, d'Initiative vun der Jeunesse socialiste, vun anere Gruppéierungen, déi ëmmer erëm aner Sitë kucke gaange sinn an d'Ausland, déi versicht hunn de Konzept ze affinéieren, an dee Moment, 1999, wéi d'Rockhal hei ofgestëmmt ginn ass, war iwwerhaupt nach kee Konzept do. Esou dass een net nëmme deser Regierung ka virwerfen dass se de Konstruktiounsprojet weider gefouert hunn, mä och där Regierung virdrun.

Dofir hunn ech am Dezember 1996 proposéiert eng Fondatioun ze maachen, déi ech dann Janis Joplin genannt hunn, a fir dass eng Structure de préfiguration do wär, fir dass een, wann déi Rockhal géif gebaut ginn, schonn eng Struktur do hätt déi och dee Konzept géif virun driwwen. Well mir hunn déi Lëtzeburger Krankheit, ech hunn déi jo schonn hei ganz oft monéiert, dass mir ganz vill an de Betong an an de Stol an an de Marber investéieren, a wann de Betong, de Stol an de Marber beziehungsweise, d'Pierres de bourgogne si jo nach net do, wann déi bis stinn, da gëtt sech eréischt Gedanke gemaach wat dann an deene fastueuse Structure soll passéieren.

Wéi gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fondatioun vun deemools hunn ech duerch déi zweet Proposition de loi am Joer 2000 an en Etablissement public verwandelt. Aus wéi engem

Grond? Ma jo, am Joer 1996 gouf et jo en akademesche Sträit ob ee soll déi Kulturinstituter a Form vun enger Fondatioun oder vun engem Etablissement public etabléieren. D'Argumenter fir eng Fondatioun waren déi dass ee gesot huet, do wou vill Apport non public ass, also vu baussen, kéint een eng Fondatioun grënnen, während do wou déi Haaptapporte public sinn, soll een en Etablissement public grënnen. Dofir ass jo och d'Fondatioun vun dem Musée d'art contemporain eng Fondatioun, gëtt awer net en Etablissement public, well deemools nach Hoffnung bestoung dass vill Sponsors géife vu baussen eppes do abréngen, eng Hoffnung déi sech allgemeng an der Kultur jo an der Zwëschenzäit zimlech zerstéiert huet. Mir ware souwisou eigentlech éischer fir en Etablissement public an et stellt sech elo eraus, dass effektiv, esou wéi d'Rockhal elo konfiguréiert ass, inhaltlech, en Etablissement public selbstverständlech méi gënschteg wär.

Firwat den Numm vun Janis Joplin fir deen Etablissement public? Et muss ee jo zouginn, egal wéi een zu där Proposition steet, dass deen Numm e bësse méi sexy ass wéi dee vu Musique amplifiée, wou ee kéint mengen et wär eng opgebauschte Musek oder et wär soss iergend eppes. Deemools, wéi et drëm gaangen ass fir en Numm fir déi Fondatioun ze sichen, hunn ech mer fir d'éischt d'Méi gemaach, ähnelch wéi bei der Fondation Henri Pensis, fir e Lëtzeburger oder eng Lëtzeburgerin ze fannen déi am Beräich vun der Musek Grousses geleescht hätt an déi natierlech net méi lieft, well et ass jo awer e bësse komesch fir eng Fondation oder en Etablissement public no enger Persoun ze benennen déi nach lieft.

An do muss ech awer soen dass ausser dem Chris Baldo, seet hei d'Madame Wagener, mä ech fannen dat ass awer schonn net méi grad esou rockeg, éischer méi poppeg, ass glécklecherweis nach kee Lëtzeburger, nach keng Lëtzeburgerin gewiescht déi gestuewen ass an déi grouss Mériten an der Rockmusik hat. Dofir sinn ech an den auslänneschen Who's who kucke gaangen, a vu dass quasi alleguerten, ech géif souguer soen alleguerten d'Fondatiounen an d'Etablissements publics Nimm vu Männer kréien, do hunn ech e bësse gekuckt wéi eng Fra dass an der Rockmusik dann international federführend war, an do sinn ech natierlech niewent aneren haaptsächlech op den Numm vun Janis Joplin gestouss. Net nëmme well dat eng vun deene gréisste Blues- a Rockmusekerinne vun allen Zäite war, mä well déi och duerch hir - wéi soll ech et diplomatesch ausdrécken? - Wëllheet an duerch hiert bësse méi kontrasträicht Liewen eigentlech symbolesch steet fir eng Musek déi jo a leschter Zäit ëmmer méi geglättet ginn ass, mä déi an hirem Ursprung awer eng gewësse Revolte, eng gewëssen Dynamik an eng gewësse gesellschaftlech Afroestellung symboliséiert. Dofir sti mir och nach widerhin zu deem Numm vun där Sängerin.

Ech hu missen esouguer bei Rencontre mat Schoulklasse feststellen - ech hu geduecht déi Jonk vun haut, déi géifen déi guer net méi kennen -, dass am Zuch vun deem allgemenge Revival vun de 70er Joren effektiv ganz vill Leit aus der Jugend deen Numm nach kennen.

D'Structure vun deem Etablissement public gläiche selbstverständlech deene Structure wéi all Etablissement public. Dank der Seejomëssenaarbecht vun dem Jurist vum Kulturministère, huet sech lues a lues de Konzept vun dem Etablissement public affinéiert. Am Ufank huet de Conseil d'Etat ëmmer nach missen do meckeren, a leschter Zäit ass dat Gemeckers manner ginn, esouguer dass d'Etablissements publics ëmmer méi glat iwwert

d'Bühn ginn, an dofir ass eigentlech zu de Structure selwer vun dem Etablissement public relativ wéineg ze soen.

Et muss een awer elo soen, wat ech och e bësse cocasse fannen, dass d'Regierung net nëmme zwee Méint gebraucht huet fir hire Contre-projet ze formuléieren, dee se jo hei schonn hätt kënnen säit sechs Joer formuléieren. Zweetens, si maachen et sech relativ bequem well si iwwerhuelen einfach den Exposé des motifs. Dat muss Der wierklech liesen, dat ass eimaleg, am Exposé des motifs steet, mir wëlle kee weideren Exposé des motifs, well dat steet jo alles schonn an de Bauteprojeten dran, an dofir iwwerhuele mer dat, an dann zitéiere se de Bauteprojet. Also esou liddereg kann ee sech natierlech och aus der Affär zéien, quitte dass ech muss soen dass den Exposé des motifs vun deem Bauteprojet effektiv eng ganz Rei vun Elementer enthält, mä et hätt een awer kënnen, wat d'Gestioun betrëfft, nach kleng Prezisiounen bréngen zu deem Bauteprojet.

En aneren Ennerscheid zwëschen der Proposition de loi an dem Projet de loi vun der Regierung ass deen, dass d'Regierung an dem Conseil d'administration eng Prédominance vun Apparatschiken, wann ech dat dierf frëndlech soen, aus de Ministère virgesäit, wou ech meng Zweifelen hunn ob déi net éischer Spezialist a Men in Black, also a blauer Box sinn, wéi an der Rockmusik, a wou ech eigentlech fannen dass et besser wär eng Majoritéit vun de Leit an deem Conseil d'administration, dat wäer Leit déi och mat der Rockzeen eppes ze dinn hunn. Mir hunn also e bësse méi eng aner Pondératioun vu Presenz an deem Conseil d'administration wéi de Regierungsprojet, mir hunn och zousätzlech vun enger Vertrieederin oder enger Vertrieeder vun der Stad Esch och nach ee Vertrieeder oder eng Vertrieederin vun deem Syndicat Pro-Sud mat an de Conseil d'administration geholl. Mir wollten dat ëmmer systematesch maachen, well mir fannen dass déi Aufgabe vun esou enger Rockhal net eleng en nationalen oder och net eleng e lokalen, mä och e regionale Charakter mussen hunn.

Wat de Rescht ubelaangt, huet d'Regierung elo och a leschter Minutt, nämlech net méi spët wéi den 19. März, dat war gëschter, eng Prise de position zu menger Proposition de loi gemaach, déi si och hätt kënnen säit sechs Joer maachen. Doranner stinn e puer Argumenter, déi richteg sinn. Si erginn sech doran, dass déi Proposition de loi schonn zwee an en halleft Joer al ass an natierlech net méi deem Projet vun haut entsprécht.

Een Argument ass natierlech besonnesch witzeg. An deem leschte Punkt werfe si mir vir, dass an der Proposition de loi keng Estimatioun vun de Folgekäschten dra stéing. Dat ass natierlech kloer. Ech mengen als arme Schlucker-Deputéierte vun enger klenger Fraktioun huet ee kee grouse ministerielle Apparatur hanner sech, deen engem kann ausrechnen wéi eng Leit een do muss astelle vum Portier bis hin zum Direkter. Et ass natierlech och kloer, dass a kenger Proposition de loi, déi ech jee hei vun engem Deputéierte gesinn hunn, eng Estimatioun des coûts dra war.

Si schreiwen dann allerdéngs si hätten déi Estimation des coûts gemaach. Ech hunn dann awer um Schierm nogekuckt a souwuel bei där provisoirescher Versioun wéi och bei där definitiver Versioun keng Estimation des coûts fonnt. Dat heescht d'Regierung gëtt also de Moment op alle Fall hiren eegenen Urspréich net gerecht an duerfir ass eigentlech de Moment deeseweichte Flou ronderëm e Projet de loi vun der Regierung wéi deen iwwert der Proposition de loi vu mir.

Nonobstant a well mir extrem fein sinn, si mer der Meenung dass dee Projet de loi vun der Regierung,

och wann en, wéi gesot, e bëssen iwwert de Knéi gebrach ass, awer keng grammatikalesch Feeler huet wéi fréier oft esou Projeten der hatten, well haut déi Computere jo déi Korrekturprogrammen hunn. Ech ka mech un e Projet Neumünster erënneren, deen 113 grammatikalesch Feeler hat, well en esou séier huet missen iwwert de Knéi gebrach ginn.

Deen heite Projet ass an allen Hinsichte korrekt an duerfir kënne mir de Projet vun der Regierung ënnerstëtzen. Duerfir wëll ech hei eng Resolutioun déposéieren, déi besee, dass d'Chamber decidéiert de Projet de loi vun der Regierung, dee wéi gesot virun enger Woch déposéiert ginn ass, esou séier wéi méiglech ze evakuéieren, allerdéngs sous condition qu'un tableau sur les coûts financiers prévisionnels de la gestion soit ajouté au texte du projet de loi.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- *saluant le vote du projet de loi 5055 sur un Centre de Musique Amplifiée sur la friche industrielle de Belval-Ouest;*

- *rappelant la motion unanimement adoptée par la Chambre invitant le Gouvernement à soumettre sans déphasage trop important les deux projets de loi relatifs à la construction, resp. à la gestion d'infrastructures culturelles;*

- *considérant la présentation de la proposition de loi 4737 portant création d'un établissement public nommé «Centre de créations et d'événements musicaux Janis Joplin»;*

- *prenant acte du dépôt, le 11 mars 2003, du projet de loi 5103 portant création d'un établissement public nommé «Centre de Musiques Amplifiées», projet de loi qui actualise et précise les dispositions de la proposition de loi citée;*

decide

- *d'évacuer le plus rapidement possible le projet de loi 5103 portant création d'un établissement public nommé «Centre de Musiques Amplifiées», sous condition qu'un tableau sur les coûts financiers prévisionnels de la gestion soit ajouté au texte du projet de loi.*

(s.) *Robert Garcia, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.*

Ech wäert nach méi spéit an dëser Séance d'Geleehentheet kréien iwwert den excellente Rapport vun Kolleeg Sonnen an zu dem Projet de loi iwwert d'Konstruktioun vun der Rockhal ze schwätzen.

Ech soen lech merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Ady Jung agedroen. Den Här Jung huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Ady Jung (CSV). - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, an engem excellenten schréffleche wéi och mëndleche Rapport huet mäi Frënd Fred Sonnen de Projet de loi 5055 iwwert de Bau vum Centre de Musique amplifiée beschriwwen a virgestallt. Well hien dat esou ausféierlech gemaach huet, kann ech mech op e puer eenzel Aspekter vum Projet beschränken.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun soen ech dem Kolleeg Fred Sonnen merci a féliciteieren him fir sai grouss Engagement fir alles wat sech de Moment an och an Zukunft op den Industriebroche vu Belval-West ofspillt.

Wann och de 6. Mee 1999 hei an der Chamber op Drock vun der LSAP en éischte Projet fir eng Rockhal gestëmmt gouf, an zwar eestëmme mat 54 Stëmme, da misste mer haut grad esou eestëmme agestoen, dass dee Projet un a fir sech iwwert de Knéi gebrach war.

Fiederféierend war den deemolege Minister fir d'Jugend, de Kolleeg Bodry, deen ënnert dem laangjähregen Drock vu Rockferventen, wuel mam Averteesdemech vun der CSV-LSAP-Regierung, de Projet duerchbruecht hat, deen allerdéngs - wéi sech spéider erausgestallt huet - weder bautechnesch nach architektonesch geräift war, ofgesi vun den Eigentumsverhältnissen vun den Terrainen a vun de Gemengeprozeduren, déi der Autoritéit vun de Gemengen Esch a Suessem ënnerstëtzen. Och huet sech erausgestallt, dass déi virgesonnen Infrastrukture kengesfalls den Uspréich vun der viséierter musikaescher Ausrichtung gerecht hätte kënne ginn.

Obschonn an der Zwëschenzäit eng Onmass Aarbechten, besonnesch duerch den Innenminister a gläichzäitig Minister vun Aménagement du Territoire Michel Wolter geleescht goufen, esou konnten de leschte Méindeg déi zwou Chamberkommissionen vun den Travaux publics a vun der Économie, Énergie, Post an dem Transport sech iwwerzeegen, dass et bis op den heitegen Dag kaum méiglech gewiescht wier egal wat fir e funktionsfäege Bauprojet do ze realiséieren.

Positiv ass, dass d'Planungskonzept elo feststeet, mä zum heitegen Zäitpunkt ass Belval-West ëmmer nach eng Industriebroch, wou zwar vill geschafft gëtt, mä wou déi noutwendeg Infrastrukturen nach net fäerdeg sinn.

Doriwwer eraus ass et awer wichtig, dass och am Héichbau esou bal wéi méiglech op enger Plaz konkret ugefaange gëtt. Ech begreissen duerfir d'Matdeelung vun der Madame Minister Erna Hennicot-Schoepges, dass d'Aarbechte fir déi am Volleksmond genannte Rockhal schonn dese Juli kéinten ulafen, fir dann am Joer 2005 betriebsfäeg ze sinn.

Impressionéiert hu mech d'Objektiver aus dem Projet, déi esou ëmbrass sinn: „Le Centre de Musique se définit à la fois comme un lieu de spectacles, de pratique artistique, de répétition, de création, un lieu de rencontre, d'information, d'échanges et de réflexion, un espace d'expérimentation et d'encouragement à l'initiative. Le Centre de Musique sera consacré à toutes les formes d'expressions croisant les musiques amplifiées et s'adressera à un large public diversifié en accueillant des musiciens professionnels aussi bien qu'amateurs.“

Wat sinn dann elo déi Punkten, déi ee bei deem neie Projet muss méi genee ënnert d'Lupp huelen an déi am Virfeld scho vu Kolleegen aus der Opposition ugesprach, respektiv kritiséiert goufen?

Dat ass éischters de Gesteungspräis, dee sech vu 444,2 Milliounen Frang, laut dem deemolege Rapporteur, dem Här Mathias Greisch, dono awer bei Noberechnungen op 790 Milliounen Frang sollt belafen, also no bái ronn 20 Milliounen Euro op elo 29.623.000 Euro gewuess ass. Heizou sief bemierkt, dass ee keng Appel mat Biren oder soll ech léiwer soen Appel mat Meloune vergläichen dierf.

Den éischte Projet war e minimale Kompromiss fir d'Gebléishal, déi virun 90 Joer gebaut gouf, zur Halschent als Rockhal éimzebaue fir maximal 5.000 Leit, woubäi 750 Sätzplazen abegraff waren. Nodréiglech huet sech dann erausgestallt, dass dese Projet weder d'Uspréich un elementarem Comfort, nach u Fonctionnalitéit, nach u Sécherheet erfëllt hätt. Des Weidere war ënnerlooss ginn den Zoustand vum Daach ze ënnersichen, dee sech dann als staark reparaturbedürftig erweisen huet, wat schlussendlech zu engem onvertriebare Gesamtpräis fir eng un a fir sech primitiv Musekshal geféiert hätt.

Wat elo deen neie Projet ubelaangt, deen eis haut virläit, an de

Rapporteur huet lech all seng Virdeeler erkläert, esou dierf ee mat Iwwerzeugung soen, dass d'Madame Minister Hennicot an hirer duebler Fonctioun als Kultur- a Bauteminister hirer Aufgab an allen Hinsichten nokomm.

Als Deputéierten erliewen ech et permanent, dass besonnesch am Zentrum an uechtert d'Land a Pruechtbauten investéiert gëtt. Duerfir begreissen ech et als Süd-Deputéierten, dass d'Regierung och bei dem Kulturprojet op där Plaz, wou de Wuelstand vum Land geschafe ginn ass, net geknéccht huet.

Als zweete Punkt ass et d'Gesamtzuel vu 4.000 Plazen déi kritiséiert gëtt. Et sief widderholl, dass et sech bei deemem Projet wuel verstanen ëm 1.500 Sätzplazen an 2.500 Steepplazen handelt, déi alternativ als 3.000 Sätzplazen aménagéiert kënne ginn.

Hei sief positiv ervirgestrach, dass den Accès handicapéiertegerecht aménagéiert gëtt an dass speziell Plaze fir dés Matbienger virgesi sinn.

Doniewent sief da bemierkt, dass laut Erfahrungswärter 85% vun de Spektakelen e Maximum vun 3.000 bis 4.000 Persounen uspriechen. An der Moyenne si bei dese Concerten ongeféier 2.250 Persounen um Dill.

Wann elo verschidde Kreeser behaupten, de geplangte Centre de Musique amplifiée misst op d'mannst 5.000 Plazen ubidden, sou wëll ech de Kolleeg Zanussi aus senger Ried vum 5. Mee 1999 zitieren: „D'Zuel vun de Plazen ass opgrond vun den Aussoe vun de Concertveranstalter vun dohier berechtigt, well se neierdénge soen, dass et besser ass dräi Concerte mat 5.000 Leit ze maachen, wéi ee Concert unzesetze mat 15.000 Leit, wou keng 15.000 kommen. De Risiko fir en Echec ze kréie bei dëser Quantitéit ass méi kleng, an dofir ass éischer d'Tendenz a Richtung vu méi klengen Hale mat méi klengen Kapazitätéiten.“

Grad sou kéint een haut behaupten...

(Interruptions)

D'Zuel vun de Plazen ass opgrond vun den Erfahrungswärter a sou fair berechtigt, well et besser ass dräi Concerte mat 4.000 Leit ze maache wéi ee Concert unzesetze mat 12.000 Leit, wou keng 12.000 kommen. De Risiko fir en Echec ze kréie bei dëser Zuel ass méi kleng, an dofir soll een éischer a Richtung vu méi klengen Hale mat méi klengen Kapazitätéite goen.

Heizou wëll ech och de Kolleeg Lucien Lux zitieren, deen am Mee 1999 a senger Ried vun enger Gréissenerdung vu 4.000 bis 5.000 Plaze geschwat huet. Sécher ass datt d'Concerten, déi jeeweils méi wéi 4.000 Leit unzéien, fir Gemenge wéi Esch a Suessem, déi sech an direkten Anzugsgebitt befannen, mat grousssem Opwand verbonne sinn. Heibäi muss een och un d'Awunner denken, déi, wann d'Uerdnungskräfte iwwerfuert sinn, ëm hir Sécherheet fäerte mussen.

Der Madame Minister wëlle mer awer besonnesch un d'Häer leeën e Maximum ze ënnerhuele fir d'Isolatioun optimal ze maachen, fir d'Awunner net muitwëlleg mat vill Kaméidi ze belästegen.

Wa sech Spektakelen ubidden, déi wierklech mat vill méi wéi 4.000 Leit rechne mussen fir rentabel ze sinn, dann hu mer hei zu Lëtzebuerg d'Coque, déi bis 8.000 Leit faasse kann a wou d'Stad Lëtzebuerg besser Méiglechkeeten huet fir fir Uerdnung a Sécherheet ze suergen.

Als drëtten Punkt geet et ëm déi nëmmen 175 ënnerierdesch Parkplazen, ofgesi vun deene Parkingsméiglechkeeten déi sech op anere Plazen um Site befannen. Dëst ass eng Tatsaach, déi een natierlech kritesch belichte muss.

(Interruption)

Merci. Perséinlech fannen ech et och ongenügend, well ech den Hang zum eegenen Auto vun eise Matmënsche kennen. Ech loosse mech awer gären enges Bessere beléieren, an d'Virstellung vu gutt organiséierter Kollektivtransporter héiere sech jiddefalls gutt un. Eis gréng Kolleegen heibanne mussen jiddefalls heidriwwer begeeschtert sinn.

(Brouhaha général)

D'Aussoe vum Transportminister, deen e flexibelen Asaz vun der Eisebunn verspricht, den TICE, dee säin Haaptsetz virun der Dier vun Esch-Belval huet a mat Sécherheet an deem Kontext besonnesch gefuerdert ass, an och den Asaz vum RGTTR kënnen hei mat guddem Wëlle Problemer léisen. Emmerhi goufen um Site Belval-West Erfahrung gemaach beim Event „Steelworx“, wou sech 50.000 Leit afonnt haten. Doriwwer eraus muss ee sech bewosst sinn, dass kulturell Spektakele sech an der Regel ausserhalb vun deenen Zäiten, wou de Berufsverkéier intensiv ass, ofwéckelen.

Als véierte Punkt bleift dann nach dat wat de Kolleeg Garcia mat senger Proposition de loi 4737 belicht huet.

Am Fong huet hie scho Recht, Här President, well esou ee Musekzenter kann ouni Gestionsstruktur net funktionéieren. Komplimenter un den Här Robert Garcia fir seng Fläissaarbecht, ...

Plusieurs voix. - Oh!

M. Ady Jung (CSV). - ...déi een allerdéngs als Gestionsstruktur zum éischte Projet 4545 muss gesinn. D'Madame Kulturminister huet nämlech mam Projet 5103 e passende Gestionsprojet abruecht, dee spezifesch op deen neie Bauprojet 5055 ugepasst ass, iwwert dee mer haut hei befannen. D'Proposition de loi Garcia gëtt also domat hifälleg.

An deem Kontext wëll ech en Auszuch zitieren, deen ech den 22. Dezember 2000 am Lëtzebuerg Land gelies hunn. Do stoung iwwert d'Proposition de loi 4737: „Hormis le fait que Janis Joplin n'est ni particulièrement vivante ni particulièrement représentative de la musique d'aujourd'hui, il mit ainsi le doigt sur le prochain problème, non traité par l'équipe Body: Qui gèrera cette salle et selon quels critères?“ Abee, dës Kritäre sinn elo festgehalten am Projet de loi 5103, dee wéi gesot de 5. März 2003 vun der Madame Kulturminister déposéiert gouf an dee mer deemnächst hei an der Chamber stëmme wäerten.

Zum Ofschluss wëll ech aus deemselwechten Artikel vum Land zitieren: „Les socialistes ont bien encore réussi à faire voter d'urgence la salle de rock, mais il s'avère que cela n'était qu'une manoeuvre électorale, le projet ayant été loin d'être réalisable. L'État n'était même pas encore propriétaire du terrain.“

Haut sinn déi Problemer geléist. Mir vertrauen op d'Ministesche datt si elo d'Äerm eropstrépp, fir den éischte Spuetstéich ze maachen, ...

(Hilarité)

...fir datt esou bal wéi méiglech do jonk Leit, an déi déi jonk bliwwen sinn a wëlle bliwwen, gutt Musek kënnen erliewen. Dëst gesot, Här President, iwwerbréngen ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Projet de loi 5055 a soen lech merci fir d'Nolascchteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. D'Wuert huet d'Madame Mutsch.

Mme Lydia Mutsch (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ginn tatsächlech ganz héich Erwaardungen un deen heite Projet geknäppt. Net nëmme well mer schonn zënter Joren op eng Rockhal waarden, mä och well de Rockhal-Projet als Startschuss gesi gëtt fir de Gesamtaménagement op der Friche Belval-West, déi hirsäits soll Modellcharakter kréie fir de Strukturwandel am Süden anzelauden. D'Lat läit also ganz héich, an dofir muss och deen heite Projet, genee wéi dee Gesamtprojet un deen e geknäppt ass, e Succès ginn.

Mir hunn eis am besonnesche mat der Fro beschäftegt, ob déi heite Rockhal, déi mat groussen Erwaardungen och vu Säite vun der Regierung ugekënnegt ass, déi grouss Erwaardunge kann erfëllen an hirem gudden Ruff, deen hir jo virausgoe soll, och ka gerecht ginn.

An der Vergaangenheet ass oft gesot ginn, vu Säite vun der Opposition un d'Adress vun der Regierung, dass méi a Maueren investéiert gëtt wéi a Mënschen. Eis huet déi Fro och interesséiert am Zesammenhang mat der Rockhal. Et gëtt sech vill gebretzt, dass d'Bereetschaft do ass fir eng ganz grouss Zomm vu Suen an déi heite Rockhal ze investéieren. Während mer viru Joren e Projet hei gestëmmt hunn, dee bei 6,7 Milliounen loun, leie mer elo bei 29, bal 30 Milliounen Euro.

Dat ass eng relativ grouss Steigerungsrate, quité dass, wéi et richtig hei gesot ginn ass, et sech ëm zwee verschidde Projeten handelt. Mä esou schlecht ka jo zumindest awer de Projet selwer net gewiescht sinn, soss wier net deen nämlechte Bureau d'architectes beoptraagt gi fir och deen neie Projet auszeschaffen. Just dass e wahrscheinlech mat op de Wee kritt huet, dass en dierft esou vill méi kaschten.

Wéi ass et also mat deem Reproche dee gemaach ginn ass, och am Virfeld zum Rockhalprojet, dass hei net d'Prioritéit dra lounge fir an eng liewesch Kultur ze investéieren, mä haaptsächlech e prestigéioust Gebai sollt dohi kommen? Wéi ass et mat deem dote Virwurf? Wat mécht iwwerhaupt de Succès vun enger Rockhal aus, wéi se elo geplangt ass? An ech bleiwen, wann der mer erlaabt, bei deem Numm.

Ma jo de Succès gëtt wahrscheinlech definéiert vun der Qualitéit vun deenen déi herno fir d'Programmation zoustänneg sinn, fir d'Veanstaltungen ze programméieren, fir d'Animatioun ze maachen. D'Qualitéit gëtt massgeblech bedingt duerch d'Qualitéit vun de Künstler, vun de Gruppen déi do oprieden, an d'Qualitéit gëtt och an haaptsächlech bedingt doduerjer wéi den Aklang herno beim Grand public ass, dat heescht wéi de Client, wéi d'Zilgruppen herno sech mat deem Projet ausernanersetzen.

Dofir sief et erlaabt am Virfeld eng Rei vu Froen ze stellen, fir ze wësen wéi een Usaz, wéi ee konzeptuellen Usaz bei deem heite Projet et gouf? Wie gouf beim Konzept befrot? Wien huet hei am Land d'Kompetenz bei Veranstaltungen, bei Animatioun vun esou Veranstaltungen, wéi se spéider an där dooter Struktur solle stattfannen? Net nëmme wat d'Gruppen ubelaangt, déi herno do sollen oprieden, mä och wat d'Kontakter ubelaangt fir iwwerhaupt kënnen e Programm ze maachen, eng Programmation ze maache fir den Accueil herno ze assuréieren, fir och d'Betreiung vun de Leit herno ze maachen? Fir ween ass déi Hal hei prioritär geduecht? Wee soll da spéider d'Programmation maachen? Wee sinn d'Zilgruppen a wéi soll se herno funktionéieren? Ma jo, eng Fro sief vläicht am Virfeld erausgegraff:

Fir ween a mat weem gouf déi heiten Hal geplangt?

Mir hunn an der Kommissioun, déi zwee oder dräimol hei iwwert dese Projet geschwat huet, haaptsächlech als Kontaktgrupp Backline genannt kritt fir d'Crédibilitéit hierzestellen, dass en connaissance de cause eng Gesamtplanung ronderëm dës Hal stattfonnt huet. Dofir: Ween ass Backline? Ma jo wann een op de Site vun deem Groupement geet, dee sech selwer als representativ ugesäit fir d'Lëtzeburger Musekszeen, da fënnst een do d'Nimm vun enger Dosë Leit, déi vu sech selwer soen, si wieren do fir d'Promotioun ze maache fir de Lëtzeburger Rock a Pop, fir d'Solidaritéit ënnert de Museker ze förderen, fir eis Lëtzeburger Zeen ze encouragéieren fir eemol am Joer e groussen Event, en Trampolineconcert ze organiséieren - wat ëmmer dat ass - a fir e Rockbrunch ze organiséieren. Dat war also den Haaptinterlocuteur fir d'Konzept vun dëser Rockhal op d'Been ze bréngen.

Wéi ass dann awer hei zu Lëtzebuerg d'Saach ronderëm d'Veanstaltung vu Rockconcerten? Backline taucht zumindest an där Lëscht, déi mir fir dat Joer hunn, op dat sech och am Gesetzestext referéiert gëtt fir 2001, iwwerhaupt net op als Veranstalter. Dat heescht, si hu keng Kompetenz a Veranstaltungen, respektiv a Veranstaltung vun Evénementer wéi se hei viséiert sinn. Wéi war nämlech 2001 d'Situatioun hei am Land? Ma jo, mir hate ganz genee - ech hunn dat Joer als Referenzjoer geholl, well dat och d'Referenz am Projet de loi ass - 74 Concerten hei am Land. 74 Concerten. Déi haten eng Moyenne vu 400 Spectateuren. 400. Fënnemol war een Evénement mat méi wéi dausend Leit an dräimol waren déi Infrastrukturen, déi haaptsächlech fir esou Evénementer zur Verfügung stoungen, vu méi wéi dausend Leit besicht.

Wie waren d'Organisateuren? Ma jo, dat waren haaptsächlech fënnf Gruppementen, wou deen Éischten d'Kulturfabrik war, deen Zweeten den Atelier an deen Drëtten Lux-events. Am Atelier an an der Stad Lëtzebuerg hunn de Gros vun deene Veranstaltung stattfonnt, nämlech 26. An um Site vun der Kulturfabrik hunn der 23 vun deene Veranstaltung stattfonnt, an déi drëtt gréisst Zuel zu Déifferdeng, 74 Veranstaltungen. Dat war also d'Situatioun wéi mer se 2001 hei am Land haten, a wéi gesot, do taucht Backline net op.

Et ass och esou, an do kënnen mer hei formell sinn, vun deene Veranstalter, ech hunn déi aner elo hei net genannt, well et sinn och nach e puer méi klenger dobäi, ass keen, awer och guer kee kontaktéiert ginn am Virfeld fir de Konzept vun dëser Hal ze erstellen. Dat muss lo nach näischt ze dinn hu mat der spéiderer Gestiou oder mam Fonctionnement, wou ee ka soen, mir wëllen eis als Etablissement public fräi Hand loossen an eis net a privat Hänn ginn. Ma zumindest awer fir de Konzept auszeschaffen, wier et awer mengen ech kee Luxus gewiescht fir e klengt Gespräch mat deem engen oder aneren ze féieren, deen en Know-how op deem Gebitt huet.

Lo waren dat doten eng Rei vun Zuele wéi d'Situatioun am Joer 2001 war. Ech rappeléiere se. 74 Concerten. Eng Moyenne vu 400 Persounen. Fënnemol méi wéi dausend Persounen, déi un esou Evénementer Deel geholl hunn. Dat changéiert dann elo radikal. Radikal changéiert dat, well mer elo eis Rockhal kréien. Op ënnerschiddlechen Tribünen, Pressekonferenzen, Conseil de Gouvernement, an de Chamberskommissiounen, goufen Aussoe gemaach, haaptsächlech vun der zoustänneger Ministesch. Déi schwätzt vun enger Moyenne vun 2.250 Spectateuren vun där ee géif ausgoen. 2.250 Spectateuren, a wou de Conseil de Gouvernement d'Ausso ronderëm d'Rockhal un d'Press ginn huet mat deenen

Eckdaten, déi dorunner hounge. Do ass gesot ginn, et géif gerechent ginn, wann déi Hal funktionsfäeg wier an e bësse sech arodéiert hätt, mat 200.000 Visiteure pro Joer. Dat wieren 166 Manifestatiounen pro Joer mat Plusminus 1.200 Spectateuren pro Evénement, all zweeten Dag ongeféier.

Et ass och gesot ginn an der Kommissioun vun der Madame Minister, dass am Ausland, och a Strukture wou nëmmen 2.000 Persounen erapassen, em déi 400 Evénementen pro Joer kënnen Spilles assuréiert ginn. Et ass, niewebäi gesot, och projézéiert fir em déi 200 Evénementen an dem Hall philharmonique um Kierchbierg ze maachen. Do sief et awer zumindest erlaabt ze froen, wéi mer dat dote wëllen ustellen. Et sief erlaabt ze froen, wéi mer dat wëllen ustellen.

Déi Fro ass dann och an der Kommissioun gestallt ginn. Dunn huet d'Madame Minister gesot - dat war och am Zesammenhang mat der Fro no der Gréisstenuerdnung -, ma jo si hätt Lëschten do leien, dräi Säite laang, vun internationale Gruppen, déi elo scho sech géifen interesséieren fir op esou enger Platz ze spillen.

(Interruption)

Vu méigleche Gruppen.

(Interruption)

Ech kann de Rapport vun der Kommissioun siche goen a virlesen, wou dra steet: „Madame le Ministre informe la Commission que le Ministère dispose dès à présent d'une liste de groupes qui ont manifesté déjà maintenant leur intérêt pour pouvoir“ an esou weider. Et steet esou am Rapport a vu dass ech och an der Sëtzung dobäi war, kann ech och confirméieren, dass de Rapport dat erëmgëtt, wat an der Kommissioun gesot ginn ass.

Dunn hu mer dann déi dräi Säite kritt. Bon, ech wëll elo net behaupten dass ech e grouse Kenner vun der Gesamtzeen sinn, mä erlaabt mer awer do meng Zweifelen unzmellen an och d'Zweifele vun eisem ganzem Grupp, wann elo gesot gëtt, dass Gruppe wéi U2, The Cure oder d'Mariah Carey - ech hunn elo bei deenen 200 déi erausgeholl, déi mer spontan agefall sinn - just drop lauere fir spéider op Esch an d'Rockhal ze kommen, well: Wéi ass et dann am Moment mat eiser Coque? Do kënnen dach elo scho bis zu 8.000 Spectateuren empfaange ginn a wat hate mer bis elo: zweemol de Garou mat 4.500 Persounen an eemol den Aznavour mat 4.000 Persounen an engem Joer. Dat heescht mir wäerten elo radikal alles iwwert d'Kopp geheie wat un Erfahrungswäerter bei eis am Land entre-temps war. Wou gi mer dann déi 166 Manifestatiounen mat plus/minus 1.200 Spectateuren pro Evénement sichen?

Dat waren elo déi Haaptantworten, déi mir kritt hunn, wou mer gesot hunn, wann ee wierklech an déi Divisioun vun deenen, déi ech elo éineschters anhand vun e puer Beispiller genannt hunn, goe wëllt, da muss ee grouse denken. Mä wann ee grouse denkt, dann hu mer am Fong schonn entspreichend Infrastrukturen, déi elo schonn operationell sinn, mä déi dat schonn net assuréieren kënnen, wat mer eis do virstellen.

Dunn ass awer haaptsächlech zu eis gesot ginn déi doten Hal - an duerfir wahrscheinlech och den Interlocuteur Backline als soi-disant Représentant vun der Lëtzeburger Musekszeen - wier och fir eis Lëtzeburger Musekszeen en valeur ze setzen. Dat ass eng nobel Ausso an déi kënnen mir nëmmen ënnerstëtzen.

Duerfir sinn och an där Struktur sechs Salles de répétition virgesinn, wou am Duerchschnitt dräi bis véier Persounen übe kënnen. Et ass e Sall vu 60 m² an ee vun 145 m² virgesinn. Déi aner Säll hunn 12 m². An deem groussen ass Danz virgesi gi fir plus/minus 15 Persounen.

Eis Lëtzeburger Gruppen hätte jo hei am Land wierklech eng kleng Opmierksamkeet verdéngt. Där Meenung si mir och, well wa si zu deemem Zäitpunkt wëllen a Saache Congé culturel eng kleng Ouverture kréien oder wa si wëllen eng Hëllefstellung kréien, wann et drëm geet eng CD och nëmmen ze enregistréieren, oder wa se wëllen eng international Carrière ustriewen a Videoe maachen: Wéi vill Infrastrukture sinn dann do fir si bei deene Saachen ze encouragéieren?

Wéi gi si encouragéiert an hirem künstleresche Schaffen? Hunn eis Radioen hei am Land eng Obligation fir eng bestëmmt Unzuel vu musikaleschen Duerbiddunge vu Lëtzeburger Gruppen ze bréngen fir se zum Beispill ze förderen? All dat ass net do an duerfir ass déi Ausso, déi gemaach ginn ass, dass d'Rockhal och soll do si fir der Lëtzeburger Musekszeen ze hëlfelefen, bei eis op oppen Diere gefall.

D'Fro déi sech just an deem Zesammenhang stellt ass, wéi et dann herno ass mat deenen 350 Lëtzeburger Museker, déi mer hunn, an déi da wuelverstanen a sechs Salles de répétition mat dräi bis véier Leit übe kënnen. D'Madame Minister huet op enger Pressekonferenz gesot, dass mer 30 Gruppen hätten, an 800 Studenten déi Musek maachen. Wéi ass et da virgesinn, dass déi sech herno an där doter Struktur manifestéieren sollen? Et ass da gesot ginn, dass fir déi Lëtzeburger Gruppen haaptsächlech dee Sall do ass vu 500 Leit.

Meng Fro ass déi: Ass dann och dee Sall vu 500 Leit modulabel an ass iwwerhaupt dee grouse Sall modulabel? Et ass gesot ginn dass e modulabel ass, mä wéi ass e modulabel? Gi Blummestäck dertëscht gestallt? Gi kleng Trennwänn gemaach, fir dass e modulabel ass? Huet een den Androck, dass een an enger ausverkaaftener Hal ass, och wann een als Lëtzeburger Grupp an engem Sall vu 500 Leit bei engem Public vun 30 Leit à la rigueur spillt? Déi 74 Gruppen, déi 2001 hei am Land waren a virun enger Moyenne vu 400 Persounen gespillt hunn, kommen déi an dee Klengen oder an dee grouse Sall? Huet een dann do d'Gefill wéi wann een an engem ausverkaaftener Sall ass oder huet een do d'Gefill wéi wann dee Sall vu 4.000 Leit, wéi e virgesinn ass, awer net occupéiert wier?

Elo ass et jo awer esou dass gesot ginn ass - mir hu jo déi dräi Säite kritt -, dass déi doten Hal awer duerchaus soll Spectateuren an enger Gréisstenuerdnung vu 4.000 Persounen unzéien. Do wier ech interesséiert herno Detailler ze kréie wéi mer dat dote sollen ustellen. Alldéngs ass da gesot ginn et géing gekuckt ginn eng Complémentaritéit mat de bestoenden Haiser ze fannen.

Ma jo, fir lech nëmmen e Beispill ze ginn: D'Kulturfabrik zu Esch huet zwee Säll vun enger vergleichbarer Gréisstenuerdnung an déi sinn ongeféier zu zwee Drëttel vun der Zäit occupéiert. Alldéngs, an dofir hu mer gesot dat ass eng ganz positiv Saach, sinn d'Salles de répétition, déi an der Kulturfabrik sinn, non-stop ausgebucht. Dat heescht de Widersproch ass evident.

Op där enger Säit gëtt gesot mir maachen eng Hal wou mer virun allem Lëtzeburger Museksgruppe wëllen en valeur setzen. Da maache mir awer just sechs Salles de répétition mat engem Studio fir Enregistréieren ze maachen. Et ass grad do wou een hätt kënnen en Akzent setzen, wann ee wierklech hätt wëlle crédibel si fir Lëtzeburger Museksgruppen ënnert d'Äerm ze gräifen. Op där anerer Säit gëtt awer gesot mir gesi grouse. Ma jo,

dann ass eis Äntwert dorobber, dass mer entweder ze grouse oder ze kleng gesinn. Dëst Konzept läit iergendwou dertëscht. Et ass weder dat eent nach dat aner.

Et ass kee Konzept wat eis Lëtzeburger Musekszeen befriediget, well vun deenen 350 Museker, 30 Gruppen an 800 Studenten, déi Musek maachen, wäerten der net vill hiert Gléck an deene sechs Säll fir dräi bis véier Persounen oder deem enge Sall vu 60 m² fannen. Si hunn och domat nach keng eng zousätzlech Hëllefstellung kritt fir hir alldéiglech Aarbecht. Op där anerer Säit sinn déi Grouse, déi wierklech Grouse, déi hei vun engem vun de Spriecher vun der Opposition genant gi sinn, net un enger Struktur interesséiert, wou eng maximal Begrenzung op 4.000 Persounen d'Limite ass.

Dat heescht dass, wann déi Gruppen, déi op deenen dräi Säite sinn, déi mir vun der Madame Minister kritt hunn, sollen heihinner kommen, da solle se wie gehabt an d'Coque kommen, an do ass d'Coque eis bis elo nach de Beweis schëlleg bliwwen, dass all Struktur, déi dofir ka genotzt ginn, iwwerhaupt dofir operationell genuch ass. Dat zu der Fro vom Konzept, mä vu dass mä Fraktiounskolleeg, den Zanussis Marc, och nach herno dorobber ageet, wäert ech mech dann heirobber limitéieren.

Et ass dann och berechtigt d'Fro ze stelle wéi et mam Accès zum Site ass a wéi et mam öffentlechen Transport ass, dem grouse Schwaachpunkt vun deemem Projet. Do sinn d'Aussoe vun ënnerschiddleche Membere vun der Regierung ganz ganz ënnerschiddlech. Während vun der Madame Minister gesot gëtt, dass mer hei ëmmerhi wëllen hunn eng Infrastruktur ze kréie wou mer all zweeten Dag wëlle Veranstaltung maachen, wann net souguer all Dag, wou geschwat gëtt vun am Duerchschnitt 2.000 Spectateuren a wou geschwat gëtt vun 166 Manifestatiounen pro Joer, wou geschwat gëtt vu plus/minus 1.200 Persounen pro Evénement, dat sinn 200.000 Visiteure pro Joer, huet eisen Transportminister an der Réunioun, déi speziell dofir do war fir d'Froer ronderëm den Transport geléist ze kréien, gesot: „Wat solle mer eis elo scho sou vill Gedanke maachen, 2005 wäerte maximal 400 Leit op deem Site schaffen, a schliesslech ass d'Rockhal jo net do fir do all gudden Dag eng gréisser Manifestatioun ze maachen.“

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Also et ass entweder dat eent oder et ass dat aner. Loosse mer mol soen, et wier dat eent. Loosse mer mol soen et wier dat, wat elo als Ausso komm ass vu Säite vun der Madame Kulturminister a vum Conseil de Gouvernement, an et géing mat 200.000 Visiteure pro Joer gerechent ginn, mat 166 Manifestatiounen pro Joer, an dass sech orientéiert gëtt um Ausland, wou 400 Evénementen pro Joer kënnen stattfannen, an enger Struktur déi och nëmmen 2.000 Leit kann emfänken.

Loosse mer mol soen dat wier d'Haaptausso vun der Regierung, wa se eng Optik op déi heite Rockhal hëlt. Ma jo dann ass eis Fro: Wat geschitt da mat de Leit, déi herno wëllen an déi Rockhal kommen? Wat geschitt mat deene Leit, déi all zweeten Dag op eng Manifestatioun kommen? Wat geschitt wann all zweeten Dag Manifestatiounen sinn? Wat geschitt wann 200.000 Visiteure pro Joer herno sollen an d'Rockhal kommen? Ma jo ganz einfach, da muss een entspreichend Infrastrukture virgesi fir déi Leit ze emfänken déi op de Site kommen. Wat ass dann elo d'Äntwert vun der Regierung? Ma jo, 127 Parkplazen.

Ech wëll dat elo hei net an d'Lächerlecht zéien. Mir si ganz gewëllt fir déi Ausso, déi d'Regierung gemaach huet - déi de Minister Wolter an deenen zwee Joer an-

dauernd gemaach huet, wann et em de Gesamtaménagement vum Site Belval-West gaangen ass -, fir dem öffentlechen Transport iewescht Prioritéit anzeräumen. Mir stinn hannert där Ausso an d'Regierung fënnst dodraner an eis e groussen Alliéierten.

Mir sinn dofir och der Meenung, dass et richteg ass fir d'Parkplazenzuel kleng ze halen, sous condition - an da kënnt et - dass dann awer och den öffentlechen Transport déi Roll kann iwwerhuelen, wéi et ugekënnegt ginn ass. De Minister Wolter huet kierzlech nach eng Kéier gesot - an dat ass am Fong de Resumé vun der Politik ronderëm de Site Belval-West an deene leschten zwee Joer, ronderëm de Masterplang, ronderëm den hollänneschen Architekturprojet, wat dauernd d'Marschroute war -, dass um Site Belval-West e Modal split vu 40/60 viséiert ass.

40/60, am neie Programme directeur vum Aménagement du territoire ass d'Richtlinn 25/75 - also 25% öffentlechen Transport als Richtlinn fir d'Regierung - fir déi nächst Jore fir d'ganz Land. Et ass awer ëmmer gesot ginn, vu dass de Site Belval soll Modellcharakter hunn, et soll do e Modal split vu 40/60 uviséiert ginn, an dee Modal split gëtt och reflektéiert bei der Gesamtkonzeptioun ronderëm de Site, souwuel vun den Architekten wéi och vun der Entwécklungsgesellschaft, wou de Stat ëmmerhin zu 50% Aktionär ass, wéi och vun deenen zwou Gemengen. Dat ass also d'Marschroute.

Dofir ware mir an der Logik, a sinn als Gemengen an als LSAP-Fraktioun och nach ëmmer an der Logik, dass een dofir e Verband vu verschiddene Mesuren a Saachen öffentlechen Transport muss hunn, och a grad am Zesammenhang vum Projet Rockhal, well dat jo de Projet-phare ass vum spéideren Aménagement vum gesamte Site.

Et war eng Kombinatioun vun engem Konzept ronderëm d'Schinn, ronderëm en Tram a ronderëm de Bus. Wat hu mer elo am Moment? Ma jo, mir hate jo extra eng Réunion de 17. um Site, wou et sollt drëm goe fir do e konkreten Op-schloss doriwwer ze kréien. Ma jo, wat hu mer als Upak elo um Dësch, wou och den Transportminister gesot huet, hie géif sech dofir engagéieren? Ma jo mir hunn den Engagement vun der Regierung fir de Südbahnhof nees a Betrib ze huelen. Dat heescht fir déi bestoend Gare, déi schonn um Industriesite besteet, nees en fonction ze huelen; an dat ass och eng ganz wichteg Saach.

Do hu mer da gefrot, wéi eng Zich dann do sollen hikommen. Ma jo, do ass eis gesot ginn, dat wieren dann déi Zich déi op d'Escher Gare kommen, déi da vun der Escher Gare weider op de Site fueren a spéider och a Richtung Belvaux-Centre, wou se dann zwee, dräi nei Halte géife kréien; dat awer an enger zweeter Phas. Dat heescht, mir hätten en Zuch op de Site, fir vun Esch-Centre op de Site ze kommen.

Elo ass et jo awer net esou dass jiddferee vun deene Leit, déi dann do op deenen 166 Manifestatiounen all zweeten Dag solle sinn, wäert soen, ma jo flott, da ginn ech op d'Escher Gare an da loossen ech do mäin Auto stoen - da muss mer nach kucke wou hien da säin Auto stoe léisst -, dann huele mer dann den Zuch a fueren dann op de Site. Do ass eis gesot ginn, et kënnt e ganz performante Bus-system. Jo, dat ass an der Rei. Vill méi prezis war dat doten awer net. Well dat ass alles nach...

(Interruption)

Ech si frou fir déi dote Remarque, dass et un der Gemeng ass. Ech kommen nach dozou.

Do ass gesot ginn, wat de Bus ubelaangt maache mer du sur mesure, wéi beim Wëlzer Festival. Mir maachen du sur mesure, wéi beim Wëlzer Festival. Ech wëll guer

näischt géint de Wëlzer Festival soen, dat ass e grouse Succès, dat ass eng ganz flott Geschicht, mä ech weess awer net ob dee Verglach hei appropriéiert ass.

Et ass du gesot ginn: Ma jo, Dir hutt dat dach zu Esch flott gemaach, op Ären zwee Concerten déi Dir do hat. Jo, mir hunn dat flott gemaach, mä just dass dann zwou Dosë Leit ronderëm d'Auer während dräi Wochen amgaange si Quartieren ofzespären, Busnavettë mat der CFL a mam TICE ze organiséieren, an zwar op Käschtchen vun der Gemeng, an dann ass et och en plus e schlechte Verglach, well wann een e Festival huet dee vun zwielef Auer Mëttes bis zwielef Auer an der Nuecht ass, da kommen zu jiddfer Zäitpunkt Leit un an et ginn och zu jiddfer Zäitpunkt Leit fort.

Mä wann een awer eng Verantstaltung an der Rockhal huet, vu loosse mer och nëmme soen dausend Leit, da komme si dohinner wann de Concert ugeet, em aacht Auer, a si gi fort wann de Concert em eelef Auer faerdeg ass. Wéi packe mer dat dann? Huet d'Beispill vu 4.000 Leit. Wéi packe mer 4.000 Leit? Do bräichte mer 40 Bussen, den TICE eleng huet e Bestand vu 50 Bussen. Dat si jo Absurditéiten, wann een dat esou matenee vergläicht. En plus hu mer keen Zäitplang, wéini d'Mise en oeuvre vun deem gesamte Buskonzept soll sinn.

Da war eis gesot ginn, mir kriterien um Site en Tram, deen net soll nëmme de Site selwer desservéieren, mä och een Train-Tram, dee géif eng Weiderféierung vun Site a Richtung Stad maachen.

Ma jo, de Kollege Buergermeeschter vu Suessem war hei ganz optimistisch, hien huet gesot, dat wier nach an der Etüd, dat géif nach gepréift ginn. Ma jo, mir hu jo awer vum Minister Grethen eng ganz däitlech Ausso an där Réunioun vum 17. März kritt. Mir hunn d'Ausso kritt, an ech zitieren: „Wann Der mech haut frot, kënt den Tram Jo oder Neen, da soen ech Neen“, an dunn huet hie gesot: „Vläicht kéint am Zesammenhang mat engem Train-Tram Richtung Esch Lëtzebuerg...“.

Richtung Esch Lëtzebuerg, et ass mol guer net geschwat gi fir elo déi aner Deeler vum Süden, a Richtung vun Déifferdeng oder déi wou herno solle matugebonne ginn un de Site; dovunner wëll ech elo mol net schwätzen. Dunn huet hie vun enger Zäitachs geschwat vun, am ideale Fall, 2015.

Ma jo, mir wëllen dach awer dass Belval ufänkt ze funktionéieren. Mir sinn dach awer amgaangen all déi PAPen do ze finaliséieren. Mir sinn dach amgaangen der Dexia ze soen, dass se kënnen d'nächst Joer ufänke mat bauen. Mir sinn dach amgaangen d'Ausso ze maachen, dass de Projet Rockhal an engem Gesamt-PAP mam Kino Utopolis soll funktionéieren. Dat heescht, mir kréien net nëmme Leit fir d'Rockhal, mä mir kréien och Leit fir de Kino Utopolis.

Da gouf gesot, mer kréichen e groussen Opfaangparking vu ronn dausend Leit op franséischer Säit. Ma dat wier mol eng guut Geschicht. Wou ech mer dunn erlaabt hunn ze soen, dass d'Buergermeeschtere vun deene concernéierte Gemengen, déi nach virun annerhallwem Mount bei eis waren, nach näischt dovunner wëssen. Do ass eis gesot ginn, dass dat jo och net op deem Niveau diskutéiert gëtt. Dat ass, wéi wann een hei géif soen, hei zu Esch gëtt en Opfaangparking ronderëm d'Gare gemaach vu 500 oder 1000 Leit, awer et ass just den Distriktcommissaire dee sech drëm këmmert.

Dat ass dach onverständlech. Et ass dach onverständlech, wann dee Park & Ride soll an nächster Zukunft operationell sinn, dass da mol déi zoustänneg Gemengen nach net informéiert sinn. Mir sinn awer gäre bereet ze gleewen, dass

dat innerhalb vu kuerzer Zäit méiglech ass, well dat ass absolut noutwenneg. Mä esouguer da wa mer en Opfaangparking, e Park & Ride op franséischer Säit kréien, vu loosse mer soen 1.200 Leit, dat ass e Maximum: Wat maache mer da mat deene Leit déi net vu Frankräich kommen?

Erfahrungsgeméis kommen op e Concert 50% aus dem Ausland, wann net esouguer méi. Wou firt dann een hin dee vu Charleroi kënt oder vun Arel? Ganz dovunner ofgesinn, dass souguer déi Haaptroute, déi vu Micheville Richtung Frankräich firt, dass mer do nach ëmmer keen Zäitplang kennen, sou dass mir och nach musse faerten als Gemengen, dass alles herno iwwert de Rond-point ofgewéckelt gëtt, am Quartier Rammelech, deen elo schonn zu Stousszäite komplett iwwerfuert ass.

Also resüméiert heescht dat, vun eiser Säit aus a Saachen öffentlechen Transport, dass dat Konzept, wou ëmmer gesot ginn ass, et géif begleedend zu de bauleche Mesuren an d'Weeër geleet ginn, einfach nach net do ass. Dass studéiert gëtt. Dass anticipéiert gëtt. Dass et en Transportminister gëtt, dee schonn Deeler dovunner erausgräift, dass se guer net méi dra sinn. Dofir ass dat bei eis net schlesseg.

Et gouf, an da kommen ech zum Schluss, vun engem Member vun der Majoritéit an enger vun de Kommissiounen gesot, des Rockhal ass e Cadeau fir Esch a fir d'Region vum Süden. Genee wéi dann och, huelen ech un, den Hall philharmonique an d'Coque um Kierchbierg e Cadeau fir d'Stad Lëtzebuerg a fir d'Region Zentrum ass an där Iddi. Mir waren net an där Logik fir d'Rockhal, wollte mir lech éierlech soen. Mir begréissen d'Rockhal als dezentraliséiert Infrastruktur, an dat ass guut esou. Mir fannen et guut dass soll dezentraliséiert ginn a mir funktionéieren net an deenen dote Schemen. Mä wann hei gesot gëtt, et ass ee Cadeau: Mä och e Cadeau muss ee sech ukucken, ob et ee gudd Cadeau ass. Déi deierst Auer notzt näischt wa se net tickt. Deier heescht net automatesch guut.

Mir sinn awer bereet an deenen nächste Méint an och Joren déi konzeptuell Feeler, déi fir eis elo schonn evident si ronderëm dese Projet, déi strukturell Problemer, déi virprogramméiert sinn, déi grouss Froe ronderëm den öffentlechen Transport, déi grouss Risike ronderëm de spéidere Fonctionnement, ze probéieren mat an de Grëff ze kréien. Mir bidden do eis Mataarbecht un. Mir si positiv agestallt. Mir mengen dass aus deem dote Projet kann eppes ginn. Mir begréissen en als Projet-phare fir de Gesamtmanagement vum Site an d'Restructuratioun vum Süden wéi se soll agelaut ginn a mir sinn dofir och bereet mat op de Wee vun engem Vote zu deemem Projet ze goen a stinn an der Zukunft fir d'Ëmsetzung dovunner mat gären zur Verfügung.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Den nächsten Orateur ass den Här John Schummer. Här Schummer, Dir hutt d'Wuert.

M. John Schummer (DP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréisch wéilt ech dem Rapporteur Fred Sunnen merci soe fir säin detailléierten an excellente Rapport deen e virgedroen huet, souwuel mëndlech wéi och schrëftlech, zu deemem Projet de loi iwwert d'Schafe vun engem Centre de Musique amplifiée, enger sougenannter Rockhal.

Ech stelle fest dat dese Projet nom Dépôt mat amplifiéierter Schnellgeet hei an de Plenum komm ass. Wat och guut ass. Et gi Leit déi soen, do wou Musek ass do looss dech nidder, an et ginn der déi soen, la musique est un bruit qui coûte cher. Mir sinn eendeiteg bei deenen Éischten.

Et ass net fir d'Éischt, dat mer eis an deser Chamber hei mam Bau vun enger Rockhal befaassen. De 5. Mee 1999, kuerz virun de Wahlen - dat war sécherlech keen Zoufall - ass hei dem Här Bodry säi Projet de loi relative à l'aménagement d'une salle de concert pour jeunes diskutéiert ginn. Wéi wann nëmme Jonker sech géife fir net klassesch Musek interesséieren. Ouni wëllen elo op all eenzel Lacunen anzegoe vun deem deemolege Gesetzesprojet, fir net ze soe Wahlgadget. Fir d'Problematik a puncto Terrain, Infrastrukturen, Accès. Well mir schwätzen elo vum Accès. An dee Projet war jo, alleguerten déi Projekte wat den Accès an Transport betrëfft, null, inexistent.

(Interruption)

An esou weider kann een...

(Interruption)

Loosst mech schwätzen, Här Bodry.

An esou weider kann ee kuerzfaassend soen, dat et sech beim Här Bodry sengem Concertsall an der Gebléishal em waarm Loft gehandelt huet.

(Hilarité)

Et sollt eng eidel Struktur an d'Landschaft geplanzt ginn. Ech soe bewosst an d'Landschaft, well mir hate jo weder den Terrain, nach eppes anescht. Mir hunn e Projet an d'Landschaft, an d'Luucht geplanzt.

(Interruptions)

Eng Struktur ouni Konzept, ouni déi néideg Startkonditiounen am Virfeld geschafen ze hunn. Ech widerhuele mech praktesch wuertwärtlech par rapport zur leschter Woch vun engem anere bäcléierte Projet vum Här Bodry, deen des CSV-DP-Regierung och riicht béit. Dat hu mer ëmmer an deenen Debatte mat aller Däitlechkeet gesot.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Partei huet deemools an der Opposition trotzdem fir d'Erriichte vun enger Rockhal gestëmmt. Well d'DP nach ëmmer positiv zu esou enger Demande agestallt war...

(Brouhaha général)

...a well mer eis säit längerem esou ee Concertsall oder esou eng Rockhal gewünscht hunn.

Mir haten eis och an eisem Wahlprogramm prioritär fir eng Concertshal fir modern Musek agesat. Mir si méi wéi zefridden dat mer elo awer e Projet hunn, vun der Madame Hennicot, dee virläit mat engem kloere Gesamtkonzept, iwwergens wéi all déi Projekte vun deser CSV-DP-Regierung. Endlech, kann een nëmme soen, wann ee weess dat d'Diskussiounen zu deem Sujet scho bal 30 Joer amgaange sinn a schleefen. De Wunsch dobaussen, net nëmme bei de Museker, net nëmme bei deene Jonken, mä bei all Musekinteresséierten, no esou engem Komplex ass grouss. D'Ongedold ass weider gewuess an deen een oder deen aneren hat bestëmmt schonn d'Hoffnung opgi fir dat iwwerhaupt nach esou ee Projet géif konkretiséiert ginn.

D'DP begréisst dat an deemem Projet der Kreativitéit eng grouss Wichtigkeet zoukënn. Ze oft ass an der Vergaangenheit déi lieweg Konscht a Kultur vernoléisseg ginn. D'Kultur kann a soll sech net op Behale vum Geschafene beschränken. Déi artistesch Kreatioun soll weider permanent ënnerstëtzt ginn. Begréissenswäert ass, dat an där zukünftiger Struktur vum Centre de Musique amplifiée och Amateure sollen agebonne ginn. D'est ass am Sënn vun enger Demokratisatioun vun der Kultur. Mir gesi Kultur net als Chasse gar-

dée vun enger Elite. Jidder Interesséierte muss kënnen zur Kultur Zougang hu wann en dee Besoin huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP hat am Joer 1999 staark kritiséiert, dat den deemolege Projet vun de Sozialisten net zu enger Beliewung vun der nationaler Musekszeen géif bäidroen. Eis national Musekszeen dierf een net als marginal betruachten, schliesslech ziele mer bal 400 verschidde Gruppen hei am Land. Ee vun den Haaptproblemer, dee sech an deene Gruppe stellt, ass awer ganz oft dee vun de Proufméiglechkeeten. Et ginn net genuch Proufsäll hei zu Lëtzebuerg, déi et deene Museker erlaben hirem Hobby och seriö nozegoen. Am Kader vum CMA sinn insgesamt aacht där Säll virgesinn. Domat ass de Problem zwar nach net definitiv geléist, mä et ass awer en éischten Usaz an déi guut Richtung. Och dierf den Accès zu dese Proufsäll net arbiträr géiert ginn.

Dat selwecht gëtt fir de geplangten Opnahmestudio. Hei ass eng flexibel Handhabung ubruecht. Des Struktur soll sech net zu enger Aart neie Conservatoire entwéckelen. Dese Projet steet a fällt mam Gestions- an Exploitationskonzept. Dat ass ganz kloer an dat beinträchtigt och d'Folgekäschtchen vun deser Institutioun.

De Bau vun esou enger Rockhal huet deemno als Objektiv d'Beliewung vun der nationaler Musekszeen, mä och d'Beliewung vum Site Belval. D'Reconversioun vun den Industriefrichen am Süde vun eisem Land am Kader vum Aménagement du territoire, eng Prioritéit vun deser CSV-DP-Regierung. Dat geet kloer aus hirem Programme gouvernemental ervir.

D'Implantatioun vun deemem Centre de musique integréiert sech an de Konzept vun der Reconversioun. De Centre de musique gëtt an deenen nächste Joren en direkten Noper vun der geplangter Cité des sciences, wou jo och e Centre national de la culture industrielle entstoe soll. Dozou nach e Kinoskomplex, deen och geplangt ass.

De Bau vun deser Concertshal am Süden ass och am Sënn vun der Zentralisatioun ze gesinn. Deem kann een also nëmme zoustëmen. Et ass opgepasst ginn, dat sech déi baulech Struktur harmonesch an déi existéierend Architektur afügt. Et handelt sech jo hei em en neie Bau. De Projet, déi al Gebléishal vun 1912 ëmzefonctionéieren, ass wéi gewosst fale gelooss ginn. Des gëtt elo d'Partie intégrante vum geplangte Centre national de la culture industrielle.

D'Sozialiste bedauern, dat elo en Neibau geplangt gëtt, wéi se och bedauern, dass des Hal wäert méi deier gi wéi hir Salle de concert pour jeunes. Des hat e Käschtchenpunkt vun emgèrechent 7 Milliounen Euro, awer nëmme um Pabeier. Effektiv hat dem Här Bodry säi Projet a senger gesamter Konzeptlosgesheet weder d'Restructuratioun vun der aler Gebléishal, nach déi baussenzeg Aménagementter virgesinn. D'est hätt awer de Budget regelrecht gesprengt, esou dass den Här Krecké alt erëm eng Kéier an der Budgetkontrollkommissioun all Hänn voll ze di kritt hätt, well jo och schonns bei anere sozialistische Planungen huet misse festgehale ginn, dat se finanziell extrem schlecht geplangt waren. Mäi Fraktionskollege Niki Bettendorf wäert op desen Aspekt nach méi am Detail agoen.

Här President, et ass och vill iwwert d'Kapazität vun där geplangter Hal diskutéiert ginn. Ass se ze grouss oder ass se vläicht ze kleng? Ech mengen eng Kapazität vun insgesamt 4.000 Plaze fir Concerte vu renommierte Gruppe schéngt mir méi wéi realistesch. Dobäi kënt jo nach, dass een dee méi kleng Sall fir ronn 500 Leit huet. Fir gréisser Events hei am Land hu mer nach d'Coque zur Verfügung, wou jo och schonns

deen een oder anere Concert mat Erfolleg organiséiert gouf, och wann d'Coque primär eng aner Vociation huet. Bei Risen- a bei Megaevents, wéi mer der och schonn hei haten, gëtt et nach ëmmer d'Openairformule, déi jo och nach existéiert a méiglech ass.

Mat deser Hal schafe mer endlech en adequate Kader, dee qualitativ guut Concerten erméiglecht. Ech denken do virun allem un d'Akustik. D'Sécherheet muss awer och eng wichteg Roll spillen. Des zwee Elementer, eng guut Akustik a surtout ideal Sécherheetskonditiounen, konnten net ëmmer am Kader vu Manifestatiounen, déi an deenen eenzelne Sportshalen hei am Land ofgehale goufen, garantéiert ginn. Ech erënneren doru wéi deemools den Déifferdenger Buergermeeschter Nicolas Eickmann huet misse kuerzfristeg aus Sécherheetsgrënn e Concert a leschter Minutt ofsoen oder verbidden.

Ze hoffe bleibt, dass eng Rei vu Manifestatiounen iwwert d'ganz Joer an deene Raimlechkeeten zu Esch/Belval wäerte stattfannen, an dat deemno net nëmme sporadesch attraktiv Concerten ugebuede ginn, dat och am Sënn vun enger gesonder Käschtendeckung. Duerfir ass eng effikass Zesammenaarbecht mat de Concertorganisateuren a -promoteure wünschenswäert. Eng intelligent Symbiose mat deenen anere Kulturinfrastrukturen, net nëmme hei am Land, mä och an der Grande région, muss ugepeilt ginn. Mir dierfe bei esou groussen Evénementen um kulturelle Plang den Aspekt Grande région net vergiessen, net dat op eemol en iwwerdrüwene Konkurrenzkampf op deem Gebitt entstee.

En anere Punkt, deen dobaussen heftig diskutéiert gouf, ass dee vun de Parkplazen. Där sinn der 175 virgesinn. Deemno gëtt de Schwéierpunkt, an et ass jo jiddferdeen deen dat wëllt, kloer op den öffentlechen Transport geluecht. Et wär jo onrealistesesch fir wëllen e Parking vun 3.000 oder méi Parkplazen op deem Site ze schafen. Et ass jo och net esou dass, all Kéiers wann e grouse Stadion mat 30.000 oder 40.000 Plazen gebaut gëtt, och esou vill Parkplaze gebaut ginn. Mengen Informatiounen no huet et beispillsweis, wann Evénementen an der Coque sinn, bis elo nach ëmmer mam öffentlechen Transport dohin a zréck excellent geklappt, well e vun der Stad Lëtzebuerg excellent organiséiert ginn ass.

(Interruption)

Op deem ganze Site Belval gëtt d'Accessibilitéit grouss geschriwwen. Hei soll dat bestehend Schinennetz genotzt an ausgebaut ginn. Dat géillt och fir den Zuchsrarrêt no bei deem Site. Et muss een drun erënneren, dass den Zuch 150 Meter vun deem Site stoe bleibt. Dat dierft jo awer nach en Obstacel sinn, dee fir jiddferdeen ze iwwerbrécken ass.

An da muss ech der Madame Mutsch, déi leider fortgaangen ass, zitieren wat den Transportminister an där leschter Réunioun gesot huet: „Mir realiséieren Transportinfrastrukturen a fur et à mesure wéi de Bau vun de Gebaier um Site virugeet.“ Hien huet gesot dass et kee Wäert hätt déi komplett Infrastruktur des le départ dohinner ze setzen, ier iwwerhaupt eppes do gebaut ass.

Ech wëll lech soen: Dir kënt an den Här Grethen als Transportminister total Confiance hunn, well hien ass deen deen Neel mat Käpp mécht, wat ee vun Äre sozialisteschen Transportministere déi lescht 15 Joer net konnt soen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Weist eis emol e Meter Schinnen.

(Brouhaha général)

M. John Schummer (DP).- Ofschléissend...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ...e schéine Brëll un.

M. John Schummer (DP).- Ah, et ass e ganz schéine Brëll.

(Interruption)

Wéist Der, Här Di Bartolomeo, duerch e bloe Brëll gesäit een dat alles vill méi einfach a vill besser.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Verstidd Der? Énnert engem bloen Himmel brauch ee weder e roude Sonnennergang nach e schwaarze Prabbeli. Do si mer eis eens.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Sidd roueg wann ech glift!

(Interruption)

M. John Schummer (DP).- Här President, och Dir kritt den Här Di Bartolomeo net roueg.

Ofschléissend géif ech dann nach eng Kéier betounen, dass déi Demokratesch Partei nëmme ka begrëssen, datt endlech e konkrete Projet a puncto Rockhal, Centre de Musique amplifiée genannt, oder wéi och ëmmer ee se nenne wëllt, virläit. E Projet mat engem Gesamtkonzept, wou vill Wäert op d'Kreativitéit geluecht gëtt a wou d'Belieueung vun der nationaler Musekszeen, mä och vun Site Belval zu de Prioritéite gehéiert. D'DP wäert dese Projet also ganz kloer stëmmen.

Och an Zukunft soll weider vill an d'Leit, an hir Kreativitéit an allgemeng an d'Konscht an an d'Kultur investéiert ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Schummer. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling.

Här Jaerling, wéinst der Organisation: Wéi vill Minutte rechent Der, dass Der bräicht?

M. Aly Jaerling (ADR).- Net ze laang. Bon, ongeféier eng Véierelstonn.

M. le Président.- Merci.

(Interruption)

M. Aly Jaerling (ADR).- Här Di Bartolomeo, ech hunn och nach ouni Brëll den Duerchbléck.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat bezweifelen ech, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling (ADR).- Jo? Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och dem Här Rapporteur félicitéiere fir säin explicité Rapport. Wéi aus dem Historique kloer ervirgeet, besteet säit de 70er Joren eng Nofro fir esou e Musekszenter, déi hiren Ursprung an enger Demande no enger Rockhal hat, déi haapt-sächlech fir déi Jonk geduecht war.

(Interruption)

Haut si mer amgaangen driwwer ze schwätze wat dorausser entstanden ass. Nodeem sech Métt der 90er Joren de Bau vun esou enger Musekschal, deemools ass nëmme Rieds gaang vun enger Rockhal, lues a lues konkretiséiert huet a kloer ginn ass dass dës Hal an de Süde vum Land komme soll, du sinn d'Diskussionen iwwert de Standuert ugaangen. Wéi Esch ausgewielt gouf gung et och lass mat den Diskussionen iwwert deen ideale Site. An enger eischter Phas waren de Site Terres Rouges an duerno de Site Belval an der Diskussion.

Fir eis als ADR zu Esch war an ass de Site vun Terres Rouges och nach haut den idealste Site fir esou eng Infrastruktur, an dat aus verschiddenen Ursachen. Well jo elo hei esou ganz vill iwwert de Käschtpunkt an och iwwert d'Abannung vum öffentlechen Transport dis-

kutéiert ginn ass, gëtt dat eis am Nachhinein Recht, well wéi de Site Terres Rouges an der Diskussion war, war d'Planung vun der Reconversiou vum Site Belval nach net esou aktuell. Eréischt wéi Rieds gaangen ass vun engem Industrie-museum an dem Erhale vun engem Héichuewen ass och de Site Belval fir eng Rockhal an d'Gespréich komm.

Am Escher Gemengerot waren d'Meenunge gedeelt. Et ass souguer esou wäit gaangen, dass sech an der LSAP eng kleng Kris entwéckelt hat, bis sech dann awer schlussendlech dem deemolege Regierungsdiktat vun CSV/LSAP ënnerworf ginn ass an och am Escher Gemengerot d'Majoritéit sech fir de Site Belval entscheet huet. Fir eis war awer vu vir eran de Site Terres Rouges den ideale Site. Souguer déi Hal, déi do virgeschloer ginn ass, wär méi ideal gewiescht wéi déi, déi spéider fir de Site Belval virgestallt ginn ass an déi jo och elo net méi a Fro kënn.

Dat heescht deemools war am Fong geduecht ginn a bestehend historesch Infrastrukturen eppes Neies eranzubringen. Aus Käschtegrënn an deelweis och aus Sécherheetsgrënn ass dat leider net realisabel gewiescht. Do kéint een och elo nach driwwer streiden.

Wat awer elo de Site Terres Rouges ubelaangt, esou war fir eis kloer dass deen éischtens emol méi no beim Zentrum vun Esch läit, wat der Escher Geschäftswelt hätt kënnen zegutt kommen. Zweetens läit en net wäit vun der Gare ewech a wier duerfir och mam öffentlechen Transport gutt erreechbar gewiescht, ouni dass ee weider Suen hätt missen investéieren, an et hätt do dernieft souguer eng Méiglechkeet bestane virum Site selwer op der Streck Esch-Haut, déi jo och erëm opgaangen ass, direkt en Arrêt vum Zuch ze installéieren, wat praktesch weider net vill kascht hätt. Do hätte kënnen Méiglechkeete geschafe gi fir souguer direkt mat Sonderzich bis op d'Plaz ze kommen.

Drëttens hätte kënnen op dem Site Terres Rouges, mat där Plaz déi do ass, a wat och wicteg gewiescht wär fir Esch, mindestens dausend Parkplaze bei der Rockhal installéiert ginn, wat alt erëm eng Kéier der Geschäftswelt vun Esch zegutt komm wier, well dës Parkplazen no beim Zentrum gewiescht wäeren an esou och hätte kënnen mathëllefene de Parkproblem vun Esch léisen. Ech mengen et hëlt mer jo keen et iwwel, wann ech hei e bëssen am Interesse vun der Escher Gemeng schwätzen.

Wann ech dann elo am Projet, deen hei virläit, gesinn dass 175 Parkplaze solle virgesi si fir eng Infrastruktur déi bis zu 4.000 Leit soll kënnen emfänken, da kann ech awer wierklech nëmme de Kapp rëselen. Een, dee mengt, datt wann hie manner Parkplaze schafft, doduerfir méi Leit mam öffentlechen Transport uren, deen ass fir mech en Dreemert. Dee Mentalitéitswessel bei de Leit fir op den öffentlechen Transport ëmzекlammen ass nach net do, ebe well den öffentlechen Transport nach net esou fonctionnel ass wéi dat gewünscht ass. Ech kommen herno nach eng Kéier op den öffentlechen Transport zrëck, mä et schéngt mir duerfir illusoresch, wann ee mengt, dass wann ee manner Parkplaze schafft, dass da méi Leit mam öffentlechen Transport uren, wann ee ganz genau weess dass weder elo nach an deenen nächsten zéng Joer de Problem vum öffentlechen Transport wäert optimal kënnen geléist ginn.

Op jidde Fall ass a bleift fir mech de Site Belval dee falsche Standuert fir eng Rockhal. Terres Rouges wier méi ideal gewiescht. Den öffentlechen Transport wier problemlos zougängeg gewiescht an et wier och garantéiert vill méi bëlle ginn. Den Zentrum vun Esch wier opgewäert ginn an d'Parkproble-

mer zu Esch hätte kënnen deelweis mat geléist ginn. Et ass fir eis also kee plausibele Grond gi fir dës Musekschal op de Site Belval ze setzen, ausser et wëllt een, wéi um Kierchbierg, alles op eng Plaz konzentréieren an domadder ronderëm alles futti maachen.

Här President, wann ech och mam Site net d'accord sinn, sou ass et kloer dass dat net wëll heeschen, dass mer elo dat Konzept vun dëser Musekschal wëllen a Fro stellen, well et elo endlech awer zu iergendengem konkrete Projet komm ass.

Mä wat mech awer och perséinlech e bësse stéiert, dat ass den Numm vun där Hal do, oder den Numm vun deem Etablissement public do. Wann een do seet Centre de Musique amplifiée, dat rappt sécherlech awer kee vum Stull, a besonnesch net déi Jonk. Do ass mer da schonn dem Här Garcia seng Propos, fir dem Musekszenter en Numm vun enger bekannter Musekerin oder Museker ze ginn, méi sympathesch, wann een och weess dass deen Numm vun där Musekerin, deen hien eraus gesicht huet, eng mat deene beschte Bluessängerinne war, déi et jee-mools ginn ass. Wann ech mech un hiren Optrëtt zu Woodstock erënnere, ...

Plusieurs voix.- Oh jo!

(Interruptions diverses)

M. Aly Jaerling (ADR).- ...an ech mengen do sinn der vill vun eis déi sech nach kënnen erënnere, da wéist Der vläicht wat ech mengen, an ech mengen den Här Garcia weess et, an ech weess et, an all déi, déi méi wëllen doriwwer wesse wat den Här Garcia mengt huet, déi kënnen jo dann um Internet um Site nokucken a sech do e bësse weiderbilden.

Här President, wat d'Kapassitéit vun der Musekschal ugeet, sou kann ee gedeelter Meenung sinn. Wann ech elo d'Madame Buergermeeschter vun Esch hei héieren hunn, déi dat e bëssen ausernee geholl huet, da misst et jo elo kloer sinn dass d'LSAP u sech am Fong misst géint dee Projet hei stëmmen, well e jo hannen a vir net duer geet, well mer jo Infrastrukture genuch hunn, well mer der jo nach solle fir aner Aarte vu Musek kréien, sou hunn ech dat emol erausheieren a verstanen.

Wat mech e bëssen hei un deem Projet stéiert, dat ass, mer maachen eppes a mer maachen awer och näischt. Ech hunn hei sou den Androck wéi wa mer hei Angscht virum eegene Courage gehat hätte wierklech eppes Gréisseres ze schafen, wat ursprénglech nämlech fir d'Jugend geduecht war. A wann ee gär risen Evénementer hätt an et seet een, mir hätte gär sou vill Leit dohinner, dann hänkt dat ëmmer vum Ugebuert of, wat ee mécht. Dann hänkt dat ëmmer dovunner of, wat een ubitt, a wann ee gären eng Hal vun 10.000 Leit baut, da muss een am Virfeld och wëssen, hei dat wëlle mer an Zukunft do ubidden, an da kritt een och déi 10.000 Leit dodran.

Ech froe mech just: Hätte mer déi Hal hei elo wierklech an deem Sënn néideg gehat? Wann ech d'Madame Buergermeeschter vun Esch verstanen hunn, dann ass et Neen, well mat der Coque einfach scho genuch do wier, huet se gesot, déi wär bis elo nach ni ausgelascht gewiescht...

(Interruption)

Wat gelift?

Déi ass net géeeigent dofir, et ass awer déi eenzeg Plaz wou elo sou Evénementer kënnen stattfannen. Dann hätt een eben da missen e Konzept maachen, wou eben dat alles aus der Coque erëm eraus

drainéiert gëtt an eng effektiv Musekschal, déi dann eng Kapassitéit huet déi awer deene Bedierfnisser, déi do sinn, gewuess ass.

Ech mengen dat ass och dat wat ech kloer hei wëll soen, wann ech soen, hate mer net vläicht Angscht virum deem eegene Courage fir effektiv eppes ze schafen, wat de Bedierfnisser effektiv Rechnung dréit. Well wann ee kuckt, wann ee wëll mat deenen Halen am Ausland mathalen, wou Megaevénementer stattfannen, ech mengen dann ass et kloer dass déi Kapassitéit hei net duer geet. Wann een awer nëmme bei mëttelméissegem Evénementer wëllt bleiwen - mir wëlle jo ëmmer sou bescheide bleiwen -, dann ass et kloer, déi Hal hei geet duer. Mä da stellt ee sech einfach d'Fro, wann ee fir e gréissert Evénement Halen huet - an et huet een hei nach eng -: Musse mer dann elo nach iergendwou eng fir eng aner Aart vu Musek dobäi bauen? Ech mengen dat sinn awer Froen, déi sech stellen.

(Interruption)

Et ass awer kloer dass een en Zenter nëmme kann an deem Mooss bauen, wann een och d'Garantie huet dass e voll ausgelascht ass. Wicteg ass och, dass elo an dësem Zenter, dee geplangt ass - dat schéngt mer awer wicteg an dat ass och eng gutt Saach -, während där Zäit wou keng öffentlech Veranstaltung stattfannen, d'Hal op jidde Fall zur Verfügung steet fir all Aarte vu musikalesche Prouwen an och fir d'Ennerbränge vun den Artisten, déi do optrieden. Wann ech eleng nëmme un d'Ennerbränge vun de Leit, déi do Prouwe sollen ofhalen, denken, un déi vill Rockgruppen déi mer hunn, déi jo am Fong duerch déi Aart vu Musek, déi se maachen, déi e bësse méi haart ass, net an all Géigend sou beléift sinn, an dass déi eng Méiglechkeet kréie fir do awer wierklech sech hirer Musek ongestéiert hinzeginn, an och ouni een aneren ze stéieren, da mengen ech schéngt dat heite mir schonn déi richteg Approche ze sinn.

Et ass also sou dass, sou wéi de Projet lo virläit, an och wat säi Fonctionnement ugeet, ee kann domadder d'accord sinn, well en a mëttelméissegem Denke geplangt ass, an dofir geet en och duer. Wann awer, wéi gesot, gréisser Evénementer ustinn, da musse mer entweder an d'Coque oder eraus an d'Gewan.

Wann elo ugeklongen ass dass d'Coque net ausgelascht ass, da schéngt et mer ze sinn: Entweder ass dann do feelgeplangt ginn, et ass net virausgesi ginn, oder et ginn eben och fir d'Coque net déi richteg Evénementer erausgesicht, déi awer de Public unzéien dee gebraucht gëtt, fir dass sech déi Hal awer zumindest zum Deel rentabiliséiert.

Den Här Rapporteur - Wann ech richteg verstanen hunn - huet hei ugedeit, dass de Projet Musekschal net duerf d'Affer gi vun enger eventueller Streckung vum pluriannuellem Investitiionsplang. Dat hunn ech aus dem Här Rapporteur sengem Rapport hei eraus héieren. Bon, ech hoffen dass dat net de Fall wäert sinn, an ech ka mer et och schlecht virstellen. Ouni elo wëllen déi eng Aart vu Kultur géint déi aner auszespillen, kann ech mer awer net virstellen dass e Projet wéi d'Musekschal vum Beispill elo soll zrëckgesat gi fir e Projet deen zum Beispill geduecht ass fir der ARBED hir Schrottuewen ze verwalten. Ech hoffen dass do awer d'Musek nach iergendeng Prioritéit behält.

Mä et misst awer och esou sinn, dass elo schonn am Virfeld de Käschtpunkt misst duerleien, wat dann och elo mol déi Hal, déi do ass, effektiv kascht. Sou wéi och misst virleien, wat dee ganze pluriannuellem Investitiionsplang vun der Regierung kascht a wat fir eng Prioritéiten dass d'Regierung huet, nodeem dass jo awer elo kloer ass dass d'Wirtschaftsentwécklung net

méi sou ass wéi se war, dass dann awer elo emol kloer ass wat hir Prioritéite sinn an dass se déi dann och elo hei soll kloer virleeen, an och dann hei à fur et à mesure d'Projeten, vun deem wat si als Prioritéit ugesäit, virleet.

Well den Här Transportminister huet kierzlech hei en Transportkonzept virgeluecht, ouni dass en awer konnt soe wou en déi Suen hierhëlt fir dat ganz Konzept ze finanzéieren. Wa fir sou eng Prioritéit wéi d'Transportkonzept - wou mer jo awer alleguerten hei den öffentlechen Transport als absolut Prioritéit setzen - den Här Transportminister hei seet, e wéisst net wou e soll d'Suen hierhuele fir dat ze realiséieren, ma da froen ech mech wou mer dann d'Suen hierhuele fir aner Projeten. Mir hunn d'Coque, mir sollen d'Musekschal kréien, an elo solle mer och nach eng Hal fir klassesch Musek bauen!

Wa mer elo awer op déi Musekschal zrëckkommen, wat elo haut eise Sujet ass, sou ass et wicteg dass dës Hal geduecht ass fir all d'Schichte vun der Bevëlkerung, an net nëmme fir eng Rockhal, wéi dat ursprénglech geduecht war. Mä wann dann awer dat, wat ursprénglech geduecht war, wierklech an den Hannerhalt gedréckt gëtt, da muss ee sech d'Fro stellen, ob déi Jonk da mat deem Konzept sou zefridde wäerte sinn, wann hir Bedierfnisser am Fong e bëssen zrëckgestallt ginn.

De Bau vun där Musekschal, ass hei ugedeit ginn, wéi wann dat elo soll e Projet-phare sinn, fir d'Entwécklung vu Belval. Do kann ech awer nëmme soen, hoffentlech geschitt dat awer dann nach an dësem Jorzéngt.

Well wann ech drun denken dass d'LSAP virum de Wahlen 1989 eng Petitioun vu 14.000 Ennerschrëfte gesammelt hat...

Une voix.- Neen, 12.500.

M. Aly Jaerling (ADR).- Elo war ech fei mat lech.

Une voix.- Et waren der 12.500, ech hunn net gär wann Dir sou iwwerdreift.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling (ADR).- Ok. Et schéngt mer awer, ob et der 12.500 oder 14.000 waren, wéi wann déi Petitioun ënnert der Regierung CSV-LSAP an de ronnen Dossier verschwonn ass, well bis...

(Interruption)

M. Gast Gibéryen (ADR).- Här Bartolomeo, dann hat Dir der nëmme 12.500 ugeschmiert.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling (ADR).- Jo, well bis, Här Bartolomeo, 1999, wéi Dir an den Exil geschéckt gi sidd, ass op jidde Fall net mam Bau vun enger Rockhal ugefaange ginn. Haut, also 14 Joer duerno, no der Petitioun, stëmme mer e Projet dee soll 2005 faerdeg sinn, wou awer de Käschtpunkt vum Bau a vum Fonctionnement nach net virläit a wou dat Ganz och nach ofhängeg ass vun der wirtschaftlecher an der finanzieller Entwécklung.

Ech mengen den ADR stoung deemools dem Bau vun enger Rockhal positiv géigeniwwer, mir hate just e Problem mam Site, dee mer haut och nach hunn, mä mir sinn deem Projet awer besonnesch positiv entgéint komm, well en am Kader vun enger Dezentraliséierung vun den Infrastrukture stattfont hat; an dann ech besonnesch, well en eben op Esch komm ass.

Mir stinn och elo dem Projet hei nach positiv géigeniwwer, obwuel ech géif mengen dass mer net wëssen ob e jee-mools realiséiert gëtt, op jidde Fall kënnen mer mol haut zu dësem Moment dem Projet eis Zoustëmmung ginn.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Nächsten Orateur ass den Här Garcia. Här Garcia, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Garcia (*DÉI GRÉNG*).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, den éischte sympathischen Aspekt vun dëser Debatt ass d'Tatsaach, dass mer net méi vun enger Salle de musique pour jeunes schwätzen, well eleng déi Tatsaach dass den Duerchschnittsalter vun den Inter-venant bis elo bei ongeféier 55 Joer läit, an dass zum Beispill ee vu Menge Virriedner, de Kolleeg Aly Jaerling, op seng 68er Zäit zrëckkuckt - dat war déi Zäit wou de Woodstockfestival gewüet huet am Bulli an Amerika -, léisst drop schléissen, dass et sech hei ëm e Centre de musique handele wäert deen net nëmmen déi Jonk, mä all Generatioun an all Schicht vun der Bevëlkerung wäert interesséieren.

Ech muss éierlech soen, wéi ech dee Projet hei fir d'éischte Kéier studéiert hat, beziehungsweise wéi ech informéiert gi sinn iwwert de Moratoire deen een net därerf Moratoire nennen, deen awer dräi Joer gedauert huet, deen déi aktuell Bauteminister iwwert de Projet virdru verhaangen huet, do war ech relativ rosen, well ech awer am Réckbléck gekuckt gesinn hunn, dass et ëmmer déi selwecht Zorte vu Projekte sinn déi Schwierigkeiten hunn, an et sinn ëmmer déi selwecht an déi selwecht Siten déi eng Präferenz hunn.

Et muss een och fairerweis zouginn dass et eng Rei vu Leit ginn déi och heibanne setzen, deelweis net méi hei, awer vläicht op anere Plaze setzen, déi dee Projet scho säit de 70er Jore poursuiviéiert hunn, sief et mat A.s.b.l.en, sief et mat Petitiounen, an et muss een deene Leit dann awer och nach eng Kéier hei, och wa se net vun eiser Fraktioun sinn, en Hommage ginn, well si jo och an hiren eegene Reien net ëmmer gréng Luucht haten.

Ech ka mech erënneren, an ech muss de Kolleeg Alex Bodry awer hei a Schutz huelen, well en elo e bëssen attackéiert ginn ass, dass hie sech ëmmer unermüdlech fir déi Hal do agesat huet. Well et ass jo och eppes gewiescht wat net ëmmer evident war, et war déi Sitéfro zwëschen Terres Rouges, zwësche Belval, an dann ass et och ëmmer esou dass déi Projeten am Süden, dat muss een elo ouni iergend ee Regionalismus soen, ëmmer den zweete Präis kruten.

An ech wëll drun erënneren dass deen deemolege Bauteminister Robert Goebbels eigentlech och de Sité vun Kierchberg an aneren ëmmer d'Präferenz ginn huet par rapport zu den Emplacementen am Süden, esou dass et och fir de Kolleeg Alex Bodry net ëmmer ganz einfach war, a fir seng Sympathisante vun der Rockhal, fir dee Projet, deen zwar wesentlech méi bescheide war wéi aner Projeten, d'Rockhal.

Ech hu beim Duerchwulle vu mengen Archiven, dat ass ëmmer ganz interessant, eng Motioun fonnt vu mir selwer, vum 10.12.1997 bei de Budgetsdebatten. Dat war eng Motioun, déi hat folgende Wortlaut, well deemools, 1997, et net evident war, a wéi engen Délaien déi Rockhal géif kommen: «invite le Gouvernement à donner une priorité absolue à l'achèvement des études et au démarrage de la construction de l'espace rock sur un site approprié dans le sud du pays». An ech hat geduecht dass déi Motioun géif ugeholl ginn, mä de Fraktiounsprischer vun enger Partei, enger Fraktioun déi deemools an der Majoritéit war, ass opgestanen an huet gesot si kéinten déi Motioun hei net stëmmen, well am Plan pluriannuel deen heite Projet keng Prioritéit hätt. An dat kléngt mir ëmmer nach an den Oueren, esou dass ech nach eng Kéier widderhuele wat ech virdru gesot hunn, dass souguer a Parteien, déi eigentlech fir d'Rockhal ëmmer agegratt waren, dee Support net unanime war.

Wéi gesot, just fir e puer Mythen hei an deem Historique zurecht ze bëien, muss een och soen, dass eigentlech déi Schnellgeek, oder

wéi soll ech soen, déi Drénglechkeet, mat där de Projet vun 1999 un duerchgeboxt ginn ass, déi jo anscheinend dozou geféiert huet dass verschidde Leit sech net méi drun erënneren an haut behaupten dat war waarm Loft oder si wäeren do ech weess net wat iwwert den Dësch gezu ginn, dat huet och e bëssen dru geleeen dass een Zugzwang vun der Utopiagrupp bestanen huet, déi do wollten hire Kino bauen, an op eemol geduecht ginn ass, wa mer elo net op deen Zuch opsprangen, da passéiert ni eppes, beziehungsweise huet och ganz kloer d'Utopiagrupp deemools gesot, wann et net sécher ass dass déi Rockhal kënnt, da si mir och vläicht net méi interesséiert fir op de Site Belval ze goen, well déi hate jo och nach aner Sité wéi zum Beispill an där attraktiver Zon vu Féiz an d'Gespréich bruecht. Esou dass ee muss soen, dass déi Evoluitioun vun deem Dossier wéi méi villschichteg ass wéi elo hei den Androck wëllt vermëttelt ginn.

Ech ka mech och nach ëmmer drun erënneren, an a mengen Ouer kléngen nach ëmmer déi schéi Gespréicher déi hei gefouert gi si beim Vote am Mee 1999 iwwert déi Tatsaach, dass déi Hal fir modern Musek an engem éierwürdigen alen industrielle Gebai géif lokalisiert ginn. Ech ka mech zum Beispill un den Här Glesener erënneren, deen och nach drop betount huet, dass et wichteg wär dass déi nei Generatioun géifen doduerch, wa se an där Hal do wäeren, drun erënnert gi wéi hir Grosspapp a Papp nach do geschaff hunn.

Dofir war ech besonnen, wéi soll ech soen, rosen, wéi gesot ginn ass, mir loosse den Projet vun der Gebléishal falen a sichen no engem anere Site. Do ass an enger éischer Phas gesot ginn, mir bauen en neit Gebai, awer vis-à-vis vun dem geplangene Kino, an dann zwëschen deenen zwee, do géif et dann eng schéi Plaza, an op der Plaza wär da stänneg Betrib an dat géif da wierklech e flotte konviale Charakter deenen Infrastrukturen do ginn.

Wéi et dann esou wäit war, dann ass de Site vun der Rockhal ëmmer méi an de Süden op d'franséisch Grenz hi geréckelt, an et muss een trotz aller Sympathie, déi ech fir de Projet hei hunn, soen, dass déi Rockhal awer deelweis marginalisiert ass. Dat wär net esou schlëmm wann et sech ëm e ursprénglech Konzept vu Rockhal gehandelt hätt, nämlech wou um aacht Auer d'Dieren opginn an um 12 Auer se erëm zou ginn, da wär dat jo net schlëmm gewiescht, well déi Leit déi dohinner komm wäeren, wäere mat privaten oder mat öffentlichen Transporter dohinner komm, mir hätten net vill vun dem Ambiente zrëckbehalen. Mir ginn awer elo an eng Richtung wou d'Rockhal jo net méi eng Hal ass, mä ee richteg Centre de musique, oder eng Rockcity, wéi emol eng Kéier geschriwwen ginn ass an enger Zeitung. An do wär et awer vläicht méi attraktiv gewiescht, well ee jo wëllt dass och am Dag Aktivitéiten do passéieren, sief et Proufaktivitéiten, sief et Visiten, sief et aner Aktivitéiten, déi ee jo niewent de Concerten owes och kéint an deenen Halen organiséieren, et hätt ee méi eng zentral Lag gewielt. Mä dat ass elo ze spéit, an ech wëll och nach net hei lar-moyant virgoen.

Fir eis war ëmmer méi wichteg, wéi elo d'Situatioun vun der Rockhal, oder wéi d'Parkplazen oder ähnlech schrecklech wichteg Themen, de Problem vum Konzept, an dozou hunn ech natierlech schonn hei um véirel op néng kënne schwätzen, wéi ech meng Proposition de loi hei virgestallt hunn, dofir wëll ech net nach eng Kéier am Detail dohinner zrëckkommen.

Ech fannen et awer extrem positiv, dass dee Projet inhaltlech säit 1999 wesentlech evoluéiert huet. An dat läit awer och - dat muss een och der Ministesch, och wa se de Moment net hei ass, zouerkennen - un

dem Dialog dee se gefouert huet, mat Responsabelen ënner anerem vun der Backline, fir ze kucken: Kënne mer eppes aneschters maache wéi nëmmen eng Hal déi, wéi gesot, hir Dieren op an hir Dieren zou mécht a wou soss näischt ronderëm passéiert?

Ech erënnere mech och un eng Artikelserie an der liberaler Wochenzeitung Lëtzeburger Land, déi och schonn hei zitéiert ginn ass, wou verschidden Auteurs sech unaniment dofir ausgesprach hu fir vun der Geleeenheet ze profitéieren fir ee richtegen Animationszentrum ze maachen, deen net nëmme reng Diffusioun vu Spektakele géif maachen, mä deen och géif eng Plaz loosse fir eng Kreatioun a fir sozio-pedagogesch Aktivitéiten.

Et kéint een esou wäit goen, dass een elo seet, niewent der Kreatioun innerhalb vum Produktionsstudio, vu Proufsäll, kéint een och envisagéieren eng sozio-pedagogesch Aarbecht ze maache mat deene Jugendlechen déi jo do onweierlech wäerte ronderëm déi Rockhal do évoluieren. Dat ass am Ausland net nëmmen am Kontext vu Fußballstadion, mä och vu Rockhale geschitt, dass gesot ginn ass, ronderëm esou Strukturen évoluieren och eng Partie gefährdet Jugendlecher, déi et interessant wär pedagogesch ze begleeden, an et gi schonn an anere Stied an England an an Däitschland Projekte fir vun där Attraktivitéit vun der Rockzeen ze profitéieren, fir eng douce an diskret sozio-pedagogesch Aarbecht ze maache mat Jugendlecher, déi jo oft och a Gefor si fir gewëssenen Tendenzen vun der Rockmusek, déi jo net ze regele sinn, wéi zum Beispill rechtsradikal Tendenzen, ze erleeën.

Ech hoffen dass et also méiglech wäert sinn, spéider am Kader vun deem Centre de Musique amplifiée, deen hoffentlech den Numm nach wäert änneren, well soss verwiesselt een den CMA ëmmer mat dem CNA zu Diddeleng, esou Aktivitéiten ze maachen.

Ech wëll awer zum Schluss, ier ech d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu deem Projet selbstverständlech wäert ginn, awer nach dräi Froen opwerfen. Eng ass déi, déi och schonn ugeschwat ginn ass, vum Transport. Als Gréng muss een natierlech begrëissen, dass am Géigesaz zu anere Projeten hei weineg Attentioun zu der Proliféeratioun vu Parkplaze geleecht ginn ass. Allerdéngs muss ee realistesch gesinn, dass déi Leit, ob se elo vu Charleroi oder vu Biekerech oder vu Bitburg-Eifel op dee Site kommen, net dee ganze Wee wäerte mam öffentlichen Transport bewällegen, soss misste se siwe Mol ëmsteigen an deenen alen Zich an da géife se warscheinlech méi laang brauche fir bei dee Concert ze komme wéi se an der Concertshal géife verweilen. Ech kéint mer natierlech laangfristeg virstellen, dass een e groussen Deel vun dem Afflux vu Visiteure ka vun der Source op den öffentlichen Transport leeën. Zum Beispill wann déi berühmt Direktstreck téschent der Stad an der Friche Belval realiséiert wär, déi Zuchstreck, wann och zum Beispill esou eppes wat mir wollten hunn eng Schnellstreck, déi net nëmmen zentral vu Lëtzebuerg aus geet, mä och d'Regioun Süde géif desservéieren, mat enger Verlängerung natierlech a Frankräich, dass een awer ee groussen Deel vun de Leit kéint direkt op den öffentlichen Transport setzen.

Esou muss een als Zwëscheleisung warscheinlech virgesinn, dass ee wëllt vermeiden dass de Site selwer vun ze vill Autoen - wéi soll ech soen - zougesat gëtt, an dass een dann Opfangparkinge wäert maache fir zwëschenzäitlech

déi Leit, déi vu wäit komme mat hirem Auto, opzefänken. Ech denken dass een awer ëmmer muss am Kapp behalen, dass ee laangfristeg op eng Léisung soll histéieren, déi wierklech en héijen Undeel vu Leit op den öffentlichen Transport bréngt. Natierlech kann een net wéinst enger Rockhal elo extra en öffentlichen Transport vun der Source bis zu der Rockhal bauen, mä vu dass jo nach ganz vill aner Strukturen wäerte kommen ass et kloer, dass een an déi Richtung wäert goen.

Déi zweet Fro, déi ech opwerfen, ass déi vun der Gebléishal. Ech maachen do nämlech de Lien mam Parking, well ech ka mech erënneren dass viru siwen, aacht Joer déi Sociéitéit, där déi Gebléishal schonn deemools gehéiert huet, e Plang hat fir dorauer e Parkhaus ze maachen. Ech hunn e bëssen Angscht, vu dass déi Gebléishal elo eigentlech abandonnéiert gëtt, dass et zwou Variante ginn. Entweder gëtt do séier e bësse Blech bäigefügt an op eemol hu mer do e Parkhaus, oder se gëtt wéi et de Moment geplangt ass als Hangar virgesi fir, wann d'Aarbechten um Terrain passéieren, zwëschen-duerch d'Material do ze lagere an dann iergendwann eng Kéier fiert e Bagger onglécklech an da fällt d'Gebléishal deelweis an e Koup an da gëtt se ofgerappt. Ech hunn déi Angscht. Wann ech méi Zäit a leschter Zäit gehat hätt, hätt ech eng Proposition de loi hei presentéiert fir dorauer eppes aneschters ze maachen, wat ech och schonn an der Kommissioun proposéiert hunn, nämlech ze profitéieren dass op deem Site jo niewent deene privaten Institutiounen wéi der Dexia-BIL awer och eng Uni soll hikommen.

Eng Uni brauch bekanntlech e Kongresszentrum an ech kéint mer virstellen, dass déi Gebléishal den ideale Uert wär fir doranner e moduléierbare Kongresszentrum ze installéieren, wou ee kéint Kongresser organiséieren déi sech e bëssen zwëschen dem Konzept vun enger Foire an dem Konzept vun engem wëssenschaftleche Kongress kéinten usiddele. Ech hunn esou Beispill an Däitschland kierzlech gesinn, nämlech zu Essen am Zeche Zollverein, wou et méiglech ass souwuel op engem Site fënnf Concerte parallel ze organiséieren, dobäi nach zéng Workshopen a kleng Säll a wou och nach e groussen Auditoire zur Verfügung steet fir wëssenschaftlech Kongresser. Ech denken, dass dat doten deen ideale Site wär fir esou eppes ze bauen.

Dee leschte Punkt, deen ech wollt opwerfen, ass deen, deen ech schonn am März 1999 opgeworf hunn, an zwar déi Fro wéi sech heru deen gesamte Site kéint gemeinsam gëiere loosse. Mir sinn nämlech der Meenung, dass een op Belval-Ouest dat vermeide muss wat mer de Moment um Kierchberg hunn, nämlech dass öffentliche, privat a mixte Institutiounen niewentenee funktionéieren an eigentlech just duerch Parkingen oder duerch den zaghafte öffentlichen Transport matenee verbonne sinn. Et gëtt awer guer keng corporate identity, wou een deene gemeinsamen Aktivitéiten, déi jo awer oft complémentaires sinn, kéint e gemeinsamt Gesicht ginn.

Duerfir hat ech 1999 eng Proposition de loi déposiert, fir dass een déi staatlech Institutiounen, déi op dee Site kommen, ënner anerem d'Rockhal, de Centre d'histoire industrielle, dee ronderëm d'Héichiewe komme soll, an all déi aner öffentliche Institutiounen, déi hoffentlech nach dohinner kommen, kéint ënner enger gemeinsamer Struktur funktionéieren loosse an awer och eng gemeinsam Struktur géif schaffen, zum Beispill mat dem Utopolis oder mat dem Utopia zesammen, wou ee kéint gemeinsam déi privat an déi öffentliche Aktivitéite maachen. Ech hu mech deemools relativ beméit fir eng Struktur ze fan-

nen. Leider ass et zu Lëtzebuerg esou, dass mer keng gesetzelch Grondlag hu fir esou Structures mixtes. Dat eenzegt wat et gëtt sinn d'Groupements d'intérêt économique. Ech hat dann deemools proposéiert eng Société de gestion fir den Espace Belval virzehuelen.

Ech muss allerdéngs soen, ech hunn elo och a mengen Archiven e Bréif vum 29. November 2000 erëmfonnt, wou de Conseil d'Etat e Bréif un d'Regierung schreift - ech hunn dat scho virdru zitéiert -, wou hie gäre géif en Avis iwwert dee Projet ofginn, mä wou hien nach géif drop waarden dass d'Regierung him géif soe wat eigentlech alles op deem Site do géing passéieren. An der Zwëschenzäit ass dat jo awer kloer. Mir hunn dee Concours d'architectes a mir hunn de Konzept vu Belval x-mol virgestallt. Et ass also kloer wéi eng Institutiounen op Belval-Ouest kommen. Et wär also vläicht un der Zäit, dass d'Regierung dem Conseil d'Etat e kleng Liebesbréifche schécke géif an him da soe géif wat op deem Site do kënnt, esou dass de Conseil d'Etat endlech zu där Proposition de loi géif en Avis ofginn.

Dat gesot, an déi Reserven ausgedréckt, wëll ech den Appui vun eiser Fraktioun zu deemem Projet ginn. Ech muss allerdéngs soen, dass et zwou Wermutsdrëpsen an deem Dossier hei ginn. Déi eng ass déi, dass et awer erëm eng Kéier net gelongen ass parallel de Fonctionnementsprojet mat dem Baute-projet ze déposéieren. Ech hunn dat haut de Moie schonn eng Kéier exposéiert an ech hu jo och eng Resolutioun ofginn, wou mir eis - fir déi Leit, déi nach net hei waren - selwer opfuere de Projet vun der Regierung iwwert de Fonctionnement esou séier wéi méiglech ze evakuéieren, allerdéngs eréischt vun deem Moment u wou mer dann eng Fiche financière iwwert d'Folgekäschten hunn.

Dat zweet Onbehagen dat ech hunn ass, dass mer en ähnlechen Optimismus scho viru iwwer dräi Joer hate wéi mer den éischte Projet gestëmmt hunn. Ech hoffen, dass dat nächst Parlament net an dräi Joer erëm eng Kéier muss optriede fir nees en neie remaniéierte Projet iwwert d'Rockhal ze stëmmen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Garcia. Den nächste Riedner ass den Här Marc Zanussi. Här Zanussi, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Zanussi (*LSAP*).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, de Projet vun der Rockhal schéngt effektiv eng never ending Story ze sinn. Nodeem mer hei 1999 e Gesetz eestëmmeg votéiert haten, hat een den Androck an d'Meenung, dass ee wierklech kéint all d'Ennerlagen, déi gesammelt gi waren zu deem Projet, op d'Säit leeën a geschwé vun der Infrastruktur profitéieren, déi déi 30 Joer laang dauerend Concertgeschichte hei zu Lëtzebuerg wierklech verdéngt hätt. Mir stellen haut fest, dass deem net esou ass.

Bei der Diskussioun vun deem Projet hei ass et awer, denken ech, trotzdem derwäert fir nach eng Kéier op déi kleng oder op déi grouss Geschicht vun de Concerten hei zu Lëtzebuerg anzegeen, wéi op déi, déi an deem do-te Beräich vill gemaach hunn. Ech wëll da wierklech nach eng Kéier un déi A.s.b.l. „Musek fir déi Jonk“ erënneren, déi ënner dem Impuls vum Mars Di Bartolomeo, aneren LSAP-Politiker awer och anere Leit aus dem kulturschaffende Liewen, aus Journalisten an aus Concertveranstalter, bestanen huet an déi et wierklech fäerdeg bruecht huet 12.500 Ennerschrëften ze sammelle fir de Bau vun enger Rockhal ze organiséieren. Déi Petitioun, déi deemools lancéiert ginn ass, ass entstanen aus den Erfahrung vun deene Leit, déi deemools d'Concerte besicht hunn. Hir Revendica-

tiounen hu sech dann och dorop gefouss.

Et muss ee wëssen, dass während där Zäit a bis haut regelméisseg bei der Organisatioun vu Concerten an der Vergaangenheet schlecht Erfahrung gemaach gi sinn. Ech erënnere mech nach Ufank der 80er Joren un de Concert vu Europe, deen zu Déifferdeng sollt stattfannen, deen awer ofgesot ginn ass, well eng Stroumpann de Concert onméiglech gemaach huet. Ech denken un de Concert an der Mëtt vun den 80er Jore vun den Dire Straits op der Kockelscheier, deen huet missen ofgesot ginn, well et eng wackeleger Bühn an der Hal ginn ass. Alles dat waren Elementer déi noutwendeg ware fir eng Petitioun op d'Been ze stellen, déi wierklech no enger richteger Infrastruktur verlaangt huet.

D'Concerten, déi säit deemools a bis haut organiséiert gi sinn, sinn zu engem Deel ënner Konditiounen gemaach ginn déi net akzeptabel waren, souwuel am Beräich vun der Akustik wéi am Beräich vun der Entlüftung an den Halen, wéi schlussendlech och am Beräich vun der Sécherheet während de Concerten. An der Zwëschenzäit hu mer effektiv d'Infrastruktur vun der Coque, wéi d'Madame Mutsch virdu richtig gesot huet. D'Coque funktionéiert elo während engem Joer. Et muss een awer feststellen, dass wierklech bis elo eben nëmmen dräi Concerten do waren. Wann een d'Coque kennt, déi formidable Sportsinfrastruktur déi et ass, gesäit een och dass et wierklech eng Sportsinfrastruktur ass a se eigentlech awer net schrecklech gutt fir Concertveranstaltungen géeege ass.

Alleguerten déi Leit, déi deen een oder deen anere Concert do materliefen hunn, kënnen nëmmen confirméieren, dass besonnesch am Beräich vun der Akustik, am Beräich vun der Logistik, déi noutwendeg ass fir d'Organisatioun vum Concert, an och am Beräich vun der Bestuhlung an Ahnlechem dat ganz schwéier ze realiséieren ass, esou dass ech der Iwwerzeugung bleiwen dass et weiderhin nach en absolut Bedürfnis gëtt no enger anstänneger Infrastruktur vu Concerten hei zu Lëtzebuerg.

D'Konzept an d'Gréisst vun esou enger Hal sinn natierlech eng vun deene wichtegste Froen, déi een an deem doten Zesummenhang muss behandelen. Ech hunn a menger Eegeschaft als Member vun enger anerer A.s.b.l., déi Spektrum 87 heescht, mech vill zesumme mat menge Kollege mat där doter Fro beschäftigt. Ganz onvirageholl hate mer eng Rei vu Visité mat interesséierte Leit an anere Concertshalen organiséiert, sief dat zu Orléans oder sief dat zu Nanzeg. Mir haten och hei zu Lëtzebuerg e gréissere Meeting organiséiert, wou mer alleguerten déi Lëtzebuurger Concertveranstalter invitéiert haten, mä wou mer och renommiéiert Expären aus dem Ausland dobäi haten.

Alleguerten déi, déi sech un deem Gespréich vun deemools bedeelegt hunn, a wou d'Zil dovunner war méi gewuer ze ginn iwwert d'Konzept vun esou enger Hal, sinn zu der Meenung komm, dass et dräi Elementer gëtt, déi fir esou eng Hal enorm, enorm wichtig sinn. Dat éischt ass d'Multifunktionalitéit, dat zweet ass d'Modulabilitéit an dat drëtt ass dat praktesch Element bei der Organisatioun vun de Veranstaltungen.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Wann ee vun dem éischte schwätzt, wat de Multifonctionnement ubelaangt, hu se deemools alleguerte gesot, dass et wierklech eng Hal muss sinn déi net nëmmen dofir geduecht soll si fir Concerten dran ze maachen, mä déi wierklech och dee ganze Beräich vum Family-Entertainment muss erlaben, wann e Rendement an där Hal do soll méiglech sinn. Et muss also

méi breet gi wéi dat fir nëmme Rockconcerten ze organiséieren.

Dat zweet ass dat Element vun der Modulabilitéit vun der Hal. Si hunn alleguer gesot, dass déi Hal géwënt a lieft, dass se modulabel muss sinn, sech also op hir verschidde Gréisste muss astelle loossen. A wa vun der Modulabilitéit geschwat gëtt, da kann all Buergermeeschter, deen e Centre culturel bei sech huet, behaupten, dass seng Hal modulabel ass. Et gëtt awer Differenzen doranner, wéi eng Hal modulabel ka sinn a wéi se et net ka sinn. D'Bühn muss modulabel sinn an d'Grondausstattung an der Hal muss et och erlaben, dass déi Modulabilitéit och an der Praxis uwendbar ass, an do gëtt et eng ganz Rei vu praktesche Viraussetzungen déi dofir mussen erfüllt sinn, an dofir denken ech dass et wichtig ass, dass bei där doten Detailkonzeptioun och alleguerten déi Leit consultéiert ginn, déi doranner eppes kennen.

An dann, wat d'praktesch Accessibilitéit ubelaangt, ass et einfach wichtig dass eng Rei vun technesche Viraussetzungen erfüllt sinn. Dat geet bei den Detailer u wou d'Steckere sinn, wou d'Ophänkunge sinn, wat opgehang ka ginn, wéi ee mat de Camionë kann erafueren, dass ee mat de Camionë kann erafueren, an alleguerten déi Saachen do sinn enorm wichtig, wann déi Hal an Zukunft soll funktionéieren a soll liewen. Dat hunn eis alleguerten déi Expären do confirméiert.

En anert Element ass natierlech dat vun der Ambiance. De Fritz Rau, deemolege Chef vun der Entreprise Mamakonzert an Däitschland, dee 40 Joer Erfahrung an der Organisatioun vun de Concerten huet, huet gesot: „Konzerte wolle man nicht nur hören, sondern auch erleben.“ Dat heescht, dat Element vun der Ambiance ass enorm wichtig a muss an deem heite Punkt berücksichtig ginn.

Alles dat dote si Saachen déi mussen mat Expären diskutéiert ginn an de Rotschlo vun deene Leit do soll een och op kee Fall an de Wand schloen.

An dann de leschte Punkt, dee vun der Gréisst vun där Hal. Effektiv muss ech soen, dass alleguerten déi Leit, déi mer consultéiert hunn, eis gesot hunn, dass déi Hal, wa se soll funktionéieren, einfach eng minimal Kapazität vu 5.000 Leit muss hunn. A wann den Här Jung mech virdu zitéiert huet, dann huet en een Deel vu menger Ried zitéiert - et wier och ze vill verlaangt gewiescht, fir alles ze zitéieren -, mä et muss ee soen dass dat, vun der Kapazität hier, eis deemools einfach gesot ginn ass. Mir hunn dat jo net erfonnt, dat war eis Iwwerzeugung opgrond vun deene Gespréicher, an et muss minimal 5.000 Leit si fir dass déi Hal funktionéiert.

An déi Concertsorganisateurer hu vun enger internationaler Achs vu Veranstaltungsuerter geschwat, Rotterdam, Bréissel, Frankfurt, Dortmund, Paräis, a fir an déi Schinn do eran ze kommen, muss ganz einfach déi Kapazität vu 5.000 Leit fir Hale sinn, soss funktionéiert dat net. Dat hunn, wéi gesot, Leit wéi de Fritz Rau, grad wéi e Vertrieeder vu Kölnkonzert an och déi aner Lëtzebuurger Concertveranstalter - net déi, déi sech eleng ëm d'Intériteit vun de Lëtzebuurger Rockgruppe bekëmmern, mä déi d'Veranstaltungen do sollen organiséieren - eis gesot.

An ech ginn der Madame Mutsch Recht, wa se virdu déi Lëscht zitéiert huet, wou offensichtlech bei Gruppen Intéret besteet an déi Concertshal do ze kommen. Haut an hei géing ech behaupten, dass keng vun deenen dote Gruppen, déi d'Madame Mutsch genannt huet, an déi Hal vu 4.000 Leit kommen, well et sech net rentéiert fir e Veranstalter fir dat doten ze organiséieren.

Iwwert de Site, iwwert d'Plaz ass vill geschwat ginn, deem kann een zoustëmmen. Een anere Virdeel dee Lëtzebuerg awer nach hätt fir esou eng Hal, ass d'Tatsaach dass am Géigesaz zu Däitschland een Drëttel vun de Gagé vun de Steieren opgefriess gëtt, wat hei zu Lëtzebuerg net de Fall ass, an och dat hunn déi Concertveranstalter eis gesot, dass et also wierklech e Besoin a Méiglechkeete gëtt, grouss Evénementer hei zu Lëtzebuerg ze organiséieren, wann d'Infrastrukturen deem entsprechen.

Mir hunn hei viru enger Rei vu Joren iwwert de Projet diskutéiert deen den Alex Bodry erabruecht huet, an ech wollt awer nach virdu, ier ech dozou kommen, e Wuert zu der Proposition de loi vum Robert Garcia soen, well bei deene Gespréicher, déi mer deemools iwwert d'Konzeptioun vun den Halen haten, hu mer eis natierlech och mat där Fro beschäftigt, wéi dann elo schlussendlech déi Hal kéint funktionéieren.

An effektiv et gëtt am Ausland verschidde Modeller, wéi dat do géréiert gëtt. Et gëtt d'Méiglechkeet vun enger Société d'économie mixte, et gëtt eng Méiglechkeet vun der Privatisierung an et gëtt d'Méiglechkeet vun dem Etablissement public als déi géeege halen, ënner der Viraussetzung dass awer bei der Besetzung vun deene Leit, déi den Etablissement public géréieren, wierklech muss drop opgepasst ginn, dass Leit doranner kommen déi Kompetenz an deem dote spezifische Beräich hu fir déi doten Infrastruktur ze leeden, well domadder steet a fällt dat Ganzt.

An ech ginn och dem Robert Garcia Recht - et ass allerdéngs eng perséinlech Meenung -, dass den Numm vum Janis Joplin wierklech éischter fir esou eng Infrastruktur passt wéi dat wat elo mam Moment virläit. Mä mir kréie jo nach d'Geleeënheet bei där Diskussioun vun deem dote Projet hei an deem Haus doriwuer ze schwätzen.

Dee Projet deen 1999 presentéiert ginn ass, deen huet deene Virstellungen, déi deemools an engem Aarbechtsgrupp an där A.s.b.l. mat de Concertveranstalter geschwat gi sinn, zu engem gréissten Deel entsprach, well souwuel den Alex Bodry wéi och de Robert Goebbels waren an déi Gespréicher mat agebennen. D'Iddi fir déi Hal an enger bestoender Industrieinfrastruktur ënnerzebréngen ass jo och net aus dem Himmel gefall, dat war den ausdréckleche Wonsch vun der deemoleger Chamberskommission, déi sech beruff huet op Beispiller am Ausland, zu Köln gëtt et eng Rockhal an engem Elektrizitéitswierk, et gëtt eng enger Wuesfabrik, et gëtt zu Gelsenkirchen eng an engem ale Stolwierk an et kéint een nach aner Beispiller opféieren. Et gëtt och eng Motioune vum...

■ M. le Président.- Här Zanus, ech wollt lech drop hiweisen datt Är Riedezäit ofgelaf ass, datt Dir lo déi zéng Minutten huet fir d'Motiounen an d'Resolutiounen.

■ M. Marc Zanussi (LSAP).- Merci fir déi doten Informatioun, Här President, an ech wäert mech och dorunner halen.

(Interruptions)

Et gëtt also och nach aner Beispiller wou esou Infrastrukturen an enger aler Hal ënnerbruecht sinn an ech probéiere mech dann...

(Interruptions diverses)

■ M. Lucien Weiler (CSV).- D'Zäit vun de Motioune soll net méi eriwuer geholl gi bei d'Debatten.

■ Une voix.- Sidd Dir elo schon net méi mat Ärem Vizepresident zefridden.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Neen, dat huet näischt mat Vizepresident ze doen.

■ M. le Président.- Här Zanus, huet lech elo d'Zäit fir fäerdeg ze ginn.

■ Une autre voix.- Den Här Glesener ass sécher mat lech zefridden.

■ M. Marc Zanussi (LSAP).- Ech lauschteren hei ausschlieslech op d'Ausféierung vum President vum Parlament an ech hale mech dann och un déi doten Normen.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Marc Zanussi (LSAP).- De Projet...

(Interruption)

Herno, Här Weiler. Ech wollt nach e puer Wuert zu deem Projet vun 1999 soen. A wann ech dann hei déi dach éischter polemesch Ausféierung vum Här Jung a vum Här Schummer héieren hunn, déi elo anscheinend iwwert dee Projet hiergefall sinn, déi awer vläicht vergiess hunn dass deemools d'Chamberkommission, d'Bautekommission, d'Jugendkommission sech intensiv mam Projet beschäftigt huet, an de Projet hei, wéi déi Motioune vun der Madame Mutsch, Eestëmmegkeet fonnt hu beim Vote, an elo dee Projet hei op eng däraarteg Aart a Weis erofgemaach gëtt, mat Argumenter déi ech net kann deelen, et wär architektonesch kee Konzept fir Hale gewiescht, bei der Bautechnik wäeren eng Rei Saachen onkomplett gewiescht, de Stat wier mol net am Besetz vum Terrain gewiescht, wou déi Hal sollt histoe kommen.

Dir wësst ganz genau, Här Jung an Här Schummer, dass haut de Stat mol nach net am Besetz ass vum Terrain wou den CNA zu Diddeleng gebaut gëtt. Dir wësst dass de Stat haut mol nach net am Besetz ass vum Terrain wou de Rehazenter soll gebaut ginn. Den Transportminister weess, an d'Bauteministesch och, dass eng Rei vu Stroosse gebaut ginn, wann d'Projete gestëmmt ginn, wou de Stat nach net am Besetz vun den Terrainen ass. Dat ass also keen Argument, fir dat doten hei ervirzesträchen.

A wann elo den Androck entsteet, dass deemools déi Leit, déi dee Projet gestëmmt hunn, jo offensichtlech da lauter Clowne waren, well dat, wat jo haut richtig ass, war jo deemools offensichtlech och richtig, muss een awer bemerken, dass déi Leit schon deemools zu engem groussen Deel déiselwecht si wéi déi Leit vun haut. Also muss ech dach soen, dass dat doten d'Strooss net hält an dass déi Argumenter do alleguerten net richtig waren.

Et stellt ee just fest, dass effektiv an der Zwëschenzäit eng Rei vun Zäit vergaangen ass an dass alleguerten déi Leit, déi mat Sehnsüchtheet op deen dote Projet gewaart hunn, alt erëm eng Keier verträuscht gi sinn. Ech stelle fest, dass des Regierung et fäerdeg bruecht huet och an deem heite Punkt de Leit vill Zäit ze klauen.

Wann dee Projet vun 1999 realiséiert gi wier deen hätt sollen am Hierscht vum Joer 2000 ugefaange ginn, wier deen haut scho laang fäerdeg gewiescht a mir hätte schon eng Rei vu flotte Concerten an där doter Hal kënne kucke goen. Et ass also an deem dote Beräich vill Zäit verluer gaangen.

Mir hunn als LSAP eis Bedenke vis-à-vis vun deem Projet elo hei geäussert. Mir stëmmen dee Projet trotz alleguerten deene Kriticken do mat a mir géingen eis wënschen, dass alleguerten déi Saachen, déi konzeptuell nach an deem heite Projet ze verbessere

sinn, och nach verbessert wäerte ginn.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

■ M. le Président.- Merci, Här Zanus. Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Här Bettendorf, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Niki Bettendorf (DP).- Här President, merci fir d'Wuert. Fir d'alleréischte wëll ech de jonke Sozialiste merci soe fir d'Händchen, déi mer de Moie kritt hunn, fir dass mer hei endlech Neel mat Käpp maache sollen. Ech kann d'Händchen nach weider gebrauchen, well e Samschden hu mer zu Bartreng grouss Botz an do komme se mer wierklech zu Paass, well et si fonkelneier. Ech muss awer soen dass, wann ech d'Ausféierung vun de Majoritéitsparteien haut hei héieren hunn an déi vun der LSAP, dann hätten d'Jonksocialiste besser gehat den LSAP-Vertrieeder d'Händchen ze iwwerreeche wéi deenen anere Leit, déi vum Projet beegeschtert sinn.

Ech sinn elo hei erop komm, dunn huet de Kolleg vun Diddeleng gesot: „Elo geet den Altersniveau nach an d'Luucht, wann hei diskutéiert gëtt.“ Ech muss einfach soen: Esch, dat war ëmmer d'Héichbuerg vum Rock, an zu Esch hu schon aner Leit gerockt, wéi vill Leit heibannen nach d'Pampers unhaten.

(Brouhaha général)

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Déi Zäit sinn et nach keng Pampers ginn.

■ M. Niki Bettendorf (DP).- Duerfir verstinn ech och den Här Jaerling, dee léiwer d'Rockhal an en aneren Zentrum gehat hätt wéi do wou se elo kikéint.

Ech hu gesot: Mir si beegeschtert vum Projet. De Süde vu Lëtzebuerg verdéngt en anstännege Projet no der Coque, no dem Concertsall fir de philharmoneschen Orchester an no diverse Muséeën, déi alleguerten hei an den Zentrum komm sinn. Ech fannen et wichtig, dass esou eng Realisatioun wéi déi heiten op Esch/Belval kënt.

Wann ech haut e puer Wuert hei soen, dann ass dat well ech mech bei deem Projet an der Kommission enthalten hunn. Ech hunn net derfir gestëmmt an ech muss jo awer iergendwéi begrënne firwat dass ech mech do enthalten hunn, mä an der Kommission war ech net eleng mat menger Enthaltung. Viru mir huet d'Buergermeeschtesch vun Esch sech bei deem Projet enthalten. Ech hu mer dunn d'Fro gestallt: Firwat soll ech de Projet gutt fannen, wann déi Escher de Projet net gutt fannen an an der Kommission net bereet sinn déi Suen zur Verfügung ze stellen déi gebraucht gi fir esou eng flott Saach ze realiséieren.

Mer mussen wëssen, dass de Projet vun 1999 bei 6,7 Milliounen Euro lung. Haut si mer praktesch 4^{1/2}-mol méi deier. Wann dat net gewënscht gewiescht wier, wann d'Sozialisten de Projet elo haut hei net gestëmmt hätten, dann hätt ee sech wierklech missen eescht Gedanke maachen, ob een dee Projet hätt realiséiere sollen oder net. Mä wéi gesot, mir sinn der Meenung dass de Süde vu Lëtzebuerg dese Projet verdéngt a mir wäerten eis och derfir asetzen.

De Käschtpunkt vun deem Projet ass am Verglach mat deem vun 1999 4^{1/2}-mol méi héich. Ech hu mer dann natierlech d'Fro gestallt: Wann haut de Projet esou vills méi deier ass a ganz anescht ass, war dann dee Projet vun 1999 näischt, dee Projet dee mer jo awer hei an der Chamber eestëmmeg gestëmmt hunn? Ech hu misse feststellen, wéi ech mech e bëssen an de Projet vun 1999 erageknéit hunn, dass mer wierklech e Projet gestëmmt hunn deen näischt war. Et war schlussendlech soss näischt wéi e Wahlschlager oui In-

halt, obschonns den deemolegen...
(Interruption)

... - ech kommen dorop zrëck - Jugendminister gesot huet: „Mat där Eestëmmegkeet kann ee sécher sinn, dass de Projet och realiséiert gëtt.“ Den Här Bodry hat sech géiert, wat jiddferengem geschéie kann.

Dir hutt mer elo gesot: „Dir hutt e jo och gestëmmt!“

■ Une voix.- Jo.

■ M. Niki Bettendorf (DP).- Ech muss lech soen dass all déi, déi 1999 an der Chamber waren, an ech gehéieren och dozou, net brauchen houfreg drop ze sinn, dass se de Projet deemools gestëmmt hunn. Alleguerten déi, déi deemools hei waren, hunn dee Projet gestëmmt, an ech muss lech soen dass et net gutt ass, wann een énnert Zäitdrock kuerz virun de Wahlen esou Projeten duerchbrätscht, nach séier forcéiert. Mer wësse wéi et war mam Finanzéierungsgesetz vun de Spideeler, wou mer...

(Brouhaha général)

■ M. Alex Bodry (LSAP).- ...1997 an 1998.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Vun deene Spideeler schwätze mer nach eng Kéier.

■ M. le Président.- Loosst den Här Bettendorf elo schwätzen. Wann ee gären d'Wuert hätt, da soll hie sech et froen. Här Bettendorf, fuert virun.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Hu mer nach Zäit?

■ M. Niki Bettendorf (DP).- ...wou mer am Finanzéierungsgesetz bei de Spideeler 15 Projeten och just virun de Wahlen hei duerchgebrätscht hunn, wouvun der aacht fäerdeg a siwen net fäerdeg waren. Dat war d'Realitéit.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- An engem Joer kucke mer wéi vill Projeten hei nach duerchbruecht gi virun de Wahlen, Här Bettendorf.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech géif net esou haart jäizen.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Déi Wiederer do kritt Dir nach eng Kéier erëm an engem Joer.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- D'Beispill Rehazenter ass e ganz gutt Beispill.

(Coups de cloche de la Présidence)

■ M. Niki Bettendorf (DP).- Bei deenen Diddelenger huet erëm een eng Kéier un hirem Kafeg geréselt an da gi se aus dem Suedel.

(Interruption)

Ech muss lech soen, ech hunn de Projet vun deemools mat deem vun haut verglach. Ech hu misse feststellen, dass de Projet vun deemools, an dat ass wichteg fir den Här Marc Zanussi, sech op 6.720 m² baséiert huet. De Projet vun haut huet 13.920 m².

(Interruption)

Deemools hat Der eng Mezzanine fir 750 Leit a fir de Rescht hat Der fir 4.250 Leit e Plancher vu 1.600 m². Ech hu ganz einfach emol eng Divisioun gemaach. 1.600 m² dividiéiert duerch 4.250 Leit, déi deemools do hätte sollen eragoen, dat sinn 0,37 m² pro Persoun. Wéi hätt Der déi dann do erakritt? Déi wäre jo wéi d'Hierken an der Tonn do eragaangen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Et gesäit ee gutt, datt Dir viru 40 Joer geroockt hutt a scho laang net méi probéiert hutt.

■ M. Niki Bettendorf (DP).- Dat ass an der Rei. Ech kann lech just soen, datt bei 0,37 m² pro Persoun den Här Jaerling net eraget an ech och net a vill vun lech ginn do och net eran.

(Interruption)

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo, déi komme sech haut e bësse méi no.

■ M. Niki Bettendorf (DP).- Ech kann lech soen, dass mer duerfir nimools eng Autorisatioun beim Kommodo-Inkommodo-Verfahre kritt hätten.

(Interruption)

Jo?

■ Une voix.- Ma dach!

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Gitt emol op Rockfestivalen.

■ M. Niki Bettendorf (DP).- Dräi op de m²? Formidabel!

(Brouhaha général)

Bon, et ass och deemools Stëmme ginn, och bei de Sozialisten, déi dorop higewisen hunn, mä mer hunn net drop gelauschtert, dass de Projet net gutt an net ganz duerchduecht wier. De Lucien Lux hat gefrot: Wou sinn d'Büroe fir déi Leit, déi do schaffe mussen? Déi Büroo waren net do. Wéi ass et mat de Logé vun den Artisten? Mat hiren Toiletten? Et waren och keng Logé fir d'Artisten a keng Toiletten do. De Lucien Lux hat Erfahrung mat dem Concert, deenen hien zu Beetebuerg organiséiert hat. Hie wosst wat huet missen dohinner kommen, wat noutwenneg giewischt wier.

Nach eng Kéier: De Projet war schlecht! Mä wat deemools hei an den Diskussiounen erauskomm ass, dat ass dass gesot ginn ass: Den Accès an d'Ubannen an den öffentliche Transport ass formidabel. Et kënn ee gutt mam Zuch dohinner. Et kënn ee gutt mam Bus dohinner an effektiv ass dat och esou. Et kënn ee gutt mam Bus dohinner an et kënn ee gutt mam Zuch dohinner. Muss ech lech drun erënnere wéi vill Leit all Dag dohinner schaffe gaang sinn an de leschte Joren? Zum Portal I eran, zum Portal II eran, zum Portal III eran.

(Brouhaha général)

Et ass nach net laang hier datt d'Leit dohinner schaffe gaange sinn, an den Accès war ëmmer formidabel. A wann ech hei d'Madame Mutsch héieren, déi seet:...

(Coups de cloche de la Présidence)

Jo, fir mam Zuch ze komme misst ee vun der Escher Gare op Belval-Usines fuere. Ech muss ganz einfach der Madame Mutsch soen, datt een op Belval-Usines net nëmme vun der Escher Gare kënn, mä et kënn een och vun der Stad, Péiteng, Déifferdeng, Uewerkuer a Bieleles aus op Belval-Usines. Vun der Stad kënn een op Beetebuerg, op Schëffleng, op d'Escher Gare an et kënn een och op Belval-Usines. Dat heescht bei der Gare vu Belval-Usines kann een dat ganz Land ouni Problemer ubannen. Een dee seet et kéim een nëmme vun der Escher Gare dohinner, dee weess net wéi den Zuch hei zu Lëtzebuerg fiert. Et deet mer Leed, mä ech hunn dat eng Kéier hei soe missen.

Wann ech d'Diskussiounen e bësse richteg nogelauschtert hunn, dann huet de Kolleeg Ady Jung gesot a gemengt, et kënn Enn Juli ugefaange gi mat bauen.

(Interruptions)

...oder Juli 2003.

Ech weess, datt d'Madame Minister dat géif wëllen, mä dat geschitt net, an dat ginn ech lech haut schréfflech op eng Saltzt. Aus e puer Ursachen. Eng dovunner ass, dass d'Prozeduren, an der

Escher Gemeng an och an der Suessemer Gemeng, mol mussen ofgeschloss sinn, fir do kënnen unzefänken ze bauen. Reklassementer, PAPen an esou weider, déi Prozeduren déi mussen ofgeschloss ginn.

Ech muss lech soen, dass scho virun enger gewëssener Zäit d'DEXIA-BIL gesot huet, mir fänken am Fréijoer un do ze bauen. Mä och d'DEXIA-BIL fänkt net dëst Fréijoer do un ze bauen. D'DEXIA-BIL huet elo wëlles no dem Congé collectif unzefänke mat bauen, an och do muss nach gewaart gi fir dass sämtlech Prozeduren duerchlaaf sinn, et muss do ofgerappt ginn an et muss sanéiert gi fir dass do effektiv ka gebaut ginn.

Ech wëll nach vläicht eppes zu de Parkplazen soe wou bemängelt gëtt dass der nëmme 150 do sinn. Do sinn ech e bëssen hin an hier gerappt, mä ech sinn trotz allem der Meinung, wa mer wëllen an der Zukunft dem öffentliche Transport eng Chance ginn, da muss mer d'Parkplaze reduzéieren.

Huele mer an der Stad Lëtzebuerg den Utopolis. Den Utopolis huet keng Parkplazen. Et sinn der vill gesicht ginn an op eemol si Synergie fonnt ginn, fir effektiv Parkplazen am Auchan ze fannen - virdu war et d'Foires Internationales, dunn ass dat net méi gaangen an elo si se am Auchan. Och hei kënnen, menger Meinung no, wat d'Parkplazen ubelaangt, Synergie mat aneren Institutionen fonnt ginn, wéi d'DEXIA-BIL, déi, wa sou Manifestatioune stattfannen, net schaffen. Ech mengen et wier wichteg fir och u Synergie mat Betriber ze denken.

Ech muss lech och soen, an ech hunn dat och elo scho vun der Stad Lëtzebuerg gesot, wann hei um Kierchbiert an der Coque eng Manifestatioun stattfënn - elo geschwënn am Abrëll kënn eng „Sport mat Show“-Manifestatioun, an do sinn haut scho 6.000 Plazen verkaf -, ma do ass et d'Stad Lëtzebuerg déi hëlleft den öffentliche Transport ze organiséieren, fir op de Site ze kommen.

Am Süde rífft d'Madame Mutsch ëmmer nom Transportminister, si freet: Här Transportminister, wéi ass et? A wat den TICE ubelaangt, wou den Här Marc Zanussi jo Vizepräsident ass, déi Bussen - si ass jo awer och gefuerdert -, si fuere jo awer vun Diddeleng op Rodange, duerch de ganze Kanton Esch, an ech mengen déi missten dach awer och do hirt Schëffelche bäidroen. Et ass wichteg, dass och d'Busse geziilt net all Stonn, net all zéng Minutte fuere, mä wa Manifestatioune sinn, à la carte. Dat ass richteg, et ass zwar méi eng schwéier Organisatioun wann een den öffentliche Transport wëllt à la carte maachen...

■ Une voix.- Et muss awer een et bezuelen.

■ M. Niki Bettendorf (DP).- Ah, et muss een et bezuelen! Da muss ech lech zum Beispill soen, den Defizit vum TICE, dee gëtt gréisstendeels oder mindestens zu 50% vum Stat iwverholl. Ass dat net esou?

■ Une voix.- Dach. An déi aner 50% vun de Gemengen.

■ M. Niki Bettendorf (DP).- Wéi ass dat bei der Gemeng Lëtzebuerg? Also ech sinn hei kee Verfechter vun der Stad Lëtzebuerg, mä d'Stad Lëtzebuerg kritt null fir den Defizit dee se mécht, an Dir kritt an de Súdgemenge 50%. Och dat ass wichteg dem Vizepräsident vum TICE mol eng Kéier hei an Erënnung ze ruffen.

(Brouhaha général)

Ech muss lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, mir als Demokratesch Partei, mir begrëssen dese Projet, dese Centre de Musique amplifiée zu Esch/Belval, genannt Rockhal. 4.000 Leit, dat geet duer. Ech kucken d'Statistike vun der Madame Mutsch, déi gesot huet, dat wat 2001 war, dat war esou minim. Dofir, wa si Recht hätt, da bräichte mer dat iwverhaapt net, wann den Här Zanussi Recht hätt, dann ass et net grouss genuch. Dofir mengen ech 4.000 Leit, dat geet duer.

Et ass wichteg dass mer do Proufsäll hunn, dass mer eppes fir eis Lëtzebuurger Gruppen hunn. Jiddferen dee Buergermeeschter war, deen ass vun där enger oder anerer Grupp gefrot ginn, ob e keng Säll disponibel hätt wou déi Leit kënnen prouwen. Dofir sinn ech frou, dass och déi Säll dohinner kommen. Ech si frou dass e Studio dohinner kënn fir ze enregistréieren. Ech si frou dass en Espace multimedia dohinner kënn an och natierlech eng Brasserie, wou net ka gesot ginn, déi wier net wichteg. Dat Ganzt ass en duerchduechte Projete. Kee Projet ass perfekt à la base, dese wäert et och net sinn, mä mir als Demokratesch Partei sti voll a ganz dohannert. En ass op alle Fall besser wéi déi Attrappe déi mer hei 1999 gestëmmt hunn a wat näscht war.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Kulturminister Erna Hennicot-Schoepges.

■ Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, atmosphäresch wëll ech fir unzefänken eppes zu deser Diskussioun soen, an deem wat sech de Moien an der Chamber a virun der Chamber ofgespillt huet.

Wéi ech hei era komm sinn, an déi jonk Leit op der Trap gesinn hunn, do hunn ech geduecht: Ah tiens, déi Jonk manifestéieren sech géint de Krich am Irak. An da kréien ech en Ziedel an de Grapp wou déi Jonk soen, si wieren déçu, datt se eng Hal krite wou nëmme 4.000 Leit géifen dra goen.

Ech mengen dat seet wou mer hei histeieren, wa mer den Débat sou féieren, wéi en hei vu verschidde ne geféiert ginn ass.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

(Brouhaha général)

■ Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*.- Mir kréien hei eng Rockhal, mir maachen hei en Investissement an d'Kultur deen eemoleg ass, an dee vun all deenen, déi e mat stëmmen - a laut deem wat ech héieren hunn, stëmmt jo jiddferen e mat, obschonns datt en dergéint geschwat huet -, awer och muss motivéiert gi vis-à-vis vun deene Leit déi soen: Ass dat net ze vill fir an d'Kultur?

An ech mengen an deem Sënn ass et bedauerlech, wann esou vill Kritik un engem Projet ubruecht gëtt, deen nach laang net vu jiddferengen an der Lëtzebuurger Bevölkerung gedroe gëtt. An da wëll ech awer entgéint stellen datt mer, an der Lëtzebuurger Bevölkerung a bei deenen déi sech, all Kéiers wann an d'Kultur investéiert gëtt, zu Wuert mellen, een anere Reflex net hunn.

Am Sport mell ni ee sech zu Wuert datt et ze vill wier. A wann et ëm d'Kultur geet, dann heescht et op eemol, dat wier fir Divertissement oder dat wier fir onnëtz Saachen, déi mer net bräichten.

An dofir sinn ech frou, datt mer an deser Regierung konnten eng Partie Defiziten ophuelen an datt mer och an der viregter Regierung

do Meilesteng gesat hu fir déi Defiziter, déi mer an den Infrastrukturen hunn, hei opzefänken.

Ech soen dem President an dem Rapporteur vun der Kommissioun merci. Ech soen awer och deene Fonctionnaires merci aus deenen zwee Ministèren, dem Baute ministère an dem Kulturministère, déi sech fir dese Projet vill agesat hunn, an ech weisen déi dénigrant Bemierkungen, déi hei vun engem Deputéierte gemaach si ginn, à l'égard vun de Fonctionnaires, entschieden zrëck.

■ Une voix.- Très bien.

■ Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*.- Ech mengen, déi Leit déi maachen hir Aarbecht, an dack mat villen lwwerstonnen a mat engem grouse perséinlechen Asaz, an da solle se net hei vun Deputéierte gesot kréien, si géifen näscht schaffen a si wieren net déi déi eist Land viru bréngen géifen, well et ass dach dack mat hirem Asaz wou mer vill Projete mat kriddlechem Hannergrond konnte finaliséieren a virun driewen.

■ Une voix.- Très bien.

■ Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*.- Et handelt sech hei ëm en Investissement an de Site Belval an, Här President, ech mengen dofir ass ee grad hei gefuerdert - bei desem Projet méi wéi bei iergend engem aneren -, Zukunftsvisiounen ze entwéckelen.

An et gëtt mer Angscht, wann ech hei verantwortungsvoll Politiker aus Gemengen héieren, déi net capabel sinn déi Zukunftsentwécklung ze ahnen. Mir bauen hei eng Rockhal fir de spéidere Site vun der Universitéit. Mir bauen hei fir d'Zukunft. Mir bauen hei fir e Site Belval, wou eng Kéier 20.000 Leit sollen hikommen. Da kënnen mer dach net d'Rechnunge maachen, mat deene Concerten déi organiséiert gi sinn an der Vergaangenheet. Mir mussen dach hei an d'Zukunft kucken.

Mir hu vu staatlecher Säit wëlles, eleng an de Site Belval eng Milliard Euro ze investéieren. Dat si 40 al Lëtzebuurger Milliarden. An deem Sënn ass dat heiten een Ufank. Et ass also e Projet mat enger Zukunftsvisioun a forcément ass de Projet dofir och e bëssen anescht wéi dee Projet vun 1999. Well zënter 1999 huet sech jo viles op deem Site vu Belval gekläert. Mir waren 1999 an enger anerer Situation, wou mer net esou kloer gesinn hu wou mer mat deem Site géifen histeieren. Mir waren net an der Lag, datt mer déi Verhandlungen esou wäit gedriwwen haten. Mir hate kee Masterplang, mir hate keng Entwécklungs...

(Interruptions)

Jo, mä mir haten déi urbanistesche Entwécklung vun deem Site net esou wäit viru gedriwwen.

An, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn Zeien, well ech war jo och an där Regierung an ech kann lech soen, den Här Bodry huet sech vill mat deem Projet Rockhal geplot an e stoung dack isoléiert a senger Partei do, an ech muss och soen datt et och deemools Kontroversé ginn huet, ...

(Brouhaha général)

...datt et zu deem Projet munnech kritesch Stëmme ginn huet, datt och d'Madame Mutsch deemools net geschwat huet, net als Riedner beim Projet opgetratt ass, an datt virun allem - an dat ass jo den Ursprung vun deem neie Projet - dee Projet deemools net am Baute ministère ausgeschafft ginn ass, an de Baute ministère hat vun deem dote Projet praktesch keng technesch Kenntnis.

■ Une voix.- Wéi dat dann?

■ Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux*

publics. - Duerfir huet sech déi Fro gestallt wéi mer am Bauministère un d'Realisatioun vun deem Projet do sollten erugeen. Wou fänke mer dann elo un, emol ofgesi vun all deene Froen, déi net gekläert waren, wat déi spéider Notzung vun der Gebléishal sollt ugoen a wat d'Ausrichtung vum Site Belval am Detail sollt ugoen? Mir waren awer techesch och net an der Lag mat deene Gelder, déi d'Chamber eis gestëmmt hat, deen dote Projet ze realisieren.

An zwar war bei der Berechnung vum Projet net berücksichtegt ginn, dass déi Gebléishal huet missen a Stand gesat ginn. Déi Astandsetzung konnt den Här Bodry deemools net mat aberechnen, well hien net wouss wou et da géif higoe mat där Gebléishal, well dat Ganzt nach e Provisorium war. Berechnunge si gemaach ginn, wat et da géif kaschten; si sinn iwwerengs elo aktualiséiert, well d'Regierung de 14. Mäerz vun deem Joer jo de ganze Programm vun den Investitiounen op der Terrasse des hauts fourneaux festgehalen huet an do d'Berechnunge gemaach huet. Déi Gebléishal a Stand ze setze kascht 12 Milliounen Euro.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir hat also e Projet gestëmmt fir sechs Milliounen, bei deen 12 Milliounen Euro dobäikomm wäeren. An dat war meng Fro un d'Regierung: Soll ech dann elo dat dote realisieren oder solle mer net e ganz neie Projet maachen au vu vun der Décision fir eng Cité des sciences op Belval ze installéieren, fir do vill Jugendlecher hin ze kréien a fir eng ganz aner atmosphäresch Viraussetzung fir esou e Projet ze kréien? Ech krut vun der Regierung den Optrag en neie Projet de loi auszeschaffen an dee läit haut vir.

Wéi ass deen neie Projet ausgeschafft ginn a wien ass gefrot ginn? Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eis selbstverständlech op déi Dokumenter, déi den Här Bodry vun 1996 un erstallt hat, beruff. Mir hunn déi als Basis geholl. Mir hunn eis zesummesat mat Backline. Backline ass eng Associatioun vu Museksgruppen. Et ass also eng Vereenegung, déi duerch aus och Kontakter huet zu Concertorganisateuren. Backline ass och vertrueden an der Kulturfabrik a Backline ass vertruede bei den Organisateuren vu Live at Vauban a bei all deenen dote Concerten.

Mir hunn net mat deene professionellen Organisateuren geschwat - an dat soen ech ganz bewusst hei -, well mir wesse wat déi wëllen. Déi wëllen eng Hal oder eng Garage, wou méiglechst vill Leit dra ginn, fir dass vill Sue kënne verdéngt gi mat de Concerten. Mir musse jo awer wëssen, dass deen heiten Domän en Domän ass wou et och em vill Geld geet. Duerfir hunn ech mech ganz bewusst do zréckgehalen, an et ware jo och déi professionell Organisateuren, déi dem Här Bodry säi Projet an der Zäit kritiséiert hunn, well deenen huet et och deemools net gutt gefall, esou wéi de Projet konzipéiert war.

Mir wëssen dass mer op e puer Kilometer Amnéville hunn a mir wëssen entre-temps dass mer eng Coque hunn, a fir ze beleee wéi an der LSAP d'Situatioun hin an hier gaangen ass, wat d'Gréisst ugeet, zitieren ech den Här Lux, dee bei der Debatt vun 1999 gesot huet: „Dir kënnt lech drun erënneren, dass mer jo och do laang gebraucht hu bis mer eis eens waren, ob mer dann eng Hal vun 10.000 Leit bräichten oder eng wéi déi heiten. Ech menge mir hunn eis herno drop géeneegt, dass déi Kierchbierger Hal déi gréisser Besoinen - et ass jo awer nëmmen zwee- bis dräimol am Joer, wou een e Concert huet vun 10.000 Leit - zefriddestellt an also eng Gréisstenerdung vun 4.000 bis 5.000 Leit all deenen aneren Uspréich, a wann een e bëssen déi lescht Jore kuckt, géif gerecht ginn.“ Esou wäit den Här Lux.

Den Här Lux huet sech also ganz kloer ausgeschat fir eng Hal vu 4.000 bis 5.000 Leit. Mir hunn hei eng Hal déi op 4.000 Leit berechent ass an, Här President, den Här Zanussi huet dem Här Bettendorf net gutt nogelauschert. Den Här Bettendorf huet d'Berechnung gemaach vun de Meter carréen. Wa mer wëssen datt déi heiten Hal op 3 m² eng Persoun berechent, da kënne mer héichrechnen, dass wann déi Normen ugewannt ginn, déi fir de Moment am Atelier stattfannen, wou pro m² vill méi Leit drop sinn, wat déi heiten Hal vu Kapassitéiten huet. Also didd lech dach net schwéier mat der Wourecht! Hei gétt eng Hal gebaut déi de Besoinen entsprécht, an hei gétt eng Infrastruktur bereet gestallt déi och deem gerecht gétt, wat déi Lëtzebuurger Zeen vun deenen dote Concerte braucht.

Et gétt eng Hal, déi ganz bewusst op d'Besoinen vun der Lëtzebuurger Zeen ausgerichtet ass. Et gétt 300 Lëtzebuurger Gruppen. Ech hat mech bei der Pressekonferenz em eng Null géiert. Et gétt der net 30, et gétt der 300. Et gétt 300 Lëtzebuurger Gruppen déi aktiv sinn an där doter Musek maachen. Et gétt also eng Lëtzebuurger Zeen déi drop waart dass se eng Infrastruktur kritt, wou se sech och emol ka bedeelegen. Wat jo bedauerlech ass, ass dass, all Kéiers wa mer där grousser Staren heihinner kréien, dann d'Lëtzebuurger an de Virprogrammer spillen däreifen, awer gewéinlech sinn d'Notabilitéite bei de Virprogrammer iwwerhaapt emol nach net do fir deene Lëtzebuurger Gruppen nozelauschteren. An deem Sënn ass et wichteg, dass een och si berücksichtegt an hinnen d'Geleeenheet gétt fir opzotrieden.

Ech denken awer och, dass dës Hal fir d'Besoinen vun der spéiderer Uni eng gutt Infrastruktur ass, an ech denken dass et ganz besonnesch eng Infrastruktur gétt, déi eis och erméiglecht eng Prise en charge vu ville Jugendlechen ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sti viru grousser Krisemomenter, wa mer gesi wéi heiansdo Jugendlecher keen Doheem méi hunn, wat sech nach esou kann nennen, wéi se da mat der Strooss mussen eens ginn a wéi se iwwer esou Projekte wéi déi heite grad kënne higeouert ginn zu enger sënnavoller Notzung vun hiner Fräizäit. Ech hunn dese Projet och a senger Konzeptioun als eng Méiglechkeet fir eng Prise en charge vu Jugendleche gesinn.

Ech wëll haut net iwwert den Etablissement public diskutieren. D'Regierung huet en déposéiert. D'Regierung huet decidéiert - dat ass an der Pressekonferenz och gesot ginn - deen Etablissement public mat 2 Milliounen Euro ze dotieren. Et ass also ganz kloer, dass fir d'Décision an der Regierung eng Fiche financière virleucht, an duerfir ass och déi Resolutioun sans objet, well et evident ass dat an der Kulturkommissioun d'Madame Presidentin hiert Besché mécht fir de Projet esou séier ze stëmme wa mer den Avis vum Conseil d'Etat hunn.

(Interruption)

Et ass dann och e Projet, deen net ausschlieslech fir Concerten ze kucken do ass. Et ass e Projet, deen eng Vielfalt vu Manifestatiounen méiglech mécht, dee Manifestatiounen aller Zort méiglech mécht, wou ee ka Foiren organisieren, wou zum Beispill d'Studentebaler eng Plaz kënne fannen, vu dass et jo net méi esou einfach ass fir haut nach eng Plaz ze fanne wou fir e Studentebal nach Infrastrukture bereet gestallt ginn. Et ass e Projet wou ee villes fir Kanner kann organisieren. Et ass e Projet wou Ausstellungen kënne stattfannen a wou munch Manifestatioun ka stattfannen, déi net direkt mat der Kultur ze dinn huet.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ass meng Zäit iwwerschrott?

M. le Président.- Neen.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*. - Et ass also e Projet deen net nëmmen esou enk ze kucken ass, an ech mengen duerfir ass et och scho berechtigt, dass de Stat déi dote Suen investéiert.

Ee Wuert dann nach zu den Organisateuren. Hei ass opgeléicht gi wéi vill Concerten et solle ginn. D'Madame Mutsch huet do falsch Zuele genannt, well am Joer 2001 waren eleng 150 Concerte bei der Sacem ugemellt an am Joer 2002 waren et der och esou vill, a wann ee weess dass net all d'Concerte bei der Sacem ugemellt ginn, da waren et der bestëmmt méi wéi déi doten 150.

Et läit mir awer och um Häerz, datt mer hei Kloerheet an deen dote Business kréien. Ech mengen do ass den Numm vu Lëtzebuerg am Spill. An iwwerall do wou den Numm vu Lëtzebuerg am Spill ass a wou gewosst ass bei auslännesche Concertsorganisateuren, do huet e Lëtzebuurger organiséiert an d'Artisten hunn nach haut hir Suen net, Lëtzebuerg ass eng Plaz wou d'Artisten net bezuelt ginn, do musse mer wachsam sinn. Well, Dir Dammen an Dir Hären, déi déi sech hei e bësse méi am Fong informéiert hunn, déi wëssen dass et munch grousser Evénement gouf wou dann herno op eemol d'Keess net méi do war.

An deem Sënn ass et vläicht néideg dass mer hei speziell Rahmbedingunge fir de Beruff vum Concertsorganisateur schafen. Ech hu mech an där doter Fro un de Minister vun de Classes moyennes gewannt, well ech mengen et wär schlecht wa mer am Ausland déi eng oder aner Grupp net kriterien, well se eben hei an deem dote Sënn schlecht Erfahrung gemaach hunn.

Dat gesot, muss ech jo soen, datt déi Fro vum Transport, an ech sinn dem Transportminister dankbar datt en hei ass, well ech géif vläicht net ganz roueg zu där Fro schwätzen, ech soen nëmmen ee Saz: Wéi mer 1999 iwwert de Projet diskutéiert hunn, do kumt bei kengem vun de Riedner vun der LSAP eng Fro iwwert den öffentliche Transport.

Une voix.- Dat ass net richtig!

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*. - Dir Dammen an Dir Hären, ech huelen un datt, sou wéi 1999 d'Fro vum öffentliche Transport geléist waren, se haut och geléist ginn.

Ech soen all deene merci, déi fir dese Projet stëmme, an domat hoffen ech, datt mer dann och geschwënn eng Baugenehmung kréien, well elo läit de Ball bei der Buergermeeschtesch vun der Escher Gemeng. Soubal wéi de PAG definitiv gestëmmt ass kënne mer lass fueren. Mir si prett an de Chantier kann nach virun der Vakanz ugoen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Transportminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et verwonnert vläicht wann ech zu deem Projet d'Wuert ergräifen, besonnesch wou déi meesch heibanne jo och wëssen, dass ech kaum wäert Client vun där Installatioun ginn, iwwert déi d'Chamber...

(Interruption et brouhaha général)

Här President, den Här Di Bartolomeo huet mer e Stéchwuert ginn.

An dee Projet virdu wär ech bestëmmt net eragaangen, do wär he souguer net eragaangen.

(Hilarité)

An dese Projet, sou wéi e vu menger Kolleegin, der Bautechtesch, konzipéiert ass, ass et ganz sécher, dass ech souguer géif erakommen an erapassen, an deemno wat fir en Evénement do ass, géif ech mer dat och iwwerleeën, Här President, a vläicht géif ech souguer mam öffentliche Transport dohinner fueren.

An dat ass mäi Stéchwuert, well hei ass sech jo Gedanke gemaach ginn, a besonnesch, Här President, vun der Buergermeeschtesch vun der Stad Esch, d'Sad Esch déi jo bekannt ass fir déi ganz grouss Eforten, déi se am öffentliche Transport mécht. Si inspiréiert sech do un deem wat d'Sad Lëtzebuerg mécht, déi jo 25 Milliounen Euro d'Joer an den öffentliche Transport stécht. Dat ass op Esch opgerechent e Montant zwéischent 8 an 9 Milliarden, déi d'Sad Esch am Benchmarking an den öffentliche Transport kéint investéieren, wa se dat wéilt, a si sinn amgaangen un engem Konzept ze schaffe fir den öffentliche Transport an Esch sensibel ze verbesseren, sou wäit wéi ech dat gesot hunn, an da wäert dat jo och do, ähnlech wéi an der Stad Lëtzebuerg, an nächster Zukunft optimal funktionéieren.

Ech wollt hei just der Chamber soen, dass wann déi Salle de musique amplifiée opgeet, deen Dag wou déi opgeet, klappt den öffentliche Transport, da kënnt Der mam Zuch an duerno och mam Tram, wa mer bis dat Material hunn, mä fir d'éischt emol an enger éischer Etapp mam Zuch, vu Wäisswampech, vun Elwen, vu Klierf, vu Wolz, vu Kautebaach,...

(Interruption)

Ma vu Wäisswampech huet Dir fir d'éischt de Bus, Dir fuert bis op déi nächste Gare, setzt lech an den Zuch an Dir klammmt dann op enger Gare eraus - an de Kolleg Niki Bettendorf huet dat jo schonn hei ernimmt -, déi 150 Meter ze Fouss vun där Salle ewech ass. Méi no kréien ech beim beschte Wëlle weder Zuch nach Tram dobäi.

(Hilarité et interruptions)

An och wann ee vu Péiteng kennt...

(Interruption)

Här President, och wann ee vu Péiteng oder vu Rodange oder vun Nidderkuer, vun Uewerkuer, vu Bieles wëllt mam Zuch dohinner fueren, oder spéider mat engem Tram, da kënnt een och op där Gare eraus, geet seng 150 Meter an ass an där Salle. An e kënnt och, Här President, duerno erëm heem.

(Interruption)

E kënnt och duerno erëm heem, et hânt just dovun of, mir mussen eis eens ginn, wéini duerno ass. Ass dat wann den Evénement eriwuer ass oder ass dat aacht Stonne méi spéit; da muss e vläicht op deen normalen Zuch waarden. Mä et ass geplangt fir wa gréisser Evénementen sinn, wann ee groussen Deal vun deenen 12.500, wann déi an deenen hir Kanner - huelen ech un, dat si jo d'Haaptclienten -, bis alleguerte regelméisseg dohinner kommen, a mir hunn dann Evénementen vu 4.000 bis 5.000 Leit déi un esou Manifestatiounen deelhuele, da wäerte mer selbstverständlech mussen extra Zich asetzen. Dat wäert dann och mat den Organisateuren ofgesprach ginn an et wäert kee Problem si fir dohinner ze goen.

Ech wënsche jo deser Installatioun, deser Salle de musique amplifiée, dass se ganz grouss Succès huet. Mir kréien zwar da Problemer am öffentliche Transport, an d'Tariffer - well dat och gefrot ginn ass, wie wäert dat bezuelen - wäerten déi sinn, wéi se dee Moment am öffentliche Transport en vigueur sinn a wéi se och fir aner Manifestatiounen ze bezuele sinn. Ech

ginn dovun aus, dass déi meesch wäerte mat Jumboskaarte fueren, sou dass déi absolut kee Problem hunn, déi wäerten also keen eenzegen Euro méi kaschten.

Här President, wann awer dann an enger éischer Phas, wou deen Opfaangparking nach net gebaut ass, da ginn ech dovun aus dass d'Sad Esch mat den Organisateuren zesumme wäert dofir suergen, dass vu Parkingen, déi an der Géigend sinn, ob dat elo e Centre commercial ass oder aner gréisser Parkingen déi an der Géigend sinn, do Navetten organiséiert vun der Stad Esch op de Site fueren, fir d'Leit dann do eraus ze loossen, ähnlech wéi dat am Moment an der Coque um Kierchbierger de Fall ass, wou d'Sad Lëtzebuerg deementersprechend Navetten organiséiert, sief et vum Parking Bouillon oder vun anere P&Ren aus. D'Sad Esch ass jo do amgaangen hire Konzept ze entwéckelen, ech si guddes Mutts, Här President, dass dat optimal wäert funktionéieren, vu staatlécher Säit op alle Fall kann ech lech déi Garantie ginn, ech sinn iwwerzeegt dass d'Gemeng och wäert hiert Besché maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussion ass ofgeschloss a mir kommen elo zur Lecture vun den Articlekele vum Projet de loi 5055 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Articleken 1 bis 3 si gelies an uegholl.

Mir kommen zum Vote iwwert de Projet de loi 5055.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme an enger Abstentioun uegholl.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. Marco Schroell), Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par M. Théo Stendebach), Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Aly Jaerling);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Robert Garcia) et Mme Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Lucien Weiler.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

An da fuere mer weider mat eisem Ordre du jour.

Mir hunn hei nach eng Resolutioun vum Här Garcia, den Här Garcia huet se erkläert, Dir hutt se schrëftlech virun lech leien, sou dass mer direkt kënnen ofstëmmen.

(Interruptions)

Ah, den Här Lucien Weiler freet d'Wuert. Här Weiler.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, ech fannen zwar dass déi Resolutioun hei absolut iwwerflësseg ass. Ech menge mir sinn all domat d'accord, wann dee Projet hei aviséiert ass vum Conseil d'Etat, dass mer alleguer bereet si fir en direkt an déi éischt Sitzung déi nëmme méiglech ass ze huelen an en ofzestëmmen. An d'Fiche financière huet d'Madame Hennicot och faerdeg, si gëtt déi an d'Kommissioun eran, fir dass déi Fiche zesumme mam Projet analyséiert ka ginn. An dofir fannen ech et awer wierklech total iwwerflësseg, fir dass mir eis elo selwer sollen opferderen, dat wat mer alleguer matenee wëlles hunn an déi beschten Intentionen hunn, fir dat och elo nach an enger Resolutioun festzehalen.

Dofir denken ech dass dat hei superfétaire ass an deemtsprechend proposéieren ech de Kollegen, dass se se sollen zréckzéien. An am Fall wou si et net zréckzéien, leene mir se of, well dat heite gëtt gemaach, an ech gesinn net a firwat mer et och elo nach mussen an enger Resolutioun festhalen.

M. le Président.- Den Här Garcia huet d'Wuert gefrot.

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Här President, dat mat där Fiche financière, dat stëmmt jo net. Ech krut e Bréif geschéckt vun der Regierung, en Avis zu menger Proposition de loi, an do war et de fënnfte Punkt wou meng Proposition de loi kritiséiert ginn ass, well keng Fiche financière dobäi war. A bei hirem Projet, beim Projet de loi vun der Regierung, wär eng Fiche financière dobäi. Se ass weder bei der provisoirescher Versioun, nach war bei där Versioun déi mir iwwert de Courrier électronique kritt hunn dobäi. An d'Madame Ministerin huet gesot si hätt bei der Pressekonferenz gesot, d'Fiche financière géif zwou Milliounen Euro bedroen. Dat ass jo ganz sympathesch, mä ech weess net ob d'Chamber neierdengs soll d'Fiches financières iwwer eng Pressekonferenz gewuer ginn, an dofir sinn ech awer nach ëmmer dofir dass mer dat heite solle festhalen, well soss faerten ech geet et wéi sou oft, da kënn déi Fiche financière an der leschter Minutt wann de Projet ofgestëmmt gëtt, an dofir wëll ech déi Resolutioun hei oprecht erhalen.

M. le Président.- Här Weiler.

M. Lucien Weiler (CSV).- Also, Här President, dee Projet ass elo virun zwou oder drai Wochen déposéiert ginn, en ass vun der Kommissioun nach net analyséiert ginn. Wann d'Kommissioun sech mat deem Projet do ofgi wäert, da läit och d'Fiche financière vir, an deemtsprechend kënnen déi zwou Saachen da matenee gekuckt ginn.

(Interruptions diverses et brouhaha général)

M. le Président.- Mir stëmmen dann of. Et ass e Vote électronique verlaangt.

Résolution 1

Mir stëmmen elo of iwwert d'Resolutioun 1.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Resolutioun ass verworf mat 34 Nee- a 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Aly Jaerling);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Renée Wagener) et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. Marco Schroell), Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par Mme Simone Beissel), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4959, engem Protokoll zur Konventioun géint d'Diskriminierung vun de Fraen, an dem Projet de loi 4960, engem Amendement zur Konventioun géint d'Diskriminierung vun de Fraen. Iwwert déi zwou Projekte gëtt gläichzäiteg diskutéiert. Et si bis elo schon ageschriwwen: d'Madame Err an d'Madame Nagel. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Ferny Nicklaus-Faber.

2. 4959 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies, le 6 octobre 1999

4960 - Projet de loi portant approbation de l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté à la huitième réunion des Etats Parties le 22 mai 1995

Rapport de la Commission de l'Égalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zwou Gesetzesprojeten, déi mir haut an der Chamber zur Ofstëmmung virleien hunn, droen zu enger Verbesserung vum Schutz vun de Fraerlechter bäi. De Projet 4959 huet als Objet dem fakultative Protokoll zur CEDAW-Konventioun zoustëmmen. Et ass e wichtegt juristescht Instrument, dat fir eng méi effizient Emsetzung vun der Konventioun steet.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Lauschtert dach e bëssen no!

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice.- Dir kënn lech berouegen, ech hunn net fir laang.

(Brouhaha général)

D'CEDAW-Konventioun huet hiren Objektiv nach net ganz erfüllt. D'Orientéierungsdebatt, déi d'lescht Woch am Kontext vum internationale Fraendag an der Chamber organiséiert gouf, huet gewisen, dass d'Ongläichheeten tëschent Fraen a Männer weider bestinn. Et ass eng Tatsaach, dass verschidde Länner et ënnerloossen déi eng oder déi aner Diskriminierung dem Kontrollorgan vun der Konventioun dem CEDAW-Comité ze mellen. Déi héich Zuel an d'Natur vun de Reserven erklären och deelweis dësen Zoustand.

Während der Weltkonferenz iwwert d'Mënscherechter zu Wien 1993 gouf d'Iddi zréckbehalen d'Rechter vun de Frae méi wirksam ze garantéieren iwwert de Wee vun neie Prozeduren. Den CEDAW-Comité an d'Fraekommissioun vun der UNO goufen opgefuerdert iwwert e System nozedenken, wou d'Leit d'Méiglechkeet hätte bei verschiddeenen Organer kloen anzereechen. Dëse Mechanismus huet sech schon am Kader vun aneren internationalen Traitéen bewäert, wéi zum Beispill bei dem internationale Pakt iwwer zivil a politesch Rechte oder bei der Konventioun iwwer rassistesche Diskriminierungen.

Am Mäerz 1999 huet d'Fraekommissioun vun der UNO e Protokoll zur CEDAW-Konventioun ugeholl, deem d'Generalversammlung an enger Resolutioun vum 6. Oktober 1999 zougestëmmt huet. Dëse Protokoll féiert zwou nei Rechte an. Als alleréisch en individuell Petitionsrecht zugonschte vun eenzelne Leit a Gruppenter, déi sech un den CEDAW-Comité wenne kënnen ënner Form vun enger direkter Klo, wa se der Meinung sinn d'Rechter, déi d'Fraen op Basis vun där Konventioun zegutt hunn, géife vun engem Etat signataire net respektéiert ginn. Eenzeg Voraussetzung ass, dass all intern Recoursé mussen erschöpft sinn.

Den CEDAW-Comité huet als Aufgab d'Diskriminierungsfäll ze analyséieren an dem „Konventionsbriecher“ seng Bemerkungen a Recommendationen ze iwwermëttelen. Dat betreffend Land huet am Prinzip da sechs Méint Zäit fir Stellung ze huelen an den CEDAW-Comité iwwert d'Moosnamen ze informéieren, déi geholl gi si fir där diskriminatoirecher Situatioun en Enn ze setzen. Am Fall vun enger Gefor fir de Plaignant huet den CEDAW-Comité d'Recht Sécherungsmaosnamen ze huelle fir d'Integritéit an d'Rechter vum Plaignant kënnen ze schützen.

De Protokoll erkennt dem CEDAW-Comité och en eegent Ermittlungsrecht un am Fall vun enger Verletzung vun der CEDAW-Konventioun. De Comité kann agräifen, ouni dass eng Klo virläit. Am Kader vun dëser Prozedur huet de Comité d'Méiglechkeet eng Ermittlung ze ordonnéieren. Falls dat betreffend Land averstanen ass kann dës Ermittlung eng territorial Inspektioun beinhalten. Nodeem d'Ermittlung ofgeschloss ass, gi Resultater an eventuell Recommendationen deem a Fro kommende Land ënnerbreet, dat dorobber Stellung huelle kann. D'Ermittlungsrecht gesäit awer keng Zwangsmaosname vir. D'Länner, déi de Protokoll ratifizéiert hunn ouni eng Reserv ze maache wat d'Prozedur ugeet, dierfe keng Ermittlungen duerch den CEDAW-Comité refuséieren.

Vergeltungsmaosname vis-à-vis vun deene Leit, déi sech un de Comité wenden, si strengstens verbueden. D'Länner, déi dem Protokoll bäitrieden, sinn opgefuerdert

entsprechend Moosnamen ze huelle fir Aschüchterungsmanöveren ze verhënneren.

Här Bodry, Dir kënn vläicht och dobause schwätzen. Et wier manner lästeg fir deen, deen hei ass.

(Brouhaha général)

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Esou haart huet hien elo net geschwat, dass Dir gestéiert gi sidd.

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice.- Also, dat do ass net ze iwwerhéieren.

E weidert wichtegt Element vum Protokoll ass d'Onméiglechkeet fir d'Länner Reserven ze maachen, ausser wat d'Enquêtéprozedur ugeet. Domat gëtt verhënnert, dass de Protokoll en einfache Pabeier bleiwe soll.

Deen zweete Projet de loi, dee mer haut an der Chamber virleien hunn, de Projet 4960, huet als Objet den Amendement vum Artikel 20, Paragraph 1 vun der CEDAW-Konventioun, deen den 22. Dezember 1995 vun der Generalversammlung vun der UNO ugeholl ginn ass, ze approuvéieren.

Dësen Amendement gesäit vir d'Versammlungsdauer vum CEDAW-Comité ze verlängeren. Am Moment versammelt sech dëst Organ eemol am Joer während zwou Wochen, wat am Verhältnis zu senger Aufgabe vill ze vill kuerz ass. Zënter 1979 ass nämlech d'Zuel vun de Länner, déi d'Konventioun ënnerschriwwen a ratifizéiert hunn, stänneg an d'Luucht gaangen, esou dass de Comité sech mat ëmmer méi Rapporten beschäftege muss. Zwou Woche ginn net méi duer fir dass de Comité senger Aarbecht ka korrekt nogoen. Doriwwer eraus wäert sech de Comité an Zukunft och musse mat individuelle Kloe beschäftegen, respektiv Enquêtes aleeden, wat erëm vill Zäit an Usproch huelle wäert. Den Amendement gesäit vir datt Länner, déi der CEDAW-Konventioun bäigetruede sinn, d'Versammlungsdauer vun dem CEDAW-Comité festleeën, ënner dem Virbehalt d'Generalversammlung vun der UNO gëtt hiren Accord.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann een aus deem wat ech elo virgedroen hu schléissen, dass déi zwou virleied Gesetzesprojete kleng awer wichteg Projekte sinn, déi zur Gläichstellung vun de Frae wäerte bäidroen. Ech géif lech bieden am Numm vun der Kommissioun dës zwou Texte ze stëmmen, déi selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun hunn.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Madame Lydie Err.

Discussion générale

Mme Lydie Err (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt net nëmme eng europäesch Mënscherechtskonventioun an eng Weltorganisatioun fir Mënscherechter, et gëtt och eng Weltkonventioun fir d'Mënscherechter vun de Fraen, an dat ass eben déi CEDAW-Kommissioun em déi et hei geet. Si ass 1993, mengen ech, hei ugeholl ginn an an där Konventioun war eppes wéi e Kontrollmechanismus, deen eis Ministesch ganz gutt kennt, well si am Januar dee leschten annuelle Rapport, deen all véier Joer soll gemaach ginn, presentéiert huet.

Dee Kontrollmechanismus soll eben duerch dëse Protocole facultatif verstärkt ginn an deem Sënn, dass dee Comité vun der CEDAW-Konventioun soll verstärkte Kompetenz kréien an dass och d'Leit aus deene Länner, déi Mitglied si vun där Konventioun, en individuell Petitionsrecht kréie sech bei där Kommissioun do ze beklagen, wann hir Mënscherechter als Fra par rapport zu der Egalitéit net respektéiert gi sinn. Dat ass e grouse Schrëtt.

Interessant ass et, dass déi Konventioun vun engem Droit de pétition individuel schwätzt, awer trotzdem déiselwech Konditiounen virgesäit wéi bei engem Recours juridictionnel, well de Protokoll preziséiert dass deen Droit de pétition individuel eréischt da kann exercéiert ginn, wann d'Droits de recours internes alleguerten épuiséiert sinn, esou dass een am Fong zwëschent deem Droit de pétition an deem Droit juridictionnel do hésitéiert a kann, mengen ech, mat guddem Gewësse soen, dass hei am Fong sech eppes agefall gelooss ginn ass, wat sui generis ass, wat sech zwëschent engem Petitionsrecht an engem Droit de recours juridictionnel situéiert. Doriwwer eraus, mengen ech, gëtt dës Konventioun gewësse Garantie wat d'Pouvoir vum deem Comité do ubelaangt.

Déi Kommissioun, dee Comité huet d'Pouvoiren ze investigéieren, Antworten ze froen, an d'Regierung kann, mengen, ech wa se Erklärungen gefrot kritt, schlecht refuséieren déi Erklärungen ze ginn. Si kritt och een Délai gesat an deem se muss aktiv ginn, sou dass een dovunner kann ausgoen dass déi theoretisch Rechte aus der CEDAW-Konventioun duerch dëse Protokoll additionnell an der Praxis wäerte verstärkt ginn.

Besonesch ass dat de Fall well net nëmme en individuell Recht sech ze beschwéieren besteet, mä well och een Droit d'enquête fir de Comité besteet. An ech begrëssen hei ausdrécklech dass och Lëtzebuerg déi Artikelen iwwert deen Droit d'enquête vun deem Comité do ugeholl huet. Dat heescht, ouni dass eng individuell Plainte ass, kann op Basis vu Beschwerden, déi aus der Press ervir ginn oder aus dem Rapport annuell - an d'Madame Minister weess sécher vu wat ech schwätzen - dee Comité do sech saiséieren, mat engem Mësstand wat d'Egalitéit an engem Land ubelaangt, an eng Enquête maachen. Si kann esouguer, an dat ass sécherlech eng interessant Méiglechkeet, d'Leit op d'Plaz schécke fir op der Plaz eng Enquête ze maache fir festzestellen wat lass ass, an de Stat muss dann, wann en d'Konklusioun vum Comité matgedeelt kritt, an deene sechs Méint Stellung huelen a konkret Propositionen maache wéi e gedenkt déi Mësstänn, déi festgestallt gi sinn, aus der Welt ze schafen. Dat, mengen ech, ass och en interessant Instrument wat ze begrëssen ass.

Et misst ee just natierlech elo wësse wéi oft dass dat an der Praxis lo wäert gebraucht ginn. De Requéant, an ech mengen dat ass een Detail deen interessant ass, kann net nëmme en Einzelne sinn, mä et kann och e Grupp vu Particulieré sinn. Eng Associatioun, virausgesat dass wann et sech em en individuelle Fall handelt, dass den Accord vun deem Interesséierten, direkt Interesséierte ginn ass.

D'Kommunikatiounen oder d'Petitiounen muss schrëftlech eragerecht ginn a si dierfen net anonym sinn. Ech mengen dass och dat wichteg ass, net nëmme fir d'Plaignanten a fir de Comité, mä fir déi Regierungen déi hei wäerte betraff ginn.

Déi aner Saachen déi ech wollt soen, si vu menger Virriednerin hei gesot ginn.

Zum zweete Protokoll 4960 ass eigentlech näischt ze soen, ausser dass et evident ass, wann deen éischte Rapport ugeholl gëtt, dass méi Aarbecht op de Comité de Contrôle vun der CEDAW-Kommissioun zoukënn an dass zwou Wochen am Joer net méi duergo fir ze siégéieren. Besonesch dann och wann déi Enquête sollen déi Envergiure kréien, déi ee sech heiansdo mol géif wënschen.

Et ass also evident dass déi zwou Projeten zesumme ginn an dass deen een ouni deen aneren net ka liewen. Mat deem zweeten och hu mer kee Problem. Ech wollt

schlussendlech ee Wuert soen zu de Konklusioun vum deem Comité. Zu deem lëtzebuergeschen Rapport annuel, deem am Januar presentéiert ginn ass. Ech géif et abwäeg fannen, wa mer déi zwou Konventiounen hei unhuelen an et net géife fäerdeg bréngen, bis deem nächste Rapport a véier Joer erëm soll presentéiert ginn, déi Recommendation wou déi meescht dovunner fir d'drëtt scho preziséiert ginn, nach ëmmer net erfëllt wieren. Ech wëll nëmmen eng oder zwou Remarquen hei opzelen, déi am Kader vun dëser Konklusioun gesot gi sinn.

Éischtens d'Ophiewe vun de Reservé. Wa mer wëssen dass déi heite Protokoll keng Reservé erlaben, ass et abwäeg dass mir deem heite Protokoll bäitrieden an eis Reservé zu der Basiskonvention géifen oprecht erhalen. Och da wa mer wëssen, dass nëmmen eng vum Stat ofhänkt, déi aner exklusiv vun eiser Monarchie.

Deen zweete wichtege Punkt ass dee vum Artikel 11, an ech hoffen dass och dee Punkt et wäert méiglech sinn déi nächste Kéier gekläert ze hunn.

Dee leschte Punkt ass et, deem ech am Fong nach hei wollt kuerz sträfen. Dat ass dee vun de Visas d'artiste. Wa mer dee Protokoll hei ugeholl hunn a wann en dräi Méint, nodeem d'Attestatiounsinstumenten déposéiert gi sinn, en vigueur ass, da mengen ech wiere mer ganz gutt berode spéitstens bis dohinner eppes um Niveau vun deem Visa, soit disant d'artiste geschafft ze hunn, well soss riskéiere mer no deene Remarquen, déi an de Konklusioun vum leschte Januar stoungen, als éischt Land hei eng Enquête ze kréien iwwert dee Mëssstand vum Visa fir d'Artisten. An dat, mengen ech, géif dee gudde Wëllen beweisen, dass mer hei déi Konventiounen, déi Protokoll akzeptéieren. Dat géif beweisen dass mer net kohärent mat eis selwer wieren an dat, sinn ech iwwerzeugt, Madame Minister, dat ka jo net Är Intentioun sinn.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Maggy Nagel agedroen.

Mme Maggy Nagel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems d'Madame Nicklaus e gudden an detailléierte Rapport zu zwee relativ wichtege awer komplizéierte Projeten hei presentéiert huet, wëll ech mech ganz kuerz faassen an den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

M. le Président. - Déi lescht Diskussionsriednerin ass d'Madame Renée Wagener.

Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG). - Här President, et gétt héich Zäit dass mer dës Projete stëmmen.

M. le Président. - Dann den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling (ADR). - Jo, Här President, well mir jo integral fir d'Menscherechter antrieden, ass et selbstverständlech dass mer och fir d'Menscherechter vun de Fraen antrieden. An ech mengen et ass jo och net dem ADR seng Schuld, dass dës Konventioun vun 1995 eréischt haut gestëmmt gëtt.

M. le Président. - D'Wuert huet elo d'Madame Fraeministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Promotion féminine. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mech och wëllen de Mercien uschléissen an och soen, dass mer net méi vill no dem Rapport vun der Madame Nicklaus an deenen zousätzlechen Erklärungen vun der Madame Err iwwreg bleift ze soen. Ech si frou dass mer déi zwee Gesetzer elo gestëmmt kréien. Ech hätt dat natierlech léiwéier virum 22. Januar gehat, dann hätte mer do zu New York e bëssen eng besser Figur gemaach. All deenen, déi d'Geleeënheet net hate fir do dobäi ze sinn, wëll ech soen, dat ass net esou e Spazéiergang deen een dohinner mécht, mä do gëtt ee während engem ganzen Dag vun den Expären aus deene verschiddene Länner op Nieren an Häerz gepréift.

(Interruption)

Also Madame Wagener, et ass net u mir gescheitert, dat wësst Dir

och. Also ech hätt kee Problem domadder gehat, au contraire, mä dat wat net ass ka jo a véier Joer duerchhaus sinn. Et ass ëmmer gutt wann een zu méi ass, fir dat och do kënnen ze soen.

Konkret Froen, Kriticken an och Virschléi gi gemaach an, wéi gesot, selbstverständlech ginn déi och de Länner iwwermëttelt a ginn och hei veröffentlecht, an dann huet och jiddereen d'Geleeënheet fir dat och erëm eng Kéier anzekloen an ze soe wat mer gemaach an net gemaach hunn. Ee vun deene grouse Misären deen effektiv ass, dat ass dass mer während Joren dohinner erziele ginn, dat doten dat maache mer elo, a kee Mënsch versteet dass mir sechs Joer Zäit brauche bis mer ee Gesetz gestëmmt hunn. Dat ass natierlech och fir verschidde Leit schwéier déi aus anere Länner kommen, déi net all Berufschaften dräimol bei all Avis an all Avis complémentaires froen. Do geet et natierlech e bësselche méi séier, wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Wéi gesot, ech si frou dass mer déi zwee Gesetzer hei haut wäerte gestëmmt kréien an domat och dozou bäidroen, dass och d'Fraen, déi hei waarden a fannen datt hir Rechter net alleguer respektéiert sinn, dann och selbstverständlech kënnen do akloe goen.

Merci villmools.

M. le Président. - D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen iwwert déi zwee Projeten a stëmmen driwwer of. Fir d'éischt de Projet 4959.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen dann elo direkt iwwert dee Projet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si ent-hale sech.

De Projet de loi 4959 ass eestëm-meg mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par Mme Simone Beissel), Paul Helminger (par M. Théo Stendebach), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Aly Jaerling);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Renée Wagener) et Mme Renée Wagener.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer un den nächste Projet, de Projet de loi 4960.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen also of iwwert de Projet 4960.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si ent-hale sech.

De Projet de loi 4960 ass eestëm-meg mat 58 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Paul Helminger (par M. Théo Stendebach), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Jean-Pierre Koepf);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Robert Garcia) et Mme Renée Wagener.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder wiere mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächste Sëtzung ass haut de Mëtteg a fänkt um hallwer dräi un.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.28 heures)

Ordre du jour

Débat de consultation sur le programme directeur d'aménagement du territoire

(Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Michel Wolter et Charles Goerens, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président. - D'Sëtzung ass op.

Huet d'Regierung iergendwellech Kommunikatiounen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Op eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg steet d'Consultatiounsdebat iwwert de Richtlinneprogramm vun der Landesplanung. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn age-droen: déi Här Schank, Bodry, Calmes, Jaerling, Gira, Sunnen, Fayot a Mehlen. D'Wuert huet elo fir d'éischt den Här Innenminister Michel Wolter.

Débat de consultation sur le programme directeur d'aménagement du territoire

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären...

(Interruption)

Jo, Dir Dammen an Dir Här kann ech soen.

Déi Debatt, déi mer haut an der Chamber féieren, ass eng vun deene leschten awer wesentlechen Etappen an enger jore-, jo vläicht jorzéngtelaanger Prozedur, déi zum Zil hat d'Landesplanung hei zu Lëtzebuerg op déi national a gemengepolitesch Kaart ze kréien. Villes ass geschitt säit dem Ufank vun de 70er Jore mat der Ausaar-bechtung vun engem éischte Gesetz 1974 an engem éischte Programme directeur vun 1978 an haut.

A mengen Aen ass d'Gesetz vum 21. Mee 1999 iwwert d'Landesplanung eent vun deene modernsten

aus Europa. Dëst Gesetz gëtt eis all d'Instrumenter déi mer benéidege fir eng zukunftsorientéiert, op de Prinzip vun der Nohaltegkeet opbauend raumplaneresch Entwécklung vum Land ze garantéieren. Dëst Gesetz gouf geschaf fir d'Entwécklung op kommunalem, regionalem an nationalem Plang ze koordinéieren. Et ass e kooperatiivt Gesetz, wat als Zil huet eng Dynamik ze schafen an der Zesummenaar-becht tëschen Stat a Gemengen, awer och ënnert de Gemenge selwer.

D'Ausschaffen an d'Ëmsetzung vu Regionalpläng gëtt de Gemengen d'Méiglechkeet zesumme mam Stat eng nohalteg Entwécklung vun hirer Regioun ze definéieren an ëmzesetzen. Déi sektoriell Pläng erlaben et de Ministere hir Orientatiounen an der Philosophie vum Programme directeur ëmzesetzen. D'Plans d'occupation du sol schlussendlech erlaben et eis d'Parzelleschafung vu verschidde Raim enger preziser Notzung zuzeféieren.

D'Haaptinstrument vun der Landesplanung, d'Referenz ronderëm déi se sech opbaut a vun där se sech ofleet, ass awer de Programme directeur d'aménagement du territoire. D'Landesplanungsgesetz gesäit vir, dass de Programme directeur d'Synthèse vun de sektorielle Programmer duerstellt an dës op der Grondlag vum Gesetz sengen Objektiv koordinéiert, Regioun, sougenannte Régions d'aménagement, an Entwécklungs- an Attraktiounszentren, an der Ofkierzung CDA, proposéiert an d'Démarchen an d'Décisiounen vun der Regierung an de lokalen Autoritéiten orientéiert.

Wéi gesäit, Dir Dammen an Dir Hären, d'Prozedur vun der Ausschaffung vum Programme directeur aus? De Programme directeur gëtt vum Minister am Numm vun der Regierung zesumme mam Comité interministériel de l'aménagement du territoire ausgeschafft. Duerno geet e pour avis fir d'éischt an d'Gemengen an duerno an de Conseil supérieur de l'aménagement du territoire. Dës Prozedur huet, vläicht well et déi éischte Kéier war, leider insgesamt méi wéi dräi Joer an Usproch geholl.

Den zoustännege Minister mécht dann, an dat ass dat wat mer haut maachen, eng Deklaratioun virun

der Chamber. No dëser Presentatioun gesäit d'Prozedur dann als lescht Etapp déi definitiv Approbatioun vum Programme directeur duerch de Conseil de Gouvernement vir. Schlussendlech gëtt e sous forme appropriée am Mémorial publizéiert. Vun do un, an dat wäert geschwé sinn, orientéiert hien da formell d'Démarchen an d'Décisiounen vun der Regierung a vun de lokalen Autoritéiten.

Aus der Consultatiounsprozedur si bis elo dräi Typé vu Modifikatiounen an de Programme directeur agefloss: d'Verbesserung an d'Harmoniséierung vun der Ausdrucksweis, d'Aktualiséierung vu verschiddene Basisdonnéeen an d'Ergänzung vum Projet aus der Erfahrung vun deene leschten dräi Joer. Dobäi ass de Remarquen, déi vun de Gemengen an den zoustännege Gremie gemaach gi sinn, Rechnung gedroe ginn, souwäit wéi si den Orientéierungen an den Ziler vum Programme directeur net widersprach hunn an och souwäit se mat sengem kompatibel waren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Programme directeur, deem elo virläit, ass als Projet vun der viregter Regierung op den Instanzwee geschéckt ginn. E gesäit eng ganz Rei fundamental politesch Neiorientéierung vir, wat

déi laangfristeg landesplaneresch Entwécklung vun eisem Land betrëfft. Am besonneschen ass de Programme directeur der nohalteger Entwécklung als grondleeënd Orientatioun verpflichtet.

Duerfir ass et wichteg ze énnerschräichen, dass an de Koalitiounsverhandlung vum Summer 1999 festgehale ginn ass, dass och déi nei Regierung ouni Ofstréch déi politesch Ziler vum urspréngleche Projet bäibehalen huet. Säit 1999 schafft d'Regierung, wann och op fräiwëlleger Basis, konsequent op der Grundlag vum virleierende Projet. D'Ausschaffe vu regionale Pläng am Süden an am Norden, vu sektorielle Pläng fir Lycéeën, vu mobilen Telekommunikationsréseauen, vun Transport a Logement, vum POS Findel, vun der Reconversiou vum den Industriebroochen, dem IVL, fir nëmmen des Beispiller ze nennen, droen den Objektiv vum neie Programme directeur elo schonns Rechnung.

D'Gesetz vun 1999 gesäit vir, dass den zoustännege Minister am Numm vun der Regierung am Prinzip all Joer der Chamber e Rapport iwwert d'Situatioun vun der Landesplanung maache soll. Dëst ass bis elo awer net geschitt. Et wär och wéineg sennvoll gewiescht, esou laang net iwwert déi wesentlech Orientatioun vum Programme directeur hätt kënnen mat diskutéiert a se och ofgeschloss hätte kënnen ginn. Duerfir wëll ech vun der Geleeënheet vun haut profitéieren, fir elo den éischte Rapport ze maachen.

Aus der Kombinatioun vun deenen zwee Exercicer ergëtt sech, datt sech main Exposé an dräi Kapitele wäert andeelen. Fir unzefänke wëll ech eng Rei Iwwerleeungen iwwert d'Relatioun tëschent der Landesplanung an der Gemengeplanung an iwwert d'Portée vum Programme directeur maachen. Zweetens wëll ech déi politesch Ziler vun der Landesplanung émräisse wéi se am Programme directeur duergestallt ginn an als drëtter Punkt wëll ech déi kuerzfristeg Prioritéiten, d'Ëmsetzung vun deem Programm, wéi mer se amgaange sinn ze maachen, erläuteren. Well meng Riedezäit begrenzt ass, kann ech leider net op eng Rei wichteg Aspekter wéi déi europäesch a grenzüberschreidend Dimension vum der Landesplanung oder d'Plans d'occupation du sol agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ass elo d'Envergure vum Programme directeur? D'Auteure vum 99er Gesetz hunn dem Programme directeur net de Charakter vun engem Règlement grand-ducal ginn. Dëst ass bewusst esou gemaach ginn, well an deem Fall misst ee vun engem Plan directeur national schwätzen, deen zimlech präzis géif virgesi wéi d'Buedemnotzung am ganze Land géif ausgesinn an deen e ganz rigide Charakter hätt. Fir et ze erméigleche Programméierungs- a Planungsinstrumenter op verschiddeenen operationellen Niveauen ze definéieren a gläichzäitig op all Niveau eng ausräichend Flexibilitéit ze garantéieren, ass folgend Strukturéierung zréckbehale ginn.

De Programme directeur ass d'Plaque tournante vun der Landesplanung. Hien huet zwar keen obligatoresche Charakter, mä d'Gesetz gesäit vir dass en, soubal en arrêtéiert ass, formell d'Démarche an d'Décision vum der Regierung a vun de lokalen Autoritéiten orientéiert. D'Zil vum Législateur war et dem Programme directeur am Verglach zum ale Landesplanungsgesetz vun 1974 méi Gewiicht ze ginn. Ausserdeem sollt doduerch d'Notioun vun enger mëttelfristeger a laangfristeger Planung eng nei Qualitéit kréien.

Ëmgesat gëtt en duerch dräi Typ vum Instrumenter: regional Pläng, sektoriell Pläng a Plans d'occupation du sol. Dës Typ vum Pläng hunn de Charakter vun engem Règlement grand-ducal an domat bindende Charakter. De PAG vun

der Gemeng ass deesen Instrumenter énnergéierdnet. D'PAGen hunn de Charakter vun engem Gemeingereglement. Den Aménagement communal ass deemno ze betruechten als ee Bestanddeel vun der Landesplanung vun där en d'Ziler exécutéiert an applizéiert.

Wann am Geescht vun de Pappe vum 37er Gesetz d'Notioun vum Aménagement communal sech op de Bau oder d'Erneuerung vu Gemengestroossen an de Quartiere vun den Uertschafte limitéiert huet, dat war deemools Urbanismus am Sënn vum Wuert, esou huet den Aménagement communal haut eng ganz aner Envergure, well en de ganze Gemengenterritoire ëmfaasst an domat am Fong Aménagement du territoire communal misst heeschen.

De Projet de loi iwwert d'Reform vum Gesetz vun 1937 dréit dann och konsequenterweis déser Evolution Rechnung, wann en a sengem éischten Artikel seet, dass den Aménagement communal, an ech wëll zitieren: «reprend et précise les orientations du programme directeur établi en exécution de la loi du 21 mai 1999». D'Eenzelinteresse vun den 118 Gemenge sinn awer net ëmmer deckungsgläich mam Intérêt général vum Stat an och net deckungsgläich mam Intérêt ënnert sech selwer.

Am Landesplanungsgesetz vum 21. Mee 1999 kritt duerfir den zoustännege Minister vun der Landesplanung eng koordinéierend Missioun vun nationalen, regionalen a kommunalen Niveau. Et ass deemno um Innenminister, a senger Fonctioun als Zoustännege fir d'Landesplanung, fir fir eng Kohésion tëschent dem Aménagement communal an den 118 Gemengen ze suergen, an dat am Intérêt vum Stat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer an enger zweeter Partie nach eng Käier op déi wesentlech Orientatioun vum Programme directeur anzegoen. De Programme directeur bezitt sech op dräi grouss Handlungsfelder: städtesch a ländlech Entwécklung, Transport an Telekommunikatiounen, Ëmwelt an natierlech Ressourcen. Déi prioritär Ziler vum Handlungsfeld „städtesch a ländlech Entwécklung“ bezéie sech op d'Planungsregionen an op d'CDAs, wéi se dem Gesetz no am Programme directeur definéiert goufen.

Stéchwierder sinn hei: Dezentralisatioun, Dekonzentratioun a Polizentralitéit. De Programme directeur gesäit d'Schafe vu sechs Planungsregionen vir an deene jee weils een oder méi Centres de développement et d'attraction virgesi sinn. Déi interkommunal Kooperatioun an deene sechs Regionen iwwert de Wee vun der Regionalplanung muss als eng vun de fundamentale Strategiën vun der Landesplanung betruecht ginn. D'Regierung ënnerstëtzt dës Initiativen op verschiddeenen Niveauen: Virbereedung a Begleedung vun der Regionalplanung, d'Koordinatioun mat anere sektorielle Planungen, wéi och finanziell Hëlfelefen.

Mir brauchen och op nationalem Niveau eng Verstärkung vun der urbaner Dekonzentratioun a Richtung vun enger Polizentralitéit, déi op dem Partenariat tëschent deenen eenzelnen urbanen Zentren mat de Gemenge ronderëm berout. Nëmme duerch eng besser Koordinatioun an eng besser Kooperatioun kënnen déi aktuell an zukünfteg Erausforderungen ugepaakt ginn. Esou kann eng Win-Win-Situatioun entstoën, wou souwuel d'Gemenge wéi och déi eenzel Regionen dovun profitéieren. Haaptzil dobäi ass et dem Ongläichgewicht, dat mer haut kennen, entgéint ze wierken an den Drock, deen op d'Agglomeratioun ronderëm d'Stad Lëtzebuerg laascht, ze reduzéieren.

Iwwert déi Politik vun der Dezentraliséierung eraus muss de System vun den CDAs an engem regiona-

len an nationale Kontext valoriséiert ginn. Dëst setzt eng équilibréiert an integréiert Stad- a Regionalentwécklung viraus. Déi prioritär Dossiere sinn hei: d'Regeneratioun vum Bassin minier, d'Restructuratioun vun der Agglomeratioun ëm d'Stad Lëtzebuerg an d'Entwécklung vun der Nordstad als städteschen Zentrum am ländleche Raum.

(Interruption)

lechternach feelt do.

(Interruption)

D'Landesplanung ass e wichtige Piliër fir d'Entwécklung vun ländleche Raum andeems d'Qualitéiten an déi eege Potenzialen valoriséiert respektiv stabiliséiert ginn. Heifir muss d'Multifonctionnalitéit vun der Landwirtschaft gefördert, d'wirtschaftlech Entwécklung vun de PMEen an de regionalen Zentren gestärkt an den doucen Tourismus als Chance fir de ländleche Raum weider gefördert ginn.

D'Integratioun vun deesen Aspekter an der Approche vun enger regionaler Entwécklung soll dozou bäidroen, dass et zu enger reeller Entwécklung vum ländleche Raum kënn. Hei spillen d'Naturparken eng ganz grouss Roll. Duerch eng net appropriéiert urban Struktur entstinn eng Rei ökologesch, ökonomesch a sozial Konflikter, déi ee muss mat adequate Mécanismen a Prozeduren an de Griff kréien.

Duerch d'Applicatioun vum Prinzip vun der Funktionsmischung an duerch d'Verdichtung vun der Siedlungsstruktur an de Stied, vun de kuerze Weeër dierft d'Qualitéit vun der Gestiou vum eisem Territoire substanzuell gesteigert ginn. Weiderhin ass et och ganz wichteg fir d'Erweiderung vun den Agglomeratiounen am Zentrum an am Süde vum Land ze bremsen. Hei kënnen Zones vertes tëschent den Agglomeratiounen e wäertvolle Beitrag leeschte fir d'Stadentwécklung besser ze strukturéieren a Gréngzonen als wichtige sozialen Erhuelungsfacteur an ökologesche Facteur ze erhalen.

Am Kontext vum demographeschen Zouwuess, deene ville verschiddene Liewensstiler an der Diversifikatioun vun den Nationalitéite muss der Fro vun der sozialer Integratioun eng virrangeg Roll zoukommen. Dëst géllt och am Kader vun der Landesplanung. Dës Integratioun ass net nëmme mat präzisen Indicateuren méiglech, déi d'Situatioun beschreiwen. D'Stied an d'Dierfer als Lieux de rencontre müssen zwëschemenschlech Relatiounen erméiglechen an all Bierger déiselwecht Chancen a Geleeënheete bidden.

D'Landesplanung muss hei hire Beitrag leeschten andeem méi Wunnforme gefördert ginn. Si muss hëlfelefen déi sozial Mixitéit ze errechen, déi néideg ass fir der sozialer Segregatioun entgéint ze wierken. Dës Approche implizéiert ënner anerem och eng Verdichtung vun eiser urbaner Struktur. Am Sënn vun der nohalteger Entwécklung gëtt ënner anerem verlaangt eng méi gerecht Befriddegung vun de Grondbedürfnisser ze errechen, d'Notzung vun de Ressourcen: Educatioun, Gesondheetsariichtung, Aarbecht, Wunnraum a Wuelstand.

D'Landesplanung huet zu deesen Approche déi territorial Dimensionen bäizedroen a fuerdert deemno, datt d'Bierger vun deenen eenzelne Regionen equivalent Liewensbedingunge sollen hunn. Heibäi sollen déi kulturell a sozial Aspekter vun der Landesplanung mat integréiert ginn, fir dass d'Bierger sech méi staark mat hiren Uertschaften an hiren Region identifizéieren kënnen. Dëst erfuerdert eng méi oppen a verstärkter Participatioun vun de Bierger um Planungsprozess.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Volet Transport an Telekommunikatioun ass enk verbonnen mat deem vun der städtescher a ländlecher Entwécklung, wann ee bedenkt wat fir en Impakt d'Mobilitéit op déi territorial Organisatioun huet a vice versa. Am Zentrum vun all nohalteger Transportpolitik läit dat ambitiöst Zil den Transportvolumen ze reduzéieren. Dës Approche gëtt an der Landesplanung konkretiséiert duerch d'Schafe vun enger polizentrescher a multifunktionaler urbaner Struktur, an dat op nationalem, regionalem a lokalem Niveau.

Esou ginn an Zukunft och d'Standorte vun den neie groussen Infrastrukturen, en éischt Beispill sinn d'Lycéeën, esou gewielt, dass ënner anerem och den Transportvolumen méiglechst reduzéiert gëtt. Doriwwer eraus geet et drëm fir Rahmenbedingungen ze schafen, fir datt sech eng nei Approche an der Verkéierspolitik kann duerchsetzen.

Op de Verkéierszouwuess ass bis elo nach ëmmer mat engem Ausbau vu Verkéiersréseauen geëntwert ginn. D'Planung vun de Verkéiersnetzer soll an Zukunft méi an eng territorial Approche integréiert ginn. Am Kader vum IVL si mer amgaangen dees Approche unzewenden. Hei soll d'Effikasitéit vum bestehende Réseau verbessert ginn ier nei Verkéiersweeër gebaut ginn.

Den zweete Piliër vun enger nohalteger Transport- a Landesplanungspolitik läit am Transfert vum Transportopkommen an Transportmittel, déi dem mënschlechen an natierlechen Ëmfeld gerecht ginn.

Et ass evident dass den öffentlichen Transport net dat ganz Persounentransportopkomme géiere kann. Am Kontext vun enger nohalteger Entwécklung muss awer déi aktuell Transportpolitik esou gestallt gi fir an Zukunft den öffentlichen Transport esou vill wéi méiglech ze promovéieren, virun allem do wou et elo scho gutt méiglech ass a kuerzen Taktfrequenzen fir a mëttlerer Zukunft e Modal split vu 25% ze errechen, wat e ganz ambitiöst Zil ass a wou vill Leit müssen dozou bäidroe fir et kënnen ze errechen, net nëmmen d'Politiker.

Vum Point de vue vun der Landesplanung aus gesinn ass et wichteg dass de Réseau vum öffentlichen Transport esou organiséiert ass, dass d'Entwécklung vun den CDAs ënnerstëtzt gëtt andeem eng adequat Accessibilitéit garantéiert gëtt. Am selwechte Kontext ass et wichteg de bestehenden Eisebunnsréseau ze valoriséieren. D'Eisebunnsnetz muss een als Réckgrat vum öffentlichen Transport gesinn. „Mobilitéit.lu“ gesäit duerfir vir, dass wichteg Achse verstäerkt oder reorganiséiert ginn. Weiderhin ass et virgesi fir d'Bunn bei déi grouss Entwécklungszone ze bréngen, wéi zum Beispill dem Kierchbierg a Belval.

Net all Plaze sinn a wäerten an Zukunft mam Zuch ze erreche sinn. Dofir géllt och dem Bus, als kollektiv Verkéiersmittel, e besonnescht Amierk. Seng Attraktivitéit hänt awer dovun of a wéi engem Mooss mer bereit sinn him eng gewësse Prioritéit par rapport zum Individualverkéier ze ginn.

Deen drëtter Piliër vun der Transportpolitik beschäftegt sech mam soziale Volet vun deem Domän, andeem hien eng Verbesserung vun der Erreechbarkeet vun allen Uertschaften dans la mesure du possible uviséiert. Dëst verlaangt eng regional Approche fir en somme vum ganzen Territoire e performanten öffentlichen Transport ubidden ze kënnen. An all Region muss Léisunge fonnt ginn déi ofhängeg si vun de Spezifitéite vun deenen eenzelne Regionen. Hei muss och eng Standortpolitik entwéckelt ginn, déi d'Erreechbarkeet mam öffentlichen Transport mat considéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi natierlech Ëmwelt ass

den territoriale Kader fir vill wirtschaftlech Aktivitéiten a gëtt staark beaflosst vun der gesellschaftlecher Entwécklung. All Naturraum huet seng spezifesch Kapazität an e bestëmmt Potenzial, dat genotzt gi kann. Engersäits ass dëst Potenzial begrenzt, mä anerersäits sinn d'Besoinen dëst Potenzial ze notze gestiegen. Et muss een also am Respekt vun den nächste Generatiounen garantéieren kënnen, dass déi natierlech Ressourcen erhale bliewen, respektiv sech regeneréieren kënnen.

D'Erwaardungen an d'Fuerderunge vun der Gesellschaft géigeniwwer der Landschaft hu sech am Laf vun deene leschte Joren a Jorzéngte geännert. Si si méi vielfältig, sophistiquéiert awer oft och konträktöresch ginn. D'Naturraum si multifunktional ginn a si müssen als solch vun der Landesplanung betruecht ginn. De Bäitrag vun der Landesplanung zum Erhale vun den ökologesche Kapazitéiten an den Naturraum besteet ënner anerem am Schützen an am Revitaliséieren vum hydrologesche System a Relatioun mat der Protectioun vun den Iwwerschwemmungszonen am Erhale vun der Buedemqualität, an dat duerch d'Instrument vum de Plans d'aménagement.

Weiderhin kann d'Landesplanung als ënnerstëtzend Strategie fir d'Erhale vun der Biodiversitéit an der Koordinatioun tëschent den ökologeschen, ökonomeschen a soziale Fonctiounen vun der Landschaft agesat ginn. D'Erhale vun der Landschaft ass net méiglech, wann een nëmmen op Schutz- a Revitaliséierungsmaassnahmen zréckgräift. En nohaltege Schutz vun de Ressourcen baséiert op pluridisziplinärer Kooperatioun a Sensibiliséierung.

D'regional Entwécklung, wéi se vun der Landesplanung a vun den Naturparke préconiséiert gëtt, dréit dozou bäi dass des nei Uspréich an d'Praxis ëmgesat ginn. Si bidden eng Plate-forme un, déi et den eenzelnen Acteure kann erméigleche sech an déi regional Economie ze integréieren an och aner Acteuren a Konsumenten ze sensibiliséieren.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Den drëtter Piliër an deemem Beräich besteet a der Integratioun vun de Secteure mat héijem ökologesche Wäert an engem funktionelle Réseau, deen op nationalem Niveau développéiert an op regionalem Niveau präziséiert gëtt, fir dann op lokalem Niveau a Form vu Biotopvernetzungen ëmgesat ze ginn.

D'Iwwersetzung vu deesen Approche an Termé vu der Landesplanung besteet doranner, déi grouss Flächen ze schützen, wéi zum Beispill Zones vertes interurbaines, a fir d'Verbindung tëschent Landschaftsdeeler ze schafen, déi sech duerch eng ökologesch Complexitéit auszezeichnen. Heibäi soll sech de Grad vun der Notzung graduell tëschent deenen eenzelne Landschaftsdeeler upassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kapitel 3 vum Programme directeur definéiert d'Prioritéiten, wéi dese Wonschkatalog, wéi des Mesurë fir d'Zukunft solle weider verfollegt ginn. De prioritäre Charakter vu dese Moosnamen ass esouwuel daitlech ginn am Diskussionsprozess, deen d'Ausaarbechtung vum Projet vum Programme directeur begleet huet, wéi och am Consultatiounsprozess, deen uschlëssend op Basis vum Projet gemaach ginn ass.

Ech hunn am Ufank gesot, dass ech wëll d'Deklaratioun iwwert de Programme directeur a senger Richtlinie mat engem Rapport iwwer eis Aktivitéiten aus de leschten dräi an en halleft Joer kombinéieren. Ech géif also elo gär d'Geleeënheet notze fir op déi fënnf wichtegst Dossiere anzegoen, déi a mengen Aen d'Ziler vun der Landesplanung an d'Realitéit ëmsetze

sollen. Op méi weiderféierend Ziler muss ech aus Zäitgrënn op de schréffleche Rapport verweisen. Et sinn dëst den IVL, de Plan directeur sectoriel, d'Plans directeurs régionaux, d'Revitaliséierung vun den Industriebroochen, de Monitoring an de Suivi.

D'Erausforderungen an d'Entwécklungen zu Lëtzebuerg zënter enger Rei vu Jore bréngen et mat sech a sinn esou grouss, dass mir haut en neit Planungsinstrument brauche fir eng optimal Koordination an Integratioun tëschent deene Secteuren ze erreechen, déi d'Raumentwécklung an d'Buedemnotzung am stäerkste beaflossen, dat heescht d'Siedlungsentwécklung, de Verkéier an d'Émwelt. Esou en Instrument muss gläichzäiteg capabel si fir d'Erschafung vu Plans sectoriels méi prezis ze orientéieren wéi de Programme directeur, gläichzäiteg sécherstellen dass d'Articulatioun tëschent de Plans sectoriels an dem Programme directeur stëmmt an dass d'Plans sectoriels optimal géigesäiteg integréiert ginn.

Dat Instrument vun deem ech elo schwätzen ass den IVL, dat interaktiv Verkéiers- a Landesentwécklungskonzept. Déi innovativ Démarche vum IVL baséiert op der Feststellung, dass Verkéiersinfrastrukturen och als strukturéierend Elementer vun der Raumentwécklung musse betruucht ginn, an net nëmmen als Konsequenz vun dëser Entwécklung. Déi grondleeënd Fro, op déi den IVL eng Äntwert soll sichen, ass op Basis vum Programme directeur définéiert ginn an heescht: Wéi kann een en vum vum Joer 2020 Raumentwécklung, Entwécklung vun de Pendler a Verkéiersinfrastrukturen optimal kombinéieren an integréieren, esou dass Verkéier ka vermieden an den Undeel vum öffentlechen Transport verdubelt ginn, eng raimlech Struktur geschafe gëtt, déi Verkéier vermeid an den öffentlechen Transport ënnerstëtzt, d'Organisatioun vum Transport conforme ass mat enger nohalteger Raumplanung, de Verbrauch vun Terrain limitéiert ka ginn?

Den IVL ass deemno en Aarbechtsinstrument dat erméiglecht d'Ziler vum Programme directeur iwwer Raum a Verkéiersentwécklungsscenarien ze konkretiséieren, déi grondleeënd Plans sectoriels ze cadréieren an ze integréieren, d'Orientatiounen fir d'Ausarbechtung vun de Regionalpläng ze preziséieren an d'Ëmsetzung vum System der Zentralen och virzebeeden.

Um IVL sinn eng ganz Rei vu Ministèreen a Verwaltungen bedeelegt: Den Transport, d'öffentlech Bauten, d'Wirtschaft, de Wunnenssbau, d'Émwelt, de Stroossebau, den Intérieur an d'Landesplanung. Begleedend dozou hu mer och d'Gemengen iwwert de SYVICOL an de Processus agebonnen. Eischt Konklusioun vum IVL, dee säit Ufank 2002 ausgeschafft gëtt, sollen am Hierscht dëst Joer virleien.

D'Plans sectoriels. Den initiale Projet vum Programme directeur vun 1999 hat véier prioritär Plans sectoriels définéiert: D'Lycées, den Transport, de Logement an d'Paysages à protéger. Si sinn am Regierungsaccord vun 1999 all iwwerhol ginn. Den aktualiséierte Projet vum Programme directeur huet dës Lescht op Basis vun Demanden aus aneren Departementen compléiert. Esou sinn dräi zousätzlech Pläng derbäi komm, an zwar deen iwwer Seveso-Betriber, deen iwwer GSM-Antennen an deen iwwer Bauschuttdeponien.

De Programme directeur ënnerscheet tëschent de Plans sectoriels primaires, dat heescht déi déi am Zesammenhang mam IVL realiséiert ginn, an de Plans sectoriels secondaires, dat heescht déi déi sech mat spezifeschen Infrastrukturen beschäftegen.

Wat de Kalenner vun der éischter Kategorie ugeet, esou kann ee

soen, d'Regierung huet den 22. März 2002 formell decidéiert fir de Plan sectoriel Transport a Relatioun mam IVL auszuschaffen. Den Transportminister huet rezent an der Chamber annoncéiert, dass dese Plan sectoriel am Dezember dëst Joer soll fäerdeg sinn, dass déi offiziell Ausarbechtung vum Plan sectoriel logement no der Prozedur vum 99er Gesetz nach net leeft, mä dass um Niveau vum Logementsministère d'Virarbeiten amgaange sinn. De Logementsminister huet viru kuerzem annoncéiert, dass de Projet am Hierscht dëst Joer géif virleien.

Wichtig dobäi sinn och d'Orientatiounen, déi aus der Debatt zu dem Sujet hei an der Chamber ginn. D'Regierung huet den 20. Dezember vum leschte Joer de Projet de règlement grand-ducal fir d'Asetze vun engem interministeriellen Aarbechtsgrupp fir d'Erschafung vum Plan sectoriel Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers ugeholt.

Wat d'Plans sectoriels secondaires ubelaangt bleift ze soen, dass de Plan sectoriel lycées an deenen nächsten Deeg an d'Prozedur waert goen. No iwwer zwee Joer intensiver Kooperatioun tëschent ville Ministère war a mengem Aen dese Plan sectoriel esou ze soen den Testfall, deen huet misse beweisen, dass dës nei Form vun Zesummenaarbecht ëmsetze wier. D'Erfahrung ware séier positiv, wat sech staark op aner Dossieren a leschter Zäit iwwerdreien huet. D'öffentlech Presentatioun vum Plan sectoriel lycées, dee mer viru kuerzem hei an der Chamber an der Kommissioun gemaach hunn, waert dann den 2. Abrëll stattfannen.

D'Regierung huet de Plan stations de base pour réseaux de télécommunication mobile de 14. Februar vun deem Joer approuvéiert an domadder decidéiert fir d'Prozedur vum 99er Gesetz ze lancéieren. Dese Projet ass de leschte Méindeg presentéiert ginn.

Den 20. Dezember 2002 ass en interministeriellen Aarbechtsgrupp fir d'Erschafung vum Plan sectoriel iwwer Seveso-Betriber agesat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng impressionant Virbereedungsarbecht ass geleescht gi fir de Regionalplang Süden ze preparéieren. Et kann een an deem Kontext d'regional Konferenz vun 1999 an déi entspreichend Aarbechtsdokumenter ernimmen. An deem Kader sinn d'Gemengen opgefuerdert ginn, fir d'Initiativ am Dossier ze iwwerhuelen. Säitdeem hunn d'Gemengen an Zesummenaarbecht mam Ministère d'Kollekt vu Basisdonnéeën a spezifeschen Analyse viru gedriwwen. D'Gemengen hunn och d'Statute fir de regionale Syndikat Pro-Sud ausgeschafft, deen d'Promotioun an d'Entwécklung vun der Südreion als Missioun huet. Et verhënnert also elo näischt méi, dass de Regionalplang 2003 ënnert de Gemenge konkretiséiert gëtt.

Den Dossier vun de Frichen, op deen ech elo gläich waert agoen, gëtt vun der Regierung als Motor fir d'Entwécklung vun der Südreion betruucht.

Eng zweet Initiativ hu mer an der Region Nord lancéiert, wou de Ministère de l'Intérieur eng Rei vu Gespréicher mat de lokale Responsabele gefouert huet fir d'Virbereedung vum Regionalplang Norden mat spezifesche Projekte vun enger fräiwëlleger Fusioun vu Gemengen ze koordinéieren. Dës Démarche ass innovativ, well se probéiert d'Uleies vun der Regionalentwécklung mat der Modernisatioun vun de Gemengestrukturen ze combinéieren. Eng Analys vun de Stärken an de Schwächen vun der Region ass amgaange fäerdeg gestallt ze ginn no Consultatioun mat de concernéierte Gemengen. Dës Analys gëtt deemnächst och mat de lokale Gewielten diskutéiert, eng entspreichend Veranstaltung ass fir de 25. März geplangt.

An der Region Centre-Sud sinn d'Virbereedungsarbechte fir e Regionalplang gestart ginn. De Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg huet an enger Réunioun mam Innenminister deklaréiert, dass d'Stad déi Problemer, déi duerch deen ëmmer méi klammenden Entwécklungsdruck op d'Stad entstinn, am Kader vun engem Regionalplang wëilt ugoen.

Eng éischt Konferenz mat de betraffene Gemengen huet den 2. Oktober 2002 stattfonnt. Och an dëser Region ass eng Analys vun de Stärken an de Schwächen an Optrag, esou dass eng ähnlech Prozedur wéi am Süden an am Norde geschwé kann ulafen.

Et dierf een allerdings net verheemlechen, an den Zwëscheruff vum Här Fayot dee verdäitlecht dat, dass besonnesch de Volet vun der regionaler Zesummenaarbecht een ass un deem mer an deenen nächste Joren nach ganz vill wäerten ze schaffe kréien. Mir mierken u ganz ënnerschiddleche Reaktiounen, déi mir an deenen eenzelne Gemenge kréien, dass et ganz grouss Ënnerscheeder gëtt beim Wëlle fir iwwert de reng lokale Kader eraus sech an eng regional Approche eran ze beweegen. Ech maache mer an deem Sënn dann och keng ze vill grouss Illusiounen, dass mer an deem doten Domän ze vill schnell géife viru kommen, a stelle mech éischter op e laangwierige Prozess an.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Valoriséierung vun den Industriebroochen am Minett ass sonner Zweifel eng vun de gréissten Erausforderungen vun der Landesplanungspolitik. Et ass effektiv éischter rar dass Fläche vun där Envergure, 600 Hektar kuerzfristeg a wahrscheinlech dat Duebelt längerfristeg, fir eng integréiert Reconversion zur Verfügung stinn. Well d'Regierung sech dëst bewosst ass, huet se Enn 1999 op Initiativ vum Innenminister decidéiert aus der Entwécklung vun de Frichen eng Prioritéit ze maachen, an dëst am Kader vum Regionalplang Süden. Zënter 1999 ass dës Démarche strukturéiert a konkretiséiert ginn. No Dosende vu Sëtzen tëschent alle Concernéierte konnt e Gesamtkonzept fäerdeg gestallt ginn. Strukture si geschafe gi fir dës Reconversion ze begleeden. De Stat participéiert an der Entwécklungsgesellschaft AGORA, déi d'Ëmstrukturéierung vun de Broochen als Optrag huet. Doriwwer eraus ass de Fonds Belval geschafe ginn, deen den Optrag huet op Belval d'Cité des sciences, de la recherche et de l'innovation, e Projet vun der Regierung, ze realiséieren.

De 6. März vun deem Joer huet d'Regierung e Rapport ugeholt op deem senger Grondlag de Realisatiounskalenner an de Finanzement vu verschiddene Moosnamen definéiert ginn. Heibäi geet et ëm d'Statséquipement déi vum Fonds Belval realiséiert ginn, ëm d'Modalitéiten no deenen Terrainen, déi hei fir noutwennig sinn, zur Verfügung gestallt ginn, a schlussendlech och ëm d'Transportinfrastrukturen, déi musse geschafe ginn. D'Detailer dovun hu mer gëschtler presentéiert an och an der Chamber an deenen zoustänneg Kommissiounen.

Eng kohärent Reconversionspolitik ëmfaasst awer all d'Frichen déi disponibel si mat hiren eventuelle Verlängerungen iwwert d'Grenzen eraus. Si berücksichtegt all denkbare Notzungen an implizéiert esou Wirtschaftsaktivitéiten, öffentlech a privat Servicer, Wunnenssbau, Fräizäit, Kultur an d'Erhalte vun der Émwelt.

Eng kohärent Reconversionspolitik garantéiert d'Bedelegung vun alle concernéierte Partner, Stat, Gemengen, Propriétaires, un hirer

Ëmsetzung a soll och genotzt gi fir d'Dezentraliséierungspolitik, eng weider Prioritéit vun der Regierung, ëmzesetzen. Schlussendlech entwéckelt se op Basis vun engem kompletten Etat des lieux parallel cibléiert Propositionen fir de long terme, de moyen terme an och kuerzfristeg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt meng Presentatioun ofschléisse mat e puer Commentairen iwwert de Monitoring vun de Moosnamen. D'Noutwennegkeete fir an deem Beräich aktiv ze gi sinn evident a situéiere sech op verschiddenen Niveaue.

Den éischten Niveau ass dee vun der Kollekt vun den Donnéeën. Eng modern an nohalteger Landesplanung brauch fiabel a viru allem aktuell Donnéeën. D'Ministère sinn an der Regel awer mat folgender Situatioun konfrontéiert: D'Donnéeë bestinn net. D'Donnéeë sinn net richtig. D'Donnéerhebung baséiert sech op net fiabele Methoden. D'Donnéeë bestinn um Pabeier, sinn awer net digitaliséiert, sou dass dës nëmme schwéier oder mat vill Opwand traitéiert kënnen ginn, zum Beispill d'PAGE vun de Gemengen. D'Donnéeë ginn net regelméisseg aktualiséiert, zum Beispill Fräiflächen an den Industriezonen. D'Donnéeë bestinn net an der Echelle wou se gebraucht ginn, zum Beispill um Niveau vun de Lokalitéiten. D'Donnéeë befanne sech bei ville verschiddenen Institutiounen, Statec, Ministère, Gemengen, CEPS an esou weider. Eng effikass Planung ass erschwéiert duerch déi feelend Zentraliséierung a Koordinatioun.

Parallell dozou wuessen awer d'Ufuerderungen un d'Landesplanung andauernd. Eng modern Raumplanung sollt sech awer op Planungsprozesser a Konzepter konzentrierte kënnen an net op eng laangwierig Kollekt vun Donnéeën, déi oft méi laang dauert wéi déi eigentlech Planung selwer. Bei der Uwendung vu wëssenschaftleche Planungsmethoden ass et wichtig ze ënnersträichen, dass eng modern Raumplanung muss kënnen schnell, novollzéibar a wëssenschaftlech begrënt zur Problemléisung oder zur Erschafung vu konkrete Projekte bäidroen.

Eischt Erfahrungen, déi mer duerch de Projet IVL kritt hunn, loosse mech do éischter zu positive Konklusiounen kommen. Dës Aarbecht limitéiert sech net op d'Kollekt vun Donnéeën oder dem Mole vu reglementaresche Pläng wéi de PAGen, mä beinhalt eng ganz Palette vun wëssenschaftleche Methode wéi d'Bewäertung, d'Modelléierung, d'Simulatioun, d'Visualisatioun op verschiddenen Niveaue.

An all dese Beräicher geet de wëssenschaftleche Progrès ganz schnell viru. Speziell bei der Uwendung vun dem GIS, dat heescht dem geographeschen Informationssystem, wat e wesentlich Instrument ass fir d'Raumplanung méi effikass ze maachen. D'Entwécklung vu Raum ass e kontinuierlechen an dynamesche Prozess. Et muss een e regelméisseg beobachten an analyséieren. Dat heescht de Monitoring maachen, fir d'Landesplanungspolitik an all aner sektoriell Politiken, déi en Impakt op de Raum hunn, kënnen effikass ze orientéieren.

Schlussendlech brauch d'Ëmsetzung vun enger ëmmer méi komplexer Raumplanung och eng regelméisseg Sensibilisatioun vun den Acteuren op allen Niveaue, de Ministère, de Gemengen, dem Public, an ass ofhängeg vun engem kontinuierlechen Transfert vun Know-how tëschent den Institutiounen.

All dëst si Missiounen, déi en zukünftigen Observatoire du développement spatial, en Instrument net vun engem Ministère, mä wat soll si fir d'Regierung, d'Region an d'Gemengen.

An deem Sënn, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech lech elo merci soe fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Ech soen dem Här Innenminister Michel Wolter merci fir seng Interventioun. Als éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marco Schank age droen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou wunnen d'Lëtzeburgerinnen an d'Lëtzeburger an Zukunft?

- Wou schaffe se an Zukunft?

- Wou produzéieren eis Baueren an Zukunft eis Liewensmëttel?

- Wou verbränge mer eis Fräizäit hei am Land?

- Wou bleibt definitiv de Bësch stoen?

- Wéi eng Mobilitéit kënnen mer eis an der Zukunft leeschten?

Dat sinn nëmmen e puer Froen, e puer Froen déi eist Land scho méi laang beweegen an déi ganz sécher an Zukunft eis alleguerten nach wäerte beweegen, wäit iwwer eng kuerzlieg Debatt iwwert de 700.000 Awunner-Stat eraus. An et sinn och genee déi do Froen, wou mir als Politiker op nationalem, op regionalem, op Gemengenniveau eis an Zukunft musse moosse loosse, ob a wéi mir an Zukunft déi richtig Äntwerte fonnt hunn.

Här President, et ass genau dat do den Challenge am Kontext vun deem Instrument iwwert dat mer haut schwätzen, nämlech de Programme directeur, déi definitiv Versioun wéi se elo virläit. Am Ufank vu menger Interventioun wollt ech just an dräi Sätz erënneren, wat de Programme directeur eigentlech soll. Iwwerens kann een dat am Artikel 4 vun dem Landesplanungsgesetz vun 1999 nolliesen. Dat sinn effektiv dräi Zilsetzungen:

1. De Programme directeur stellt d'Synthèse vun de sektorielle Programmer vun den eenzelne Ministèren duer.

2. De Programme directeur arrétéiert déi grouss Orientatiounen an déi prioritär Objektiv vum der Regierung am Zesammenhang mat enger nohalteger Entwécklung. Dozou gehéiert d'Valoriséierung vun de Ressources humaines et naturelles an natierlech och d'Entwécklung vun den ekonomeschen Aktivitéiten.

3. De Programme directeur proposéiert eng Ennerdeelung vum Lëtzeburger Territoire an eng Rei vu Regionen, notament sechs, a leet eng Rei vun Entwécklungs- an Attraktiounspoler fest.

Am Artikel 5 vum Gesetz ass dann den Ofaf vun der Prozedur fir d'Zoustänekomme vum Programme directeur festgeluecht.

Ech ginn elo hei net weider op déi Zäit viru 1999 zrëck, wou ënnert dem fréiere Landesplanungsminister, dem Alex Bodry, e Referenzdokument erstallt gouf an e ganz breeden Diskussions- a Konsultationsprozess am November 1997 lancéiert ginn ass, mat engem éischte Forum un deen ech mech nach relativ gutt kann erënneren. E Joer méi spéit goufen am Ganze sechs regional Hearingen mat de Gemengen, mat de lokalen Acteuren organiséiert. Insgesamt waren et 420 Participanten, wat schon deemools de Bottom-up-Charakter vun där Virgoensweis an domat och vun deem Dokument, also dem Programme directeur, ënnerstrach huet.

Duerno koum déi zweet Etapp mat dem Asetze vun dräi Aarbechtsgruppen - et ass virdu scho gesot ginn - dem Développement urbain an dem Développement rural, engem Aarbechtsgrupp Transport a Kommunikatioun an drëtten engem Aarbechtsgrupp Émwelt an natierlech Ressourcen, duerno déi

bilateral Consultatiounen ënnert de Ministären an dann de Forum Nummer zwee.

An der drëtter Etapp gouf dann de Projet ausgeschafft an direkt nom Voté vum Gesetz am Mee 1999 ass e virgestallt ginn, an déi Versioun vum Mee 1999 ass pour avis souwuel un de Conseil interministériel wéi och un de Conseil supérieur vum Aménagement du territoire gaangen.

De Minister mat der Zoustännegkeet fir d'Landesplanung schreift a sengem Editorial vum deem neien Dokument, datt de Programme directeur dat wichtegst Instrument fir d'Raumplanung op nationalem Niveau duerstellt, eng gemeinsam Plattform fir d'Integréiere vun de Politiques sectorielles an déi regional Politik oder och an d'Gemegepolitik. D'Ambitioun vun den Auteurs vun deem Programm ass deen - et ass gesot ginn - e Referenzkader ze liwweren, dee global akzeptéiert ass fir en Ensemble vu Pläng a Projeten ze etabléieren, déi noutwendeg si fir eng nohalteg Entwécklung vum Lëtzebuerger Territoire.

Viséiert sinn hei virun allem d'Plans directeurs sectoriels, d'Plans directeurs régionaux an d'Plans d'occupation du sol, wéi se am Gesetz vum 1999 virgesi sinn, woubäi d'Opstelle vun dese Pläng an d'Responsabilitéit vum Stat an de Gemenge falen. Am Débat iwwert d'Neifestleung vun de Kompetenzen a Responsabilitéite vum Stat a vun de Gemenge wäerte mir grad op déi dote Problematik nach eng Kéier zréckkommen.

Här President, des Regierung huet sech no de leschte Wahlen effektiv fir d'Continuitéit am Dossier Landesplanung decidéiert, an duerfir ass de Projet vum Programme directeur och tel quel an d'Consultationsprozedur gaangen, wéi se am Artikel 5 vum Gesetz vum 1999 virgesinn ass.

Dat Wichtigst ass jo eigentlech, dass d'Auteurs vum Dokument deene villen Iddien an deene ville Recommandatioune Rechnung gedroen hunn, déi eben am Kader an am Laf vun dem Consultationsprozess formuléiert goufen, zumindest déi déi mat den Objektiv vum Gesetz a vun der Orientatioun vum Projet an Aklang waren.

Donieft sinn awer och eng Rei vu weideren Ännerunge par rapport zur initialer Versioun gemaach ginn. Dës - an dat ass och daitlech gesot gi bei der Presentatioun an der Chamberkommissioun - fir eben en aktualiséiert Dokument op den Dësch ze leeën, och am Kontext vun Debaten déi an der Vergaangenheet an deene leschten dräi, véier Joer gefouert goufen, net zulescht deen iwwert den Développement durable.

Här President, déi wichtegst Inhalter vun der definitiver Versioun vum Programme directeur fanne sech am Kapitel 3 erëm, dat vis-à-vis vun der Versioun vum 1999 ëmmerhi vun 8 Säiten op 28 Säiten eropgeet.

Ech wollt mech duerfir a menger Interventioun virun allem op d'Presentatioun vun enger Rei vu Prioritéite konzentréieren, d'Priorités d'action wéi se am Programme directeur genannt ginn. D'Definitiv vum dese Prioritéiten dréit der praktescher Experienz vu konkrete Projete Rechnung. Dat ass wichtig, besonnesch zënter der Publikatioun vun der éischter Versioun.

Esou geet Rieds vu fënnf groussen Domaines d'intervention, déi ech och nach eng Kéier ernimme wéi an op déi ech am Laf vu menger Interventioun och nach agoe wäert.

Éischtens, d'Verstärkung vun der Koordinatioun tëschent den eenzelne Ministären. Zweetens, e ganz wichtegt Kapitel, d'Ëmsetzung vun der regionaler Planung. Drëttens, d'Reorganisatioun vun der Struktur um Lëtzebuerger Territoire am Kontext vun der sougenanntener Dé-

concentration déconcentrée. Véiertens, d'Gemengentwécklung an d'Stadentwécklung, a fënnfens, d'Valoriséiere vun europäeschen a grenziwwerschreidenden Initiativen an deem Kontext.

Fänke mer vir un, also bei der Koordinatioun tëschent deenen eenzelne Ministären. Do wollt ech eigentlech just op een Instrument agoen, dat virdrun och scho vum Minister ernimmt gouf, dat ass dat integréiert Transport- a Landesplanungskonzept, den IVL. Ech mengen, dass grad dës Instrument e gutt Beispill ass fir integréiert a complémentaire ze kucke wéi Mobilitéit, Raumplanung an iwwerhaapt Landesentwécklung zesummenhänken.

Iwwert de Billet vum IVL gëtt envisagéiert e Modell fir Raumplanung ze definéieren, combinéiert mat engem Transportsystem, an dat am Zesammenhang mat de Besoiné vun den Terrainen, déi d'Lëtzebuerger Bevölkerung an Zukunft wäert hunn, an eben och mat enger Ökonomie a mat enger Bevölkerung, déi de Moment an d'Luucht geet. Dat selbstverständlech compte tenu vun de Contrainten, déi mer wéinst dem Schutz virun eiser Natur müssen zéien, awer och de Contrainté vun deem Mobilitéitszil, wat virdrun eng Kéier ernimmt gouf, vun engem Modal split vu 25%. De Minister huet eis iwwregens an der Kommissioun gesot, datt den IVL am Hierscht 2003 wäert presentéiert ginn.

Wat elo d'Ausschaffe vun de Plans sectoriels ugeet, do mécht de Programme directeur eng hierarchisch Ofstufung. Et gëtt vu Plans sectoriels primaires a Plans sectoriels secondaires geschwat. Ech wéi just kuerz ernimmen, dass, wat déi Plans sectoriels primaires ubelaangt, der dräi ernimmt sinn, virun allem dee vum Transport, dee vum Logement an dee vun der Préservation des grands ensembles payagers et forestiers.

Do kann ee vläicht soen, datt de Logement selbstverständlech mat Mobilitéit an Ëmwelt ganz vill ze dinn huet, awer och mat Landschaftsschutz a mat engem Réseau vu Zones „Natura 2000“. Do spillt dann och dat neit Naturschutzgesetz eran, wat de Moment beim Statsrot läit a wou mer deemächst gesi wäerten, wat mat eisen Amendementer geschitt.

Wat elo d'Plans sectoriels secondaires ubelaangt, esou sinn der jo schonn zwee realiséiert ginn - de Minister huet et virdu gesot. Den éischten ass dee vun de Lycéien, dee virun e puer Woche virgestallt gouf. Da gëtt et dee vun den Antenné fir Mobilfunk, dee leschte Méindeg presentéiert gouf, an et sinn och nach weider Plans sectoriels secondaires geplangt, nämlech dee vun den Établissements Seveso, dee vun de Bauschuttdeponien. Da kënnt nach de Plan d'occupation du sol vum Flughafen a senger Ëmgéigend derbäi. Ech erënneren drun, datt d'Regierung den zoustänneg Minister chargéiert hat fir dee Plan d'occupation du sol ze realiséieren, a wann ech richteg informéiert si wäert dee Plang an 1½ Mount och presentéiert ginn.

Ee Wuert nach zu dem Plan sectoriel „Décharges pour matières inertes“, wou et ëm net méi an net manner geet wéi déi gerecht Verdeelung vu Bauschuttdeponien iwwert dat ganz Land. Ech wéi nach eng Kéier soen, datt et an Zukunft net esou ka sinn, dass wann e Propriétaire an en Entrepreneur sech fannen a si hunn zoufälleg och nach eng Kaul, déi d'Natur opgedoen huet, datt dann do eng Deponie entsteet. An Zukunft brauche mer een no Kritäre festdefinéierte Réseau vu Bauschuttdeponien.

(Interruptions)

Den zweeten Niveau ass e ganz wichtegen, nämlech dee vun der Ëmsetzung vun der regionaler Planung. De Stat gesäit hei eng Politik

vun der Ënnerstützung fir d'Gemenge vir, e ganz wichtige Volet. Wat heescht dat? Fënnf Niveaue sinn hei virgesinn: 1. d'Initiatioun, 2. d'Begleitung vun de Gemengen, 3. d'Berodung, 4. d'Koordinatioun a last but not least, vläicht dee wichtigste Volet, 5. déi finanziell Ënnerstützung.

Fir d'Opstellung vun de Regionalpläng wier et illusoresch - de Minister huet et gesot - fir en Zäitplang wëllen opstellen. D'Gemenge mussen selwer wëssen a sech eens sinn an och verstane hunn, datt Handlungsbedarf op regionalem Niveau besteet.

De Stat kann awer, an dat gesäit de Programme directeur och vir, an enger éischter Etapp an och derno d'Gemengen encouragéieren an déi Richtung ze goen an zum Beispill eng Stärkte-Schwächen-Analys maache loosse. Dësen Exercice ass am Süde gemaach. Am Norden ass en amgaange gemaach ze ginn a wäert deemächst virgestallt ginn. Oder de Stat kann zum Beispill regional Konferenzen organiséieren oder hëllef bei einfache Saache Réunions anzeberuffen an esou weider an esou fort. Et ass hei, mengen ech, vu Virdeel, datt déi zwou Kompetenzen, d'Gemengen an d'Landesplanung, bei engem Minister leien.

Ech rappeléieren den Artikel 2, Punkt 3 vum 99er Gesetz: Et ass de Landesplanungsminister, deen déi verschidde Moyens d'aménagement koordinéiert fir déi regional Entwécklung. Dat sinn an éischter Linn Moosnamen am Zesammenhang mat den Aménagementspläng vun de Gemengen, dat ass wichtig, an den öffentlechen Investissementer a bestëmmte Beräicher.

An da kann een am Programme directeur nolies, datt eng deifgräifend Reflexioun muss gefouert gi wéi de Stat finanziell bei där Démarche do hëllef.

De Minister proposéiert am Kader vun der Kooperatioun tëschent Stat a Gemengen eng nei Formule, de Contrat de développement, eng Idi déi aus Frankräich kënnt. Domat géif dem Stat d'Méiglechkeet gebuede fir mat deene Gemengen e Contrat de développement ofzeschléissen, déi sech op eng interkommunal, also regional Zesummenaarbecht wëllen aloossen.

Dës Contrats de développement hätten den Avantage vun engem ganz flexibelen an de Regionnen ugepassten Instrument, esou eng Aart Dispositif, dat de regionale Partner, dat heescht deene regionale Gemengesyndikater et géif erlaben, fir hir ureege Politik ëmsetzen mat de Spezifitéiten aus der jeeweileger Region.

Des Weidere géif de Contrat de développement d'Autonomie communale revaloriséieren duerch eng nei Dimensioun, gewässeremoossen och duerch en Opdeele vun de Kompetenze vor Ort, um Terrain mam Stat am Kontext Raumplanung.

An dann ass de Contrat de développement awer och a mengen Aen een daitlechen Ausdrock vun Dezentraliséierung. Et ass de regionale Gemengesyndikater virbhalen d'Initiativ ze huele fir déi Aktiounen a Projeten, déi se wëllen, a fir déi de Stat, no Négociatiounen an Accord, dann och entsprechend finanziell Hëllef bereet stellt.

Der aktueller Logik no, datt all eenzelne Ministère seng spezifesch Kreditter allouéiert, kéint een eng Logik vu globaliséierte Kreditter entgéintsetzen, an dat fir all eenzel Region a Funktioun vun de Projeten an de Besoiné wéi se ufanks vun den Diskussiounen festgeluecht goufen, e bëssen esou wéi et bei

de LEADER-Programmer oder och den europäesche Strukturfonde geschitt.

Ech wéi nach ee Moment bei der Finanzéierung an Zukunft vun der Regionalpolitik bleiwen. Et gëtt zum Beispill de Modell Naturpark, wou de Stat prinzipiell 50% vum Fonctionnement finanziéiert, bis zu 80% vun de Paien, an och hëllef d'Projeten ze cofinanzéieren. Bei där ganzer Regionalentwécklung, dat ass wichtig, därerf een net vergiessen, datt et net nëmme em Hardware geet, also nëmme Sue fléisse wann ee gemeinsam als e puer Gemengen eng Schwemm baut, eng Sportshal oder een Transportsystem finanziéiert, et geet och em d'Software. Dat ass vläicht dat Wichtigst. Et geet em d'Regionalentwécklung. Déi brauch Leit, déi brauch haaptamtlech Fachleit, déi déi Entwécklung ëmsetzen, also regionale Management maachen, Projete plangen, Projeten ëmsetzen. Do brauch ee Suen. Do muss ee Paie bezuelen, an dat ass nun eemol eng héich an eng dauernd Dépense. Beispill Naturpark: Do kann ee soen datt een op 6.000 Awunner sechs haaptamtlech Mataarbechter huet. Also géif an der Regionalentwécklung ee regionale Manager oder eng regional Managerin pro 1.000 Awunner kommen.

Mir hunn och an der Intérieurskommissioun nach leschten Dëschdeg driwwer geschwat, ob ee Regionalentwécklung zum Beispill besser iwwer ee Regionalfond finanziéiert oder iwwert de Modell vun engem Contrat de développement. Et gëtt sécher nach aner Modelle. Ech mengen, datt déi zwou Formulé Vir- an Nodeeler hunn. De Contrat de développement ass ganz sécher méi flexibel wéi ee Fonds régional. Op där anerer Säit därerf keen Arbitraire entstoen, wann ee Contrat de développement spezifesch fir eng Region ausgehandelt gëtt. D'Regiounen insgesamt müssen all herno d'selwecht behandelt ginn, an dofir brauch een ee fir allemol festgeluechte Kritären, fir dofir ze sueren datt Transparenz a Gerechtheit gewährlescht ginn, wa staatelech finanziell Hëllef fléisst. Op jidde Fall ass et wichtig, datt eng gutt strukturéiert an transparent finanziell Hëllef do ass, wann ee se brauch, well, mengen ech, d'Finanzen e wichtige Rôle wäerte spille fir Gemengen a Regionnen ze incitéieren zesummen ze schaffen a Richtung vun deene sechs Syndicats régionaux am Kontext vun der Regionalpläng.

Här President, de Programme directeur gesäit ee Regruppement vun eise Gemengen a Regional-syndikater vir. Et si sechs Regionnen an och d'Kreatioun vu Centres de développement et d'attraction. Dat bréngt mat sech, datt d'Regierung sech Gedanke mécht iwwert déi zukünfteg Organisatioun vun hiren eegenen administrative Strukturen. Ech kommen nach dorobber zréck.

Wat um Terrain geschitt, do wéi ech net ze laang drop agoen. De Minister huet et gemaach, zum Deel. Vläch e puer kuerz Sätz zu de sechs Regionnen.

Am Süden ass d'Valoriséierung vun den Industriefrichen eng richteg grouss Erausforderung fir d'Raumplanung an deenen nächste Joren. Do ass ee Gemengesyndikat entstanden, de Pro-Sud. Si sinn amgaange Vertrieederinnen a Vertrieeder ze bestëmmen. Mäi Kolleeg de Fred Sunnen wäert spezifesch op deen do Eck vun eise Land nach agoen.

(Interruption)

Loosse mer soen, et ass een dichtbesiedelten Eck.

Ech komme bei de Centre-Sud. Et ass scho gesot ginn, datt d'Stad Lëtzebuerg mat den Nopeschgemenge bereet si sech ze engagéieren, fir zesummen ze schaffen. Hei ass eng Regionaletüd erstallt ginn. Et felt awer nach d'Analys vun de

Stärkten a Schwächte vun der Region.

Am Norde gëtt et de Moment eng Démarche, déi de Minister beschriwwen huet, mat 16 Gemengen. Hei ass am Kader vun dem Regionalplang Norden och eng nei Opdeelung vu Gemengen am Gespräch, well eng gewësse Bereitschaft ass vun enger Partie Gemenge fir ze fusionéieren. Ech ginn elo net weider drop an. Ech wéi just soen, datt net méi spéit wéi nächsten Dëschdeg do d'Stärkten-Schwächen-Analys wäert virgestallt ginn.

Dann hu mer de Centre-Nord mat der zukünftiger Nordstad, wou virun zwee bis dräi Joer eng Bewegung vun ennen entstanden ass mat der Denkfabrik Nordstad, virun allem mat dem Schwéierpunkt fir eng nei Mobilitéit an deem Raum. Deen neie LEADER-Grupp, deen deet sech nach e bësse schwéier, well do d'Gemengen net allegeren agesinn hunn, datt dat hinnen en Notze ka bréngen. Ech wéi awer op deser Plaz daitlech soen, aus eegener Erfahrung, aus Erfahrung vu menger Region, datt LEADER vill nei an innovativ Dynamik fräisetze kann, déi ee virdrun net fir méiglech gehalten hätt. Ech géif also heimat een Appel verbannen un all d'Gemengen aus der zukünftiger Nordstad an hinne recommandéieren déi Chance no der Viraarbecht um Terrain net laanscht goen ze loosse.

An der Region Weste gëtt et eng ganz intensiv Vergaangenheet a Realitéit a puncto Regionalentwécklung mat de Syndicats à vocations multiples, dem Réidener Kanton an dem Naturpark Oewersauer. An deem Eck gouf och deen éischte LEADER-Programm an de Programm Objectif 5B ëngesat. Hei sinn déi politesch Responsabel mengen ech eens, deemächst an hire Comitéen iwwer eng entsprechend Démarche am Kontext Regionalplang Westen ze schwätzen.

An dann hu mer nach den Osten, wou et eescht a konkret Schrëtt gëtt - hunn ech mer soe gelooss vum honorabele Kolleeg Jos Scheuer - a Richtung vun engem éischten Zesummeschluss fir een Naturpark Mëllerdall, e LEADER-Plus-Grupp...

(Interruptions)

M. Jos Scheuer (LSAP).- Lauschtert dem Här Schank no!

M. Marco Schank (CSV).- ...vu fënnf Gemengen, wou lechternach och eng Roll spillt. Et sinn éischt Schrëtt, déi sech dinn. Do freeë mer eis driwwer.

Ech wollt awer dann nach soen, datt am Kader vun den Débats iwwert d'Veerdeelung vun de Kompetenzen an de Responsabilitéite Stat-Gemenge sech d'Fro eben och vum Contrôle vum Gemengesector stellt an an deem Kontext eng Redefinitioun vum Ministère de l'Intérieur. Dat steet och am Programme directeur dran. Hei ass eben och eng Reflexioun déi interessant kéint sinn, fir deem aktuelle Commissariat de district eng nei Aufgab ze ginn. Si kéinten zum Beispill ënner anerem hëllef fir d'Aarbechten am Kontext Regionalentwécklung ze dynamiséieren.

Et ass och kloer, datt d'Gesetz Aménagement du territoire eréischt richtig zum Droë wäert kommen, wann déi sechs Regionalpläng, déi am Programme directeur virgesi sinn, ofgeschloss goufen. Dofir ass et esou wichtig datt de Prozess vun der Ausaarbechtung vun dese Pläng séier virugeet. Mir brauchen also eng personaliséiert Démarche fir all Region. Déi muss definéiert ginn. Mir brauchen eng Politik vun der staatelecher Ënnerstützung, déi konkretiséiert muss ginn, datt d'Gemengen, d'Regione wësse wou se dru sinn. Och d'Gemenge müssen encouragéiert ginn Entwécklungspläng opstellen en fonction vun de Prioritéiten, déi vun deem neie Gesetz iwwert den Aménagement communal defi-

néiert ginn. Hei mengen ech kéint d'Commissaires de district eng wichteg Roll spillen.

Här President, ech wollt dann nach ee Wuert soen zur sougenannter Déconcentration déconcentrée. Och heigesäit de Programme directeur ee spezifesch Instrument vir, nämlech dat vum dem System vun de Centres de développement et d'attraction, d'CDAen. Ech hu schonn iwwert d'Contrats de développement geschwat. Dëse Modell kéint och hei eng sénnvoll Uwendung fannen. Ech hu virdru gesot, d'Iddi kënnt aus Frankräich mat deene sougenannte Contrats de ville. Déi hunn a Frankräich hir Prouf bestanen.

De 7. Mee 2002 huet eise Premier am Kader vun der Erklärung iwwert d'Lag vun der Natioun an der Chamber verschidde Mesuren ugekënnegt, fir de Bevölkerungswuesstum de begleeden. Do proposéiert de Programme directeur d'Méiglechkeet, datt de Stat mat verschiddene Gemenge beispillsweis Wunnentwécklungspläng géif ofschréien. Dës Pläng sollen an Etappe realiséiert ginn an dann nach eng kéier den Imperative vun der Raumplanung Rechnung droen. Et misst natierlech an éischter Linn mat deene Gemengen ugefange ginn, déi d'Qualification hu vum Centre de développement et d'attraction.

Ech wollt an deem Kontext drop hiweisen, datt de Minister bei der Presentatioun vun der definitiver Versioun vum Programme directeur an der Kommissioun proposéiert huet eng Regionalisatioun vun der Gestiou vum den Aktivitéitszentren an d'Wee ze leeden.

Da wollt ech nach zum véierten Niveau kommen: d'Gemengenentwécklung an d'Stadentwécklung. Mir hate gëschter en Débat iwwert de Logement, wat en enorm wichtegt Thema ass am Kader vun der Raumplanung, och fir d'Leit dobaussen, déi op der Sich no enger bezuelbarer Wunneng oder no enger bezuelbare Bauterrain sinn. Hei mussen d'Gemengen déi noutwendeg Moyene kréie fir op hirem Terrain eng Politik vun der Nohalttegkeet an d'Realitéit émssetzen. Ee vun den Instrumenter ass d'37er Gesetz, wou Der wësst dass en neie Projet déposéiert gouf, deen de Moment beim Statsroif läit.

De Remembrement urbain ass jo schonn en Instrument aus deem ale 37er Gesetz an de Projet de loi proposéiert zwou Prozeduren an deem Kontext. Éischts kritt d'Gemeng d'Méiglechkeet bei enger Majoritéit vu Propriétaires, déi d'accord sinn, eng Minoritéit vu Propriétaires a leschter Instanz ze enteegnen, wann déi blockéiert. Zweetens gesäit de Remembrement légal d'Initiativrecht vun der Gemeng mat enger Minoritéit vu Propriétaires vir.

Et ginn nach eng Partie Instrumenter - ech ginn elo net weider drop an, datt ass gëschter detailléiert gemaach ginn - wéi zum Beispill d'Réserve foncières, en Instrument wat de Gemengen hëllef kann, datt d'Gemenge mat de Propriétaires Entwécklungskontrakter ofschréien. Des Weidere gëtt et awer och d'Virkaufsrecht, den Droit de préemption, dee gëschter hei am Detail diskutéiert gouf. En anert Thema ass d'Reforméiere vun der Grondsteuer, dat doudsécher am Débat iwwert d'Kompetenze Stat-Gemenge wäert erëm kommen. Am Zesummenhang mat deem neie 37er Gesetz wollt ech nach soen, datt hei Propositionen dra stinn, déi déi technesch Planung a Gestiou vum Aménagement communal wäerte verbesseren.

Ee Wuert zu den europäeschen a grenzschwärenden Initiativen. Ech wollt do just soen, datt Lëtzebuerg als klengt Land e groussen Effort muss leeschte fir un all deenen europäesche Programmer an Initiativen deelzuehellen. Ech muss awer och éinnersträchen, datt deen Effort e ganz wichtegen ass. Emol ofgesi vun deene

finanzielle Mëttelen, déi fléissen, ass et d'Wourecht, datt a verschiddene Regiounen hei zu Lëtzebuerg an der Vergaangenheet vill innovativ Projeten an Initiativen net realiséiert gi wieren, wa mer net bei deenen engen oder aneren europäesche Programmer matgemaach hätten, ob dat elo de LEADER, den INTERREG oder een anere war.

Här President, am Artikel 5 vum 99er Gesetz steet, dass de Programme directeur an all déi complémentaire Programmer regional a sektoriell kënne geännert a réviséiert ginn. Duerfir wollt ech nach kuerz e Punkt beliichten, an dat ass dee vum Monitoring. De Minister huet et gemaach. De Moment gesäit just de Programme directeur „lycées“, respektiv an engem klengen Mooss dee vun den Antennen, dee Monitoring vir. Et ass awer dru geduecht gi fir e stännege Suivi ze maache vun de Resultater, fir déi politesch Décideuren ze informéieren an dann éinner Emständ d'Mesuren och entspriechend unzepasen, wat, mengen ech, ganz wichteg ass. Dës Approche muss a mengen Aen zukünfteg fir all Plan directeur sectoriel gëllen.

De Programme directeur gesäit eng Evaluation a posteriori vir. Esou eng Evaluation kann nëmmen op Basis vu fiablen Donnéeën erfollegen, déi periodesch aktualiséiert ginn an engem wëssenschaftlechen Hannergrond entsprechen. Et brauch een also eng Banque de données - dat hu mer schonn esou dacks gesot. Am Dokument gëtt eng Aart Institut proposéiert, en Observatoire de développement spatial, dat esou Missiounen kéint iwwerhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wollt ech nach e Punkt aus dem Programme directeur ervirsträchen, dee mir ganz wichteg schéngt. Dat ass dee vun der Sensibilisierung am Zesummenhang mat der Landesplanung an och vun der Bedeelegung vun de Biergerinnen a Bierger an deemselwechte Kontext.

Dat alles ass natierlech méi séier gesot wéi gemaach, well mer et hei mat enger komplexer Matière ze dinn hunn. Et brauch ee sech nëmmen d'Dokument unzekucken. Ech wollt zwee Niveauen ervirhiewen. Deen éischten ass dee vun de politeschen Décideuren. Do ass et wichteg, datt een déi doten Décideuren op allen Niveauen, ob dat elo d'Gemenge sinn, ob dat d'Regioun ass oder ob dat national ass, gewëssermoosse bottom up aktiv bei der Émssetzung vun der Politik vun der Raumplanung abënnnt. Dat ass zum Beispill mat deene regionalen Hearingen deemools geschitt.

Dann awer eppes, wat net am Dokument steet, wat awer ganz wichteg ass: Et muss ee mat den Décideuren ëmmer erëm eraus goen an d'Ausland oder an déi Regiounen, déi grad top an deem engen oder anere Beräich an Europa sinn, well eigentlech sinn d'Rieder alleguerter erfonden, et muss ee just kucken wou se dréinen a wéi se dréinen a kucke wat een domat zu Lëtzebuerg maache kann.

Zweetens ass et och wichteg, datt een dem Grand public op eng einfach an digeste Manéier d'Zesummenhang vun der Landesplanung daitlech mécht, well een a Zukunft soss net op d'Matwierke vun de Biergerinnen a Bierger an dëser wichteger Matière ziele kann. Esou eng Sensibilisierung gëtt vun deem Moment u méi einfach, wou se an enger homogener Regioun mat enger eegener Identitéit ka geschéien, wéi beispillsweis an engem Klierwer Kanton, engem Réidener Kanton oder engem Naturpark Oewersauer, wou bei der Populatioun schonn esou en Zugehögkeetsgefäll entstanen ass an opkomm ass, dat iwwerhaapt d'Émsetze vun enger Raumplanungspolitik no an no méi einfach mécht.

Här President, de Programme directeur ass en Instrument vun der Regierung. Eng vernetzten ugelechte Landesplanung an eng effikass Mise en oeuvre brauch awer selbstverständlech Partner, an dat op allen Niveauen. Et ass wichteg, dass de Programme directeur zu all Moment d'Enwécklung vun ennen zouléist. Mir brauchen an deenen zukünftige Regiounen parallel zum Ausschaffe vun de Regionalpläng Iddiendëscher, wou net nëmmen déi politesch Décideuren beieneesetzen. De Programme directeur dierf d'Praxis um Terrain net vernoléisegen. Ähnlech wéi an der LEADER-Démarche mussen d'Forces vives vun der jee-weileger Regioun vun Ufank u mat agebonne ginn, zesumme mat der Bedeelegung vun de Leit, déi an där Regioun wunnen.

Mäi Credo ass, Här President, datt d'Landesplanung an d'regional Entwécklung ouni d'Abanne vun der Zivilgesellschaft am Endeffekt net wäert fonctionnéieren. Duerfir brauche mer de Modell vum Iddiendëscher oder den Zukunftsdëscher. Et ass mer egal wéi mer et nennen. Ech gleewen am Endeffekt un d'Wiesselspill vun dëser Politik. Mir brauchen déi zwee Mouvementer a mir brauche se parallel, vun ennen no uewen a vun uewen no ennen.

Merci.

■ Une voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Merci, Här Schank. Als nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Bodry un der Rei. Här Bodry, Dir hut d'Wuert.

■ M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, knapp véier Joer nodeem den éischte Projet iwwert de Programme directeur vun der Landesplanung virgestallt ginn ass, no Prozeduren, déi gutt dräi Joer gedauert hunn, ass et endlech esou wäit: D'Regierung presentéiert, esou wéi d'Gesetz vum 21. Mee 1999 iwwert d'Landesplanung dat virschreift, der Chamber den definitive Programme directeur vun der Landesplanung, deen, denken ech, nodeem déi Debatten hei statfonnt hunn, an enger nächster Regierungssitzung och wäert definitiv vun der Regierung dann arrétéiert ginn.

Ech wëll mech am Ufank vu mengen Ausféierunge mat zwou Froe beschäftegen: Wat ass eigentlech de Programme directeur a wat ass d'Roll, wat ass d'Missioun vun der Chamber? Wat ass de Stellenwert vun dëser Debatt bei der Ausaarbechtung vun dem Leitprogramm vun der Landesplanung?

De Programme directeur ass dat éischt Instrument fir d'Ausféierung vun der Landesplanungspolitik hei am Land. Esou steet et am Gesetz vum 1999, wat den heitege Minister als fortschrëttlech Gesetz bezeechent huet. Dat fret mech, well et och sengerzäit 1999, ech erënnere mech, net ëmmer einfach war an der Zielgeraden dat Gesetz do duerchzebréngen. Eng vun deene méi kritesche Stëmmen war déi vum deemolegen Innenminister, deen elo als Landesplanungsminister hei eng besser Asiicht huet a sécherlech d'Richtigkeet vun deem Gesetz erkennt.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur.* - ... Dat muss ee fairerweis dobäi soen, mä och d'Einsicht, Här Bodry, ass jo eppes wat ee ka kréien.

■ M. Alex Bodry (LSAP). - Et fret mech dat ze héieren, Här Minister. Op jidde Fall wëllt ech do keng Nachhutgefechter féieren. De Fait ass, dass mer dat Gesetz hei kuerz virum Enn vun der leschter Legislaturperiode an der Chamber

gestëmmt hunn, an dass et u sech wierklech e Gesetz ass wat der Regierung, der Exécutive - loossemer et esou soen - eng ganz Rétsch vun Handhabe gëtt fir konkret Politik duerchzeféieren.

Wat ee konnt feststellen ass, dass parallel zu där laangwiereger Prozedur vum definitive Programme directeur scho lénks a riets ugefange ginn ass an der sektorieller Planung, sief et an der Regioun Süden oder sief et an eneezelne Secteure vun den Aktivitéite wéi de Lycées zum Beispill, esou dass mer e bëssen an där cocasser Situation sinn, dass mer eigentlech nach keen definitive Programme directeur haten an awer scho Projekte vu Plans directeurs sectoriels der Chamber hei virgeluecht si ginn.

Ech si frou, dass mer et elo héchstwahrscheinlech in extremis awer nach fäerdeg bréngen déi richtig Hierarchie an déi richtig Reiefolleg an déi Planungsintensitéit do eran ze kréien, an dass mer fir d'éischt emol de Programme directeur, wat dat allëmgraifend Dokument ass a wat d'Oriëntéierung an d'Richtlinie festleest, festleeën, an doropshin a Konkordanz zu deem Programme directeur wa méiglech, well soss läit eppes schief, eis sektoriell an eis regional Plans directeurs kréien.

Wichtig ass och festzehalen, dass dee Programme directeur haapt-sächlech en Orientéierungscharakter huet, net esou séier fir d'Privatpersounen, mä d'Gesetz seet ganz kloer et orientéiert d'Démarchen an d'Décisiounen vun der Regierung a vun de Gemengen, vun den nationalen a vun de lokalen Autoritéiten. Dat heescht also am Kloertext, dass Verwaltungen, dass politesch Autoritéite lokal an national keng Décisioun an Zukunft, wann dee Programme directeur publizéiert ass, wäerte kënnen huelen, déi an engem offene Widdersproch stinn zu deem Programme directeur. Et sief da si kënnen dat speziell motivéieren. Dat ass meng Interpretatioun vun deem Text. D'Gerichter wäerte wahrscheinlech fir eng zergutten Interpretatioun suergen.

Wann de Stat oder d'Gemengen dat net maachen, sech also iwwert de Programme directeur ewech setzen a contraire Décisiounen huelen, si se zumindest bei hiren Décisiounen dem Risiko vun enger Sanctioun duerch d'Verwaltungsgerichter ausgesetzt. Et ass also schonn e ganz essentiellen Akt deen hei preparéiert gëtt an deem d'Regierung dann deemnächst wäert huelen.

Kärpunkt vun deem Programme directeur, an dat ass ausdrücklech am Gesetz festgehalen an do gëtt e sécherlech och méi contraignant wéi an anere Beräicher, ass d'Andeelung vum Territorium a verschiddene Aménagementsregiounen. Et sinn der sechs un der Zuel. Ech hu festgestallt, dass souwuel wat d'Zuel wéi och wat d'Configuratioun vun deene verschiddene Regiounen ugeet näscht geännert huet par rapport zu der Virlag vum Mee 1999.

Dozou gehéiert och erëm eng kéier no den Termé vum Gesetz d'Festleegung vun de sougenannten Enwécklungszentren, de Centres de développement et d'attraction, wéi de Programme directeur se nennt, wou mer tëschent eenzelne Stufen differenzéieren: en nationalen Zentrum Stad Lëtzebuerg, mir hunn zwee mëttelnational Zentren, de Beräich Ettelbréck/Dikrech an Esch-Uelzech, a schliesslech zwielef regional Zentren. Ee méi wéi am urspringleche Projet.

Ech hu festgestallt, dass Jonglënster mat bäikomm ass. Et ginn eng Rétsch vun Argumenter fir dat esou ze maachen. Ech hoffen, dass dat net mat der Décisioun zesummenhängt fir e Lycée zu Jonglënster ze maachen, dass retroaktiv de Programme directeur doropshin ugepasst ginn ass. Et fällt mir just op, dass an enger vun deene Planungssektiounen, där vum Osten,

déi dem Här Scheuer um Häerz läit, ëmmerhin déi gréissten Zuel vu regionalen Enwécklungszentren ass mat elo véier, dräi plus eng mat Jonglënster.

Et ass also op deem dote Punkt, wou de Programme directeur eng richtungsweisend Fonctioun kritt an all d'Décisiounen, déi an der Zukunft wäerte geholl gi wat d'Implantatioun vun nationale Strukturen ugeet oder wat d'Regionalisatioun ugeet, mussen sech a mengen Aen, wa bis dee Programme directeur am Memorial publizéiert ass, no deenen Zentren do richten, soss ass keng Kohärenz méi an der Landesplanung méiglech.

Doduerjer kommen eng Rétsch vun Aufgaben op d'Gemengen zou. Déi éischt Aufgab ass natierlech, dass d'Gemenge selwer hir regional Zesummenaarbecht, hir Kooperation iwwert d'Grenzen eraus intensivéieren. Dat ass net ëmmer einfach. Déi Zesummenaarbecht ass bis elo meeschtens punktuell gebonne gewiescht. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg, mat der Ausnahm vun den Naturparken, an do hu mer jo och nëmmen een, dee momentan fonctionnéiert, eigentlech wéineg Erfahrung mat enger interkommunaler Zesummenaarbecht, déi op verschidde Gebitter ausgehnt a systematesch wär. Do ass nach e groussen Effort ze maachen, well dat eigentlech en Haaptakzent vun dem Programme directeur ass.

Selbstverständlech geet och eng Aufgab un de Stat an un d'Regierung fir selwer dofir ze suergen, dass hir Décisiounen am Aklang bleiwe mat deem Programme directeur. Ech si mer net sécher, ob dat an deene leschte Joren ëmmer de Fall war. Si musse virun allem elo dofir suergen, dass an deenen eenzelne sektorielle Pläng oder regionale Pläng och wierklech déi Konkordanz zum Programme directeur gewährleistet gëtt, besonnesch wat d'Andeelung vun deenen eenzelne Regiounen ugeet. Ech muss soen do hunn ech geméische Gefüller, wann ech den éischte Projet vun engem Plan sectoriel „lycées“ kucken, wou awer schonn e bësse gefréckelt gëtt un de Grenze vun den eenzelne Regiounen, esou wéi de Programme directeur se virgesäit. Dat alles léist op nach munch Kompromisser schrëissen. Ech froe mech, ob dat gutt ass.

Operationell gëtt de Programme directeur, wann hie sech elo beschränkt op d'Instrumenter vun der Landesplanung duerch regional Leitpläng an duerch sektoriell Leitpläng, mä natierlech sinn dat net déi eenzeg Instrumenter, déi d'Émsetzung vun deem Programme directeur ausmaachen. D'Émsetzung muss och geschéien duerch Gesetze, duerch Règlementen, duerch Hëlfehen, duerch Sanctiounen, déi op nationalem Plang an op lokalem Plang virgesi gi fir déi eenzel Punkte vun den Orientéierungen a vun den Zilsetzung vum deem Programme directeur émszusetzen.

Eng definitiv Bëuerteelung - ech mengen do si mer eis och alleguertere eens - vun deem heite Programme directeur, vu sengem Wäert, deen en huet, geschitt net direkt elo, kann net direkt elo geschéien, mä geschitt eréischt an e puer Joer, wa mer gesi wéi wierklech déi Iddien do gegräff hunn a wéi wäit am Grad an an der Qualität vun der Émsetzung vun deene Grondorientéierungen mer schlussendlech hei virukomm sinn op staatlech Plang an op Gemeengeplang.

Déi also echt Epreuve de vérité fir de Programme directeur steet eréischt bevir tëschent deenen - där ginn et der - déi mengen dat hei wier eng Usammlung vu gutt gemengten Absichten, éischer theoreteschen Iwwerleeungen, déi awer mat der harwer Realität un Terrain relativ wéineg ze dinn hätten, an deenen déi sech duerfir

asetzen - an ech hoffen, dass déi Zuel ëmmer méi grouss gëtt -, dass esou e Programme directeur eng Orientéierungsrumm duerstellt fir dat politesch Handeleng hei zu Lëtzebuerg, eng Referenz an en Entschëedungskriterium beim Stat a bei de Gemengen.

Ech wëll besonnesch meng Satisfactioun doriwier ausdrécken, och am Numm vum menger Fraktioun, dass mat deem heite Programme directeur definitiv den eigentleche Planungsgedanken erëm schéngt op e méi breede politesche Konsens ze falen. Et sinn Zäite ginn, a si sinn net allze laang hier, Enn den 80er. Ufanks den 90er Joren, wou eng ganz breet Stréimung an der öffentlecher Meenung an och Eenzelner hei am Parlament an de politesche Parteien do ware fir ze soen: „Planung, dat ass Vergaangeheer! Wat elo gëllt, dat ass de fréiere Wëlle vun deenen Dichtegen. Dat ass de Maart, deen alles regelt, a wat gutt fir de Maart ass, dat ass och gutt fir de Rescht vum Land, also och fir d’Landesplanung.“

Als Sozialiste si mer fir eng sozial an ökologesche Maartwirtschaft. Mir sinn awer géint eng Maartgesellschaft, wou alles dorobber géif orientéiert ginn. Mir sinn also der Meenung, dass de Stat an och d’Gemengen an hirem Kompetenzberäich, fir den allgemengen Interêt héich ze halen, mussen kënne reguléierend agräifen, an dat an engem demokratieschen, an engem partizipativen an an engem transparenten Entschëedungsprozess.

Dat sinn eigentlech och d’Iddien, déi mer probéiert hunn an dat Landesplanungsgesetz vun 1999 eran ze kréien. Nëmme esou ka garantéiert bleiwen, dass e gewëssen Equilibre bestoe bleift, oder dass en do, wou e gestéiert ass, erëm hiergestallt gëtt tëschent der sozialer Kohärenz, der wirtschaftlecher Effizienz an dem schounenden Emgang mat der Natur a mat der Umwelt.

Dëst Dokument ass en Dokument vun der Exécutiv. Och dat geet kloer aus dem Gesetz vun 1999 ervir. Et dréit also haaptsächlech de Stempel an och d’Responsabilitéit vun der Regierung, déi et definitiv och arrétéiert. D’Gesetz gesäit vir eng Presentatioun an der Chamber, keng Ofstëmmung an der Chamber iwwert dee Programme directeur. Ech mengen dorobber sollte mer eis och hei beschränken.

Mer sollten net aus dëser Debatt eng Ofstëmmung maache jo oder neen zu deem heite Programme directeur, well et an deem Programme directeur villes gëtt wat e kann deelen, et awer ëmmer eenzel Punkte gëtt wou ee vläicht kann enger anerer Meenung sinn, a wou mir och an eenzelne Punkten als Partei enger anerer Meenung sinn, och wa mer d’Grondorientéierung richtig fannen. Wéi kéint et och anescht sinn, well se nach ëmmer an deene ganz wesentleche Punkten déi ass, déi schon ënnert der viregter Regierung festgehale gi war. Mer mengen awer, dass mer duerch d’Gesetz d’Suggestiounen, déi Kritikken, déi mer hei maachen, och nach kënne en inhaltlechen Apport zu deem Programme directeur bréngen, deen dann d’Regierung schlussendlech zrëckbehält oder net esou direkt zrëckbehält.

Wat ech e bëssche bedauern, dat ass d’Preparatioun vun dëser Debatt, wou ee kënnt soen dass d’Schuld un där bësse mangelhafter Preparatioun gedeelt ass. Hei ass een Débat de consultation gefrot gi vun der Regierung. D’Chamber huet d’Debatt net preparéiert. Ausser enger Presentatioun virun zéng Deeg vum Minister vun där iwwerschaffter Versioun vum Programme directeur ass net am Detail vun der Chamber eng Preparatioun gemaach ginn op déi heite Debatt. Mir haten och net virleie vu Säite vun der Regierung d’Avis vun de Gemengen, d’Avis

vum Conseil supérieur vum Aménagement du territoire, respektiv Apporten déi eenzel Ministèren zënter 1999 bruecht hunn an déi zu deem definitiven Text gefouert hunn. Mir kënnen also décemment net kontrolléieren, ob deem Rechnung gedroe ginn ass vun der Regierung, wat am Kader vun der Consultatiounsprozedur vun eenzelne Leit erabruecht ginn ass. Mer müssen Akt dovunner huelen. Dat hätt ee sech kënnen anescht virstellen.

Ech muss och soen, dass ee muss konfrontéieren déi gutt dräi Joer, wou elo den éischte Programme directeur an de Prozedure war an déi zéng Deeg, wou mer als Deputéierten eigentlech Zäit hate fir deen iwwerschaffte Programme directeur ze kucken an eis eng definitiv Meenung dozou ze maachen. Dat schéngt mer awer eng bësse grouss Distanz se sinn an den Délaien, déi déi eng an dann déi aner haten. Et wär, mengen ech, besser gewiescht, nodeem et elo iwwer dräi Joer an der Prozedur war, dass déi lescht parlamentaresch Phas sech net vläicht op zéng Deeg beschränkt hätt. Dat hätt méi en Impact gehat op eis Aarbecht, op déi Influenz déi mir als Chamber hei kënten huelen.

Wat och opfällt bei der Lecture vum deem iwwerschaffte Projet, dat ass dass en awer nach ëmmer markéiert ass duerch d’Erkenntnisser vun den 90er Joren, an dass eigentlech esou just par la bande Elementer dran integréiert gi sinn, déi sech dann awer net onbedéngt duerch de ganze Programm duerchzéien, notament deen Émschwong an der Konjunktur, deen mer zënter 2001 kennen, deen awer en direkten Impact wäert hunn op verschide Gronddonnéeën déi d’Landesplanung betreffen a wou ech zu deene gehéieren, dat mag net jiddferen deelen, déi der Meenung sinn, dass mëttelfristeg wahrscheinlech déi méi onbequem Situatioun, wéi mer se elo kennen, wat d’wirtschaftlech Entwécklung ugeet, mat de Répercussiveneen op d’Entwécklung vun der aktiver Bevëlkerung, mat der Entwécklung vun der Zuel vun de Chômeuren, mat der Entwécklung vu deene Leit, déi hei op Lëtzebuerg wunne kommen, dass déi wahrscheinlech och nach mëttelfristeg wäert unhalen, dass dat net mer eriwir ass, och wa sollt den Irakkrich ganz kuerz daueren, wat d’Hoffnung vu ville Wirtschaftskreiser ass.

Dat gëtt erwähnt zwar, mä et gëtt par la bande als Zousatz praktesch mat erabruecht, an et misst een eigentlech eng Relecture maache vun deem ganze Programme directeur opgrond vu deene verännerten Daten, wéi se sech elo zënter zwee Joer weisen a wou ee kann dovunner ausgeen, dass se nach zumindest während enger selwechter Zäitperiod wäerte bestoe bleiwen.

Wat ech muss beanstanden, dat ass dass bei der Prozedur vum éischte Projet bis haut sech un de Minimum vum Gesetz gehale ginn ass, dass eigentlech do net probéiert ginn ass dee Gedanken, deen mer am Virfeld haten, fir iwwer Forummen, fir iwwer Aarbechtsgruppen déi Verschaffung vun den Avis bis op dat Lescht duerchzedenken. Hei ass eigentlech méi eng klasesch Approche geholl ginn zënter 1999, wou eigentlech d’Gemengen, de Conseil supérieur, Avisen eraginn, de Ministère verschafft se, vläicht a Concertatioun mat anere Ministèren, mä wou eigentlech keen Dialog awer stattfënn, keen Austausch vun Iddien mat de Gemengen, mat deenen déi eigentlech gefrot si ginn am Kader vun der Prozedur. Dat heescht, dat wat am Ufank war virun 1999, an der éischter Phas, wat zum éischte Projet gefouert huet, ass net méi weidergefouert gi bis an deene leschten dräi Joer. Do ass méi eng klasesch, eng statesch Roll vun dem Ministère iwwerholl ginn an dat, fannen ech, ass eigentlech net gutt

a ka spéiderhin zu Schwieregkeete féieren.

M. Michel Wolter, Ministère de l’Intérieur. - De Programme directeur définiert net d’Émsetzung mä definéiert d’Ziler, an déi Ziler, déi sinn haut praktesch identesch mat deenen déi 1999 an d’Prozedur gaange sinn. A fir eis just ze gesinn an ze diskutéieren a Forummen ze organiséieren. Mir hunn e Forum organiséiert fir d’Gemenge beim IVL, fir se anzubauen. Mir hu gesi wéi vill der do waren a wéi vill der net do waren. Just fir eppes ze diskutéieren, eppes op den Ordre du jour ze bréngen. Ech hunn op der Generalversammlung vum SYVICOL praktesch all Joer iwwert déi dote Sujete geschwat. Mir sinn an der Situatioun haut, dass mer datselwecht Dokument hu wéi dat wat an d’Prozedur eragaangen ass, mat Ausnahm vum drëtte Kapitel.

D’politesch Parteien hunn d’ailleurs dëse Programm säit véier Joer, an dofir ass et a mengen Aen och falsch ze soen, d’Chamber hätt nëmme zéng Deeg Prozedur gehat. All Deputéierten hat véier Joer Zäit an itérative Geleeeheiten, an Diskussiounen seng Iddien dozou ze soen. Ech hu festgestallt an deene leschte véier Joer, dass sech mat deenen Objektiv, déi déi viregt Regierung ausgeschafft huet, all Mënsch, an der Theorie op d’mannst, eemol d’accord erkläert huet. Dat huet mech och entbonne fir eppes anescht wéi dat, wat am Projet de loi stong, deen Dir selwer abruucht hutt, dann an der Prozedur virzegesinn.

M. Alex Bodry (LSAP). - Ech kann déi doten Appréciatioun net deelen, well de Problem ass, dass doduerch deen direkte Kontakt net méi stattfonnt huet während véier Joer, iwwert de Programme directeur mat kengem vu den Acteure méi diskutéiert ginn ass. Während véier Joer besteet e Projet Programme directeur. Dir insistéiert selwer op d’Kommunikatiounsstrategie. Ech muss soen, déi Haltung déi d’Regierung ageholl huet, wat déi Mise au point vun der definitiver Versioun vum Programme directeur ugeet, ass am Widdergesprach zu deenen eegenen Ambitiounen déi se sech gëtt, wou se seet, mer mussen sensibiliséieren a kommunizéieren, dass de Programme directeur net lettre morte bleift, mä dann däreft een, Här Minister, net während véier Joer guer keen direkte Kontakt méi hu mat den Acteuren, déi et herno müssen émsetzen iwwert dee Programme directeur.

(Interruption)

Ech kennen den ale Programme directeur, mä ech wollt wierklech wëssen: Wat ass d’Meenung vu dëser Regierung iwwert de Programme directeur? Well déi aktualiséiert Versioun, déi kennen ech eréischt zënter zéng Deeg. Net éischer. Déi ass och ni éischer doruechter circuléiert. Déi besteet eréischt zënter zéng Deeg, esou dass ech bei menge Bemierkungen a menge Critique bleiwen. Grad wann een e Kapitel baisesetzt iwwert d’Kommunikatioun, iwwert d’Sensibiliséierung, da kann een net véier Joer versträiche loosse, wou een eigentlech net profitéiert vun deene Prozeduren déi lafen, fir dat méi staark hei mat anzubannen.

Dat war am Gesetz net virgesinn, esou wéi och virun déi Forummen am Gesetz net dra stinn. Si sinn awer sengerzäit gemaach gi fir einfach emol de Bols ze fillen an ze kucke wat d’Meenung vu den Acteuren ass. Och deemools selbstverständlech war nëmme e Brochdeel vun de Gemenge representéiert an och nëmme e Brochdeel vun der sougenannter Zivilgesellschaft, mä et war awer der Méi

wäert fir den Effort ze maachen. Ech erlaube mer also hei ze soen, dass et gutt gewiescht wär, wann een deen Effort och während deenen dräi, véier Joer, déi elo vergaange sinn, weidergefouert hätt. Dat géif et méi einfach maachen, dat Produkt, wat aus där Prozedur erauskënn, un d’Leit ze bréngen. Do ass a mengen Aen nach awer e gewëssene Feeler ënnert.

Ech wëll och inhaltlech e puer Bemierkungen zu deem heiten Text maachen. Den Här Fayot wäert nach op weider Aspekter agoen.

Ech sinn natierlech ze friden, dass u sech déi substanzieel Virarbecht, déi sech iwwer x Joren higezunn huet, vu virun 1999, am Fong berücksichtig ginn ass an dass also déi grundleeënd Orientéierung bälbehalt gi sinn an deem Text, dee mer elo zënter zéng Deeg kennen.

Dat bestätegt also, dass mer richtig louche mat där Analys, déi sengerzäit gemaach ginn ass am Landesplanungsministère. D’Regierung huet, an dat fannen ech och richtig, profitéiert vun där Zäitspann, déi elo bleift, net fir fundamental nei Iddien eranzehuelen, mä einfach fir eng Aktualiséierung ze maachen opgrond vun där politescher Diskussioun, déi gelaf ass an deene leschte Joren, wou sech erausgestallt huet dass an eenzelen Domänen, wou vläicht d’Ressortministère sengerzäit nach net der Iwwerzeugung waren, dass ee misst iwwert d’Instrumenter vun der Landesplanung aktiv ginn, festgestallt hunn, dass se eigentlech nëmme kënne nach iwwert d’Instrumenter vun der Landesplanung aktiv ginn, wa se wëlle virukommen.

An engem Punkt awer huet dës Regierung e Broch gemaach an engem Secteurberäich, par rapport zu deem wat am ursprüngeleche Projet steet. Dat huet den Innenminister och de Gemengen am Fréijoer 2000 matgedeelt, wéi e se em en Avis gefrot huet zu deem Projet de programme directeur. Dat ass wat de BTB-Projet ubelaangt. De BTB-Projet war ausdrécklech festgehale an der éischer Versioun vum Programme directeur. De Minister Wolter huet opgrond vun de Koalitionsverhandlungen a vum Regierungsprogramm de Gemenge geschriwwen, si sollten en Avis ginn iwwert de Projet de programme directeur vun 1999 vun der viregter Regierung, deem dës Regierung sech géif uschlëssen, mat enger Ausnahm. Dat war de BTB-Projet, dee wär gestrach aus deem heite Projet.

Ech muss dat natierlech bedauren, well dat net motivéiert ass. Et seet een einfach, dee Projet ass gestrach. Ech mengen, wat wichtig gewiescht wier, dat ass dass ee motivéiert firwat dee Projet gestrach ginn ass. Wat ass op eemol schlecht an deem Projet, deen nach virun e puer Méint gutt war? An och haut hunn ech eigentlech an deene leschte Joren déi fundamental Motivatioun nach ëmmer net kritt, firwat dass dann de BTB-Projet, wéi en ënnert der viregter Regierung ausgeschafft ginn ass, esou schlecht war, dass en huet misste verstoppt ginn, an engem Kartong placéiert ginn an elo no an no an natierlech stéckerchesweis erëm eng Kéier erausgouze gëtt am Laf vun de leschte Joren.

Mir sinn der Meenung dass e gestrach ginn ass, ouni dass e gläichwäerteg duerch eppes anescht ersat gi wär, och an dësem Programme directeur „Mobilité.lu“. Dat ass dat wat hei erakomm ass an dat ass fir eis net de vollwärtigen Ersatz zu deem ale BTB-Projet.

Ech hunn och festgestallt, dass vun där geplangter Lescht vun de Plans sectoriels e puer zousätzlecher derbäi komm sinn. Et gëtt ewell en Ennerscheed tëschent primären a secondairé Plans sectoriels. Dat huet awer juristesche keng Répercussiveneen. Et ass méi fir eng logesche Opdeelung vun deem Ganzen ze maachen, an och do gesäit een dass dat eigentlech net

aus grouse prinzipiellen Iwwerleeungen ass, firwat op eemol nei Pläng do erakomm sinn, mä well einfach d’Praxis gewisen huet, dass sech Problemer stellen an dass, wann een den Instrumentarium kuckt hei zu Lëtzebuerg fir déi Problemer ze léisen, da praktesch just d’Instrumenter vun der Landesplanung bleiwe fir dat ze maachen.

Dat gëllt fir d’Seveso-Etablissementer, wou a puncto Bartreng et zu enger Ausléisung komm ass, wéi festgestallt ginn ass, dass an de Bebauungspläng vun de Gemengen déi Schutzzone guer net mat integréiert waren. Also gëtt d’Landesplanung beméit erëm anzugräifen, an datselwecht gëllt och fir d’Bauschuttdeponien, wou den Umweltministère net méi weess wéi e soll widerkommen, an da gëtt gesot, mer maachen elo e Plan sectoriel iwwer Bauschuttdeponien, obwuel nach am Ufank vun dëser Mandatsperiod just de Contraire vun deem selwechten deklaréiert ginn ass.

Ech kënn dann also zesumme faassen, dat ass fir mech keng nei Erkenntnis, mä eng al Erkenntnis, déi nëmme bestätegt gëtt, dass, all Kéiers wann déi eigentlech politesch kompetent Ministèren um Enn sinn a mat engem Problem net fäerdeg ginn, da ruffe se no der Landesplanung. D’Landesplanung als Pompjeeën, dat ass e Bild dat ech kennen aus der Vergaangeheer. Ech hätt mer gewünscht, dass sech do eppes fundamental geännert hätt, mä et ass e laangwierege Prozess an ech hoffen, dass mer endlech aus deem Cliché do och eng Kéier hei zu Lëtzebuerg wäerten erauskommen.

Nei an där méi artikuléierter Form an deem definitive Plang ass den IVL-Projet, wat zwar keng ganz nei Iddi ass. Déi ass och schon ënnert der viregter Regierungsperiod bei eis am Haus studéiert ginn, wou et Vir-Virstudie ginn zu deem Ganzen an déi elo prezisiéiert ginn ass, déi och am Regierungsprogramm vun 1999 schon drasteet, wou ech mer gewünscht hätt, dass vläicht dës Regierung ugefaangen hätt ganz am Ufank déi IVL-Etüden an Opdrag ze ginn, anstatt eng Rei vu Virdécessiounen am Stroosseebauberäich schon ze huelen an dann doropshin eng IVL-Studie ze grefféieren. Dat wär méi logesche gewiescht an hätt eis eng Rei vu Schwieregkeeten, menger Ansicht no, erspuert, mais il n’est jamais trop tard pour bien faire.

M. Michel Wolter, Ministère de l’Intérieur. - Et ass ëmmer eng Strooss déi virun nach geplangt ginn ass. A wa mer nach dräi Joer gewaart hätte mam IVL, da wären nach e puer Stroossen entre-temps nees geplangt ginn. Dir fänkt ëmmer un iergendwann eng Kéier en aneren Usatz ze maachen, Här Bodry.

M. Alex Bodry (LSAP). - Et muss ee just kucken, dass nach eng Logik an deem Ganzen besteet, an net dass mer d’Konzept herno opbauen op Stroossen, déi scho geplangt si ginn a wou mer eigentlech der Meenung sinn datt se esou net hätten däreft geplangt ginn. Dat si Konzessiounen, déi ganz schwéier sinn.

Ech mengen, de positive Punkt vun der Landesplanung insgesamt, och wann et e ganz schwierigen a schwéieren ass, ass deen vun den Naturparken, wou een allerdéings muss bemierken, dass niwient dem Öwersauerpark den Naturpark Ourdall lues virueet an de Prozeduren, an ech sinn och frou ze héieren, dass et och elo bougéiert am Eck Mëllerdall-lechternach an dass do nei Initiative kommen, fir op deem Plang virunzuekommen. Dat ass, mengen ech, eng gutt Erfahrung déi sech gewisen huet a wou d’Gesetz vun 1993 iwwert d’Naturparke sech erausgestallt huet als e flott Instrument fir d’Landesplanung am ländleche Raum virun ze dreiwien.

Wou ech net zefridde sinn, mä och do wëll ech keng eesäiteg Scholdzouweisung maachen, dat ass d'regional Zesummenaarbecht. Dat ass fir mech och keng nei Erkenntnis. Sengerzäit, wéi et am Süde lassgaangen ass, war dat och keng Initiativ vun de Südgemengen, dat war eng Initiativ vum Ministère. Mir hu selwer probéiert d'Gemengen zesammenzebréngen, d'Buergermeeschteren zesammenzebréngen, fir se ze insistieren do zesummenzeschaffen. Dat ass elo ee Beraich, mä et gesäit een, och an deenen anere Beraicher vum Land geet et eigentlech net anescht an dofir mengen ech, dass een do awer vläicht muss ofwäichen. Ech hat viru kuerzem eng Question parlementaire un de Minister gestalt, fir ze froen: Wéi ass et mat de Regionalpläng? De Minister huet mer geäntwert, dat ass eng Affär vun de Gemengen. Do stelle sech fir mech awer eng Rei vu Froen.

Menger Ansicht no mussen déi zwee domat unzéien. A wann d'Gemengen et net maachen, da muss eben de Stat aktiv ginn. Ech weess, dass dee Ministère beileiwe genuch Aarbecht huet, mä ech mengen awer dass et ganz wichtig ass, dass een do elo net eng Scholdzouweisung mécht, deem engen oder deem aneren. Mir brauchen déi regional Zesummenaarbecht, an do wou se vun énnen erop net spontan entsteet, do mussen Incitatioone geschafeg i vum Stat, fir dass dat kann anescht passéieren.

Ech wëll meng Interventioun kleren, well ech schonn iwwer eng hallef Stonn hei amgaang sinn ze schwätzen, obwuel de Minister mech während zwou Minuten ënnerbrach huet, wou ech hoffen dass déi mat berücksichtigte ginn.

De Monitoring ass en neie Punkt, dee bäikommt ass, wat ech gutt fannen, mä wou sech fir mech dann awer direkt eng fundamental Fro stellt a wou des definitiv Versioun, wéi och, dat gestinn ech zou, déi éischt Versioun eigentlech keng Antwort drop gëtt. Dat ass d'Zesummespill tëschent der nohalteger Entwécklung an der Landesplanung, wou an der éischter Versioun, an déi zweet Versioun iwwerhëlt dat, gesot gëtt, dat eent ënnerstëtzt dat anert. Bon, et kann ee sech domat zefridde ginn. Dat ass e Kompromëss wou kee wahrenscheinlech vill jätzt, mä en fait: Wat heescht dat dann elo awer am Klortext an an der Emsetzungs, a besonnesch wa mer elo vu Struktur schwätzen? An do muss ech awer dem Minister dann eng kloer Fro stellen.

De Premierminister kënn heihinner a schwätzt am Numm, huelen ech un, vun der ganzer Regierung, an am leschte Mee seet en eis, de Conseil supérieur vum Aménagement du territoire verschwënt a mir schafen elo e Conseil supérieur vum Développement durable an den ale Conseil supérieur vum Aménagement du territoire gëtt integréiert.

Vun där Iddi do - ech huelen un dass dat e Projet vun der Regierung ass - fannen ech keng Spur an deem heiten Text. Ech wëll also elo wëssen: Wat ass d'Regierungspolitik? Dat wat de Premier am Numm vun der Regierung am Mee d'lescht Joer deklaréiert huet, oder dat wat hei am Programme directeur vun der ganzer Regierung steet?

Datselwecht gëllt och fir de Monitoring. Well do si mer jo amgaangen elo erëm e Parallelismus opzebauen, esou wéi och dat e besse spieren. Ech weess jo och wéi e Stat funktionéiert a wéi déi eenzel Ministerie funktionéieren. Ech fannen awer net dass dat gutt ass.

Wou elo u sech d'Fuerderung ass vun deene Leit vun der Nohaltegkeet, déi eigentlech missten datselwecht denke wéi déi Leit vun der Landesplanung. Mä wann déi sech iere bekämpfen, da steet et ganz schlecht fir déi eng a fir déi

aner, wou déi eng froen, mir hätte gären en neutral, wëssenschaftlech Institut, wat dee ganzen Nohaltegkeetsprozess begleet, an déi aner iwwert de Programme directeur d'Iddi lancéiere vun engem Observatorium vun der raimlecher Entwécklung.

Ass et dann net méiglech déi zwou Saachen iergendwéi zesammenzebréngen? Musse mer do zwee Instituter, zwee Organismen schafen, déi eigentlech dach awer plus ou moins datselwecht beobachte sollen an deeselwechte Prozess begleede sollen? Ech fannen, dass do nach Klärungsbedarf besteet an deem heiten Text vum Programme directeur. Ech mengen, do geet et drëm, dass kloer vun der Regierung gesot gëtt wat se wëllt, ob se wëllt de Parallelismus bäibehalen oder ob se net wëllt déi zwou Saachen zesammenféieren. Do wëll ech wësse wat d'Regierung wierklech beabsichtigt.

Ech kënn nach Detailkritiken ubringen. De Contrat de plan ass eng Iddi, déi nei optaucht an déi ni virdrun diskutéiert ginn ass. Dat bestätegt mech a menger Kritik, dass eigentlech awer hätte misse Diskussiounen mat de Gemenge gefouert ginn. De Contrat de plan, deem net am ale Plang dra war, ass eigentlech bis elo zu Lëtzebuerg nach vu kengem regelrecht an d'Diskussioun bruecht ginn. Also wann een esou Iddien an de Programme directeur mat wëllt integréieren, dann diskutéiert ee se wann ech gliff virdru mat den Acteuren déi betraff sinn an déi se herno emsetze sollen.

Datselwecht gëllt och fir d'Fro vun der Dezentraliséierung. Ech vermessen hei an deene leschte véier Joer eng kohärent Approche a puncto Dezentraliséierung, Dekonzentratioun, wou au coup par coup décidéiert gëtt no Kritik déi een net kann novollzéien a wou ech mengen dass mer wäit ewech si vun deene flotten Absichten, déi am Programme directeur dra stinn.

Ech schléissen. Fir mech ass dat hei en Dokument mat ambitiösen Zilsetzungen. Elo geet et drëm, dass mer eis och d'Mëttele gi fir déi Ambitiounen do um Terrain emsetzen. Dat wäert, mengen ech, de sprangende Punkt ginn an deenen nächste Joren. Ech wënschen op jidde Fall deene Leit, déi dat do beim Stat a bei de Gemengen emsetze sollen, bonne chance a vill Erfolleg.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Hâr Bodry. Als nächsten ageschriwwene Riedner kënn elo den Hâr Calmes. Hâr Calmes, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Emile Calmes (DP).- Hâr President, Dir Dammen, wat ass dat d'Landesplanung?

(**Brouhaha général**)

Ech menge ganz einfach bei der Landesplanung geet et drëm déi zukünfteg Entwécklung vum Land an all sengen Dimensionen virzubereeden, also souwuel demographesch, wirtschaftlech, finanziell, mä och sozial, kulturell a virun allem nohalteg.

De But vun der Landesplanung ass et d'Wuel, den Epanouissement an d'Liewensqualität vum all Mënsch nohalteg ze garantéieren. Duerfir mengen ech soll d'Landesplanung an engem Geescht vun nohalteger Entwécklung gesi ginn, well et jo och hei drëm geet den Terrain fir déi zukünfteg Generatiounen virzubereeden. Zumools an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg mat enger begrenzter Surface a senge begrenzte Mëtelen, engem Land dat vu senger Ubannung un den europäeschen an den internationale Maart ofhänkt, mengen ech, ass d'Landesplanung ganz wichtig.

D'Landesplanung muss global, demokratesch a funktionell sinn a virausschauend funktionéieren. Dat présupposéiert e gewëssene Voluntarismus iwwert d'Zäit eraus.

Voluntarismus heescht also net Autoritarismus, fir d'Landesplanung vun uewen erof duerchzesetzen, mä e gemeinsamt Engagement am Respekt vun der Demokratie.

D'Fro ass also wéi mer et fäerdeg bréngen fir den Equilibre ze fannen...

(**Interruptions diverses**)

...zweeschent deene verschiddeenen Aspekter, déi d'Landesplanung ausmaachen, an d'Complémentaritéit vun allen Acteuren am Sënn vum Aménagement spillen ze loossen.

Nun, wéi bréngen mer dat fäerdeg fir de gemeinnützegen Intérêt mat de Partikularinteressen hei ze verëenbaren? Wat brauche mer duerfir a wie mécht dat eigentlech? Eigentlech bräichte mer e Landesplanungsministère op där enger Säit a mer bräichten och e Gesetz fir Landesplanung ze maachen, e Gesetz wat dann och de Programme directeur beinhaltet.

D'Landesplanung ënnerstüzt déi éischt Jore wéi se an d'Liewe geruff war dem Statsminister. Duerno war se eng Zäit am Finanzministère ënnerbruecht. Duerno koum se erëm bei de Statsministère fir eng Partie Perioden. Schlussendlech krut se 1989 en eegene Ministère, zesumme mam Umweltministère, deem da bis 1999 existéiert huet. Vun 1999 u gëtt et kee Landesplanungsministère méi, mä des Fonctioun huet den Innenminister iwwerholl.

D'Fro stellt sech och, ob een iwwerhaupt e Landesplanungsministère braucht fir Landesplanung ze maachen? Wann een an d'Vergangenheet kuckt vun deene leschten zéng Joer, da stellt ee sech d'Fro, ob een eigentlech ee braucht. Wann een de Bilan zitt vun deem wat an deene leschten zéng Joer geschitt ass, da muss een dem Minister iwwer guttschreien, dat hien e gutt Gesetz gemaach huet, e Gesetz mat Reserven. E Gesetz kann natierlech ëmmer besser si wéi et ass, dat ass ganz sécher, mä ech mengen et ass en Outil mat deem een eppes maache kann. Et muss een awer och soen, dass ee ganz laang Zäit gebraucht huet fir dat Gesetz do ze maachen.

Fir d'éischt ass 1986 driwwer diskutéiert ginn, dat Gesetz vu '74 nei ze maachen. Richteg a Schwonk koum et dunn, mengen ech, 1993, an et war den Hâr Scheuer deem als Rapporteur, kuerz virun de Wahlen 1999, dat neit Gesetz presentéiere konnt.

(**Interruption**)

Um Programme directeur ass och laang geschafft ginn. Bal zéng Joer, wou et e Landesplanungsministère ginn ass, sinn duer gaang fir dee Programme directeur opstellen. Wann elo net méi geschitt ass, da muss een awer net onbedéngt dem Landesplanungsministère e Virwurf maachen, dass net méi geschitt. Ech menge mir wëssen alleguer, dass de Landesplanungsministère ëmmer nëmmen dat mécht wat déi aner him erlaben ze maachen. Hien huet wuel déi koordinéierend Funktioun fir Landesplanung ze maachen, mä hien ass awer do op seng Mataarbechter an der Regierung ugewisen. Mir wësse jo och, dass de Sujet vun der Landesplanung ganz sécher de Kolleegen net alleguer no läit.

Nun, wat d'Gesetz ugeet, esou ass hei ënnerstrach ginn, dass mer et hei mat engem Gesetz ze dinn hunn, wat a sech gutt ass. Mir hatten dat Gesetz deemools net gestëmmt, mä eis dobai enthalen. Ech ka mech nach erënnere, dass et hätt kënnen besser sinn, mä ech mengen net, dass dat deemools un eis geleeën huet. Och un dat kann ech mech erënnere.

(**Interruption**)

Mir haten deemools zum Beispill proposéiert, dass een all déi Gesetzer, déi mat Landes- a Gemeengeplanung ze dinn hunn, soll an engem Gesetz zesammen huelen.

(**Interruption**)

D'Kompetenze si jo elo emol an engem Ministère, dat ass jo alt schonn emol gutt. Ech mengen och, dass dat net si muss fir Landesplanung ze maachen. Et hätt een awer zum Beispill kënnen déi Dispositioun vum Bebauungsplang, Hâr Bodry, deemools operchterhalen, déi d'Gemengen u sech forcéiert hunn e Bebauungsplang ze maachen. Momentan si mer nämlech an engem juristeschen lofleere Raum, wou et a sech kee Gesetz méi gëtt wat de Gemengen e Bebauungsplang virschreift, och wann den Innenminister d'37er Gesetz kéint maltraitéiere fir dat esou ze maachen, mä prinzipiell hu mer kee Gesetz méi wat de Gemengen e Bebauungsplang virschreift.

Et gi Gemengen déi momentan kee Bebauungsplang hunn. Ech hat lech deemools déi Proposition gemaach. Dat 37er Gesetz ass an Ausaarbechtung an dat wäert jo alt geschwé kommen. Mir wäerten dee juristesche Leerraum duerfir jo och nach fir déi Zäit iwwerwonnen kréien.

Mir haten deemools als Demokratesch Partei och en Interventionsfong gefrot, fir a sech dem Landesplanungsministère et ze erlabe konkret aktiv kënnen ze sinn. Deemools ass dat net zur Diskussioun koom, well keng...

(**Interruption**)

Mir kënnen et erëm froen. An der Tëschenzäit freet jiddereen dat a jiddereen ass darselwechter Meinung, dass een awer finanziell intervenéiere muss fir an deem Secteur hei virun ze kommen.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, zu engem gewëssene Moment war ech mer elo net méi sécher a wat fir enger Diskussioun dat mer wäeren, ob mer am Kader vum Artikel 5.3 wäeren, wou de Programme directeur hei soll virgestallt ginn, oder ob mer am Artikel 3.4 wäeren, beim Rapport, deem all Joer iwwert d'Landesplanung soll stattfannen. Mir sinn elo bei deenen zwee Artikelen, an ech mengen och net dass een déi zwou Debatte vuneneen trennen kann.

(**M. Jean Spautz reprend la Présidence**)

Wat de Programme directeur ugeet, mengen ech, gëtt et keng Partei heibannen, déi dee gréisstendeels a Fro stellt. Et war déi lescht Regierung, d'CSV-LSAP-Regierung, déi dee Programme directeur opgestallt huet, an ech ka mech als Buergermeeschter nach un déi Consultatiounen erënnere, déi am Virfeld gefouert gi sinn.

Mir ware sengerzäit zu Ensber zesummegeruff ginn. Deemools hu mir als Vertrieeder vum Syndicat vum Réidener Kanton, wéi och als Vertrieeder vum Naturpark Oewersauer gefrot, dass eng Region Weste kënn. Am ursprüngleche Projet waren nemme fënnef Regiounen dra virgesinn, wat beweist dass d'Diskussioun mat de Gemengen awer zu positive Resultater op d'mannst och fir si kënnen féieren. Ech mengen och net, dass d'Tatsach, dass mer dee Programme directeur zéng Deeg hei kennen, eis kéint dovun ofhalen heiriwwer ze schwätzen.

Ech hu mech e bëssen amüséiert dass ze liesen an unzékraizen, wat nei ass. Ech hunn net alles fonnt, mä dat wat nei ass am definitive Programme directeur sinn déi sougenannt Contrats de développement zu enger Säit an dann och déi Modalitéit fir d'Sensibiliséierung virunzudreiwen, an da selbstverständlech dass et aktualiséiert ginn ass wat déi Plans sectoriels ugeet. Pour le reste muss een awer soen, dass et eng Copie conforme ass vun deem wat 1999 scho bestanen huet. Dat éiert lech.

Et muss een och soen dass, wann een dat do liest, et am Fong geholl zur Impressioun kënn, dass een do de Fësch am Waasser ersäift. Ech si mer eréischt bewusst ginn, dass een eigentlech datselwecht gemaach huet bei der Debat iwwert d'Nohaltegkeet, wou och bal alles dran ass, wat wierklech och alles esou komplett ass, dass bal keen déi Pläng a Programmer do iwwerhaupt kann a Fro stellen.

Well alles wat do dra steet ass Wonschdenken, ass literarescht Wonschdenken, a géife mer dat esou emsetze wéi et dra steet, da bräicht et engem net baang ze si fir d'Zukunft. Dat kënn nëmmen d'Idealbild si vun engem Land, an dofir, mengen ech, ass et kaum méiglech, dass mer iwwert d'Ziler gréisser Differenzen hunn. Mä et geet jo net nëmmen drëm dat, wat an dem Programme directeur steet, gutt ze fannen, et geet jo virun allem drëm fir dat, wat dra steet, emzusetzen. Dat heescht déi Pläng ze maachen, déi mer eis do virgeholl hunn ze maachen, awer se net nëmmen ze maachen, mä se virun allem emzusetzen.

D'Architektur vun der Landesplanung zu Lëtzebuerg ass gemaach an et geet a sech elo drëm d'Bauhären ze fannen, d'Entrepreneuren ze fannen, fir dat emzusetzen. D'Bauhären an deem Fall hei, dat ass op där enger Säit d'Regierung selbstverständlech, mä et sinn awer virun allem d'Gemengen, esouwuel um lokalen Niveau, awer och um interkommunalen Niveau, respektiv regionalen Niveau, wéi mer dat dann hei wëllen am Land nennen, obscho mer hei jo awer net vu Groussregiounen kënnen schwätzen. Ech menge schonn dass déi Regierung hei de Mérite dach awer huet, dass se op d'mannst an hirer Aarbecht, bei der Opstellung vun de sektorielle Pläng, jo awer trotzdem gutt viru koom ass, sektoriell Pläng déi d'Basis si fir dat praktescht Emsetzen. Richteg ass och, wéi den Hâr Bodry hei seet, dass déi Pläng oft hannendru lafen. Et wier besser se géife virdru gemaach ginn an d'Regierung hätt se haut kënnen opsetzen, mä dat schéngt an der Traditioun vun der Landesplanung ze leien, dass déi oft muss Pompjee spillen. Ech mengen, dass awer an de positive Bilan een dat integratiiv Verkéiers- a Landeskonzept kann ophuolen, dat d'Basis fir eng global, kohärent an integréiert Approche fir déi zukünfteg Entwécklung vum Land soll stellen. D'Resultater vun der Evaluatioun vun deem Plang, dee jo deemnächst wäert virgestallt ginn, wäerte ganz vill zu der zukünftiger Ausrichtung vun der Landesplanung bäidroen.

Déi verschidde Plans sectoriels sinn dann elo opgedeelt a primärer a sekundärer. Bei deene Primäre sinn den Transport, de Logement an d'Erhaltung vun de grands ensembles paysagers a forestiers an der Ausaarbechtung. Wou mer am wäitste fortgeschrit sinn ass natierlech dee vum Transport.

Wat elo déi sektoriell sekundär Pläng ugeet, ass de Plan sectoriel lycées fäerdeg, deem iwwert d'GSM-Antennen. Deem iwwert d'Deponien ass an der Ausaarbechtung, grad esou wéi deem iwwert d'Seveso-Etablissements a selbstverständlech och dee Plan d'occupation du sol, deem den Aménagementsplang vum Findel soll ersetzen.

E Plang deem ech net méi hei erëmfonnt hunn - ech weess net ob dat een Oubli ass - ass de Plang iwwert d'Habitats- an d'Vullendirektiv, wou mer amgaang sinn an der Umweltkommissioun op deem Gesetz ze schaffe wat d'Naturschutzgesetz ugeet a wou et em d'Erstelle vun engem europäeschen Naturschutz-Réseau „Natura 2000“ geet. Ech hunn deem net méi am aktualiséierten Programme directeur erëmfonnt. Ech weess net, ob deem elo an een anere Plang integréiert gouf oder wat mat deem a sech geschitt ass.

Bon, ech hunn elo gesot datt déi sektoriell Pläng viru komm sinn. Richteg ass, datt mer och hei am Land e bëschen ënner Drock komm sinn, well mer ganz oft bei den öffentleche Projeten, awer net eleng do mä a ganz villen anere Beräicher, riskéiere paralyséiert ze ginn, fir nëmmen de Bauschutt ze nennen oder och d'GSM-Antennen. Et wier effektiv besser déi Pläng géifen am Virfeld gemaach ginn, wann esou Décisioune geholl ginn, ier mer der Saach dann ëmmer hannendru lafen.

D'Tatsaach, datt wa mer elo awer esou sektoriell Pläng hunn, wëllt och net bedeuten a gëtt eis och keng Garantien, datt et elo méi séier virugeet an datt elo alles méi séier emgesat gëtt. D'Beispill vun de Lycéeën ergëtt sech do eraus. Mir hunn elo de Plan sectoriel lycées - déi Aarbecht ass gutt gemaach -, deen eis seet wou déi Lycéeën hikommen. Mä ob déi Lycéeën dann elo ganz séier gebaut kënnen ginn op där Plaz wou se elo geplangt si ginn, dat sief emol dohinner gestallt.

Zu Réiden schéngt dat mer jo kee Problem ze sinn, well d'Gemenge sech alleguer eens waren an d'Gemeng am Besëtz vum Terrain ass, obschonn och elo do Problemer si mat der Zoufahrsstrooss zu deem Lycée, déi awer ze contournéiere sinn, wann een den Terrain niewendrun hëlt. Mä virun allem zu lerpeldeng ass e Lycée geplangt, wou eng relativ kuriéis Situatioun ass, wou a sech d'Leit déi do wunne sech mat de Propriétaires vum Terrain zesumme gedoen hunn, fir géint dee Lycée ze opposéieren.

Datselwecht, mengen ech, gëllt fir d'Bauschuttdeponien. Mir kënnen och e sektorielle Pläng iwwert d'Bauschuttdeponië maachen, dann hu mer nach ëmmer keng Bauschuttdeponien. Et misst een duerno awer och vläicht Plans d'occupation du sol maachen, fir einfach e Recht op den Terrain ze kréien. Souwisou, wa mer Bauschuttdeponien ausweisen, an och Lycéeën, an d'Gemenge sinn domat d'accord, dann ass dat awer d'Rechnung ouni de Wiert gemaach, an deem Sënn datt do derneift och nach eng Partie Verwaltung mat schwätze fir esou Projeten ze autoriséieren. Do kann et jo awer och emol virkommen, datt déi eng Verwaltung déi aner am Rees toe léisst.

Ech kann lech e Beispill ginn. 1991 huet eise Gemengenrot sech positiv ausgesprochen fir an de Carrières Feidt eng Bauschuttdeponie ze kréien. Déi Bauschuttdeponie géif 15 Milliounen Tonne Bauschutt kënnen op huelen. Dat géif duer goen - mir solle jo op laang Siicht kucken - fir aus eiser Géigend de Bauschutt iwwer 100 Joer do dran ze féieren. Dat wier absolut kee Problem. Zënter 1991 hu mir eis gemellt, ënnert gewësse Conditionen. Ech kann lech just soen, datt bis ewell déi Saach net vu Succès gekréint ass. Ech kann och soen, datt et net un der Gemeng läit. Ech hoffe just, dass mer awer mat deem Projet kënnen virufieren. Hei maachen ech kee Reproche eleng un dës Regierung, mä awer och un déi vir-drun, well et leeft ganz genau vun 1991 un.

Ech wëll lech just soen, datt déi sektoriell Pläng net onbedingt eng Garantie ginn, datt mer mat eise Projete virkommen. Op där enger Säit sinn et d'Verwaltungen, mä et ass och e Problem vum Terrain. A wann een d'Uerteeler kuckt, déi a leschter Zäit gesprach si ginn, wat d'Expropriationsgesetz ugeet, da muss mer eis awer schonn eng afale loosse fir un den Terrain ze kommen, fir da Projete vun allgemengem Nutzen awer och kënnen ze realiséieren. Trotzdem ass et positiv, datt mer an déi konkret Phas vun der Landesplanung komm sinn, wat de Regierungs-niveau ugeet.

Op där anerer Säit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, awer si mer méi wäit hannendra wat

d'Emsetzung vun de Regionalpläng ugeet, déi jo awer a sech d'Schlüsselement vun der Emsetzung vun der Landesplanung solle sinn. Et kann een der Regierung net onbedingt e Reproche hei maachen. Leider muss mer awer feststellen, datt vun deene sechs Regionalpläng, déi am Gespräch sinn, déi alleguer net iwwert de Stadium vun der informeller regionaler Konferenz erauskomm sinn, wou mer amgang sinn d'Analys „forces-faibles“ ze maachen.

Firwat ass dat esou? Wann ech soen datt d'Regierung net duerfir verantwortlech ka gemaach ginn, da kann et jo nëmmen op där anerer Säit leien, dat heescht bei de Gemengen. Ech mengen emol, datt eng vun den Ursache ganz einfach déi ass, datt déi Gemengevertrieeder, déi oft hirem Job jo nach mussen nogoen - an déi Diskussion hate mer jo nach där Deeg elo an der zoustänneger Kommissioun -, datt déi einfach keng Zäit hu fir nieft deem Job, an deem dee se hu fir sech mat hirer Gemeng ausernee ze setzen, och nach Landesplanung derbäi ze maachen. Et muss een nämlech wëssen, datt déi Leit fir déi Aufgab a Syndikater kee Congé politique hunn.

Dat werft déi Diskussioun op, déi ech natierlech hei elo net wëll opwerfen, mä et muss ee wëssen datt déi Stonnen, déi de Buergermeeschter, d'Schäffen an d'Conseillere kréien, geduecht si fir d'Gemeng ze féieren an net geduecht si fir sech regionalen Aufgaben hinzuginn. Ech mengen dat ass e seriöse Problem.

Awer ganz sécher läit et och um politischesche Wëllen. An der Praxis gesi mer dat iwwerall. Net jiddferree wëllt mat sengem Noper zesummeschaffen. Et gëtt der och, déi ganz flott zesummeschaffen. Mir hunn déi Erfahrung selwer gemaach, wou dann op eemol een ufänkt an d'Zopp ze spätzten, wann ee just gutt amgang ass ze schaffen. Op där anerer Säit, mengen ech, ass eng weider Ursache déi, datt et un der néideger Attraktivitéit vun der Iddi oft bei de Gemengen u sech happert. Dobäi wësse mer, an dat widerhuele mer jo och ëmmer, dass d'Gemenge selwer vun der Néidegkeet vun der Aktioun op regionalem Niveau iwwerzeegt sinn.

Ech mengen och net, dass grad ewéi d'sektoriell Pläng déi regional Pläng eis géifen d'Garantie ginn, datt dann op eemol awer eppes geschitt. Mä Virriedner, den Här Schank, huet dat hei ugesprach. An enger Partie Géigende fonctionnéiert och déi regional Zesummenaarbecht, ouni dat e regionale Pläng do ass. Et wonnert mech a sech datt an dem Programme directeur eng Partie Initiativen awer net genannt si ginn, nämlech déi déi am Klierfer Kanton fonctionnéiert an och déi déi am Réiden Kanton fonctionnéiert. Ech géif soen, dat wier een Oubli a sech am Programme directeur, datt dat do net erwähnt ginn ass.

Op där anerer Säit sinn ech frou, datt d'Iddi vum Naturpark dran erëmfonnt ginn ass, wat a sech déiselwech Iddi ass, nämlech sech mat der regionaler Planung ze beschäftegen, sech Gedanken doruwwer ze maachen an déi dann och ëmsetzen.

Et gëtt da gesot, jo, et ass keen do deen dat mécht. Mä ech hu mech emol e bëssen ameséiert an de Statuten nozeliese vun eisem Syndicat à vocation multiple vum Réidener Kanton, an ech géif mengen, datt wieren déiselwech wéi déi vum Klierfer Kanton. Ech géif esouguer mengen, mir hätte se do ofgeschriwwen, mä wann ech lech einfach emol nème soe wat den Zweck vun eisem Syndikat ass, dat si sechs Artikelen, ech liesen lech datt just vir:

D'Attraktivitéit vum Kanton Réiden, datt heescht vun Westen, wat jo d'Westregioun ass zesumme mam Naturpark, duerch d'Verbessere vun der Liewensqualitéit opwäer-

ten, déi handwierklech, geschäftlech a landwirtschaftlech Aktivitéiten ze erhalen, d'Gebitter Wirtschaft, Soziales, Kultur, Erziehung, Tourismus an esou weider virun ze entwéckelen, dat Ganzt am Respekt mat der Émwelt, un allen öffentlechen a privaten Initiative matzeschaffen, déi eise gesaten Ziler entsprechen, eis direkt oder indirekt ëm all Problemer vun öffentlechem Nutzen ze bekëmmeren an dann dese Projet, mat enger fairer Politik, um nationalen, regionalen a kommunale Plang a géigesäitgem Respekt vun Ekologie an Economie realiséieren.

Ech mengen, dat gëtt jo awer déi Iddien erëm, déi een och am Programme directeur erëmfënnt an déi mer eis selwer an d'Statuten eragesat hunn, ouni dofir mussen e regionale Plang ze maachen.

Mir gehéieren zu der Regioun Westen, déi a sech néierens ernimmt gëtt. Ech mengen, et ass awer just dës Regioun, déi jo och op eis eegen Initiativ zustane komm ass, wou mer am wäitste fort sinn, zesumme mam Naturpark, d'Syndikater vun der Uewersauer a mir wäerten eis dat och net soe loossen, an ech maachen de mea culpa, datt mer eis den 21. Abrëll versichen ze gesinn, wéi och de Start vum Regionalplang Westen dann ze ginn a fir dat dann ze harmoniséieren, wat mer u sech an där Géigend gemaach hunn.

Et bleift ee Problem, dat ass dee vum Finanzeement.

(Interruption)

Ma ech hunn deen Datum zesumme mat lech fixéiert, Här Gira, mam Här Schank a mam Här Loes.

(Interruptions diverses)

Et muss jo awer emol een d'Datum fixéieren, well soss komme mer jo awer net virun.

(Interruption)

Dëst gesot, mengen ech, muss dat Ganzt awer och vum Ministère finanziell begleet ginn. Dat ass e wichtige Volet, et ass elo en neit Element.

(Interruptions)

Ech wëll lech just soen, Här President, datt mer bis elo net dorop gewaart hu fir kënnen ze schaffen. Dat wat mer bis elo gemaach hunn, hu mer aus eegene Mëttele bis elo konnte maachen, selbstverständlech mat deenen Hëllef, déi mer souwisou zegutt hunn. Et ass awer net datt mer fir déi Iddi hei, par contre zum Naturpark Öwersauer, elo speziell entlout gji wieren. Den Naturpark gëtt jo ënnerstëzt opgrond vun engem Naturschutzgesetz. Mir hu kee Gesetz brauchen ze maache fir déi interkommunal Zesummenaarbecht ze maachen. Dee Reproche brauch ech mer also net gefalen ze loossen. Trotzdem ass et net schlecht wann d'Gemenge finanziell ënnerstëzt ginn, fir dora virun ze kommen.

Eng Iddi ass déi vum Contrat développement, déi et am Frankräich scho méi laang gëtt an der Form vun engem Contrat plan. Bon, fir an där Saach hei virun ze kommen, ass e Cofinanzementssystem gemaach ginn, iwwert dee sech ganz sécher diskutéiere léisst. Ech weess allerdéngs net ob mer dee brauche fir virun ze kommen. De Modell vun Naturpark huet eis och en anere ginn, an deem Sënn datt ee kéint Syndicats à vocation multiple grënnen, déi dann de Caractère mixte hunn, dat heescht e Syndikat wou dann och am Comité Vertrieeder vun Stat mengetwege kënnen vertraude sinn, déi een dann iwwer e Landesplanungsinterventionsfong sécher kënn ënnerstëzen. Ech mengen net datt een esou Kontrakter muss hunn. Ech schlëissen dat awer och net aus.

Wéi kann een u sech relativ séier virkommen, fir deene Gemengen, déi um regionalen Niveau zesumme schaffen, virun ze hëllef? Do kënn ee mengetwegen d'Budgetsgesetz huelen an am Kader vun Fonds communal de dotation financière versichen eng nei Opdeelung ze maachen an do deen een oder anere Prozent emol deene Gemengen zoukomme loossen, déi sech awer op d'mannst d'Méi maachen zesummen ze schaffen.

(Interruptions diverses)

Ech schwätzen elo net hei vun alles ewechhuelen. Ech mengen, wa mer gäre Landesplanung maache mat de Gemengen zesummen, da kann et net esou sinn datt all Gemeng awer an hirem Eck mécht wat se wëllt. A wann de Minister keng Méiglechkeet huet déi eng oder aner Gemeng ze penaliséieren, da muss en d'Politique de la carotte et du bâton eben aféieren an déi Gemengen, déi déi Politik matmaachen, mussen ënnerstëzt ginn. Et kann net anescht goen, fir dat och kloer ze maachen.

Fir datt d'Gemenge kënnen zesumme schaffen, muss se awer och d'Flexibilitéit hunn zesummen ze schaffen. Wa se wëlle Projeten zesumme maachen um Syndikatsniveau, da muss se och e bësse fräi si fir dat kënnen ze maachen.

Or, an de Minister weess dat, ech gesinn net an datt momentan d'Gesetz iwwert d'Gemengesyndikater eis déi Flexibilitéiten erlaabt. Ech mengen, hie selwer weess dat an huet an deenen zwee Joer, wou dat Gesetz elo besteet, awer d'Erfahrung matgemaach, datt de Kader einfach ze streng ass fir hei kënnen flott ze schaffen. Ech ginn lech eng Partie Beispiller vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun.

Zum Beispill geet e Syndikat hin a mécht eng Industriezon oder mécht eng Pépinière d'entreprise, wat mer jo elo am Klierfer Kanton an am Réidener Kanton gemaach hunn. Dat ass e Projet, dee kascht 40 Milliounen. D'Gesetz gesäit vir, datt ee fir déi 40 Milliounen muss Apport en capital bréngen. Or, déi Hal, déi gëtt viru verlout, respektiv herno verkaaft no fënnef Joer. Dat heescht, déi 40 Milliounen muss een opréngen an et ass ee sécher datt een no sechs Joer d'Geld erëm eran huet. Do misst d'Gesetz, menger Meinung no, erlaben, datt een entweder en Emprunt kënn maachen oder wann een dat net wëllt maachen, da muss een awer menger Meinung no eng Ouverture de crédit kënn maachen, well et weess ee jo datt dat Geld do kann iwwer Recetten ofbezuelt ginn. A do kann ech lech just soen, Här Minister, dat ass momentan net einfach, an ech mengen awer datt mer do déi gewësse Flexibilitéit musse kréien.

Dat selwech gëllt bei den Industriezonen, wou mir jo musse 15% vun de Gelder virstrecken a sech, well mer jo herno erëm déi Terrain verkaafen an iwwert de Verkauf vun deenen Terrainen, iwwer Konzessionsverträge erëm déi 15% erakommen. An ech mengen datt ee sech do awer muss eng gewësse Flexibilitéit ginn, am anere Fall dat do net ka funktionnéieren.

Ech hunn elo nëmmen ee Beispill ginn, mä et ginn där Beispiller eng ganz Partie, an dofir mengen ech, wann ech ka begrëssen datt Der op där enger Säit bei der Landesplanung als Minister, deen déi zwee Domänen ënner sech huet, souwuel d'Landesplanung wéi och d'Gemengen, kann een net op net där enger Säit op de Gas drécke fir an der Landesplanung virun ze kommen an op där anerer Säit op d'Brems, an ech mengen d'Erfahrung vun de leschte Joren hunn awer erginn, datt mer eis emol mussen iwwert déi Gesetzgebung, net nème vun de Syndikatsgesetz, mä och vun de Gemengen - a mir kréie jo elo deemnächst d'Geleeënheet hei an der Chamber - seriö ënnerhalen. Ech mengen, do muss opgemaach ginn, well soss komme mer ganz sécher net virun.

Wéi gesot, ech sinn och der Meinung, datt wann d'Gemenge sollen nei Kompetenze kréien an datt wa se och nei Finanze solle kréien, da kréie se och e Sak Responsabilitéit mat. Et kann net sinn datt d'Gemengen d'Finanze kréien an duerno d'Responsabilitéit net wëllen iwerhuelen an och net dat zu deem se sech engagéiert hu wëllen ëmsetzen. Dat geet net. Dofir, mengen ech, muss de Minister awer scho seng Tutelle an där Saach hei behalen a fir d'Koordinatioun vun der Landesplanung an öffentlechen Intérêt suergen. De Laissez-faire, wéi dat elo grad hei ugeklongen ass, ka sécher net gëllen. Et muss e gewëssene Spillraum gëllen, mä dat Ganzt muss awer e bësse géuerdnet iwwert d'Bühn goen. Den Aménagement du territoire muss am Konsens tëschent de Gemengen an dem Stat gemaach ginn. Konsens heescht selbstverständlech och Kompromësser, Kompromësser vun uewen, awer och Kompromësser vun ënnen. An déi Kompromësser schlëissen awer, mengen ech, och oft kee politesche Choix aus.

Elo war ech bal an der Diskussioun iwwert d'Kompetenzverdeelung tëschent Stat a Gemengen. An der zoustänneger Kommissioun hu mer selwer erausfonnt, datt dat ganz no beieene läit. Ech versichen also elo opzehalen, well ech soss an där Diskussioun dra sinn.

Déi Diskussioun wäerte mer jo am Mee hunn. Mir sinn elo amgang se ze preparéieren. Do kënn mer dann déi Diskussioun viruféieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wollt ech nach soen, datt den Aménagement du territoire e schwéieren Exercice ass, dee stänneg muss nei ausgericht ginn, well d'Donnéeën, op deenen e baséiert, sech relativ schnell veränneren a mir oft mat veränneren, emol net nokommen, esou séier verännert sech och viles wat hei am Programme directeur steet, riskéiert fir relativ schnell dépasséiert ze sinn. Dofir kann een hei net vu Planwirtschaft schwätzen, esou wéi de Minister dat jo och hei viru gesot huet.

Ech soen och duerfir mat Absicht, datt et kee Plan national de développement méi ass, sou wéi et vir-drun de Fall war, mä datt et ee Programm ass, an ee Programm dee permanent muss kënnen adaptéiert ginn. Et ass och esou datt dee Programm hei muss ofgestëmmt gi mat dem Plang vun der nohalteger Entwécklung. Wie wat elo do mécht, ass am Fong geholl egal, wann d'Iddi géif respektéiert ginn.

Et ass jo zu engem gewëssene Moment gemengt ginn, den Aménagement du territoire soll eriwuer kommen an de Conseil supérieur du développement durable - a selwer weess ech net, wéi wäit datt mer domat sinn. Mä u sech kéint ee sech d'Fro stellen, firwat datt een de Conseil économique et social net mam Sujet vum Développement durable befaasst. Dann hätte mer déi dräi Iddien, déi vun der Wirtschaft, vun dem Sozialen a vun der Émwelt, an engem Gremium an ech mengen, dat géif net manner Sënn maache wéi iergendeppes anescht.

Dir Dammen an Dir Hären, den Aménagement du territoire ass keng exakt Wëssenschaft, well et oft anescht kënn wéi een et plängt. An iergendwou hunn ech mol gelies, datt et mat Chimie ze vergläichen ass. Et ass u sech en Experiment wat een a sech mécht, wou een déi richtig Formel muss huelen, datt heescht déi richtig Mischung muss beieene maachen, fir datt eppes Positives dobäi eraus kënn, am anere Fall kéint et och negativ Wierkungen hunn.

Ech mengen mat deem Programme directeur ass den Ufank gemaach. D'Iddie leien um Dësch. Loosse mer elo versichen datt Ganzt ëmsetzen. An deem Sënn soen ech lech merci fir d'Nolauschten.

Une voix.- Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR). - Här President, ech fille mech haut net esou richtig wuel wann ech hei schwätzen. Während op enger anerer Plaz vun dëser Welt kommen op onschëlleg Leit erfogheit ginn, ass et net grad evident fir iwwer eis Problemer hei ze schwätzen.

Mä ech wëll mech awer zum Thema elo zrëckbewegen a mat engem Zitat ufänken: „Mir hunn dës Welt net vun eise Pappelerfuerer, mä mir hu se nimmere vun eise Kanner geléint.“ Dat ass en Zitat wat eis kloer seet, fir wie mer dann d'Verantwortung ze droen hunn, wa mer eis mat der Landesplanung an domadder automatesch mat den Zukunftsperspektive vun eise Kanner beschäftegen. Dës Verantwortungsbewusstsein geet och zum Deel aus de Visiounen vun neie Programme directeur am Zesummenhang mam Aménagement du territoire eraus.

Ech mengen et ass wichtig, dass de Partikularegoismus, wa mer wëllen eng kohärent Landesplanung maachen, muss am Hannergrond verschwannen. Dem ADR seng Visiounen iwwer Landesplanung si säit jee hier vun engem nohaltegen Denken an Handeln dirigéiert. Nohaltig am Sënn vun Liewensqualität, nohaltig am Sënn vun Bewegungsfreiheit, nohaltig am Recht op Wunnen, am Recht op Bildung, Aarbecht, Ëmwelt an esou weider.

Wann ech dës Theme vun Nohaltigkeit uschwätzen, sou geschitt dat besonnesch am Kader vun mënschleche Potenzial, dee mer hei am Land hunn. Mir duerfen net vergiessen, dass eis Bevölkerung engem permanente Wandel ënnerläit an datt mer säit Ufank vun eiser Industrialiséierung en Awandungsland gi sinn. Dës wäert sech och mat der Ost-Erweiterung vun der EU nach weider steigern an eis Integrationsfähigkeit virun eng grouss Eraufuerderung stellen.

Wa mer also vu Landesplanung schwätzen, da muss mer dësem Phänomeen Rechnung droen, an och deenen zirka 80.000 Pendler aus der Groussregioun, déi all Dag heihinner schaffe kommen an ouni déi eis Wirtschaft net funktionsfähig wier, an och duerch Rezessioun, déi elo am Raum steet, wäert dës Pendlerdrang sech och net verringern.

Här President, d'Landesplanung an d'Bautepolitik stellt deemno héich Ufuerderungen u wäitsichtegem Virausdenken a -Plangen, woubäi déi zukünftig Entwicklung vum Land, de Bedarf un Infrastrukturen, déi dezentraliséiert Verdeelung vun öffentlichen Infrastrukturen an, net ze vergiessen, déi harmonesch Entwécklung vun alle Regiounen ze beuechten ass.

Eisen Territoire ass mat sengen 2.586 km² zimlech begrenzt. Mat 173 Awunner pro km² gehéiert Lëtzebuerg elo schonn zu deene méi dichtbesiddelse Staaten an der EU. Eng weider Bevölkerungsexplosion geif sech deemzofolleg negativ auswirken op déi natierlech Ëmwelt an domadder automatesch op d'Liewensqualität. D'Landesplanung muss sech also un éischer Stell am Kader vun enger dezentraler Bevölkerungsentwécklung bewegen an deemno och seng Konzepter ausrichten.

Eisen Territoire huet 258.636 Hektar, déi sech opdeelen op 49,5% fir Landwirtschaft - a Wäibau, 34,3% op Bëscher, 0,38% op Waasserflächen a 16,07% op Uertschaften a Stroossen.

Déi héich Bautätigkeit aus deene vergaangene Joren huet dozou gefouert, datt ganz vill Land verbaut a versigelt ginn ass. D'Landesplanung, an dat schéngt och kloer aus

dem Programme directeur ervir ze goen, muss konkret Moossnamen aleeden, fir vill méi suergsam mam Rohstoff Naturfläch ëmzegoen. Et misst deemzofolleg spuersam ëmgaange gi mam Bauland, enger méi konsequenter Notzung vun Altbauten a Frichen, a méi a Richtung vun enger manner flächenzehrender Bauweis optéiert ginn. Dës soll awer net a Form vu Versiegelungssteieren an d'Wee geleet ginn, mä mat enger kohärenter Zesummenaarbecht tësche Landesplanungsministère an de Gemengen.

Et ass och richtig, wa gesot gétt, d'Gemenge solle Réserves foncières schafen. Mä op jidde Fall muss dat, eiser Meenung no, net onbedéngt iwwert den Droit de préemption geschéien. Ech mengen d'Gemenge sollen hir Flächen, déi se hunn, a Reserv halen, a se eventuell, anstatt ze verkaufen oder zum Baue fräi ze ginn, méi iwwer Bail emphytéotique - eng Méiglechkeet déi besteet - fueren, fir dass déi Flächen am Besëtz vun de Gemengen bleiwen.

Eng kruzial Fro déi sech awer stellt ass déi: Wéi kann ech landesplanneresch denken a plangen, ouni d'Autonomie vun de Gemengen a Fro ze stellen? Dat ass schonn hei ugeschnidde ginn an dat ass schwiéerlech méiglech. Wann ee vun engem Programme directeur schwätzt, da seet deen Ausdrock scho kloer wat ze geschéien huet, an da bleift net méi allze vill Autonomie do hannendrun.

Wa mer drop eraus sinn, déi zur Verfügung stehend Flächen optimal ze notzen, da muss mer Bautätigkeiten an den Uertschaften méi kompakt gestalten an déi onsennege Baupläng laanscht Landesstroosse bremsen. Och de Stroossebau huet säin Deel zum Flächeverbrauch bäigedroen an dat wäert sech och net änneren, wa weiderhin esou sinnlos geplangt gétt.

Eng Landesplanung déi sech dësen Numm wëllt verdéngen, muss alles maachen datt den öffentlichen Transport esou gefördert gétt, dass den Individualverkéier, deen ee jo ni ofgeschaaft kritt, sech a verträgleche Grenze beweegt. Dozou gehéiert awer och vill méi dezentraliséiert Ugebote un öffentlichen Dénagschtleeschungen, wéi zum Beispill Verwaltungen, Schoulen an esou weider, déi mat géif hëllefen en Deel vum Verkéier iwerflësseg ze maachen.

An dësem Zesummenhang mussen och Froen iwwert d'Erstelle vu Bebauungspläng an och iwwert d'gerecht Verdeele vun de Steuererträg aus Industrie- a Gewerbezone beantwert ginn. Soulaang nämlech déi eenzel Gemengen iwwert d'Rectette vun dese Steieren aus der Usiedelung vu Betriber Virdeeler erschafe kënnen, bleift den Drang vu Schafung vu weidere gemeneegenen Industriezone bestoen.

Et gétt Iwwerleeungen am Programme directeur fir méi regional ze denken an an deem Sënn ze schaffen, fir sech iwwert de Wee vu Plans sectoriels méi ëm regional infrastrukturell Entwécklung selwer ze këmmern. Bis elo ass et esou, dass d'Projete vun de bestehende Gemengesyndikater vun deenen ugeschlossene Gemenge proportional zu de Gemengen, a mat der Hëllef vum Stat, finanzéiert a realiséiert ginn.

Wichtig wier et awer, wann ee vu Plans sectoriels schwätzt, dann awer och Fonds-regionalen anzuféieren, déi direkt vum Statsbudget gespeist géife ginn a mat deem d'Gemengesyndikater hir Projeten och kéinte selbstänneg realiséieren a se do hisetze wou se fir d'Regioun am Wichtigste wieren.

Well et ass jo esou, déi grouss Gemengen hunn allegueren hir Service-techniqueën op déi se kënnen zrëckgräifen an déi kleng Gemengen, déi sinn do manner gutt bestéckt an do wär et schonn zum Beispill am Sënn vun enger globa-

ler Entwécklung, wann een do kéint regional Service-techniqueën schaffen, déi alle Gemengen zesumme géifen zur Verfügung stoen.

Mä do misst een natierlech déi méiglech Moyenen awer och zur Verfügung stellen. An dat net nëmmen am Zesummenhang mam Bauland, mä awer och mat anerem Infrastrukturen, wéi zum Beispill GSM-Antennen, Bauschuttdeponien oder soss regional wichtig Infrastrukturen. Dat kéint verheënneren, datt zum Beispill eng Gemeng eng Industriezon niewent e Wunngebitt vun enger anerer Gemeng setze géif, fir dat nëmmen als Beispill ze huelen. An dat géif och zu méi engem vernetzen Denken an Handelsféieren an eis vill Zäit awer och vill Sue spueren.

Et schéngt mer an der ganzer Landesplanung wichtig, dass e kohärent Konzept zustane kënn, datt awer och de Gemengen déi néideg Moyenen zur Verfügung gestellt gi fir datt se, wa Bebauungspläng solle realiséiert ginn, si et sinn, déi se am Fong - an dat huet d'Praxis bewisen - am schnellste kënnen ëmsetzen.

Duerfir beduerf et awer och enger Reform vun de Gemengefinanzen, fir de Gemengen déi néideg Moyenen zur Verfügung ze stellen. Mir hoffen, dass déi Reform elo net méi allze laang wäert op sech waarde loosse. Wéi gesot heescht dat awer ëmdenken a jiddferree misst e bësse Waasser a säi Wäi schéiden. De Stat muss en Deel vu senger oft diktatorischer Virgehensweis opginn. D'Gemenge mussen awer och hirersäits en Deel vun hirer Autonomie an den Dénagscht vum Gesamte stiechen.

Här President, de Programme directeur, deen eis virun e puer Deeg virgestallt gouf, ëmfaasst eng Rei vun Iwwerleeungen, déi den ADR ka mat droen. Wat mer awer op kee Fall kënnen mat droen, dat sinn déi politesch Iwwerleeungen fir iwwert de Wee vun zousätzlechen Taxen eng Rei vu Käschtepunkten ze reduzéieren. Dozou gehéiere besonnesch déi sogenannten Energietaxen oder déi onsennege Iddi vun engem Péage fir déi grouss Stroossenachsen. Och op Gemeengepläng kënnen mir net domat d'accord sinn, datt elo sollen onsennege Parktaxen agefuert ginn, wou ee geschwënn, wéi zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg, muss bezuele fir a senger eegener Garage ze parken.

Här President, ech kommen net derlaanscht fir e puer Wuert ze verléieren iwwert eng Rei Elementer, déi den aarbechtsrechtliche Beräich betreffen. Wann et richtig ass, dass den Télétravail dozou bäidréit datt manner Leit sech müsse fortbewege fir op hir Aarbecht ze kommen, esou wëll ech awer virun esou engem Instrument warnen esou laang wéi net déi néideg Gesetzgebungen d'Ofsécherung bréngen. Dat féiert nämlech dozou, dass nach just d'Wuer Aarbecht bezuelt gétt, awer net méi d'Aarbechtszäit. D'Salarié géinn zu moderne Sklaven, déi doheem waarden datt een hinnen d'Aarbecht schéckt.

Och Modeller vu méi flexibler Aarbechtszäit wëllen ze dévelloppéieren ass Nonsense, besonnesch wat den öffentlichen Transport ubelaangt. Mir kréien elo scho mat fixen Aarbechtszäiten den öffentlichen Transport net ugepasst, wéi solle mer en dann ugepasst kréie wa jiddferree ka schaffe goe wann e wëllt? Mir bréngen et och elo schonn net fäerdeg, do wou Industriezone sinn, e kohärenten Zougang iwwert den öffentlichen Transport ze schafen, wéi solle mer et da fäerdeg bréngen mat nach anerem Aarbechtszäitmodellen den öffentlichen Transport un d'Aarbechtswelt unzepasst?

Verschidden Transportkonzepter leie vir. D'Straiffroen, ech mengen, déi kenne mer. Déi sinn an de leschten Deeg des Laangen an des Breden diskutéiert ginn. Mir brauchen also keng punktuell a lobbytesch Moossnamen, mä mir brauchen an alle Beräicher e globaalt Konzept.

Besonnesch wann ech vum öffentlichen Transport op d'Aarbecht schwätzen, froen ech mech wéi mer dee wëllen an de Grëff kréien, wa mer amgaange si méi Linnen op d'Aarbechtsplazen ofgeschafe wéi mer neier kréieren. Ech schwätzen do besonnesch iwwert déi Linnen, déi zum Beispill geschafe ginn op der Goodyear oder op anere Plazen aus dem Ausland eraus, fir d'Leit mam öffentlichen Transport heihinner ze bréngen. Wa méi Linnen ofgeschafe gi wéi der geschafe ginn, da froen ech mech wéi mer dee Problem sollen an de Grëff kréien.

Eng aner Iddi, déi mer am Fong hunn, ass déi am Zesummenhang mat den Industriezonen, wou et mir wichtig schéngt, dass bei der Kreatioun vun neien Industriezonen och Infrastrukturen an den Industriezone selwer virgesi gi mussen, wéi Banken, d'Post, Crëchen, fir dass déi Leit, déi iwwert de ganzen Dag duerch do schaffe mussen an nimmere eng Aarbechtszäitennerbiechung hunn, och dann do bleiwen a sech do ophale kënnen. Dat géif zum Deel mathëllefen e gudde Deel vum Transportproblem ze léisen, fir dass d'Leit net véiermol am Dag brächten hin an hier ze fueren, mä nëmmen zweemol.

Déi puer Punkte wollt ech hei uschneiden. De Rescht, wat d'Ëmwelt an d'Agropolitik ubelaangt, do schwätzt mäi Frënd, de Roby Mehlen. Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. D'Wuert huet den Här Gira.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eigentlich misst Lëtzebuerg Weltmeeschter an der Landesplanung sinn, well e Land, wat all Joer e puer dausend Aarbechtsplaze schafft, eng Region wou all Mount e puer honnert Leit nei wunne kommen, esou e Land misst eigentlich eng professionnell Equipe op d'Bee setzen, déi beschten Traineren engagéiere fir de Match géint de fräie Maart a géint de programméierte Chaos ze gewinnen. Wat ass d'Realitéit?

An der Landesplanung gétt et emol kee Modell Lëtzebuerg. Déi eenzel Regierungen hu sech net emol als schlecht Amateuren aus der Affär gezunn, neen, si si guer net ugetruede géint d'Stroossebauer, d'Wirtschaftslobbyisten an d'Spekulanten. Si hunn hinne ganz einfach den Terrain iwwerlooss an hu forfait erkläert.

Dir Dammen an Dir Hären, zu Lëtzebuerg ass d'Landesplanung de facto zënter drësseg Joer inexistent. Elo muss ee sech awer froen - an dat wonnert mech, dass kee vun den Orateure viru mir déi Fro gestallt huet -: Firwat ass déi Situation zu Lëtzebuerg esou chaotesch wéi se ass? Well et muss ee jo awer feststellen dass et op jidde Fall net un deenen néidege legislativen Instrumenter an Texter gefeelt huet.

Ech erënneren nach eng kéier drun: Säit 1974 hu mer e Landesplanungsgesetz. 1978 gouf en éische Programme directeur vum Regierungsröt verabschied, deen och nach eng kéier 1988 aktualiséiert ginn ass. 1981 gouf derniewent nach eng Déclaration d'intention générale iwwert de Schutz vun den natierleche Liewensraum verabschied.

An der Praxis sinn awer dës Dokumenter praktesch ëmmer Lettre morte bliwwen. Schlëmmer nach!

Et si ganz oft Décisionen geholl ginn, déi awer nu wierklech 180 Grad an eng aner Richtung gaangen si wéi dat wat am Einzelnen oder souguer an alle vun dësen Dokumenter stoung.

Ech brauch nëmmen un eng Diskussion ze erënneren iwwert déi mer jorelaang hei an op anere Plaze gestridden hunn, dat war d'Zerstückung vum Gréngewald mat der Nordstrooss, well de Gréngewald ganz kloer op där Déclaration d'intention générale vun 1981 stung, a wann een déi fir zwee Su serio geholl hätt, hätt een iwwerhaupt net daerfen drun denken eng Autobunn duerch dese Bësch ze bauen. Dat just fir ze weisen, dass net nëmmen dem fräie Maart den Terrain iwwerlooss ginn ass, mä dass och d'Regierung selwer kaum an den Tirang gefraff huet, wa wichtig Décisionen usetzung, fir dann déi Dokumenter, déi si oder hir Virgängerregierungen erschafft hatten, ze consultéieren.

An der Praxis ass d'Entwécklung an d'Gestaltung vu Lëtzebuerg eigentlech méi duerch d'Fonds-des-routes-Gesetz vun 1967 bestëmmt gi wéi duerch Programme directeur vun 1978. Dat kann ee besonnesch gutt beobachten, wann ee géing mam Helikopter oder mam Fliger iwwer Lëtzebuerg haut fléien. Virun allem de Bau vun deenen eenzelnen Autobunnen mat enger regelméisseg uschléissender Ukoppelung vun nationalen Industriezone bei den Echängeuren waren et eigentlech, déi d'Schicksal vun deenen eenzelne Regiounen hei am Land am meeschte beaflosst hunn. Am Beräich vun der kommunaler Siedelungsentwécklung waren éischer de Spekulantentum an den Zoufallsprinzip Tromp wéi géuerdnet Planung.

Wéi ass dann dës Navigation à vue ze erklären? Mir gesinn eigentlech fénnef, sechs Hauptgrënn wuerfir dat de Fall war. Éischtere muss ee soen, dass dat aalt Landesplanungsgesetz wierklech wesentlech méi ondemokratesch war wéi dat vun 1999. Do ass et praktesch nëmmen d'Top-down-Prozedur ginn, an da brauch ee sech net ze wonneren, dass d'Leit eigentlech mat där Approche net d'accord waren.

Den zweete Grond war deen, dass déi eenzel Dokumenter am Kontext vum Programme directeur vun de Plans régionaux praktesch am stillen Kämmerlein ausgeschafft gi sinn a kaum mat de betraffene Gemengen a scho guer net mat der Société civile diskutéiert gi sinn.

Ech hunn nach haut bei mir doheem um Büro esou e Schmökler leien, dat war den Avant-projet vum Plan régional „Nord“. Ech weess net, ob vill Leit am Norde matkritt hatten, dass iwwerhaupt un esou engem Dokument deemools geschaff ginn ass. Déi weinegst, mengen ech, hu matkritt, dass dat Dokument eng kéier fäerdeg gi war an driwwer diskutéiert gouf eigentlech ni.

Schued, muss ee soen, well an deem Dokument féinnt een eng Hellewull vu wichtige Informationen, déi déi 45 Gemengen aus dem Norden hätte kënnen nützlich gebrauchte fir hir Evolution, mä dat war an der ganzer Prozedur net virgesinn. Et muss een och soen, dass Enn der 70er, Uganks der 80er Joren déi Theorie vun der participativer Démarche sécherlech nach net esou implantéiert war wéi haut.

Déi drëtt Ursach ass eng, wou ech féierten, dass se vläicht och nach an Zukunft dat gréissten Hindernis bleiwe wäert. Dat ass dat ganz staark ausgepräggt sektoriell Denken, souwuel op Ministerschniveau wéi awer och op Verwaltungsniveau. Dat huet verheënnerert an dat verheënnerert och nach ganz oft haut eng horizontal Koordinéierung an eng méi vernetzt Virgehensweis.

Am Kontext Landesplanung gétt ganz oft vun der feelender Bereetschaft vu Gemengepolitiker bei der

Kooperatioun geschwat, och vun der feelender Traditioun. Ech muss lech awer soen, Dir Dammen an Dir Hären, ech stellen awer fest, dass an deene meeschte Käpp vun deene meeschte Gemengepolitiker haut d'Bereitschaft mat den Nopeschgemengen zesummenzuschaffe wesentlech zimlech méi entwéckelt ass wéi bei deene meeschte Statsbeamten, fir mat Beamten a Beamtinnen aus engem Nieweministère zesummen ze schaffen. Wann ee Buergermeeschter ass, dann erfieft en dat dagdeeglech, dass awer mol net usazweis eng Traditioun besteet, dass Verwaltungen op informellem Niveau sech zesummen un en Dësch sëtzen an eigentlech schonn am Virfeld probéieren e Problem, dee vill Aspekter huet, dée vernetzt ass, ze léisen. Déi meescht zéie sech ganz séier an hir Schëtzegegriff zréck a waarden drop bis vun der Nopeschverwaltung den Dossier kënn, an da gëtt nëmme schrëftlech drop geschoss. Ganz oft mussen et souguer d'Buergermeeschtere sinn, déi um lokale Plang dann déi eenzel Verwaltungen un e ronnen Dësch bréngen, fir ze soen: Hei lauschtert, hei hu mer dräi ënnerschiddlech Avisen zu deem selwechte Projet, kënnen mir eis net eenegen a kënn Dir lech an de Verwaltungen net eenegen, fir dass mer weider kommen?

Ech mengen, dat ass ee vun den Hauptproblemer. Ech hunn och keng Léisunge fir déi Barrieren ewech ze kréien, mä ech mengen, mir mussen eis do Gedanke maachen. Mir mussen prinzipiell, ech kommen herno nach kuert dozou, eis d'Fro stellen, ob déi Andeelung, wéi eist ganz Statsgefuge organiséiert ass, dat eigentlech aus der Mëtt vum 19. Jorhonnert kënn mat där strikt sektorieller Opdeelung vun deenen eenzelne Beräicher, ob déi eigentlech am 21. Jorhonnert, wou mer probéieren alles ze vernetzen, nach zäitgeméiss ass fir eise Stat fonctionnéieren ze loos-sen.

De véierte Punkt: Wa mer geplangt hunn an iwwert d'Entwécklung vu Lëtzebuerg diskutéiert hunn, da war dat praktesch ëmmer exklusiv ausgeriicht op déi wirtschaftlech Entwécklung. Mir hu Zones industrielles gemaach an hunn eis dann no e puer Joer gewonnert, dass op eemol dausende Frontalieren iwwer eis Grenze komm sinn. Mir hunn eis gewonnert, dass iergendwou Kanner op d'Welt komm si vun deene Leit, déi bei eis wunne komm sinn, an dass déi och nach eng Kéier géifen an e Lycée kommen. D'Resultat er gesi mer nach haut. 4.000 Schüler a Schülerinnen, déi a Containere sëtzen, well kee geplangt hat, dass no den Aarbechtsplazen an d'Leit géife wunne kommen, dass déi Leit géife Kanner kréien, an dass déi Kanner géife grouss ginn. Also kaum Iwwerleeungen am Verkéiersberäich, am demographesche Beräich an an den öffentlechen Infrastrukturen.

Fënneftens: Dat ass e bëssen duerch d'Gréisst vum Land bedingt an dat huet jo ganz oft Virdeeler, wann een informell kann Décisiounen huelen um kuerzen Dëngschtee, wéi dat esou schéin heescht, mä ech mengen an deem heitege Kontext ass dat eis e bëssen op de Kapp gefall an huet dozou gefouert, dass mer keng Traditioun an der Regionalentwécklung hunn.

A wann e Buergermeeschter Mëttes beim Minister um Canapé sëtzt, wann e moies e Rendez-vous gefrot huet, wann e beim Verloosse vum Ministère sai Subsid an der Täsche huet, mat vläicht nach engem Bonus vu 5 bis 10%, wann en och nach zoufälleg déiselwecht Parteikaart huet wéi de Minister, firwat soll deeselwechte Buergermeeschter sech mat enger halwer Dosé Buergermeeschteren zesummesetze fir iwwer gemeinsam Strukturen an Infrastrukturen ze diskutéieren? Ech mengen, dat ass

och ee Punkt, dass mer laang gebraucht hu fir iwwerhaupt ze enger regionaler Entwécklung ze kommen, well an deem dote Fall heiansdo awer och de kuerzen Dëngschtee vläicht deem eenzelne Buergermeeschter virgeholf huet, mä zu deelweis kontraproduktiven Infrastrukturen an Décisiounen fir eng Region gefouert huet. Ech kéint där Décisiounen do an der Dosen hei opzielen.

Sechstens: Schlussendlech hunn awer och am Landesplanungsgesetz vun deemools déi néideg strukturell a finanziell Instrumenter gefeelt, fir déi regional Zesummenaarbecht ze förderen. Dat ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech duebel bedauerenswert, well och schonn am Programme directeur vun 1978 stoungen eng ganz Rei sënnavoll Recommendationen an et waren och sënnavoll Scénarië fir dat Land hei ugedeit. An datselwecht, Här President, kann ee vun deem heiten Dokument soen. Ech wëll dat och direkt betounen, dass mir dat meescht, wat hei dra steet, als Gréng kënnen ënnerstëtzen. Jo, mir hunn heiansdo esouguer dat Gefill, dass munches, wat hei dra steet, kéint direkt aus engem gréng Wahlprogramm ofgeschriwwen sinn, an dat net nëmme wéi d'Halbschent vum Dokument hei gréng ass, mä et ass eigentlech wirklech esou wéi mir eis...

(Interruption)

Ech wees net, ob dat deemools eng Undeutung sollt gewiescht si vum Här Bodry.

■ **M. Michel Wolter, Ministère de l'Intérieur.** - Den Inhalt ass schwaarz. Dat ass dat Wichtigst.

■ **M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).** - Leider. Vläch ass dat de Problem.

Op jidde Fall deele mir zu engem ganz groussen Deel déi Vue, wéi eist Land sech soll an deenen nächste 15, 20 Joer entwéckelen. Mä d'Fro, déi sech haut stellt, an dat hunn eng Rei Leit schonn opgeworf, an d'Fro, déi sech an deenen nächsten zéng, 15 Joer wäert stellen, ass also net ob dat, wat an deem Programme directeur hei dra steet, an der Rei ass, mä ob mer et fäerdeg bréngen eis dës Kéier déi néideg Strukturen a Moyenen ze ginn, wéi mer déi schéin Ziler errechen.

An dofir, Här President, wäert ech mech och elo net laang oder iwwerhaupt net mat den Inhalter vun deem Dokument ophalen, mä éischer e puer Iddien an e puer Vuen aus grénger Siicht op den Dësch leeën, wéi mir eis et géife virstellen, wéi mer et géife fäerdeg bréngen dës ganz gutt Iddien an d'Realitéit emsetzen. En Zéngpunktprogramm, wann ech esou daerf soen, wou de roude Fuedem folgendermoosse kéint heeschen: Zesumme plangen, amplaz vereenzelt reagéieren.

Dat Éischt wär eiser Meenung no eng breet ugeluechten Debatt zum Thema: Wéi ee Lëtzebuerg fir muer? Déi Gréng hunn net eréischt en Zukunftsdeisch gefrot, wéi op eemol déi 700.000-Debatt aktuell war. Mä mir hu scho viru Joren, an ech kéint hei esou e Pak Motiounen op den Dësch bréngen, wou mir schonn ëmmer gesot hunn, et gëtt endlech Zäit dass mer eis Gedanke maachen iwwert d'zukünftige Gestaltung vun deem Land. Mir bedauern et wierklech, dass dës Iddi net zréckbehale ginn ass. Mir hunn awer och praktesch ëmmer parallel gesot, dass eigentlech am Virfeld vun esou enger Diskussioun misst emol eng seriö wëssenschaftlech Bestandsopnahme gemaach ginn iwwert d'Ëmweltsituatioun, eng Rei Scénariën ugedeit ginn. An de Minister huet et jo voll confirméiert haut.

Eng weider Ursach vun net existenter Landesplanung ass, dass an deem Land hei keng Chiffren ze kréie sinn. Dat stellt net ëmmer erëm neiendéngs de Landespla-

nungsminister fest, mä dat stellt een och fest, wann ee wëllt regional Entwécklung maachen. Et ass bal onméiglech erauszufannen, wéi vill Aarbechtsplazen de Moment am Réidener Kanton sinn an a wéi engem Secteur? Och déi eenzel Chamberen denke guer net regional an hunn, wa se iwwerhaupt Statistiken hunn, se doudsécher net no regionale Kritäre bei sech aklasséiert.

An da brauch ee sech net ze wonneren, wann ee keng objektiv Chiffren um Dësch huet, dass, esou bal méi politesch Diskussiounen kommen, se direkt emotional gefouert ginn. Ech sinn der Meenung, wa mer an deene leschten 20, 25 Joer méi objektiv Chiffren um Dësch leie gehat hätten, dass mer dann eng Rei Diskussiounen vill manner emotional, vill méi pragmatesch hätte kënnen féieren, an dass och eng Rei Feeldécisiounen, aus grénger Siicht, déi geholl si ginn, eventuell net geholl gi wären.

Et mierkt ee jo awer all Kéiers, wa mol e puer Zuelen op den Dësch kommen, et dann éischer méiglech ass eng sachlech Diskussioun iwwer Parteigrenzen ewech ze féieren. Ech hunn dat erëm festgestallt, wéi mer am Virfeld vun der Debatt iwwert d'nohalteng Entwécklung déi berühmte SERI-Étud op den Dësch geluecht hunn. Do waren nëmme e puer Chiffren dran, mä déi Chiffren eleng hunn zumindest dozou geféiert, dass mer e bësse méi konkret konnter iwwer Nohaltegkeet diskutéieren. A wann een de Leit Scénarië virleet an et seet een, wa mer näischt un eiser Manéier fir eise Raum ze gestalten änneren, da riskéiere mer trotz allem, a wann et och eréischt a 40 oder 50 Joer ass, 60, 70, 80% vum Territoire vu Lëtzebuerg urbaniséiert ze hunn, ech mengen da kritt een eng aner Kommunikatioun mat der Populatioun, och mat eenzelne Gemengen, wéi wann et einfach heescht, mir zersiedelen eist Land. Punkt, Schluss. Ech menge mat esou Aussoe kënn een net weider.

Mir begréissen an deem Sënn déi Approche iwwert den IVL. Déi éischt Réunioun fir d'Gemengen an deem Kontext huet scho gewisen, dass do mol usazweis endlech e puer Chiffren op den Dësch kommen, a wa se gutt verschafft a vulgariséiert ginn, se e gewëssenen Aha-Effekt souwuel bei de responsabele Gemengepolitiker wéi och bei der Société civile kënnen produzéieren. Mir si gespaant wéi den dote Prozess weider geet. Do ass zumindest een éischen Usaz.

Den zweete Punkt ass, an den Här Bodry huet dat scho gesot, wann een den IVL seriö hëlt, een hätt awer missen e Moratoire fir gréisser Infrastrukturen, besonnesch Stroosseninfrastrukturen dekretéieren. Et ass schued, dass wou praktesch schonn dee gudden Usaz do ass, een e schonn erëm deelweis futti mécht, wa parallell ganz einfach nach iwwer eng Westtangente geschwat gëtt an ëmmer erëm diskutéiert gëtt. Dat ass awer och eng Affär vu Glafwierdegkeet vis-à-vis vun der Populatioun. Ech gleewen nach vläch, dass intern an der Regierung gesot gëtt, mir féieren déi parallell Diskussioun a Planung weider. Mir wëssen awer och wéi schwéier aus engem Ingenieur sengem Kapp eng Strooss erausze kréien ass, wou dee schonn d'Plang gezechent huet. Dat ass nun eemol esou. Dat ass mënschlech. Dat huet och mat engem gewëssenen Verwaltungsgeescht ze dinn. An ech hu léiwéier, mir mussen iwwer eng Strooss diskutéieren, wou nach keng Plang fäerdeg sinn, wéi dass mer mussen géint eng ukämpfe wou scho Plang do leien, wou schonn driwwer diskutéiert gëtt, ob mer d'Nordvariant em Keespelt maachen oder eng Südvariant.

Ech fäerten déi Zich sinn all fort, an dat ass einfach schued, well een do schonn erëm mam IVL enger Evolutioun hannendru leeft. Mer mussen endlech dozou kommen, dass d'Politik am Virfeld vun enger Evolutioun ka matschwätzen an net ëmmer der Réalitéit dobausse permanent muss nolafen.

Dréttens: Do hu mer e bëssen eng aner Vue als Gréng. Mir wiere vläch éischer fir e Plan directeur, well mer awer fäerten, dass eben de juristesche Wäert vun deem wat hei drasteet praktesch Null ass, an dass een awer vläch hätte kënnen Moyené fannen, dass déi Leit, déi deen hei méi contrainnanten, esouwuel fir d'Regierung selwer hätte misse sinn, wéi awer och fir d'Gemengen, mä awer och, vläch virun engem Tribunal administratif, fir Bierger a Biergerinnen, fir Ëmweltschutzorganisatiounen, firwat och net déi eng oder aner Gemengen aklobar hätte kënnen sinn.

Véiertens: Ech kommen zréck op dat wat ech elo éinescht gesot hunn, fir mech bal den A und O. Wa mer et net fäerdeg bréngen interministeriell an Interwaltungs-aarbecht ze verbesseren, da froen ech, wéi mer besonnesch op deene Punkten, wou d'Regierung selwer gefouert ass, solle weiderkommen.

Eng Pist, déi een eventuell kënn weider suivéieren, wier déi, ob een net iergendwéi eng Kéier misst eng Rei Ministèren zesumme leeën an eventuell mat Statssekretariater fueren. Mir haten emol eng Kéier d'Propos gemaach an do si mer am Kontext, wat och schonn opgeworf ginn ass, wéi leeë mer d'Diskussioun Landesplanung an Nohaltegkeet zesummen. Mir haten emol eng Kéier d'Propos gemaach en Nohaltegkeetsministère ze schafen, wou ee Landesplanung, Ëmwelt, Verkéier an Energie kënn erantässelen, wou een och Leit kënn drasetzen.

(Interruption)

Här Wolter, ech weess dass dat do scho bal eng Verwaltungsrevolution ass. Dat ass emol keng Reform vun der Réforme administrative, dat do ass bal eng Revolution. Mä wa mer feststellen, an dat ass net nëmme am Politikberäich esou, mä dat ass och am private Beräich, am gesellschaftleche Beräich, dat eist lineart Denken iergendwéi net méi zäitgeméiss ass fir déi komplex vernetzte Problemer vum 21. Jorhonnert ze léisen, da muss een och eng Kéier e bësse méi wäit denken an zumindestens emol nei Forme vu Verwaltungen, vun Organisatioun vun eise Statswiesen oudenken.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech si mer bewusst, dass dat do net fir haut a muer ass, mä wann een net ufänkt gewëssen nei Iddien ze entwéckelen, dann mengen ech, kritt ee se och ni an d'Käpp vun de Leit eran.

De fënnefte Punkt ass mindestens esou wichteg wéi deen, deen elo grad ugeschwat ginn ass. Do hu mer, mengen ech, an deenen nächste Wochen a Méint nach Zäit driwwer ze diskutéieren. Dat ass an eisen Aen déi Question clé vun der grondleeënder Reform vun de Gemengefinanzen.

Ech kënn elo X Zitater hei bréngen, wou dës Regierung widderhuelte déi wichteg Roll vun de Gemengen ugeschwat huet, ëmmer erëm nei Missiounen fonnt huet, sief dat am Logement, sief dat an de Structures d'accueil an esou weider an esou fort. Ech kenne keng Regierung wéi déi hei, och kee Finanzminister wéi deen hei, deen de Krunn vun de Gemenge méi zougedréit huet wéi deen heiten. Dat ass grad esou paradox wéi dat wat den Här Calmes elo éinescht opgezechent huet, wann een an der Landesplanung gär hätt dass d'Gemenge solle Gas ginn, da kann een net am Syndikatswiesen op d'Brems trëppelen. Wann ee gär hätt dass d'Gemenge méi Auf-

gaben iwwerhuelen, da kann een hinnen net de Krunn zoudréien.

Ech hoffe wierklech, dass bei deene ganzen Diskussiounen mam SYVICOL, wat d'Abréch vun der Gewerbesteier ugeet, wierklech ganz seriö Kompenséierung kommen, well soss kënn mer déi ganz Diskussioun, déi mer hei de Mëtteg gefouert hunn, vergiessen, well wann et muer esou ass dass wierklech 40% Abroch Gewerbesteier kommen, dann ass kee Su a kee Frang méi do fir regional Zesummenaarbecht an da kann een och de Gemengeverantwortlechen net de Virworf maachen, wann d'Hiem hinne méi no ass wéi de Paltong. A mir sinn net wäit dovun ewech.

Wann ech Berichter liese vun der Stad Ettelbréck, déi elo scho praktesch virbäi an hannewidder ass duerch de Fonctionnement vun hirem CAP, wann ee sech do nach virstellt, dass d'nächst Joer nach eng Kéier en zousätzlechen Abroch kënn, wann ech héieren, dass eng vun den Haaptursaache vum Ettelbrécker Buergermeeschter, fir net beim Leader Plus matzemaachen, de Fait ass, dass en do eng Millioun muss bäileeë pro Joer a seet, da kann ech e Klasesall manner pro Joer usträichen, da fannen ech, dann ass dat keng theoretisch Diskussioun déi mer hei féieren, da si mer um Punkt dass eng Rei Gemengen, an Ettelbréck ass jo bestëmmt net déi mannst an net déi klengst, elo scho bal virbäi an hannewidder sinn, an dann ass et normal, da kann een net nach vum Ettelbrécker Buergermeeschter verlaangen, dass dee sech hisetzt an all Joer zeg Milliounen bereet stellt fir d'Nordstad ze entwéckelen.

Dat eent ouni dat anert, Här President, dat geet net, an ech maache wierklech e waarmen Appel hei un den Innenminister an och un d'ganz Regierung, dass se sech ganz seriö sollen iwwerleeë wat am Kontext vun de Gemengefinanzen do geschitt. Dat sinn déi Acteuren, déi dobaussen d'Liewensqualität vun de Leit wäerte garantéieren. Et sinn och déi, déi mer permanent brauche fir Landesplanung ze maachen. Ech si ganz d'accord, et geet mat de Suen net duer, mä ouni Sue kann een och keng regional Entwécklung maachen, an dat ass awer d'Viraussetzung, soss brauche mer net doriwirer ze diskutéieren.

Här Minister, Dir fannt mech als Alliierten, wann Der higgitt an Dir suert dofir dass Schluss ass mat den Trittbrettfahrer an de Luusspäteren. Do sinn déi Gréng sécherlech déi, déi eng Hand wäerten upaken, well mir si leider de Moment an där paradoxer Situatioun, dass déi, déi d'Luusspäteren an d'Trittbrettfahrer spillen, déi hunn um Enn vum Joer méi Suen an hirem Budget, kréien awer vun den Nopeschgemengen déiselwecht Servicer fir hir Leit ugebueden, déi mussen just e puer Kilometer fueren. Dat ass déi aktuell Situatioun, dat ass paradox, a mat esou enger Situatioun kritt een natierlech de regionale Geescht net gefordert an do mussen mer d'Saach erëm op d'Féiss setzen an dofir suergen, dass déi Leit, déi fräiwëlleg sech zesummesetzen a kucke fir hir ganz Region Liewensqualität ze schafen, wierklech um Enn vum Joer méi an hirem Keess hunn oder zumindest datselwecht wéi déi, déi nach ëmmer mengen, si kënn den Schlaumeier spillen.

De sechste Punkt ass inhaltlech vläch dee Punkt, deen ech am meeschte vermësst hunn an deem ganze Programme directeur. Dat ass wat mer eis vu Moyené ginn, fir endlech erëm Wunnen, Schaffen a Fräizäit beiënen ze bréngen. Et wonnt mech och e bëssen, dass mer vun engem Plan sectoriel Wunne-Schaffen, vun engem Plan sectoriel Transport schwätzen, mä wou ass de Plan sectoriel zone d'activité, oder wéi mer en och ëmmer wëllen nennen?

Well et notzt eis net vill, wa mer mer kucke beim Wunne méi koordinéiert virzegoen, wa mer mer och kucken, dass mer Wunnen a Mobilitéit erëm méi no beiënee bréngen, wa weiderhin esou geckeg Zones d'activités geplangt ginn, wéi mer dat amgaang sinn, wou an engem Gebai, op 36.000 m² 2.000 Leit schaffen, wou moies 1.900 Autoen an Zäit vun enger Véirelstonn eran- an erausfueren, well mer déi Zone dohi gemaach hunn, wou keen öffentlechen Transport ass, da fäerten ech, da kréie mer de Mobilitéitsproblem awer net an de Grëff, an eigentlech fänkt déi Situatioun un ëmmer méi pervers ze ginn.

Et konnt ee jo nach déi Trennung vu Wunnen a Schaffe verstoen, wann dat Schaffen Aktivitéite waren, déi och eng gewëssen negativ Inzidenz op d'Liewensqualität hatten. Wann een industriell, kommerziell oder och nach handwierklech Tätigkeiten op d'gréng Wiss setzt, dat ass jo nach vläicht iergendwéi novollzéierbar. Mä mir si längst zu Lëtzebuerg um Punkt, dass mer praktesch an der 80%eger Tertiarisierung vun eiser Gesellschaft sinn an elo gi mer nach ëmmerhin déi Aktivitéiten op d'gréng Wiss setzen. Et ass pervers Bürosgebäuer op d'gréng Wiss ze setzen. Bürosgebäuer gehéieren an eng Stad, well esou vill wéi ech weess, ausser d'Kommen an d'Goe vun de Leit, huet e Bürosgebai keng Inzidenzen op d'Liewensqualität wou een ass. Da muss mer endlech ewechkomme vu risegge Bürosgebäuer méiten tëschent Lëtzebuerg an dem Süden a mir mussen Moyenné fannen, fir an de Stied selwer erëm vläicht dann och méi kleng Unitéite vu Bürosgebäuer ze maachen.

Firwat? Et war emol eng Iddi do fir déi ganz Gare ze iwwerbauen an do esou Saachen ze maachen. Wann een do kënn e puer dausend Aarbechtsplazen iwwert der Gare schafen, da géinge vläicht net moies bei 2.000 Salarieën 1.900 Autoë kommen, mä da wier et vläicht ëmgedréint, da kéime vläicht 1.900 Leit mam Zuch an déi aner 100 kéime mam Auto. Dat, mengen ech, ass dréngend noutwendeg. An do muss ech soen, dat ass e Beräich wou ech e bëssen enttäuscht gi sinn an deem Programm directeur. Ech sinn och der Meinung, dass dat e Beräich ass, wou et awer elo net nëmmen ëm déi ganz grouss Projete geet vun e puer dausend Aarbechtsplazen, mä dat do ass einfach eppes wou mer déi Feeler, déi mer alleguete gemaach hunn an deene leschten 20, 30 Joer, och um klengsten Niveau an der Gemeng, missten zesumme mam Ministère de l'Intérieur an zesumme mam Landesplanungsministère Konzepter fir d'Gemengen ausschaffen, fir bei deem klengste Projet ze probéieren, zumindest wann 20 Haiser gebaut ginn, och nach vläicht e puer honnert m² Büroen oder e puer honnert m² kommerziell Flächen ze maachen, well soss kréie mer de Problem vun der Mobilitéit a mengen Aen nimools an de Grëff, ob mat engem BTB oder ouni BTB. Dat do ass eng Question clé, mengen ech, vun der Organisatioun vun eisem Zesummeliewen.

Siwents: Mir sinn der Meinung, dass endlech den Transportministère misst bestëmmend sinn iwwert d'Verkéiersinfrastruktur. Et ass och net méi zäitgeméis, dass e Ministère des Travaux publics praktesch d'Mobilitéit organiséiert an deem Land hei. Den Transportministère misst d'Mobilitéit organiséieren an d'Ponts et Chaussées missten engem Transportministère ënnerstallt sinn, an d'éischt misst emol gekuckt ginn: Baue mer en Tram, en Zuch oder eng Strooss? A wann et dann heescht, mir bauen en Zuch, da géinge mer en Zuch bauen, a wann et géing heeschen, mir bauen eng Strooss, da kritt d'Ponts et Chaussées den Optrag eng Strooss ze bauen, mä elo maachen déi, déi d'Planung maachen, och

d'Exécution oder éischer ëmgedréint, déi exekutieren, sinn eigentlech déi, déi plangen. Dat ass u sech pervers an dat huet dozou gefouert, dass mer nach wäit ewech si vun engem Equiliber tëschent dem öffentlechen Transport an der Strooss.

Et muss een ëmmer erëm drun erënneren, dass, wa mer an deem do Kontext schwätzen, och an deem Lëtzebuerg, wou anscheinend den Auto dat léifste Kand ass vun all Mënsch, no der Volkszählung vun 2001, 21% vun de Ménagen zu Lëtzebuerg keen Auto hunn, e Fénneftel vun eise Ménagen zumindest ass net mobil, wa mer d'Mobilitéit exklusiv op den Auto opbauen. Ech géif wierklech en Appel maachen, de sozialen Aspekt am Kontext öffentlechen Transport wierklech net ze vernoléisseg.

Ech freeë mech och, dass awer ëmmer méi Leit agesinn, dass eppes néideg ass, dass se och net nëmme Forderung stellen, mä mat konkrete Virschléi opwaarden. Ech hunn dat Dokument mat Interesse gelies, wat d'FLEA des Woch an enger Pressekonferenz presentéiert huet; do gesäit een och, mat wéi wéineg Moyenen ee villes kann änneren.

Wann ech gesinn, dass d'FLEA eng Propos huet, fir op enger Streck, déi ech gutt kennen, just mat e puer Kilo Faarf - andeem ech nämlech eng konsequent Busspur maachen, tëscht Stengefort an der Stad -, 18 Minuten ze wannen, da sinn dat Virschléi déi en Transportministère misst opgräifen, well do ass de spréngende Punkt, wou d'Leit op emol soen, wann ech 20 Minutte manner brauch mam Bus wéi mam Auto, da klammen ech vläicht ëm. Dat kascht keng Milliarden Investissementer, dat do kascht e puer honnert Kilo Faarf a ganz e bëssche politesche Courage, fir en Zeechen ze setzen. Dat do ass wierklech Prioritéit, a wann ee bei all Kräizung dem Bus d'Virfaarf gëtt, dann op emol soen déi, déi do am Auto sëtzen, bass du da keen Hennes, fir do ze sëtzen.

Den aachte Punkt ass gëschter intensiv diskutéiert ginn, do brauch ech net an den Detail ze goen. Dat ass déi Geschicht, dass mer eigentlech de Perimeter guer net méi bräichten ze erweideren, fir dass mer labber eng Millioun an dee bestehenden erakreien.

Kommt mer maachen endlech déi Reform vun där Grundsteuer. Ech hunn nach keen heibannen héieren, weder an der Intérieurskommission nach gëscht bei där Debat, deen dergéint ass. Kommt mer setzen e puer Beamten dorop, mer huelen d'Grundsteuer op de Leescht, mer maachen emol eng Propos, déi mer ënnert de Fraktiounen diskutéieren, fir dass mer endlech do weider kommen an dass den Drock entsteet.

An ech widderhuelen dat, wat ech schonn hei gesot hunn: Et geet do net nëmmen ëm déi puer Euro, et geet och ëm d'Symbolik, fir ze soen, hei déi Leit, déi Terrainen zréckhalen, déi mussen mer „bestrofen“. Ech menge schonn dass een do eppes kéint errechen.

Néngte Punkt. Dat ass eppes, wat just de Marco Schank am Virfeld gesot huet, dass mer ewech mussen kommen, dass d'Landesplanung nëmme Planung vun Infrastrukturen ass. Landesplanung ass och méi Personal, a mir sinn als Gréng der Meinung, dass deen Irsinn vun Numerus clausus soll ofgeschaf ginn an dass een d'Ästle vu Beamte soll no de Besoiné vum deem Land hei a vun der Populatioun plangen an net ëmgedréint.

Mir sinn der Meinung, dass do vill Feeler gemaach gi sinn, an heiansdo kann ee mat wéineger Infrastruktur a méi Leit wierklech méi Liewensqualität produziere wéi een heiansdo mengt, an dat ass dee leschte Punkt, wou ech wollt soen.

Liewensqualität ass méi wéi Infrastrukturen, statt nëmmen a Betong soll an Zukunft a Mënschen investéiert ginn, an dat gëllt souwuel fir de Stat wéi fir d'Gemengen. An heiansdo ass et besser et mécht een eng Mobilitéitszentral, wéi et baut ee Stroossen, oder et ass besser et setzt een eng Energieberodung an, wéi et baut een Héichspannung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Joren ass et eng Rei vu positiven Usätz gi vu koordinierter Regionalpolitik, wéi zum Beispill d'verstärkt Zesummenaarbecht am Réidener Kanton an am Klierfer Kanton an d'Naturparken. Et sti Projeten u wéi d'Nordstad, d'Friché souwisou, dat ass alles eng positiv Bewegung, déi ganz oft awer och vun ënnen erop komm ass, the buttom up.

Ech mengen, déi grouss Erausforderung an deenen nächste Joren ass, des positiv Bottom up-Bewegung ënnert en Hutt ze kréie mat enger Top down-Bewegung.

Ech bedauern et nach eng Kéier, dass d'Geleeënheet verpasst ginn ass, iwwert den Zukunftsdësch genau dat do ze maachen, fir déi zwou Politiken zesummen ze kréien. Dofir mussen mer elo, wou déi Geleeënheet net do ass, nei Forume schafen, dass d'Gemengen an d'Zivilgesellschaft ausreichend Geleeënheet erhält sech ze artikulieren an hir Aussoen a Virschléi eescht ze huelen.

(Interruption)

Ech sinn an enger Minutt fäerdeg, Här President.

M. le Président.- Ok.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zur Konkusioun.

D'Erausforderungen un d'Landesplanung vun haut si ganz anerer wéi déi vun 1974. Deemools war eist Land virun allem mam Phänomeen vun der Landflucht geprägt an d'Erausforderung war deemools éischer, fir déi schwach Regionen am ländleche Raum ze entwéckelen.

Haut sinn d'Problemer praktesch ëmgedréint. D'Leit verlossen d'Stied, d'Land riskéiert am Verkéierschaos ënnerzegoen, an d'Zersiedlung ass esou wäit fortgeschritt, dass se bal dat leschten Duerf erreicht huet.

D'Erausforderung sinn haut wesentlich méi grouss wéi virun 30 Joer. Si kënnen nëmme geléist ginn, wann et geléngt all gesellschaftlechen Kräften ze mobiliséieren. De ronnen Dësch muss d'Cirulaire ministérielle ersetzen, soss bleift deen heite Programme directeur grad sou lettre morte wéi deen alen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Stroossebau, d'Wirtschaftslobbyisten an d'Spekulanten hu weiderhin eng professionell Equipe um Terrain stoen. Och des Regierung huet et a véier Joer net fäerdeg bruecht hinnen e gläichwärtig Team entgéint ze setzen. Et sinn awer Zeechen do, dass se op d'mannst amgaang sinn, eng gewëssen Opbauaarbecht ze leeschten. Déi nächst Regierung muss et da fäerdeg bréngen aus deem Material e schlagfäerdeg Team ze bilden, soss ass de Match ëm e liewenswäerte Modell Lëtzebuerg definitiv verluer.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den nächsten Orateur ass den Här Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany (déli Lénk).- Här President, ech soen lech merci. Dir Dammen an Dir Hären, den Aménagement du terri-

toire beschäftigt sech jo mat de Grundlage vum mënschlechen Zesummeliewen op dem Territoire vun eisem Land, a well et haut keng geschlossene Wirtschaftsräim méi gëtt, beschäftigt e sech och mat der Situatioun an eisen ugrenzende franséischen, belschen an däitsche Géigenden.

Wirtschaftlech Entwécklung, sozialen Zesammenhalt a Gläichheet, schoungsvollen Émgang mat der Natur, Transport, Wunnengsbau, öffentlech Infrastrukturen, alles dat si Viraussetzung vum enger dauerhafter Entwécklung vun der mënschlecher Gesellschaft. Alles dat verlaangt en héije Grad vu politescher Gestaltungsfantasie a vun Duerchsetzungskraaft, an en héije Grad vu Kooperatioun a vu Matbestëmmung op allen Niveaue, kommunal, regional, assoziativ an och individuell.

D'Politik huet haut d'Ausmooss an d'Erausforderung, déi eng komplex Gesellschaft u si stellt, erkannt. D'Expärsweissen ass haut beträchtlech. Organisatiounen vun der Zivilgesellschaft, wéi de Mouvement écologique, awer och Organisatiounen op deene verschidene betraffene Gebidder, hu wesentlich zur Prise de conscience an zur Mobilisatioun ëm d'Froe vun entscheidender Bedeitung bäigedroen.

Alles dat spigelt sech zum Deel an där Broschür, déi genannt ass, Programme directeur d'aménagement du territoire, an déi eis haut virläit, erëm. Wéi ech awer scho gesot hunn, bei der Debat iwwert déi wirtschaftlech a sozial Situatioun vun de Fraen, widdersprécht awer wäitgehend d'Praxis deem wat an där Broschür steet, an och déi offiziell Ziler vun der Regierung widderprieche wäitgehend deem wat hei a schéi Wierder, an déi faarweg Broschür déi eis virläit, gekleet ginn ass.

Wéi mer aktuell och bei der Friddenspolitik gesinn, leien d'Noutwendegkeete vun eiser Zäit, zum Beispill wat d'Friddenspolitik, eng international Politik vu friddleche Bezéiungen op der Basis vu Gläichberechtigung, planetaresch Entwécklung, Ofüstung, Demokratie, international Recht ugeet, heiansdo meilewäit ewech vum reelle Spillraum, dee vill Regierungen hunn; och eis Regierung.

Regierungen déi dack nëmmen op eng timide gebonnen oder souguer ënnergeuerdnet Aart a Weis reagéieren. D'öffentlech Meinung ass do scho vill méi wäit, si zéckt net den allgemengen Interessen, wéi elo zum Beispill an der konkreter Friddensfro vun der Mënschheit, milliounefach géintwuer vun enke wirtschaftlechen a machtpoliteschen Interessen, ze vertrieben.

Am Fall vum Aménagement du territoire si mer virun ähnlech Erausforderung gestallt, och wann et hei nach net zu engem Sursaut vun de Leit komm ass.

Ech wëll meng Positioun unhand vun e puer Beispiller erläutern. De Pabeier vum Innenministère schwätzt zum Beispill vun der Noutwendegkeet vun enger sozialharmonescher Entwécklung, déi alle géigewäertegen an zukünftige Generatiounen en équitabelen Zougang zur Benotzung vun de Ressourcen, zur Bildung, zur Gesondheet, zum Akommes, zur Aarbecht an zum allgemenge Wuergoe misst erméiglechen.

Dat si wichteg Ziler, déi ech och komplett deelen. Si setzen awer eng relativ égalitaire Gesellschaft viraus, si setzen eng grouss Emverdeelung vun de Ressourcen an där Gesellschaft viraus a Richtung vun deene prioritäre gesellschaftlechen Ziler.

Déi grouss Richtlinie vun der Wirtschaftspolitik an der Europäescher Union awer lafen an eng Géigrichtung. Si lafen a Richtung Reduktioun vun den öffentlechen Budgeten, a Richtung vun drastesche Steuerreduktiounen fir d'Betriber a fir déi Räich, si lafen a Richtung vun

indirekten Taxen zum Beispill, Gemengentaxen a Steieren, déi virun allem déi Mannerverdéngend betreffen.

Et gëtt zum Beispill gesot, dass déi, déi d'Aarbecht kafen an och asetzen, fräi Bunn kréie missten an duerfir misst d'Aarbecht méi bëlleg ginn an och méi flexibel ze gebrauchen.

An Däitschland gesi mer zum Beispill ganz gutt wéi dat leeft, wann déi déchainéiert Hyäne vun der Droite a vum Patronat eng Regierung viru sech hierdreien, déi hire Gebuertsschäin verluer huet. Da ginn déi Aarbechtslos an déi Krank penaliséiert, fir dass déi Räich an déi Mächtig hir Privilegien an hire Wuelfstand nach weider kënnen ausbauen.

Wéi soll mat esou enger Politik, Dir Dammen an Dir Hären, den équitabelen Zougang vun deenen zukünftige Generatiounen zu engem würdegen...

(Interruption)

Ech schwätzen och nach op eemol vun Äre Virbillen, Här Mehlen. Passt gutt op wat Der sot!

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

(Interruption)

Oh, dat weess ech net, ob déi méi bekannt sinn.

Wéi soll mat esou enger Politik den équitabelen Zougang vun deenen zukünftige Generatiounen zu engem würdege Liewe garantéiert ginn, wann de ganze sozialen Tissu, alles dat op dat eis Gesellschaft opgebaut war an der Vergaangenheet, erëm soll a Fro gestallt ginn.

Huele mer zum Beispill d'Taxen an de Gemengen. Den Här Innenminister mengt si missten dee reelle Coût vun den Dëngschtleeschungen erëmispigelen, mä da geet de Waasserpräis nach weider an d'Luucht, da ginn d'Präisser vum öffentlechen Transport an d'Luucht an da gëtt d'Entrée an d'Schwemm méi deier. Da gëtt zum Beispill eng Taxe d'habitation wéi a Frankräich opgehewen. Da gëtt och längerfristeg, dovu sinn ech iwwerzeegt, d'Gratuitéit vun der Schoul a Fro gestallt. Da gëtt den Transport méi deier an esou weider an esou virun.

Alles dat sinn d'Auswierkung vun där Politik, déi diametral deene gudden Zilsetzung vum deem Dokument entgéint sinn, dat mer haut sollen diskutéieren. Dat sinn Auswierkungen, déi ganz einfach d'Kohärenz vum Tissu social, vun deem esou vill an deem Dokument hei geschwat gëtt, a Fro stellt. Oder méi einfach ausgedréckt: Dat ass eng Politik, déi dorop erausleef, dass Leit, déi sech elo als gläichwärtig Membere vun der Gesellschaft gefillt hunn, egal wéi hire Revenu war, a gläichen Zougang zu den öffentlechen Dëngschtleeschungen hunn, dass déi sech op eemol erëmfinden an der Situatioun vum Assistéierten, déi eventuell souguer op d'Sozialhëllef ugewise sinn.

Déi Dëngschtleeschung ware bis elo an de Gemengen zum Deel gratis, zum Deel ganz abordabel, an de Revenu vun de Leit huet dobäi keng Roll gespillt. Finanzéiert ass dat ginn iwwert d'Gewerbesteier, déi vun de Betriber bezuelt ginn ass. Wéinstens ass iwwert dee Wee eng gewëssen Emverdeelend Justiz erfollegt. Alles dat soll awer elo ofgeschafft ginn, well d'Gewerbesteier, nodeem se jo scho ganz stark reduzéiert ginn ass, an Zukunft, wann et verschidene Leit no geet, komplett ewechfale soll.

Haut, wou ëmmer méi Frae schaffen, ass de Räichtum, deen duerch d'Aarbecht geschaf gëtt, jo nach gewuess an e géif och eng Emverdeelung erméiglechen, zum Beispill eng Emverdeelung a Richtung méi Fräizäit fir Männer a Fraen am Interesse vun hire Familjen, wann net grad elo déi neoliberal

Revolution zum Géigenugréff geblosen hätt a verlaangt, dass si nach méi e groust Stéck vum Kuch kritt wéi dat wat si bis elo souwou schonn hat.

Ech notze meng kuerz Riedezäit jo bekanntlech - dat wéssst Der - fir emol de Fanger op Wonnen ze leeën, déi aner Leit hei net wëllen esou séier bloussleeën. Ech mengen ouni déi wichteg gesellschaftlech Froen do ze léise kann ee keen Développement durable maachen, et kann een och keen Aménagement du territoire maachen, deen de Bedürfnisser vun de Leit entsprécht.

Huele mer zum Beispill d'Services publics. Manner Steiere bedeite forcément och manner Services publics. Mir hu gesi wéi d'Elektresch, de Gas, d'Post- an d'Telekommunikationsweise liberaliséiert gi sinn. Bréngt dat eppes dem Développement durable, wann zum Beispill elo an de Gemengen nient den Antenne vun der Post dann och nach d'Antenne vun Tango stinn?

De Plan d'aménagement du territoire wërft wuel dee Problem op, mä hie léist en awer net. En dréckt sech a verklausuléierte Formulierungen zu deem Problem aus an et leeft a Wierklechkeet dorobber eraus, dass d'Interesse vun der Wirtschaft sech an Zukunft géint déi Widerständ, déi jo berechtigtterweis a ville Gemenge besti géint deen Antennebëschen, deen iwwerall am Land amgaangen ass opgeriicht ze ginn, kënnen duerchsetzen.

Wat bréngt et dem Aménagement du territoire, wann de Réseau vun der CFL, dee jo elo schonn zënter Joren degeneréiere gelooss ginn ass - am Verglach dozou ass de Réseau vun den Autobunne jo ausgedehnt ginn - a kengster Weis der Nofro vun engem frëndlechen öffentlichen Transport entsprécht an a Zukunft eventuell souguer wäert privat Konkurrenz kréien? Wat bréngt dat dem Aménagement du territoire? Am Dokument vum Ministère steet dran, dass déi extern Käsche vum Transport missten am Kader vun der Liberaliséierung internaliséiert ginn. Dat heescht näischt aneschters wéi dass elo, emol op den Zuch bezunn, d'Benotzer vum Zuch an Zukunft de volle Präis vun der Eisenbahninfrastruktur droe mussen. Dann ass et och eriwuer, Här Mehlen, mam Gratistransport, dee jo den ADR fuerdert.

M. Robert Mehlen (ADR).- Jo, mir bleiwen do derbäi.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Den ADR ass awer gläichzäitig och fir d'Liberaliséierung. Dat sinn awer zwee Objektiv, déi sech eigentlech ganz staark widersprechen. Ech wäert wierklech dann awer op Är Erklärungen, déi Dir dozou maacht, gespaant sinn.

(Interruption)

M. le Président.- Loosst den Här Urbany schwätzen! Hien huet net esou vill Zäit.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Allerdéngs.

(Interruption)

Merci, Här President, ech soen lech direkt, ech wëilt dann och vläicht meng Zäit vun de Motioune mat bäihuelen.

Dann ass et och eriwuer, wann emol eng Kéier de richtige Coût...

(Brouhaha général)

M. Robert Mehlen (ADR).- Wat fir eng Motioune?

(Hilarité)

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Op d'mannst fënnf Minutte musst Der mer bäi ginn.

M. le Président.- Här Urbany, den Här Gira krut zwou Minutte bäi. Dir kritt der och zwou bäi.

(Brouhaha général)

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Wann emol eng Kéier de richtige Präis fir den Transport muss bezuelt ginn, dann ass et och eriwuer mam Modal split, well da ka sech kee Mënsch méi den Zuch nach leeschten.

Ech mengen déi relativ kuerz Praxis a Länner wéi England, Holland oder USA, ech wëll nëmme Stéchwierder gebrauchen, wéi déi vun Eisebunn, Elektresch, Telekommunikatiounen weisen elo schonn, dass d'Qualitéit an d'Sécherheet vun de Servicer ofhëlt, d'Infrastrukture vernoléissegt ginn, onrentabel Beräicher ofgebaut ginn, d'Präisser do klammen, d'Aktiemäert duerchernee kommen a Wäerter am grouse Moosstab zerstéiert ginn, wann et zu deene Liberaliséierung kënn. Net ze schwätze vun der Ongläichheet am Zougang zu liewenswichtege Servicer a vun der Zerstückelung vun der sozialer Kohesoun, iwwert déi jo awer vill an deem Text hei Riedesgeet.

Ech wëll nach e lescht Beispill gebrauchen. Dat Dokument hei schwätzt vun der Integratioun vun der auslännescher Bevëlkerung, déi jo wesentlech zum Räichtum vun eise Land bäigedroen huet, an da seet et mir missten eis op déi nei Well vun Immigration aus dem Oste virbereeden a mir missten och duerfir fir eng gelongen Integratioun vun deene Leit suergen.

De Moie sinn ech hei op der Place Clairefontaine alt erëm eng Kéier laanscht eng Demonstratioun vun de Leit vun der ASTI gaangen, déi sech duerfir asetzen, dass eng human Léisung misst fonnt gi fir déi Leit, déi zënter Jore schonn hei wunnen, deelweis lëtzebuergesch schwätzen, deenen hir Kanner hei an d'Schoul ginn an déi elo drop waarden an dee batterkale Wanter an de Bierger vun Ex-Jugoslawien zréckgeschéckt ze ginn. Ech froe mech do: Wou ass do d'Logik a wou ass do de Wëllen zur Integratioun?

M. le Président.- Kommt wann ech glift elo zum Schluss, Här Urbany.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Ech kommen elo zum Schluss. Ech iwwersprangen dann e puer Kapitelen.

Ech mengen, e wierklechen Aménagement du territoire setzt eng Wirtschaftspolitik viraus, déi net de Spillball ass vun Entscheidungen, déi si net selwer hält. D'Entwécklung am Storsektor ass e gutt Beispill dofir. Do ass emol net versicht gi virun 20 Joer eng nei diversifizéiert Stolpolitik ze entwéckelen, mam Resultat dass haut den Industriesektor an eise Land nach 11,8% vum PIB ausmécht an de Metallurgiesektor iwwregens doranner nëmme nach 3,5%. Den tertiäre Sektore mécht awer 80% aus.

Bei de Frichen am Süde gi vill Hoffnungen verbreet. Ech bleiwen awer skeptesch, ob dee Projet den Déclin vum Süden, dee jo och aus Ärem Dokument kloer ervirgeet, nach kann ophalen, respektiv d'Diversifikatioun vun der Economie do ka virundreiwen.

Ofschléissend wëll ech dat soen, wat ech hei dacks soen, an dat ass dass d'Prise de conscience an den Engagement vun den Associatiounen a vun de Leit dofir suerge kann - an dat ass déi eenzeg Hoffnung, déi een nach kann hunn -, dass den Aménagement du territoire an den Développement durable an eiser Gesellschaft déi Plaz kréie wäerten, déi hinnen zousteet.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Urbany. Den nächste Riedner ass den Här Sunnen. Här Sunnen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Sunnen (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir

Hären, mir haten déi lescht Woch eng Interpellatioun vum Här Zanussi um Ordre du jour, wou mer iwwert d'Verkéiersproblematik debatéiert hunn a wou mer de Schwéierpunkt op de Bassin minier geluecht hunn.

Net manner spéit wéi gëschter huet sech d'Chamber mam Logement beschäftigt a versicht e puer Pisten opzezeeche fir där prekärer Situatioun um Wunnengsmaart Meeschter ze ginn, a scho virun néng Méint hate mer eis mat der Thematik vun der Nohaltegkeet ausernee gesat.

An haut schwätze mer iwwert d'Raumuerdnung, wou e Programm vun der Regierung virgeluecht gouf, fir an Zukunft eisen Territoire op eng nohalteg Aart a Weis ze erschléissen. D'Debatt resuméiert op eng gewësse Manéier déi Thematiken, déi an deene viregt zitiierten Debatten ugeschnidde goufen. Et geet hei also em kruzial Froen, déi d'Liewensqualität an eise Land beréieren. Et si Froen, déi an der Politik souwuel um nationale wéi och um regionalen an um kommunalen Niveau ëmmer méi wichteg ginn. Et si Sujete wou sech d'Zivilgesellschaft méi wéi jee amësch, sief dëst um Niveau vun Organisatiounen, wéi beispillsweis d'Gewerkschaften, oder um Niveau vu Biergerinitiativen an deene sech de Lëtzebuerg Bierger ëmmer méi besuergt iwwert d'Degradatioun vu senger Liewensqualität weist.

De Programm, deen elo virläit, ass also e Referenzdokument vun der Regierung a Saache Landesplanung. Mäi Parteikolleg Marco Schank huet a senger Interventioun op d'Hauptpunkten aus dem Programm higewisen. Ech wollt vu menger Riedezäit profitéiere fir kuerz op de Süde vum Land anzegoen, dee mat der Reconversion vun den Industriebroochen neien an innovativen Charakter kritt.

De Programm weist a sengen Ausféierungen op d'Wichtigkeet vun der Zesummenaarbecht op nationalem, regionalem a kommunalem Niveau hin. Et ass net nëmme wichteg um Niveau vun der Ausschaffung vun virleiende Programm, mä och bei der Mise en oeuvre fir dat Ganz a Musek ëmzesetzen. Eng regional Approche ass onbedéngt noutwendeg bei der Koordinéierung vum Aménagement du territoire a si muss dem Kritär vun der Nohaltegkeet Rechnung droen. Et ass grad an deser Approche wou een den Interessenkonflikt tëschent der ekonomescher Entwécklung an der Ecologie matenee verbanne muss. An et ass och an deser Approche wou een d'Prioritéiten an d'Propositionen, déi um lokalen an um nationale Plang ugefouert ginn, matenee koordinéieren an zu enger nohalteger Regionalpolitik ëmforme muss. Déi regional Approche generéiert och eng gewëssen Eegendynamik um kommunale Plang, wou d'Gemenge matenee Konzepter ausschaffen an hir Politiken openeen ofstëmme mussen.

Här President, et ass grad am Süde wou sech um landesplanereschen Niveau eng ganz Partie Froen opdrängen. Mir hunn e Bevëlkerungszouwëss an de Gemenge ronderëm d'Sied Esch-Uelzecht, Déifferdeng an Diddeleng ze verzeechen. Et ass virun allem an de Gemenge Monnrech a Suessem, wou et zu engem bedeiendenden demographeschen Zouwëss komm ass. Et si virun allem auslännesch Matbierger a Bierger aus anere Lëtzebuerg Regiounen, déi an de Süde komm sinn. Et ass der Wirtschaftspolitik vun der leschter an och vun deser Regierung ze verdanken, dass de Süden erëm eng Unzéiung kritt huet, an dëst net zulescht well eng ganz Rei vun Entrepreneuren, virun allem aus

der Baubranche, sech am Süde vum Land néiergelooss hunn. D'Entwécklung vun der Bevëlkerung an hir Verdeelung innerhalb vun der Region sinn determinant fir d>Weiderentwécklung vum Wunn- a Baulandsmaart, vun der Infrastruktur, vum Aarbechtsmaart an net zulescht fir d'Verännerung vun der Sozialstruktur an enger Region, déi sech duerch en héijen Ausländerundeel auszeechent.

Eng gesond Bevëlkerungsentwécklung haucht der wirtschaftlecher Entwécklung net Liewen an. Wa sech déi demographesch Entwécklung och positiv entwéckelt huet, sou muss een dach awer soen, datt et um Niveau vun der Raumuerdnung u koordinativen Usätz gefeelt huet. Et ass virun allem eng Raumuerdnung, déi duerch eng ongeuerdnet Entwécklung vun der baulescher Struktur an hirer raimlecher Ausdehnung gezeechent ass. Sou hu mer haut a verschidden Uertschaften am Süden eng tentakelaarteg Ausdehnung vu Wunngebiddern laanscht d'Haaptverkéiersachsen oder Wunngebiddern déi éischter Exklaven ausserhalb vun den Uertschaften gläichen.

De Bevëlkerungszouwëss stellt och d'Gemenge viru Problemer, déi d'Infrastrukturen an de Gemenge betreffen an déi iwwert de Logement eraus ginn. Zousätzlech Infrastrukturen bedeuten Investitiounen fir d'Gemengen, déi awer ganz oft viru finanziellen Engpäss stinn. Duerch den héijen Ausländerundeel kënn et an de Südgemengen zu Integratiounsproblemer. Innerhalb vun den Uertschaften kënn et zu enger raimlecher Polariséierung vun deene Bevëlkerungsdeeler aus de Stied, déi manner gutt gestallt sinn, an deenen deenen et besser geet an déi an de Südgemenge mat engem héijen Undeel an eegenen Eefamiljenhaiser wunnen. Doriwwer eraus ass bannent den Uertschaften, dat heescht do wou de Stadkär nach net integral a Stand gesat a moderniséiert ginn ass, den Undeel vun de méi sozial-schwache Matbierger méi grouss.

Ech wëll des Schwächen nëmme als Beispiller zitiiieren. Et si Beispiller déi beleen, datt des Problemer nëmme am Zesummeschluss vun den eenzelne Gemengen am Süde geleist kënn ginn. Dëst si sech d'Südgemenge bewusst a se kucken duerfir iwwert hir jeeeweileg Gemengengrenzen eraus, fir zesammen d'Äerm eropzestëppen.

Här President, 1999 hunn 12 Südgemengen hire Wëlle bekräftegt fir zesumme mam Stat e Regionalplang fir de Süden auszeschaffen. Säitdeem sinn eng ganz Rei vun Initiative geholl gi fir dese Plang esou schnell wéi méiglech opzustellen. Eng éischt Etapp hu mer geholl mat der zweeter Oplag vun der Etüd vum November 1999, déi d'Schwächen an d'Stärken vun der Südgemenge opzeechent. Zënter dem Juli 1999 besteet de Projet ORESUD um Niveau vun den 12 Gemengen an dem Innenministère. ORESUD verfügt iwwer Datebanke mat statisteschen Donnéeën aus der Südgemenge, déi onerlässlech si beim Opstelle vun engem regionalen Entwécklungsplang.

Am Dezember 1999 huet den Innenminister eng éischt regional Konferenz mat de Gemengen an der Kulturfabrik zu Esch organiséiert, fir iwwert den Dossier ze diskutéieren. Am Mee 2000 ass déi global Strategie fir d'Reconversion vun den Industriebroochen virgestallt ginn. Am Joer 2001 huet de Syndikat Pro-Sud en éischte Projet fir seng Statute virgeluecht. Pro-Sud wäert e performant Instrument duerstelle fir eng ganz Rei vun Objektiv an der Region ze definéieren an ze realiséieren:

1. D'Stärkung vun der Identitéit an der nohalteger Entwécklung am Süden.
2. D'Virwierklechung vun zukunftsorientéierte Projeten duerch eng geziilt regional Zesummenaarbecht.

3. D'Ëmsetzung vum Plan régional sud nom Gesetz vum 21. Mee 1999 iwwert den Aménagement du territoire.

4. D'Konzeptioun an d'Planificatioun vu grenziwwerschreidende Projete mat engem Impakt op d'Groussregion.

5. D'Usprichpartner vun der Region ze si bei den öffentlechen Instanze fir d'Neinotzung vun den Industriebroochen.

6. D'Iwwerdroe vu konkrete Missiounen an den Observatoire régional sud fir d'Objektiv vun der Südgemenge besser ze koordinéieren.

Den neie Syndikat setzt sech d'Zil, d'Region an hirer ganzer Bandbreit ze erfassen. Et soll sech net alles am Zentrum konzentréieren, mä d'Entwécklung vun eise Land muss verschidden Schwéierpunkte kréien, fir fällg Strukturen ze schaffen. De Pro-Sud kann de Strukturwandel steieren an den negativen Image, deen där Region mat grousser Industrieaktivitéit ëmmer ugehaange gouf, ëmdeinen an domat nei Akzente fir eng positiv Duerstellung setzen. De Süde vum Land muss sech aus der Ofhängegkeet vun der Haaptstad an dem Zentrum lassléisen, eng Vielfalt vun Aarbechtsplaze schaffen a genuch Wunnengsbau fir all Portmonni erschléissen.

De Pro-Sud soll dozou bäidroen, d'Liewensqualität ze erhalen an auszubauen. Et ass un de politesche Vertrieder aus dem Süden, zesumme mat der Regierung, dofir ze suergen, dass d'Südgemenge déi Qualität kritt, déi an anere Landesdeeler scho längst eng Selbstverständlechkeet sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, d'Gemenge stinn haut net nëmme an der Verantwortung fir Eegepolitik ze maachen, well d'Problemer déi sech haut stelle si gemengeniwwergräifend. Dëst ass besonnesch de Fall am Minett, wou sech fir all Gemeng identesch Erausforderunge stellen um Niveau vum Logement, vum Verkéier, vun der Ëmwelt, vun der Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger oder och nach um Niveau vun de Frontalieren. D'Gemengepolitik ass haut Regionalpolitik, déi sech den ugeschneidene Problemer unheue muss, an dat op eng nohalteg Aart a Weis. Duerch de Wëlle vun de Gemenge fir zesammen ze schaffen an duerch d'Schaffung vun esou engem Syndikat wéi de Pro-Sud kënn mir dat ganz sécher errechen.

Ech soen lech merci fir d'Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Den nächsten Orateur ass den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, de Programme directeur vun der Landesplanung ass zu engem Zäitpunkt - Enn den 90er Joren - komm, wou eng laang Evolutioun vun 30 Joer d'Konditiounen vun dem Liewen an onsem Land fundamental geännert hat. Den Autosverkéier hat sech entwéckelt, d'Autobunnnetz gouf vergréissert. Ons Lokalitéit sinn autogerecht gemaach ginn. D'Stied an Dierfer hu sech fundamental modifiéiert doduerch dass Aktivitéitszonen an de Borden entstane sinn. Si sinn ausgebaut ginn. Lotissementer sinn entstanen an esou weider.

Wuel néierens ass déi Evolutioun esou staark gewiescht an huet esou e groussen Impakt op d'Liewen vun den Awunner gehat wéi an der Stad Lëtzebuerg. D'Stad Lëtzebuerg huet folgend Evolutiounen matgemaach, déi ee konnt mam bloussen A gesinn, déi och duerch Etüden ënnermauert gi sinn, mä déi ee konnt dagdeeglech erfueren. Den Zentrum vun der Stad huet sech lues a lues vum sengen Awunner eidel gemaach a Büroen hunn d'Plaz geholl. De Boulevard

Royal ass dat beschte Beispill fir dat, wat an de 70er Jore geschitt ass.

Déi Entwécklung geet haut weider. Op der Gare, um Belair, zu Märel, zu Eech, iwwerall. De Buergermeeschter vun der Stad seet, dass de Bebauungsplang vun der Stad vun 1992, dee probéiert fir déi Evolution ze stoppen, kee Mëttel ass fir eben do eppes ze ënnerhuelen. Dat heescht dass d'Gemeengepapp, d'Gemeengepolitik keng Méiglechkeet huet fir esou eng Evolution ze stoppen. Dat féiert zum Verloscht vun Awunner, déi an d'Communes dortsins an der Couronne vun der Stad Lëtzebuerg ofwandern. Dat féiert zu enger Augmentatioun vun den Naveteuren, dem Zouhuele vum Verkéier. Dat ass alles dokumentéiert am Text iwwer de Programme directeur vum Aménagement du territoire, Ausbau vun de Communes dortsins an esou weider.

An der Landesplanung hätte mer dann een Instrument fir déi Evolution, déi manifestement eng Partie Schiefelage produziéiert, opzehalen. Dat wier de Programme de plan directeur régional. Do liesen ech awer am Text, dee mer kritt hunn: „Aucun des plans directeurs régionaux n'a dépassé le stade informel.“ An de Minister huet jo och de Mëtteg a senger Ried duergeleucht, dass et besonnesch fir d'Region Centre-Sud, mat där ech mech hei befaassen, schwéier gestallt ass. Mä fir mech wär dat op jidde Fall en Instrument fir d'Entwécklung ze bremsen, respektiv a raisonnabel Bannen ze kéieren, déi ee fir den Abléck nach net gesäit.

An der Region Centre-Sud ass jo och nach eng Ennerregioun virgesinn, nämlech déi sougenannt Agglomeratioun vu Lëtzebuerg, Agglo-Lux wéi se genannt gëtt, an do soll sech da méi concertéiert ginn, soll probéiert ginn ze koordinéieren, an den Här Minister huet jo och gesot, de Buergermeeschter vun der Haaptstad hätt schonn am Oktober 2002 eng Partie Gemeengen zesummebruecht, fir ze kucken wéi ee sech kéint koordinéieren. Ech weess elo net als klengen Oppositionsgemeengeconseiller vun der Stad Lëtzebuerg wat amgaangen ass do ze lafen.

(Interruptions)

Mir versti wat mer wëlle soen. Ech weess also net wat do geschitt, mä ech constatéieren, dass déi Agglomeratioun, an där mer dra sinn an an där d'Stad Lëtzebuerg den Zentrum ass, sech net strukturéiert an dass do nach weider sech ausenanner gelieft gëtt. Wann zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg de Parking flächendeckend op der ganzer Stad payant mécht, dann huet dat natierlech Konsequenzen op déi Gemenge ronderëm an da ginn déi forcéiert ipso facto, ouni dass do iergendeng Koordinatioun geschitt, fir datselwecht ze maachen oder fir Mesuren ze huelen, fir de Parkingproblem an de Grëff ze kréien.

Et gëtt eng Hellewull vu Problemer, déi ech kënn opzielen. Wa mer zum Beispill Leit an der Stad schaffen hunn, déi an Niewegemeenge wunnen an deenen hir Kanner an d'Primärschoul ginn, da bréngen déi Elteren hir Kanner mat an d'Stad an hätte se gären do an d'Primärschoul. Da muss se deiere Minerval bezuelen, well een och net vun der Stad Lëtzebuerg ka verlaangen, dass si fir d'Primärschoul vun deenen anere Gemeengen opkënn. Do wier zum Beispill en idealen Terrain, wou d'Gemeengen alleguerten zesumme sech kënnen eens ginn an net d'Elteren eleng losse vis-à-vis vun där enger oder vun där anerer Gemeng, mä wou d'Gemeengen ënner sech eens kënnen gi wat een do soll maachen, fir déi Mobilitéit, déi jo eben noutwendeg ass duerch d'Liewen haut, iwwerhaupt ze erméiglechen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Mir hunn ee Jorzéngtekonflikt, Här President, iwwer d'Kulturservicer. D'Stad Lëtzebuerg organiséiert Kultur, Theater, Concerts, huet e Conservatoire. Dat sinn alles Servicer, déi eng regional Bedeitung hunn. An da geet natierlech d'Stad Lëtzebuerg bei de Stat a seet, hëllef ons wann ech gelift, gitt ons eppes bäi, an dat geet natierlech ni duer, well dat sinn deier Servicer. Mir bréngen et einfach net fäerdeg fir an der Region ënnert de Gemeengen ze kucken, dass een dee regionale Charakter och enger Participatioun vun de Gemenge ronderëm organiséiert. Wann zum Beispill am Conservatoire Kanner oder d'Halsrecht vun de Kanner aus den Nopeschgemenge sinn, da wier et menger Ansicht no ubruecht, dass och d'Nopeschgemenge mat der Stad Lëtzebuerg esou e Service géifen droen. Datselwecht géllt och fir den Transport. Den Autobus vun der Stad Lëtzebuerg, d'AVL, ass am Fong geholl e regionale Service. Dee geet iwwer d'Grenze vun der Gemeng ous, mä et ass awer d'Stad Lëtzebuerg déi e bezilt, an och do wier menger Ansicht no eng regional Participatioun noutwendeg.

Ech mengen also, Här President, dass et wierklech hei an der Stad, an der Region Centre-Sud absolut noutwendeg wier déi Consultatioun ze lancéieren fir dee Plan directeur régional. Déi sympathesch Approche vum Programme directeur ass jo dee Bottom up, dat heescht, dat muss vun ënne kommen an dat muss sech dann entwéckelen. Do ass jo keng Planifikatioun, keng dirigistesche Approche. Mä ech froe mech awer, Här President, wéi mer et fäerdeg bréngen déi Consultatioun do op d'Schinn ze kréien, d'Leit zesummen ze bréngen a wierklech dat ze maachen, well dat profitéiert all den Awunner vun dëser Region, wann déi Gemenge géifen zesumme schaffen.

Ech mengen och, dass ee wierklech an der Region permanent Consultatiouns- a Concertatiounsstrukture misst schaffen. Ech ka mer zum Beispill virstellen, dass een an der Region Centre-Sud, op jidde Fall an der Agglomeratioun vun der Stad Lëtzebuerg, ënner Eluë vun deene Gemeengen do e Conseil régional géif organiséieren, wou déi sech emol géife gesinn, kënnnten ausschwätzen, ee vis-à-vis vun deem aneren. D'accord, d'Buergermeeschteren an d'Schäfte komme vläicht zesummen, mä ech mengen och fir dat méi breet ze maachen, dass een an esou engem Conseil régional d'Elus locaux vun de Gemeengen a firwat net och emol eng Kéier d'Société civile mat kënn dobäi huelen, fir en Echange ze maachen. Och kënnst ee menger Ansicht no - dat Instrument ass jo ugeschnidde ginn - eng Convention de coopération fir ganz precis Saache maachen, fir zum Beispill an der Schoul, an der Kultur wierklech emol konkret d'Problemer vun de Leit op déi Manéier tëschent de Gemeengen ze léisen.

Ech hunn opmierksam jidderengem nogelauschert. Mir hunn de Mëtteg hei wierklech ganz grouss Landespolitik gemaach. Mä, wann ech mer elo iwwerleeë wat dann an deenen nächste Méint oder Jore fir d'Leit konkret dobause kënn erauskommen, hunn ech eigentlech nach net ganz vill erfuer, an dofir mengen ech wierklech wier et och néideg fir direkt, op jidde Fall ass dat mäi Gefill als Elu local, mä och als een Elu vum Zentrum, dass ee konkret Resultater mat enger Partie Instrumenter fir d'Leit misst erauskréien. Dat also zu der Region Centre-Sud, Här President.

Just e leschte Punkt, wou ech am Fong geholl och nach net gesi wéi mer eigentlech mat dem Aménagement du territoire virkommen. Mir si jo amgaangen eng Uni ze organiséieren, eng Uni Lëtzebuerg, mir maachen e Kadergesetz, mä an där Uni Lëtzebuerg presentéieren sech eng Partie ganz konkret Problemer, an déi solle jo da geléist

ginn tëschent 2003 an 2004. Zum Beispill, e wichtege Problem ass dee vum Site vun der Uni. Mir hunn dräi Sitë virgesinn, Esch-Belval, Walfer an d'Stad Lëtzebuerg. Do stelle sech awer, wann een esou eppes esou wäit an esou diversifizéiert organiséiert, eng ganz Partie Problemer vun zentralen Infrastrukturen, eng Bibliothék mécht een op enger Plaz, et brauch een eng Partei gemeinsam Servicer, och administrativ Servicer. Et brauch ee Relatiounen zwëschent deenen dräi Siten, an ech froe mech ob do net d'Landesplanung kéint eng Hëllef si fir esou eppes schonn am Virfeld ze plangen. Net dass mer eppes dohinner stellen an da fänke mer un duerno ze probéieren wéi dat dann zesumme passt. Ech mengen, am Virfeld misst een déi Reflexioun maachen, fir ze kucken dass dat herno och esou gutt wéi méiglech fonctionnéiert.

Dat ass nëmme ee Beispill, Här President, mä ech constatéieren, dass mer eng ganz Partie där Beispiller an der Vergaangenheet haben an och an der Zukunft wäerten hunn an dass mer et meeschtens verpasse fir am Virfeld landesplaneresch déi Saachen esou gutt ze organiséieren, dass se herno am Intérêt vun de Leit alleguerten am Beschte fonctionnéieren.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, mir féieren haut - an dat ass eng Rariteit an dësem Haus - en Débat de consultation, deen op Wonsch vun der Regierung gefrot ginn ass, dat ass de Charakter vun esou engem Débat, iwwer den Aménagement du territoire oder méi richteg iwwer de Plan directeur dovun.

Ech muss soen, ech wier och als Member vun der Ëmweltkommissioun frou gewiescht, wa bei där Virstellung vun dem Dokument d'Ëmweltkommissioun och mat abezu gi wier. An et huet een effektiv e bëssen d'Gefill - ech ka mech do engem vu menge Virriedner nëmme uschleissen -, dass deen Débat hei e bëssen iwwer de Knéi gebrach ginn ass.

Mais soit, dat ass en Thema deen eis jo awer scho laang beschäftigt, an ech hunn am Fong geholl, Här Minister, an ärem Virwuert ee Saz zréck wëllen halen, wou Dir sot: „Le programme directeur est l'instrument idéal pour développer, sur base d'un large débat, ...“ - an dat ass jo iergendwou de Wesenszuch vun där ganzer Saach hei - „...des visions d'avenir communes pour les dix années à venir.“

Domadder ass eigentlech de Kader vun dësem Exercice gezechent, dee sech haauptsächlech - an ech wëll den Akzent dorop leeën - virum Hannergrond vun der Nohaltegkeet a vun där Nohaltegkeetsdebat, déi mer hei an dësem Haus gefouert hunn, ofspillt. Et ass een immens vaste Feld, et beréiert praktesch all ministeriell Departementer, et zéit sech queesch duerch d'Institutionen, souwuel staatlech, wéi kommunal, wéi regional, sou wäit wéi se bestinn.

Ech wëll a menger Interventioun hei, nodeem datt mäi Kolleg Jaerling een Deel ofgehaakt huet, besonnesch dee wat d'Gemeengen ubelaangt, e bëssen op d'Aspekter vun Nohaltegkeet, Naturschutz an zwangsléifeg och Landwirtschaft agoen.

D'Gesetz vum 21. Mee 1999 seet, datt den zustännege Minister eigentlech nëmme Koordinatiounsaufgaben huet, a limitéiert och iergendwéi seng Influenz an deene

Felder wou en aktiv ass. Do ous huet sech mol eng Kéier eng Diskussioun erginn, ob eigentlech net den Aménagement du territoire misst direkt an d'Hand vum Premierminister kommen, well et jo wierklech ressortiwwergräifend ass.

Anerer sinn der Meenung, well et hei ëm den Territoire geet, ëm d'Landesplanung, e wier am beschten an der Hand vum Ëmweltminister. An dëser Koalitioun si jo aner Usichte gewiescht - dat hu mer och beim Waasserschutz gesinn - wéi bei där Koalitioun virdu; mä ech mengen dat wier net wichtig.

Wichtig ass, wann de Minister Koordinatiounsaufgaben huet, datt am Gesetz, an an deem wat hannerdru kënn u Pläng, de Kader sou exakt gezechent ass, datt d'Regierung a gewësse Constraints ass, datt se sech muss un dee Kader halen, deen hei virgezechent gëtt.

Den Artikel 4 seet: „Le programme directeur constitue la synthèse des programmations sectorielles de départements ministériels dont il assure la coordination.“ An doraus ergëtt sech déi prinzipiell Fro vum gesamter Stellwäert, dee mir bereet sinn der Politik vum Aménagement du territoire anzeraumen.

Bis elo hat ee jiddefalls, Här President, net ëmmer d'Impressioun, datt mat System a mat Concertatioun geschaff gi wär. Ech wëll eent vun de Beispiller, wat mir wierklech um Häerz läit, dat heiansdo ech géing bal soe planloost Baue laanscht eis Stroossen, wëlle kritiséieren, quitte datt dat zu engem Deel an de Kompetenz vun de Gemenge läit. Mä ganz sécher huet de Stat do versot. Eis Dierfer, eis Uertschaften, och méi grouss Uertschaften, si leider vill ze vill ausernee gelaf. Et ass net méi deen Zesammenhalt do wéi e fréier war an et ass ze hoffen, datt an der Zukunft do ganz staark dergéint gehale gëtt.

Deen Débat hei fënnst och statt virum Hannergrond vun der 700.000-Awunner-Diskussioun. Do huet jo de Wand gedréint. Déi meescht sinn net méi sou sécher, datt mer jeemools eng Kéier dohinner kéimen, och wann et vläicht - ech soe bewusst vläicht - d'Wonschdenke vun der Regierung ass oder Leit mengen, wéinst de Pensioun misste mer dann awer eng Kéier dohinner kommen.

Et gëtt Leit, Wëssenschaftler, déi ganz aner Theorie vertrieeden, an do gëtt et e Professor Birg, hien ass Direkter vum Institut für Bevölkerungsforschung zu Bielefeld. Hien huet e Buch eraus bruecht, wou e wëssenschaftlech Prognose stellt, net nëmme fir Däitschland, mä fir d'ganz sougenannten industrialiséiert Welt, an déi gesinn net ganz encourageant aus - loosse mer mol esou soen.

Prognosen déi awer op präzisen Daten an Ëmfroe berouen an aus deenen ervir geet, datt mer de Moment nach hei, wa mer Lëtzebuerg huelen, zwar en Zouhuele vun der Populatioun konnte feststellen, mä datt ganz generell an den entwéckelte Länner, an den industrialiséierte Länner, d'Populatioun drastesch wäert zréckgoen, wa mer mol op 2050 kucken, well ganz einfach den Taux de natalité enorm erof geet an, laut deem wat do festgestallt ginn ass, wahrscheinlech nach wäert erof goen.

Dofir gëtt deen Débat, dee mer de Moment féieren, vläicht virum engem irrealen Hannergrond gefouert. Mä egal wéi et kënn, ech mengen mir hunn eng prinzipiell Obligatioun fir - ech géing do dräi Punkten ervirhiewen:

1. suergsam mat eisen natierleche Ressourcen ëmzegeen, eng gesinn do an éischer Linn de Buedem, d'Waasser an d'Bëscher;

2. d'Prinzipie vun der Nohaltegkeet an allen Domänen ze respekitéieren, ech gesinn do virum allem d'Energie, d'Offallpolitik oder d'Bewirtschaftung, d'Land- an d'Forstwirtschaft;

3. d'Liewensqualität fir d'Populatioun ze verbessern an ze asuréieren.

Zum Buedemverbrauch. Et ass ganz kloer, datt mer déi lescht Joren enorm Buedem duerch de Wunnensbau an déi unhängeg sozial Arichtungen, duerch den Développement vun de wirtschaftlechen Aktivitéiten, dat heescht vun de Betriber, an duerch d'Schafung vun neie Verkéiersinfrastrukture verbraucht hunn. Dat hänkt zum Deel mat der Entwécklung vum Land zesummen, awer nëmme zum Deel.

Mir wëssen datt mer ëmmer erëm d'Diskussiounen iwwer d'Aart a Weis féieren, wéi mer bauen. An do muss ee ganz daitlech soen, datt mer an der Vergaangenheet, an de vergaangene Joren, einfach an d'Fläch, an d'Breet gebaut hunn, wou et och anescht gaange wier. Et gëtt praktesch nëmme Grande-Surfacé gebaut, déi op engem Niveau gebaut ginn, mat rise Parkflächen dobäi, déi och erëm nëmme op der Oberfläch fabrizéiert ginn, wou ee grad esou gutt hätt kënnen op zwee, dräi oder véier Niveauen an de Buedem bauen an d'Parkingen och op verschidden Niveauen an de Buedem hätt kënnen leeën. Do hu mer bis elo guer keng Rücksicht geholl.

Et gëtt Theorien déi soen, et misst een eng Versiegelungsteier aféieren. Doriwier kéint ee jo da mol eng Kéier diskutéieren. Dat ass eppes, wat natierlech net iwwerall mat Freed opgeholl gëtt. Mä et ass jiddefalls net ze verantworten, datt mer weiderhin eisen Territoire, dee bis elo nach vierge ass - wann ech e sou daerf nennen -, daerfe sou verbëtze wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Wa mer iwwer d'Verkéiersinfrastrukture schwätzen, soe mir jiddefalls, datt een an der Zukunft de Stroossebau soll op dat wierklech Onëmgängelech, noutwendeg beschränken. Mir soen och näischt neies wa mer soen, datt den öffentlechen Transport muss ausgebaut ginn. Leider ass an der Vergaangenheet villes do verpasst ginn, sou datt mer e grouse Retard opzehuelen hunn.

Mir bleiwen - och wann dat éinescht hei contestéiert ginn ass - bei eiser Opaassung, datt een den öffentlechen Transport sollt fiscaliséieren. Dat heescht, datt een e soll gratis ubidden; wéi een dat dann och ëmmer an der Praxis organiséiert kritt.

Ee Wuert zu de Busser. Et ass jo iergendwéi d'Opaassung datt d'ganz Land misst mat Buslinnen iwwerzu ginn, well jo jiddferen zu all Zäit vun all Punkt op all Punkt sech muss bewege kënnen. Ech muss soen, wann ech feststelle wat de Moment do leeft, dat ass net méi sériö.

A mir froen datt, niewent deene Linnen déi wierklech sénnvoll an ausgelascht sinn, ee sech mol soll d'Iwwerleeunge maache vun engem zentralvernetzten Taxisystem, fir deen dann och optimal auszenotzen a wou een dann net muss mat esou schwéieren Enginën dohier fueren, an déi dann och wierklech nëmme zum Asaz komme wa se wierklech gebraucht ginn.

E Wuert zur Dezentralisatioun mat deene sechs Regiounen an de Schwéierpunkten. Ech hidde mech dovur, fir hei elo iwwer d'Ostregioun ze schwätzen, mä ech mengen de Stat muss och do seng Responsabilitéit iwwerhuelen. Well nëmme da wann de Stat - leider ass och do an der Vergaangenheet fierchterlech gesënnegt ginn - d'Schoulen, d'Lycéeën dezentral oppriicht, da wäerte sech och do ronderëm aner Aktivitéite grefféieren, privatwirtschaftlech Aktivitéiten, wat dann och wierklech zur

Dezentralisierung an zur Regionalisierung bäidréit. Et muss d'Zil sinn - do si mer mat der Regierung d'accord -, datt ee wunnen, léieren a schaffe méi regional zesumme gesäit, virun allem fir d'Déplacementen kennen ze reduzéieren.

Ech wollt, Här President, nach e Wuert iwwert déi sogenannte Multifunktionalitéit vun der Landwirtschaft a vum Wäibau soen. Et ass wichtig, dass d'Landwirtschaft hiert Produktionspotenzial, nämlech de Buedem, erhale kriit. Ech hunn et éinescht gesot, et gétt vill Buedem verbraucht duerch d'Bauaktivitéiten. Et gétt es och verbraucht duerch Ausgleichsplanungen: Wa Bësch ewechgehae gétt, da muss Bësch amplatz kommen. Wat déi landwirtschaftlech Surfacen ubelaangt, do ass dat keng Selbstverständlechkeet, dat heescht et geet all Kéiers op Käsche vun der landwirtschaftlech genotzter Fläch.

Ech si frou dass virgesinn ass - konnt ech liesen -, déi landwirtschaftlech Terrainen opgrond vun hirer Eegnung fir d'Agrarproduktiou ze klassifizéieren an ech hoffen, datt wann e Buedenschutzgesetz kënnt, dass dann awer och wirklech déi produktiv Flächen esou geschützt gi wéi dat muss sinn, well mir sollen eis näischt virmaachen. Mir liewen am Moment an enger Iwwerflussgesellschaft, mä et ass wichtig dass mer och hei zu Lëtzebuerg déi eegen Ernährungsgrundlag sécheren an dat wat mer de Moment ze vill produzéieren oder ze vill hunn, och an Europa, gétt nëmmen duerch Importer vu Grundnahrungsmittelen a vu Fudermittelen provozéiert.

Wichtig ass och am Zesammenhang mat der Energiepolitik, datt eis Energiepotenzialer déi nohaltig Energieproduktiou optimal notzen. Ech widderhuelen et nach eng Kéier, dass d'Landwirtschaft an d'Forstwirtschaft eng eminent wichtig Roll dran ze spillen hunn, an dass et onverantwortlech ass fir d'Terraine brooch leien ze loosser, wéi dat elo erëm an dem Här Fischeler senge Virschléi geplangt ass, wou ee se awer kéint notzen iwwert d'Photosynthese fir ëmweltfrëndlech Energie zum Beispill fir Biogas ze produzéieren.

De Moment, Här President, hu mer eng Tendenz an der Regierungspolitik fir dem absoluten Naturschutz de Verrang ze ginn, och an der Nötzung vun de Bëscher. Dat ergétt kee Sënn. Nohaltig bedeit och d'Ressourcë vun de Bëscher a vun der Landwirtschaft ekonomesch ze notzen an net, esou wichtig wéi eng Biodiversitéit och ass an esou wichtig wéi et och ass fir Zones protégées ze schafen, hinzugeen an dat generell zur Bibel ze maachen, well och déi ekonomesch Notzung am Sënn vun der Nohaltigkeet wéi zum Beispill d'Energieproduktiou immens wichtig ass.

Här Minister, Dir schreift iwwert den Energieverbrauch an der Landwirtschaft just eng Zeil, an zwar datt d'Circuits régionaux am Domaine alimentaire wünschenswäert wäeren. Dat ass schéin a gutt. Mir wëssen awer, dass d'Realitéit eng aner ass, an zwar dass leider haut Nahrungsmittler iwwer immens grouss Strecken hin- an hiergefouert ginn, well einfach och d'Distribution eng aner ginn ass. Ech wéilt just ennersträchen, dass och den ënnerlandwirtschaftlechen Energieverbrauch vu grousser Wichtigkeet ass an datt een duerch aner Beaarbeitungsmethoden zum Beispill vill Energie am Ënnere vun der Landwirtschaft kann aspieren. Duerfir muss ee Sensibilisatioun maachen, duerfir muss ee Moossinstrumenter hunn an duerfir muss een och déi Leit, déi doranner schaffen, encouragéieren.

Här President, ech kéim zum Schluss, well wann ech richtig hei gesinn, dann ass meng Zäit ofgeflaf.

■ Une voix.- Ewell laang.

■ M. Robert Mehlen (ADR).- D'Auer stung eng Zäit hei an du wosst ech net méi wou ech dru wär. Elo geet se erëm. Dat ass d'Explicatioun, soss hätt ech virdrun e Bësse méi séier gemaach. Ech maachen duerfir elo Schluss.

Här President, am grousser Ganze si mir mat den Orientatiounen vun der Regierung d'accord, mat deene Reserven déi den Aly Jaerling, wat d'Energiebesteuerung ubelaangt, hei ugemellt huet. Villes hänkt am Detail vun de sektoriellen a regionale Pläng of, awer och, an dat ass mäi lescht Wuert, vun der Fäegkeet vun de ministeriellen Departementer an de Gemenge fir verschidde Chasses gardées wëlen opzeginn a kooperativ zesummeschaffen.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Innenminister Michel Wolter.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt merci soe fir eng ganz interessant an interesséiert Diskussioun, déi de Mëtteg zur Landesplanung gefouert ginn ass, an där viles gesot ginn ass mat deem ee sech identifizéiere kann. Et ass vill Kritesches ubemierkt ginn. Et sinn eng Rei Wourechte gesot ginn an et sinn eng Rei Propositionen gemaach gi wéi een et an Zukunft kéint besser gestalten.

Villes wat haut gesot ginn ass, ass och scho virun enger Rei vu Joren an ähnlechen Debatte gesot ginn. Et ass d'ailleurs eng Diskussioun, déi jo reichlech ënner Ausschluss der Öffentlichkeit stattfënt - ech gesinn do uewen d'Kollegee vun der Press, déi hu sech alleguere schonn an aner Gefilde ewechgemaach - wéi een och an deem heiten Domän an der Chamber - dat muss ech och eng Kéier soen - ëmmer deeneselwechte Gesichter erëm begéint, déi mat grousser Inbrunst an Intérêt un der Diskussioun deelhuelen, esou wéi een anere Leit net begéint.

Dat kéint ech weiderféieren um Niveau vun de Gemengen, um Niveau vun de Regionnen an um Niveau vun de Ministären. Ech mengen, wa mer realistesch sinn, dann ass dat ee vun de Problemer, an zwar de Problem dass, ier een an der Landesplanung Wesentleches ännere kann, een e Mentalitéitswandel muss erbäiféieren, e Mentalitéitswandel deen ech gesinn, deen awer ganz luese Schrëttes kënnt a wou et viller Iwwerzeugungsaarbecht bedingt fir dat ze maachen. Dat aus Grënn, déi virdru gesot gi sinn, well en fin de compte d'Landesplanung keng direkt Kompetenz huet, mä eng Zort vu Kooperatioun spille soll, esou dass d'Landesplanung also zum groussen Deel en Instrument ass, och haut nach, wat effektiv da genotzt gétt, wann een op aneren traditionelle Weeër net méi esou richtig vijenzeg an hannerzeg kënnt. Woubäi een awer als positivt Element ka soen, dass iwwerhaapt d'Landesplanung elo ufängt an enger ganzer Rei vun Domänen net nëmme Gespéichspartner ze ginn, mä och d'Geleed vun enger Rei vun Dossieren an deene leschte Joren iwwerholl huet.

Iwwer eppes ass de Mëtteg guer net geschwat ginn, wat e wesentleche Facteur ass an der Landesplanung, an dat ass den Intérêt privé. Mir hu vill iwwert de Stat geschwat. Mir hu vill iwwert d'Gemenge geschwat. Mir hunn awer e wesentleche Facteur vergiess, deen d'Landesplanung ganz entscheidend beaflosst, notamment d'Domänen, déi den Här Mehlen elo just ugeschwat huet. Wann et drëm geet an der kommunaler Bebauung wéi och a ganz ville Projeten, déi mer hunn, wat d'Bebauung am nationalen Intérêt ubelaangt, muss een einfach wëssen, dass do

och privater, a wann ee seet privater, dann eben och Wirtschaftsintréiten dohanner stinn, déi et engem bei der Fannung vun den Décisiounen net ëmmer méi einfach mécht.

Ech wollt nach eng Kéier hei reagéieren, fir d'Deputéierten drop opmierksam ze maachen, a besonnesch déi, déi sech an deenen nächste Wochen op dee fir mech ganz wesentlechen Débat vun der Restrukturierung vun de Kompetenzen téschent dem Stat an de Gemenge preparéieren, dass déi Debatt, déi mer haut gefouert hunn, wou ech vun alle Säite Kritik awer och Luef héieren hunn, mä wou ech awer héieren hunn, dass sech mat de Grundprinzipien, vun deem wat am Programme directeur steet, identifizéiert ginn ass, fir mech wesentlech Konsequenze kritt op déi Debatt, déi dann hannerdre steet. Wa mer nämlech iwwert d'Kompetenze vum Stat a vun de Gemenge schwätzen, wa mer iwwert d'Kompetenzopdeeling schwätzen, da muss mer deen heite wesentleche Punkt och mat an d'Diskussioun eranhuelen.

Mir mussen duerchstarten, an dat ass vum enger ganzer Rei vu Riedner gefrot ginn. Mir mussen Neel mat Käpp maachen. Mir mussen also sécherstellen, dass mer déi hehr Prinzipien, déi mer à ce stade op fräiwëlleger Basis schonn applizéiert hunn, och ëngesat kréien. A wéi besser kéinte mer se ëngesat kréie wéi duerch eng Reorganisatioun, duerch eng Redefinitioun vun den Aufgaben téschent deenen engen an deenen aneren, mat enger neier Kollaboratioun, enger Neirestrukturatioun och vun der Kollaboratioun téschent dem Stat an de Gemengen, an dat am Sënn vun de Prinzipie wéi de Programme directeur se virgesäit?

Dat bedingt, Dir Dammen an Dir Hären, a mengen Ae wesentlech Verännerung par rapport zum System, dee mer haut kennen. Dat bedingt, dass de Stat seng Organisatioun iwwerdenkt, dass wa mer notament de Prinzip vun deene sechs Regione seriö huelen, wa mer de Prinzip vun der regionaler Zesummenaarbecht seriö huelen, wa mer de Prinzip vun de Plans sectoriels seriö huelen a wa mer den IVL seriö huelen, dass de Stat um Niveau vu senge Servicer an och um Niveau vun der Kooperatioun téschent de Servicer aner Weeër goe muss, an zwar net op fräiwëlleger Basis, mä méi strukturéiert, dass de Stat sech och muss Gedanken driwwer maachen, ob déi Andeelung a sechs Planungsregionnen net och den Nidderschlag muss fannen a senge Organisatioun vun enger ganzer Rei vu Servicer, déi zum Deel regional haut scho strukturéiert sinn. An ech géif do keng ausschléissen, inklusiv déi juridictionnel Andeelungen déi mer kennen.

Wa mer wëllen, dass déi Regionnen an Zukunft eppes ginn, sinn ech der Meinung, dass mer eng ganz Rei vun Émdenkungsprozesser elo mussen an d'Weeër leeden. Ech hunn dofir och meng Kollegen an der Regierung ugeschwat, fir am Kader vun der Debatt „réorganisation Etat-communes“ emol Virschléi ze maachen, wéi si sech kéinte virstellen, dass een eng Reorganisatioun vun deene Servicer virhëlt um Niveau vum Stat, déi an där Region sinn, a wéi een iwwerhaapt eng Restrukturierung vun enger Rei vun Aktivitéiten op dem Prinzip vun der Regionalisatioun kéint ubannen. Ech schléissen do d'ailleurs d'Organisatioun a mengem eegenen Haus net aus, déi sech och am Fong an 150-jähriger Traditioun nach ëmmer beweegt, wann een déi Prinzipien hei wéll seriö huelen a wann een déi Regionnen an hirer Struktur wéll zu

eppes Seriöes maachen, a wann ee gären hätt, dass d'Gemenge sech an de Regionnen zesumme fanne fir ze schaffen, ee sech muss Gedanke maachen. Ech fuerderen am Fong déi eenzel Parteien op, am Kader vun der Debatt Etat-communes, sech iwwert déi dote wesentlech Aspekter net nëmme Gedanken ze maachen, mä se le moment venu och auszuschwätzen.

Dat bedéngt awer och, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer um Niveau vun de Gemengen eppes änneren. Déi wesentlech Fro, déi ech mer stellen, och am Kader hei vun der Regionalisatioun a vun der Fro, wéi mer dann déi Servicer um Bierger, well dorëms geet et jo haaptsächlech, besser kënnen ubidden, wéi mer dat haut hunn, ass déi: Wat fir eng Servicer wëlle mer dann op wat fir engem Niveau usiedelen: Stat, Region, Gemengen? Et ass net eréischt un der Zäit driwwer nozedanken, wa mer soen déi do an déi do Servicer ginn op engem gewëssenen Niveau ugebueden, well awer um Niveau vun de Gemengen een déi Strukturen an déi Masse critique muss sécherstellen déi noutwendeg sinn, fir dass een déi Aktivitéiten och kann ëmsetzen.

A mengen Ae mécht déi regional Zesummenaarbecht nëmme Sënn, wa mer sécher gestallt hunn dass op all Niveau, ob dat beim Stat, an den Aktivitéiten déi vun de Gemengen zesummen an der Region, respektiv awer och an deenen Aktivitéiten déi vun der Gemeng selwer sollen an Ugrëff geholl ginn, mer definéieren, wat sinn d'Grundmissionen déi eng Gemeng muss ubidden, an dass mer och kloer an däitlech soen, dass wa mer der Meinung sinn, dass am Gemengesecteur eng gewëssenen Aktivitéit soll stattfannen, dass mer och muss Moyenen en place setzen. Dat geet bei der Aart a Weis u wéi d'Gemengen organiséiert si bis zu deene Froen déi den Här Meyers richtegerweis opwerft, nämlech déi vum Finanzement.

Da soen ech, bis elo war all Mënsch domat d'accord, an da ginn ech emol op e konkret Beispill an, nämlech dat vum IVL, integratiivt Verkéiers- a Landesentwicklungskonzept. Nëmme vill Luef hunn ech driwwer héieren. All Mënsch ass domat d'accord dass mer dat maachen, vill Leit hu gesot dat hätte mer scho viru laanger Zäit misste maachen. An deem Konzept soe mer, mir dréinen d'Situation vun haut ëm. Mir ginn also net hin a soe fir d'éischt baue mer eng Aktivitéitszon, eng Industriezon oder eng Entwicklungszon, an da baue mer Stroosse fir ze kucken dat unzabannen, mä mir soen, mir kucken eise Réseau, eist Stroossennetz an awer och den öffentliche Transport, an da maache mer e Plang fir d'Aktivitéiten an Zukunft do unzeseidele wou mer eng méiglechst gutt Auslaaschtung kréie vun de bestehende Réseauen, an dass mer déi Réseauen nëmmen ausbaue wa mer zur Konkursioun komm sinn, dass eng absolut Noutwennegkeet besteet fir dat ze maachen.

Dat bedéngt, Dir Dammen an Dir Hären, an der leschter Konsequenz, dass wa mer dee Plang do eng Kéier hunn, a wa mer deen duerchdiskutéiert hunn an deenen eenzelen Regionnen, dass mer Décisiounen mussen huelen. Dass mer muss soen zu der Gemeng XY: Lauschter, Dir hutt an Ärem Plan d'aménagement eng Industriezon virgesinn, awer aus landesplaneresche Grënn si mer zur Konkursioun komm, dass déi Industriezon net kann dévoppéiert ginn, well se de Kritären net entsprécht vun enger nohaltiger Entwécklung vun eise Land; an dass mer dem Buergermeeschter an der Gemeng Y, deen dat haut nach net huet, muss soen: Lauschter, Du hues eng gutt Ubannung un den Zuch, Du hues eng gutt Ubannung un den öffentliche Transport, Du hues eng gutt Ubannung un de pri-

vate Verkéier, Du hues en Anzugsgebitt wat akzeptabel ass, do këne mer notament Frontalieren och opgräifen, also si mer der Meinung, dass déi Développeur an Ärer Gemeng solle stattfannen.

Da soen ech lech, dass mam bestehende Prinzip vun der Autonomie communale, deen ech haut nach all Dag begéinen, mer do net weider kommen. Ech ginn lech e Beispill. Ech hunn dee leschte Mount vun der Stad Lëtzebuerg e Plang erakritt op véier Säite fir den zukünftigen Dévoppement vum Süde vun der Stad Lëtzebuerg. Moi je veux bien. D'Stad Lëtzebuerg plangt, nodeem se mat kengem doriwwer geschwat huet, op jiddere Fall net seriö, 26.000 nei Aarbechtsplazen am Süde vun der Stad Lëtzebuerg.

(Interruption)

An 20 Joer oder net an 20 Joer.

Wa mer 26.000 nei Aarbechtsplazen am Süde vun der Stad Lëtzebuerg wëlle maachen, oui - well déi Planung hält nämlech genau mat den territoriale Grenze vun der Stad Lëtzebuerg op - e Gesamtkonzept ze hu mat den Nopeschgemengen an engem Verbund - vun AGLOLUX ass geschwat ginn -, an oui dass mer dat am IVL nokucken, an oui dass mer sécherstellen, dass et da kompatibel ass mat deenen Objektiv, déi mer eis am IVL setzen, da soen ech, dann hale mer mat der Landesplanung op, well dann ass nämlech dat éischt d'Beispill, wou sech weist ob mer bereet sinn, déi Aart a Weis no där mer haut schaffen, nämlech dass de Ministère an all senger Pracht an 118 eenzel Gemengen an all hirer Pracht, jiddereen no sengem beschte Wëssen a Gewëssen - ech ennerstellen dat net - seng Décisiounen hëlt, an dass mer awer feststellen, dass déi 119 Décisiounen net onbedingt eng national Politik dee Moment erginn, da brauche mer net iwwer Ziler ze diskutéieren, wann dat, wéi soll ech soen, dass Mass aller Dinge bleibt. Dofir soen ech, dass fir mech den IVL an d'Konklusiounen, déi mer aus dem IVL mussen zéien a wäerten zéien, politesch gesinn de Knackpunkt vun der Saach ginn.

De BTB, Dir Dammen an Dir Hären, an der aler Avenue ass gestuerwen...

(Interruption)

...oder an der neier Avenue.

Dat fir ze soe wéi mer et fäerdeg bréngen och Diskussiounen vun engem relativ ieweschten Niveau op e relativ, wéi soll ech soen, fir jiddereen verständlechen Niveau erfro ze kréien. An ech hoffe just, wa mer iwwer Landesplanung schwätzen, dass et dem IVL net d'selwecht geet, dass mer eis esou identifizéiere mat den Ziler vum IVL, dass den IVL och iergendwou an iergendenger Avenue e Begriffes wäert kréien, well d'Konsequenz nämlech vun deem, wat mer wëlle maachen, eng Émkéier ass vun deem wat mer haut gewinnt sinn, nämlech dass jiddereen op sengem Territoire seng Décisioun hëlt.

Ech hunn den IVL geholl. Den Här Fayot huet eng ganz Rei vu Beispiller gesot, wéi d'Fro vum Minerval vun de Schoulen. Ech kéint d'Fro vun de Musikschoulen dobäi uféieren, wou mir et net fäerdeg bréngen téschent 118 Gemengen an enger fräier Diskussioun e Wee ze fannen, dass déi Gemengen déi e Schüler op eng gewësse Plaz schécken, och un de Käsche participéieren. Et besteet a gewëssenen Regionnen, mä et besteet net iwwerall.

An dofir mengen ech, dass déi Diskussioun, déi mer wäerte kréien iwwert d'Reorganisatioun vun de Gemengen an iwwert d'Reorganisatioun vun de Kompetenzen téschent Gemengen an dem Stat, eng wesentlech Diskussioun wäert ginn. An dann ass et selbstverständlich, dass mer déi finanziell Moyene mussen zur Verfügung

stellen, wa mer et eescht domadder mengen. Ech fäerten awer just, dass wa mer net bereet sinn un d'Strukturen ze goen, wa mer net bereet sinn driwwer ze diskutieren am Fong, well déi Aart a Weis wéi mer eis organiséiert hunn, déi ass eis jo imposéiert gi vun de Fransousen, well mer liewe jo praktesch nach am Prinzip Enn 1700 an esou weider, a mir hunn doranner wesentlech näischt geännert, a wa mer net bereet sinn déi Strukturen opzebriechen an eis aneschtens ze organisieren, da wäert ganz villes Makulatur bleiwen, wat gutt um Pabeier steet, wat hei och a ganz ville Gedanke gefrot ginn ass, wa mer awer net aner Weeër ginn an dat net eriwwer kréien. An do stellt sech dann och eng wesentlech Fro, an déi hätt ech gären am Etat-communes geregelt, nämlech déi, wéi mir et fäerdeg bréngen e Partenariat ze schafen téschent dem Stat an de Gemengen op deene wesentleche Punkten, wat d'Landesplanung an d'Entwécklung vun eisem Land fir d'Zukunft ubelaangt.

Et geet net nëmmen duer dass mer soen, jiddferree muss diskutieren an diskutieren, mir mussen och iergendwou eng Plaz hu wou eng Décisioun geholl gëtt, an zwar eng Décisioun geholl gëtt déi sech dann och applizéiere léisst, an net eng Décisioun geholl gëtt déi dann nees vun 23 individuellen Décisiounen hannendru praktesch ausgehelegt gëtt oder contrecarréiert gëtt. An ech weess, dass dat e ganz schwierigen Exercice ass.

Ech hunn d'Diskussionen de près suivéiert um Niveau vun der Südre-

gioun. Ech soen lech, mir kéinte méi wäit sinn, well d'Südregeion, aneschtens wéi aner Regiounen, huet och d'Moyenen elo scho gehat fir eng Rei vu Saachen.

Mir mussen eng Bewusstseinsbildung schafe bei de Gemengepolitiker, dass zur Gemengepolitik och d'Regionalpolitik gehéiert.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- D'Zwëschestrukturen téschent de Gemengen an téschent dem Stat feelen. Do muss awer dann den Impuls och vun uewen ausgoen, an de Wëlle fir sech ze dezentraliséieren, da geet et. De Wee vun der Gemeng bis zur endgültiger Décisioun am Ministère ass ze laang.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Jo, dat ass richtig.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Dat sinn déi Bemierkungen, déi esou eng Diskussioun futti maachen.

■ Une voix.- Dat ass eng gewëssen Arroganz!

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Dat kann ee soen, deen an der Stad Lëtzebuerg sëtzt un engem Schalthiewel, an deen am Fong onofhängeg ass wou Stat oder bal, dat ass typesch.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Ech sinn am Fong mat lech d'accord. Ech hu jo a menger Interventioun gesot, dass et net duer geet eng Redefinitioun um Niveau vun de Gemengen ze maachen. Ech hunn ugefaangen

andeech gesot hunn, et muss eng Redefinitioun um Niveau vun der Stat stattfannen. Ech soen lech just, et geet net duer dass mer just op där enger Säit oder just op där anerer Säit et maachen. Mir mussen, an dat ass mäi Wonsch, deen ech hei wëll ausdrécken, fir dass mer och weiderkommen an der Gemengefinanzreform, well fir mech ass dat Ganzt och e Ganzt. A vill Optiounen, déi ee kënnt huele wann et drëm geet d'Suen aneschtens opzedeelen, aneren Attributiounen ze ginn, nei Fongen ze fannen, déi hänken awer och vill dovunner of iwwert déi Froen, déi mer am éischte Volet, nämlech dee vun de Strukturen, déi mer en place wëlle setzen, an de Méiglechkeeten, déi mer en place wëlle setzen, ob mer déi fannen oder ob mer déi net fannen.

Ech sinn och Partisan, wëll ech ganz kloer soen, dass mer en Deel vun deene Suen, déi an d'Gemenge ginn, zur Verfügung stelle fir regional Zesummenaarbecht ze maachen. Da muss mer eis awer, Dir Dammen an Dir Hären, driwwer eens ginn, dass wa mer dat maachen, dass jiddferree muss matmaachen. An da muss mer eis driwwer eens ginn, wat mer an deenen eenzelne Regiounen dann an déi regional Kooperatioun wëlle setzen. Dat sinn an enger ländlecher Regioun wéi am Norden héchstwahrscheinlech aner Domänen wéi am Süden. Et muss en héchstwahrscheinlech am Norden an deene ländleche Regiounen aner Strukture virgesinn, aner Forme vu Kooperatioun siche wéi dat am Süden oder am Zentrum ass.

An der Agglomeratioun Luxembourg stelle sech d'Problemer wesentlech aneschtens.

1920, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng Äntwert net nëmme gesicht ginn, mä och fonnt ginn, dat war méi eng radikal. Ech stelle mer d'Fro, wa mer an de Grenze vun 1920 haut wären, ob mer d'Kraaft hätten an der Politik, ob mer d'Kraaft géife fannen an der Politik fir déi Décisiounen ze huelen, déi deemools geholl gi sinn. Ech plädieren net fir eng Eingemeindung, wéi se deemools gemaach ginn ass. Ech soen lech awer dass ech ganz staark dofir plädieren, dass d'Gemengen an a ronderëm der Stad Lëtzebuerg eng Rei vu Kompetenzen zesummeleeen an aus de bestehende Gemengeréit eraushuelen, fir se op e regionalen Niveau ze setzen, well et nëmmen an der regionaler Kompositioun méiglech ass fir déi Décisiounen da kënnen och ze huelen an emsetzen. Mir kënnen Réuniounen maache wou Gemengeréit zesumme kommen, alles schéin a gutt, mir kënnen diskutieren, alles schéin a gutt, mir kënnen jiddferree mat un den Dësch huele wann et drëm geet ze diskutieren, mä, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen och Plazen a Forume wou mer Décisiounen huelen, a mir mussen Strukture schafen, an och gesetzlech Strukture schafen, déi eis et erlaben dass mer déi Décisiounen, déi da geholl ginn, an déi net d'Unanimitéit ëmmer fannen - maache mer eis guer näischt vir, well et gi verschidden Interëten an deenen Diskussionen - emsetzen.

An dat wëll ech gesot hunn zum Schluss, dat ass fir mech déi wesentlech Erausforderung: Wann deen Dossier hei vun der Landesplanung eppes wëll ginn, da muss deen Dossier, deen an zwee oder an dräi Méint kënnt iwwert d'Reorganisatioun vun de Kompetenzen téschent Stat a Gemengen, sëtzen, an da muss mer do déi richtig Konklusiounen kënnen zéien, fir d'Zukunft vun eisem Land op administrativem Plang ze strukturieren. An da muss mer eis d'Fro stellen, op wéi enger Plaz maache mer wat am beschten, a wie soll dann op wat fir enger Plaz wat fir eng Décisiounen kënnen huelen, fir dass et am Intérêt vun eis alleguerten ass. Dat ass déi Aufgab déi mer hunn, a wa mer déi gemeinsam net bewällegen, fäerten ech ganz, dass villes vun deem wat hei opgebaut ginn ass, villes vun deem wat an der leschter Legislatur opgebaut ginn ass, a villes vun deem wat an deenen nächste Joren nach soll kommen, Makulatur bleibt par rapport zu deene wesentlechen Erausforderungen, déi mer an der Landesplanung hunn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.-Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung fanne statt den 1., 2. an 3. Abrëll an den Ordre du jour kritt Der schréfflech zougeschéckt.

Domadder wier d'Sitzung opgehewen.

(Fin de la séance publique à 18.43 heures)

MARDI, 1^{ER} AVRIL 200344^E SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Retrait du rôle du projet de loi 3176 concernant la diffusion d'oeuvres cinématographiques sous forme de supports d'images destinés à la vente ou à la location
3. Ordre du jour
4. Déclaration de politique étrangère présentée par Madame Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Erna Hennicot-Schoepges, M. Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen, Charles Goerens, Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwelch Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Ass net de Fall.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 28 mars 2003, le

- *Projet de loi 5111 portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut*

général des fonctionnaires communaux.

A la demande du Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense, Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, a déposé, en date du 31 mars 2003, le

- *Projet de règlement grand-ducal 5112 concernant la participation du Luxembourg à la Mission de l'Union européenne en Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM).*

2. Retrait du rôle du projet de loi 3176 concernant la diffusion d'oeuvres cinématographiques sous forme de supports d'images destinés à la vente ou à la location

An hirer Réunioun vum 27. Mäerz huet d'Präsidentekonferenz op Ufro vum Justizminister decidéiert, de

Projet de loi 3176 iwwert de Vertrib vun de cinématographesche Wierker vum Rôle ze strächen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dat ass also esou decidéiert.

3. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun deser Woch ubelaangt, do schléit d'Präsidentekonferenz lech folgenden Ordre du jour vir, deen lech schréfflech zoukomme gelooss ginn ass:

- Haut de Mëtteg mécht d'Madame Ausseministerin Lydie Polfer eng Deklaratioun iwwert d'Aussepolitik.

- Mar de Moien um néng Auer stinn op eiser Dagesuerdnung dräi Aktualitéitsstonnen:

1. eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vum ADR iwwert d'Agrapolitik;

2. eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vum ADR iwwert d'Aarbeitslosegkeet;

3. eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der sozialistescher Fraktioun iwwert den Enseignement musical.

- Mar de Mëtten um halwer dräi hu mer d'Debatt iwwert d'Aussepolitik nom Modell 2.

- Iwwermer, moies um néng Auer, hu mer eng Rei vu Projets de loi, fir déi d'Riedezäit nom Modell 1 ugewannt gëtt:

1. de Projet de loi 5024 iwwert déi finanziell Bedeelegung un der Fondation Henri Pensis an um Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster;

2. de Projet de loi 4949 iwwert d'Festung vun der Stad Lëtzebuerg;

3. de Projet de loi 4857 iwwert d'Statskonte vun 1999;

4. de Projet de loi 4975, eng Konventioun iwwert d'Kannerrechter;

5. de Projet de loi 4966 A a 4966 B iwwert d'Iwwerfeierung vun de Prisonéier

an als leschte Punkt d'Naturalisatiounen.

- En Donneschden nomëttes um halwer dräi hu mer d'Interpellatioun vum Här Lucien Weiler iwwert d'Héichwaasser an d'Iwwerschwemmungen nom Modell 1.

Ass d'Chamber mat deem Programm do averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

An elo héiere mer dann d'Deklaratioun vun der Madame Ausseminister Lydie Polfer iwwert d'Aussepolitik. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

4. Déclaration de politique étrangère présentée par Madame Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

■ Mme Lydie Polfer, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass déi véierte Kéier, dat ech als Ausseminister d'Geleeënheet hunn an d'Éier, hei virun deser Chamber d'Prinzipien, d'Objektiver, d'Zukunftsvisionen an och d'Erausforderung vun der Lëtzeburger Aussepolitik, sou wéi ech se gesinn an emsetzen, duerstellen.

Dëse Moment ass awer haut sou speziell, datt et néideg ass onsen Débat an de Kontext vum Krich am Irak ze setzen, an dorauer ze probéieren d'Konsequenzen ze zéie fir d'international Relatiounen an natierlech och fir Lëtzebuerg. Well och wa mer de Krich net gewollt hunn, muss mer eis elo awer mat sengen Ausleefer beschäftegen.

De Krich am Irak weist nämlech op eng dramatesch Aart a Weis, wéi eng wichteg Plaz d'Aussepolitik an der Gesellschaft anhëlt, a wéi se onst Liewen an Zesummeliewe bestëmmt.

Säit dem Donneschdeg, 20. Mäerz, gëtt den Irak bombardéiert a militäresch enner Kontroll gesat vun enger Koalitioun, ugefouert vun Amerika. Dat huet Opfer gefuerdert, souwuel beim Militär, wéi och an der ziviler Bevölkerung. An ech wëll dëse Moment gebrauchen, fir alle Familljen a Bedeelegte vun den Affer eist déift Matgefill auszudrécken.

Ech wëll awer och den Engagement huelen, datt mir als Lëtzebuerger Ausseminister, mat enger ganz grousser Determinatioun alles wëlle maachen, wat mer kënnen, fir datt sou ee leschte Recours op militäresch Interventioun an der Zukunft net méi ubuecht ass, fir international Krisen ze regelen. Well Krich ass ëmmer net nëmmen eng Défaite vun der Politik an der Diplomatie, mä haaptsächlech onmoosseg Leed, Zerstéierung an Doud.

Dofir ass elo ze hoffen, datt de Krich sou schnell wéi méiglech op en Enn kënnt, an datt sou mann wéi méiglech Leit hiert Liewe mussen loossen, an datt dann de Moment komm ass, wou en Irak kann opgebaut ginn, deen d'Menscherechter respektéiert, an dee selwer e respektéiert Member vun der internationaler Gesellschaft ka ginn. D'UNO an och d'Europäesch

Unioun kënnen hëllefen, fir datt d'lerfschaft vun deem bluddege Baath-Regime kann iwwerwonnen ginn.

Ech hunn der Lëtzebuenger Regierung hir Positioun zu der Kris am Irak säit Oktober regelméisseg hei an der Chamber duergestallt, an dofir weilt ech och hei nëmme kuerz nach eng Kéier op d'Evenementer vun deene leschte Méint a Wochen zréck kommen, fir datt mer trotz deene ville Krichsbiller och nach eng Kéier virun Aen halen, vu wou déi aktuell Situatioun hierkënn.

Wéi et am Summer 2002 ëmmer méi Zeeche goufen, datt der amerikanescher Regierung hir Gedold mam Irak op en Enn géif kommen, huet d'international Communautéit, a besonnesch Europa, hir ganz Iwwerzeegungskraaft gebraucht, fir datt déi Fro am natierleche Kader vum Sécherheetsrot vun de Vereenegten Natiounen géif behandelt ginn. Den 12. September 2002 huet dunn de President Bush an der Assemblée vun New York akzeptéiert, dee Wee ze goen, ouni de Gebrauch awer vun anere Mëttelen auszuschléissen, am Fall vun engem Echech. Et ass dunn drëm gaangen, d'Inspektiounen am Irak erëm un d'Lafen ze bréngen, iwwer e Mandat vum Sécherheetsrot, an dat an engem verstännegen Zäitraum dee géif erlaben, den Irak mat dese friddleche Mëttelen ze entwaffnen, a seng Massevernichtungswaffen ze zerstëieren, respektiv Zerstiëierungen, déi schonns gemaach waren, wierklech ze dokumentéieren.

Wéi ech de 4. Oktober zu Washington fir Gespräicher mat der amerikanescher Administratioun wor, hat ech selwer d'Geleeenheet, dem amerikaneschen Ausseminister eis Positioun duerzeleeën.

Den 8. November ass dunn eestëmmege am Sécherheetsrot d'Resolutioun 1441 ugeholl ginn, an d'Inspektiounen konnten erëm ufänken. Et war awer aus dem Text kloer eraus ze liesen, datt dést déi lescht Chance géif sinn fir de Saddam Hussein, fir eng friddlech Entwaffnung virzehuelen, an datt och falsch oder onkomplett Deklaratiounen net méi toleréiert géife ginn, an datt dat zu seriöse Konsequenzen kéint féieren, dat heescht zu engem militäreschen Entwaffne vum Irak.

D'Chefinspektore Blix an El Baradei hunn du regelméisseg dem Sécherheetsrot Rapport gemaach iwwer hir Aarbecht am Irak. Doraus huet sech erweisen, datt den Irak zwar net aktiv genuch kooperéiert hätt, mä datt awer de Regime vu Bagdad och net d'Inspektiounen behënnert hätt. A mat der Zäit huet den Drock vun der internationaler Gemeinschaft éischt Resultater bruecht, wéi zum Beispill d'Zerstëierung vun Al-Samoud-Rakéiten. Parallell dozou hunn Amerika an England Dausende vun Truppen an d'Regioun geschéckt.

Et kann een also wuel soen, datt d'UNO hir Aarbecht gemaach hat, mä si kann op eemol net méi viru goen. D'Kombinatioun vun den Inspektoren an dem militäreschen Drock hätt kënnen de Wee weisen fir eng friddlech Léisung vum Konflikt. Leider wor keng Koordinatioun tëschent deenen zwee méi méiglech, a si sinn zu Konkurrenz ginn.

Fir Amerika, fir England an och fir Spuenien war de 24. Februar de Moment komm, fir méi kloer drop hanzeweisen, datt d'Zäit vum friddlechen Entwaffnen op en Enn géif kommen. Frankräich, Däitschland a Russland hu sech deem entgéint gesat an hir Argumenter och dem Sécherheetsrot virgeluecht. D'Regierung hat de 26. Februar hei an der Chamber gesot, datt si vun deenen Argumenter, fir den Inspektiounen méi Zäit ze ginn, iwwerzeegt war a sech weider géif asetzen fir datt et zu engem friddlechen Entwaffne kéint kommen.

Obschonns nach lescht Kompromësser tëschent deenen zwee

Lageren am Sécherheetsrot probéiert gi sinn, hat een awer domat ze rechnen, datt fir de President a fir d'Administratioun d'Affaire gelaf war an de Krich nëmme nach eng Fro vun der Zäit war.

Den Ultimatum, deen de 17. März ausgesproch ginn ass, huet datt och nëmme bestätegt a mir wouste wat leider géif kommen. Kuerz ier diesen Ultimatum ausgelaf ass huet de Sécherheetsrot nach eng Kéier mam Här Blix iwwer säin Aarbechtsplang a seng Prioritéiten befont an der Presenz vum franséischen, däitschen a russeschen Ausseminister, ënnert anerem, mä dat sollt awer néierens méi hiféieren.

D'Lëtzebuenger Regierung huet dunn den 18. März eng speziell Sitzung gehat an duerno d'Chamber hei iwwer hir Positioun am Fall vum Krich informéiert. Ech war frou kënnen feststellen, dass an där Sitzung iwwer all d'Fraktiounen eraus eng gemeinsam Analys an eng Ennerstëtzung fir d'Haltung vun der Regierung do war. Mir waren a sinn eis weiderhin eens, dass de Moment vum allerleschte Recours net komm war, an datt op Basis vun deene leschte Rapporte vun den Inspektoren, fir den Irak friddlech ze entwaffnen, nach Méiglechkeeten do waren.

Ech war mer och kloer bewosst, dass eng Militärsituatioun am Irak Konsequenzen op d'Regioun kënn hunn an op d'Equiliberen zwëschen deene verschiddene grouse Partner am Golf an am ganze Mëttleren Orient. Ob déi Konsequenzen dann elo nei Perspektive géife gi wéi Washington dat ugedeit hat oder ob et méi komplizéiert géif ginn, esou wéi vill Europäer dat gefaart hunn, dat konnt kee viraussoen an dofir war de Risiko eben ze grouss fir et drop ukommen ze loossen.

Mir hunn des militäreschen Interventioun och net konnte guttheeschen, well si unilateral decidéiert gouf außerhalb vun de multilateralen Institutiounen, déi säit dem Enn vun dem Zweete Weltkrieche ebe just déi Plaz sollte sinn, wou d'Krise geregelt sollte ginn. Während den Diskussiounen an der UNO, an der NATO an och an der Europäescher Unioun ass säit Januar ëmmer erëm probéiert ginn d'Unitéit ze wahren oder erëm ze fannen. Ech selwer hu mech bei menge Kollegen Ausseminister ëmmer erëm agesat fir méi Moderatioun, Zesummenaarbecht an Eenegkeet. Ech hu mech och an deem Sënn un all déi direkt bedeelegt Länner aus dem Sécherheetsrot iwwer hir Ambassadeuren hei zu Lëtzebuerg Enn Februar nach eng Kéier gerichtet, fir si zu engem leschten Effort opzueruffen.

Dës Kris, loosse mer näischt verschéieren, huet d'Relatiounen zwëschen Amerika an der UNO, zwëschen Amerika an der Europäescher Unioun belaascht. Dat ass net gutt, well vill steet um Spill a mir müssen hëllefen, de Gruef zwëschen Amerika an der Europäescher Unioun ze iwwerbrécken, well mir brauchen a mir wëllen eng transatlantesch Bezéiung, déi op enger gudder Vertrauensbasis opbaut an déi fir d'Stabilitéit vun der Welt wichteg ass. D'Fro ass: Wéi bréngen mer et fäerdeg vun deem Trend ofzelenken, dee sech awer all Dag an Amerika ze festege schéngt: Déi amerikanesch Souveränitéit nämlech integral ze erhalen an ze verteidegen duerch eng ausgesprochenen Onofhängegkeet vun de multilaterale Gremien a gestëtz op militäresch Mëttelen, déi deene vun dem Rescht vun der Welt bäi Wäitem iwwerleeë sinn?

Europa huet sech eigentlech verabschiedet vum Konzept vun der Muechtpolitik, an Europa selwer an och iwwer Europa eraus, an dofir op Friden an Entwécklung gesat duerch den Dialog an d'Zesummenaarbecht duerch Gläichgewiicht a Kompromëss.

Amerika denkt do schonn anescht. Geprägt duerch den Traumatismus, d'Angscht an d'Veronsécherung, déi den 11. September duergestallt huet, sinn déi Leit an Amerika gestärkt ginn, déi mengen et wier gutt, jo noutwendeg, dass Amerika säin eegene Wee geet fir seng Interessen a seng Sécherheet ze verteidegen.

Dat ass eng Analys, déi an eisen An e Wee ass, dee vill Gefore mat sech géing bréngen, vill méi Gefore wéi Virdeeler, vill méi Gefore wéi organiséiert Zesummeschaffen an internationale Strukturen, déi wuel Konzessiounen verlaangen, mä déi dofir en retour Sécherheet a Mithëllef garantéieren.

Lëtzebuerg leent dofir och den Unilateralismus als politesche Programm of. An den Debatten iwwer den Irak ass vill vun deenen engen an deenen aneren iwwer d'Roll an d'Crédibilitéit vun eise gemeinsamen Institutiounen geschwat ginn. Hu si hir Limitéit gewisen? Hu si net fonctionnéiert? Sinn se nach zäitgeméiss? Ass de Multilateralismus nach am Sënn vun eiser Zäit? An op déi Froe wëll ech ganz kloer äntwerten: Jo. Mir brauche méi wéi jee multilateral Gremien, wou mer kënnen gemeinsam derfir suergen, dass dat internationaalt Recht definéiert a respektéiert gëtt a wou internationalen Regeln a Prozeduren, fir Mëscherechter ze sécheren a Konfliktsituatiounen bäizeleeën, eis Weeër weisen an d'Zesummeliwe vu groussen a klengen State geregelt gëtt.

Dat ass kee fromme Wunsch, mä et ass an eise Interesse. E Land wéi Lëtzebuerg brauch esou Kadere fir wirtschaftlech, politesch a sécherheetsméisseg sech kënnen ze entwëckelen. Loosst mer net vergiessen, mir hunn an deene leschte 50 Joer onse Wuelstand op déi Stabilitéit a Sécherheet opgebaut, déi ons d'Europäesch Unioun, d'NATO an d'UNO ginn. Dofir muss mer net nëmme d'Entwécklung vun diesen Institutiounen begleeden, mä mir müssen aktiv an hirer Verstärkung deelhuefen a virun allem eise konstruktive Bäitrag duerch eng engagéiert Matarbecht leeschten.

Här President, d'Veereenten Natiounen sinn natierlech déi éischt Plaz, wou dést Zesummeschaffe muss stattfannen. Si hu bewisen, dass ënnert hirer Féierung schlëmm Krisen konnte verhënnert ginn, an no Krisen eng nei gerecht Uerdnung konnt opgebaut ginn. Ech wëll do als bescht Beispill den Timor Oriental zitieren. Hei huet d'UNO all Etappe vun de bilateraler Gespräicher bis zum Referendum an der interimärer Administratioun wéi de militäresche Contrôle no den Ausschreidunge begleet. Deen neie Stat ass schlussendlech de 27. September 2002 Member vun der UNO ginn.

Och am Afghanistan mécht d'UNO net nëmme humanitär Aarbecht an Opbau, mä si ënnertstëtz och ganz aktiv d'Preparatioun vun der Mise en place vun där neier Administratioun a bereet zum Beispill d'Wahle fir 2004 an d'Ausschaffe vun enger neier Verfassung vir. D'Sécherheet vun der Haaptstad Kabul an hire Viruerter ass och dank der ISAF garantéiert.

Méi no bei eis am Balkan war d'UNO present fir a Bosnien eng gewëssen Normalitéit, zum Beispill am Fonctionnement vun der Police ze schafen an an der fréierer Jugoslawescher Republik vu Mazedonien hunn d'Veereenten Natiounen schlëmm Ausschreidungen zwëschen deene verschiddene Volleksgruppe verhënnert. De Kosovo gëtt haut nach ënner Mandat vun der UNO administréiert, ouni dat sécher grave Konfrontatiounen stattfonnt hätten.

Dat ass wuel net alles perfekt, mä et sinn awer ganz konkret Schrëtt,

déi ouni d'aktiv Ingérence vun der UNO an hire verschiddenen Agencen net méiglech gewiescht wäeren. Lëtzebuerg huet natierlech an de Limitéit vu senger Méiglechkeeten sech un diesen Efforte bedeelegt. Esou hu mer ënnert anerem d'Ausbildung vun de Polizisten am Afghanistan matfinanzéiert a mir schécken och am Kader vun der ISAF III militärescht Personal an den Afghanistan, fir zesummen an engem belsche Contingent den Hollänner an Däitschen ze hëllefen de Flughaf vu Kabul ze sécheren.

Duerch eis erhéichten Entwécklungshëllef kréie mer och eng aner Plaz an den Agencé vun der UNO, wéi zum Beispill am PNUD, am FNUAP oder bei der UNICEF. Mir hunn hei aktiv matgeholf als temporaire Membere vun de Verwaltungsréit fir des Agencé méi effikass ze maachen, well - an do si mer eis eens - Entwécklungspolitik gehéiert och op hir Manéier zur Krisepreventioun.

Et ginn natierlech och vill Beispiller, wou d'Resultat vun der UNO hirem Apport manner kloer ass oder carrément souguer d'Zil net konnt erreecht ginn. Dee rezentste Fall ass leider Zypern. Hei huet de Generalsekretär vun der UNO jorelaang probéiert d'Partie méi no zesummenzebréngen an och e Projet vum Reglement vum November 2002 op den Dësch geluecht, fir dass déi zwou Communautéiten sech kënnen eenegen ier Zypern Member an der Europäescher Unioun géif ginn.

De Kofi Annan huet bis zum leschte Moment gekämpft fir dést Zil ze errechen, mä hien huet missen den 10. März zu Den Haag feststellen, dass d'Parteien net prett ware fir de leschten historesche Schrëtt ze maachen. D'Republik Zypern ënnerscreift elo de 16. Abrëll zu Athen de Baitrëtsvertrag zur Europäescher Unioun an d'tierkesch Partie vun der Insel kann net derbäi sinn. Dat weist, dass d'UNO zwar hëllef kann an d'Parteien op de Wee bréngen kann, mä dass d'Resultat ëmmer vun dem politesche Wëlle vun den Acteuren ofhänkt.

Datselwecht gëllt an engem ganz grouse Mooss fir de Mëttleren Orient, wou d'international Gemeinschaft onfäeg ass, trotz ville Beméiungen, de Konflikt tëschent Israel an de Palästinenser bäizeleeën. Et ass dofir blutnoutwendeg, dass de Fahrplan vum Quartett virgedriwe gëtt ouni Retard a mat engem neien Elan, fir dass 2005 zwee State friddlech niewenteneen a matenauer liewe kënnen.

Terrorismus a Proliferatioun vu Waffe kenne keng Grenzen, an d'Gefor, déi vun hinnen ausgeet, muss weltwäit zesumme bekämpft ginn an zwar am Kader vun der UNO. Säit dem 11. September schaffe mir och opgrond vun enger Rei vu Resolutiounen nach méi enk zesummen, fir gemeinsam géint den Terrorismus virzegoen, an dat ënner anerem fir dass kee Finanzement un terroristesch Organisations ka goen. Solidaresch mat Amerika huet Lëtzebuerg och eng bilaterale Kooperatioun an deem Beräich. A wat d'nuklear Proliferatioun ubelaangt, esou stellt Nordkorea eng besonnesch Erausforderung un d'international Gemeinschaft an un de Weltsécherheetsrot. D'international Engagementer müssen agehale ginn, well et geet em d'Sécherheet vun eis all.

De Fortschrëtt an den internationale Relatiounen hänkt och vun der Weiderentwécklung vun internationale Recht of an natierlech vum Wëllen, dat och ze applizéieren. An deem Beräich ass d'Schafe vun der Cour pénale internationale e ganz grouse Schrëtt no vir.

Lëtzebuerg huet als 18. Land de Statut vu Roum ratifizéiert. Ech war frou kënnen derbäi ze sinn, wéi virun dräi Wochen zu Den Haag d'Riichtere vun diesem Geriicht hiren Eed ofgeluecht hunn a Presenz vum Kofi Annan. Et ass ons konstant Politik fir international Geriicht-

ter, déi bei Verbrieche géint d'Mënschheet agesat ginn, ze ënnerstëtzten. Dat ass de Fall gewiescht fir d'Sierra Leone, fir de Ruanda, an och fir Ex-Jugoslawien. Elo ënnerstëtzte mir natierlech nach an engem erweiderte Mooss dat neit Geriicht vun Den Haag. Well et ka jo net sinn, dass Verbrieche géint d'Mënschheet ongestrooft bleiwen. Dat muss eng Regel sinn, déi sech op jiddferen applizéiert, dee sech strofbar mécht. An an eise Gespräicher mat deene Länner, déi nach net Partie vun diesem Geriicht sinn, setze mir ons a fir si vun der Wichtigkeet vun deser Institutioun ze iwwerzeegen.

Eisen Asaz an deem Beräich soll net nëmme d'internationalaalt Recht stäerken, mä et ass och an Deel vun eise méi generelle Bestriewe fir d'Mëscherechter ze wärdigen an hire Respekt ze förderen. Deseu Objectif verfolgege mir esouwuel an internationale Gremien wéi a bilaterale Kontakter. Mir hunn eis e Plang fir méi konstant den Haut Commissaire aux droits de l'Homme a senger Aarbecht ze ënnerstëtzten. Dat hat ech d'lescht Joer d'Geleeenheet der Madame Robinson virzebréngen, an dést Joer konnt ech deeselwechte Message deem neie Commissaire Viero de Mello bestätegen. Mir hunn et och schonn ugefaangen ëmzesetzen duerch eng héijer finanziell Hëllef. D'Aarbecht vum Haut Commissaire ass zentral fir eng ganz Rei wichteg Theme weider ze bréngen, esou zum Beispill d'Problematik vun Rassismus. Ech war 2001 zu Durban op der Konferenz iwwer de Rassismus, fir mech anzesetzen am Numm vu Lëtzebuerg géint all Form vu Rassismus. Dat ass sécher an alle Gesellschaften e Prinzip, deem mer müssen all Dag erëm op en Neits grouss Opmierksamkeet schenken.

En anert Thema, wat mech besonnesch beschäftegt, ass de Respekt vun de Mëscherechter am Kader justement vum Kampf géint den Terrorismus. Ech leeën dorop besonnesche Wäert an dést war och ee vun deenen zentralen Theme vun der Lëtzebuenger Présidence vun dem Ministerrat vum Conseil de l'Europe, dee mer vu Mee bis November d'lescht Joer haten, a wou just heiriwwer eng ganz Rei Richtlinnen ausgeschafft gi sinn.

De Respekt vun de Mëscherechter gëtt och vun der Lëtzebuenger Diplomatie a bilaterale Gespräicher mat Respekt fir de Partner, mä awer mat Entschlossenheit virbruecht. Ech hu meng Visite am Iran a viru kuerzem zu Kuba och ënnert diesen Aspekt gesat, an hu mech op deene Plaze mat der Oppositioun oder mat Dissidenten ënnerhalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der UNO besteet eng ganz komplett Gamme vun Aktivitéiten un deene Lëtzebuerg sech aktiv bedeelegt a wou Lëtzebuerg mat schafft, fir internationale Normen durchzusetzen.

Déi, déi gemengt hunn, d'Veereenegt Natiounen géifen duerch d'Kris am Irak, duerch d'Oneenegkeet vum Sécherheetsrot hir Relevanz verléieren, müssen Onrecht kréien. Méi wéi jee sinn ech der Iwwerzeegung, dass d'UNO relevant ass a bleift, an dass hir Moyene weider gebraucht ginn. Eis Kandidatur fir de Sécherheetsrot 2013/2014 ass och an deem Kontext ze gesinn a si weist, dass mir bereet sinn eis Responsabilitéiten och an där Organisatioun ze iwwerhuelen.

Konkret Pläng sinn ausgeschafft gi vun den Agencé vun der UNO, fir schnell humanitär Hëllef och kënnen dem irakesche Vollek ze bréngen. An d'Gespräicher si scho wäit, fir en neie Kader am Sécherheetsrot ze definéieren, wou d'Resolutioun „oil for food“ am Interesse vun der Bevölkerung och erëm uleefft. Déi Resolutioun ass am Konsens ugeholl ginn. D'UNO muss och eng kloer Roll kréien an der Iwwergangsgestioun an an der Reconstructioun vum Land, an

dëst esoubal wéi d'militäresch Aktiounen zu engem Enn komm sinn. Lëtzebuerg stellt elo schon eng direkt humanitär Hëllef vun 3,5 Millioune Euro iwwert den humanitäre Büro vun der UNO an iwwert de CICR zur Verfügung. Mir wäerten och am Kader vun eise Méiglechkeete beim Opbau nom Krich hëllefen, sief dat duerch international Agencen, déi op der Plaz sinn oder och mat der Hëllef vu Lëtzebuurger ONGen, déi sech wëllen am Irak engagieren.

Här President, d'Debatten iwwert den Irak hunn och eng aner Institution, wou Lëtzebuerg ee vun de Grënnungsmitgliedern ass, an de Vierdgrond bruecht, an zwar d'NATO.

Eis transatlantesch Allianz huet am November 2002 op hirem Sommet zu Prag intern um Niveau vun de gemeinsame Capacitéiten eng nei Etapp konnt huelen. Och Lëtzebuerg huet hei kloer Engagementer geholl, fir seng Responsabilitéit ze huelen a weider Investitiounen ze maachen, déi am Sënn vun enger moderniséierter Allianz sinn.

Historesch war dee Sommet awer, well d'NATO siwe weider Staten aus Zentral- an Osteuropa invitéiert hat, fir sech der Allianz unzeschließen. An et war schon ergräifend an enger vum kale Krich besonnesch markierter Stad wéi Prag mat ze gesinn, wéi déi dräi baltesch Länner Estland, Lettland a Litauen, souwuel wéi Slowenien, d'Slowakei, Bulgarien a Rumänien sech fir d'éischte Kéier un den Dësch vun där Allianz setze konnten. A mir hunn och mat grousser Zefriddenheet gesinn, dass d'Relatioun mat Russland eng nei an zolidd Grondlag kritt huet.

Nom Baitrëtt vun Ungarn, der Tschechescher Republik a Polen 1999 war dëst eng natierlech Fortsetzung um Erweiterungsprozess vun der NATO, mä et huet een et och emfonnt ewéi d'Enn vun enger méi donkeler Ära, wou Europa nach an zwee gedeelt war. D'NATO huet op eng gewëssen Aart a Weis domat eent vun hiren haaptpolitischen Ziler friddlech erreicht. De 26. Mäerz sinn zu Bréssel d'Adhäsionsprotokoller mat deene siwe Kandidaten ënnerschriwwen ginn. Dës ginn der Chamber elo esou schnell wéi méiglech ënnerbreet, fir dass mer kënnen duerch eng rapid Ratifikationsprozedur weisen, wéi wichteg dëst ons och ass. Um nächste Sommet vun der NATO 2004 si mer dann zu 26.

De Sommet huet och d'Allianz op nei Piste gesat wat hire Mandat ubelaangt, ënner anerem wat de Kampf géint den Terrorismus ugeet. Dës nei Aufgaben dierfen awer net vergesse loosse, dass d'NATO als „peace keeper“ weider eng ganz wichteg Roll spillt. Am Balkan huet jo sécher d'UNO eng grouss Roll gespillt, mä ouni d'NATO wär villes net méiglech gewiescht. Elo eréischt gëtt d'NATO-Missioun an der fréierer Jugoslawescher Republik vu Mazedonien vun enger éischter europäescher Missioun ersat.

Mä loosse mer eis näischt virmaachen, den Irakkdossier huet och hei déif Spuren hannerlooss. Ech wëll net nach eng Kéier op all Detailler zrëckkommen, déi mer hei schon diskutiert hunn. Et huet mer och net hëllefbräich geschéngt iwwer e sougenannt aalt an neit Europa ze schwätzen, wann ee wëllt ee vereent Sécherheeteuropa schafen. Esou Kategorie schafen nämlech Divisiounen, woubäi mir just de Contraire brauchen.

Den Haaptobjectif vun der Allianz ass a bleift d'kollektiv Verteidigung. Dëst erkläert och woufir mir deene preventive Moosnamen zugestëmmt hunn, déi der Tierkei ënner dem Artikel 4 vum Traité vu Washington zugestane gi sinn. Lëtzebuerg huet a wäert och weider all seng Obligatiounen an der NATO erfëllen. An deem net ëmmer einfachen Débat an der NATO gung et net, wéi Verschiddener et gäre gehat hätten, ëm d'Alternativ: méi Europa oder méi Amerika.

Dat ass e Choix, dee kee vun eis esou wëllt akzeptieren an dee besonnesch fir d'Kandidatänneren eng onméiglech Situatioun war an déi och munch Haltung erkläert huet. Mir wëllen nämlech a brauchen déi zwee.

Wéinst eiser gemeinsamer Geschicht an eise Wäerter, déi mer oft zesummen no bausse vertrieben, kënnen Europa an Amerika nëmme komplementär sinn. Amerika huet eis d'Fräiheet zrëckginn a vill Lëtzebuurger Familjen, jo d'Land ass haut nach dofir dankbar. An och wa mer elo mat verschiddenen Entscheedungen vun der amerikanescher Administratioun net d'accord sinn, stellt dat dës fundamental Frëndschaft net a Fro. Als Ausseminister hunn ech drop gehalen all Joer mat mengen amerikanesche Kollegen, fir d'éischt d'Madeleine Albright, an duerno de Colin Powell, op d'mannst eemol am Joer zesummen ze kommen, fir eis iwwer all Themen ze ënnerhalen. Well nëmme direkt Gespréicher erlaben engem dat richteg Gefill fir deem anere seng Argumenter ze kréien an och eis eegen Uleies kënnen ze erklären. A meeschtens konnte mer gemeinsam Positiounen feststellen.

Déi nächst Wochen a Méint wäerten eis an den NATO-Instanze bestëmmt nach virun nei Erausforderungen stellen, och wat d'Situatioun no der militärescher Interventioun am Irak ubelaangt, a mir wäerten alles drusetzen dëst mat Serenitéit a Frëndschaft ze maachen, an alles maache fir deem Zesammenhalt ze erlaben.

Här President, d'Europäesch Union, d'Häerzstück vun eiser Aussepolitik, kommt am Irak-Dossier keng gemeinsam Linn halen. D'Ausseministere vun deene 15 hate gemeinsam Positiounen festgeluecht op hirer Sitzung Enn Januar, well mir waren eis jo eens wat d'Analys vun der Situatioun ubelaangt an och wat d'Objektiv sollt sinn, dat heescht d'Entwaffnung vun Irak.

De Conseil européen vum 17. Februar huet och nach eng Kéier probéiert d'Unitéit ze wahren. Mir hunn dunn awer keng gemeinsam Linn fonnt, wéi et drëm gung e gemeinsame Kalenner anzehalen. Déi véier europäesch Memberen aus dem Sécherheetsrot haten hei kloer zwee verschidde Weeër geholl an déi waren net méi zesummenzibréngen.

Et war traureg ze gesinn, dass d'Union nach net staark genuch ass fir eis gemeinsam Interesse geschlossen no bausse ze vertrieben, a vläicht huet och grad dëst Amerika a senger Haltung gestärkt. Dëst Beispill mat all senger Visibilitéit, déi et hat, soll awer net vergiessen doen, dass, wann Europa gemeinsam Politik mécht, dass et dann och Resultater kritt, op déi et stolz ka sinn. Dat ass natierlech de Fall mat eiser gemeinsamer Währung, dem Euro, an och an eiser gemeinsamer Handelspolitik. Hei gëtt Europa net vergiess oder ëmgaangen. Also sinn dat Beispiller, déi mer musse verfollegen, fir méi effikass an der Aussen- a Sécherheetspolitik ze ginn.

Den Haut Représentant huet bewisen, dass hie fir Europa d'Kris an Ex-Jugoslawien bewältege konnt. Esou war hien et, deen et zum Beispill fäerdeg bruecht huet, fir déi nei Strukture vu Serbien a Montenegro op Pabeier ze bréngen a vun de Parteien akzeptéiert ze kréien. Hien huet och duerch säin Asaz zu Skopje den Iwwergang zu enger neier Regierung friddlech erlaabt. Europa huet also schonns eng Aussepolitik am Balkan a mir hu selwer och Polizisten, déi un der europäescher Polizeimissioun a Bosnien deelhuelen a mir sinn och present wann elo d'NATO duerch eng europäesch Missioun zu Skopje ersat gëtt.

D'EU plangt bis 2004 d'Missioun a Bosnien ganz ze iwwerhuelen. Dat sinn alles éischt konkret Zeeche vun enger gemeinsamer Sécher-

heets- a Verteidigungspolitik, fir déi mir ons asetzen. Et feelt der Europäescher Union an hirer aktueller Aussepolitik awer heiansdo um gemeinsame Wëllen, oft och u genügend Méttelen an ëmmer u verstärkte Strukturen. E gemeinsame politesche Wëllen, méi Finanz- a Personalmittelen a besser Strukture ginn awer net duer. Mir mussen och op europäeschem Plang gemeinsam Interessen definieren.

De Konvent iwwert d'Zukunft vun Europa, dee säit Mee 2002 zesumme kënn, ënner der Présidence vum Giscard d'Estaing, soll besser Strukturen a Methoden ausschaffen, fir d'europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik, awer och d'gemeinsam Verteidigungspolitik esou ze gestalten, dass mat deem néidege politesche Wëllen Europa e vollwärtigen Acteur op der internationaler politescher Bühn gëtt.

Mir als Lëtzebuurger mussen iwwerall do wou d'europäesch Integratioun weidergefouert gëtt voll mat an déi Richtung schaffen. Mir hu schon eng gewësse Pionéierarbeit geleescht am Kader vun de Schengen-Accorden. Mir hunn all Fortschreiter an der gemeinsamer Wirtschafts- a Währungsunion aktiv begleet a mir hunn och mat un der Entwécklung vun der gemeinsamer Justiz- an Innenpolitik geschafft. Et gëtt einfach keng aner Plaz fir Lëtzebuerg wéi am Kär vun deene Länner ze sinn, déi d'Visioun vu Schuman a vu Monnet weiderféieren a verdéiwe wëllen.

Lëtzebuerg wëllt méi en enkt Zesummeschaffen op alle Sujeten am Konvent an duerno an der Regierungskonferenz, well méi ee staarkt a méi ee géengt Europa ass eben an onsem ureegenen Interesse. Mir hunn eis dofir och der Initiativ vu Belgien, Däitschland a Frankräich ugeschloss, fir zesummen ze kucken, wéi d'gemeinsam Sécherheets- a Verdeedungspolitik ka méi Realitéit um Terrain kréien.

Dëst soll eiser Meenung no en aktiven Denk- an Aktiounsustouss si fir all Membere vun der Europäescher Union, fir eis Ambitiounen, déi schon am Vertrag dra sinn, méi konkret a méi effikass ze gestalten. Fir eis sollen dës gemeinsam Aarbechte keen ausschléissen a si sollt sech virun allem och net géint ee richten. Si sollen inklusiv an net exklusiv sinn.

Här President, de Konvent huet virun e bësse méi wéi engem Joer seng Aarbechten ugefaangen, an iwwert d'Zäit huet sech eng eegen, ganz engagiert Dynamik entwéckelt, déi elo dozou gefouert huet, dass déi Konventionell en engem Projet fir e konstitutionellen Traité schaffen. Déi verschidden Aarbechtsgruppen hu Rapporten iwwert d'Haapthème vum Konvent ausgeschafft an am Hierscht huet de Presidium d'Struktur vum Traité virgestallt an elo op Grond vun deene Rapporten d'Artikele fir den Traitéprojet virgeluecht.

Dir wësst et, déi éischt Serie vun Artikelen huet méi wéi 1.000 Amendementer provoziert an d'Lëtzebuurger Memberen am Konvent an och de Représentant vun der Regierung hunn Amendementer iwwerall do virbruecht wou fonnt ginn ass, dass d'Texter vum Presidium net zefriddestellend sinn, sief et well hinnen eng gewëssen Zukunftssambitioun gefeelt huet, oder sief et well d'Richtung net deem entsprach huet, wat mir erwaart haten.

Am Ausseministère hunn ech eng speziell Cellule agesat fir d'Aarbechte vum Konvent am Detail ze begleeden. Déi Aarbecht kënn eis da besonnesch zegutt, wa mer an der Regierungskonferenz, no der Konvention, definitiv Stellung huele mussen iwwer all d'Artikelen a Prozedure vun där neier europäescher Konstitution.

An ech si frou, dass mer och mat deser Chamber eng ganz gutt Zesummenaarbecht hunn. Den Débat, déi mer net méi spéit wéi den 13. Februar haten, mat där ofschléissender Motioun, huet gewisen, dat mer zu Lëtzebuerg parteiwwergräifend eis eeneg sinn, wéi mer d'Europa vun der Zukunft gesinn.

Wat den institutionelle Kader elo vun der erweiterter Union ubelaangt an d'Aarbechten heiriwwer am Konvent, hu mir mat eise BENELUX-Partner am Dezember e gemeinsame Memorandum ausgeschafft mat verschiddenen neien Iddien. Mir hunn och d'Limiten ugedeit, déi desen Exercice fir eis net dierf iwwerschreiden.

Dir kennt den Inhalt vun deem Memorandum, dofir brauch ech hei net nach eng Kéier am Detail drop anzegoen. Ech wëllt just kuerz nach eng Kéier déi wichtegst Elementer ervirsträchen: D'Wichtigkeet an d'Erweiterung vun der Methode communautaire mat der zentraler Roll vun der Kommissioun an natierlech d'Gläichgewicht tëschent den Institutionen si fir eist Land onëmgänglech. Genau esou ass et fir d'Egalitéit tëschent de Memberstater, sief et wat d'Kompositioun vun der Kommissioun ugeet oder d'Présidence vun der Union.

Et kann net sinn, dass de Conseil européen vun engem Aussestehende presidéiert gëtt, deen dat en plus ganzzäitig géing maachen. Dëst bréngt eiser Meenung no en Déséquilibre an eng Duplikatioun vun den Institutionen. A fir eng besser a méi koordinéiert Aussepolitik géife mer gären d'Fonction vum Haut-Représentant fir d'Aussen- a Sécherheetspolitik mat deene vum Commissaire zoustänneg fir d'Aussepolitik ënner ee gemeinsamen Hut bréngen, well nëmme esou Europa sai politesche Wëllen a seng Moyenen zesumme geziilt um Terrain besser asetze kann.

E sougenannten europäeschen Ausseminister huet awer natierlech nëmme eng Chance fir och eng gemeinsam Positioun auszuschaffen, wa virun, am Virfeld vun deene wichesten Décisionen, esouwuel déi national Ausseminister wéi eben och d'Premiere sech eng gewëssen Diskretioun operleeën, ier ebe gemeinsam Positiounen kënnen ausgeschafft ginn.

D'Haaptiddi vum Benelux-Memorandum hunn - dat wësse mer - vill Uklang bei enger ganzer Rei vu Memberstater an och bei ville Kandidatänneren fonnt. An an eiser Roll als aktuell Présidence vum Benelux hu mer och eng Rei Réunionen am Ausseministère organiséiert, souwuel mat de „like-minded“ aus der aktueller Union, wéi mat de Kandidatänneren, fir e méiglechst breeden Appui fir eis gemeinsam Iddi kënnen ze déagagieren. An esou kënnen mer - an dat ass eis Hoffnung - eist Wuert am Konvent besser héieren doen.

An den Owend - wéi Dir och wësst - ass jo ebe just hei zu Lëtzebuerg e Sommet vun de „like-minded“-Länner en vue ebe vun den Echancé vun dem Konvent, wéi den Débat zum Beispill mam President Giscard d'Estaing, deen de 16. Abrëll zu Athen soll sinn, an och vläicht den 30. Juni, wou e spezielle Conseil européen, fir d'Aarbechte vum Konvent ofzeschließen, och schonn a Virbereedung ass.

All dës Punkte wäerten den Owend tëschent deene siwe Premierer a siwen Ausseministere vun deene Länner am Detail och nach beschwat ginn a mir wäerten an deene kommenden Deeg a Wochen d'Geleeënheet hunn dorop zrëckzekommen.

Ech ginn och den Aarbechte vun deene sechs Grënnungsstater vun der Europäescher Union eng ganz grouss Bedeitung, well zesumme si mer jo am Fond den Dépositaire vun där Tradition a vun den Idealer vun onser Union. Et

kënn mir drop un, eise Wëlle vun Integratioun an där neier Architektur vun erwiderten Europa ze erhalen an auszubauen. A meng Gespréicher d'lescht Woch zu Roum hu mech och kloer an deem bestärkt. Am Konvent hu mir sechs e Rôle fir Impulser ze ginn, sief et eenzel oder och zesummen.

De Konvent ass gebuer aus der Iwwerzeugung d'Europäesch Union op déi bevirstehend Erweiterung besser virzubereeden, fir ebe just ze verhënnere, dass mer an eng Crise de croissance kommen.

Här President, 1993 haten d'Stats- an d'Regierungschefen d'Kritäre fir deem nächste Baitrëtt fixéiert an am Dezember 1997 zu Lëtzebuerg hu mer dunn d'Länner désignéiert, déi an dee Prozess erakomme géifen. Saitdeem sinn d'Verhandlungen gelaaf, an no ganz vill Aarbecht a Kompromissbereitschaft war et méiglech, am Dezember 2002 zu Kopenhagen mat zéng Kandidatänneren ofzeschließen an de 16. Abrëll dëst Joer ënnerschreibe mer zu Athen des Baitrëtsvertrag mat Estland, Lettland, Litauen, Malta, Polen, Slowenien, der Slowakei, der Tschechescher Republik, Ungarn an der Republik Zypern. Rumänien a Bulgarien waren nach net prett an hunn en neie Rendez-vous fir 2007 kritt.

D'Tierkei krut hirersäits e kloere Kalenner virgeluecht, deen eis seet, dass mer Enn 2004 op Grond vun engem Rapport vun der Europäescher Kommissioun mussen decidieren, ob dëst Land d'Kritären erfëllt a vläicht ënner Lëtzebuurger Presidentschaft 2005 d'Baitrëtsverhandlungen ufänke kënnen.

D'Europäesch Union mécht also e grouse Sprong no vir an erfëllt endlech déi Hoffnungen, déi nom Fall vun der Mauer eis Noperen an deem aneren Deel vun Europa haten. No sou ville Joren, an no schwierige Verhandlungen ass heiansdo den Enthusiasmus fir desen historiesche Baitrëtt gedämpft gewiescht. Mä zu Kopenhagen, um Conseil européen de leschten Dezember, huet awer kee méi un d'Schwierigkeete geduecht, wéi mer all zesummen als eng grouss Famill virun d'Press getruede sinn.

An och d'Péripéti vum Irak-Dossier dierfen un deem neien europäeschen Zesummeuweisen näischt änneren. Mir hunn eng gewollten a laang erwaarte Schicksalsgemeinschaft déi eis zesummenhält. An ech wëll alle Kandidatänneren wënschen, dass de Referendum iwwert d'Adhäsion an d'Europäesch Union, a fir verschiddener och an d'NATO, dat gehofft Resultat bréngt. A Slowenien hat ech selwer d'Méiglechkeet ze erklären, wéi wichteg Europa fir eis, a si mat eis, an deem Europa sinn. An ech freeë mech dofir iwwert déi excellent Resultater, déi bei de Referendumen, besonnesch zu Ljubljana an awer och zu Malta, erauskoumen.

Wann och déi historiesch a politesch Bedeitung vun der Erweiterung vun der Europäescher Union net héich genuch ageschat ka ginn, a wann och an deem Kontext vun deem do erauswuessende wirtschaftleche Potential ëmmer nees geschwat gëtt, hunn ech dach heiansdo d'Impressioun, dat deem ekonomeschen Aspekt an der Vergaangenheet oft ënnerschätzt ginn ass.

Nach haut schwätze vill Leit vun Potenzial vun deenen Exportmäert sou, als ob dat e Phänomeen wier, deen eréischt an enger ferner Zukunft géif leien. Eis Geschäftsleit hunn allerdéngs vill méi séier op déi strategesch Ännerungen an Europa reagiert och dank - an ech si frou doriwwer - der Ennerstetzung vun dem Lëtzebuurger Aussen- an Aussenhandelsministère. D'Ziele vun eise Aussenhandel mat deene betreffende Länner schwätzen nämlech eng Sprooch fir sech.

Zënter 1993 zum Beispill, dem Joer wou den europäesche Bannemaart a Kraaft getrueden ass, an d'Joer wou zu Kopenhagen den Erweiderungsprozess beschloss ginn ass, sinn eis Exporter no Polen an och an d'Tschechesche Republik ëm eelefmol an d'Luucht gaangen. Am selwechten Zäitraum zum Beispill, hu sech awer weltwäit eis Exporter nëmme verduebelt. Polen ass haut eisen 12. Exportmaart, an e stellt awer nëmme ee Véierel vun deem duer, wat mer zum Beispill no Spuenie verkafen, ee Maart vu genau darselwechter Gréisst. Et ass also nach e grouss Potenzial do, dat et heescht weider geziilt ze erschléissen.

A meng Iwwerzeegung, eis lëtzebuergesch Wirtschaftsmissiounen virun allem an déi Länner am Oste vun Europa ze féieren, huet deementsprechend Friichte gedroen, déi d'Statistiken ebe beleeeën. Zënter dem Summer 1999 hu mir zesummen déi allermeescht vun deenen zukünftege Memberlänner vun der Europäescher Unioun op d'mannst eng kéier mat Lëtzebuergesch Geschäftsleit besicht.

Donieft hu mer awer och déi ganz grouss Mäert net vernoléisst, well hiert Potenzial eis ganz Opmerksamkeet fuerdert. Sou ass zum Beispill eisen Handel mat Russland bal verduebelt ginn, dee mat Indien mol fënnf multiplizéiert ginn an den Handel mat China ass allerdeings erstaunlecherweis, an obwuel en ëm ongeféier 250% geklommen ass, méi kleng, och nach haut, wéi eisen Handel mat der Tschechescher Republik oder Polen.

Eis dräi Nopeschlänner sinn awer nach ëmmer a bei wäitem eis gréissten Handelspartner. Hinne verkafe mer 54% vun eise Produkter a mir kafe méi wéi zwee Drëttel bei hinnen an. Frankräich ass iwwert déi lescht zéng Joer, vun deenen dräi, eisen dynameschste Partner gewiescht. Vun engem schonns héijen Niveau aus huet sech eisen Handel mat eise franséschen Noperen nämlech an deene Jore verduebelt.

Weltwäit gesinn, ass den Handel an den Déngschleeschunge méi séier geklomme wéi an de Gidder. An déi staark Zounam vun de Servicer och zu Lëtzebuerg erkläert sech natierlech duerch de Succès vun der Finanzplaz, mä awer och duerch déi dynamesch Entwécklung vun deenen anere Servicer. Soumat stellen d'Servicer haut 70% vun eise Gesamtexporter duer, wat international gesinn e ganz héije Prozentsaz ass, an iwwert dee mer eis jo nach konnten d'lescht Woch intensiv ënnerhalen.

D'Wichtigkeet vun de Servicer huet mech och dozou bruecht, fir den Instrumentarium vun der Ennerstëtzung vun eise Aussenhandel ze erweideren, a besonnesch fir och den Entrepreneuren aus dem Déngschleeschungssecteur d'Méiglechkeet ze ginn, vun deene Bähelëfen ze profitieren. Soumat besteet elo fir all eis Geschäftsleit déi am Export aktiv sinn eng eenzeg Ulafstell, nämlech den Office du Ducroire, wou si Bähelëfen, Exportversécherungen an Informatiounen ufroe kënnen.

Déi grouss Unzuel vun Demandéer vun eisen Entrepreneuren, déi bis elo beim Comité fir d'Promotioun vun de Lëtzebuergesch Exporter, déi am Kader vum Office du Ducroire fonctionnéiert, agaange sinn, ënnersträicht d'Noutwendegkeet vun där Reform an och den Intérêt vun eisen Exportateuren.

D'Bedeitung vun de Servicer illustréiert och, firwat dat déi aktuell Verhandlungen am Kader vun der Welthandelsorganisatioun fir eist Land esou wichteg sinn. D'Verhandlungspositioun vun der Europäescher Unioun gëtt am Moment vun der Kommissioun zu Bréssel am Zesummespill mat den europäesche Länner definéiert, a mir hunn derfir gesuergt, dass all ons Interessen an deem Kontext bewahrt ginn, sou wéi ech dat och

hei am Débat d'actualité an der Chamber den 19. Mäerz scho konnt erklären a versécheren.

D'Lëtzebuergesch Wirtschaft gehéiert zu deenen offenesen, an dofir ass all Verhandlungsrund vun der Welthandelsorganisatioun, der OMC, fir ons ganz wichteg. Et bréngt ons Accès zu neie Mäert an zu gläicher Zäit Regelen, déi Konkurrenzkonfidiounen um internationale Maart sécheren.

Am Kader vum Doha-Round, deem aktuellen Zyklus vu Verhandlungen an der OMC, gëtt den Entwécklungslänner speziell entgéint komm. D'Haaptzil vun dem Doha-Round ass et, d'Öffnung vun weltwäiten Handel an Aklang ze bréngen mat de Bedürfnissen an de Méiglechkeeten vun den Entwécklungslänner. An duerch säin inhérenten Dynamismus kann de Welthandel mat Sécherheet zu enger dauerhafter an solider wirtschaftlecher Entwécklung vun den Entwécklungslänner bäidroen, ëmmer virausgesat, datt d'Resultater vum Doha-Round hir spezifesch Interessen och berücksichtigen.

Lëtzebuerg ass dozou determinéiert. Dofir bedauern ech, datt et bis elo onméiglech war, trotz deem ganz staarken Asaz vun der Europäescher Unioun, en Accord ze finaliséieren, deen et den Entwécklungslänner erméiglecht hätt, Medikamenter géint den Aids a géint aner geféierlech Krankheeten zu engem verstännege Präis zur Verfügung ze stellen. Zu Doha hate mir dozou en Engagement geholl an och en Termin gesat, deen net agehale ginn ass. Ech hoffen, datt mir do an allernächster Zäit nach Progrès kënnen realisieren, well et geet ëm d'Crédibilitéit vun deem ganzen Doha-Round.

Ech wëll hei och nach eng kéier ganz kloer eraussträichen, datt et am Doha-Round ëm d'Liberaliséierung vum Handel geet, an net ëm eng Dereglementatioun vum Handel. D'Regierung behalen d'Recht den Handel och weiderhin ze reglementéieren an d'Notioun vum Service public ze invoquéieren. D'Objektiv vum Doha-Round geet dorëms, e Kader fir de weltwäiten Handel ze schafen, wou national Diskriminatiounen a Wettbewerbsverzerrunge keng Plaz méi hunn, a wou Mindeststandarde am sozialen an am Environnementberäich gesat ginn.

Ech hat elo wäit ausgeholl, fir d'europäesch Erweiderung net nëmme an hire politeschen, mä och an hire wirtschaftleche Kontexte ze setzen, a fir nach eng kéier ze ënnersträichen, wéi wichteg et fir ons ass, an internationale Gremien an Organisatiounen eis Intérêt kënnen mat duerchzesetzen.

Här President, Europa bedeit fir ons Lëtzebuergesch niewent dem Konvent an der Erweiderung awer och nach eppes wat eis ganz no steet, an zwar d'europäesch Institutiounen a Servicer, déi mer stolz sinn hei ze empfänken an dat zënter 50 Joer.

Dat kann awer net nëmme als en Acquis ugekuckt ginn; et bedeit am Géigendeel vill Asaz an eng dynamesch Politique du siège.

Dës ass besonnesch wichteg elo wou d'Europäesch Unioun erweidert gëtt a wou mer schnell an effikass eis mussen deenen neien Ëmstänn upassen. Déi nei Europäesch Unioun zu 25 bedeit méi europäesch Fonctionnairen zu Lëtzebuerg, déi mer hei mussen kënnen integréieren mat hire Familjen an engem agreeablen Environnement a mat Aarbechtskonditiounen, ënnert deenen si frou sinn hei zu Lëtzebuerg ze schaffen. Duerfir brauche mir déi zweet Europäeschoul zu Mamer a mir brauche méi Büroe fir d'europäesch Kommissioun, fir d'Cour a fir d'Parlament.

Eis Siëgepolitik muss selbstverständlech d'Erweiderung voll a Betracht zéien, mä si muss virun allem d'Stabilitéit vun der Presenz garantéieren a verschidde „Pôles

d'excellence“ zu Lëtzebuerg verstärken, dat heescht besonnesch de juristeschen, de finanziellen an de sproochleche Volet.

Dës Strategie an eisen Asaz hunn eis an deem Bestriewen an de leschte Méint Succesen abruucht. Lëtzebuerg konnt als juristesche a quasi-juridictionnel Hauptstadt vun Europa nach eng kéier beräichert gi wéi den 3. Mäerz no jorelaangen Tractatiounen entscheet ginn ass, dass déi juridictionnel Instanz vum neie communautairé Brevet zu Lëtzebuerg installéiert gëfen.

Dese Brevet ass essentiel wa mer den europäesche Bannemaart vollende wëllen. Tëscht 2007 an 2010 wäerten esou bis zu 100 héichqualifizéiert Juristen sech nei bei der Cour de Justice niderloosen. Dobäi ass net ze vergiessen, dass sech positiv Retombéen och am Umfeld vun där Juridiction wäerte bemierkbar maachen. Am juridictionnelle Beräich hale mer selbstverständlech och weiderhin d'Entwécklung vun engem Parquet européen am An.

No bal zwee Joer an am Respekt vun den historesch relevanten Décisiounen an der Sëtzfro, sinn de leschte Méindeg d'Verhandlung mat der Europäescher Kommissioun iwwert eng Restructuratioun vun eenzelne vun hire Servicer op en Enn komm. Ech konnt dem Vizepräsident vun der Kommissioun, dem Neill Kinnock, deen Dag hei zu Lëtzebuerg eisen Accord mat engem Brëifwiesel confirméieren.

Dobäi hate mer zwou Ambitiounen. Éischtens d'Zuel vun de Fonctionnairen vun der Kommissioun hei zu Lëtzebuerg ze erhéijen. Dat ass eis kloer gelongen. D'Kommissioun wäert an Zukunft e Minimum vun 3.400 Leit hei beschäftegen an d'Effete vum Elargissement sinn hei mat Ausnahm vun den Iwwersetzungsdeingschter net mat abegraff. Dës Zuel ass wichteg, si bedeit awer net alles.

Grad esou wichteg wéi dese quantitativen Aspekt war eist zweet Objektiv, d'Autonomie an d'Effikasitéit vun de Servicer, déi hei sinn, ze stäerken. Dat ass souwuel am Sënn vum Personal aus dese Servicer, wéi am Sënn vum bessere Fonctionnéiere vun der Kommissioun als Ganzes. Mir hu gekuckt, datt d'Rechter vum Personal hei zu Lëtzebuerg ofgeséichert sinn a mir hunn eis fir Erhalt hei um Standuert vun interessanten Aufgaben an essentiellen Domainen vun der europäescher Politik agesat.

E groussen Deel vun der Generaldirektioun Santé publique bleift ënner anerem hei. Dobäi sinn ech virun allem frou, dass mer weiderhin och d'Aarbechte vum Domaine vun de Maladies transmissibles, déi fir d'europäesch Bevëlkerung esou wichteg sinn, hei verankere konnten. Och Servicer, déi net vun Ufank un an de Propositione vu Bréssel enthalte waren, konnte mer hei zu Lëtzebuerg dauerhaft festschreiwen. Et ass och ze begreifen, datt mëttelfristeg d'Halschent vun den Iwwersetzungsdeingschter vun der Kommissioun hei zu Lëtzebuerg zentraliséiert ginn.

Während dese Gespréicher ware mer ëmmer an enke Kontakt mat eisen Europadeputéierten, grad wéi ech och d'Chamber permanent au courant gehalen hunn. Ech selwer a meng enkste Mataarbechter hunn och mat deenen europäesche Syndikater hei zu Lëtzebuerg e regelméisseg Kontakt gehat. Esou konnte mer all zesummen zu deemem Succès kommen.

Wat dat europäesch Parlament betrëfft, hunn ech méi wéi eng kéier mech agesat fir de Respekt vun deenen Accorden, déi vum Premier mat de Presidenten Hänsch a Fontaine ënnerschriwwen goufen. Eis Europadeputéierten a Membere vun deemem Haus hu mech an

deenen Démarchen ënnerstëtzt. Leider gëtt et hei net nëmme Positives ze berichten. Den 11. Mäerz huet de Büro vum Parlament beschloss, d'Direction générale IV, déi sech ëm d'Etude bekëmmert, zum groussen Deel vu Lëtzebuerg op Bréssel ze transféréieren. Dat ass inakzeptabel. Ech hunn dat och an engem Brëif dem President vum europäesche Parlament, dem Här Pat Cox, geschriwwen a mir sinn dobäi ze iwwerpräwe wat fir weider konkret Schrëtt mir an deem Dossier wäerten ënnerhuelen.

Als Sëtzstat vu bedeienden Institutiounen a Servicer vun der Unioun hu mer awer wéi gesot net nëmme Rechter, mir hunn och Pfllichten géintwärt der Unioun, de Memberstater an deene Leit, déi hei bei eis liewen a schaffen. Mir huelen des Pflichten an Aufgaben eescht. De Kierchbiereg, d'Symbol vun der europäescher Presenz, ass an engem groussen Émbau, fir dass mer hei esou schnell wéi méiglech d'Institutiounen vun der erweideter Unioun a gudde Konditiounen installéieren kënnen. D'Koordinatioun vun deene Aarbechten ass e groussen Défi an ech wëll hei all deenen Administratiounen merci soe fir hiren Asaz, deen et eis erlaube wäert eisen Obligatiounen gerecht ze ginn.

Déi europäesch Presenz dréit zur Visibilitéit vun eise Land bāi a si beräichert eist dagdeeglecht Liewen. Dës gëllt natierlech am professionnelle Beräich, mä et ass och wouer am privaten, kulturellen a soziale Beräich. D'Zesummeliewe mat Noperen aus Nord, Süd, Ost a West gëtt eis Erfahrungen, déi mer oft schon net méi als nei gesinn. Esou normal ass dat haut fir ons ginn.

Här President, mir hunn also eng ganz Rei Projekte fir d'europäesch Institutiounen hei zu Lëtzebuerg. Déi Europäesch Unioun huet hirersäits grouss Ambitiounen fir eis gemeinsam Zukunft, souwuel an dem Konvent wéi an der Erweiderung, déi am Mee 2004 Realitéit gëtt, wann d'Adhäsionsvertrag - dat hoffe mer op alle Fall - ratifizéiert sinn.

Duerno kommen dann am Juni 2004 déi nächst Wahle fir dat neit erweidert Parlament an déi nei erweidert Kommissioun, déi kuerz duerno hir Aarbecht wäert ufänken. Den 1. Januar 2005 huet Lëtzebuerg d'Présidence vum Conseil vun der Europäescher Unioun vu 25, mä scho virdru wäerte mer d'Présidence vum Eurocorps zu Stroossbuerg, tëscht Dezember 2003 an Dezember 2004, hunn a vu Métt 2004 u si mer an der Troika vun der Europäescher Unioun present.

Wéi Der lech kënn denken ass dat do en enorm groussen Défi fir Lëtzebuerg, fir ons Administratioun. Lëtzebuergesch Presidentschaften an der Vergaangenheet hu sech weise gelooss. Grouss a wichteg Kapitele vun der europäescher Eeningungsgeschicht sinn ënnert Lëtzebuergesch Fieder geschriwwen ginn. D'Lat läit also ganz héich.

Loosse mer hoffen, dass eis Erfahrung an eisen néidege Pragmatismus eis Hëlfe wäerten och des Prezidentz gutt ze meeschteren, dat am Sënn vun der europäescher Constructioun an och international, fir dass Lëtzebuerg positiv a professionell duergestallt gi kann. Dat ass nämlech déi beschten Image de marque, déi mer kréie kënnen.

Fir d'Présidence richtege ze preparéieren hu mer elo schon eischt Jalone gesat. Ech hu virun enger Woch mat eise multilateralen Ambassadeuren en éischten Tour vun den Echancé vun 2005 gemaach. E Virbereedungsgrupp, deen zënter Januar besteet, mécht de kompletten Inventar vun eise Pflichten, esou wéi mer se am Moment kennen. Op der Basis vun deemem Relevé muss mer dann an deenen eenzelnen Departementen eis Resources humaines opstocken. Virdru wëlle mer eis awer mat alle Ministère consultéieren a gemeinsam

Strategien an deenen eenzelne Gebidder ausschaffen. Niewent der thematescher Virbereedung gëtt et och schonns eng logistesche Cellule, déi sech méi konkret ëm déi materiell Preparatioun këmmert.

Mir wëllen zesummen den Ausseministère technologesch an organisationell resolut an dat 21. Jorhonnert féieren an hunn duerfir e ganz grouss Reformprozess op d'Schinn gesat, deen op Pläng an Etude vun 2001 zréckgeet. Reforméiert Strukturen am Aarbechtsprozess an d'Methode fir d'Gestioun vun den Informatiounen ginn iwwerschaaft. Eng performant Vernetzung am Haus a mat eise Missiounen ass d'Zil. D'Efforten, déi an deem héijen Haus an deem Domaine gemaach gi sinn, si fir ons eng Source d'inspiration. Mir mussen nach méi séier kënnen reagieren an do wou mer am Kontakt mam Bierger sinn soll d'Qualitéit vun eise Service nach weider verbessert ginn. Ech sinn iwwerzeegt, dass duerch dee groussen Asaz vun der ganzer Equipe aus dem Ministère des Reform zu engem séchere Succès féiere wäert.

Mir hunn eis och d'Moyene gi fir d'Bild vun eise Land dobause besser ze promovéieren an déi Valeuren, fir déi mir astinn, mat der Image de marque vu Lëtzebuerg besser ze verknäppen. Mir wëlle méi aktiv wéi an der Vergaangenheet ons traditionell ekonomesch a gesellschaftlech Ouverture, ons Solidaritéit no bannen an no bausen, dat harmonesch Mateneen an enger Lëtzebuergesch an och schonns europäescher Gesellschaft als Standortvirdeeler vermaarten, an deene falschen an eesäitege Clichéen, mat deene mir oft confrontéiert sinn, entgéintrieden.

Mir wëssen awer och, datt domat en Effort verbonnen ass, dee sech iwwer laang Jore erstreckt an deen ni wierklech ofgeschloss ass. Et ass awer en Effort, deen der Méi wäert ass an deen op d'Mataarbecht vun enger ganzer Rei vun Intervenanten, esouwuel aus dem staatlleche wéi dem privatwirtschaftleche Beräich ugewisen ass, déi et ze fédéréieren heescht.

Här President, d'Présidence gëtt eng Erausforderung fir de Ministère des Affaires étrangères, mä och fir all déi aner Ministère natierlech, fir eis Missiounen am Ausland a fir eis ganz Verwaltung, jo fir eis ganz Land. Mir meeschtere se wa mer enk zesummestinn. Den Apport vu jidderengem, och vu jidderengem heibannen, gëtt dobäi gebraucht.

Lëtzebuerg presidéiert als eent vun deenen éischte Länner eng Unioun vu 25 Staten. Mat eenzelne ware mir schon an onser laanger Geschicht enk verbonnen a freeen eis op déi nei Zesummenaarbecht. Mä mir mussen eis, no enger laanger Trennung an engem gedeelten Europa, ustrengen, des State besser ze verstoen, hiert Wiesen ze begräifen, an och ëm Versteesdemech fir eis Belaanger werben. D'Kris am Irak huet och dat extra daitlech gemaach.

Eng verstärkt Lëtzebuergesch Presenz an deene Länner ass dofir onerlässlech. Wéi schonns annonciéiert wëlle mer bis Enn 2005 a Polen an an Ungarn direkt present sinn.

Beim Statsbesuch am Oktober vum leschte Joer hu mer eis Missioun an der Tschechescher Republik opgemaach, en emotionellen an historesch Moment. Glécklech Relatiounen an der Vergaangenheet sinn och haut nach eng gutt Basis fir eng dynamesch an effizient Zesummenaarbecht.

Lëtzebuerg muss present sinn duerch resident oder net resident Missiounen an alle Länner vun der Europäescher Unioun an an alle Kandidatländer. Firwat brauche mer méi wéi jee dës Instrumente? Kenne mer vläicht eis Noperen net gutt genuch? Brauche mer nach

Leit, déi eis erkläre wéi dat Land, wou si Lëtzebuerg vertrieiden, funktionéiert?

D'Antwort op dës Froen ass evident. Jo, mir brauche méi wéi jee eise Réseau vun Ambassaden. An dat fir d'éischt, well mer op der Plaz professionell Leit brauchen, déi eis Interesse kënnen presentéieren an erklären, a wann et néideg ass och verteidegen. Eis Missioun si fir d'Regierung a fir eis Ekonomie de Filter fir aus där enormer Zuel vun Informatiounen, déi eis haut zur Verfügung stinn, dat erauszefiltere wat fir eis essentiell ass an engem bestëmmte Moment oder an enger bestëmmter Sachlag. Si bréngen eis och d'innepolitesch Sensibilitéit vum Land, wou si wunnen, méi no a wësse wéini Positiounen un d'Limité vum politesch Méigleche stoussen. Dëst Instrument am Ausland ass fir eis ganz Administratioun och e Service provider vun Informatiounen a Wëssen, deen de Lëtzebuerger Ministären eng Valeur ajoutée an hire

speziellen Dossieré bréngt. Dat hu mer oft kënnen feststellen.

D'Missioun sinn awer och do fir eis Bierger am Ausland ze ënnerstëtzen. D'Honorarkonsulen zum Beispill vu Lëtzebuerg an der ganzer Welt stinn och de Lëtzebuerger zur Verfügung a si hunn eng wichteg Roll fir eist Land ze vertrieiden. Dofir hunn ech d'Entscheidung och getraff, eis Honorarkonsulen a regelméisseg Ofstänn op Lëtzebuerg ze invitéieren, fir hinnen d'Geleeënheet ze gi sech nach besser mat den Erausforderungen, déi op eist Land zoukommen, vertraut ze maachen. Ech hat där Reuniounen elo schonn zwou.

E groussen Deel vun deene verschiddene Funktiounen vum eisen Ambassaden a Konsule si bei der Présidence 2005 speziell gefuerdert. Dofir brauche mer Assurancen iwwer eng Personalopstockung vun eisem diplomatesche Réseau. Dir wäert domat

sécher nach konfrontéiert gi bei de Budgetsdebatten vum nächste Joer.

Ech hunn dëst Joer verschidde Punkten, Här President, manner detailléiert behandelt wéi se et verdéngt hätten. Dat betrëfft net nëmmen eis erfollegräich Présidence vum Conseil de l'Europe vu Mee bis November 2002, mä och all eis bilateral Aarbecht. An eisem Rapport annuel, deen dës Chamber jo virläit, fannt Dir dës Elementer am Detail.

Ech wëll just, stellverriedend fir viles wat doran opgezielt ass, e ganz wichteg Evenement vum leschte Joer hei zitieren, an zwar deen neien UEBl-Accord, deen ech den 18. Dezember zu Bréssel ënnerschriwwen hunn. Vun enger Unioun, déi haaptsächlech e wirtschaftlech a monetäert Fundament hat, stellt déi nei UEBl e méi breede privilegierte Kader duer, deen eng Rei nei Secteure betrëfft an doduerch d'Belsch als eisen éischte Partner nach bestärkt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dëser Zäit, déi geprägt ass vum Krich am Irak, hunn ech et indispensable fonnt, mäin Discours vun haut ronderëm d'Wichtigkeet vun deenen direkt betreffenen internationalen Institutiounen ze zentrieren. D'Europäesch Unioun an déi kommend Présidence sinn eis natierlech do ganz no. Ech wollt och erkläre wéi eis Diplomatie schafft a wou. D'Diskussiounen ëm den Irak hu jo bewisen, dass déi diplomatesch Aarbecht essentiell a Krisensituatiounen ass, a wa se keng Solutioun bréngt, Dramatesch ka passéieren.

Mir brauchen eng handlungsfäeg a geeenten Europäesch Unioun, eng partnerschaftlech, transatlantesch Allianz, a schlussendlech eng UNO, an där all hir Memberen zesummeschaffen, fir dat international Recht geltend ze maachen a fir Kricher ze vermeiden oder Krise bäizeleeën.

Lëtzebuerg ass e Membre fondateur vun der UNO, der NATO an der Europäesch Unioun. Mir gleewe weider un déi Strukturen. Si sinn et, déi d'Welt an den Aangelen halen. Si mussen gestärkt ginn, an dat verlaangt en neien Elan. Lëtzebuerg wëllt hëllefelen dësem Elan de Wee opzemaachen. Mir hunn d'Méiglechkeeten an Europa an iwwer Europa eraus, en aktive Beitrag ze bréngen, a mir wëllen a wäerten déi Méiglechkeeten och voll ausnutzen. Ech zielen do op Är Ënnerstützung.

Ech soen lech merci.

■ Des voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Madame Ausseminister Lydie Polfer.

Déi nächst Sitzung ass muer de Mueren um néng Auer. D'Sitzung vun haut ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 16.11 heures)

Ordre du jour

1. Communication
2. **Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la position luxembourgeoise dans les discussions européennes concernant la révision de la politique agricole commune (Discussion générale)**
3. **Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet du développement alarmant du chômage au Luxembourg (Discussion générale)**
4. Dépôt d'un projet de loi
5. **Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet du développement alarmant du chômage au Luxembourg (Discussion générale - suite)**
6. **Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la position luxembourgeoise dans les discussions européennes concernant la révision de la politique agricole commune (Suite - Motion - Vote)**
7. **Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la situation de l'enseignement musical dans les différents ordres du système scolaire, dans les conservatoires, dans les différentes écoles de musique ainsi que dans les associations culturelles (Discussion générale)**

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Erna Hennicot-Schoepges, MM. Michel Wolter et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

■ M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communication

Ech wollt der Chamber folgend Kommunikatioun maachen:

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés le

- *Projet de loi 5113 modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil économique et social.*

Haut de moi en hu mer op eisem Ordre de jour dräi Aktualitéitsstonden. D'Riedezäit ass nom Artikel 78 vum Chambersreglement festgehale a gesäit folgendes vir:

Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeweils fénnef Minutten, der

Sensibilitéit politiquement zwou Minutten an der Regierung eng Véirelsstonn.

Als éischt hu mer eng Aktualitéitsstonn iwwer den Ackerbau. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Clement, Wohlfart, d'Madame Durd, déi Häre Mehlen a Gira.

D'Wuert huet elo den Här Robert Mehlen als Vertrieeder vun der Fraktioun vum ADR, deen dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet.

2. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la position luxembourgeoise dans les discussions européennes concernant la révision de la politique agricole commune

■ M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schwéier an zéng Minutten esou e komplexen Thema ofzehandelen.

(Interruption)

Dat ass awer net meng Schold, Här Clement. Ech hat eng Interpellatioun ugefrot, an dann hätte mer en halwen Dag Zäit gehat.

E puer Virbemierkungen, Här President, well soss hu mer d'Zäit scho verplempert ier mer richtig amgaange sinn.

1. Et hätt eigentlech missen en Débat de consultation sinn a mengen Aen, op Initiativ vun der Regierung. De Prinzip soll nämlech bleiwen, datt an esou wichtege Froen, déi zu Bréssel verhandelt ginn, d'Regierung d'Chamber soll consultéieren, an dat ass bei der Agrarpolitik nach méi wichteg, well déi bal exklusiv zu Bréssel gemaach gëtt.

2. Et ass schued, datt esou e wichtege Thema am Fénnefminutten-takt hei muss ofgewéckelt ginn. Am Ausland muss ee soen, datt d'Agrarpolitik dach awer nach méi Gewicht an der gesamt politescher Diskussioun huet wéi hei zu Lëtzebuerg, wou déi Diskussioun sech ëmmer méi am Kader vun Agrarspezialisten ofwéckelt. Dat dierf awer net sinn, well d'Agrarpolitik betrëfft net nëmmen d'Baurenen an d'Wënzer, mä d'ganz Gesellschaft, well et e ganz komplexen Thema ass, deen esouwuel d'Nahrungsmittel wéi d'Ëmwelt, wéi och d'Nahrungssécherheet, d'Energiepolitik, d'Entwécklungs-politik an esou weider betrëfft.

3. Dësen Débat fënnt an enger Zäit statt, wou eis Baueren a Wënzer extrem veronsécheret sinn an d'Zukunft vun engem liewensfäegen Agrarsecteur hei zu Lëtzebuerg méi wéi jee a Fro gestallt ass.

4. Et ass onméiglech dësen héich politeschen a brisanten Thema an zéng Minutten ofzehaken.

(Interruption)

Här Rippinger, Dir verpasst all Geleeënheet fir de Mond ze halen.

Dofir, Här President, wollt ech soen, datt mer hei haut de Moie keng Diskussioun kënnen féieren iwwer Detailer, esou wéi den Här Fischler se virgeschloen huet, mä datt ech mech hei leider muss op eng PrinzipienDiskussioun limitéieren. Dat wollt ech soen, a wann Der de Mond gehalen hätt, dann hätt ech dat scho laang gesot.

D'Regierung muss, Här President, natierlech hire Verhandlungsspillraum zu Bréssel behalen. Dat ass ganz kloer. Wou der esou vill ron-

derëm den Dësch sëtzen, an et soll ee Kompromëss fonnt ginn, muss d'Regierung eng gewësse Marge de manoeuvre behalen, mä si muss awer och wësse wéi wäit se goen dierf. Dofir ass et natierlech wichteg, datt se op mannst mat der Agrarkommissioun vun der Chamber permanent am Gespréich bleift.

5. Et ass néideg, datt vun dësem Débat e ganz kloer Signal un d'Lëtzebuerger Landwirtschaft ausgeet, egal wat och ëmmer zu Bréssel soll decidéiert ginn. D'Lëtzebuerger Chamber an d'Regierung sinn net bereit, an dat soll de Message sinn, weider Verschlechterunge vum Akommes a vun de Liewensconditiounen an der Landwirtschaft hinzehuelen. D'Erhaltung an d'Förderung vun eise Baueren a Wënzerbetriber muss eng vun den éischte Prioritéiten vun der Lëtzebuerger Politik sinn a bleiwen.

Den Enjeu vun dësem Débat, Här President: No der Agenda 2000 sollt an der Mëttelzäit eng Kéier gekuckt gi wat d'Effete vun dëser Reform wäeren an et sollte licht Korrektur gemaach ginn. Un der Basis vun den Iwwerleeunge stinn natierlech d'WTO-Verhandlungen, déi hei immens staark mat era spillen, an d'EU-Osterweiderung. D'WTO, erëm Stéchwuertarteg d'Landwirtschaft, dierf deenen aneren Interessen, Industrieinteresse virun allem, net ënnergéierdnet ginn. Dat schéngt awer hei ganz kloer de Fall ze sinn.

Importer aus Dréttwëlänner sollen en Element vun Entwécklungspolitik sinn. Et muss een dat awer ganz differenziert kucken. Well do wou nëmmen multinational Gesellschaften profitéieren, ass et ganz sécher keen Element vun Entwécklungspolitik, an dofir muss een et ënner dem Aspekt vun der Nohaltegkeet kucken a kucken ob tatsächlech déi kleng Produzenten dovun profitéieren.

EU-Erweiterung, dat anert Stéchwuert, dierf kee Pretext si fir eis, d'Landwirtschaft nach méi ënner Drock ze setzen. Souwisou ass e gemeinsamen Agrarmaart bei deene bestehenden Ennerscheeder eng Quadratur vu Kris.

D'Stéchwuert Nohaltegkeet: Et kann net sinn datt eng Europäesch- an eng Weltagrarpolitik gemaach gëtt, déi net d'Prinzipie vun der Nohaltegkeet respektéiert, esou wéi se zu Rio an ënner anem och zu Kyoto festgehale si ginn. D'Sécherung vun der Ernährung an allen Deeler vun der Welt, eng ernährungsphysiolo-

gesch vollwärtig a gesond Nahrungsmittelproduktioun, Oprechterhale vun de stoffleche Kreesleef an der Natur, Erhaltung a Schutz vun den natierleche Ressourcen, Buedem a Waasser haaptsächlech, Erhaltung vun der Biodiversitéit, positiv Energiebilanz a maximal Ausnutzung vun energetesche Potenzial vu Land- a Forstwirtschaft, Aarteschutz fir d'Bauere muss ee bal soe weltwäit. Erhaltung vun enger genügender - an dat ass wichteg -, grousser Zuel vu Bauere mat hirem Know-how a Bauerebetriber.

Leider, Här President, ginn dës Imperativen, déi absolut Prioritéit missten hunn, ëmmer méi enger Welthandelsdoktrin geaffert, déi dësen Ziler nëmmen begrenzt oder guer net Rechnung dréit. Ech erlaube mer, obschonn d'Zäit esou kuerz ass, de Professor Dr. Rademacher, dee sech intensiv mat där Problematik auserneegeesat huet, kuerz ze zitieren. E seet: „Weltpolitisch ist es heute ein Problem, dass die USA, die die höchste soziale Ungleichheit unter den entwickelten Staaten aufweisen, über das WTO-System indirekt Druck auf die anderen Entwicklungsstaaten ausüben, in dieselbe Richtung zu gehen. Die vermeintliche Überlegenheit des USA-Modells beruht dabei nicht primär auf inhärenten Vorteilen ihres gesellschaftlichen Designs, sondern darauf, dass sie dies weniger auf Nachhaltigkeit und Vorteilnahme so wie darauf ausgerichtet ist, dass das heutige freihandelsdominierte weltökonomische System ein derartiges Verhalten honoriert statt es zu bestrafen.“ An ënner deem Drock ginn och de Moment déi Annerunge preparéiert.

Här President, ginn déi proposéiert Reformen dësem Usproch gerecht? Ganz kloer neen. D'Nahrungsmittel sollen nach méi bëlleg ginn, d'Betriber sollen nach méi performant ginn, d'franséisch Institut INRA an d'hollännescht Institut Wageningen hunn ausgerechent, datt den zukünftige Mëllechbetriber 2007 bis 2010 Kéi misst halen. Dat sinn amerikanesch Verhältnissen, Här President, déi mir hei net wëllen. Wéi solle bei esou Perspektiven dës Familljebetriber nach Vertrauen an hir Zukunft hunn an investéieren?

E puer Stéchwierder bei där Reform, déi virgeschloen gëtt, d'Präispolitik. Mir soe ganz kloer datt d'Präissenkungen dat falscht Signal sinn. Et muss och nach e Respekt virun de Liewensmittel do

sinn an et kann ee se net als Ramschwuer mat bëllege Präisser dobause verkaufen.

Upassungen un de Weltmarkt gi verlaangt, mä wat ass de Weltmarkt? Et sinn Dumpingspräisser. Dat erkennt jiddereen un, deen eppes dovun kennt. Mir si jiddefalls grondsätzlech fir uerdentlech Präisser, an deementspreechend da vläicht méi niddreg Ausgleichszahlungen.

Dat zweet ass, d'Mëllechquoten ofschafen oder bäibehalen. Mir soe bäibehalen, a Kombinatioun mat Käschtenorientéierte Präisser. D'Restrukturéierung, Här Minister, net forcéieren. Eng Famill muss haut mat 40 Mëllechkéi kënnen liewen. Et däerf een och de Problem vun Quotentransfer an deem wat dat déi aktiv Betriber kascht net aus den Ae verléieren.

En anere Sujet, dee ganz intensiv diskutéiert gëtt, ass dee vun der Endkoppelung vun de Primen. Do soe mer grondsätzlech jo, wann ee weess wéi een et richteg soll maachen. Esou wäit wéi méiglech onafhängeg vu Produktioun a Produktiounsmittelen. Mir wëssen awer wéi schwierig datt et ass. Dofir si mer der Meenung, datt d'Virschléi vun der Kommissioun net realistesch sinn, datt se grouss Changeementer an de Betriber an och am Betriebsakommes wäerten ervirufen, wann nëmmen d'Stéchwuert kënn, datt een zum Beispill eng Mëllech- a Schwéngsproduktioun kënn maache mat Mammekouprimen am Hannerréck, da gesäit ee wéi absurd datt dat Ganzt ass.

Et kënn ee sech eng Léising virstelle wou d'Primé géingen nei opgedeelt ginn, no den Aarbechtskräften am Betrib an nom Gesamtdeckungsbeitrag deen am Betrib erwirtschaft gëtt, mä, wéi gesot, et muss ee kucken datt do net d'Kand mat der Buedbiden ausgeschott gëtt.

Primé gesi mir haaptsächlech bei Käschtendeckende Präisser als Ausgleich fir Standuertnodeeler an Ausgleich vu Liewensstandardënerscheeder an deene respektive Länner.

Da stellt sech zum Schluss nach d'Fro: Wouhi mat den Iwwerschëss? Well de Problem an der europäescher Agrarpolitik ass jo deen, datt mer ze vill hunn an enger Partie vu Produktiounen.

Mir soe ganz kloer, dass d'Iwwerschëss an der Europäescher Unioun gréisstendeels duerch Importer vu Fuddermëttel provozéiert ginn. Dat ass erëm eng Kéier contraire zum Nohaltegkeetsprinzip, grad esou wéi eng ganz Partie Saachen, déi virgeschloe sinn, contraire sinn zum Nohaltegkeetsprinzip. Mir plädéiere fir eng Kreeslafwirtschaft. Mir plädéieren derfir, dass keng Energieverschwendung däerf gemaach ginn an och keng Verschwendung vu primären Nahrungsmittelen, wéi dat de Moment gréisstendeels geschitt.

D'EU soll Selbstversorgerniveau ustriewen an net op den Export setzen, wouduerch nämlech de Problem entsteet. Mir fannen, datt ee soll eng Koppelung ustriewe vun der Veredelung un d'Flächen am Betrib, dat ass d'Mëllech-, d'Fleesch- an d'Eeërproduktioun. Mir sinn och derfir, dass een nieft dem traditionellen alimentairé Standbeen en zweet Standbeen opbaut, nämlech den Opbau vun enger Agrarenergieproduktioun, well mir wëssen datt et mat deem wat zu Kyoto decidéiert an engagéiert ginn ass bai wäitem net duer geet, wa mer d'Weltklima stabiliséiere wëllen. Dann als allerleschte Punkt ass d'Stilllegung, esou wéi se elo weider virgesinn ass, op kee Fall ze verrieden.

Här President, ech hunn eng Motioun virbereet, wou déi Punkte grosso modo festgehale ginn. Ech ginn lech eng, déi ech eleng ënerschriwwen hunn. Ech hunn awer och eng mat fënnf Ennerschräfte fir de Fall wou déi aner Fraktiounen net bereet wäeren dat

mat ze droen. Ech wollt déi Motioun awer och deenen aneren zur Ennerschräfte fräistellen.

Ech soen lech merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- ayant pris connaissance des propositions de réforme de la politique agricole d'éviter un bouleversement brusque de la politique définie au sein de l'agenda 2000;

- soucieuse de la sauvegarde et du développement harmonieux de notre secteur agricole et viticole;

- soutenant le gouvernement luxembourgeois dans sa démarche d'éviter un bouleversement brusque de la politique définie au sein de l'agenda 2000;

invite le Gouvernement

- à défendre au sein des instances communautaires une politique agricole assurant la viabilité de nos exploitations agricoles et viticoles de type familial, tout en s'inscrivant dans une politique de développement durable et de protection de l'environnement;

- à soutenir une politique visant à favoriser une production animale liée étroitement aux surfaces fourragères propres de l'exploitation agricole;

- à s'opposer contre les abaissements proposés des prix institutionnels;

- à œuvrer pour le maintien du système actuel des quotas laitiers et contre l'augmentation des quantités nationales de référence;

- à favoriser une réforme visant à découpler prudemment les primes de la production agricole, en mettant l'accent sur la main-d'œuvre active et en évitant la création d'un marché de droits de primes;

- à s'opposer à des solutions qui vont augmenter encore davantage les paperasseries actuelles;

- à prendre toutes mesures utiles afin de développer à part du secteur alimentaire un secteur énergétique, permettant d'utiliser d'une manière optimale les surfaces excédentaires (non nécessaires à la production alimentaire) pour une production systématique d'énergies renouvelables sur base de matières organiques produites à cet effet;

- à mener un échange intensif avec la commission agricole parlementaire luxembourgeoise tout au long des négociations concernant cette réforme agraire, préconisée par la Commission européenne.

(s.) Robert Mehlen, Jean Colombara, Gast Gibéryen, Camille Gira, Georges Wohlfart.

■ M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Lucien Clement a gedroen. Den Här Clement huet d'Wuert.

Discussion générale

■ M. Lucien Clement (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, datt d'Virschléi vum Agrarkommissar Franz Fischler an deemem Haus hinlänglech bekannt sinn. Jiddefalls huet de Landwirtschaftsminister Fernand Boden deene Leit, déi an der Agrarkommissioun sinn, Ried an Äntwert gestanen an hinnen och déi néideg Explikatiounen zu deemem Thema ginn. D'Diskussioun ronderëm déi gemeinsam europäesch Agrarpolitik huet bal, géif ech soen, an alle Memberstate fir zolidde Wirbel gesuergt. Ech géif soen zurzäit sinn d'Fronten am Agrarministerot nach deementspreechend verhaert.

Et steet fir eis als CSV-Fraktioun haut ausser Zweifel, dass déi kommand EU-Erweiterung déi gemeinsam Agrarpolitik viru grondleeënd Erausforderung stellt. Et ass awer fir eis grad esou kloer, dass déi prekoniséiert Reformen, déi elo um Dësch leien, nëmmen als Diskussioungrundlag dëngen soll. Deemno soll ee se net als scho finaliséierte Moossnamekatalog ge-

sinn, dee bannend ass, souwuel fir déi aktuell Memberstate wéi och fir déi zukünfteg Memberstate.

Här President, bedauernswäert ass an deemem Kontext, datt de Kalenner, wéi en 1999 um EU-Sommet zu Berlin festgehale ginn ass, mat dem Virstouss vum EU-Kommissar Franz Fischler, e bësselchen ennergruef gouf. D'Propositione beschränke sech nämlech net nëmmen op e puer Ajustementer, e puer Korrekturen, mä setzen elo schonns déi vermeindlech Jalone fir eng zimlech grondleeënd Reform vun der EU-Agrarpolitik. Et ass, wéi schonns gesot, net akzeptabel d'EU-Agrarpolitik an engem relativ kuerzen Zäitraum vu sechs Joer engem fundamentale Wandel ze ennerzéien. Neiorientéierungen, virun allem am Agrarberäich, sinn nämlech ëmmer mat grouss Käschten, Ëmstellungen an administrativem Opwand fir de Bauer verbonn. Duerfir si se net an deem Mooss kuerzfristeg ze realiséieren.

D'Auswierkung vun der Agenda 2000 hu sech op d'Maarentwécklungen an op d'Agrarausgaben duerchaus positiv entwéckelt. Statt op dës Entwécklung mat lichte Korrekturen an Ajustementer ze reagéieren, schéisst d'EU-Kommissioun awer wäit iwwer d'Mandat vum Berliner Sommet eraus. Aus dese Grënn deelt d'CSV-Fraktioun zu engem groussen Deel d'Sueren, déi vun de Lëtzebuurger Baueren zum Ausdrock bruecht gi sinn.

Virum Hannergrond awer vun de Liewensmëttelskandalen aus deene leschte Joren a Méint kann a muss déi gemeinsam Agrarpolitik als ieweg Zil hunn, gesond an onbedenklech ze produzéieren. D'Produktioun muss deemno an Aklang si mat der natierlecher Ëmwelt a mat de Prémiss vum Bien-être des animaux. Des Weidere geet et drëm de ländleche Raum op eng nohalteg Aart a Weis weiderzuentwéckelen. Ech denken, iwwer dës Ziler sinn d'Verbraucher, d'Produzenten an d'Politik sech eens. Mëttel- wéi laangfristeg stëmme d'Interesse vun de Baeren deemno och mat deene vun de Verbraucher iwwereneen, an dat aus diverse Grënn.

D'Liewensmëttelsécherheet bei der Produktioun, den Ëmweltschutz an déi ländlech Entwécklung kënnen awer zu engem groussen Deel nëmme vum Bauer selwer en musique gesat ginn. D'Politik, souwuel déi europäesch wéi och déi national, ass hei gefuerdert fir d'Instrumenter ze schafen, déi fir de Bauer selwer akzeptabel, mä virun allem och praktikabel sinn.

Ennerschiddlech Opaassung bestinn awer doriwier wéi dës Instrumenter sollen ausgesi mat deene dës Ziler erreecht gi sollen. Déi vun der Kommissioun virgeschloe Moossname wéi d'Entkopplung an d'Kierzung vun den Hëllef stousen dofir an deemem Moment och an der CSV-Fraktioun op grësser Skepsis. Et huet sech erausgestallt, dass Lëtzebuerg net eleng mat senger Bedenken do steet. Ech wëll op e puer vun dese Bedenken aogen.

Mir kritiséiere virun allem d'Festschreiw vu sougenannten historesche Virdeeler fir verschidde Baeren. Et besteet virun allem de Risiko, datt sech eng nei Kluff tëschent den aktiven an den net aktive Baueren opdeet. Prioritäert Zil vun der Politik muss et sinn, dass den aktive Bauer ennerstëtzt gëtt. Mat dem System vun der Entkopplung vun de Primen, déi einfach op d'Land iwwerdreie gi sollen, gëtt en fin de compte de Verpächter an de Propriétaire vun Ackerbaufläche bevirdelegt. Et ass also e System, deen d'Präisser vu Pachtland an d'Luucht dreift an esou de Pensionéierte quasi eng Zousazpensioun verschafft.

Et kann ee wuel d'Zil vum Här Fischler sengen Entkopplungsvirschléi fir d'Primé vun der Produktioun lass ze koppelen novollzéien, et kritt een doduerch d'Produktioun wahrscheinlech besser an de Grëff, well de Bauer eng Iwwerproduktioun net méi als éischt Geldquell muss ugesinn, mä de Modell fir d'Geld an der Landwirtschaft ze halen, andeems een d'Primen uniekement op de Terrain leet, ass a sech net akzeptabel. Hei missten aner Facteure wéi zum Beispill d'Aarbechtskräfte pro Betrib mat eng Roll spillen. Den Terrain dierft maximal 20 bis 30% berücksichtegt ginn. Ech géif soe mir schafe mat deemem Modell, deen den Här Fischler virschléit, wahrscheinlech méi Problemer wéi mer der domat léise kënnen.

D'Entkopplung vun den Direkthëlfe vun der Produktioun soll un d'Anhale vun de Kritären an de Beräicher Ëmwelt, Liewensmëttelsécherheet an Déiereschutz gebou ginn. Dat ass op den éischte Moment als positiv unzegesinn, mä virun allem sinn d'Standarden an dese Beräicher ganz schwéier ze kontrolléieren a se sinn och mat engem enormen administrativen Opwand gläichzestellen.

Et ass kloer, dass mer als CSV-Fraktioun nëmmen enger Politik fir d'Entwécklung vum ländleche Raum eis Zoustëmmung kënnen ginn. Si erfëllt duerch geziilt Programmer déi multifunktional Roll vun der Landwirtschaft an déi qualitéitsorientéiert Produktioun vun Agrarproduiten. Fir dass de Bauer awer deser Zilsetzung ka gerecht ginn, muss et zu engem substanzialen Ofbau vun den administrativen Barrièren kommen an zu méi Subsidiarität um Niveau vun den eenzelen Memberstate.

Ech erënnere nach eng Kéier drun, dass eis Baueren elo schonns d'Kritären a puncto Ëmwelt-, Déiereschutz an nohalteger Entwécklung zu engem groussen Deel erfëllen, an dat no de Virgabe vun eisen nationale Programmer. Schon haut fléisse 35% vun den nationalen Ausgaben am Agrarberäich an d'Entwécklung vum ländleche Raum. No de Reformen, wéi se vum éisträicheschen EU-Kommissar virgeschloe ginn, riskéieren déi Lëtzebuurger Programmer net méi an deem Mooss ennerstëtzt ze ginn. Doduerch geet insgesamt der Lëtzebuurger Agrarwirtschaft, géif ech soen, Geld verluer.

D'Argument vum Här Fischler, datt e Groussdeel vun deenen agepuerten Direkthëlfe herno zréck an déi ländlech Entwécklung fléissen, muss een awer unzweifelen, well se no engem Schlüssel verdeelt ginn, deen net méi onbedéngt favorabel fir Lëtzebuerg ass. Wat d'Mëllechquoten ubelaangt ass déi Lëtzebuurger Positioun kloer, huet den Här Boden eis an der Agrarkommissioun gesot, an zwar dass mer fir eng Verlängerung vun de Mëllechquote sinn, an dat iwwer 2008 eraus.

Et ass fir d'CSV-Fraktioun kloer, dass eng qualitéits- an ëmweltorientéiert Agrarpolitik mat enger nohalteger ländlecher Entwécklung kompatibel muss sinn. Et ass awer zu gläicher Zäit kloer, dass et duerch dës nei Moossnamen net zu substanzialen finanziellen Abréich bei eise Bauere kommen däerf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, dass ech an deene puer Minuten - ech hunn zwar elo zwou Minuten iwwerzunn, bal dräi -...

(Brouhaha général)

Ech hoffen, dass den Här Landwirtschaftsminister dese Bedenken nëmmt a se bei deenen ustehende Verhandlungen op europäeschem Plang zur Geltung bréngt.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Georges Wohlfart a gedroen. Den Här Wohlfart huet d'Wuert.

■ M. Georges Wohlfart (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter Woche suergen d'Virschléi vum EU-Kommissar Fischler net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä an allen interesséierte Milieuen an der Agricolture an Europa fir Diskussionsstoff an och, géif ech soen, fir Onrou.

Et ass nämlech esou, dass den Agrarkommissar aus Éisträich, der Meenung vu villen Expären no, iwwer d'Zil ewech geschoss huet, wat am Agenda 2000 virgesi war, nämlech an der Halschent, am Joer 2003, eng Bilanzéierung ze maache vun deem Agenda 2000 a wéi déi Politik gegräff huet, mä hei ass schlicht an einfach eng grouss, eng déifgräifend Reform op den Dësch geluecht ginn. Ech mengen, de Kärpunkt, an dat hunn och meng Virriedner schon ennerstrach, vun de Virschléi vum Här Fischler besteet an der Laskoppelung vun de Subventiounen vun der Produktioun, an dann am Géigenzuch d'Ausbeuele vun enger Eenheitsprime, déi op der Moyenne vun deenen dräi leschte Jore soll berechent ginn.

An a fir sech kann een net am Fong geholl géint de Prinzip vun der Laskoppelung sinn, mä ech géif awer soen, dass d'Aart a Weis, wéi dat hei virgeschloen ass, méi Problemer mat sech wäert bréngen fir den aktive Bauer, wéi ee sech dat kënn a priori erwaarden. Op där anerer Säit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, solle mer eppes net ennerschätzen. Ech froe mech, ob d'Akzeptanz beim Konsument an och beim Steuerzueler fir eng Akommeshëllef, déi komplett vu Produktiounskritäre lassgekoppelt ass, op vill Versteedemehchéisst. Dat ass eng Iwwerleung, déi een och net soll vergiessen, mä den Hauptpunkt ass deen, dass an de Virschléi vum Här Fischler dës Prime soll eng Moyenne si vun deene leschten dräi Joer. Och meng Virriedner hunn drop higewisen, dass dat sécherlech eng Rei Problemer wäert mat sech bréngen fir déi Baueren, déi Land musse pachte goen. Et ass net vun der Hand ze weisen, dass do kënn substanzial finanziell Mehrausgaben op d'Betriber zoukommen. Dat ass jo awer eppes, wat mer an de leschte Méint verstäerkt erlieft hunn am Mëllechsektor, wou jo fir d'Quoten zum Deel, wann ech et däerf esou ausdrécken, astronomesch Zuelen an der Tëschenzäit bezuelt ginn.

Ech kann och net verstoen, dass et net méiglech soll sinn, um Niveau vun der europäescher Agrarpolitik, dat Element vun der Aarbecht, d'Aarbechtskraaft iwwerhaapt an iergendenger Form kënnen an de System vun Hëlfe anzebannen. Ech ka mer virstellen, dass et net einfach ass, dass et do eng ganz Rei juristesche Problemer gëtt, mä wann ech kucke wéi vill Reglementer laut Ausso vum Här Minister an der Agrarkommissioun hei néideg si fir déi Primen auszebezuelen - 38 an der Zuel -, da kann ee sech awer virstellen, dass dat och keng einfach Saach ass. Ech wëllt dann och emol gesi wéi dat herno, wann dat géif duerchgesat ginn, um Terrain dann ausgesäit, wat d'Kontrollen, den administrativen Opwand ugeet, wat d'Ausbeuele vun dese Prime betrëfft.

Op där anerer Säit ass et och esou, dass Kierzungen - a mer schwätzen hei vu Betrag tëschent 5.000 Euro a 50.000 Euro a vu ronn 12,5% - an d'A gefaasst sinn. Ech mengen, e groussen Deel vun de Lëtzebuurger Familljebetriber sinn un dës Hëlfe, leider Gottes, ugewisen. Vill vun onse Betriber dierften e substanzialen Akommesverloscht erliewen, wann ee weess dass bis 40% vun den Akommessen iwwer dese Wee momentan an d'Betriber fléissen. Dat soll een och net aus den Ae verléieren.

Nach e Wuert just iwwer d'Zukunft vum Mëllechsektor. Och hei ass et nach net kloer, wéi et no 2008

soll viru goen. Dat ass jo de Stéchedatum, wou decidéiert gëtt, ob de Quotesystem an der Europäescher Union weidergefuert gëtt, jo oder neen. Wann ee kuckt, dass och hei an de Propositione méttel-fristeg Akommesaboussen net auszuschléisse sinn, quitte dass se zum Deel solle kompenséiert ginn, ass dat e Wee, dee ganz geféierlech ass.

A wat geschitt no 2008? Dat ass déi grouss Fro. Momentan am Ministerrot schéngt et jo esou ze sinn, dass awer eng Rei Länner wëllen op de Wee goen, deen den Här Fischler präconiséiert, an dass d'Fro an der Landwirtschaft sech gestallt gëtt: Behale mer de Quotesystem mat senger Vir- an Nodeeler, déi mer jo och kennen, oder wat kënnt no 2008 op d'Bauerebetriber zou? Dat alles dréit net dozou bái, géif ech soen, fir Rou an de Secteur ze kréien.

Aus all deenen Iwwerleeungen, Här Minister, kënne mir lech voll Ennerstëtzung zousoen, dass Der zu Bréssel am Ministerrot d'Inté-rête vun der Lëtzebuenger Landwirtschaft kënnt verteidegen, well onser Analys no déi Propositione vum Här Fischler net wäerte garantéieren, dass mer europawäit eng flächendeckend Agrarpolitik an Agraraktivitéit kënne oprecht erhalten. A wa mer wëssen, dass zum Beispill d'Lëtzebuenger Familienbetriber iwwerhaupt an Dimensionen um europäeschen Niveau do stinn, déi momentan scho vill Schwieeregkeeten hunn, da geet et hei ganz kloer em d'Iwwerliewe vun enger Rei vu Betriber.

Niewent der Europaagrarpolitik, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi jo zum groussen Deel d'Agrarpolitik zu Lëtzebuerg bestëmmt, ass et awer och esou, dass mer net sollen ons national Hausaufgaben aus den Ae verléieren. Ech wollt just ee Wuert soen zu deem Retard, dee beim Ausbezu-ele vun de Primen agetrueden ass. Et gëtt jo eng Rei Ursachen, déi ugefuert ginn. Ech weess net, ob den Ouschterhues elo all Bauer, deen nach Primen zegutt huet, a Form vun Ouschtereer déi Prime fir Ouschtere wäert an d'Nascht leeën, wéi vill Leit sech dat erwaart hunn, ech hoffe just, dass de Retard do esou schnell wéi méiglech kann opgeschafft ginn.

Just nach eng Fro un den Här Landwirtschaftsminister: Wéivill d'Antrag leie momentan nach vir, déi bis elo net konnten zur Zefriddenheit vun de Bauere behandelt ginn?

En anere Volet, deen och hei ugeschnidde ginn ass, ass dee vun der Produktioun vu gesonde Liewensmëttel, vun Nohaltegkeet, Umweltfrëndlechkeet an esou virun. Ech wëll drun erënneren, dass mer virun eppes méi wéi zwee Joer e grouss gefächerten Hearing hei am Haus hate mat allen Interesséierten aus dem Secteur, mat den interesséierte Ministeren a Verwaltungen. Mir haten duerno eng Debat. Et sinn eng Rei Konklusionen gezu ginn an engem Rapport, dee mer dann och hei gehéiert an debattéiert hunn. Ech wollt just froen: Si mer ons sécher, dass mer déi noutwendeg Konklusionen net nënnen an deem Rapport gezunn hunn, mä och an d'Praxis emgesat hunn? Ech hunn a Communiquéé vun de Gewerkschaften aus dem Berufsssecteur gelies, dass elo erëm jiddfere géif a sengem Eck seng Hausaufgab maachen, mä dass am Fong geholl eng national Kohesioun do géif feelen.

Nach eppes Leschtes, Här President, wat mer um Häerz läit, dat ass dass mer ons kënne wënschen, dass am Kader vun enger, géif ech soen, nach gréisserer Globaliséierung vun der Agrarpolitik et noutwendeg ass, dass hei zu Lëtzebuerg déi Synergiegesprécher, déi momentan ugelaft sinn ënner schwieere Virussetzungen ënner deenen eenzelnen Acteuren, wat d'Veermaarkung zu Lëtzebuerg vun eenzelne Produktiounen uge-

et, dass déi onser Meenung no mussen erfollegräich ofgeschloss ginn. Wa mer wëllen net nënnen am regionale Kader mä doriwwe eraus och am europäesche Kader konkurrenzfähig bleiwen, da mussen nei Strukture geschafe ginn, déi performant sinn an déi et erlaben och zu Lëtzebuerg verschidde Standbeener vu Produktioun a Vermaarkung oprecht ze halen. Dofir mussen awer verschidde Leit iwwer hire Schiet kënne sprangen.

Ech soen lech merci.

■ Des voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Agny Durdu agedroen. D'Madame Durdu huet d'Wuert.

■ Mme Agny Durdu (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Agenda 2000 gouf 1997 vum Här Fischler virgestallt, ass de Mäerz 1998 approuvéiert ginn an en huet virgesinn, datt Präisbaissen op d'Bauern zoukéime vun 20% am Beräich vun de Céréales, 15% bei der Mëllech an 30% beim Fleisch.

Deemools hat ech eng Fro un de Landwirtschaftsminister gestallt a gefrot, wéi vill Akommesperten dat fir d'Lëtzebuenger Bauere géif bedeiten. D'Antwort deemools vum Minister wor, datt eng 647 Milliounen un Akommes géife bei de Bauere feelen. A wann ee bedenkt, datt deemools d'Akommes vun de Bauere global gesinn 3,1 Milliarden uitgemaach huet, da weess ee wat den Agenda 2000 fir eng Erausfuertung fir d'Lëtzebuenger Landwirtschaft wor. Elo wëllt also den Här Fischler nach eng Kéier nobesseren!

■ M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Et ass besser gaangen.

■ Mme Agny Durdu (DP).- Et ass besser gaangen, Gott sei Dank, mä an där Antwort, déi Dir mer deemools ginn hat op Basis vun deenen Donnéeën, déi Dir deemools hat, war déi doten.

Elo wëllt den Här Fischler also nach eng Kéier nobesseren an e beriff sech do op den Drock vun de WTO-Verhandlungen, mä d'EU-Erweiterung mécht natierlech och hiren Drock fir sech. Dës Nobesserung sollen da bis zum 1. Juli 2003 iwwert d'Bühn sinn, fir datt se fir d'Wirtschaftsjoer 2004 well kënne lafen.

D'Virschléi si bekannt, si si vu menge Virriedner hei gesot ginn, an dofir brauch ech elo net nach eng Kéier drop anzegoen. Et bedeit op alle Fall, déi Virschléi all mateneen, datt et nach eng Kéier dozou kënnt, datt d'Präisser wäerten erofgoen an et wäert dann nach eng Kéier eng Erausfuertung op d'Lëtzebuenger Landwirtschaft duerkommen. Der Meenung vun eiser Partei no, sinn déi Virschléi, déi elo gemaach gi sinn, fatal fir d'Lëtzebuenger Baueren, déi souwéiso well um Schluss vun der EU-Tabell sti beim Revenu agricole. 2001 gouf et do nach e Réckgang vun 0,6%. A wann een d'Grafike kuckt vum Lëtzebuenger Akommes bei de Baueren, gesäit een, datt et zënter dem Agenda 2000 stagnéiert, voire erofgeet.

Den Akommes vun der Lëtzebuenger Landwirtschaft ass an deene leschte véier Jore réckleefeg gewiescht vis-à-vis vun aneren EU-Memberen, an de Produktiounswäert ass 2001 em 9,8% réckleefeg gewiescht. Géigeniwwer vun anere Beruffer ass d'Landwirtschaft also kaum nach kompetitiv, wann déi Politik vun der EU nach an deem dote Sënn viru gefouert gëtt. Dofir ass d'Antwort op déi Fro, déi vun der ADR-Fraktioun gestallt gouf, op déi Debatt vun haut, am Fong geholl ganz einfach. Mir als DP droen d'Skepsis vum Minister Boden, dee géintiwwe vun dese Virschléi vum Här Fischler seng Bedenken op méi Aart a Weis vir-

gedroen huet, sief et an offizielle Standpositiounen, wéi eben an der Kommissioun vun der Chambre de l'Agriculture vun der Kommissioun hei vun der Chamber, wou mer déi Analyse vum Här Fischler senger Propositione gemaach hunn.

Ech hunn awer béis de Verdacht, an ech hoffe jo zwar, dass ech Onrecht behalen, mä wann ech och un de Comité des régions zu Bréssel denken, an deem ech sinn, a wou elo e Rapport festgehalde gouf, eben zu där Midtimerevue an der Agriculture, hunn ech onglécklecherweis, leider Gottes de Verdacht, wéi wann den Här Fischler géif e groussen Deel vu senger Vuenduerchsetzen. Dann ass fir mech déi wichteg Fro net déi: Wat ass eis Positioun dozou? Quitte dass dat d'Skepsis ass a bekannt ass. Mä meng Fro ass éischer déi: Wat maache mir hei am Land mat der Landwirtschaft? Wat fir Antworten a wat fir Hëllefstellung gi mer de Bauere bei eis am Land?

Wann ech eist Agrargesetz gesinn, wann ech d'Onsécherheet, déi am Baueremilieu ass, gesinn, wann ech dann awer gesi wéi vill dass d'Bauern an deene leschte Joren an och elo momentan nach investéieren a Gebaier, a Quoten an a Land, dann ass ganz kloer de Wëllen, fir Bauer ze sinn a Bauer ze bleiwen, bei hinnen net gebrach ginn.

Mä nach sinn ech der Meenung, datt mer hinne mussen Hëllefstellung ginn. Wat sinn déi? Menger Meenung no ass eng richtig Berodung mol op alle Fall kruzial. Ech mengen et ass wichteg dass all Betrib eenzel begräift, datt ee sengem Betrib muss méi wéi ee Standbee ginn. Et kann ee sech haut net méi op eng Produktioun verloossen.

Mä ech denken dann och u ganz alternativ Akommesméiglechkeeten, déi sech eng ganz Partie vun hinne well zougeluecht hunn, a wou anerer - menger Meenung no - wäerten nokommen, dat sinn d'Biogasanlagen, d'Wandmillen, déi jo anscheinend ertragsfähig sinn - a bei mir woren et d'Bauern, déi do investéiert hunn, an déi Equipe wäert nach an een zweete Wandpark investéieren -, an ech denken un d'Solarzellen, déi an deene leschte Woche wierklech massiv gefrot gi sinn.

Mä dann denken ech awer och nach u eng aner Problematik, där mir eis menger Meenung no musse stellen, a si ass och vu menge Virriedner well kuerz ugedeit ginn, an dat ass nämlech d'Qualitéit. Ech mengen d'Qualitéit, dat huet sech erwise bei deenen Debatten déi mer iwwert d'Liewensmëttelsécherheet haten, ass an deene meeschte Fall a bei der Lëtzebuenger Produktioun do. Mä déi Fro déi ech mer stellen ass déi: Gi mer eis d'Méiglechkeeten, déi Qualitéit richtig ze vermaarten?

Ech sinn der Meenung, dass mer onbedéngt eng national kloer Zertifizierung brauchen. Ech weess net, ob et esou richtig ass, fir hei op e Genre EU-Label ze waarden. Ech weess, dass zu Bréssel dorunner geschafft gëtt, mä nach sinn ech der Meenung, mir misste vläicht éischer handelen. Ech weess och, dass mer natierlech ënnert dem Drock vun deem EU-Label wäerte stoen, ech weess och, dass mer un eis Noperen Däitschland, Frankräich an d'Belsch mussen denken, wou mer eis Marchandisé wëllen écouléieren, mä ech sinn awer nach der Meenung, dass mer solle selwer elo handelen, well de Risiko, wa mer oui d'Zertifizierung do stinn, ass deen, dass d'Produzente jo awer mussen an d'Ausland verkäfen an datt si sech einfach un déi auslännesch Labelen an déi auslännesch Zertifizierung wäerten halen oder sech dorunner orientéieren.

Ech weess net, ob dat eng positiv Léising fir eis Landwirtschaft ass. Ech fanne mer sollten, sou wäit wéi dat méiglech ass, eis Lëtzebuenger Landwirtschaft sou gutt vermaarten, wéi mer dat kënnen.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

■ M. Camille Gira (DÉ/GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech kann a fennef Minutten nëmme ganz kuerz aus grénger Siicht en Iwwerschlag maachen iwwert déi Reformen, déi den Här Fischler op den Dësch geleucht huet.

Mir ginn dovun aus, dass eng nohalteg Agrarpolitik eigentlech misst dozou bäidroen, folgend Ziler ze errechen:

1. Liewensmëttelsouveranitéit an Europa, awer och an der Welt garantéieren;
2. sou vill wéi méiglech Bauerebetriber mat engem uerdentlechen Akommes ze erhalen;
3. gesond Liewensmëttel an eng aartgerecht Déierenhaltung garantéieren; a
4. d'Ëmwelt schouwen an eng villfältig Kulturlandschaft erhalen.

Déi proposéiert Moosname muss een eiser Meenung no also op de Raster vun deenen doten Ziler leeën a kucken, ob se deenen Ziler méi nokommen oder éischer dozou bäidroen, méi wäit ewech ze kommen.

Ech wëllt dann déi dräi wichtegst Propose vum Här Fischler an deem dote Liicht probéieren ganz kuerz hei ze analyséieren - déi dräi Moosnamen:

1. d'Erofsetze vun den Exportsubventionen;
2. d'Entkopplung vun de Bähëllef vum der Fläche an der Zuel vun den Déieren; an
3. d'Modulatioun, fir méi Gelder an den zweete Piller vun der ländlecher Entwécklung eriwwe ze kréien.

Éischtens zu dem Erofsetze vun den Exportsubventionen. Ech menge sécherlech dass dat eng positiv Moosnam ass, well mer weder ekonomesch nach ethesch weider vertriebe kënnen, dass mer zu engem risegen Dumping um Weltmarkt bäidroen, wou mer rise Schued op de Mäert am Süden urchten a wou mer doudsécher net zur Liewensmëttelsouveranitéit vun deene Länner bäidroen. Ech ginn lech e Beispill: Wann een EU-Poulet fir 1,40 Euro an Afrika verkaf gëtt, wou d'Produktionskäschte bei 2,3 Euro leien, dann droen do mer sécherlech näischt zum Opbau vun enger nohalteger Landwirtschaft am Süde bái. Dofir begréisse mir prinzipiell déi Décisioun oder déi Propos, fir d'Exportsubventionen erofzefueren.

Zweetens, zur Entkopplung, do sinn och mir der Meenung, dass se am Prinzip ze begréissen ass, mä se awer de Moment, wéi se ausgesäit, ebe just zu enger Verfestigung vun der bestehender Situation bäidréit, déi dra besteet dass 80% vun de Subventionen an 20% vun de Betriber geet, an dass de Moment och nach éischer déi scho bevirdelegt Regionnen insgesamt besser ewech komme wéi déi benodelegt. A wann een elo déi lescht dräi Joren hält, fir d'Subsidien definitiv anzefréieren, da verfestegt een déi dote Situatioun fir eng länger Zäit, an dat, mengen ech, kënne mir jo och net vertrieben.

Mir sinn och der Meenung, dass ee weiderhi mat deenen dote Mesurë riskéiert en enorme Strukturwandel an déi Richtung ze driewen, dass herno nach just déi produzéieren, deenen hir Produktiounspräisser

ënnert de Maartpräisser leien. Dat riskéiert, dass innerhalb vun de Regionnen déi eng Betriber nach ëmmer méi grouss ginn an déi aner vläicht aus dem Secteur erausginn, an dass och d'Landwirtschaft sech deemnächst wäert nënnen op déi ganz produktiv Regionne konzentréieren, während anerer vläicht lues a lues eidel ginn an d'Kulturlandschaften net méi erhale ginn. Dat ass eng reell Gefor, déi mir bei där doter Method vu Subsidie gesinn.

Drëtens, den Transfert an d'ländleche Entwécklung gesäit de Moment aus, wéi wann en net wäit genuch géing goen, wéi wann déi Suen, déi do eriwwe géinge goen, wierklech nëmme minimal wieren a sécherlech net dozou bäidroen deenen zweete Piller vun der ländlecher Entwécklung massiv ze stäerken.

Insgesamt ass eis Konklusioun, dass d'Resultat vum Här Fischler senger Proposen eigentlech enttäuschend ass. Et ass e bëssche wéi een et scho bei deene Reforme virdru konnt gesinn. Eigentlech huet d'Brésseler Kommissioun eng gutt Analys vun der bestoender Situation gemaach, hir éischt Propose sinn och ganz oft an eng gutt Richtung gaangen, mä wann awer da bis de Widerstand vun deenen eenzelne Länner kënnt, awer och d'Lobbye vun deenen, déi eben 80% vun de Subsidie kréien, ufänken hir Wierkung zu Bréssel ze zéien, da bleift ganz oft net méi vill bestoen.

A wéi eng Richtung missten also eiser Meenung no d'Propose goen?

1. D'Geld, wat verdeelt gëtt, misst vill méi gezielt u sozial an ekologesch Uspréich gebonne ginn. Mir verstinn och net, dass wann ee ka Primen u Fläche bannen, da misste ee se och kënnen - wéi hei scho gesot ginn ass - un Aarbechtskräfte bannen. Et ass sécherlech net méi an net manner komplizéiert an déi Richtung ze goen, wéi an déi bestehend.

2. Mir sinn der Meenung, dass een endlech iwwer Minimalpräisser muss diskutéieren. Et ass dach net normal, dass hei Milliounen Tonne vu Liewensmëttel ënnert de Gesteuungspräisser verkaf an akaf ginn. Mir sinn der Meenung, dass ee muss iwwer Antidumpinggesetzter nodenken an dass eigentlech keng Liewensmëttel méi ënnert dem Produktiounspräis vum Bauer däreffe kaf ginn. Mir sinn der Meenung, dass dat eng Pist kënnt sinn, wou endlech erëm eng aner Diskusioun iwwer Präisser vu Liewensmëttel kënnt kommen.

3. Mir sinn der Meenung, dass d'Bedingung fir d'Subventionen iwwer méi Berodung a wirtschaftlech Ureizer misste verbonne ginn an net nënnen iwwer Sanktiounen a Kontroll. Ech mengen d'Landwirtschaft muss selwer interesséiert sinn, dass se zu engem bessere Resultat an der Landschaft dobause bäidréit. Mir sinn der Meenung, dass een endlech muss dozou kommen, dass e Resultat vun engem Schaffe priméiert gëtt an net eng Method oder eng Fläche oder eng Zuel vun Déieren.

4. Et ass evident fir eis, dass méi Geld muss an déi zweet Sail eriwwe.

5. E wichtige Punkt ass, dass fir Qualitéit net nënnen daerf beim Bauer gesuergt ginn, mä och virdrun an hannendrun. Ech mengen déi ganz Kontexter vun ëmmer erëm optauchende Skandalen weisen eis dat, dass et kee Wäert huet déi ganz Efforten nënnen op d'landwirtschaftlech Betriber selwer ze axéieren, mä dass een och déi virgeschalte Lieferanten an déi nogeschalte Veraarbeitsbetriber muss mat an déi ganz Chaîne eran huelen, a kucken dass do wierklech eng Zertifizierung kënnt.

6. Mir sinn der Meenung, dass mer e qualitativen Ausseschutz brauchen, deen eben u sozial an ekolo-

gesch Kritäre gebonnen ass. Mä da muss mer an Europa awer fir d'éischt eis Hausaufgabe maachen an och dem Rescht vun der Welt kënne kloer maachen, dass eis Landwirtschaft flächendeckend an an alle Beräicher wierklech och deeneselwechte Kritären entsprécht.

7. An do ginn ech dem Robert Mehlen Recht, dass méi oft hei am Parlament, mä och am Europaparlament, iwwer Landwirtschaftspolitik diskutéiert muss ginn. Et kann net sinn, dass iwwert déi vill Gelder, déi verdeelt ginn, nëmmen déi därfer matschwätzen, déi d'Gelder kréien, et muss och sou sinn, dass déi, déi déi Gelder finanzéieren, an déi déi d'Produite vun der Landwirtschaft kafen, och e Recht hu matzediskutéieren, soss ass et geschwënn, wéi de Georges Wohlfart gesot huet, mat der gesellschaftlecher Akzeptanz vun dese Subsidien eriwuer, an ech mengen net dass dat glécklech ass, well dat ass och de Schluss vun enger existéierender gemeinsamer Agrarpolitik.

Ech soen Iech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden.

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe merci fir des Diskussioun. Ech weess, dass jiddereen hei enger Zäitdrock steet, dass kee vill Zäit huet fir am Detail an enger Aktualitéitsstonn iwwert des Problematik ze diskutéieren.

Ech wëll awer och nach eng Kéier ennersträchen, dass et jo net déi éischte Kéier ass, dass mir iwwert d'Virschléi vum Här Fischler a vun der Kommissioun, wat d'Agrarpolitik ubelaangt, diskutéieren. Ech war zweemol an der Chamberkommissioun, souwuel nom Juli wéi den Här Fischler seng éischt Virschléi op den Dësch geluecht huet, wéi och elo nom Januar wéi d'Kommissioun dann hir definitiv Reglementsverschléi gemaach huet.

Ech hunn Iech och all Kéiers d'Stellungnahme vun der Regierung schréfflech zougestallt, fir dass Der gesi konnt wat d'Regierung an enger éischer direkter Reaktioun, déi jo direkt komme muss, zu deene Virschléi am Agrarconseil gesot huet. Ech mengen, mir hunn och eng gutt Diskussioun an der Chamberkommissioun gehat. Dat huet dozou bäigedroen, dass hei an der Chamber d'Stellungnahme an d'Positioun vun der Regierung zum gréissten Deel Zoustëmmung féint, an dat ech hei vun deene meeschte Leit encouragéiert gi si fir weider dofir anzetrieden, dass déi Virschléi vun der Kommissioun eng gutt an nohaltegr Agrarpolitik an Zukunft erméigleche kënnen, mä datt awer d'Lëtzebuurger Landwirtschaft net ze vill dorënner ze leide krit, fir datt mer hei am Land weiderhin eng zolidd Landwirtschaft behale kënnen.

Ech mengen, et ass ganz kloer e puermol gesot ginn, dass déi meescht Leit sech iwwert d'Ziler vun der gemeinschaftlecher Agrarpolitik eens sinn, an zwar dass et drëm geet fir gesond a sécher Liegensmëttel herzustellen, dass déi landwirtschaftlech Produkter sollen esou hiergestallt ginn, dass se den Ëmwelt- an den Déiereschutz assureieren, an dass d'Landwirtschaft eng sougenannte multifunktionell Roll dobäi ze spillen huet, andeem se dozou bäidréit, dass eis Landschaft erhale bleift an dass d'Vitalitéit vum ländleche Raum ofgeséichert gëtt.

Dann ass et natierlech evident, dass och eng Landwirtschaftspolitik muss dozou bäidroen, dass déi Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen, en ugemessend Akomes erwirtschafte kënnen.

Ech géif soen iwwert déi doten Ziler sinn net nëmmen d'Bauern an

d'Politiker, mä och d'Konsumente sech eens. Et gëtt jo ganz vill iwwert déi ganz Problematik diskutéiert. Deen eenzege Problem, dee besteet, ass deen, dass zwar iwwert d'Ziler vill Leit sech eens sinn, mä iwwert d'Instrumenter fir des Ziler ze erreeche ginn et grouss Meenungsverschiddenheeten. Eng ganz Rei vu Memberstate sinn der Meenung, dass dat wat den Här Fischler elo als Instrumenter virgeschloen huet, besonnesch d'Entkopplung, d'Dégressivitéit an och de Gel fixe à long terme net déi richteg Instrumenter si fir déi Ziler, iwwert déi mir eis eens sinn, ze erreechen oder besser ze erreechen, wéi dat haut de Fall ass mat der aktueller Politik, déi bedriwwen gëtt.

Ech wëll duerfir nach eng Kéier soen, dass Lëtzebuerg prinzipiell dovun ausgeet, dass ee fir d'Konsolidéierung vun dem sougenannten europäesche Modell vun der Landwirtschaft, deen ënnert der Lëtzebuurger Presidentschaft definéiert an duerno e puermol vum europäesche Rot confirméiert ginn ass, antriede soll, an dat een all Reformschrëtt, déi een ennerhëlt, ënnert deem Aspekt kucke soll.

Ech wëll nach eng Kéier soe wat deen europäesche Modell vun der Landwirtschaft ass. Dat ass eng nohaltegr Landwirtschaft. Eng Landwirtschaft, déi kompetitiv ass, déi multifunktionell ass an déi iwwerall an Europa, also och a benodeeegte Gebidder, funktionéiere kann.

Wéi gesot, mir versiche bei Reformschrëtt ëmmer deenen doten Aspekter Rechnung ze droen, se ënnert deenen Aspekter ze analyséieren, an duerfir kënnen mer mat enger Rei vu Propositionen vun der Kommissioun net averstane sinn, well mer der Meenung sinn dass se net deenen dote Kritären entsprechen.

Wéi déi meeschte Leit hei gesot hunn, trëtt d'Lëtzebuurger Regierung a fir eng Verstärkung vun der Entwécklung vum ländleche Raum, dem sougenannten zweete Pfeiler vun der europäescher Agrarpolitik. Des zweet Sail vun der europäescher Agrarpolitik erlaabt et deene verschiddene Memberstate d'Entwécklung vum ländleche Raum, dem sougenannten zweete Pfeiler vun der europäescher Agrarpolitik. Des zweet Sail vun der europäescher Agrarpolitik erlaabt et deene verschiddene Memberstate d'Entwécklung vum ländleche Raum, dem sougenannten zweete Pfeiler vun der europäescher Agrarpolitik.

Mir sinn natierlech enttäuscht iwwert d'Virschléi vum Här Fischler, well se net d'Signal ginn, dass et an Zukunft drëm geet besonnesch déi zweet Sail virrangeg ze stärken. Déi éischt Virschléi vun der Kommissioun am Juli si méi wäit gaangen. Do sollte jo Gelder agespuert ginn an der sougenannter éischer Sail vun de Maartuerdnungsorganisationen. Déi sollten transféréiert ginn an déi zweet Sail, fir do gezielt Programmer maachen ze kënnen fir d'Entwécklung vum ländleche Raum.

An deenen definitive Virschléi ass dat vill manner staark ginn, fir Suen eriwuer ze huelen an déi zweet Sail. Dat heescht dat Signal do ass nach vill méi staark ofgeschwächt ginn. Et ginn eng Rei vu Virschléi gemaach fir nei Programmer an der Entwécklung vum ländleche Raum, der zweeter Sail, wat d'Qualitéit ubelaangt, wat de Bien-être des animaux ubelaangt, fir déi duerchzezéien, mä et si keng Suen oder net genuch Suen virgesi fir dat maachen ze kënnen. Also do ass e Problem, wou ech der Meenung sinn et misst ee méi staark an déi zweet Sail era Suen dirigéieren.

Ech wëll Iech nach eng Kéier e puer Zuele soen. Déi europäesche Gelder, déi an d'Landwirtschaft investéiert ginn, ginn zu 90% an d'Maartuerdnungen an nëmmen zu 10% an d'Entwécklung vum ländleche Raum. Dir wësst, dass mir hei zu Lëtzebuerg vill méi wäit ginn, dass mir praktesch bal d'Halschent vun de Suen, déi mer un d'Bauern

bezuelen, an d'Entwécklung vum ländleche Raum stiechen. Mir sinn also der Meenung, dass dat wat mir hei scho méi laang maachen an e puer aner Länner och, och um europäesche Plang méi staark gemaach gi soll, well mer der Meenung sinn, dass dat déi richteg Politik wär. Wéi gesot, dat gëtt an de Virschléi net genuch gefördert.

Dann triede mer duerfir an, dass eng Vereinfachung vun den Dispositionen a vun de Programmer an der Entwécklung vum ländleche Raum kënn. Do hu mer grouss Problemen. Et gëtt ëmmer vu Vereinfachung geschwat, mä déi Virschléi, déi dann um Dësch leien, ginn oft an eng aner Richtung. Mir sinn der Meenung, dass dem Zil vun der Vereinfachung net genügend Rechnung gedroe gëtt. Mir sinn och der Meenung, dass ee méi Spillraum misst hu fir déi einzel Memberstate, fir duerch gezielt Programmer hirer Landwirtschaft kënnen besser gerecht ze gi wéi dat haut de Fall ass.

Dann ass hei gesot ginn et misst een antriede fir eng méi gerecht Verdeelung vun de Bähillefen tëschent de Baueren. Et gëtt jo ëmmer ugegrangert, dass praktesch 20% vun de Baueren 80% vun de Bähillefe kréie géifen. Mir hunn dat als e wichteg Zil dohinner gestallt a mir sinn enttäuscht dass d'Kommissioun net de Courage huet fir ze versichen deem Zil méi gerecht ze ginn.

An hiren éischte Virschléi hate se e Plafong agesat. Et hätt kee Betrib dierfe méi wéi 300.000 Euro Bähillefe kréien. Dat si jo ganz vill Suen. Dat hu se elo op Drock vun den Däitschen a vun den Engländer fale gelooss. Se féieren zwar bei der sougenannter Dégressivitéit e puer Palieren an. Déi ënner 5.000 Euro Bähillefe kréien, déi kréie keng Kierzungen, déi tëschent 5.000 a 50.000 Euro Bähillefe kréien, déi kréien eng gewësse Kierzung, an déi iwwer 50.000 Euro Bähillefe kréien, déi kréien e bësse méi eng grouss Kierzung. Mir sinn der Meenung, dass deen éischte Palier ze niddreg ass, an dass iwwert deem Palier vu 50.000 Euro och nach aner Palieren hätte kënnen agefouert ginn, fir ebe méi eng gerecht Verdeelung vun de Bähillefen ze kréien.

Mir sinn och enttäuscht doriwwer, dass bei der sougenannter Entkopplung, iwwert déi ech och nach wëllt e puer Wuert soen, déi historesch Referenz vun de Bähillefe geholl gëtt an déi ongerecht Verdeelung am Fong festgeschriwwen gëtt op bal éiweg Zäiten, esou laang wéi déi entkoppelt Primen op jidde Fall géifen ausbezuelt ginn. Och do menge mer, dass dat net ganz richteg ass. Dat féiert souwiesou zu enger ganzer Rei vu schwierge Problemen.

Wat nun d'Entkopplung selwer ubelaangt, esou si mer géint eng eenheetlech, komplett vun der Produktioun entkoppelt Bähillefe, esou wéi d'Kommissioun se virgeschloen huet, besonnesch well se och nach op där historischer Referenzperiod baséiert. Hei hunn eng Partie Leit gesot, dass an der Theorie déi entkoppelt Prime eng gutt, eng akzeptabel Iddi wär. Jo, an der Theorie ass se och akzeptabel, mä et gesäit een dass ganz oft den Däiwel am Detail läit, wann een dat da soll ëmsetzen. Do sinn déi Propositionen, déi d'Kommissioun mécht, fir Lëtzebuerg net akzeptabel aus enger ganzer Rei vu Grënn.

Mir hunn zesumme mat enger Rei vun anere Memberstate e puer erlee Grënn, fir net mat där Prime d'accord ze sinn. Fir d'éischt emol politesch Grënn. Ech mengen, dass d'Legitimitéit vun enger entkoppelt Prime, déi net méi un eng richteg landwirtschaftlech Aktivitéit gebonnen ass, ganz schnell vun de

Steierzueler géif a Fro gestallt ginn, esou dass mer also géifen duerch déi total entkoppelt Prime am Fong den Ufank vum Enn vun deser Prime alauden. Primé kréien an néischt dofir maachen, wéi gesot gëtt, dass ass eppes wat net laang haltbar ass. All Maartreguléierungsinstrument verschwënn och duerch eng entkoppelt Prime.

Da sinn ekonomesch Grënn do, an déi schéng mer och ganz wichteg ze sinn. De Risiko ass nämlech grouss, dass duerch déi entkoppelt Prime déi landwirtschaftlech Produktioun a verschiddene Beräicher a besonnesch och a benodeeegte Gebidder net méi interessant si kéint a verschwanne kéint. Esou datt mer also eng Verschiebung géife kréie vun der landwirtschaftlecher Produktioun ewech vu benodeeegte Gebidder, dass mer och eng Verschiebung géife kréien tëschent de Secteuren - ech mengen den Här Mehlen huet och op eng Rei vu Problemen tëschent de Secteuren higewisen - a virun allem, dass all Maartreguléierungsinstrument verschwënn, dat heescht eng gréisser Präisinstabilitéit kënn.

Virun allem ginn et awer och déi sozial Grënn, dass et zu groussen Emwälgungen, zu grouse Spannunge kéint kommen tëschent Betriber, déi ophale wëllen, a Betriber, déi weiderfuere wëllen, tëschent Pächter a Verpächter, well jo déi entkoppelt Prime dem Pächter gehéiert, a wann deen ophält, da kann e se verkafen, mat oder ouni Land.

Do gëtt et eng ganz Rei vu juristische Problemer, ganz sécher. Et bréngt Sträit an Dierfer, ass vu villen Expäre gesot ginn, an déi aktiv Bauere muss bezuele fir dierfe Landwirtschaft ze bedriewen.

Dat si vill Grënn, woufir mer der Meenung sinn, dass déi entkoppelt Prime, esou wéi se virgeschloen ginn ass vun der Kommissioun, net an déi richteg Richtung geet an datt een do op jidde Fall muss Iwwerleeunge maachen, ob een net kann eng deelentkoppelt Prime aféieren. Et muss een natierlech wëssen, wat dat heescht. Fir eenzel Secteure kéint ee sech dat mol virstellen. Oder eng Prime, déi nach un d'Produktioun deelweis gebonne wär, mä deelweis awer och entkoppelt wär. Do si mer amgaangen eis Gedanken driwwer ze maachen, wéi ee kéint déi Iddi, déi ville Leit sympathesch ass, eventuell verwicklecht kréien.

Iwwert d'Conditionnalitéit se mer averstanen. Deen dee wëllt Primé kréien, dee muss gewësse Konditionen a Kritären erfëllen, mä dass ee muss 38 Direktiven anhalen, dass Kritäre festgehale ginn, déi net quantitativ mä qualitativ sinn, an dass Sanktiounen ausgesprach gi bei all Kritär, deen net agehale gëtt an d'Prime erofgesat gëtt, dass schéngt mer eppes ze si wat iwwerdrifwen ass a wat bürokratesch eng Vereinfachung bréngt. Dat ass jo awer och ee vun den Objektivier vun der gemeinschaftlecher Agrarpolitik. Dat féiert ganz sécher dozou, dass déi Saachen do komplett inakzeptabel an onmachbar sinn.

Wat d'Dégressivitéit ubelaangt, sou si mer géint dat wat d'Kommissioun virgeschloen huet, well d'Dégressivitéit jo zum gréissten Deel net genotzt gëtt fir déi Sue riwwer ze transféréieren an den zweete Piller, d'Entwécklung vum ländleche Raum, wat ee jo Modulatioun nennt, mä datt d'Dégressivitéit zum gréissten Deel virgesinn ass fir d'Finanzéierung vun zukünftige Reformen, déi mir als net néideg ëmfannen, besonnesch am Mëllechsektor a bei de Céréalen. Déi Reforme kaschte vill Suen. Si sinn eiser Meenung no net néideg, dofir brauch een déi Dégressivitéit, sou wéi d'Kommissioun dat elo virschléit, net an deem Mooss ze maachen. Wéi gesot, mir sinn averstane mat der Modulatioun, mä net mat der Dégressivitéit.

Mir sinn d'accord, dass een de benodeeegte Gebidder muss méi staark Rechnung droen an der Entwécklung vum zweete Piller, dass een déi fördert, mä mir sinn dergéint, dass een eng Dégressivitéit aféiert déi staark ass an déi zu Akomesverloschter fir d'Bauere féiert.

Mir sinn natierlech fir d'Bäibehale vun de Mëllechquoten iwwer 2008 eraus. Mir si frou, dass d'Kommissioun an déi Richtung geet. Mir sinn awer net d'accord domat, dass een nach soll iwwer déi vum Agenda 2000 scho virgesinne Präiskierzungen a Mëllechquotenopstockungen erausgoen. Dat bréngt eiser Meenung éischts mol e groussen Akomesverloscht fir d'Mëllechbaueren a benodeeegte Gebidder, wou déi Produktioun risquéiert a Fro gestallt ze ginn. Mir sinn der Meenung, dass den aktuellen Regime am Mëllechsektor den europäesche Budget net vill Geld kascht, an dat ee soll also bei deem bleiwe wat am Agenda 2000 virgesinn ass. Datselwecht soe mer och bei de Céréalen, wou mer der Meenung sinn, dass ee soll beim Status quo bleiwe wéi et am Agenda 2000 virgesi war. Déi Maartanalysen, déi d'Kommissioun selwer gemaach huet, déi weisen drop hin datt de Mëllechsektor an de Céréalësektor europawäit an esouguer weltwäit net am Déséquilibre sinn, mä am Contraire datt do e gewëssen Equiliber ass, dass also esou Reformen de Moment net néideg sinn.

Ofschléissend wëll ech soen, dass mer och dergéint si fir déi Flächestilllegung op zéng Joer festzeschreiwen, an datt een op deene stëllgeluechte Flächen iwwerhaupt néischt méi därer drop produzéieren. Dat hu mer hei am Land jo gutt gemaach, dass mer zum Beispill Raps do séie fir herno Biodiesel ze maachen, an dofir si mer der Meenung dass ee soll, wann ee wëllt erneierbar Energie fördern, erlaben op stëllgeluechte Fläche Produktiounen ze maachen, déi net fir d'Alimentatioun geduecht sinn, dass ass jo verbueden, mä an déi Richtung gi fir erneierbar Energien ze fördern. Mir sinn also der Meenung, dass ee soll dat bäibehalen, wat elo ass: Rotatiounell Flächestilllegung an doropper esou Produktiounen maachen. Dat wär och am Intérêt vun den Objektivier déi d'europäescher Agrarpolitik sech gesat huet.

Voilà, ech soen Iech merci fir déi interessant an trotz allem opschlossräich Debatt hei. Ech sinn iwwerzeugt, dass mer nach méi wéi eng Kéier kënnen am Kader vun der Kommissioun, a wann et gewënscht ass och am Kader hei vun der Chamber, iwwer des Politik diskutéieren, well et ass eng Politik déi ganz wichteg ass, déi ganz vill Leit ueget, net nëmmen d'Bauern. Ech mengen, mir hunn alleguer Intérêt drun dofir ze suergen, dass mer och an Zukunft eng Landwirtschaft hunn déi nohaltegr a staark ass.

M. le Président. - Den Här Mehlen freet nach d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR). - Här Minister, ech hunn opmierksam nogelauschert. Wann ech gutt verstanen hunn, dann opposéiert Dir Iech net deem, wat ech an der Motioun gefrot hunn. De Majoritéitsfraktiounen ass se net onsympathesch, mä se wollten awer Är Stellungnahme nach ofwaarden.

M. le Président. - D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zum Vote vun der Motioun, déi ausgedeeelt ginn ass.

(Interruptions)

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. - Wat soen d'Fraktiounen derzou?

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, mir sinn averstane mat der Modulatioun, mä net mat der Dégressivitéit.

M. le Président. - Här Minister, Dir hutt kuerzfristeg déi Motioun eréischt kritt. Et liicht engem an, dass déi nach muss nogekuckt ginn. Den ADR schléit vir, fir se zréckzestellen.

(Assentiment)

Mir schléissen dee Punkt fir de Moment of a fuere weider mat eisem Ordre du jour vun haut. Mir kommen zur Aktualitéitsstonn iwwert d'Entwécklung vun der Aarbechtslosegkeet, déi vun der Fraktioun vum ADR ugefrot gouf. Et si bis elo agedroen: d'Häre Loes, Lux, Bettendorf a Bausch. D'Wuert huet den Här Gast Gibéryen als Vertrieeder vun der Fraktioun vum ADR.

3. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet du développement alarmant du chômage au Luxembourg

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, esou wéi eis Kollegen, déi déi éischt Aktualitéitsstonn genau an enger Stonn gepackt hunn, wäerte mer dann och versichen dës Debatt an enger Stonn iwwert d'Bühn ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu Mount zu Mount kréie mer nei Chifferen iwwert d'Chômageentwicklung hei zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg war ëmmer bekannt als dat Land, wat am Prinzip keng gréisser Chômageproblemer kennt huet. D'Chifferen, déi mer awer an deene leschte Méint kréien, si méi wéi alarmant. Rekordzuele kréie mer presentéiert, wéi mer se vir-drun nach ni kann hunn.

Zënter 1999, am Fong seit déi nei Regierung am Amt ass, sinn d'Zuelen, wat d'Chômeuren ubelaangt, dramatesch geklommen. Sou zum Beispill d'Demandeurs d'emploi vu 5.351 op 7.545. Dat ass e Plus vun 2.194 Demandeurs d'emploi oder 41%. Also eng Progressioun.

D'Beschäftigungsmoosname sinn an d'Luucht gaange vun 1.751 op 2.869. Dat ass e Plus vun 1.118 Persounen oder 63,8%.

Am Total ass d'Zuel an d'Luucht gaange vun 7.102 op 10.414. Dat ass e Plus vun 3.312 Leit oder 46,6% an engem Zäitraum vu manner wéi véier Joer.

Den Taux de chômage, prozentual gesi vis-à-vis vun der aktiver Populatioun, ass vun 1999 vun 3,9 op 5,23% am Februar 2003 eropgaangen. An dësen Zuele sinn d'Frontalieren net berücksichtegt, déi am Fong an de Chômagezifferen an de Grenzregiounen opgefouert ginn an och vun do bezuelt ginn.

Déi offe Stellen, déi bei der Administration de l'Emploi gemellt ginn, déi gi lues a lues zréck. Sou hate mer am Januar nach 870 oppe Plazen, déi gemellt waren, an am Februar der nach 712.

E weidere wichtege Phenomeen, dee mer eiser Meenung no awer net dierfe bei deene Chifferen hei aus den Ae verléieren, dat ass datt mer am Fong eng paradox Entwécklung hu wat den Aarbechtsmaart an Zesammenhang mat der ekonomescher Entwécklung ugeet. Bei den Expäre gëtt allgemeng ugeholl, datt eng Économie muss iwwer 2% wuesse fir zousätzlech Aarbechtsplazen ze schafen. Hei zu Lëtzebuerg hu mer am Fong de Contraire erlieft. Am Joer 2001 hu mer e wirtschaftleche Wuesstem vun 1% gehat, an 2002 hate mer e Wuesstem vun 0,5%. Mir hunn awer 2001 netto 10.000 nei Aarbechtsplaze geschafen, an 2002 hu mer 6000 nei Aarbechtsplaze geschafen. Also an engem Zäitraum vun zwee Joer, wou de wirtschaftleche Wuesstem op zwee Joer gesinn nëmmer 1,5% gewuess ass, hu mer 16.000 nei Aarbechtsplazen hei am Land geschafen. Dat ass am Fong e Phenomeen dee paradox ass, well weltwäit dat aneschtens analyséiert gëtt.

Wourop ass dat zréck ze féieren? Sécherlech hunn d'Betriber an enger Euphorie vun deene Boomjore vir-drun nach agefallt, mä sécherlech awer och opgrond vun der falscher Interpretatioun vun der Regierung, déi am Joer 2002, also d'lescht Joer, nach ëmmer vun engem grouse Wuesstem geschwat huet an am Fong eréischt am September 2002 festgestallt huet, datt am Joer 2001 nëmme méi ee Wuesstem vun 1% war. Et ass also hei eng falsch Informatioun un d'Öffentlechkeet a virun allem un d'Économie erausgaangen, déi der Realitéit net méi entsprach huet. Hei muss d'Regierung sech op d'Schëller klappen. Dat ass hire Feeler.

D'Gefor, datt de Chômage also weider wäert rapid klammen, besteet eleng opgrond vun där doter Analys. Wann d'Wirtschaft net wiisst a mir hu méi Leit agefallt an engem Zäitraum wéi de wirtschaftleche Wuesstem et an der Regel akzeptéiert, da muss een dovun ausgoen, datt d'Wirtschaft och déi Aarbechtsplazen erëm mëttel- oder kuerzfristeg wäert ofbauen.

Mir hunn dat schonn an der Diskussioun vun der Budgetsdebatt hei virbruecht a mir hunn deemools de Chiffer genannt vun 20.000, zwar ganz virsichtig, well mer net wollte Panik maachen oder eng Stëmmung opbrénge wollten, wou mer virgeworf kritt hätte mir géifen hei wëlle Populismus bedreiwen, well mer géife vun 20.000 Chômeuren hei zu Lëtzebuerg schwätzen. Mir fäerten awer, dass mer Recht wäerte behalen, an datt mer bis Ausgangs des Joers oder Uganks des nächste Joers net wäit dierfe vun deene Chifferen ewech sinn, wann net kuerzfristeg vun der Regierung aus hei reagéiert gëtt.

Sécherlech ass d'Regierung net schold un der allgemenger wirtschaftlecher Kris, déi weltwäit ass. Si ass och duerfir net schold fir den Abroch, deen op der Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg geschitt, mä reagéiert d'Regierung net op anere Punkten, wou se awer responsabel ass, da muss se och d'Responsabilitéit iwwerhuelen iwwert déi Chômeuren, déi hei zu Lëtzebuerg selwer produzéiert ginn duerch eng falsch Politik, déi vun der Regierung esou bedriwwen gëtt.

Mir hunn zum Beispill gesot, datt d'Regierung hätt missen de Courage opbrénge fir beim Statsbudget onbedéngt Aschnëtter ze maache fir d'Konsumkäschte vum Stat am Grëff ze behalen a Prioritéiten an der Investitiounspolitik ze setzen, fir domadder genuch Sputt ze behalen, och als Stat, fir kënnen ze investéieren an domadder d'Handwierk, den Handel, de Bau an d'Mëttelbetriber grad elo an enger Zäit vu wirtschaftlechem Abroch weider ukuerbelen ze kënnen.

De Stat bremst awer. Mir stellen dat haut fest, wann ee mat deene Responsabelen aus praktesch alle gréissere Verwaltungen schwätzt, déi soen, datt se awer scho vun hire Ministeren Uweisung kritt hu fir Projeten ze strecken, Projeten net auszuschreiwen a keng weider gréisser Projete kuerzfristeg an d'Aen ze faassen, wat politesch bis haut nach ëmmer dementéiert gëtt a wou vu Regierungssäit aus nach ëmmer esou gemaach gëtt wéi wann den Investitiounsprogramm bei der Regierung géif esou virulafé wéi en ëmmer geplangt war, wat awer an der Realitéit net méi de Plang ass.

Dann den Impôt commercial bei de Gemengen. Wa mer net kuerzfristeg mam Gemengeverband SYVICOL eng Léisung fannen, fir datt d'Gemengen den Abroch net méi staark spiere wéi de Stat e spiert, da wäert bei de Gemengen e ganz groussen Abroch kommen an den Investitiounen, wat da bei den Ingenieursbüroen, de Bureaux d'études, den Handwerksbetriber an de Baubetriber wäert grouss Schwierigkeete mat sech bréngen an de Chômage massiv an d'Luucht bréngen. Dobäi wieren d'Gemen-

gen déi, déi flächendeckend direkt reagéieren an investéiere kéinten an esou dem Bau eng Relance offréiere kéinten, wéi de Stat se net kann offréieren. Mä wa mer déi Situation hei verpassen, dann ass d'Regierung schold un de Konsequenzen, déi déi Politik dann, wat de Chômage ubelaangt, mat sech bréngt.

D'Mëttelstandspolitik huet sech am Fong am Laf vun de Joren ëmmer limitéiert op Iwwerschrëften an op Ukënnegungen, mä fir reell Problemer ze léisen, wéi de Mëttelstand et a sengen Dokumenter verlaangt huet, dozou huet dës Regierung net de Courage gehat. D'Diversifikatiounspolitik vum Wirtschaftsminister Henri Grethen ass praktesch null gewiescht an deene véier Joer, wou hien elo do Minister ass.

(Interruption)

Aarbechtsplaze si keng geschafeginn. Ech gesinn et ass eng Reaktioun vun der Demokratescher Partei do. Da muss se eis déi beweisen. Ech behaupten haut, datt de Wirtschaftsminister Henri Grethen méi Kiloen zougeholl huet an deene véier Joer, wou hie Minister ass, wéi dass hien Aarbechtsplaze geschafen huet.

(Brouhaha général)

M. le Président. - Här Gibéryen, dat do ass jo awer e bëssen déplacéiert. Esou kann een awer net hei schwätzen.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, et ass awer eng Realitéit.

M. le Président. - Lauschtert emol, mir wäerten awer hei net ufänken unter die Gürtellinie ze goen. Et war awer bis elo nëmmer üblech, dass een e Politiker kritiséiert fir alles dat wat hien an der Politik mécht, awer net dat doten. Wa mer dat doten ufänken, wou komme mir dann hin? Ech muss lech do op d'Plaz setzen an lech soen, dass dat doten net méi virkënt.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, ech zéien dat vis-à-vis vum Här Wirtschaftsminister Henri Grethen zréck,...

M. le Président. - Elo fuert weider mat Ärer Ried.

M. Gast Gibéryen (ADR). - ...mä ech hunn allerdéngs kee Beweis fir et zréckzézéien.

(Interruption)

Här President, d'PISA-Etüd huet kloer bewisen, wou mer drop histeieren an der Formatioun. Dat ass natierlech nëmmer eng Moosnam, déi mëttel- a laangfristeg ka gräifen, mä mir stellen awer fest, dass et och mat de Bildungs-offensive bei der Ukënnegung bliwwen ass, an doduerch dat net de Courage hu fir déi néideg Reformen am Enseignement duerchezéien, wäerte mer och mëttel- a laangfristeg net à même si fir mar aarbechtsmaartorientéiert kënnen eng Formatioun ze maachen.

D'Émschoulung vun de Leit, déi am Chômage sinn, gëtt och net genuch maartorientéiert gemaach. Mir denken zum Beispill drun, datt an dem Horescaberäich an an der Landwirtschaft nach ëmmer grouss Demandé si fir Leit ze kréien aus Net-EU-Staten, obscho mer op der anerer Säit, wéi gesot, 11.000 Leit bis elo bal hunn, déi am Chômage sinn. Hei si mer och der Meenung, datt politesch Courage gefrot ass, fir datt een eben och eng Partie Leit, déi elo vläicht traditionsgeméis net wollten an déi Secteure schaffe goen, awer och dohinner beweegt ka kréien.

Mat weidere Problemer muss mer eis befaasse wéi zum Beispill mat

den Interimgesellschaften, wou praktesch nëmme Frontaliere beschäftegt ginn an dann iwwert dee Wee agefallt ginn. D'Zesummenaarbecht téschent der ADEM an den Interimgesellschaften huet wuel punktuell gesi mat verschiddeenen Interimgesellschaften eppes bruecht, mä generell gesinn huet se net deen Erfolleg bruecht, dee mer eis alleguer deemools dovu versprach haten.

D'Teleaarbecht ass och nach net ënnert der Kontroll vun enger gesetzlecher Basis a mir waarden do nach ëmmer op d'Émsetze vun enger EU-Direktiv.

(Interruption)

Et ass eng an Ausaarbechtung, Här Minister. Da kënt Dir eis dat herno erklären, well ech hunn nëmmer...

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Här Gibéryen, Dir sot esou vill falsch Saachen. Ech muss 40 Minutte schwätzen.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen (ADR). - Dir kritt herno Zäit fir hei ze äntwerthen.

De parallelen Aarbechtsmaart, deen do entsteet, mécht eis vill Gedanken. En huet e ganz grouse finanziellen Impakt op de Stat an d'Gemengen, wou mer awer un de Resultater wäerten zweifelen, wat eng Konkurrenz ass fir d'Handwierk an de Bau. Mir wäerten eis als ADR och duerfir an deenen nächste Méint méi intensiv mat deem Problem befaassen.

Wat d'Failliten ugeet, do hate mer den 30. Januar hei am Parlament eng Interpellatioun, wou eng ganz Rei vu gudden Iddie vun eis presentéiert gi sinn, déi och generell als esou opgeholl gi sinn, mä vun der Regierungssäit ass awer nach keng Reaktioun komm fir do entgéint ze wirken. D'Regierung ass elo amgaange mat de Sozialpartner ze diskutéieren fir eventuell a Betriber, déi wirtschaftlech Problemer hunn, eng Aarbechtszäitverkürzung duerchezéien, déi de Stat da géif iwwer finanziell Ennerstëtzung begleeden. Mir sinn deem géigeniwwer ganz skeptesch, well mer generell géint eng gesetzlech Reglementéierung vun enger 35- oder 36-Stonnewoch sinn. Dat hei kënt awer esou enger ähnelcher gesetzlecher Bestëmmung gläich, well de Stat se souguer nach finanziell ënnerstëtz, subventionéiert. Hei muss een oppasse wat ee mécht.

Mir sinn der Meenung, datt een hei vill Abue maache kann. D'Froen, déi sech stellen iwwert d'Finanzéierung vun esou enger Situation: Fir wat fir eng Betriber kënt dat a Fro? Fir wat fir eng Persounen? A wéi laang kann esou eng Moosnam gräifen? Prinzipiell si mer der Meenung, datt dat doten eng Moosnam ass, déi net de Chômage bekämpft, mä déi éischter de Chômage finanzéiert.

Allgemeng gesot, Här President, si mer der Meenung, datt d'Regierung vill ze vill laang gewaart huet ier se ugefaangen huet ze reagéieren an der Chômagentwicklung einfach entgéint gekuckt gëtt. Mir hunn eng Situation hei am Land, wou mer nach ëmmer menge mir kriterien alles mat Geld geléist. Dat ass awer an der Realitéit net méi esou de Fall. Dës Regierung verwalt éischter de Chômage. Si investéiert an de Chômage an net an d'Aarbecht.

M. le Président. - Den Här Jean-Paul Ripinger freet d'Wuert.

M. Jean-Paul Ripinger (DP). - Här President, am Numm vun eiser Fraktioun muss ech lech soen, dass déi perséinlech Remarken, déi den Här Gibéryen iwwert de Wirtschaftsminister Henri Grethen gemaach huet, de très mauvais goût sinn.

An der politescher Auseinandersetzung si mer der Meenung, dass ee soll de Ball huelen an net de Mann. Duerfir apprécieiere mir och dat wat Dir, Här President, gesot, à l'adresse vum Här Gibéryen, hutt. Dat wat mer besonnesch verwerflech fannen, dat ass dass hien et nach net emol zréckgezunn huet wat hie gesot huet.

(Interruption)

Neen, hien huet et net zréckgezunn.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Nico Loes agedroen. Den Här Loes huet d'Wuert.

M. Nico Loes (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Situatioun um Aarbechtsmaart, bedéngt duerch verschiddeenen interaktiv Elementer, wéi zum Beispill de wirtschaftleche Réckgang um internationalen Niveau, d'Irakris respektiv den Irakkrich oder déi international Restrukturierung am Finanzsektor, ass alles aneschter wéi glänzend.

De Chômage ass an deene leschte Wochen a Méint beträchtlech eropgaangen an huet d'Grenz vun 3% iwwerschratt. Enn Januar louch e bei 3,8%. D'Offer un neien Aarbechtsplazen ass no der ADEM och réckgängig. Et ass domadder ze rechnen, datt d'Zuel vun de Chômeuren an deenen nächste Wochen a Méint nach wäert eropgoen, souguer wann dee wirtschaftlechen Opschwung antriede wäert. Den Aarbechtsmaart passt sech der wirtschaftlecher Lag eréischt nodréiglech un.

Fir déi betraffe Leit ass d'Situatioun um Aarbechtsmaart dramatesch. Mënschlech Schicksaler stinn hantert den Zuelen an de Statistike vun der ADEM oder vum Statec, mä et bréngt weder dese Leit am Speziellen nach dem Aarbechtsmaart am Allgemengen eppes, wann dem Fatalismus Plaz gemaach gëtt a versicht gëtt d'Situatioun um Lëtzebuerg Aarbechtsmaart dramatesch ze interpretéieren. Geziilt Moosnamen och am Kollektivvertragsweise si gefuerdert a keng demagogesch Kläng, déi keen anert Objektiv hu wéi d'Ängsichte vun de Leit eropzebeschwiere. Dobäi kënt, datt eng dramatesch Interpretatioun net der Realitéit Rechnung dréit.

De Chômage bleift e strukturell bedingte Chômage, esou wéi mir e schonns virun enger Rei vu Jore kann hunn. De Chômage ass net nëmmer eng Fro vu wirtschaftlechem Opschwung an hänt net nëmmer dovunner of, ob genuch Aarbechtsplaze geschafeginn oder net. Et ass gréisstendeels eng Fro vun der Qualifikatioun, och wa mir haut méi Leit am Chômage ëremfanne wéi fréier mat enger mëttler oder héijer Qualifikatioun.

Parallell zu der Erhéijung vun der Aarbechtslosegkeet am Allgemengen besteet a verschidde Secteuren en akute Mangel un Personal, wéi zum Beispill am Gesondheitswesen. Et feelen hei Infirmiären, Aides soignantes, Dokter an esou weider. Den Horesca-Sektor ass e weidere Sektor, wou qualifizéiert Personal feelt.

Moosnamen, déi an der Vergaangenheet getraff gi sinn, wéi d'Reform vun der ADEM oder d'99er PAN-Gesetz, spillen eng ganz wichteg Roll an der Bekämpfung vum Chômage. Dës Moosname beweisen ausserdeem, datt de Problem vum Chômage ni vergiess an och vun deser Regierung net op déi liicht Schëller geholl ginn ass. Déi successive Reforme vun der ADEM, déi op eng individualiséiert Prise en charge vum Chômeur setzen, a virun allem d'PAN-Gesetz mat senger diverse Beschäftigungsmoosnamen, wéi zum Beispill dem Stage de réinsertion oder verschiddeenen informell Formatiounen, erlaben et dem Chômeur sech déi Qualifikatioun unzeleeën, déi och um Aarbechtsmaart gefrot ass.

Dës Moosnamen hunn an der Vergaangenheet den Aarbechtsmaart positiv beaflosst. Ech erënneren drun, datt Uganks vun den 90er Joren de Chômage trotz enger Beschäftigungsentwécklung vun 3 bis 4% am Joer awer relativ héich louch. Hien huet eréischt an der zweeter Halschent vum leschte Jorzéngt ofgehol, no der Reform vun der ADEM an no der Ëmsetzung vum PAN-Gesetz.

Dëst Gesetz a seng Beschäftigungsmoosnamen hu méi wéi jee hir Daseinsberechtigung. Ech denken, datt och do dës Strukturen nach méi effizient mussen agesat ginn. De Minister Biltgen huet sech an de leschte Wochen a Méint mat de Sozialpartner getraff an iwwert d'Revisioun, eng eventuell Upassung oder eng Verbesserung vum PAN-Gesetz geschwat. Den Avant-projet vun der Revisioun gétt Enn Abréill an der PAN-Kommissioun virgestallt. Ech si sécher, datt déi Virschléi, déi gemaach wäerte ginn, gutt sinn an eis et erlabe wäerten dës nei schwierig Zäit ouni en ze vill grouse Schued ze iwwerbrécken.

Nach e Wuert zu der Situatioun um Finanzsecteur. D'Stagnatioun am Finanzsecteur mat réckleefegen Tendenzen, wat d'Beschäftigung ugeet, gétt ze bedenken. Déi massiv Entloossungen, déi vun e puer Banke fir dës Joer ugekënnegt goufen, sinn nach net agetrueden, am Géigendeel zu deem wat an eisen Nopeschlänner virun allem an Däitschland de Fall ass. Et ass ze hoffen, datt den Abroch, dee sech momentan op der Finanzplaz deet, a Grenze gehale ka ginn.

Ech wëllt just bemierken, datt d'Antwort op dës Stagnatioun net eng massiv Entloossung ka sinn. Verschidde Wirtschaftsexpäre warnen ausserdem virun engem massive Personalofbau a baséiere sech op d'Beispill vun den USA, wou dee sougenannten Downsizing net déi gewënscht Effekter huet. Dat wat d'Betriber u Personalakäschte spueren, wa se Leit mat niddregen oder mëttlere Qualifikatiounen entloossen, gétt erëm verlore bei der Ausbildung vun neiem Personal a Management. Verschidde Banken hunn dat och erkannt a setze verstärkt op d'Formatioun vun hirem Personal.

Et ass an deem Kontext ze hoffen, datt d'Banken am Allgemenge wäitsiichteg an net kuerzsiichteg denken. Et geet schlussendlech och em hiert Iwwerliewen. Ech ginn elo net op all déi Chifferen an, vu datt meng Zäit och bal eriwuer ass, déi den Här Gibéryen virdu genant huet, an an de Raum gesat huet. Ech denken, datt den Här Minister dorop ageet.

D'Situatioun um Aarbechtsmaart beweist datt jidderee gefuerdert ass, d'Politik, mä och d'Patronen an d'Salariéen, déi bereet si mussen sech ëmmer erëm weider a Fro ze stelle wat hir Formatioun an och d'Forderung vum dem Aarbechtsmaart an hirer Situatioun ubelaangt. Duerfir geet et net hei drëm fir Polemik ze maachen, mä et geet drëm, datt mer zesummen an eng Richtung ginn, fir dese Chômage erëm an de Griff ze kréien.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Den Här Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux (LSAP).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir maachen de Moien hei en erschreckende Constat, an zwar dee vun engem Chômage, deen an deene leschten dräianhaleft bis véier Joer ëm 42% an d'Luucht gaangen ass, der Tatsaach, dass déi offe Plazen op engem Rekorddiefstand sinn an och der Tatsaach am europäesche Raum, mat deem mer eis jo während Joren esou gäre verglach hunn, vun dem héchste relativen

Ustieg vun der Aarbechtslosegkeet vun alle 15 Länner an der EU.

Mir erliewen och hei - an dat hu mer an der Kommissioun an deene leschte Woche kënnen diskutéieren - mat der ADEM e bëssen deeswechte Pilotage à vue wéi mer e bei den öffentleche Finanzen d'lescht Joer am Hierscht an am spéiden Hierscht erlieft hunn, mat der akuter Gefor dass d'ADEM nëmme méi an der Lag ass ze enregistrieren awer net méi ze agéieren. Wann een an der Kommissioun héieren huet, dass haut e Placeur bis zu 450 Dossieren, also 450 betraffe Persounen soll betreffen, wa mer héieren hunn, dass mer haut Waardezäiten hu vun annerhallwer Stonn bis een iwwerhaapt ka mat sengem Problem zougehooss ginn, wa mer déi schleefend Ëmsetzung, ënner anerem wat de Suivi personnalisé vun de Chômeuren ugeet, erlieft hunn, da kann ee sech déi Fro stellen.

Eis sinn an der LSAP déi international Aflëss vun der konjunktureller Entwécklung op d'Chômage situation bewosst, awer keen heibanen, mengen ech, ënnerschätzt d'Tatsaach an d'Dimensioun vun enger eegestänneger nationaler Standort-, Wirtschafts-, Mëttelstands- oder Aarbechtsmaartpolitik. Et gétt national Hausaufgaben ze maachen an déi goufen - dat ass eis Iwwerzeugung - an deene leschte véier Joer nëmme ongenügend bis mangelhaft gemaach.

Als positivst Element gesi mer haut nach ëmmer d'Verbessere vum fiskalen Ëmfeld am Wirtschaftsraum, de Message Enn des Jores d'Investitiionsquot vun der öffentlecher Hand héich ze halen, un. An der Infrastrukturpolitik gesi mer awer zum Beispill vill Étuden am Bildungsberäich, Pierre angulaire vun all Qualifizierungsoffensiv, déi mer bräichten, vill Ukënnegungen awer wéineg konkret Realisatiounen.

Besonnench awer an zwee grouse Felder mécht sech d'LSAP-Fraktioun grouss Suergen. Dat éischt ass dat vun der Revisioun vum PAN-Gesetz, déi no véier Joer Erfahrung elo virun der Dier steet. Deen enkgezogenen Zäitraffer an deem dës Revisioun soll iwwert d'Bühn goen huet eis scho viru Woche skeptesch gemaach. Mir sinn amgaange bestéigt ze ginn, dës Revisioun schéngt mangels konkrete Virschléi säitens der Regierung zum Non-événement ze ginn. Haut gétt elo gesot mir bräichten nach méi Erfahrungen an de Betriber wéi déi, déi mer an deene leschte véier Joer scho gemaach hunn. Der Berg gebar eine Maus, sinn Eenzelner schon amgaangen ze mengen.

Doniewent schéngt et jo esou ze sinn, dass d'Méfiance règne, wann een déi gernescht Reaktiounen vun de Sozialpartner op d'Virpêche vum Statsminister an der Fro vun der Aarbechtszäitverkierzung an dem Virschlag, deen hien do eraus posaunt huet, deutet. Mir wëssen, dass et hei dem Statsminister, dee jo bekannt ass als grouse Politiktaktiker, virun allem drëm geet, fir all déi Fuerderungen, déi sech zu Aarbechtszäitverkierzung stellen, ze ënnerlafan an ze ënnerhillegen. Net onbedéngt inhaltlech, mä méi taktesch.

Mir kenne keen Text zu deem Virschlag, deen do gemaach ginn ass. Dat ass richtig. Bedenklech ass et awer wann d'Press hei éischer gefiddert gétt wéi d'Chamber, där Texter an och Informatiounen virenthale ginn.

De Virschlag dee gemaach gétt, Aarbechtszäitverkierzung bei eventuellen Entloossunge finanziell vun der öffentlecher Hand ze ënnerstëtzen, ass wäit ewech vun deene Fuerderungen, déi vun de Gewerkschaften am Rahme vun den Tripartite-Diskussiounen gemaach ginn: Kadergesetz, 35-Stonnewoch, Proposition de loi Krecké-Lux zu der Aarbechtszäitverkierzung oder och vum Kolleeg Fränz Bausch, oder d'Verallgeme-

gerung, wéi se vun de Gewerkschafte verlaangt gétt, vun enger sechster Urlaubswoch. Si stellt keen Antrëtt an d'Aarbechtszäitverkierzung am legale Kader duer, well schon am Artikel 43, dee mer haut hunn, d'Méiglechkeet vun Aarbechtszäitverkierzung verbounne mat Aidë schon ass - leider een Artikel dee bis haut Lettre morte bliwwen ass -, ass awer grondsätzlech, an dat ass vun engem Gewerkschaftsvertrieder och kloer gesot ginn, haut schon iwwer Kollektivvertrag méiglech an ass also an eisen Aen e ganz klénge Schrëtt, éischer en defensiven, anere géife soen e Gadget, mä wäert wuel, an dat kann een haut scho behaupten, e Mort né bleiwe wéi den Artikel 43 opgrond vun engem kloeren „Njet“ vum Patronat.

Eng zweet Remarque zu engem anere grondsätzlechen Dossier, deem vun der Wirtschaftspolitik. Ech hunn d'leschte Kéier de Wirtschaftsminister an Zesummenhang mat der Diskussioun iwwert de Mindestlohn hei a Schutz geholl, muss allerdéngs de moie regretéieren, Här Ripinger, dass déi zweete Kéier wou mer a kuerzer Zäit hei iwwert d'Problemer vum Chômage a vum Emploi schwätzen, leider de Wirtschaftsminister, dee vläicht seng Grënn huet, de moien hei net derbäi ass fir déi Debatte ze verfollegen an och eventuell kënnen dran anzegräifen.

Déi Suergen, déi mer eis do maachen, dépasséieren all Parteikongress, a mir wäerte spëtstens beim Etat de la Nation nach eng Kéier verstärkt bilanzéieren. Mir sti mat eise Kritiken net eleng. Wann d'Chambre des Métiers déi total Absence vun enger Politik vun Ofbau vun der Bürokratie am Wirtschaftsraum constatéiert, ass et dann erlaabt sech doriwuer Suergen ze maachen?

Wann den Här Grethen op der Wirtschaftsfoire a senger Ried selwer den Avenu mécht, dass e sech, ugesichts enger gudder Aarbechtsmaartsituatioun, éischer em d'Capacité endogène, also déi intern Kapassitéite gekëmmert huet, ass et dann erlaabt ze froen, ob dat richtig war oder net vläicht e politesche Feeler?

Wann d'FEDIL an engem Editorial seet, dass Lëtzebuerg opgehale huet e Land ze si wou et kuerz onbürokratesch Entscheedungen am Wirtschaftsraum gétt, ass et dann erlaabt nach eng Kéier no ze froen, ob dat gutt ass?

Wann d'Chambre des Métiers schlussendlech feststellt, dass bei der Ëmsetzung vum Plan d'action vum Joer 1999 de gréissten Deel vun de Moosnamen haut nach ëmmer Makulatur bliwwen ass, ass et dann erlaabt fir Skepsis hei ze äusseren?

A wann een dann héiert, dass den Här Grethen op all déi Kriticken do seet, mir géifen als LSAP eis Trickkëscht benotzen, da muss ech allerdéngs soen, ausser dass dat keng déifgrënneg Antwort ass op déi berechtigt Froen do, ee sech allerdéngs muss froen, wann een de Bilan vun der Diversifizierungspolitik vum Joer 2002 kuckt, esou wéi e vum Wirtschaftsminister virun enger Woch virguleucht ginn ass, wien dann d'Trickkëscht hei benotzt.

Ech hunn dee Bilan analyséiert a stelle fest, dass dat awer dann Trickkëscht au carré ass, wann ee feststellt dass dee gréisste Projet, dee gréissten esouwuel am Volume vun Invest wéi Erschafung vun Aarbechtsplazen, deen an deem Bilan steet, d'Mëttelstrooss vun ARBED-Belval ass. D'Mëttelstrooss vun ARBED-Belval als e Resultat vum Bilan vun der Wirtschaftspolitik vum Wirtschaftsminister Grethen dohinner ze stelle wat eng Décisioun ass, déi am Joer 1996 am Rahme

vun der Tripartite an an der Décisioun vun der Optioun um „tout électrique“ geholl ginn ass, ass effektiv Trickkëscht au carré, souguer scho bal e staarkt Stéck. A wann ee gläichzäitig gesäit dass hei 628 nei Aarbechtsplazen ugekënnegt ginn - mir hu se alleguer eenzel duerchgeholl - a vun deenen 628 der am Moment reell 109 Realitéit sinn, dat ass Trickkëscht, muss een dem Här Grethen soen, a weist dass nach laang net alles Gold ass wat glänzt.

Mir wëssen als LSAP déi international Turbulenzen am Zesummenhang mat der Chômageentwicklung, der Wirtschaftsentwécklung op eist Land richtig ze deiten. Mir wëssen awer och, well mer laang Verantwortung an deem Beräich haten, an ech mengen, dass et eng erfollegräich Verantwortung war, em déi national Efforten. Déi waren a ville Gebidder an deene leschte véier Joer mangelhaft.

Merci.

Des voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

M. Niki Bettendorf (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass och bei eis zu Lëtzebuerg esou dass de Chômage klëmmt, an dat an engem Mooss dass d'Politik gefuerdert ass an deem muss entgéint steieren. Nach ëmmer gi bei eis déi meeschten oppe Plaze vu Frontaliere besat, well an eise Land ëmmer méi Leit wunnen, déi net déi noutwendeg Qualifikatioun hunn, fir déi ugebuete Plazen ze besetzen. Dofir ass et besonnench wichteg, datt mer an d'Weiterbildung an an d'geziilt Emschouung investéieren. Hei géllt et och d'Betriber an hire Beméiungen ze ënnerstëtzen.

Duerch déi Moosnamen, déi dës Regierung zum Beispill op fiskaleschem Plang geholl huet, bleift Lëtzebuerg attraktiv fir Betriber, déi sech wëlle bei eis nidderloossen. Dat beweisen déi ganz gutt Resultater, déi de Wirtschaftsminister Henri Grethen mat senger Diversifikationspolitik opzeweisen huet. Eng 30 nei Betriber hu sech säit dem Joer 2000 bei eis niddergelooss, a wat a mengen Ae genau esou wichteg ass, dat ass dass eng ganz Rei usäseg Firme konnten dervun iwwerzeegt gi fir och zu Lëtzebuerg ze bleiwen an net a Länner ofzewandern, wou se fir si méi en ekonomesch favorabelt Ëmwelt virfonnt hätten. Loosse mer ons näischt virmaachen, d'Succursale vu multinationale Firme bleiwen net wéinst eise schéine Gesichter hei zu Lëtzebuerg. Wa si bei ons zu Lëtzebuerg keng Benefisser méi maachen, da verlosse si onst Land.

Mir als Demokratesch Partei, Här President, mer verstinn och alleguerten déi, déi vun Aarbechtsdeele schwätzen. Jidderee muss d'Chance hunn eng Aarbechtsplaz ze fannen a se ze behalen. D'Recht op Aarbecht ass fir mech e Mënschrecht. Dës Iddi muss mer awer och weiderdenken an ons Froe stellen, wat geschitt wa mer manner Stonne schaffen, méi Congésdeeg afuerderen, an dat alles zum gläichen a wa méiglech nach zu engem bessere méi héije Lohn.

Ech hunn et scho gesot, et sinn d'Betriber déi d'Plazen ubidden. Si sinn et, déi de Kuch baken, deen d'Politik dann duerno grousszueg verdeelt. Wa mer awer de Betriber d'Waasser ofgruemen, da gétt kee Kuch méi gebaak, héchstens nach kleng Bréidercher, an da gétt et och net méi vill fir d'Politik ze verdeelen.

Zënter dass dës Regierung besteet, ass ouni Zweifel et nach méi attraktiv gi fir zu Lëtzebuerg a vu Lëtzebuerg aus Business ze bedriewen. Et goufe Mesuré geholl, esouwuel op fiskaleschem wéi och op finanziellem Plang, fir d'Betriber

ze encouragéieren hir Aktivitéiten auszubauen. Déi rezent Steuerreform, ech hu schon dervu geschwat, huet wesentlech derzou bäigedroen, ons Betriber fit ze maache fir méi kompetitiv ze sinn, mä och d'Ënnerstützungspolitik vum Stat duerch beispillsweis d'SNCI.

E Beweis fir d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg sinn och d'Resultater vun der Diversifikationspolitik, déi konsequent weidergedriwwen ginn ass, andeems stänneg Kontakter mat auslännesche Firmen uechert d'Welt geknappt gi sinn. Dorobber ass ganz vill Suerg verwennt ginn, fir dass och déi bestehend Entreprises zu Lëtzebuerg bleiwen.

D'Recherche an den Développemen hei zu Lëtzebuerg ginn encouragéiert wéi och den Esprit d'entreprise, wat an engem grouse Mooss derzou bäidréit, dass déi néideg Strukture kënnen geschafte ginn an deenen d'Betriber och kënnen grouss ginn.

Déi Diversifikatioun huet ons säit 1999 nei Aarbechtsplazen an iwwert 30 nei Betriber op Lëtzebuerg bruecht, déi hei vill investéiert hunn, Här Gibéryen. D'lescht Joer beispillsweis haten déi nei Projeten en Investitiionsvolumen vu bal 242 Milliounen Euro. E Rekord ass dat. Et kann also kee behaupten, dass näischt an der Diversifikatioun gemaach gi wier. Och net, Här President, den Här Gibéryen. Entweder kennt en net ganz vill vun der Wirtschaft, oder e mengt et einfach schlecht, esou wéi mer dat vum ADR jo schon zënter Jore gewinnt sinn.

(Interruptions)

Et läit op der Hand, dass dës ee vun de Schlüsselen ass fir géint de Chômage kënnen virzegoen. Elo ass et awer och esou, dass vill vun deene Plazen, déi nei geschafte gi sinn, vu Leit aus dem noen Ausland, an ech hunn et scho gesot, vu Frontalieren also, besat gi sinn.

Et ka kee mer soen, dass Frontalieren zum Beispill agestallt ginn, well se méi bëlleg wäeren, well si ginn an der Regel hei zu Lëtzebuerg och no de Lëtzebuerger Salairesstrukture bezuelt. Ech mengen éischer, datt vill vun hinnen eng Qualifikatioun hunn, mat deene si schonns a Compétitioun mat de Lëtzebuerger kënnen trieden; ausser vläicht um sproochleche Plang.

Wa mir et fäerdeg bréngen den Demandeurs d'emploi, déi hei am Land liewen, déi néideg Formatioun ze ginn oder hinnen eng Emschouung ze erméiglechen, fir hir Chancé méi grouss ze maachen, fir datt se an den Aarbechtsmaart kënnen erakommen, wäerte mer do e grouse Schrëtt weider kommen.

Natierlech mussen déi Coursen am Aklang mat de Besoiné vun den Entreprises ausgebaut ginn an ech begrëissen déi Initiativen, déi am Abléck schonns an deem Sënn lafen.

Här President, d'Zukunft vun eise Land läit an der Zukunft vun eise Betriber, de Groussen-, mä virun allem och de Klengen- a Mëttelbetriber. Si si bei eis de Garant vun Dausenden an Dausende vun Aarbechtsplazen; déi däerfe mer net llichtfankeg op d'Spill setzen.

Mir als Demokratesch Partei, wäerte mat eiser ganzer Kraaft an Energie fir eng gesond Wirtschaft plädéieren an eis dofir asetzen, fir datt et sech och an der Zukunft nach lount zu Lëtzebuerg e Geschäft opzemaachen oder eng Firma oder e Betrib ze grënnen.

Dat ass de richtige Wee. Wa mer all zesummen dese Wee ginn, da brauch et eis net baang ze sinn, dass an der Zukunft fir all Leit, déi sech zu Lëtzebuerg niddergelooss hunn an déi wëlle schaffe goen, och eng Aarbechtsplaz zur Verfügung wäert stoen. Nëmme da kënnen mer hinnen e Recht op Aarbecht garantéieren. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Chômage zu Lëtzebuerg, dee klëmmt, dat ass elo schonn e puermol gesot ginn, mä wat fir mech am meeschten alarmant ass, dat ass festzestellen wat fir eng Form vu Chômage zu Lëtzebuerg klëmmt. Mir hunn an deene leschte Joren, ech géng soe vun 1995 bis 2002, ëmmer eng Situatioun zu Lëtzebuerg gehat mat engem Chômage dee sech tëschent 2 an 3,5% beweegt huet. Mä eis grouss Chance war ëmmer déi, dass mer eigentlech hei zu Lëtzebuerg virun allem e strukturelle Chômage, a kee konjunkturelle Chômage kannt hunn.

Ech erkläre mech. E strukturelle Chômage, wat heescht dat? Dat heescht, dat ass e Chômage, deen op gewësse Schwächen an eiser ekonomescher Struktur zréckzuführen ass, virun allem awer op Schwächen beim Faktor Aarbecht an eiser Economie. Dat bedéngt haaptsächlech datt mer eng Situatioun kréien, datt hei zu Lëtzebuerg, géif ech gäre soen, de Gros vun deene Chômeuren, déi mer an deene Joren haten, der waren, déi duerch verschiddearten Ëmstänn sougenannte schwéierplazéierbar Chômeure waren, an dat bedeit awer och datt mer an d'erselwechter Period, vun 1995 bis 2001-2002 kann ee soen, kaum Leit haten déi, wa se eng gutt Qualifikatioun haten, eng Plaz net relativ séier konnte fannen.

Konjunkturelle Chômage, deen entsteet, wéi d'Wuert et seet, wann d'Konjunktur méi schlecht dréit, wann de Wuesstum méi lues dréit, wann de Wuesstum no ënne weist. A wat besonnesch hei zu Lëtzebuerg bei de Chômagezuelen an deene leschte Méint opfällt, dat ass datt duerch de Fait, datt mer ëmmer méi e konjunkturelle Chômage kréien, bedéngt natierlech zu engem groussen Deel och duerch déi international schlecht Konjunktur an där mer eis befannen, den akademesche Chômage dramatesch ufänkt hei zu Lëtzebuerg ze klammern.

An ech wëll dem Här Bettendorf och soen, datt e mat dem Schluss vu senger Analys komplett derniewent läit, wann e mengt datt dat an iergendengem Sënn eppes mat Frontalieren oder Net-Frontalieren oder schlecht ausgebildete Leit ze sinn hätt. Dat doten huet ausschliesslech mat der Situatioun ze dinn, datt et effektiv a verschidde Secteuren zu engem groussen Abroch kënnt, datt a verschidde Secteuren, zum Beispill der Dëngschleeschtung am Bankesector, an deene leschte Méint, an deem leschte Joer, géif ech soen, e massiven Astellungsstop entstanen ass an datt et elo am Enn souguer éischter d'Tendenz huet net nëmmen en Astellungsstop ze kréien, mä datt souguer carrément Dausenden Aarbechtsplaz wäerten ofgebaut ginn, virun allem am Bankesector.

Dat heescht mir hunn eng Situatioun, déi doduerjer besonnesch alarmant gétt, well se natierlech elo - an dat ënnerscheet d'Situatioun wesentlech vun de 90er Joren -, besonnesch haart ufänkt déi Leit ze treffen, déi och hei zu Lëtzebuerg wunnen a schaffen, an och déi déi hei zu Lëtzebuerg d'Wahlrecht hunn; dat muss een och emol eng Kéier sou daitlech soen.

An deene leschte Joren ass dat eis an deem Mooss och net sou opgefällt, well et hei entweder Leit waren déi, well se d'Wahlrecht net haten, keng politesch Rechter haten, manner zum Virschäi komm sinn oder souguer Frontaliere waren, an doduerjer, wa se an de Chômage komm sinn, an hir Länner zréck gaange sinn.

Mir hunn also duerch dee konjunkturelle Réckgang, deen natierlech en internationale Phenomeen ass, deen net d'Schuld ass vun dëser Regierung, e Réckgang vun eisem Wuesstum, deen natierlech och international Ursachen huet, mä - an dat muss een awer betounen - deen zu Lëtzebuerg an engem Ausmooss zréckgaangen ass wéi a kengem anere Land vun der Europäescher Unioun. Lëtzebuerg huet et fäerdeg bruecht bannent zwee Joer vun Beschten aus der Klass zum Leschten aus der Klass ze ginn, an dat ass e Fait, an dat ass och ee vun de wesentleche Grënn, firwat datt de Chômage, virun allem dee geféierleche konjunkturelle Chômage, ufänkt ze klammern.

Mir si vum Joer 2000 vun engem Wuesstum vun 8,9% vum PIB an d'Joer 2002, dat heescht bannent zwee Joer, op 0,5% gefall, dat heescht mir haten e Réckgang vun 8,4% vun eisem Wuesstum vum PIB bannent zwee Joer. An och wann ee weess, dass natierlech 8,9% en absolut exzeptionell Joer ass, da muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi et dozou konnt kommen, datt zu Lëtzebuerg bannent sou kuerzer Zäit sou en dramateschen Abroch komm ass. Et geet menger Meinung no net eleng duer, datt een dat mat der Dominanz vum Finanzsector erkläert, mat deem Monolithismus dee mer do hunn a mat deem deementsprechenden Abroch vun der Konjunkturlag an deem Sector, an deementsprechend och natierlech dem Impact op d'Lëtzebuurger Economie.

An elo schonn 2003, dat muss ee soen, kann ee sech kaum virstellen, datt de Wuesstum vum PIB iwwer 1% wäert erausgoen. Sou wéi et de Moment ausgesäit, a wann den Irakkrich, an deem mer eis de Moment befannen, nach eng länger Zäit unhält, an alles deit dorober hin, da gétt de Risiko - an dat muss ee mat aller Daitlechkeit hei betounen - vun enger Rezessioun an der Europäescher Unioun ganz reell.

Wann een an enger konjunktureller Kris ass, a mir befannen eis no an no an esou enger, da gétt et e puer Méiglechkeeten, fir där entgéint ze wierken.

Dat éischt ass: Et kann ee versichen de Konsum ze steigern, dat heescht d'Demande intérieure ze steigern. Ech wëll awer direkt dobäi soen, datt dat bei engem Land wéi Lëtzebuerg, mat sou engem klengen Marché intérieur, kaum e Sënn mécht, an et ass och dat de Grond firwat datt déi Gréng bei der Steuerreform 2000 dat iwwerdrüwend Erofsetze vum Spätzesteuersaz, zum Beispill op 38% - Recordniveau entre-temps an Europa - extrem contestéiert huet, well mer gesot hunn, dat bréngt eiser Konjunktur relativ wéineg, par contre hält et dem Stat wierklech massiv Steiergelder ewech, déi mer herno brauchen wann et méi enk gétt.

Eng zweet Measure déi ee kann huelen, dat ass datt een e staatlechen Investitiounsprogramm decidéiert, dat heescht héich Investitioun vum Stat - nach méi héijer wéi a gudden Zäiten - decidéiert, fir deementsprechend de Betriber Opdrag ze ginn a se um Lafen ze halen. Dat bedeit awer alldéngs, datt d'Finanze vum Stat extrem gutt a gesond mussen sinn, an och do stelle mer fest datt duerch déi oniwierluechte Steuerreform vun 2000 just de Contraire ageetratt ass an datt mer elo ufänken héich Investissementer an der Zäit ze strecken, wat net nëmmen eng Konsequenz huet fir d'Projeten an och fir d'Gesamteconomie op deem Niveau, mä wat och natierlech eng Konsequenz huet fir Klengen a Mëttelbetriber hei am Land, a virun allem am Baubereich wäert dat sech auswierken, well doduerjer an Zukunft manner Moyenen do sinn an déi Projekte bis an d'Zäit solle gestreckt ginn.

Eng drëtt Méiglechkeet, dat ass datt een iwwert de Steiersystem verschidde Mesuren trëfft. A mir sinn der Iwwerzeugung, datt déi Steuerreform 2000 eben net am Hannergrond vun enger Krisensituatioun gemaach ginn ass, mä am Hannergrond vun Iwwerfluss, an deementsprechend haaptsächlech vill verdeelt ginn ass a keng geziilte Strategie war, fir d'Economie ze stäipen, an datt een, wann een do net de ganze Spillraum verballert hätt, elo d'Chance hätt, fir eng ganz geziilte Steuerreform ze maachen, déi virun allem méi spezifesch deene Secteure zegutt kéim, déi mer zu Lëtzebuerg och hunn, respektiv déi mer wëllen an Zukunft unzéien.

E véierte Punkt, dat wär eng Diversifizierungsstrategie vun eiser Economie, déi den Numm verdéngt. Et gétt zwar vill dovou geschwat, mä eng richtig Strategie ass eiser Meinung no net ze erkennen.

Déi Gréng sinn der Iwwerzeugung, Här President, datt vun 1995 bis 2000 d'Wuesstumseuphorie, an där d'Land sech befont huet, gemaach huet, datt mer eis net méi konnte virstellen oder zumindest déi Parteien, déi an der Majoritéit sinn an an der Regierung, sech net méi konnte virstellen, datt mer eng Kéier an d'Situatioun géinge kommen, datt mer e konjunkturelle Chômage zu Lëtzebuerg kënnte kréien. En ass vill méi séier age-traff, wéi een dat hätt kënnte mengen.

Mir hunn dës Joren, eis gutt finanziell Ausgangsbasis zum Deel awer verspillt fir kënnen ze reagieren, a wann déi international Kris an där mer eis befannen nach länger unhält, da geet et mat Sécherheet an deenen nächste Jore mat klengem Gepléischters oder verschidde sporadesch Mesuren oder och souguer engem Package vu Mesuren, déi awer éischter e Plooschtercharakter hunn, wéi déi zum Beispill déi och am Kader vum PAN-Gesetz virun e puer Joer decidéiert gi sinn, sécherlech net méi duer, da muss ee ganz aner Weeër goen, ganz aner Strategien entwerfen an eng nohalteg a kohärent Strategie entwerfen, fir aus deem konjunkturelle Chômage do eraus ze kommen, fir deen ze behiemen.

Här President, déi Gréng sinn der Iwwerzeugung, dass dës Schéiwiederregierung vun der CSV an der DP, déi 1999 bei blendendem Sonnenschäin ugetrueden ass, mat volle Statskeesen d'Geschäfte iwwerholl huet, zolidd iwwerrascht ginn ass vun där heite Situatioun an eigentlech vill ze vill laang gebraucht huet ier se sech aus där Schéiwiederstrategie, an där se sech befont huet, befreit kritt huet. Mir denken, dass dës Regierung net à même wäert si bis 2004 eng géeegeent Strategie zur Bekämpfung vun där doer Situatioun un den Dag ze leeën. Duerfir hoffe mer, datt et fäerdeg bruecht gétt 2004 ebe genau dës Regierung ofziewielen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als leschte Riedner huet elo den Här Aarbechtsminister François Biltgen d'Wuert.

4. Dépôt d'un projet de loi

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll emol fir d'éischt dovunner profitieren, dass ech op der Bühn stinn, fir e Projet de loi ze déposieren, dee bei de Chambres professionnelles bei den Institutions de sécurité sociale dat passivt Wahlrecht op 18 Joer erofsetzt.

- *Projet de loi 5114 portant modification*

a) *de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective;*

b) *de la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel;*

c) *de la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes;*

d) *du code des assurances sociales.*

M. le Président.- D'Chamber hält Akt vun dem Dépôt vun engem Projet de loi durch den Här Minister François Biltgen. De Projet gétt weidergeleet un de Conseil d'Etat an un déi zoustänneg Kommissioun.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet du développement alarmant du chômage au Luxembourg (suite)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, ech si ganz frou dass mer hei an der Chamber iwwert de Chômage diskutieren a mir wäerten och deemächst iwwert d'PAN-Gesetz diskutieren.

Ech wäert mech hei net hannert Zuele verschancen, well och an der Zäit wou keen hei interesséiert war doriwwer ze schwätzen, wéi mer 2,7% Chômage haten, wat jiddfereer vun den Observateuren als Chômage incompressible durgestallt huet - ech kommen nach eng Kéier dorop zréck -, och dunn hunn ech gesot, dass ech net déi 2,7% kucken, mä dass ech déi 5.000 Leit kucke géif vun deenen der ganz vill, net all, mä ganz vill wierklech eng Schaff sichen a keng fannen a se frou wäeren, wa se eng Schaff fanne géingen. Duerfir wäert ech och elo net nëmmen hei Zuelen nennen, fir lech ze soen datt mer nach wie vor d'Nummer 1 an Europa sinn.

Émsou méi maache mir déi 7.500 Leit, déi mer elo hunn, wa mer déi an de Mesur mat dobäi huelen, Surgen. Mir sinn alles amgaangen ze maachen, wéi virun, fir ze kucken esou vill wéi méiglech vun deene Leit op eng Schaff ze kréien. Ech wëll dann awer, well hei vill mat Zuelen operéiert gétt, och mat Zuelen operieren.

Wann Der haut d'Tageblatt liest, da fannt der Saiten néng: „Luxemburg Klassenerster, Spanien Klassenletzte“ iwwert d'Aarbechtslosigkeit an der EU. Mir hunn nach ëmmer déi niddregst Aarbechtslosigkeit. Richtig ass, dass mer am héchste gespronge sinn, mä, Här Lux, wie vun niddreg kënnt, wie vun déif kënnt, dee spréngt héich. Wa mäi Kolleg, den Här Schaack, lech zu Recht seet, dass mer am eGovernment an dëser Regierungsperiod de gréisste Virsprong gemaach hu vun alle Länner, da sot Dir: „Jo, mä Dir sidd nach ëmmer déi Lescht an Europa.“ Da wann ech glift, Här Lux, da gesidd och, dass mer hei nach ëmmer déi éischt an Europa sinn, an dass een awer elo net a Panik sollt verfallen.

De Fait ass, dass och nach haut zu Lëtzebuerg Aarbechtsplaz geschafe ginn, net méi an deemselwechte Mooss wéi an de Boomjoren, mä nach haut ginn Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg geschafen. An dann, Dir Dammen an Dir Hären, wann Aarbechtsplaz geschafe ginn zu Lëtzebuerg, da muss ee jo awer och drun denke wuerfir Aarbechtsplaz geschafe ginn. Et ginn Aarbechtsplaz geschafen, well eis Lëtzebuurger sukzessiv Regierungen eng gutt Standardpolitik gemaach hu mat der Steuerpolitik a mat der Soziallaaschtpolitik. Duerfir hu mer vill

Aarbechtsplaz hei zu Lëtzebuerg.

Mir hu souguer, well mer esou eng favorabel Steuer- a Soziallaaschtpolitik hunn, zum Deel fiktiv Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg, géint déi mer elo virgoe wëllen, esou wäit dat europäescht Recht eis dat erlaabt, an dat wäert och an der nächster Tripartite zur Sprooch kommen.

Dës Regierung huet grad wéi hir Virgängerregierung eng Politik gemaach, fir dass Aarbechtsplaz hei am Land geschafe ginn. Och an Zukunft ginn Aarbechtsplaz hei geschaf. Och wa verschidde Secteuren da verschwannen, esou entstinn Aarbechtsplaz an aneren. Et entstinn zum Beispill nach wie vor Aarbechtsplaz am Horesca-Sector. Och am Handwierk gétt et nach laang net onbedéngt en Ofbau, au contraire. Et besteet vläicht eng gewësse Stagnatioun. Et gétt Ofbau bedriwwen op deene Plaz, wou an deene leschte fënnef Joer vill Leit agestallt goufen, an dem Beräich vu Banken a Finanzen an am Beräich vun de Services aux entreprises, mä an allen anere Beräicher gétt agestallt.

Da seet den Här Gibéryen, dass mir am Budget déck Aschneidungen hätte maache misse. Här Gibéryen, wa mer dat gemaach hätten, dann hätte mer de Konsum zu Lëtzebuerg a Fro gestallt, an de Konsum hëlleft zum Beispill dem Commerce, hëlleft der Horesca an hëlleft och nach anere Secteuren.

(Brouhaha général)

Dës Regierung huet eng Politik gemaach, fir dass mer net elo en Abroch kréie sollen. Intern hu mer keen Abroch. Och dat muss ee kucken! Et ginn nach Aarbechtsplaz geschaf, mä op verschidde Punkten hu mer Problemer.

Da gétt ëmmer den Här Grethen weinst der Diversifizierungspolitik hei attackéiert. Ech wëll just virlesen, well och den Här Lux vill zitiiert huet, wat d'FEDIL am Oktober 2002 geschriwwen huet: «Les efforts du Ministère de l'Economie pour le développement et la diversification de notre site industriel ont été poursuivis sans relâche durant les années écoulées à une politique qui vise à attirer de nouvelles entreprises au Grand-Duché. C'est ajouter une action forte qui vise à promouvoir le développement endogène au Luxembourg.»

Datselwech ass iwwerengs och an der Mëttelstandspolitik geschitt. Den Här Boden ass elo leider net méi do, soss hätt hien lech awer déi Hällebootsch gesot wat geschitt ass. Nieft der Steuerpolitik hu mer Hëllef agefouert fir jonk Leit déi e Betrib grënnen wëllen, an nach vill aner Saache méi. Mir hunn d'Gesetz vun der Concurrence déloyale reforméiert. Et ass net esou dass dës Regierung näischt gemaach hätt, au contraire.

Ech kommen awer gär op de Chômage zu Lëtzebuerg zréck. Wann een de Chômage analyséiert, da ginn et an der Wirtschaftstheorie dräi Zorte vu Chômage: de Chômage structurel, dat si Leit, déi aus deene verschidde Grënn Problemer hunn, do kënnen iwwerengs och Universitäre drënner fallen - ech kommen nach eng Kéier op déi zréck -, de Chômage conjoncturel, an da gétt et de Chômage frictionnel. De Chômage frictionnel ass och dee Chômage, deen e groussen Deel vum Chômage incompressible ausmécht. Dat ass d'Zäit, déi ee braucht, wann ee keng Plaz huet, fir eng Plaz ze fannen.

Eng Etüd vun der Banque Centrale du Luxembourg vum Joer 2001 oder 2002, ech mengte vun 2002, huet analyséiert, dass mer zu där Zäit - du ware mer awer nach an der héichkonjunktureller Zäit - zu Lëtzebuerg eigentlech emol net am Chômage structurel waren, mä am Chômage frictionnel. Nach haut muss ee soen, dass vun deene

7.500 Leit 60% innerhalb vu sechs Méint eng Schaff fannen. Et ass also vill Turn over. Et sinn der hannerdrun, déi mer ganz vill Suerge maachen. Beim Chômage structurel soen ech eng Kategorie...

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ass wéi ëmmer, Här President, et gétt gesot et wier e grouse Problem do, mä da lauschtert keen no.

M. le Président. - Kolleeginnen a Kolleegen, sidd wann ech glift roueg a lauschtert dem Här Minister no. Dir stellt Froen a wann da geäntwert gëtt, da ginn Zwiegesprécher gefouert.

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*. - Här Lux, Dir sidd net deen eenzegste vun deene 60.

Déi eng Kategorie, déi mer ganz vill Suerge mécht, an do si mer am Chômage structurel, ass d'Kategorie vun deenen Eeleren. Mir hu Gott sei Dank zu Lëtzebuerg refuséiert d'Aarbechtsrecht erof ze setzen. D'OECD sot ëmmer: „Schaaft de Kennungsschutz fir déi Eeler of, da kritt der Eelerer op d'Aarbechtsplazen.“ Ech soen nach haut Pustekuchen, dann hätte mer elo eng méi héich Zuel vun eelere Chômeuren. Et ginn éischter déi Jonk an der Regel entlooss an net déi Eeler. Dat fannt Der an de Statistiken erëm.

Mä vun deenen Eeleren, déi am Chômage sinn, fanne 40% keng Schaff no zwielf Méint, an do si mer am Chômage structurel. Déi Kategorie ass onwesentlech an d'Luucht gaangen. Déi war scho virun an déi behale mer trotz alle Moosnamen, déi mer gemaach hunn, esou dass ech soen, dass net all Moosnamen eppes bréngen, wann net och e Mentalitéitswandel bei de Sozialpartner kënnt. Duerfir ass et och wichtig net nëmme Gesetzer ze maachen, mä et ass och wichteg Dialog ze féiere mat de Sozialpartner, fir an deene Betriber, wou keng Eelerer agestallt ginn, ze kucken, dass eeler Leit agestallt ginn.

Mir hu Steierbonifikatiounen fir d'Betriber, mir bezuelen d'Sécurité sociale, trotzdem mierken ech, dass net esou gären en Eelerer agestallt gëtt. Dat ass duerfir zum Beispill eng Kategorie, déi eis Suerge mécht.

Wat ass mam Chômage elo effektiv geschitt zënter Oktober 2001, wou de Chômage ugefaangen huet erëm ze klammen? Et ass nämlech net esou wéi hei gesot ginn ass, dass de Chômage nëmmer erof gaang wär zënter '99. En ass zënter der zweeter Halschent vun 99 erof gaangen. E war iwwregens och vill méi héich wéi 4% an der Vergaangenheet, mä du goufen et aner Séries statistiques, duerfir kann een eigentlech nëmme vun '98 u matenee vergläichen. De Chômage ass erof gaang bis 2001 an dunn ass en erëm an d'Luucht gaangen.

Wat ass geschitt? Déi Secteuren, déi massiv agestallt hunn, bauen och elo erëm massiv of. Et goufen an deene leschte fënnf Joer 60.000 Aarbechtsplazen geschaf, iwwert d'Halschent dovun bei der Intermediation financière a bei de Services aux entreprises. Do gouf massiv agestallt, ze vill agestallt, well einfach anticipéiert gouf. Eng Bank wollt där aner weismaachen dass se besser wär, an duerfir sinn och méi grouss Astellungspläng virgestallt ginn. Do geet et elo zréck an do kommen d'Leit dann natierlech elo an de Chômage, well an deem dote Secteur wéineg Plaze geschaf ginn. Wat de Problem ass, dat ass dass ganz vill vun deene Leit, déi do entlooss goufen, dorop waarde fir an dee Secteur erëm zréckzekommen.

A wa mer iwwert de paradoxale Chômage schwätzen, de paradoxale Chômage deen hei ass, deen hate mer nach ëmmer an

deem hu mer och an Zukunft, dass mer eben hei Aarbechtsplaze schafen, déi mer net vun deene Leit, déi beim Aarbechtsamt ageschriwwen sinn, besat kréien, dann huet dat zwee Grënn. Deen éischte Grond ass doudsécher déi schoulesch Ausbildung. Den Här Bettendorf huet 100%eg Recht wann hien hei seet, dass mer musse schoulesch Ausbildung maachen an och Émschoulung. Dat zielt och, an net zulescht fir Leit, déi Universitätsdiplomer hunn, well mer net méi bái all deene Plazen, déi ofgebaut gi sinn, déi Leit ënnerdaach kréien.

Et gouf virun zwee Joer gejaut: Emmer méi green cards, Dir sidd vill ze vill restriktiv mat Ärer Permisspolitik - dat hunn ech och hei héieren -, mir brauchen Informatiker. Mir hunn haut 350 Leit am Chômage, déi an der Informatikbranche eng Plaz sichen an net onbedéngt do eng fannen. Also musse mer kucken op wat fir enge Plaze mer déi Leit kënnen ënnerdaach bréngen.

A wann ech déi Leit huelen, déi op der Bank hir Plaz verléieren, esou ginn et zwou Populatiounen. Déi éischt Populatioun si Jonker, déi manner wéi fënnf Joer geschaff hunn an déi eng Universitätsausbildung hunn. Déi aner Populatioun, an dat ass eng, déi mer ganz vill Suerge mécht, si Leit, déi 20 Joer geschaff hunn a méi, déi d'Première oder manner wéi d'Première gemaach hunn, déi also keng Fachleit sinn op de Banken, mä déi awer e guet Gehalt haten an déi elo schwiereg ënnerdaach kommen. Wat maache mir mat deenen?

Mir bleiwen net ontäteg. Soubal mer dat dote gemierkt hunn, ass mat der ADEM, ouni dass mer do grouss Pressekonferenze gemaach hunn, mat der Horesca gekuckt ginn, well déi Leit brauch, dass mer deene Leit ubidde fir sech émschoulen ze loosse fir den Accueil an den Hotellen. Do brauch ee Leit déi Sproochen kennen, Informatik, an do fanne mer der net genuch. Dat ass een Element, an ech kann der nach honnerten opzielen, wou mer d'Leit émschoulen a wou mer se fit a flott maache fir op déi Plazen, déi bestinn. Engersäits hu mer de Problem vun der Schoulung an anerersäits dee vun der Émschoulung, well do wou d'Leit d'Aarbechtsplaz verléieren net onbedéngt agestallt gëtt.

M. François Bausch (*DÉI GRÉNG*). - Wann Der erlaabt, ech wëll lech just dorop hiweisen, dass wann der Samschdes am Lëtzebuerg Wort déi Säite kuckt, wou Aarbechtsplazen ausgeschriwwen sinn, da fannt Der entre-temps fir all Univeristärsdiplom kaum nach eng Plaz wou net minimum esouguer fënnf Joer Expérience professionnelle verlaangt gëtt. Dat heescht, ech sinn der fester Iwwerzeugung, wann et esou weider get wéi et elo geet, da wäert de Chômage académique, egal wat ee studéiert huet, massiv ufänken an deenen nächste Méint ze klammen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*. - De Problem bleift, dass de Bankesecteur an enger Restrukturierung ass, an do sinn Iddien iwwert déi ech awer elo keng Zäit hunn ze schwätzen, déi ech mat de Sozialpartner diskutéieren, wéi mer et fäerdeg bréngen dass all Betriber, net nëmme déi guet sinn, aner Alternative maache wéi Leit ze entloossen an hinnen déck Ofgangsentschädigungen ze ginn. Et gétt Betriber, och am Bankesecteur, déi elo schonn, ouni dass mer dat gesetzlech favoriséieren, méi intelligent Moosname maachen, och mat de Gewerkschaften zesammen, mä et ass awer och ganz laang an de Käpp gewiescht, net nëmme vun de Betriber, mä och vun de Leit, an heiansdo och vu verschiddene Gewerkschaftler, eng guet Ofgangsentschädigung. An dat ass e bëssen de Problem

mat deem mir konfrontéiert sinn, dat heescht, wa mer gär de Chômage bremsen, musse mer och eppes fir de Maintien à l'emploi maachen. Dat sinn Iddien, mat deenen ech deemnächst dierft kommen.

Ech kommen nach eng Kéier op de Problem „paradoxal Entwécklung“ zréck. Mir wäerten och an Zukunft eng paradoxal Entwécklung weider behalen, dass den Emploi wuesse kann an de Chômage och. Dat hate mer schonn. De Statec huet ermëttelt, dass fir den Automatismus Emploi-Chômage ze hunn, also Emploi an d'Luucht a Chômage erof, den Emploi scho muss em 4% steige fir dass de Chômage automatesch erofgeet, émsou méi an där Situatioun wou mer Chômage frictionnel a ganz vill Chômage structurel hunn, well och en Deel vum Chômage conjoncturel ass erëm eng Kéier structurel, well en aus verschiddene Beräicher kënnt.

Dat wëllt net soen, dass mer nëmme auf Gedeih und Verderb dem Emploiwuesstum ausgeliwert sinn, well mer nämlech iwwert déi Moosnamen, déi mer maache kënnen, eng ganz Partie Leit awer zréckbauen, an dat ass jo just dat wat geschitt ass an der zweeter Halschent vun den 90er Joren. Virun ass dauernd de Chômage, egal wéi e geklommen ass, och wann den Emploi héich geklommen ass, och geklommen. Eréischt an der zweeter Halschent vun den 90er Joren hu mer et fäerdeg bruecht duerch all déi Moosnamen, duerch den Embau vun der ADEM, wéi den Här Loes et ganz richtig hei zréck rappeléiert huet, dass d'Leit eng Schaff kruten, déi soss keng Schaff kruten. An déi Moosnamen, déi mer am PAN hunn, déi hu vill Succès bruecht. 65% vun de Jonken, déi en CAT hunn, fannen duerno eng Schaff. 75%, déi an engem Stage d'insertion en entreprise sinn, fannen duerno eng Schaff. 90%, déi am Pool des assistants sinn, fannen duerno eng Schaff. All déi Moosname si wichteg an hunn eppes bruecht.

Och déi Flexisécuritéit, déi mer geschafen hunn, wou d'Sozialpartner elo eréischt ufänke méi domadder gewinnt ze sinn, fir dat ze maachen, och dat huet eppes bruecht. Déi Etüden déi mer gemaach hunn iwwert den Emploi zu Lëtzebuerg hu festgestallt, dass den Emploi an deene Betriber, déi e Kollektivvertrag hunn, an déi dee Kollektivvertrag nom PAN-Gesetz nei ofgeschloss hunn, dass déi wesentlech méi Emploie geschafen hu wéi déi aner Betriber.

Et kann een net eng Causalitéit festhalen, et kann een awer d'Corrélatioun festhalen. Dat huet jo och d'Sozialpartner dozou bruecht, dass se déi leschte Kéier gesot hunn, dass mer prinzipiell sollen déi PAN-Mesuré weider verlängeren, well net erweisen ass, dass se näischt bréngen. Mer hu jo och schonn dru geschaff, an natierlech schaffe mer och an Zukunft drun. Se ware sech all eens, dass dat déi richtig Richtung war, an dass och de Sozialdialog soll weidergoen. Déi aner Moosname wäert ech an aller Rou - et kann een net ëmmer alles virun d'Press bréngen - mat de Sozialpartner an der Tripartite an ausserhalb vun der Tripartite weider diskutéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, kuerz zwee Wieder nach iwwer zwou Saachen, déi hei gefall sinn, well soss hunn ech ze laang iwwerzunn.

Dat éischt ass den Télétravail. Beim Télétravail ass et esou, dass et do keng Direktiv gëtt, mä do gëtt et en Accord-cadre an Europa tëschent de Sozialpartner, deen net bannend ass. Do hunn d'Lëtzebuerg Sozialpartner gesot, si wëllten deen als Lëtzebuerg Ac-

cord ëmsetzen. Si sinn amgang dat ze diskutéieren. Ech mengen, dass dat richtig ass. Wa mer gär méi Flexibilitéit hätten, da muss een de Sozialpartner méi Chancen loosse eppes ëmzesetzen. Dofir hu mer och am Kollektivvertragsgesetz eng Base légale geschafen, fir dass d'Sozialpartner kënnen net nëmme europäeschen Dialog hei ëmsetzen, mä och Lëtzebuerg Dialog.

Ech wëll drun erënneren, dass d'Lëtzebuerg Sozialpartner och diskutéieren iwwer eng Deelzäitarbechtsreform, och iwwer individuellen Accès un d'Formation professionnelle, wou se deemnächst eis dierften en Accord virleeën. Och dat sinn déi richtig Weeër, dass mer iwwert deen dote Wee kucke weider ze goen, net nëmme iwwer gesetzlech Bestëmmungen, mä och mat gesetzleche Bestëmmunge wéi mer et an der Vergaangenheet gemaach hunn. An deem Sënn mengen ech, dass mer op der richteger Bunn sinn. All Chômage ass all sechs Méint aneschtens. An all sechs Méint kritt een nei Erkenntnisser, an dofir muss ee séier reagéieren a brauch ee flexibel Gesetzer, fir dass d'ADEM dat ka maachen, wat se och elo jo gemaach huet, nämlech flexibel Äntwerten, well rigid Gesetzer sinn dofir net guet. Dofir plädéieren ech och dofir, dass mer déi PAN-Gesetzer esou weider loosse an dass mer och do der Regierung Handhab loosse, fir regelméisseg flexibel op d'Erausforderungen ze äntwerten.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Dese Punkt ass ofgeschloss a mer kommen elo zur Aktualitéitsstonn iwwert den Enseignement musical.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la position luxembourgeoise dans les discussions européennes concernant la révision de la politique agricole commune (suite)

Motion 1

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, wollt mer net elo de Vote vun der Motioun an der Agrardiskussioun maachen?

M. le Président. - Jo, d'accord. D'Motioun ass ausgedeeelt ginn.

Den Här Clement freet nach d'Wuert.

M. Lucien Clement (CSV). - Här President, ech wollt just soen, datt déi Motioun verschidden Elementer beinhaltet, déi ee kënnt matdroen, mä et sinn der och dran, déi mir net kënne matdroen. Ech hat Récksprooch geholl mam Här Mehlen, dee se déposéiert huet. Den Här Mehlen ass awer net gewëllt dat esou ze änneren, an aus deem Grond musse mir dann d'Motioun oflehnen.

M. le Président. - Mer stëmmen iwwert d'Motioun 1 of, déi vum Här Mehlen abruecht ginn ass.

Vote

Déi fir d'Motioun 1 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalde sech.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 33 Stëmme géint 24.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jean Asselborn), Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Georges Wohlfart), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Fayot), Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Marco Schank), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt (par M. Marcel Sauber), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar (par M. Ady Jung), Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Lucien Clement), MM. Patrick Santer (par M. Lucien Weiler), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Paul-Henri Meyers);

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par M. Jeannot Belling), Claude Meisch (par M. Emile Calmes), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer (par M. Xavier Bettel) et Théo Stendebach.

Mer komme elo zu der Aktualitéitsstonn iwwert den Enseignement musical. Et sinn agedroen: den Här Jung, d'Mme Durdu, d'Häre Gibéryen a Gira. D'Wuert huet den Här Jos Scheuer als Verrieder vun der Sozialistescher Fraktioun.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

7. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la situation de l'enseignement musical dans les différents ordres du système scolaire, dans les conservatoires, dans les différentes écoles de musique ainsi que dans les associations culturelles

M. Jos Scheuer (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech der Conférence des Présidents merci soe fir déi Gentillesse, datt eng Heure d'actualité iwwert de Museksunterrecht ka stattfannen.

Et ass natierlech héchst diskutabel, dass een eng Heure d'actualité iwwert de Museksunterrecht hält. Dat gétt mir op jidde Fall keng Satisfaktioun, guer keng. Also d'Actualitéit ass net esou, dass een elo misst heihinner kommen a soen: Et ass eng Krisensituatioun am Museksunterrecht.

D'Heure d'actualité entsprécht net der Problematik, déi sech am Museksunterrecht stellt. Besser wär en Débat d'orientation gewiescht. Deen Débat d'orientation wär garantéiert och ugeholl gi vun der Madame Minister an deen hält kënne virbereet ginn an der Kulturkommissioun. Ech wëll formell direkt hei froen, fir déi Problematik vum Museksunterrecht zu Lëtzebuerg an d'Kulturkommissioun ze iwwerweisen, dat seriö virzebereeden an dann hei en âme et conscience emol den Inventaire ze maache wéi de Museksunterrecht zu Lëtzebuerg leeft a wouhinner mer komme wëllen.

Dir Dammen an Dir Hären, dat erlaabt mir nach nëmme e puer Froen aus engem ganze Komplex opzeweieren an déi praktesch als Incentive mat eran an déi Diskussioun ze ginn. Déi éischt Fro riicht sech un d'Regierung, datt ass déi allerwichtigst Fro an et ass gläichzäitig e Wunsch: Soll een net de Suivi vum Gesetz num 28. Abrëll 1998 maachen? Et drängt sech op. Mir haten deemools scho gesot, datt dat Gesetz eng Affaire, eng Loi

à suivre wär. Dat sollt mer dann och esou maachen. Wat fir eng Positioun hält d'Madame Minister zu där Proposition an?

Den zweete Froekomplex ergëtt sech natierlech aus der Komplexitéit vun deem Gesetz, dat mer deemools gestëmmt hunn. Duerch dat Gesetz ass de Museksunterrecht ënnert d'Kompetenz vun de Gemenge gesat ginn. Dat steet ganz kloer am Artikel 2 vum deem Gesetz. Gläichzäitg ginn an deem Artikel 2 esou fundamental Restriktionen agebaut, wat d'Autonomie communale ugeet, a gëtt d'Tutelle vum Stat, mengen ech, wéi a kengem aner Gesetz esou etabléiert, datt de Spillraum, deen d'Gemengen am Museksunterrecht hunn, ganz kleng ass. Et bleift am Fong haaptsächlech fir d'Gemengen nëmmen d'Finanzéierung vun deem Deel, deen net vum Stat a vun den Elève selwer finanzéiert gëtt.

Ech zielen lech just d'Kompetenzen op vum Stat esou wéi se definéiert sinn. De Stat definéiert d'Pedagogik. De Stat definéiert souguer de kulturellen Impakt, wat ëmmer dat heescht. De Stat ass zoustänneg fir d'Administration ze regelen an de Stat determinéiert dann och nach d'Finanzen. D'Responsabilitéit finanzière steet och nach dran. Dat ass fir lech ze weisen wéi de Stat an d'Gemengen do harmonesch zesumme schaffe sollen.

D'Fro, déi sech dorausser ergëtt, ass natierlech déi hei: Sinn all d'Reglementer, déi am Gesetz virgesi waren - ech mengen et sinn der aacht - geholl? Wat bleift nach opstoen - mir sinn ëmmerhi gutt fënneg Joer iwwert d'Zäit eraus? A wéini kommen déi Règlementer?

Eng drëtt Fro: Ass d'Regierung bereet de Finanzement vun de Conservatoiren a vun de Musekschoulen nei ze iwwerdenken? Konkret heescht dat: Bleift den Artikel 12 bestoen esou wéi e fir de Moment dra steet? Mir hunn deemools deen Artikel 12 gestëmmt, well mer frou waren dass iwwerhaapt eppes do war, well mer frou waren dass domadder op jidde Fall de Finanzéierungsmodus op eng Schinn geleet ginn ass.

Ech resüméieren emol deen Artikel 12, esou wéi en ewell besteet. Déi staatlech Bähilfe ginn an d'Luucht. De Stat gëtt een Drëttel vum Coût vun de Rémunérationen un d'Gemengen zréck an de Stat adaptéiert déi Enveloppe budgétaire au prorata vun der Hausse vun der Masse salariale globale vum Stat. Dat ass schon ee vun deenen éischten Tricken, déi de Stat agebaut huet. D'Enveloppe definéiert sech net au prorata vun der Masse salariale am Museksunterrecht selwer.

Et muss ee wëssen, datt d'Enseignanten an de Musekschoulen duerchwees jonk sinn, an dass d'Masse salariale méi schnell évoluéiert, op jidde Fall op verschidde Plazen - ech kann et net fir dat ganz Land nopréiwen - wéi d'Masse salariale globale vum Stat. Da stellt sech op jidde Fall d'Fro, an dat ass liewenswichtig fir déi eenzel Schoulen, vun der Transparenz vum Verdeelungsschlüssel vu Statsgelder, déi en fait de Gemengen ofgehele sinn, well deen een Drëttel kënn jo och nach aus dem Fonds de dotation communal. Et ass also am Fong Gemengegeld, wat vum Stat verdeelt gëtt.

Ech ginn lech elo e Beispill wéi schwéier déi Prévisiounen sinn. Ech sinn och frou, dass den Innenminister do ass. 2001/2002 huet d'lechternacher Musekschoul 55.135.000 Frang kascht. Mir hunn e Subsid kritt vun 31 Milliounen Frang. 2002/2003 kascht d'lechternacher Musekschoul mat darselwechter Stonnenzuel u Coursen 59.300.000 Frang. De Subsid vum Stat ass elo op 30.500.000 Frang annoncéiert. Do gesidd Dir wéi d'Differenzen do sinn a wéi d'Differenzen och d'Abauen oder d'Erstelle vun engem Gemengebudget zimlech schwéier maachen

Meng véiert d'Fro, an déi riicht sech un den Innenminister an un d'Kulturministerin: Drängt et sech net och op fir e Plan sectoriel vun de Conservatoiren a vun de Musekschoulen ze maachen? Dee Plang, dee mer gemach hui fir d'Lycéeën, deeselwechte Plang muss mer och an deem Moment bereet si fir d'Musekschoulen a fir d'Conservatoiren ze maachen. Ech bauen dat net aus, well ech d'Zäit net hunn. Ech wëll just an deem Kontext op d'Roll, déi d'Musekschoul vun der UGDA spillt, hiweisen, d'UGDA, déi an deem Fall Pompjee iwwert dat ganz Lëtzebuerger Land spillt.

Si hat am Joer 2000 - ech hunn dat net genau nogekuckt - 2.200 Elève. Am Joer 2003 goufen et 3.600 Elève, déi vun der UGDA an den eenzelnen Uertschafte betreit gi sinn. D'UGDA ass elo eng flexibel Organisatioun. Si fiert mat hiren Enseignanten an déi eenzel Uertschafte Coursen halen. Dat ass äusserst praktesch fir d'Gemengen. Et ass vill méi praktesch fir d'Gemengen eng UGDA-Schoul ze maachen, wéi datt hir Elève mussen a Gebaier fueren, déi fir deiert Geld opgebaut ginn an déi d'Musekschoulen abritéieren. Also ass d'UGDA complémentaire zu de regionalen a lokalen Musekschoulen a gläichzäitg och Konkurrenz zu de Musekschoulen. Alles dat huet säi Präis, fir déi eng wéi fir déi aner. Ech wëll net dorop agoe wat eng Musekschoul kascht: d'Raimlechkeeten, d'Bibliothék, d'Orchesteren an esou weider.

(Interruptions)

Ech huelen déi Verbindung tëschent UGDA an Ecoles de musique a Conservatoiré fir ze soen: Mir mussen e Plan sectoriel maachen, soss ufert dat doten aus.

Den Avantage vun der UGDA ass zum Beispill, datt d'UGDA vill méi no bei de kulturelle Veräiner, de Museken, de Gesangsveräiner oder bei den Theatergruppen ass wéi déi eenzel Musekschoulen. D'Konsequenz dovun ass, dass d'Musekschoule sech en rapport setze mussen mat all den Träger vum Kulturliewen an deenen eenzelne Regiounen, déi vun enger Musekschoul betreit ginn. Et kéint een elo esou weiderfueren, mä ech wëll als Ofschloss op eng Gefor hiweisen, an ech selwer si bis elo ënnergaangen do dran.

D'Museksunterrichtsdiskussioun ass ganz oft eng Diskussioun iwwert d'Finanzen. D'Musekschouldiskussioun ass eng Diskussioun iwwert d'Problematik fir Syndikater opzeriichten a munchmol muss een do de Kréimergeescht vu verschidde Gemengepapp wierklech bedauern, déi nach bereet sinn eng Trompett ze finanzéieren, mä wann et un e Piano geet, da gëtt et scho problematisch fir d'Participatioun an engem Gemengerot fir e Minerval ze kréien. Ech wollt och do wierklech froen, fir datt en Incentive kënn vum Innenministère, fir an déi Richtung Organisatioun a Participatioun vun de Gemengen un der grousser Iddi vum Museksunterrecht mat ze wirken.

D'Gefor, där mer awer och erleie kéinten, kënn déi heite sinn, dass d'Diskussioun iwwert de Museksunterrecht eng Diskussioun gëtt iwwer Musikanten an net eng Diskussioun iwwer Mélomanen. Wann ee Museksunterrecht seet, da mengt een net nëmmen domat d'Leiere fir en Instrument ze spillen, mä et wëllt een och hiféieren zu Museksgenoss, et schwätzt ee vum Leiere fir Musek ze apprécieieren, fir Musek ze genéissen.

Et muss ee léiere gutt a schlecht Musek vuneneen ze ënnerscheeden. Et muss ee léiere sech ze familiariséieren mat Museksgeschicht, mat Museksstréimungen, mat klasescher a moderner Musek a mat sougenannte Moudestréimungen, déi awer net onbedéngt schlecht sinn. Dat ass kee Wäertuerteel. Museksunterrecht muss och Bereetschaft schafe fir a Concerten

ze goen. Bref, Museksunterrecht begräift och d'Ausbildung vu Musekskonsumenten, an hei versee eisen normale Schoulsystem. Den Enseignement général vernoléisegt de Museksunterrecht, an dat zënter Jorzéngten, souwuel an der Primärschoul wéi am Secondaire: am Classique zum gréissten Deel an am Lycée technique komplett. Dat ass a mengen Ae skandaléis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen iwwer eng kulturpolitesch Erausforderung, déi wäit iwwert d'Kompetenze vun de Gemengen erausgeet, an do drängt sech déi Ofschlossfro op: Mat wéi enge Leit, Madame Minister, felle mer déi Concertssäll, déi mer amgaange sinn ze bauen uechter dat ganz Land, wa mer net eng Reform vum Museksunterrecht zu Lëtzebuerg maachen? Esou wéi en ewell leeft, leeft en net gutt.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den éischten ageschriwene Riedner ass den Här Ady Jung. Här Jung, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Ady Jung (CSV).- Här President, honorabel Kolleeginnen a Kolleegen, an deser Aktualitéitsstonn iwwert den Enseignement musical a sengen diverse Strukturen an Infrastrukturen, mat senge vielfältegen Auswierkungen op eis musikalesch a kulturell Aktivitéiten uechert d'Land, kéint ech haut méi wéi eng Stonn laang mat vill Begeescherung eng Bilanz zéie vun deem wat mer Positives opweise kënnen aus deem sougenannten Harmonisationsgesetz, dat hei an der Chamber den 18. März 1998 oui Géigestëmm bei 12 Enthaltung guttgeheescht hunn.

(Interruption)

Aus mengem Rapport vum 12. März 1998 wëll ech nëmme folgend Konklusiounen an Erënnung ruffen:...

(Interruption)

„Als Rapporteur wëll ech d'Regierung opfuerden elo och schnellstméiglech déi finanziell Mëttelen zur Verfügung ze stellen. Déi zoustänneg Ministeren si selbsterständlech gefuerdert, fir esou séier wéi méiglech déi an deem Gesetz virgesinne Kommissiounen a Strukturen ze schafen an an d'Praxis ëmzesetzen. Mir sinn eis bewosst, datt dëst Gesetz en éischte wichtige Schrëtt ass um Wee vun enger Harmoniséierung am Museksunterrecht hei am Land. Domat kritt endlech déi musikalesch Kultur an Ausbildung hei zu Lëtzebuerg déi Unerkennung an dee Stellwäert, déi se verdéngen.“

Mir als CSV-Fraktioun waren eis vun Ufank u bewosst, dass op déi zwee zoustänneg Ministère vum der Kultur a vum Intérieur eng riseg Aufgab géif zoukomme fir déi Erwaardungen ze erfëllen, déi mat deem Gesetz u si gestallt waren.

Haut, fënneg Joer duerno, wëlle mer an éischer Linn der Madame Erna Hennicot-Schoepges an dem Här Michel Wolter felicitàere fir eng konsequent Ëmsetzung vun deem, wat de Législateur mat deem Gesetz bezweckt hat. Alle Mataarbechter an de Ministère awer och de Verantwortlechen am Enseignement musical landeswäit e grousser Merci fir déi gutt Aarbecht, déi bis elo geleescht gouf.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Nëmmen e puer Wuert zur Finanzéierung vum Enseignement musical, wat fir eis Gemenge vu grousser Wichtigkeet ass.

(Interruption et hilarité)

Lauschttert no, et gëtt elo ganz interessant!

(Hilarité)

M. le Président.- Loosst den Här Jung schwätzen.

(Interruption et hilarité)

M. Ady Jung (CSV).- Global gesi goug de finanzielle Bäitrag vum Stat vu ronn aacht Milliounen Euro am Joer 1997 op ronn 13 Milliounen Euro am Joer 2002 erop. Dat ass eng Steigerung vun iwwer 60%! Fir grouss Gemenge wéi d'Stad Lëtzebuerg wierkt dat sech an deeneselwechte Jore vun 837.333 Euro op 2.379.912 Euro aus.

(Interruption)

D'Stad Esch hirsäits huet dat lescht Joer aus deemselwechte Pott 1.538.192 Euro kritt géigeniwwer vun nëmmen 332.277 Euro am Joer 1997. Also bal fënnemol esou vill!

Loosse mer vergläichweis eng kleng Gemeng zitëiere wéi Heiderscheid, wou eise Kolleeg Marco Schank Buergermeeschter ass.

(Brouhaha général)

Do waren et am Joer 1997 2.964 Euro, am Joer 2002 gung et op 38.762 Euro erop.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här Jung, dann zitëiert och emol d'Käschten do vis-à-vis!

M. Ady Jung (CSV).- Wann een dann a Betruecht zitt, dass esou eng kleng Landgemeng mat ronn 1.300 Awunner an hire Museksunterrecht ongeféier 102.000 Euro investéiert, esou bleift eng Differenz vu méi wéi 63.000 Euro. Verständlecherweis maachen dës Leit sech Suergen, wann eng drëtt Solfëgestonn bäikënn, wat zousätzlech eng weider finanziell Belaaschtung fir d'Gemeng duerstellt!

Här President, et sief mer just nach d'Bemierkung erlaabt, dass opgrond vun deser héijer staatlecher Bedeelegung mer et allerdéngs net gutt fannen, datt et Gemenge gëtt an deenen déi Schüler, déi net an där betreffender Gemenge wunnen, méi héich Minervalgelder bezuele mussen. Un dës Gemenge sief e waarmen Appel u Solidaritéit gericht!

(Interruptions)

Ech stelle fest, et si vill Leit heibanen nervös. Deenen ass dat doten alles ze gutt.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

D'Kultur soll een awer net nëmme vun der finanzieller Säit belichten.

Une voix.- Ah!

M. Ady Jung (CSV).- Méi wichtig sinn d'Auswierkungen um Terrain. Hei goug d'Gesamtzuel vun de Musekschüler vun 10.000 op no bei 13.000 erop. Eleng d'Musekschoul vun der UGDA, déi an Zesummenaarbecht mat ville klengen Gemengen eng excellent Aarbecht leescht, huet hir Zuel vun 2.500 op 3.500 Elève eropsetze kënnen.

Mir sinn also mat Sécherheet um gudden Wee fir optimal Resultater ze erzielen. Engersäits an de Conservatoiren, an ech denken do mat vill Freed u meng Zesummenaarbecht, als fréiere Kulturschafften, mam Direkter vum Escher Conservatoire, dem Här Fred Harles zréck, deen op deem Plang mat dacks beschränkte Mëttelen groussaarteg musikalesch Resultater erreecht huet.

D'Conservatoiré bleiwe gefuerdert, héijen Uspréich gerecht ze ginn. D'Musekschoulen hirsäits sollen awer virun allem zu enger gudder Allgemengbildung um musikalesche Gebitt bäidroen an domat eng Beräicherung ustriewen, fir dass eis Museken, Gesangsveräiner an aner Kulturträger, déi mat

Nouten ze dinn hunn, e gutt forméierten Nowuess kréien.

Mir bleiwen duerfir der Meenung, dass den Eveil musical weiderhi fachgerecht an eis Conservatoiren a Musekschoule gehéiert an net zousätzlech an d'Primärschoule verlagert gëtt, déi souwisou schon dacks mat hire klasesche Programmen iwwerfuerdert sinn.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Dat doten ass e klasesche Programm.

M. Ady Jung (CSV).- Ofschléissend wëlle mir e waarmen Appel un déi verantwortlech Regierungsmembere riichten duerfir Suerg ze droen, datt d'Ugebuet vu musikalesche Bildungsméiglechkeete weiderhi geförderet gëtt. Déi Verantwortlech um kommunale Plang si gefuerdert falsch verstane Rivalitéiten ze ënnerloossen, déi oui Zweifel onnéideg käschtespillig Auswierkungen no sech zéien.

Här President, et gëtt näischt, wat een net nach besser maache kéint. Konstruktiv kritesch kann an dierf een alles uspriechen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jung. Normalerweis wär et elo un der LSAP, mä den Här Scheuer huet jo scho fir d'LSAP geschwat. Et ass dann elo un der Madame Agny Durdu. Madame Durdu, Dir hutt d'Wuert.

Mme Agny Durdu (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ware ganz laang Diskussiounen déi gefouert gi sinn hei am Land iwwert d'Bedeelegung vum Stat un de Musikscoursen an un de Musikschoulen. An ech erënnere elo hei un den Asaz vu menger Fraktioun a besonnesch un eng Interpellatioun vun 1984 vum René Hubsch iwwert d'Musikschoulen an d'Nécessitéit, dass de Stat seng Verantwortung sollt an deem Beräich iwwerhuelen.

Et huet deemno ganz laang gedauert ier mer dat Musikgesetz op den Instanzewege konnt bréngen an 1998 ass dann dat bestehend Gesetz gestëmmt ginn. Et kann een haut feststellen, an ech beruffe mech natierlech haaptsächlech do op déi Erfahrungen, déi mir als Klierfer Kanton mat eiser Musikschoul hunn, dass den Unterricht, deen offréiert gëtt, wierklech e Gudden ass, dee ganz vill Zoufall féint bei de Leit.

Wann ech déi Klierfer Musikschoul méi spezifesch gesinn, da stelle mir mat grousser Satisfactioun fest, dass eng konstant Progressioun vun der Schülerzuel do ass. Dass also ëmmer méi Kanner, Jugendlicher an och Erweussener op déi Servicer zréckgräifen, wou mir natierlech ganz stolz driwwer sinn. Dat op där enger Säit.

Op där anerer Säit bréngt et natierlech och eng Rei Problemer mat sech. A wann ech lech soen, dass wann ech vergläichen déi Coursen, déi gehale ginn, huet Stad Lëtzebuerg am Joer 2001-2002 1.806 Stonnen offréiert an deem Beräich an d'UGDA-Schoul Klierf huet der 1.721 offréiert. Also gesitt Der, dass der Musikschoul an eiser Géigend wierklech e ganz grousser Stellwäert zoukënn.

Mir vergonnen natierlech eise Chargés de cours, dass si ofgeséchernt an uerdentlech Paié kréien, déi hir Verankerung am Gesetz vun 1998 fannen. Mir hunn natierlech eng gutt Partie auslännesch Kursleiteren an eiser Schoul an ech wollt dee Punkt ervirhiewen, well nämlech an enger Question parlementaire déi Problematik opgeworf ginn ass. Ech fannen, dass d'Madame Hennicot deemools gutt reagiert huet an hirer Äntwert, well et ass nun emol esou, dass déi Klierfer Musikschoul decentral fonctionnéiert. Mir géife jo natierlech och Lëtzebuerger Musikschargéen engagéieren, mä et ass

nun emol e Fait dass d'Stad an d'Éislek ganz wäit auserneen leien. A wann een da muss bei eis erop kommen an eng Kéier op House muss fueren, eng Kéier op Eeschweller, eng Kéier op Wëlwerwolz, eng Kéier op Wäisswampech, eng Kéier op Béigen, eng Kéier op Hengescht, an ech weess net wou all eis Coursen organiséiert ginn, dann ass dat ganz wäit an et ass nun emol e Fait dass deementspriedend elo ganz vill Kursusleiteren aus der Belsch, respektiv aus Däitschland bei eis kommen, mä wou ech awer muss soen, dass hir Coursen eng excellent Qualitéit hunn. Och hiert Engagement fir eis Sprooch ze léieren ass do. A souwéissou, och wann eis Kanner mol déi eng oder aner Kéier musse franséisch schwätzen, ass dat och nach net esou schlecht.

(Interruption)

Si maachen d'Examen alleguer. Si müssen. Dat ouni Ausnahm. Mä dat wat awer de Problem ass, an do ginn ech dem Här Jung a senger Analys net ganz Recht, ass dass de finanziellen Drock, deen an de Gemengen ass, extrem héich gëtt, an de plafonéierten Dréttel vum Stat, dat deet wéi an eise Keesen. Ech hoffe just, dass dee finanziellen Drock net esou héich gëtt, dass op eemol d'Gemenge soen, elo musse mer awer mol bremsen, an d'Musikkultur do drénner ze leide kritt.

Dës Problematik, ënner aneren, war vun der Madame Brasseur deemools, wéi dést Gesetz gestëmmt ginn ass, opgeworf ginn, an ech kann hiren Aussoe vun deemools an och deene vun aneren Orateurs, déi deemools gesot hunn, mir sollen dat Gesetz e puer Joer gebrauchen an dann eng Evaluatioun dervu maachen, nëmmen zoustëmmen. Dat ass och am Fong déi Konklussioun, déi een haut soll draus zéien. Et sollt ee wirklech déi Evaluatioun vun deem Gesetz maachen. Et wier wichtig fir ze kucken, wou et wéi deet an deem Gesetz, wat nach Lacunen a wou Problemer sinn, obschonn natierlech dést Gesetz en Usaz ass, dee luewenswäert ass.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président. - Här Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Här President, ech wollt kuerz Stellung huelen zu deene Chifferen, déi den Här Jung hei iwwert d'Stad Lëtzebuerg gesot huet. Ech hunn nämlech elo grad dem Finanzdirekter vun der Stad Lëtzebuerg déi Chiffere gesot. Et muss een déi awer an déi richteg Relatioun bréngen.

Et ass richtig, dass mer virun 1998 ongeféier 32 Milliounen al Lëtzebuerger Frang kritt hunn, an dass mer elo nom Kont 2001 3,1 Milliounen Euro kritt hunn, mä mir hunn awer 14 Milliounen Fräen an dem Conservatoire. Wann ech also d'Participatioun vum Ministère de la Culture a vum Ministère de l'Intérieur zesummen zielen, dat heescht also déi 3,1 Milliounen, da sinn dat 22%. Or, dem Gesetz no kéinte mir bis zu 66% kréien. Ech wollt déi Prezisioun bréngen, net fir dass ee mengt d'Stad Lëtzebuerg géif elo onwahrscheinlech vill do profitéieren. Et ass richtig, dass mir wuel e relativ héije Chiffer kréien, mä et muss een en an d'Relatioun setze mat de Gesamtdépenden, déi mer hunn. 14 Milliounen Euro par rapport zu 3,1 Milliounen Euro, wat eigentlech dann nëmmen 22% Participatioun vum Stat sinn.

M. le Président. - Nächsten Orateur ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz iwwert den Enseignement musical, wat mer am Abrëll 1998 gestëmmt hunn, ass eiser Meenung no eent vun deene wichtigste Gesetzer wat d'Investi-

tioun an d'Kultur ubelaangt. Dat kënnt der Musik an dem Gesank insgesamt zegutt.

Ech wëll direkt op e Problem agoen, dee virdrun ugeschwat ginn ass vu menger Virriednerin. Wa mer haut net genuch Enseignanten hu fir an eise Musiksschoulen anzesetzen...

(Interruption)

Och d'UGDA muss op déi zréckgräifen.

...an op Leit aus der Grenzregion müssen zréckgräifen, dann huet dat ebe mat der Tradition ze dinn, dass mer eiser Meenung no heimat en Instrument geschafen hunn, wou mer och jonke Leit, Résidenten, an Zukunft d'Méiglechkeet gi fir e full-time Job an dem Enseignement musical ze kréien.

Bis elo hu Jugendlicher, déi musikbegaabt waren, hir Formatioun an der Musik zousätzlech zu enger anerer Formatioun gemaach, a si haten am Fong herno nëmmen d'Méiglechkeet hei am Land an der Militärmusik oder an engem vun de Conservatoiren eng Plaz ze fannen. Duerch den Enseignement musical, dee mer hei geschafen hunn, sinn ech iwwerzeugt, dass, iwwer Jore gesinn, e puer honnert Plaze geschaf ginn, wou Leit kënnen e full-time Job kréien a wou dann och Jugendlicher sécherlech drun interesséiert si fir an déi Musikrichtung hir Formatioun ze maachen, well se eben dann och eng gewësse Garantie kënnen kréien, herno do en Job ze fannen. Dat, fannen ech, ass eng äusserst positiv Saach, déi der Kultur hei zu Lëtzebuerg kënnt entgéintkommen, dass mer herno och méi Résidenten kënnen doranner kréien.

Am Abléck hu mer am Gesetz stoen, dass eng Iwwergangsregelung besteet fir déi Leit vun der Militärmusik, déi dégressiv erofgeet mat der Zäit wou d'Gesetz leeft. An hei géife mer och mengen, dass d'Regierung gutt berode wier fir do vläicht awer net ze stur virzegoen, vu dass mer net genuch Leit hunn, déi am Ablack kënnen déi Coursen halen, dass een do soll déi Iwwergangsphas vläicht e bëssen erauszoëgen, fir op där anerer Säit awer deene Leit nach déi Méiglechkeet ze ginn, well mer jo nach e Manktum un Enseignanten hunn.

De Spillraum fir d'Gemengen, deen den Här Scheuer hei ugeschneiden huet, do wëll ech awer soen, dass een dee muss nuancéieren. Ech schwätzen net vum finanzielle Volet, mä ech schwätze méi vun deem organisatoreschen. Mir hunn e Gesetz iwwert den Enseignement musical, wou déi Musiksschoulen e Bestanddeel vun engem Ganze sinn. An da schéngt et mir awer och normal ze sinn, wa mer als Gemengen déi Musiksschoulen ubidden, dass dat an dat Ganzt erapasst, souwuel wat de Contenu ubelaangt wéi d'Formatioun vun deene Leit, déi déi Coursen halen. Dat muss menger Meenung no vun ennen no uewen e Ganzt sinn. Dat war och d'Iddi déi am Gesetz läit. An dass mer dann eben do net dee Spillraum hunn, wéi vläicht deen een oder aneren et wollt, dat schéngt mer awer eppes Logesches ze sinn. Et kann net sinn, dass all Gemeng aner Coursen ubitt, dass all Gemeng vun hiren Enseignanten aner Formatiounen verlaangt oder se anescht rémunéiert. Dat muss e Ganzt vun ennen no uewe ginn.

Wat natierlech e Problem duerstellt, dat ass fir d'Gemengen de finanzielle Volet. Et si verschidde Chiffere genannt ginn an ech géif mengen, dass déi 118 Gemengen, oder zumindest déi Gemengen déi den Enseignement musical ubidden, wann déi zréckkucke wéi et virdu fonctionnéiert huet, dat do et en enorme Sprong an d'Luucht gaangen ass. Fréier hunn an den Uertschaften d'Musiken dat gemaach an haten en Arrangement fonnt an hu vun de Gemengen e Subsidi kritt. Haut hu mer eng Struktur an eng Regel dran. Mir waren eis be-

wusst vun Ufank un, dass dat méi géing kaschten.

D'Fro, déi sech stellt, dat ass dee Plafonnement vum Stat a sengem Dréttel, deen dann op d'Käschte vun de Gemenge geet, a wann de Gemengen de finanzielle Volet ze vill grousst gëtt, wäerten d'Gemengen net derlaanscht komme fir eng Brems am Ugebuet anzeleeën, oder se musse méi héich Taxes d'inscription froen.

Wichtig ass awer, an ech géif och do dervir warnen, wa vun engem Plan sectoriel geschwat gëtt, dass een déi Musiksschoule muss no un de Leit an den Dierfer loossen.

Dréttens ginn an der Regel an dese Museksschoule ganz jonk Leit, Kanner, an hei, wa mer se an den Dierfer loossen, da kënnen d'Eltere se dohinner féieren a si kënnen se ewech huelen. Dat ass also wichtig, a wa mer méi wäit ewech gi vun de Leit, da wäert wahrscheinlech eng Partie Leit net dovu kënnen profitéieren.

Deen zweete wichtige Punkt ass, dat mer se no bei de Gesellschaften loossen, bei de Museken, bei de Gesangsveräiner an dat mer och do an déi Kommissiounen, déi an de Gemengen agesat ginn, Leit eranzéien déi vun de Museken an de Gesangsveräiner kommen, fir dat mer déi Verbindung hiergestallt loossen. Well fréier hunn d'Museken hir Leit selwer ausgebild a si hu se dann och doduerch direkt an de Museke gehal.

An eng vun de Gefore war, dat iwwert den Enseignement musical, wa mer dee ganz op staatlechen a kommunalen Niveau hiewen, dat dann déi Nuebelschnoueren zu de Museken verluer géife goen a wann een dat dann uerdentlech géiereit.

De Kolleg Scheuer huet hei gesot, dat d'Gemenge kee Problem hätte bei den Trompetten, awer Problemer vläicht bei de Pianoen. Ech géif soen, et ass net iwwerall esou, Här Scheuer, et soll een dat net nëmmen op enger Gemeng sichen. Mir hunn zum Beispill bei eis scho véier Pianoen fir an d'Musekschoul kaf, well eben d'Ugebuet do grousst ass, mä par contre, mir hunn nach keng Trompett kaf.

(Hilarité)

Mir soen einfach zu deene jonke Leit, si sollen an d'Museke goen an da kréie se vun der Musek d'Instrument gestallt an domadder komme se dann och an d'Museken eran. Well dat ass eise But jo un alleréischer Stell fir de Museken eng Méiglechkeet ze ginn, fir och do iwwert dee Wee Leit ze inspiréieren.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Här Gibéryen, därff ech lech eng Fro stellen?

M. Gast Gibéryen (ADR). - Jo, selbstverständlech.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Wann dann elo en Elève kënnt an hie wëll chinesesch Harf léieren. Wat maacht Dir dann?

M. Gast Gibéryen (ADR). - Jo, Här Scheuer, da muss ech ofwaarden, wat déi lechternacher dorobber maachen, dorobber hunn ech keng Äntwert, well mir wäerten dat net ubidden. Mir versichen dat unzubidden, wat bei eis a priori vun de Museken a vun de Gesangsveräiner verlaangt gëtt.

(Interruptions diverses)

Dat bidde mer un, a mir bidden doniewent och nach Pianocoursen un. Obschonn d'Pianocoursen och eppes ass, wat esou richtig a Moud komm ass a wat och en deiere Wee gëtt a wou een och vläicht muss eng Brems hunn, mä et schéngt awer eppes ze sinn, wat awer nach kann der Kultur an den Dierfer, an de Veräiner zegutt kommen. Mä doriwwer eraus gi mir als

Gemeng net, mat Ugebueter, mat Coursen, déi näischt mat eise Museken an eise Gesangsveräiner ze dinn hunn. Da musse mer vläicht op deenen Niveauen méi regional oder zentral goen, mä net op d'Gemengen.

Duerfir ass déi Verbindung och wichtig, déi déi meescht Gemenge mat der UGDA geholl hunn - wat jo wonnerbar fonctionnéiert, dat muss een awer hei soen -, wou d'Gemengen déi Coursen ugebuede kréien, déi se brauchen, a wa se dat Joer drop déi Coursen net méi brauchen, dat heescht dee Pool deen d'UGDA do duerstellt, dee kënnt awer all deene Gemengen zegutt. Sou datt ech géif aus menger Erfahrung soen, dat deen Enseignement musical, sou wéi mer en ageféiert hunn, eppes äusserst Positives ass. Et ass just de finanzielle Volet dee mer fir d'Gemengen ze bedenke gëtt, well eben duerch dat grousst flächendeckend Ugebuet, wat mer duerch d'Land gemaach hunn, selbstverständlech och haut méi Leit vun deem Ugebuet profitéieren wéi dat viru Jore war.

An da muss ee vläicht mol e globale Chiffer nennen, wann dovu geschwat gëtt, dat den Enseignement musical, zéng, dräizéng Milliounen d'Joer kascht. Mir wäerte mar hei e Gesetz stëmmen iwwert d'Fondation Henri Pensis, fir den Orchestre philharmonique ze finanzéieren. Wann ech dee Chiffer, deen do am Projet de loi dra steet, kucken, da gi mer do fir een Orchester am Fong bal genau datselwecht aus, wéi mer hei fir dee ganzen Enseignement musical fir d'ganz Land ginn.

A wa mer déi Relatioun stellen, dann ass dat hei sécherlech net ze vill wat mer hei an d'Kultur investéieren. Just bleibt d'Fro téschent der Opdeelung vum Stat an de Gemengen ze klären.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. De leschten ageschriwene Riedner ass den Här Gira. Gesitt Der Här Gira, Dir kommt och elo drun.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen dass ech schon e bësse gestaunt hunn iwwer gewëssen Interventiounen, déi hei viru mer gemaach si ginn.

Déi éischt wier déi vum Här Scheuer, wéi hien eng Rei Vuen hei vertritt huet, déi deene vun der grénger Fraktioun praktesch gläichen, mä déi awer och scho viru e puer Joer deene geglach hunn. Ech war erstaunt gewuer ze ginn, dass den Här Scheuer deemools, wéi dat Gesetz gestëmmt ginn ass, awer ganz wéineg vun deenen Iddien do, sief et a senger Fraktioun, sief et an där Majoritéit wou hien deemools mat dra war, eriwuer kritt hat.

Ech hunn deemools scho gefrot, dass mer sollte méi eng prinzipiell Diskussioun iwwert den Enseignement musical féieren, ier mer géifen e Gesetz maachen. Ech hat deemools d'Iddi vun engem Plan sectoriel op den Dësch geluecht a gesot, dass et net géif drëm goen elo eenheetlech Kritären ze maachen, mä dass mer och mol missen dozou kommen, e rationellt Asetze vun deene Gelder, déi mer an deen Enseignement musical stiechen, ze verdeelen. Ech hunn deemools relativ wéineg Hëllef kritt, och op Säite vun der LSAP, dofir erstaunt dat mech awer elo, mat wéi enger Véhémence den Här Scheuer haut déi doten Iddie vertritt, wou hie mir deemools awer ganz wéineg gehollef huet.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Dir hutt deemools net alles matkritt.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Ech muss awer soen, dass ech awer nach méi erstaunt sinn iwwert dem Här Jung seng In-

terventioun. Ech hat awer wierklech dat Gefill, Här Jung, Dir géift um Mound liewen, wéi ech Är Interventioun hei héieren hunn. Éischtens...

(Hilarité)

M. Ady Jung (CSV). - Wann et lech géif nogoen, da géifen déi Gréng nach Didjeridoo blösen a soss näischt aneschtens.

(Hilarité)

Une voix. - Ganz gutt.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Also mir géifen dat nach vläicht besser fäerdeg bréngen, wéi Dir de Choral, Här Jung.

M. Ady Jung (CSV). - Dat ass méiglech.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Mä aus zwou Ursachen hunn ech gemengt Dir géift um Mound liewen, Här Jung.

(Interruptions)

M. le Président. - Keng Zwëschesgesprécher, wann ech gelift.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Et ka jo awer net sinn, Här Jung, dass Dir hei d'Halschent vun der staatlecher Participatioun, déi vum Ministère de l'Intérieur kënnt, als staatlech Suen duerstellt. Dobäi misst Dir dach wëssen, dass déi Sue virdrun de Gemengen aus dem Fonds de dotation communal erausgeholl si ginn. Dat sinn iwwerhaapt net der Regierung hir Suen, dat sinn d'Sue vun de Gemenge gewiescht an déi kréie mer elo manner iwwert de Fonds communal. Dat war just geduecht, dass déi 118 Gemenge géifen un der Participatioun deel huelen.

Ech mengen den Här President vum SYVICOL ass e beruffenen Témoin fir mer ze soen dass ech do richtig leien. Dat si keng Suen aus dem Statsbudget, dat si Suen déi virdrun am Fonds communal de dotation financière waren an déi haut iwwer en anere Wee kommen. Also wann ech gelift, Här Jung, da stellt et net duer...

M. Ady Jung (CSV). - Här Gira, een Deel, awer nëmmen een Deel, ...

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - D'Halschent vun deene staatlechen...

M. Ady Jung (CSV). - ...an dee gëtt geziilt fir den Enseignement musical agesat, an zwar op deene Plaze wou e praktizéiert gëtt.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Neen, Här Jung. Wéi Dir déi Chifferen hei gemaach hutt, hutt Dir déi integral Zomm geholl. Ech soen lech d'Halschent vun där Zomm, déi Dir genannt hutt, si keng Sue vum Stat, mä dat ass just eng Emverdeelung vu Gemengesuen, déi virdu vläicht nëmme vun deene Gemenge komm sinn, déi eng Museksschoul haten, an déi elo vun deenen 118 kommen. Dat huet awer näischt mat der Participatioun vum Stat un deem Museksunterricht ze dinn.

An dat zweet...

M. le Président. - Här Gira, erlaabt mer dass ech dem Här Jung an lech soen, dass Dir net sollt hei Zwiesgesprécher féieren, mä dass Der lech sollt un d'Chamber wenden an net een un deen aneren. Sou ass et net Usus an deemsem Haus.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Här President, da soen ech lech dass ech wierklech gemengt hunn, den Här Jung géif um Mound liewen, wéi ech hei seng Interventioun héieren hunn.

An aus der zweeter Ursaach hat ech dat Gefill, dass den Här Jung keng Zeitung géif liesen an op jidde Fall net Gemengerotsberichter vun anere Gemengen. Well dann hätt hie festgestallt, dass den En-

seignement musical, deen eigentlech virun 1998 kaum zu negative Schlagzeilen an de Gemengerotsberichter gefouert huet, haut permanent fir negativ Schlagzeile suergt, well d'Gemengen einfach elo ufänken déi enorm finanziell Belaaschtung vun der Reform do ze spieren.

Ech kann aus eegener Erfahrung schwätzen, well am Réidener Kanton war Museksunterrecht keen Thema, bis dat Gesetz hei komm ass. Mä zënter dass Joer fir Joer duerch d'Gesetz, natierlech awer och duerch de Succès vun de Schüler, Augmentatioun vum 25, 30% fir déi eenzel Gemengen à l'ordre du jour sinn, ass et en negatiivt Thema bei eis am Eck. Liest mol d'Gemengerotsberichter vun der Gemeng Ettelbréck, déi d'nächst Joer, wann dat kënnt, wat hei profezeit gëtt, mat minus 40% Gewerbesteier, eleng duerch hire Conservatoire an duerch de CAPE, wäert kënnen de Schlëssel ënnert den Teppesch leeën.

Da sot dach net, déi Reform hei dat wier e volle Succès gewiescht an Dir félicitéiert deenen zwee Ministere hei, well elo Rou am Land ass. Et ass awer iwwerhaupt net wouer an et ass och net gelonge wat gehofft gi war, eng Konzentrierung, eng Rationaliséierung vun deem ganzen Unterrecht.

Am Géigendeel, et ass zu enger Proliféierung vun deene kommunalen Enseignement komm. Ech wëll hei net déi positiv Aarbecht vun der UGDA schlecht maachen, mä ech mengen awer net dass et sennvoll ass, dass mer erëm iergendwéi eng Kéier, wann dat doten esou weider geet, 118 verschidde Museksschoulen am Land hunn.

Ech hätt mer gewënscht, dass mer eng Konzentrierung, eng Regionaliséierung kritt hätten. Dat verënnert sécherlech net, dass een Antennen an deenen eenzelne Gemengen hätt, zum Beispill fir de Solfège ze maachen. Ech sinn awer net der Meenung dass et gutt ass, wa mer an 118 Gemengen eng Museksschoul hunn. Déi wäerten nimools déiselwecht Qualitéit kënnen bidde vun enger regionaler Museksschoul oder vun engem Conservatoire, sief et dee vun Ettelbréck, vun Esch oder an der Stad.

Sou dass ech vill méi skeptesch sinn iwwer den Impakt vun deem Gesetz hei. Ech gi gären zou, dass de Volet, fir deene Leit déi elo schaffen, elo mol endlech eng ofgesécher Aarbechtsplaz ze ginn, erreicht ginn ass. Glécklecherweis, dat begrësse mer och. Ech mengen, dass et och zu enger Harmoniséierung vun dem Enseignement komm ass. Dat ass richtig. Wann awer elo iwwert déi finanziell Sträitfro, dat inhaltlech Positiivt futi gemaach gëtt, well op eemol einfach d'Suen net méi do si fir e flächendeckende gudde Museksunterrecht ze maachen, dann hu mer schlecht geschafft. Här President, an ech kann och dat nëmmen ënnerstëtzen, wat den Här Gibéryen zum Schluss gesot huet.

Mir stëmme mar e Gesetz wou d'Participatioun vum Stat un engem Philharmonie Orchester bal dat duebelt ass vun deem, wat sän eegenen Apport zum Enseignement musical ass. Wann dës Regierung mengt, d'Participatioun un engem professionellen Orchester wier hinne bal duebel sou vill wäert wéi d'Participatioun un de Museksunterrecht vun 10.000 Schüler, dann ass dat och en Zeeche wéi eng Kulturpolitik dës Regierung wëllt maachen. Et ass op jidde Fall net déi, wéi mir eis se als Gréng virstellen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Madame Minister, wann ech gliff!

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.

de la Recherche.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'alleréisch emol den Historique rappéléieren.

Dat hei ass eng Operatioun gewiescht, déi net nëmmen 20 Joer laang gedauert huet. D'Madame Durdu huet d'Interpellatioun, déi ech 1984 un de Kulturminister eragericht hat, erwähnt. Wann een déi Motioun kuckt, déi deemools abruucht ginn ass a gestëmmt ginn ass, dann ass déi nach haut aktuell.

Se huet ee Punkt erreicht andeems se de Beruff gefestegt huet an andeems se och eng Harmoniséierung fäerdeg bruecht huet. Et bleiwen awer nach vill aner Saachen opstoen. Dat ass awer eng Diskussioun déi schonn zréckgeet an d'60er Joren, well de Kulturminister Pierre Grégoire hat schonn e Projet eragereecht fir eng national Museksschoul ze schafen. Esou laang si mer also amgaangen. Et kann een net alles an engem maachen.

Mir hunn dat Gesetz hei 1998 gestëmmt, wéi d'CSV an d'Sozialisten zesummen an der Regierung waren, an ech bedauern dass den Initiator vun dëser Debatt, den Här Scheuer, et net derwäert fonnt huet ze erwähnen, dass mer mat deem Gesetz 521 fest Aarbechtsplaze geschafen hunn. Sinn dat keng Aarbechtsplazen? Mir kommen aus engem Débat, deen iwwert de Chômage schwätzt, an hei huet eng Regierung 521 fest Aarbechtsplazen nei geschafen duerch e Gesetz vun 1998, an dat ass hei emol net derwäert gewiescht erwähnt ze ginn.

Leschten Enns war dat jo den Objectif, well mer gesinn hunn dass déi Chargés de cours ëmmer wéi Doléiner behandelt gi sinn, dass se dat anert Joer net woussten, ob se dat anert Joer nach géifen hir Plaz behalen. Si konnte kee Prêt maache fir en Haus ze kafen, well se gesot kritt hu si hätte keng fest Aarbechtsplaz. Alles dat konnte mer regelen.

Ech si frou, dass et geregelt ass, well et ass héich Zäit ginn, dass mer och de Beruff vum Museker unerkennen. Dir Dammen an Dir Hären, dat ass ee vu menge Motiver gewiescht fir an d'Politik ze goen, fir ze weisen dass och e Museker op verschiddene Plaze matschwätze kann an dass dat net déi Allerlescht sinn, esou wéi wa Museker nëmme spille kéinten an zu soss kengem Gedanke fäeg wäeren. Ganz dacks huet een a ville Kreeser vun eiser Gesellschaft do nach Viruerteiler. Et gëtt Zäit, fir dass mer eis iwwerleeë wéi mer dat strukturéieren.

Mir hu mat dem Gesetz nach laang net déi Objektiver erreicht, déi mir als Kulturpolitiker virschwienen an déi och an de Milieue vun der Musek wünschenswäert sinn. Mir hu wuel d'Ziel vun den Elève kënnen an d'Luucht setzen. 1998 waren et der 10.475, et sinn der elo an dësem Schouljoer 12.292, bāi 521 Enseignanten. Wann een dat a Relatioun setzt mat dem Total vu 75.000 Schüler, de Primaire, de Préscolaire an de Secondaire zsummegerechent, da gesi mer dass mer nach e grouss Feld virun eis hu fir all Jugendlechen an de Kontakt mat der Musek ze bréngen, an dat soll jo d'Zil vun esou engem Enseignement sinn. Duerfir wëll ech och dat widderleeën, wat net den Interpellant, mä den Initiator...

M. Jos Scheuer (LSAP).- Dierf ech eng Fro stellen, eng Prezisioun ginn?

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Ech soe mä Saz nach fäerdeg.

...wat hie gesot huet, well da kënnt Der dat vläicht mat abegräifen.

Hien huet gesot, dass de Museksunterrecht am Enseignement se-

condaire géif vernoléisseg ginn. Ech hunn d'Madame Brasseur gefrot si soll mer dozou eng Note maachen. Si huet mer gesot, dass am leschte Joer eleng 24.000 Schüler aus all eisen Ordres d'enseignement op engem Concert waren, dee vun de Schoulen organiséiert ginn ass, op engem Concert vum OPL, vun der Militärmusek oder vu Brigades d'intervention vun deene verschiddenste Genren.

Et sinn och nei Schoulbicher erauskomm, nei Gesangsbicher. De Kulturministère huet en neit Material an Optrag gi fir de Précoce. Et ass also net esou, dass op deem Gebitt do näischt geschéie géif. Et ass awer nach ëmmer meng Suerg, an do si mer nach net do wou ech gären hikéim, dass all Kand aus eise Schoulsystem d'Geleeënheet kritt fir mat Musek Kontakt ze kréien. Dat bleift nach e bëssen op wéi mer dat gestalten.

Mir hunn natierlech, andeems mer och net alles kënnen an d'Schoul fässelen, elo de Wee vun deem Niewelaanscht gewielt. Ech denken, dass ee vun de Beräicher, deen am Gesetz nach opsteet an deen nach net exécutéiert ginn ass, zum Beispill d'Zesummenaarbecht vun der Organisatioun vun der Initiatioun mat der Schoul ass. Déi ass am Gesetz virgesinn. Déi kéint ee maachen, virausgesat dat ee mat sengen Enseignanten a mat deenen, déi d'Musek enseigneieren, zesumme schaffe kann, an dat een dat och zesummen organiséiere kann. Da kéint villes och am Beräich vun de Museksstonne vun der öffentlecher Schoul stattfannen.

Ech ka mer duerchaus virstellen, dass ee am Préscolaire wonnerbar d'Initiation à la musique maache kann, dass ee dat duerchkritt ouni d'Kanner méi ze belasschen, dass ee se op der Plaz huet an dat ee domadder déi beschte Viraussetzung geschafen huet fir un d'Kanner alleguerten ze kommen ouni Méikäsch.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer och hei meng Mercië lasginn, well wa mer am Enseignement musical haut do sinn, wou mer sinn, dat heescht dass mer e flächendeckend iwwert d'Land hunn, dann ass dat dank de Gemengen. Dann ass dat och de Mérite vun deene Gemengen, déi scho ganz fréi dat dote gewielt hunn an déi och de politesche Choix getraff hunn. Haut ass et jo esou, dass kee freet: Wat kascht den Entréesbilljee fir op e Fußballsterrain, wa mer berechne wat säi Fonctionnement par rapport zu de Leit kascht, déi do sinn. Par contre gëtt bei der Musek déi Rechnung gemaach. Duerfir ass et e politesche Choix an et ass deene Politiker héich unzerechnen, déi eng Prioritéit fir d'Kultur setzen a sech och net scheien.

Ech wëll awer och der UGDA merci soen. D'UGDA ass mat 136 Enseignanten déi gréisste Museksschoul, méi grouss wéi de Conservatoire vun der Stad Lëtzebuerg, an d'UGDA huet ganz sécher et méiglech gemaach, dass mer déi Harmoniséierung do konnten ugoen, well soss hätte mer et net fäerdeg bruecht. Et gesäit een um Beispill vun engem klengen Syndikat, „kleng“, well am streiden ass e grouss, dee vu Réiden, wéi schwierig et ass, wann ee mat Gemengeverantwortlechen eleng do soll op e gemeinsamen Nenner kommen. D'UGDA-Museksschoul huet an deem Sënn villes erlichtert, villes méiglech gemaach. Wann elo hei gemengt gëtt dat wier en Eparpillement, da soll een nach eng Kéier doriwwer schwätzen. Et ass kenger Gemeng verbuede mat enger aner zesummenzeschaffen. D'Autonomie vun de Gemengen ass nach wie vor kloer, an duerfir wëll ech de

System vum Finanzement och nach eng Kéier hei erläuteren.

Well op wat intervenéiert de Stat? De Stat intervenéiert jo - den Här Minister Wolter geet herno och nach op de Finanzement an - op dem Elève, well et kënnt dem Kulturministère drop un, dass et den Elève soll sinn, deen dovunner profitéiert. An dann ass natierlech d'Gemeng massgebend an d'Gemeng ass fir d'Organisatioun ëmmer nach selbststänneg an autonom. D'Gemeng kann decidéieren, ob an eng Klass 20 Schüler kommen oder 25 oder nëmmen zwee, an d'Gemeng kann decidéieren, ob e Cours annerhalfe Stonn huet oder nëmmen eng halfe Stonn.

An där doter Berechnung stellt sech dann och déi Diskrepanz mat der Stad Lëtzebuerg eraus, well bei der Stad Lëtzebuerg ass natierlech dee ganze Fonctionnement mat a Rechnung gestallt, woubäi mer wëssen dat de Conservatoire vu sengem Fonctionnement hier net nëmmen dat schoulescht eleng ass, mä dass d'Stad Lëtzebuerg sech dat natierlech och eppes kaschte léisst. Dat erkläert, firwat dass d'Stad Lëtzebuerg beim Remboursement mat 38% mat deem niddregsten Taux vu Remboursement do steet. Wuel verstanen, well bei der Berechnung vun deem wat pro Elève opbruecht gëtt nëmmen den Enseignement a Rechnung gestallt gëtt an net alles dat wat am schoulesche Beräich ronderëm leeft.

Dat gesot, gëtt et natierlech Diskrepanzen, déi och op d'Gemengenautonomie zréckgeféiere sinn. Zwou Schoulen, déi vergläichbar sinn: lechnach an Diddeleng. Déi zwou Schoulen hunn 43 Enseignanten. Déi eng huet Frais généraux vun 1.355.000 Euro ugemellt. Dat ass Diddeleng. Déi aner 1.745.000 Euro. Dat ass lechnach. lechnach ass also vill méi deier wéi Diddeleng. Aus wat fir enge Grënn?

Dat muss vläicht den Här Scheuer selwer an der Analys emol erausfannen. Hie wäert wahrscheinlech eng Partie Erklärungen duerfir hunn, firwat dass seng Käsche méi héich si wéi déi vun Diddeleng, mä dat féiert natierlech dozou, dass den Taux de remboursement fir lechnach bei 47% läit, woubäi e bei Diddeleng bei 72% läit. D'Gemengenautonomie féiert also dozou, dass et hei esou an do esou ass.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Wat wëlle mir elo? Wëlle mer d'Gemengenautonomie ofschaffen? Ech wëll mech dozou net äusseren. Ech meng mir sollen hei eng Harmoniséierung ustriewen. D'Gesetz seet ausdrécklech: Et ass eng Harmoniséierung vun deem wat besteet. Duerfir solle mer kucken, dass mer d'Fro, déi d'Eltere sech stellen, beantworte kënnen, well d'Eltere wësst gären, wa se hiert Kand elo hier schécken an et geet gären d'nächst Joer duer, wéi et da mam Iwwergang ass. Kënnt hiert Kand da mat deem wat et an där enger Schoul geléiert huet an där aner Schoul virun? Méi ass an deem Gesetz net virgesinn.

Et ass eng mühsam Aarbecht an ech muss dem Commissaire à l'enseignement musical merci soen, deen déi ganz Aarbecht mat zwee Mataarbechter, engem ganzen an nach engem halwen, bewältege muss. Et ass och ee groussen Effort verlaangt vun den Direktere vun deene Conservatoires a vun alle Chargéen, déi sech mussen zesumme raufen. Si komme vu ganz verschiddene Richtungen hier munchmol. Déi eng, déi maache méi Solfège wéi déi aner, an déi hu ganz verschiddene Opfaassungen, well se och verschidde Schoulen hunn. Déi eng hunn déi däitsch Schoul, déi aner hunn déi franséisch Schoul an hirer Ausbildung. Et ass e Wierk, wat schonn et a sech huet.

Vun de Reglementer sinn der aacht geholl an nach véier bleiwen ze huelen. Den Här Scheuer hat dat gefrot. Ee Reglement betrëfft den Enseignement des adultes, deen net geregelt ass. Do schwieft et mir vir, dass mer fir d'Adulten an der Musik datselwecht virgesi wat mer an allen anere Beräicher hunn. En Adulte ka Coursen huelen iwwer Seidemolerei, ka Sproochecoursen huelen am Kader vun der Education nationale, wou mer eng 12.000 Interesséierter all Joer hunn, déi esou e Cours beleed mat engem minimalen Opwand u Participatioun, an déi domadder sennvoll Nieweschäftegungen hunn, mä awer och am System vu weider léieren a sech weider forméieren dra sinn. Enseignement des adultes fuerderen ech och an engem geregelte strukturéierte Kader fir d'Musik. Ech sinn der Meenung, dass eng Obligatioun déi de Stat kéint organiséieren, selbststänneg, a wou och dat entsprechend Reglement da géif virgesinn, dass net nach zousätzlech Käschen op d'Gemengen duerkommen. Dat aner Reglement ass dat iwwer Horaires et programmes, wat äusserst schwierig ass an dofir nach an der Ausaarbechtung ass.

Soll een elo e Plan sectoriel erstellen? Et kann een iwwer alles nodenken. Ech mengen dat Wichtigst ass, dass mer eis elo emol an dës Phas nach festegen an déi Reglementer, déi nach opstinn, maachen, dann déi Bestandsopnahm déi gefuereert ass, déi net esou schwierig ass ze maachen, well d'Donnéeë sinn alleguerten do.

Ech géif awer och vläicht deen Effort, dee vu jiddferengem hei gemaach ginn ass, wëllen ervirstrach gesinn. Dës Debatt, déi soll net ausschliesselech eng Finanzdebatt sinn an als dat dobaussen duerkommen.

M. le Président.- Här Scheuer.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Dierf ech eng Fro stellen?

M. le Président.- Jo.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Fir d'éischt emol, Madame Minister, huet d'LSAP keng Interpellatioun ugefrot, mä mir hu schäbig zéng Minuten zougestane kritt an enger Heure d'actualité. Fir dat emol kloer ze stellen. An zéng Minutte schwätzt een net iwwert d'Bienfaité vun deem Gesetz - et deet mer Leed, dass dat net geschitt ass -, iwwert d'Personal, dass d'Plaze geschafte gi sinn. Awer et huet och keen iwwert d'Erhéijung vum Niveau geschwat, déi am Laf vun deene leschte fënnf Joer am musikaalesche Beräich zu Lëtzebuerg stattfonnt huet.

Mä ech wollt lech d'Fro stellen, Dir hutt gesot, déi Leit, déi hätten eng fest Aarbechtsplaz kritt. Déi Chargés de cours, dass sinn nach ëmmer déi, déi esou mann assuréiert sinn, wéi kaum een aneren deen am Secteur public schaff. Déi sinn an der Mille vum Fonctionariat vun den Employés communaux, vun den Employés privés, a si hunn nach ëmmer Contrats à durée déterminée, wou d'Gemengen net wësse wéi se sech sollen uleeë fir een dee véier Stonnen huet an iergendengem bestëmmt Instrument, fir deem seng Aarbechtsplaz ze sécuriséieren. Da geet dat iwwert d'UGDA, wann et net iwwert d'Musiksschoule geet. Wéi évoluéiert de Statut vun de Chargés de cours?

An dat anert, wat Dir gesot hutt, lechnach an Diddeleng, do stellen ech lech dann d'Fro, Madame Minister: Wat fir eng Schoul entsprécht éischer Ärem Bild vun enger excellenter Musiksschoul? Ass dat den Diddelenger Modell oder ass dat den lechnacher Modell, wou déi lechnacher 25 Gemenge mat betreiwen, wat en zousätzleche Coût bedeit, deen déi Diddelenger Schoul net huet, an dee mir net rémunéiert kréien?

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*. - Beim Personal hu mer natierlech d'Problematik, déi ech net wëll weider ausbauen, wéi gemengeniwwergräifend fest Poste geschafte kënne ginn.

Kann eng Gemeng een hallef à durée indéterminée astellen? Dann ass em net gehollef, well de Revenu net héich genuch ass, an dofir ass déi Fro vun de Syndikater, vun der Form a vun der Struktur tëschent de Gemenge wichteg, an dofir ginn ech och elo dem Innenminister d'Wuert. Dir verstitt jo, dass ech op déi zweet Fro net äntwären.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*. - Här President, ganz kuerz fir nach e puer Gedanken vu menger Säit aus anzubringen.

Och wann den Här Scheuer nëmmen zéng Minutten hat, schäbég zéng Minutte wéi e gesot huet, fir seng Heure d'actualité anzeleeden, kann ee schäbég zéng Minute mat engem gudden Inhalt fëllen, oder et kann ee se mat engem schäbegen Inhalt fëllen.

Ech fannen dass déi Froen, déi den Här Scheuer hei gestallt huet, gewisen hunn, dass den Här Scheuer ganz weineg preparéiert war wéi en de Moien heihinner komm ass. En huet jo dofir selwer héchstwahrscheinlech a senger Introduction gesot, et misst een e richtegen Débat de suivi féieren, wou ee sech da kéint préparéiere fir de Bilan ze zéie vun dem Gesetz.

Dir hätt lech nämlech och kënne d'Fro stellen, Här Scheuer,...

M. Jos Scheuer (LSAP). - Dir waart deemols dobäi wéi d'Gesetz gemaach ginn ass. Dir hutt deemools blockéiert. Dir hutt gemauert deemools.

M. le Président. - Här Scheuer, loosst emol den Här Minister schwätzen.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Et ass parole après ministre.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*. - Ech war deemools dobäi, well ech Innenminister war, an ech sinn och elo nach Innenminister, an Dir wäert relativ séier gesinn, dass mir zu deem Projet do stinn an dass dat och ee gudder Projet war, dee mer deemools gemaach hunn. Dir hutt entre-temps d'Säiten an domat héchstwahrscheinlech och d'Meenung changéiert zu deem Projet.

Dat Gesetz, Här Scheuer, dat hat dräi wesentlech Punkten. Et hat dee vun der Harmonisatioun. Et steet d'ailleurs am Intitulé vum Gesetz: harmoniser. Dat heescht, allgemeng gültig Kritären iwwert de gesamte Secteur setzen. Da kann een net heihinner kommen an den Artikel 2, dee präziséiert wéi déi Harmonisatioun soll ausgesinn, kritiséieren, oder et muss ee soen, mir sinn haut mat deem But vum Gesetz, wat d'Harmonisatioun war,

net méi d'accord, mir hätte gären dass jiddfereen den Enseignement musical no senger Regeln oder sengem Gutdünken op gemengepoliteschem Niveau kann organiséieren. Mä wann Dir dat net wëllt, da kënnt Dir och net heihinner kommen a géint de Prinzip vun der Harmonisatioun wetteren, esou wéi Dir dat virdu gemaach hutt.

(Interruption)

Ech hat dat just net esou héieren.

Den zweete Volet, déi sozial Ofsecherung vun de Chargéen, war e wesentlech Element vun deem Projet. D'Madame Hennicot ass dorobber agaangen, ech brauch net weider dorobber anzegoen. Ech ginn och net op déi onsäglech Diskussioun an, déi mer haten, ob mer de Chargéen e Contrat à durée déterminée oder indéterminée sollte ginn, wou vun der geballter Kraaft vun de Gemengen zum Deel de Widderstand komm ass fir deene Leit e Contrat à durée indéterminée ze ginn. Ech renvoyéieren do op d'Prise de position, déi mer notament vum SYVICOL kritt hu virum Vote vum Gesetz, an da kann een net elo heihinner kommen a maache wéi wann déi Leit an enger précairer Situation gewiescht wäeren, wann ee selwer dozou bäigedroen huet, dass am Gesetz eng Regelung fonnt ginn ass, déi probéiert huet op där enger Säit d'Ofsecherung an op där anerer Säit och d'Intériteit vun de Gemengen, déi deemools ganz present waren an där Diskussioun, sécher ze stellen.

Déi drëtt Fro ass déi vum Finanzement. Do muss ee sech dann iergendwann eng Kéier eens ginn, wat den Enseignement musical ass. Mir hunn am Gesetz vun 1998 gesot, et wär eng Attribution communale. Elo kann ee soen, mir sinn der Meenung et ass keng Attribution ech op dat wat den Här Gibéryen gesot huet, well notament ee vun de Grënn vum Gesetz vun 1998, firwat dass et eng Attribution communale ass, waren déi Saachen déi hie gesot huet. D'Nähe zu de Musikveräiner, de Fait dass een op lokalem Niveau dat besser kéint koordinéieren tëschent Musikschool a Musikveräiner an all deenen Organisatiounen déi ronderëm sinn.

An da geet de Stat hin a seet, mir hëllefen dobäi. Am Prinzip, wa mer no der renger Léier ginn, déi mir jo elo sollen aféieren am Débat Etat-communes, misst ee jo soen, wann eng Kompetenz an engem gewëssenen Domän ass, dann ass déi Kompetenz och duerch deen Niveau ze finanzéieren. An der renger Logik misst ee soen: Enseignement musical - domaine communal. Den Domaine communal bezilt den Enseignement. Soe mer neen, a mir sinn higaangen, well mer jo gesinn hunn, dass an deem Gesetz eng Rei vun Ännerunge waren, a ginn een Drëttel, net zwee Drëttel, Subsid vum Stat bäi an deenen Enseignement. Mir sinn der Meenung, dass dat en ugemesenen Niveau ass. Mir kréien am Gesamtpak vun Etat-communes d'Gleeenheet heiriwwer ze diskutéieren.

An da si mer higaangen, well mer nämlech keng Eenegung fonnt

hunn tëschent de Gemengen, well d'Gemenge während 20 Joren net à même ware fir sech esou ze organiséieren, dass mer flächendeckend iwwert d'ganz Land en Enseignement musical hätten, wat mer haut elo lues a lues op verschidde Plazen duerch dat Gesetz hei awer och elo kritt hunn, da gi mer hin a maachen eng Péréquation.

Ech hu virum 1998 x-mol d'Ronn gemaach, och de SYVICOL huet d'Ronn gemaach, fir derfir ze sueren dass tëschent deene Gemengen, déi eng Musikschool hätten, an deene Gemengen, déi keng Musikschool hätten an déi hir Schüler an déi Gemenge géife schécken, wou eng Musikschool wier, dass do eng Péréquation volontaire géif stattfannen, datt sech iwwer e Schema géeegeent géif ginn am Gemengesektor, nodeem e Schüler, deen aus enger Gemeng X ass an an eng Gemeng Y an e Cours geet, dass do déi Gemeng Y vun der Gemeng X bezuelt géif ginn.

Fir dat erbäizezéien, dat war net méiglech, wéi et d'ailleurs haut op ganz villen aneren Domänen och nach net méiglech ass, fir déi Kooperatioun tëschent Gemengen, déi op villen aneren Punkten awer ugemahnt gëtt, an d'Realitéit ëmzesetzen.

An dofir si mer am Gesetz vun 1998 higaangen a mir hu gesot, mir maachen een zweeten Drëttel Péréquation entre les communes, fir sécher ze stellen, op mannst zu engem Deel, dass déi Gemengen, déi kee Museksunterrecht ubidden, dass déi dann awer zum Finanzement vun deem Ganzen bäidroen. Obscho mer dat natierlech net individuell pro Elève a pro Gemeng da kënne maachen, maache mer déi Péréquation entre communes, wou mer en Drëttel vun der Zomm dréine loossen a wou mer dat dann awer domadder op iergend eng Aart a Weis sécher stellen.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Déi aner droen zweemol bäi.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*. - Jo, déi aner droen zweemol bäi. Här Scheuer, Autonomie communale, dat heescht awer och iergendwann eng Kéier eppes. Autonomie communale heescht och, dass ee sech dann iergendwann eng Kéier tëschent de Gemenge muss eens ginn, wann et ëm de Refinanzement vun den Aktivitéite geet, déi een am Gemengesektor wëll maachen.

An ech soen lech, wa mer am Etat-communes op eng Rei vun aneren Domänen komme wou mer gären hätten, dass méi regional géif zesumme geschafft ginn, wou déi sechs Regione solle mat Inhalt gefëllt ginn, da kréie mer där doter Domänen nach ganz vill, wou mer herno musse kucken, wéi maache mer d'Opdeelung vun de Käschten tëschent där Gemeng, déi dann an der Region e gewëssene Service ubitt, an deenen anere Gemengen, déi mat hire Bierger dovunner kënnen profitéieren an deeselwechten Investissement net méi kënne maachen oder net méi brauchen ze maachen.

Dat hei ass ee Beispill vun e puer, wat mech zur Konklusioun komme léisst, dass mer vläicht à l'heure actuelle nach net do si wou mer misste sinn, wa mer gären iwwer aner Saachen diskutéieren.

(Interruption)

Dat geet net esou einfach iwwer e Fonds régional. An da wann Der kuckt, de Plan sectoriel - moi j'ai pas de problème -, ech hat ëmmer gemengt dass et méiglech misst sinn ënner Gemengen esou e Plan sectoriel ze maachen. Wann ee sech iwwer eng Kompetenz eens

Sommaire des séances publiques

5055 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Musique Amplifiée sur la Friche Industrielle de Belval-Ouest à Esch-sur-Alzette

et

4737 - Proposition de loi portant création d'un établissement public nommé "Centre de créations et d'événements musicaux Janis Joplin"

pages 517-527

4959 - Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies, le 6 octobre 1999

et

4960 - Projet de loi portant approbation de l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté à la huitième réunion des Etats Parties le 22 mai 1995

pages 527-528

Débat de consultation sur le programme directeur d'aménagement du territoire

pages 528-542

Communications

page 542

Retrait du rôle du projet de loi 3176 concernant la diffusion d'oeuvres cinématographiques sous forme de supports d'images destinés à la vente ou à la location

page 542

Ordre du jour

page 542

Déclaration de politique étrangère présentée par Madame Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

pages 542-546

Communication

page 546

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la position luxembourgeoise dans les discussions européennes concernant la révision de la politique agricole commune

pages 546-550

page 553

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet du développement alarmant du chômage au Luxembourg

pages 550-553

Dépôt d'un projet de loi

page 552

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la situation de l'enseignement musical dans les différents ordres du système scolaire, dans les conservatoires, dans les différentes écoles de musique ainsi que dans les associations culturelles

pages 553-557

ass - an hei soe mer et ass d'Compétence communale -, da misst et méiglech sinn dass déi eenzel Musekschoulen ënnert eneen, an déi eenzel Gemengen, déi dann an de Musekschoule regroupéiert sinn, dat matenee kéinte maachen - an d'Madame Hennicot och. Mir verwieren eis awer net fir esou eppes ze maachen. Do stelle sech dann awer ëmmer déiselwecht Froen, nämlech déi, déi ech virun opgesot hunn.

A schlussendlech muss ee soen: Ass et eng Mission facultative oder ass et eng Mission obligatoire? Mir waren 1998 der Meenung dass et eng Mission facultative wier, dat heescht dass mer d'Gemengen net kéinten zwénge fir deen Unterrecht unzebidden, dofir entfält och a mengen Ae viles vun deem wat Dir gesot hutt, wann Dir sot, jo wat kascht deen ee Cours, wat kascht deen anere Cours, wann ee kënnt deen nach gären dese Cours hätt oder deen anere Cours hätt. Mir sinn an der Logik vum Gesetz vun 1998 an enger Situatioun wou d'Gemenge musse decidéieren, compte tenu vun de finanzielle Moyenen déi si bereet sinn an den Enseignement musical ze setzen, dass si decidéiere wat fir een Enseignement dass se ubidden, wat si bereet sinn dass et si selwer kascht.

(Interruption)

Dat ass d'Gesetz vun 1998.

(Interruption)

Jo, Dir sidd der Meenung et ass e Problème national, d'Gesetz ass der Meenung dass et eng Mission facultative ass vun de Gemengen.

Ech widdersetze mech awer net am Débat Etat-communes, dass mer soen et gëtt eng Mission obligatoire. Mir musse dat also ubidden. Wa mer dat musse ubidden, renvoyéieren ech awer op déi Diskussioun vu virun, well wa mer et ubidden, da musse mer eis och d'Struktüre ginn, fir sécher ze stellen dass dann all Gemeng et ubitt. Dat kéint a mengen Aen um regionalen Niveau an deene Planungsregionen passéieren. Ech wëll awer soen: Et ass awer haut nâischt wat d'Gemenge géif dorunner hënneren, fir dat schonn ze maachen.

(Interruption)

Se maachen et net. Et sinn eng Rei déi et maachen, mä et geschitt net esou wéi den Här Scheuer dat gären hätt. Dat sinn déi puer Remarques déi ech dozou wollt soen.

Ech soen lech merci.

Une voix. - Très bien.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Ech stelle fest, datt den Här Minister et net fäerdeg bruecht huet fir mir ze beweisen, ech wär net virbereet.

M. le Président. - Dir Damen an Dir Hären, mir wieren domadder um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtten a fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.12 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

media brain, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 13 / 2002-2003

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2010	Renée Wagener	Intégration dans la vie professionnelle des personnes souffrant de déficiences
2012	Jos Scheuer	Dommages causés par les inondations aux infrastructures privées et communales
2013	Jacques-Yves Henckes	Réaménagement de la Place de l'Etoile à Luxembourg
2015	Gast Gibéryen	Charte européenne pour les langues régionales ou minoritaires
2016	Ben Fayot	Construction d'une école européenne à Mamer
2017	Jean-Pierre Koepp	Transports publics au Nord du pays
2018	Jean-Pierre Koepp	Pollution de l'eau potable
2019	Jean-Pierre Koepp	Travaux d'entretiens spéciaux par divers intervenants
2020	Renée Wagener	"Landesgartenschau" à Trèves
2022	Renée Wagener	Protection de la substance architecturale
2024	Renée Wagener	Représentation paritaire au sein de la Cour pénale internationale
2025	Jean Huss	Répercussions sur l'environnement par l'agrandissement projeté de l'entreprise "Kronospan"
2027	Marc Zanussi	La distribution des quotidiens luxembourgeois
2028	Mars Di Bartolomeo	Installation d'un centre de documentation consacré à la galerie Hondsbësch
2029	Mars Di Bartolomeo	Statut du personnel des établissements publics
2034	Gusty Graas	Gestion du forfait d'éducation par le Fonds national de solidarité

Question 2010 (21.1.2003) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant l'intégration dans la vie professionnelle des personnes souffrant de déficiences:

Actuellement, un projet de loi portant réglementation du travail des personnes handicapées est en voie d'élaboration. En 1991 cependant, la loi a déjà introduit des quotas de personnes à déficiences à atteindre par les entreprises.

Est-ce que le respect de ces quotas a été vérifié par une autorité de contrôle? Si oui, quels en ont été les résultats?

De quelles sanctions ont été frappées les entreprises qui ont manqué de se tenir à la loi?

Quels sont l'évolution et l'état actuel du taux d'intégration de ces personnes dans le monde du travail?

Réponse (21.2.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

L'article 6 de la loi du 12 novembre 1991 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1992 dispose que: «Les employeurs assujettis à l'obligation d'emploi conformément aux dispositions des paragraphes (1) et (2) de l'article 5 sont tenus de déclarer au service des travailleurs handicapés de l'Administration de l'Emploi, dans un délai de six mois à partir de la mise en vigueur de la présente loi, les emplois à occuper par des personnes handicapées et, le cas échéant, les postes déjà occupés par des handicapés. Après ce délai les postes devenus vacants et les emplois à occuper par des personnes handicapées doivent être signalés immédiatement au service des travailleurs handicapés avec, le cas échéant, une proposition de réemploi d'un autre travailleur handicapé.»

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} janvier 1992 jusqu'au 30 septembre 2002, le service des travailleurs handicapés de l'Administration de l'Emploi n'a pas encore

eu à traiter avec des employeurs refusant de respecter l'obligation légale d'embauche de travailleurs handicapés. Toutefois, au vu de la situation actuelle sur le marché du travail et malgré les efforts investis par les services de placement, 280 personnes handicapées se trouvent en situation de chômage en date du 31 décembre 2002 (dont 1/3 participent à des mesures actives en vue de leur réinsertion professionnelle).

Dans le cadre de l'application de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle, le service des travailleurs handicapés de l'Administration de l'Emploi est appelé à établir depuis le 1^{er} octobre 2002 des rapports sur le respect ou non par l'employeur des obligations d'emploi de travailleurs handicapés.

Quant au respect des quotas, signalons que le recensement établi en 1995 par le service des travailleurs handicapés a démontré que l'Etat, les communes et les établissements publics n'ont pas suffi aux obligations leur incombant en vertu des dispositions de l'article 5 qui disposent: «L'Etat, les communes, les établissements publics et la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois sont tenus d'employer à temps plein des travailleurs reconnus comme travailleurs handicapés, dans la proportion de 5% de l'effectif total de leur personnel occupé en qualité de fonctionnaires ou de salariés liés par un contrat de travail et à condition qu'ils remplissent les conditions générales de formation et d'admission légales ou réglementaires.»

L'article 10 de la même loi stipule qu'en cas de refus d'un employeur du secteur privé d'embaucher le nombre prescrit des handicapés, une taxe de compensation équivalant à 50% du salaire social minimum serait à verser chaque mois au trésor public par ledit employeur. Cette taxe est due aussi longtemps que dure le refus et pour chaque travailleur non embauché.

Quant à l'évolution et l'état actuel du taux d'intégration des per-

sonnes handicapées, il y a lieu de préciser que l'évolution globale du nombre de reconnaissances prononcées depuis les 5 dernières années se présente comme suit:

Année	Reconnaissance au 31.12.
1998	1717
1999	1909
2000	2179
2001	2455
2002	2798

A l'heure actuelle le service des travailleurs handicapés estime à environ 2/3 le taux d'intégration des travailleurs handicapés reconnus et ce conformément aux dispositions de la loi modifiée du 12 novembre 1991 et actifs dans le monde du travail.

Il est à signaler que conformément aux dispositions de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998, 250 nouveaux postes pour travailleurs handicapés ont pu être créés auprès de l'Etat au cours des 5 dernières années.

Question 2012 (23.1.2003) de M. Jos Scheuer (LSAP) concernant les dommages causés par les inondations aux infrastructures privées et communales:

Les inondations en ce début d'année ont provoqué d'importants dégâts. A part les dommages causés aux infrastructures privées et communales, des bâtiments et domaines publics ont également été touchés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à MM. les

Ministres de l'Intérieur et des Finances:

- Est-ce qu'il existe un concept pour protéger les infrastructures et domaines de l'Etat en cas de catastrophes naturelles?

- Qu'en est-il d'un plan de la gestion des risques naturels liés à l'eau pour les bâtiments et domaines publics? Est-ce que le Gouvernement dispose de procédures de gestion de crise clairement définies?

- Quand une crise survient, il est essentiel que les principaux responsables soient avisés le plus rapidement possible. Est-ce que pour chaque bâtiment ou domaine public une équipe de gestion de crise, composée des principaux responsables, est désignée?

- M. le Ministre va-t-il procéder à un examen rétrospectif et ensuite solliciter un audit de la gestion de crise et de son déroulement?

Réponse coordonnée (21.3.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics et de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Mis à part les consignes d'exploitation du Barrage de la Haute Sûre et des barrages de la Moselle il n'existe pas de plan de gestion des risques naturels ou de procédure de gestion de crise spécialement applicables aux dommages causés par des inondations ou d'autres catastrophes naturelles aux bâtiments et domaines publics. L'Etat étant en quelque sorte son propre assureur, il doit remédier aux dégâts causés et la remise en état est donc prise en charge par les crédits figurant dans le budget annuel de l'Etat. Généralement les travaux sont établis en étroite collaboration avec les occupants afin de pallier rapidement aux inconvénients.

Cependant il est tenu compte lors de la conception des différentes infrastructures (pont, routes, barrages,...) dans la mesure du possible et du raisonnable des risques auxquels elles sont exposées, et notamment des dangers qui résultent des hautes eaux. Ainsi le niveau des terres pleines du Port de Mertert dépasse de un mètre le niveau de la crue de décembre 1947. Dans le souci d'augmenter la sécurité des usagers et de la population, la DOA tient également à remédier aux défauts que des équipements existants (qui ont souvent déjà un certain âge) peuvent présenter. En outre, la DOA a aux endroits critiques (Esch sur Sûre, Rosport et Mertert) des agents (de la carrière du cantonnier) sur place qui ont des connaissances particulières et qui peuvent intervenir en cas de besoin avec leurs équipes dans des délais très courts.

Le système de préalerte des crues ainsi que les plans de gestion de crise mis en place et gérés par le Service national de la Protection civile en cas d'inondations n'opèrent aucune distinction entre les infrastructures privées et publiques, étatiques ou communales. Pareille distinction n'aurait, à mon avis, aucune raison d'être alors qu'il s'agit, en cas de catastrophe naturelle, de réagir au plus pressant et de prendre les mesures adaptées à la situation, sans égard au statut de la propriété sinistrée et de ses habitants.

Pour ce qui est des examens rétrospectifs des interventions des services de secours, il va sans dire que toutes les équipes impliquées dans la gestion d'une crise naturelle ou autre se doivent de procéder à l'issue d'une intervention à un «débriefting» et à une analyse objective des forces et des faiblesses de leur action.

J'aimerais enfin rappeler à M. le Député qu'il appartient aux autorités communales de «prévenir par les précautions convenables (...) les accidents et les fléaux calamiteux» (Art. 3 décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire), donc également les inondations et les autres accidents naturels. Si l'Etat peut prêter son concours à la mise en œuvre de mesures de protection contre les crues, il revient aux communes d'initier les projets en cause.

Question 2013 (23.1.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant le réaménagement de la Place de l'Etoile à Luxembourg:

Zënter 1999 lafen d'Aarbechten, fir d'Stäreplaz an der Stad nei ze gestalten. An der Zeitung war elo ze liesen, datt de Stat déi néideg Bauplazen nach net alleguerte konnt opkafen. Een Deel vun dese Bauplaze gehéieren anscheinend engem private Promoteur mat deem de Stat bis elo nach keng Eeneegung fonnt huet.

Sou laang an deser Affaire keng Eeneegung fonnt gëtt, kann de Projet vun der Emgestaltung vun der Stäreplaz awer net realiséiert ginn.

Kann d'Mme Minister mer duffer dës Froe beäntweren:

1. Wouranner besteet de Sträit tëschent dem Stat an dem private Promoteur?
2. Wat ënnerhëllt de Stat, fir de Sträit an déi eventuel Problemer bäizeelen?
3. Wéini gedenkt de Stat déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir de Projet vun der Neigestaltung vun der Stäreplaz ze realiséieren?

Réponse (11.2.2003) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

1. Et geet em de Präiss, d'Gréisst vum Areal, an den Zäitraum an d'Garantié vun der Bebauung.
2. D'Verhandlung gi weider; béid Parteien sichen eng Léisung.
3. Dat ass schwéier soen, mä d'Regierung hofft esou schnell ewéi méiglech ofzeschléissen.

Question 2015 (23.1.2003) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la Charte européenne pour les langues régionales ou minoritaires:

De 25. Oktober 2002 huet d'Regierung e Gesetzesprojekt déposéiert, fir déi europäesch Charte iwwert d'regional a minoritär Sproochen, déi de 5. November 2002 zu Stroossbuerg ënnerschriwwen ginn ass an zënter dem 1. März 1998 a Kraaft ass, ze ratifizéieren. Dës Charte, déi mëttlerweil vun 29 Länner ënnerschriwwen an dovunner vun 17 ratifizéiert gouf, huet als Zil déi regional a minoritär Sproochen als Bestanddeel vum kulturelle Räichtum vun Europa souwuel am öffentlechen, wéi och am private Liewen unzeerkennen an ze schützen.

Och wa Lëtzebuerg net direkt vun deser Charte betraff ass, sou ass se interessant virum Hannergrond vun de lëtzebuergeschsproochege Minoritéiten an der Belsch, a Frankräich an an Däitschland. D'Mme Kulturminister huet an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 1. Februar 2002 gesot, datt Lëtzebuerg d'Iwwerliewe vun der Lëtzebuerg Sprooch am Ausland ënnerstëtzt (cf. *compte rendu N°5/2001-2002*).

Den Artikel 14 vun der Charte gesäit vir, datt déi verschidde Ver- tragslänner mat deene Länner wou déiselwecht oder ähnlech Sprooch geschwat gëtt, bilateral oder multi- lateral Ofkomme schléissen, fir d'Kontakter tëschent de Leit, déi déiselwecht Sprooch schwätzen, ze favoriséieren. Dëst an de Berä- cher Kultur, Enseignement, Infor- mation a beruflech Ausbildung. Doniewend muss am Intérêt vun de regionalen a minoritäre Sproochen d'grenziwwerschreidend Zesum- menaarbecht um regionalen a lo- kale Niveau erlichert ginn.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un d'Mme Minis- ter:

- 1) Huet Lëtzebuerg schonns bila- teral oder multilateral Ofkom- me mat de Nopeschlänner an de Beräicher wéi se am Artikel 14 vun der Charte vu Strooss- buerg vum 5. November 1992 virgeschriwwen ginn? A wa jo, a wat fir enge Beräicher a mat wat fir Länner?
- 2) Wa neen, gedenkt d'Regie- rung der Opfuerderung vum Artikel 14 nozekommen? Wa jo, a wéi enger Form, a wéi enge Beräicher a mat wat fir Länner?
- 3) Wéi gedenkt d'Regierung am Intérêt vun der Lëtzebuurger Sprooch déi grenziwwer- schreidend Zesummenaar- becht um regionalen a lokalen Niveau ze gestalten? Sinn do schonns Initiative geplangt a wa jo wat fir eng?

Réponse (24.2.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

- (1) Op formellem Niveau muss Folgendes festgestallt ginn: d'europäesch Charte N°148 vum 5. November 1992 iwwert d'Regional- a Minoritéitsproo- chen ass bis haut vun 29 Län- ner ënnerschriwwen a vu 17 Länner ratifizéiert ginn.

Wat d'Ënnerschrëft betrëfft, hu vun eisen Nopeschlänner bis elo nëmme Frankräich an Däitschland ënnerschriwwen. Ratifizéiert gouf dës Charte vum Nopeschland Däitsch- land. Belgien huet d'Charte bis haut weder ënnerschri- wen nach ratifizéiert. Lëtze- buerg huet duerch seng Ënnerschrëft de 5. November 1992 e kloert Signal gesat, datt et sech der Situatioun vun de grenziwwerschreidende Sproochkontakter bewosst ass.

Wéi an der Resolutioun vun den Häre Gast Gibéryen a Marcel Glesener vum 18. Abrëll 2002, déi méi spezi- fesche eise belschen Noper be- trëfft, festgehelt ass, si mir als Nationalsprooch net vun alle Punkte vun dëser Charte concernéiert.

- (2) Iwwert dës formellen Niveau eraus ass Lëtzebuerg schonns ëmmer beméit gewiescht, gutt Kontakter mat eisen Nopesch- länner, an an dësem Fall ganz speziell mat eisen Nopesch- regiounen ze flegen.

Zënter Joren, wann net Jor- zéngten, gi vu Lëtzebuerg Kul- turofkommen, ënner anerem mat eise Nopeschlänner, an d'Praxis ëmgesat. An dësen Accorden ass ëmmer eng Plaz fir d'Sprooch virgesinn. Dat geschitt ënner anerem a Form vun Aktivitéitsstrukture wéi d'Schafe vu gemeinsamen Austauschprogrammen, den Echange vu Literatur, Studen- teboursen, Universitëitscours- en asw. Dozou gehéiert natier- lech besonnesch den Echan- ge tëschent kulturellen Institu- tiounen. Souwuel op euro- päeschem wéi op nationalem Niveau engagéiert sech Lëtze- buerg intensiv am interregio- nalen Austausch.

Dësen Austausch bezitt sech net eleng op eis National- sprooch. Sou wéi bei anere grousregionale Projeten, z.B. d'"INTERREG"-Programmer, versicht d'Regierung iwwer eng ethnolinguistesch Approche eraus, en interkulturellen Dia- log ze promovéieren. Grad den „INTERREG“-Projet mat sengem Slogan „Passé com- mun, Identité commune“ defi- niéiert kloer de Kader, an deem Lëtzebuerg sech iwwer seng Nationalgrenzen eraus als Deel vun enger Grousregioun versteet.

Gläichzäiteg presidéiert Lëtze- buerg den Aarbechtsgrupp: „Affaires culturelles“ an der Grousregioun. Dës Grupp koordinéiert zënter méi ewéi zéng Joer bilateral a multilate- ral Projeten op interregionalem Niveau.

D'Preparativen op d'Kulturjoer 2007, dat ënner dem Motto „Grousregioun“ lafe soll, weist an aller Däitlechkeet, wéi de Kulturministère sech an den nächste Joren an der Grousregioun positionéiere wëll. Als geographeschen Zentrum vun der Grousregioun huet sech Lëtzebuerg als dreiwend Kraaft fir all Sy- nergien erweisen.

- (3) Dës Synergie bezéie sech och op déi dräi Sproochen, déi souwuel an der Grousregioun wéi hei zu Lëtzebuerg ge- schwat ginn. De Kulturminis- tère promovéiert an dësem Sënn all Initiative, ënner anerem den Echange vun de Bibliothéiken an de Kulturinstituter.

Wat d'Bibliothéiken ubelaangt, esou existéieren excellent Echange tëschent dem Mi- nistère an den Universitëiten Tréier, Oldenbuerg, Saar- brécken a Metz, grad sou wéi mat der „Bibliothèque provin- ciale“ zu Marche-en-Famenne. Dës Echange concernéieren eis Luxemburgensia, déi sech selbstverständlech an deenen dräi Sprooch Lëtzebu- ergesch, Franséisch an Däitsch versteet.

Dobäi kommen ons Partena- riate mat kulturelle Manifesta- tiounen wéi d'"Kinder- und Ju- gendbuchmesse" zu Saar- brécken, den „Été du livre“ zu Metz, d'"KIBUM" zu Olden- buerg an de „Livre sur la pla- ce“ zu Nanzege.

Zu Sankt Veit ënnerstëtzt de Ministère zanter Joren eng grenziwwerschreidend Publi- katioun: d'däitschsproocheg Literaturzäitschrëft „Krautgar- ten“, déi souwuel lëtzebu- ergesch wéi belsch oder och däitsch Auteuren an hire Säite presentéiert.

Net ze vergiessen ass d'"Fête des langues et des cultures“, déi all zwee Joer zu Lëtze- buerg ofgehale gëtt. Dës Ma- nifestatioun huet e groussen Impakt op eis Noperen, wat d'Zuele vun de Visiteuren aus de Grenzregiounen beweisen.

Am Kader vun der interinstitu- tioneller Kooperatioun gi regel- méisseg Ausstellungen orga- niséiert. Sou hu mer z.B. am Hierscht 2002 mat grousssem Erfolleg d'Bicherausstellung „Les deux Luxembourg“ zu Marche-en-Famenne an zu Arel organiséiert, an dat an Zesummenaarbecht mam Mierscher Literaturarchiv, der Nationalbibliothék an der „Bi- bliothèque provinciale“ vu Marche.

Doriwwer eraus gi regelméi- seg Lektüre vu Lëtzebuurger Auteuren an deenen dräi Sproochen Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch organi- séiert.

Schliesslech wëll ech nach drop hiweisen, datt ech de leschten 28. Januar op der Fa-

culté de Philosophie et Lettres des Facultés Universitaires de Namur eng chaire de langue et de culture luxembour- geoises konnt aweien.

- (4) Mir wëssen alleguer, datt eis Sprooch vu grousssem Intérêt ass fir déi zeg dausende Fron- tallieren, déi Dag fir Dag bei eis an d'Land schaffe kommen. Schonn an der viiregter Legis- laturperiod hunn ech dësem Phenomeen Rechnung ge- droen, an deem ech Program- mer initiéiert hunn, déi dëser Notro entspriechen.

Aus dëser Presentatioun gesäit een däitlech, wéi facet- teräich déi interregional Ze- summenaarbecht an deene leschte Joren opgebaut ginn ass, an dat a vollem Respekt virun der Souveränitéit vun ei- sen Noperen.

Question 2016 (23.1.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant la construction d'une école européenne à Mamer:

Depuis le Conseil européen de Copenhague les 12 et 13 décembre 2002, l'élargissement de l'Union européenne est un fait acquis. Il convient dès lors de se préparer aux échéances futures dont certaines se situent en 2003 (recrute- ment de nouveaux fonctionnaires) et en 2004 (adhésion de dix nou- veaux Etats membres).

Quelque 3.000 fonctionnaires euro- péens nouveaux sont attendus à Luxembourg dans les prochaines années du fait de l'élargissement. Il est entendu que la politique du siège du Gouvernement concerne la défense des services installés à Luxembourg, mais qu'elle doit aus- si créer les conditions de travail et les infrastructures nécessaires pour accueillir de façon conve- nable les nouveaux fonctionnaires.

Aussi le Conseil de Gouvernement a-t-il décidé, il y a un an, de faire construire une deuxième école eu- ropéenne à Mamer. Mme le Mi- nistre peut-elle me dire où en sont les travaux préparatoires (acquisi- tion du terrain, projet de loi) pour cette école et dans quel délai cel- le-ci doit être prête étant donné l'arrivée prévue de nouveaux fon- cionnaires et de leurs familles à Luxembourg?

Par ailleurs, j'aimerais savoir où en sont les projets pour une nouvelle crèche destinée au personnel des institutions européennes au Kirch- berg?

Réponse (4.2.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

Concernant la construction d'une deuxième école européenne, je renvoie à la réponse conjointe de Mme le Ministre de l'Education nationale et de moi-même à la ques- tion parlementaire N°1921 de M. le Député Marc Zanussi (*cf. compte rendu N°9/2002-2003*).

Quant au projet pour une nouvelle crèche destinée au personnel des institutions européennes au Kirch- berg, il y a lieu de signaler que les plans afférents ont été déposés au- près des services de l'administra- tion communale de la ville de Luxembourg en vue de l'obtention de l'autorisation de bâtir.

Question 2017 (24.1.2003) de M. Jean-Pierre Koepp (ADR) concernant les transports publics au Nord du pays:

D'Restaurateurs aus dem Norde vum Land sinn en engem Ausbau vum öffentleche Persounentrans-

port (RGTR-Linnen), speziell sonndes, interesséiert. An dësem Kontext hunn d'Restaurateuren de Wonsch, datt sonndes wéi feier- dags niewent der Zuchlinn och eng Buslinn am Eislek zur Verfügung gestallt gëtt. Déi kënnt, niewent den Uertschaften déi direkt un der Zuchlinn leien, och aner Uertschaf- te bedéngen. Mat esou enger Of- ferte hätten d'Leit wesentlech méi Méiglechkeeten, fir hire fräien Dag kënnen ze gestalten an dëst kënnt ganz sécherlech och dem Gastro- nomiesecteur zegutt.

Zu Ettelbréck hält sonndes wéi feierdags ee „Bummler“ am Ston- nentakt (25') wéi och ee Schnell- zuch (39') deen aus der Stad kënnt. Emgekéiert fueren och zwee Zich am Stonnentakt (21' a 35') an d'Stad (de Schnellzuch huet och Verbindung zum Ausland).

An dësem Kontext hätt ech folgend Fro un den Här Minister:

Wéi ass dem Här Minister seng Astellung, fir sonndes wéi feier- dags vun Ettelbréck aus e Bus, deen op dës Zuchlinnen of- gestëmmt ass, vläicht am Stonnen- takt iwwert den Haaptrajet (Ettel- bréck, Dikrech, Wämperhaart an erëm zréck iwwer Pommerlach- Ettelbréck) duerch d'Eislek fueren ze loosseren?

Réponse (6.3.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:

Den öffentlechen Transport ass sonndes, besonnesch um Land, net weider ausgebaut.

Do wou hien ugebuede gëtt, do gëtt hien awer och meeschtens wéineg benotzt, an dat, well d'Leit sonndes meeschtens aner Gewun- nechten an Ziler hunn.

Et ass also wichteg, datt d'Organi- sateuren vum öffentlechen Transport déi Ziler kennen, fir datt si d'Servi- cer dorobber ausriichte kënnen.

Ier deemto de Vorschlag vum Här Deputéierte Koepp, 20 Uertschaf- ten (vu méi wéi 150) am Norden e Sonndesservice mat Bussen unze- bidden, ka realiséiert ginn, solle vu Säite vun de Gemengen Initiativ geholl ginn, datt déi néideg Infor- mationen iwwert d'Wënsch vun al- len interesséierte Leit zesumme- gedroe ginn.

Ech si gäre bereet, uschléissend op dës Wënsch ze reagéieren.

Question 2018 (24.1.2003) de M. Jean-Pierre Koepp (ADR) concernant la pollution de l'eau potable:

A leschter Zäit heefe sech d'Mel- dungen an der Presse, datt a ver- schidden Uertschaften d'Leit, wäh- rend enger gewësser Zeit, d'Lei- tungswasser op wéinegstens 10 Minutten sollen ofkachen ier se et drénke resp. et gëtt ofgeroden d'Geméiss an d'Uebst, wat réi giess gëtt, domat ze wäschen.

Viru Joeen huet ee kaum sou Mel- dungen an der Presse kënnen héieren oder liesen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1.) Ëm wat fir Veronrengungen handelt et sech haaptsäch- lech, a wat ass de geneeé Grond fir dës ëmmer méi hee- feg virkommend Veronrengun- gen am Drénkwasser?
- 2.) Wat kéinten d'Gemengen ën- nerhuelen, fir dës Problematik an de Gréff ze kréien?

Réponse (4.3.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Inté- rieur:

Il m'importe d'emblée d'attirer l'at- tention de M. le Député Jean-Pier- re Koepp sur le fait que plusieurs des points qu'il soulève dans sa question parlementaire ont égale- ment fait l'objet de la question par- lementaire N°1847 de M. le Député Jos Scheuer et de ma réponse y af- férente (*cf. compte rendu N°1/ 2002-2003*).

Rappelons que la qualité hygié- nique d'une eau potable est déter- minée, d'une part, par ses caracté- ristiques chimiques et, d'autre part, par ses caractéristiques bacté- riologiques. Les récentes pollutions de l'eau potable ont toujours eu comme origine une contamination bactérienne des eaux d'alimenta- tion.

Plusieurs causes de différente nature ont été à l'origine des contami- nations constatées récemment: ainsi, dans un cas, des travaux sur le réseau de distribution n'avaient pas été exécutés avec les précau- tions nécessaires et ont mené à une contamination bactérienne de l'eau; dans un autre cas, la conta- mination a trouvé son origine dans une rentrée directe d'eau de surfa- ce par une gaine technique dans une partie de l'infrastructure d'ad- duction.

Dans la majorité des cas cepen- dant, le point de départ de la contamination bactérienne est lié à la ressource elle-même. En effet, beaucoup des captages ont été construits au début ou en tout cas dans la première moitié du siècle passé et sont dès lors caractérisés par une infrastructure vieillissante. Ce fait se traduit tant par la présen- ce de fissures dans l'édifice que par la faible couche de protection résiduelle dans la zone fissurée de la roche en amont direct du capta- ge. Il s'ensuit que des infiltrations d'eau de surface peuvent avoir lieu à l'intérieur - même des captages et y provoquer des pollutions bac- tériennes de l'eau captée. Ce phé- nomène se manifeste tout particu- lièrement en périodes de pluies in- tenses telles que nous les connais- sons depuis les deux dernières an- nées.

En ce qui concerne les moyens à mettre en œuvre par les autorités communales pour la maîtrise de cette problématique, je signale à M. le Député Jean-Pierre Koepp que le nouveau règlement grand- ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (Mém. A, N°115, 2002) oblige les distribu- teurs d'eau, donc les communes, à soumettre leur infrastructure d'ap- provisionnement à un audit de qua- lité et d'élaborer un dossier techni- que qui retrace tout le parcours de l'eau, de la ressource jusqu'au robinet du consommateur. Les points sensibles et critiques de l'in- frastructure seront repérés pour ensuite être éliminés, ce qui per- mettra d'améliorer sensiblement la protection du consommateur.

Il convient également de remar- quer que la fourniture de l'eau po- table est devenue un secteur d'ac- tivité extrêmement complexe et technique. Aussi, le Ministère de l'Intérieur est en train d'examiner, dans le cadre d'une réflexion de fond concernant la politique de l'eau au Luxembourg, si les struc- tures actuelles, avec un très grand nombre de petites communes au- tonomes qui font elles-mêmes la gestion de leur réseau de distribu- tion, restent adaptées aux exi- gences très strictes garantissant une sécurité à toute épreuve pour le consommateur.

Question 2019 (24.1.2003) de M. Jean-Pierre Koepp (ADR) concernant les travaux d'entretiens spéciaux par divers intervenants:

Ausserhalb vun den normalen Aar- bechtsstonnen kënnt et oft vir, datt op de Statsstroossen muss verschidde- mool intervenéiert ginn, z.B. bei Stueren wann et heesch emgefale Beem ewechzeraumen oder awer wa Mazout op der Strooss verluer gouf, da muss dësen opgebott ginn. Nun ass awer net ganz kloer, wien dës Aarbechte soll an dës Stonnen um Terrain ausféieren. Engersäits ass wuel ee Service vun de Ponts et Chaussées duerfir zoustänneg, anerersäits

ginn awer d'Pompjeeën iwwert den 112 fir dës Aarbechte geruff.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madame Ministesch:

- 1) Kann d'Madame Ministesch mer am eenzelne matdeelen, wéi eng Service ausserhalb vun den normalen Aarbechtsstonnen fir wéi eng Aarbechte genee zoustänneg sinn, a wéi d'Prozedur ass?
- 2) Am Fall wou Mazout duerch d'Pompjeeë vun der Strooss opgebotzt muss ginn, wou ass dëse „Pudder“ gelagert a wien ass verantwortlech fir d'Gérance vun dësem Stock. Wéi ass d'Prozedur vun der Entsuegung am Fall vun engem Asaz vun dësem „Pudder“?

Réponse (13.3.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

A) Statsstroossen – R.N. an C.R.

- 1) An de Wanterméint (November bis März) sinn all Brigade vu Ponts et Chaussées och ausserhalb vun den normalen Aarbechtsstonnen permanent besat. Eis Leit kënnen also souwuel am Wanterdénegsch, wéi och fir aner Zwëschefäll geruff ginn.

Während deenen anere Méint kontaktéiert d'Zentral 112 oder de CITA déi jeeeweileg Préposé vum Kantonbetrib, déi dann d'Leit erausschécken, fir ze intervenéieren oder de Pompjeeën ze hëllefen. Dat ass zumools de Fall, wou mat schwéiere Gefierer muss gemaach ginn oder eng Signalisation muss opgeriicht ginn, fir eng Statsstrooss ze spären.

- 2) Pudder gëtt nëmme vun de Pompjeeë gebraucht, fir lokal eng gréisser Quantitéit Ueleg oder Mazout ze bannen. De Pudder suckelt d'Flëssegkeet op, gëtt ewech gekiert an um SIDEC oder soss enger Sondermülldeponie fachgerecht entsuergt. Wa Mazout, Benzin oder Ueleg iwwer eng länger Streck verluer gouf, gëtt vun de Pompjeeën eng spezial Flëssegkeet driwwer gesprézt, déi déi Matière neutraliséiert. Dat sou entstane Produkt kann dann an d'Kanalisatioun lafe well et onbedenklech ass. Déi zwee Entsuegungsprodukter sinn an dem jeeeweilege Pompjeeebau stockéiert an d'Pompjeeë bekëmmere sech och ëm de Stock.

B) Autobunnen

- 1) Fir d'Autobunnsnetz besteet eng Permanence vun engem Cantonnier an zwee Aarbechter ronderëm d'Auer; dës Equipe intervenéiert bei all Zwëschefäll op den Autobunnen.
- 2) Op den Autobunnen gëtt kee Pudder benotzt, fir de Mazout opzehiewen, mä eng Flësseg Léisung, fir d'Verschmotze vun Drainsphalt ze verhënnern. Bei dem Service vun den Autobunnen zu Bartreng leien ëmmer e puer Fässer op Lager. Wann d'Pompjeeë vun 112 geruff ginn an dës Flëssegkeet benotzen, da kréie si se vun de Ponts et Chaussées ersat. Gewéinlech awer gräifen d'Ponts et Chaussées selwer mat enger spezieller Kiermaschinn an déi d'Flëssegkeet opdréit, an duerno op-suckelt. Dat opgesuckelt Material gëtt zu Bartreng zwëschegelagert a regelméisseg vu spezialiséierte Firmen op Sondermülldeponien entsuergt.

Selon un article paru dans le Quotidien du 9 août 2002, le Land allemand de la Rhénanie-Palatinat, plus particulièrement la ville de Trèves, se prépare à organiser la «Landesgartenschau» de 2003, sorte d'exposition horticole ayant lieu chaque année dans un Land différent. L'idée serait de „élargir au-delà des frontières du Land“ et notamment de coopérer avec le Luxembourg. Apparemment, la ville de Luxembourg est déjà en train d'élaborer des concepts dans cette perspective.

- Est-ce que les instances étatiques participent à l'élaboration de ces plans? Le Luxembourg ayant développé dans les dernières années d'attractifs programmes de mise en valeur de jardins, ne serait-il pas intéressant d'inclure dans le concept d'autres communes luxembourgeoises?
- Ne serait-il pas important de poser ce concept dans un cadre du respect des principes horticoles écologiques?
- Qu'en est-il de l'implication des associations horticoles voire touristiques luxembourgeoises?

Réponse commune (21.3.2003) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*:

1. Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas été demandé officiellement par le «Land allemand» de la Rhénanie-Palatinat pour participer à cet événement.

La ville de Luxembourg qui entretient des relations étroites de partenariat avec la ville de Trèves participe cependant à cette exposition horticole régionale avec un stand important.

2. Suite à une initiative de l'Administration des Eaux et Forêts et avec le but de promouvoir l'utilisation du bois comme produit écologique dans la Grande Région (Wallonie, Rhénanie-Palatinat, Luxembourg), il a été créé à titre informel un groupe de travail intitulé «Pro Bois - Pro Holz». Ce groupe de travail a l'intention de participer à la «Landesgartenschau» à Trèves. L'administration forestière allemande est en charge de la gestion de ce dossier.

En ce qui concerne les principes horticoles écologiques, l'Administration des Eaux et Forêts a développé des recherches sur les principes d'aménagement écologique des zones vertes à l'intérieur des agglomérations. Une brochure y relative a été élaborée pour le village de Schuttrange. Il est évident que ces documents pourraient être diffusés à une plus grande échelle.

3. La Fédération horticole professionnelle luxembourgeoise sera présente à la «Landesgartenschau» de Trèves en 2004 avec un stand paysagiste représentant les différentes régions du Grand-Duché de Luxembourg. Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a prévu d'accorder dans le cadre du budget de l'Etat pour l'exercice 2004 un subside à la Fédération horticole luxembourgeoise pour la réalisation de ce stand d'exposition.

Ces derniers temps, on note une recrudescence de la tendance à détruire ou à laisser à l'abandon des bâtiments anciens, à vocation commerciale ou d'habitat. Notamment dans la ville de Luxembourg, des objets ayant une valeur architecturale certaine sont en danger. Citons par exemple le coin de l'avenue de la Liberté et de la rue Origer. D'autres sont encore utilisés, mais leur intérieur est déjà en train ou risque d'être disloqué ou modifié: c'est le cas du ciné Mari-vaux. Des bâtiments datant des années trente ou de l'après-guerre, par exemple dans le quartier de Merl-Belair, sont en train d'être rénovés de façon peu respectueuse de leur style original. Cela vaut également pour certains bâtiments étatiques, comme par exemple l'ancienne école européenne, qui subissent des transformations.

- Quelle est la politique du Gouvernement dans cette matière, la loi de 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux n'offrant que peu d'instruments de protection pour des immeubles qui ne tombent pas sous le critère de monument national?
- Ne faudrait-il pas que l'Etat intervienne plus systématiquement en tant qu'acheteur immobilier afin de pouvoir préserver ces bâtiments?
- Existe-t-il une stratégie commune avec les responsables de la ville de Luxembourg dans ce domaine? Ne faudrait-il pas urgemment élaborer un plan de sauvetage afin de préserver la substance architecturale de la ville d'une vague de destructions analogue à celle des années 80?
- Qu'en est-il de la politique de protection du patrimoine lors de la rénovation des bâtiments étatiques? Sont-ils soumis systématiquement à une analyse préalable de leur valeur architecturale extérieure et intérieure?

Réponse commune (13.3.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Le pouvoir public dispose en fait de trois textes légaux pour lutter contre la dégradation du milieu urbain, pour améliorer les conditions d'habitat et de vie des citoyens habitant dans des vieux quartiers urbains et pour réhabiliter ou préserver des bâtiments et des structures urbaines dans ces mêmes quartiers.

En premier lieu, il faut citer la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes qui, dans son chapitre XIII sur l'esthétique des sites et des voies publiques, définit les instruments de planification réservés aux autorités locales en la matière. En effet, les communes sont tenues d'édicter un règlement pour désigner les monuments d'une valeur artistique historique ou archéologique et les endroits auxquels les PAG ont réservé un caractère spécial au point de vue du paysage, du voisinage desquels les constructions nouvelles, les agrandissements, les affiches et autres installations de réclame ne seront autorisés que pour autant qu'ils ne portent pas préjudice à la beauté du site.

Aux termes de l'article 57 de cette même loi, le règlement communal pourra désigner des voies ou places où les constructions nouvelles et les reconstructions doivent, par rapport au style, à la hauteur, au gabarit, à la couleur et à l'emploi des matériaux, répondre à

des conditions déterminées en concordance avec l'aspect de l'ensemble du quartier. Il pourra également déterminer des voies et places sur lesquelles ne seront autorisés que des édifices présentant un ensemble harmonieux. A ces fins, le collège des bourgmestre et échevins pourra édicter des conditions spéciales et faire établir des façades types, servant de modèle aux constructions privées.

En deuxième lieu, la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement offre aux communes la possibilité d'être actif dans le domaine de la revitalisation et de la réanimation des centres urbains, d'assainir des îlots, de supprimer des taudis, de préserver et de remettre en valeur l'héritage architectural et culturel du pays.

En effet, les communes sont habilitées à déclarer zone d'assainissement une partie du territoire urbain située à l'intérieur d'un périmètre déterminé et où une partie importante des logements ne suffisent pas aux conditions d'habitabilité.

La déclaration d'une telle zone génère des effets draconiens, tels que:

- les propriétaires bailleurs disposent seulement d'un délai d'un an pour effectuer les travaux d'assainissement imposés. A l'expiration de ce délai, la commune peut faire exécuter d'office et à sa charge les travaux.
- Aussi, la commune bénéficie d'un droit de préférence en ce qui concerne la conclusion d'un contrat de bail sur base de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant les baux à loyer.
- la démolition des bâtisses irrécupérables ainsi que les travaux d'aménagement relatifs à l'infrastructure urbaine et aux services et équipements publics, retenus lors de la déclaration de la zone, sont déclarés d'utilité publique.

- dans le cadre des aides à la construction d'ensembles, l'Etat peut participer jusqu'à concurrence de 50% aux frais d'études de l'opération ainsi qu'aux frais d'aménagement de logements effectués par les communes.
- dans le même cadre, l'Etat peut participer jusqu'à concurrence de 50% du coût aux travaux d'assainissement et effectués par les propriétaires occupants répondant aux critères applicables pour l'octroi des primes d'amélioration.

S'il résulte d'une enquête sociale qu'un propriétaire n'est pas en mesure de supporter le restant du coût, l'Etat peut participer jusqu'à concurrence de 25% de ce restant. Dans ce cas la commune doit prendre en charge un montant égal à la part complémentaire de l'Etat.

En cas d'aliénation à titre onéreux ou de location de ces logements, l'Etat et la commune récupèrent leurs participations avec les intérêts au taux exigible en cas de restitution des primes de construction. Toutefois, les participations de l'Etat et des communes peuvent être remboursées, en tout ou en partie, par anticipation.

Finalement, la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux permet de protéger des immeubles déterminés en les classant ou en les inscrivant à l'inventaire supplémentaire.

Cette procédure est parfois assez longue, parce qu'elle fait intervenir plusieurs partenaires. Elle exige aussi l'avis du propriétaire de l'objet visé qui peut s'opposer à toute mesure de protection.

De même la commune concernée peut émettre des réserves. Ainsi, la ville de Luxembourg s'est-elle récemment opposée à la protection d'immeubles dont elle avait déjà autorisé la démolition.

La collaboration entre l'Etat et la ville fonctionne à plusieurs niveaux, notamment dans le cadre de la Commission des Sites et Monuments nationaux et de la Commission des Bâtisses de la commune.

La même constatation vaut également pour les différentes administrations étatiques.

Avant la réalisation de travaux dans des immeubles protégés appartenant à l'Etat, le Service des Sites et Monuments nationaux fait procéder à des analyses détaillées, afin de déterminer les éléments à conserver à tout prix.

Pour des raisons évidentes, l'Etat ne peut pas se porter acquéreur de tout édifice en mauvais état ou menaçant ruine.

Cependant, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, donc l'ancien Fonds pour le logement à coût modéré, procède régulièrement à l'acquisition d'anciennes bâtisses en vue de les réhabiliter souvent dans le cadre d'une rénovation urbaine bien conçue.

Ainsi, le Fonds est propriétaire de 23 anciennes bâtisses dans le seul faubourg du Grund, dont 7 maisons sont classées monument national, de 6 anciennes maisons à Dasbourg et à Wallendorf, d'une ancienne cité ouvrière à Dudelange Brill (11 maisons unifamiliales) pour ne citer que ces quelques exemples. Le Fonds a également acquis des maisons plus importantes, telles que la Villa Metz, l'ancienne pharmacie à Remich, l'ancien couvent à Eisenborn, etc., immeubles qui étaient abandonnés et qui menaçaient de tomber en ruine.

Quant à l'immeuble situé à l'angle de l'avenue de la Liberté et de la rue Origer, il appartient à un propriétaire privé qui envisage une réaffectation. L'aspect extérieur sera en tout cas préservé.

Question 2024 (28.1.2003) de Mme Renée Wagener (*DEI GRÉNG*) concernant la représentation paritaire au sein de la Cour pénale internationale:

L'élection des 18 juges de la Cour pénale internationale aura lieu le 3 février 2003 à New York. Les conditions de vote prévoient que chaque Etat devra voter pour au moins six candidats de chaque sexe.

- Quelles sont les intentions de vote du Gouvernement luxembourgeois?
- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois a l'intention de soutenir les candidatures des candidates féminines en vue d'une représentation paritaire au sein de la Cour pénale internationale? Combien de femmes pourront compter sur le vote du Gouvernement luxembourgeois?

Réponse (12.2.2003) de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*:

En ce qui concerne le choix des 18 candidats à retenir pour l'élection des juges à la Cour pénale internationale, le Gouvernement luxembourgeois a pris en compte les différents critères obligatoires auxquels le bulletin de vote devra satisfaire, à savoir:

- Un vote pour neuf candidats au moins de la Liste A (compétences en matière pénale) et pour cinq candidats au moins de la Liste B (compétences en matière de droit international);
- Trois votes à chaque fois devront aller à des candidats d'Afrique, d'Amérique Latine et des Caraïbes et d'Europe Occidentale et autres Etats, ainsi que deux votes à chaque fois pour les candidats d'Asie et d'Europe occidentale;

Question 2020 (28.1.2003) de Mme Renée Wagener (*DEI GRÉNG*) concernant la „Landesgartenschau“ à Trèves:

Question 2022 (28.1.2003) de Mme Renée Wagener (*DEI GRÉNG*) concernant la protection de la substance architecturale:

- Six votes au moins devront aller à des candidats masculins et six votes au moins à des candidats féminins

Dans la prise de décision ont aussi été pris en compte l'engagement du pays dans le processus de négociation du Statut de Rome ainsi que les positions prises récemment en matière de droits de l'homme, et plus particulièrement au sujet de la peine de mort.

Les expériences internationales des candidats ont constitué un autre critère de sélection.

Conformément aux demandes de nombreuses organisations non gouvernementales le Luxembourg a aussi dûment pris en compte la nécessité d'une représentation adéquate des différents systèmes de droit, des sensibilités de pays en voie de développement et d'une présence adéquate de juges féminins.

Etant donné que la Cour pénale internationale a compétence pour examiner des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre dont certains touchent spécifiquement les femmes (viol, prostitution forcée, la grossesse forcée), le Gouvernement luxembourgeois a pris en considération cet aspect et a veillé à soutenir dans le cadre des procédures un nombre important de candidates féminines. Parmi les 18 candidats retenus par le Luxembourg, huit femmes pourront compter sur le vote des autorités luxembourgeoises, avec l'objectif d'assurer une représentation importante au sein de la Cour pénale internationale.

Question 2025 (23.1.2003) de M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) concernant les répercussions sur l'environnement par l'agrandissement projeté de l'entreprise „Kronospan“:

D'après mes informations, la firme „Kronospan“, établie dans la commune de Sanem, a l'intention de développer sa production. Dans ce contexte, une procédure d'autorisation est en cours en ce moment et de nombreux habitants de la commune concernée s'opposent à l'agrandissement projeté de cette firme parce qu'ils y voient une détérioration supplémentaire de leur cadre de vie (bruit, mauvaises odeurs, émissions nocives).

En effet, malgré les promesses faites par les dirigeants lors de l'établissement de leur entreprise dans la commune de Sanem, ce sont surtout les émissions et mauvaises odeurs qui continuent d'incommoder les habitants des alentours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à M. le Ministre de l'Environnement les questions suivantes:

1. Ne faudrait-il pas, avant de procéder à une autorisation d'exploitation supplémentaire éventuelle, faire un bilan intermédiaire sérieux de l'impact environnemental des activités „Kronospan“ sur les quartiers d'habitation des alentours?
2. Ne faudrait-il pas procéder dans le même sens à une étude d'impact globale prenant en considération les activités d'autres firmes établies dans les alentours de „Kronospan“?
3. M. le Ministre est-il prêt à rappeler aux dirigeants de la firme „Kronospan“ qu'ils s'étaient engagés en 1994 à utiliser les meilleures technologies disponibles afin de minimiser l'impact environnemental de leurs installations?
4. De quand datent les dernières campagnes de mesure des rejets atmosphériques et des nuisances acoustiques et quels étaient les résultats de ces mesurages?

5. M. le Ministre est-il au courant du fait qu'à l'étranger, notamment en Allemagne, de nouveaux procédés de séchage viennent d'être développés permettant de réduire considérablement le volume des émissions et les quantités d'odeurs incommodes?

6. M. le Ministre est-il prêt à imposer à la firme „Kronospan“ une adaptation de leur procédé technique à la meilleure technologie disponible au niveau du stockage et du séchage des bois utilisés?

Réponse (10.3.2003) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:

Les dossiers de demande, relatifs à l'établissement Kronospan qui sont actuellement soumis à une procédure de commodo et incommodo conformément aux articles 10 et 12 de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et auxquels se réfère probablement l'honorable député, ne concernent pas des installations de production de panneaux en fibres MDF et OSB. En effet, le requérant sollicite une autorisation pour une extension des halls de stockage de panneaux en fibres et l'exploitation d'une unité de finissage des panneaux MDF à l'aide d'un revêtement à base de mélamine.

Considérant que les pièces de l'enquête publique en question font défaut et qu'une décision ne peut être prise en l'occurrence, il n'incombe pas au Ministre de l'Environnement de se prononcer au courant de la procédure.

Les autorisations délivrées antérieurement fixent des conditions d'exploitations spécifiques pour les installations de production existantes sur le site Kronospan. Ces conditions ont été imposées pour garantir entre autres la protection de l'environnement humain et naturel. Il incombe de préciser que ces autorisations se basent sur des évaluations réalisées par des personnes agréées en vertu des dispositions de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement.

En ce qui concerne la conformité de l'établissement par rapport aux conditions d'exploitations formulées dans les différents arrêtés ministériels, l'état correct ne peut être dressé dans le cadre d'une réponse à une question parlementaire vu la complexité technique de la matière et l'envergure d'une telle réponse.

Toutefois, je peux informer l'honorable député que le dernier contrôle des rejets dans l'air générés par les lignes de production MDF et OSB date d'avril 2002. Selon le rapport de mesure, les rejets dans l'air en provenance des lignes de production respectent les seuils fixés en 1996. Il est à noter que le respect de ces seuils nécessite l'emploi correct d'un vaste dispositif de dépollution.

L'impact acoustique de l'établissement Kronospan sur les alentours immédiats a été réduit suite à la mise en exploitation de la nouvelle installation à écorcer les arbres. Dans le cadre de la réception de cette nouvelle installation, effectuée en septembre 2002, l'impact global de l'établissement Kronospan a été déterminé. Il en résulte que grâce à cette installation, l'établissement Kronospan respecte en période nuit la valeur limite imposée en 1996.

En ce qui concerne l'emploi de la meilleure technique disponible, il incombe à l'exploitant de choisir soit de recourir à un procédé qui génère peu de nuisances à la source soit de mettre en oeuvre des

mesures de dépollution efficaces. S'il est vrai que du point de vue de l'environnement la première option est à favoriser, il faut considérer que l'établissement en question a été mis en exploitation en septembre 1995. Selon la situation actuelle, l'exploitant à tout intérêt à optimiser son procédé de production vu les frais élevés occasionnés par l'exploitation du dispositif de dépollution des rejets dans l'air.

Question 2027 (28.1.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant la distribution des quotidiens luxembourgeois:

La distribution des quotidiens luxembourgeois est soumise à quelques règles: les services postaux sont obligés de plier certains quotidiens trois fois et d'autres seulement deux fois.

Depuis longtemps, il existe une demande de quelques quotidiens de réduire le pliage à seulement deux fois, ce qui signifierait pour les facteurs une augmentation de travail et pour les quotidiens une réduction des coûts.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à M. le Ministre de l'Economie:

M. le Ministre a-t-il récemment pris une décision concernant cette problématique? Dans l'affirmative, pourrait-il me donner plus de détails?

Réponse (21.2.2003) de M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie:

Je n'ai pas pris de décision concernant la problématique soulevée par M. le Député.

Question 2028 (31.1.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'installation d'un centre de documentation consacré à la galerie Hondsbèsch:

En réponse à une question parlementaire du 1^{er} août 1996 concernant l'installation d'un centre de documentation consacré à la galerie Hondsbèsch à Niederborn (cf. *compte rendu N°2/1996-1997*), épisode important de notre histoire nationale, Mme la Ministre de la Culture confirmait que toutes les conditions semblaient réunies pour que ce haut lieu de la résistance de la Seconde Guerre mondiale puisse être logé à Lasauvage au château Saintignon.

Or, comme entre-temps plus de six ans ont passé et que ce projet intéressant n'est toujours pas réalisé, j'aimerais savoir de Mme la Ministre quelles sont les raisons qui s'y opposent?

Dans quels délais ce projet pourrait-il être réalisé?

Réponse (10.3.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Il avait été envisagé que le Château de Saintignon à Lasauvage accueille un double espace muséologique se composant d'une part d'un centre de documentation sur le village de Lasauvage et d'autre part d'un petit espace muséologique dédié aux réfractaires de la Galerie Hondsbèsch. Cela n'a pas pu se faire.

Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a accepté en janvier 2003 la suggestion de la commune de

Differdange d'aménager une galerie modèle dans une partie de la cave de l'école communale de Lasauvage. Celle-ci dispose du double avantage que, d'une part, l'espace disponible pour accueillir le Musée de la Galerie Hondsbèsch dépasse de loin celui qui était prévu au château de Saintignon et, d'autre part, cette cave dégage une certaine ambiance qui rappelle celle de la véritable Galerie Hondsbèsch dans laquelle les réfractaires se sont cachés durant la Deuxième Guerre mondiale.

Cette décision a d'ailleurs été positivement accueillie par les représentants de l'Amicale Hondsbèsch. Désormais toutes les parties concernées sont d'accord sur le lieu et sur la réalisation du projet. Le concept muséal existant devra encore être adapté au nouveau local.

Question 2029 (31.1.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le statut du personnel des établissements publics:

Lors de la récente Conférence des Comités, la Confédération générale de la Fonction publique avait rappelé au Gouvernement ses promesses faites dans le cadre de l'accord salarial 2002 en vue du rétablissement du statut du fonctionnaire pour le personnel des établissements publics.

J'aimerais dès lors savoir de Mme la Ministre quels établissements publics et combien de personnes sont concernés par cet accord?

- Est-ce que le Gouvernement entend assurer le statut de fonctionnaire à tous les employés de ces établissements?
- Selon quelle démarche le Gouvernement entend-il procéder?
- Dans quels délais le Gouvernement entend-il honorer ses promesses?

Réponse (6.3.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Dans son courrier du 31 janvier 2003, l'honorable député M. Mars Di Bartolomeo se réfère à la Conférence des Comités de la Confédération générale de la Fonction publique de décembre 2002 pour rappeler au Gouvernement ses promesses faites dans le cadre de l'accord salarial concernant le statut du fonctionnaire pour le personnel des établissements publics. M. Di Bartolomeo pose encore quelques questions de détail concernant le nombre de personnes visées, la démarche envisagée par le Gouvernement ainsi que les délais endéans lesquels il entend honorer ses promesses.

En réponse permettez-moi de vous rappeler d'abord que le Gouvernement avait chargé l'Institut européen d'Administration publique à Maastricht (I.E.A.P.) d'une étude avec comme objet de développer des critères homogènes et uniformes en vue de la création d'un organisme décentralisé, soit en modifiant le statut d'une ex-administration de l'Etat, soit en donnant un nouveau statut d'établissement public à une entité qui s'est plutôt développée jusque-là selon les règles du secteur public. L'I.E.A.P. avait remis son étude à la fin de l'année 2001, si bien que le Gouvernement avait chargé par la suite dans sa séance du 18 janvier 2002 un groupe de travail interministériel de l'implémentation des conclusions de cette étude, en particulier pour élaborer un concept global et soumettre au Gouvernement un projet de lignes de conduite susceptible de guider sa politique future en la matière.

Il est vrai que l'accord salarial du 21 mars 2002 entre le Gouvernement et la Confédération générale de la Fonction publique retient en son point 9 la précision supplémentaire que «les lois ayant créé ou créant des établissements publics garantiront au personnel concerné le régime de statut public pour des raisons d'harmonisation, de transparence et d'équité».

Dans la mesure où les conclusions du groupe de travail interministériel sont attendues dans les mois prochains, le Gouvernement ne manquera pas de prendre ses décisions définitives en la matière avant la pause d'été 2003.

Question 2034 (3.2.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant la gestion du forfait d'éducation par le Fonds national de solidarité:

Par la loi du 28 juin 2002, 1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension; 2. portant création d'un forfait d'éducation; 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, est créé un forfait d'éducation accordé au parent qui s'est consacré à l'éducation d'un enfant légitime, légitimé, naturel ou adoptif âgé de moins de quatre ans lors de l'adoption, domicilié au Grand-Duché et y résidant effectivement au moment de la naissance ou de l'adoption de l'enfant. Le forfait d'éducation est encore attribué à toute personne qui s'est occupée en lieu et place des parents de l'éducation de l'enfant. Le bénéficiaire du forfait d'éducation est ouvert à partir de l'âge de soixante ans ou à partir de l'octroi d'une pension personnelle.

Les demandes en vue de l'octroi du forfait d'éducation sont à adresser au Fonds national de solidarité à qui incombe la gestion du forfait d'éducation. En juin dernier, le président du Fonds national de solidarité a affirmé que les premiers paiements ne pourraient être effectués qu'en 2003, vu le grand nombre de demandes à traiter. A l'époque il était question de 30 à 35.000 demandes. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Mme la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

- Est-ce que les premiers paiements ont déjà été effectués?
- Quel est le nombre exact de demandes introduites auprès du Fonds national de solidarité jusqu'à ce jour?
- Combien de demandes ont dû être refusées et selon quels critères?

Réponse (28.2.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

- 1) Les premiers paiements de la prestation «forfait d'éducation» ont pu démarrer seulement après la mise en place de l'application informatique par le Centre informatique de la Sécurité sociale.

Cette mise en place du programme informatique a pu être terminée au mois de janvier 2003 de sorte que les premiers (860) dossiers seront liquidés pour le 1^{er} mars 2003.

- 2) A la date du 24 février 2003, 36.649 demandes ont été introduites auprès du Fonds national de solidarité.
- 3) En considération du fait que les premières liquidations ont été effectuées qu'au mois de février 2003 aucune demande n'a été refusée jusqu'à ce jour.